

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA DÉFENSE NATIONALE

A LA FIN DE

1792

SERVAN ET PACHE

(10 août 1792 - 2 Février 1793)

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Henri LIBERMANN



PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN & C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, Quai des Grands-Augustins, 35

1927

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA DÉFENSE NATIONALE

A LA FIN DE

1792

SERVAN ET PACHE

(10 août 1792 - 2 Février 1793)

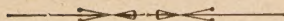
THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Henri LIBERMANN



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE

PERRIN & C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

33, Quai des Grands-Augustins, 33

—
1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA DÉFENSE NATIONALE

A LA FIN DE

1792

SERVAN ET PACHÉ

(10 août 1799 - 2 février 1793)

INTRODUCTION

Le département de la guerre sous la Révolution n'a fait jusqu'ici, à notre connaissance, l'objet d'aucune étude particulière. Un grand nombre d'auteurs en parlent accessoirement dans ses rapports avec les pouvoirs établis, ou les autorités constituées. Comment ne pas citer à cet égard les noms de MM. Aulard et Sagnac, nos distingués maîtres, dont des livres comme : *l'Histoire politique de la Révolution française*, le *Recueil des actes du Comité de Salut public*, la *Société des Jacobins*, les *Grands orateurs de la Révolution* ; ou la *Révolution du 10 août 1792*, le *Rhin français pendant la Révolution et l'Empire* ont fait époque dans l'étude de la période révolutionnaire.

D'autres se sont davantage attachés à la personne des différents ministres de la Guerre et parmi eux nous devons mentionner Mortimer et Ternaux avec leur *Histoire de la Terreur* et surtout Chuquet. Son *Histoire des guerres de la Révolution* nous a servi plus particulièrement de guide. Après lui, nous avons feuilleté attentivement les archives de la guerre. Nous avons dû reconnaître et nous nous inclinons bien bas devant la probité de l'historien qui

nous a peut être frappé davantage que le talent de l'écrivain et nous avons constaté quel labeur considérable représentait un pareil ouvrage, étudiant dans le détail plusieurs années d'histoire.

Mais tous ces auteurs même Chuquet, n'ont parlé qu'accessoirement, nous le répétons, du département de la guerre. Aucun n'a traité l'institution en elle-même, en plaçant au premier plan la figure du ministre. Il nous a paru, et c'est l'avis de MM. Aulard et Sagnac qui ont bien voulu nous guider dans le choix du sujet, qu'il y avait là une lacune à combler.

Il fallait encore déterminer dans quelle période nous allions étudier le ministère. Nous ne pouvions songer entreprendre en effet une tâche aussi vaste que celle de nos devanciers ; car elle réclame une compétence et une habitude des travaux historiques qui nous font encore défaut.

Nous nous sommes donc borné à une période très courte, mais présentant une unité suffisante pour pouvoir faire l'objet d'une thèse. Telle nous est apparue l'origine du gouvernement révolutionnaire. Le ministre de la Guerre à la fin de 1792, nous a intéressé à un double point de vue, et parce qu'à cette époque il jouit encore d'une autorité suffisante pour avoir un rôle de premier plan, et par suite de la personnalité même du titulaire du portefeuille : Pache.

La personnalité de Pache est une de celles qui intrigue, parce qu'elle a été très discutée. Peu d'hommes ont été difamés à ce point. Il n'est pas d'accusations que ses adversaires politiques n'aient porté contre lui : ils ont été jusqu'à accoler à son nom l'épithète d'ignoble, « l'ignoble Pache » (1). Son rôle postérieur comme maire de Paris, n'a fait qu'accroître les haines du parti girondin qui ne lui avait jamais pardonné ce qu'il appelait sa défection.

Il nous a semblé intéressant de contrôler ce qu'il pouvait y avoir d'exact dans le réquisitoire des contemporains. En nous penchant sur les vieux papiers des archives de la guerre,

1. Avenel. *Lundis Révolutionnaires*, p. 308.

nous avons senti bouillonner les passions d'un temps en somme peu éloigné et qui présente à certains égards tant d'analogies avec le nôtre. Nous avons eu l'impression que l'on imputait à crime à cet homme ce qui n'était parfois que faute, que l'on omettait volontairement à son égard de mentionner le bien, pour ne voir que le mal. Peu à peu, Pache nous est apparu comme calomnié, diffamé, pour s'être consacré passionnément à la défense de la Révolution, dont il fut plus tard l'un des seuls à ne pas trahir la cause.

Mais, si notre livre tend à le montrer sous un jour nouveau, en lui rendant son véritable caractère, il ne sera pas entièrement une œuvre de réhabilitation. Pache a encouru pendant son passage au ministère de graves responsabilités. Il nous paraît que ses intentions étaient bonnes ; mais qu'il a été souvent débordé par les événements et par la tâche immense qui lui incombait.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ORGANISATION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE JUSQU'A LA CONVENTION. TRAITS ESSENTIELS DE CETTE ORGANISATION AU DÉBUT DE LA CONVENTION.

I. — LE MINISTÈRE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

1. *Le secrétaire d'Etat à la guerre et ses bureaux.* — Le secrétaire d'Etat n'apparaît avec son véritable rôle qu'à partir de Louvois. Organisation de ses bureaux. Améliorations apportées par Choiseul, Saint-Germain, Montbarrey. Leurs attributions en 1789.
2. *Les commissaires des guerres.* — Ils recrutent le personnel des bureaux du ministère. Aperçu rapide de leur évolution historique, de leur rôle, de leur situation à la veille de la Révolution.
3. *La crise de l'état militaire pendant les dernières années de la monarchie ; le conseil de guerre de 1787.*

Crise de l'état militaire. L'infériorité de notre armée pendant la guerre de Sept ans montre l'urgence de profondes réformes. Celles-ci entreprises trop rapidement et sans plan d'ensemble par les ministres qui se succèdent au pouvoir, font naître un mécontentement général.

Le conseil de guerre de 1787. Ses antécédents : tentatives de d'Aiguillon, de du Muy, de Ségur, projets de Guibert. Création du conseil de guerre de 1787 ; ses attributions. En réorganisant encore une fois l'armée, il achève de la mécontenter et la rend hostile au régime.

II. — L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

1. *Le Comité militaire.* — Sa création, sa composition, son rôle législatif. Il s'adjoint bientôt le contrôle de l'exécutif. Décrets qu'il fait voter. Etat dans lequel il laisse nos forces au milieu de 1791.
2. *Le ministre et les bureaux de la guerre.* — Conception des députés de l'Assemblée sur les principes généraux de l'organisation militaire : décret du 28 février 1790 ; discussion relative au rôle du ministre et décret du 11 avril 1791. Modifications apportées au début de la Révolution dans les bureaux de la Guerre ; décret du 19 septembre 1791 et réorganisation subséquente.
3. *Le personnel des bureaux.* — Urgence d'établir une nouvelle organisation. Mise à la retraite d'une partie des employés par le décret du 18 septembre 1791. Le décret du 20 septembre 1791 réorganise le corps des commissaires des guerres.

III. — L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1. *Le Comité militaire.* — Sa constitution, membres qui le composent, remaniements partiels. Son rôle : détails techniques, contrôle de l'exécutif. Luttés qu'il lui faut soutenir à cet égard avec certains ministres comme Narbonne. Mesures consécutives à la déclaration de guerre, puis en juillet 1792, à la proclamation du danger de la Patrie. Le comité après le 10 août.
2. *Evolution de la situation du ministre.* — La Constituante a déterminé les attributions du ministre et de ses bureaux ; mais en quoi consiste exactement la responsabilité ministérielle ? Discussions à ce sujet au début de la Législative : Méfiance de l'assemblée envers les chefs du département de la guerre. Ses causes : le rôle joué par ceux-ci d'après Dumouriez (rapport du 13 juin). Le projet de déclarer le danger de la Patrie met à l'ordre du jour la question de la responsabilité collective des ministres et le décret du 23 juillet la décide. Décrets du 10 août sur l'organisation provisoire du ministère et la suppression de la sanction royale. Nomination de commissaires aux armées tirés du sein de l'assemblée. Difficultés qui s'élèvent entre eux et le conseil exécutif.
3. *Les bureaux du ministère.* — Bien que la Constituante ait réorganisé bureaux et personnel, Duportail hésite à chasser les commis hostiles au régime. Ses successeurs suivent cet exemple, ou remplacent par des incapables les fonctionnaires patriotes. Servan veut prendre des mesures ; mais il n'a pas le temps de les appliquer. Dumouriez se contente de critiquer. La Révolution du 10 août permet à l'exécutif d'épurer les bureaux de la Guerre (décrets des 3 et 9 septembre 1792). Réorganisation du corps des commissaires des guerres (loi du 11 septembre).

IV. — LA CONVENTION

1. *Le comité de la Guerre.* — Sa création, sa composition ; modifications successives ; esquisse rapide de son rôle.
2. *Le ministre et ses bureaux.* — La Convention statue sur les questions réglées provisoirement par la Législative : nomination des ministres (décrets des 26, 28, 29 septembre 1792). Responsabilité collective de ceux-ci que Roland cherche vainement à mettre en échec en janvier 1793. Composition des bureaux à la fin de 1792. Discussions relatives à la réorganisation du ministère de la Guerre en janvier 1793 : rapport de Siéyès, critique de Saint-Just..., projet de Barère. Décret du 6 février 1793 fixant les fonctions du chef du département de la Guerre. Réorganisation subséquente de ses bureaux ; leur état à la fin de 1793.
3. *Comité de Défense générale, puis de Salut public.* — A la fin de 1792, le conflit latent entre le conseil provisoire et le Comité de la guerre investis chacun pour sa part du pouvoir exécutif, oblige la Convention assemblée Souveraine, à se faire représenter vis-à-vis du conseil, par un organe d'une autorité égale, susceptible au besoin de lui imposer ses décisions. Dubois Crancé promoteur de cette mesure, la fait décréter le 1^{er} janvier 1793. Formation et composition du Comité de Défense générale ; son rôle en janvier et février. En mars, les événements de Belgique montrent les inconvénients de la dualité du pouvoir exécutif, inaugurée le 1^{er} janvier et incitent à l'établissement d'une direction unique. Le Comité de salut public du 26 mars ; réorganisation qu'il subit le 6 avril. Nouveau fonctionnement de l'exécutif.

I. — LE MINISTÈRE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME.

1. *Le secrétaire d'Etat et ses bureaux.* — Le secrétaire d'Etat n'apparaît avec son véritable rôle qu'à partir de Louvois. Organisation de ses bureaux. Améliorations apportées par Choiseul, Saint-Germain, Montbarrey. Leurs attributions en 1789.

Dans l'ancienne France, le roi a bien la jouissance de tous les pouvoirs ; mais il se voit obligé pour en assurer l'exercice, de se faire assister d'un conseil des grands officiers de la Couronne. C'est un usage constant, et datant des premières dynasties, qui à l'image du « *concilium sacrae palatii* » de l'empire romain, s'entourent d'une « *curia regis* ».

Mais la monarchie va singulièrement souffrir des empiètements de pouvoir, des usurpations de fonctions de ces grands officiers. Il suffit de rappeler à cet égard le rôle joué au moyen âge par les maires du palais et plus tard par les sénéchaux.

Pour éviter ces dangers, le monarque sera amené à réduire progressivement l'importance effective des grands officiers et à leur substituer dans l'exercice du pouvoir des agents moins considérables par le rang et la dignité, donc plus facilement révocables et demeurant à sa discrétion, auxquels il peut confier sans risque des attributions étendues. Tels vont être les secrétaires d'état, dont l'expression définitive n'est atteinte qu'au temps de la monarchie centralisée et absolue du XVIII^e siècle.

Leur origine est modeste (1) ; ils apparaissent au XIII^e siècle sous la forme de clercs notaires dépendant du Chancelier (2). Ils demeurent dans cette situation subalterne jusqu'à Henri II qui en fait des « conseillers et secrétaires des commandements et finances » et réduit leur nombre à quatre (3).

1. De Luçay, *Des origines du pouvoir ministériel en France* ; De Chérueil, *Dictionnaire des institutions de la France* ; Guyot, *Traité des offices*.

2. Celui-ci avec Guérin, évêque de Senlis, prend rang parmi les grands officiers de la Couronne et plus tard, Philippe-Auguste, puis Louis VIII élèvent parallèlement ses clercs secrétaires et en constituent le « secrétariat » chargé de l'expédition des affaires de l'Etat. Ce secrétariat comprend (règlements de 1309 et de 1343) : 3 clercs du sacré s'occupant des questions importantes, ayant la signature des expéditions en dons et finances et 27 autres clercs ou notaires. L'ensemble de ce personnel est sans autorité propre, et se contente de dresser les actes délibérés en conseil. La direction réelle des affaires appartient aux Grand Chancelier, Grand Maître, Grand Ecuyer, Connétable et Amiral (président Hénaut, abrégé chronologique ; Lavis, *Histoire de France*, V, 212).

3. Le règlement du 1^{er} avril 1547 les charge des expéditions, dépêches et réponses dans leurs départements respectifs, qui sont limités au seul

Henri III augmente leur situation personnelle en leur ouvrant son conseil (1) ; puis il cherche vainement à réduire leur rôle en 1588 (2). Néanmoins, c'est lui qui fixe le premier et invariablement le nombre des secrétaires d'état au chiffre de quatre, disposant chacun d'un commis et de six clercs. Leurs attributions sont toujours réparties au gré du roi.

A la fin de son règne, Henri III constatant les inconvénients de cette répartition arbitraire, commence à spécialiser ses secrétaires d'état. L'un d'eux traite désormais les affaires étrangères ; un autre, celui qui administre déjà la maison du roi, se voit chargé du département de la guerre en ce qui concerne les états. Toutefois, les expéditions relatives aux mouvements de troupes, garnisons, etc... restent du domaine de chacun pour les pays et provinces de son ressort (3).

Ce premier effort vers une division du travail est interrompu par le règne de Henri IV, pendant lequel les secrétaires d'état demeurent des expéditionnaires, correspondants avec une seule région de France (4) ; mais sans attributions plus déterminées qu'auparavant.

Avec Richelieu, ils continuent bien à administrer chacun pour leur compte une partie des affaires tant au dedans qu'au dehors ; mais certains services dont l'importance va croissant, réclament tous leurs soins et pour ainsi dire les accaparent (5). Le pouvoir royal sanctionne bientôt cette évolution par le règlement de 1626 (6) qui fait un véritable secrétaire d'état de la guerre de celui auquel il attribue la direction des troupes et armées à l'exté-

point de vue géographique. Les quatre secrétaires Borchetel, Clausse, de l'Aubespine, du Thiers, se voient ainsi attribuer :

Borchetel : la Normandie, la Picardie, les Flandres, l'Ecosse et l'Angleterre ;

Clausse : la Provence, le Languedoc, la Guyenne, l'Espagne, le Portugal ;

De l'Aubespine : la Champagne, la Bourgogne, la Bresse, la Savoie, l'Allemagne, la Suisse ;

Du Thiers : le Piémont, Rome, Lyon, le Dauphiné, Venise, le Levant.

Chacun transmet pour son compte les décisions prises au conseil du roi, sans avoir d'initiative ou d'action personnelle.

Claude de l'Aubespine, l'un de ces conseillers, chargé de représenter la France au traité de Cateau-Cambrésis, en profite pour s'arroger à l'imitation des envoyés du roi d'Espagne, le titre de « secrétaire d'Etat », qu'il conserve ainsi que ses collègues.

Au cours de l'année 1567, les départements de ces fonctionnaires subissent des modifications de limites, toujours au point de vue géographique. Toutefois, l'un d'eux se voit confier l'administration de la gendarmerie et celle de la maison du roi.

1. Ordonnance du 31 mai 1582.

2. Règlement de mai 1588.

3. Règlement du 1^{er} janvier 1589.

4. Lavis, *op cit.*, VI, 27.

5. *Ibid.*, VI, 361.

6. Règlement du 11 mars 1626.

rieur du royaume, celle du Taillon et de l'artillerie, enfin l'administration militaire intérieure (1).

Louvois, reçu en survivance de son père à l'âge de quinze ans, crée le type définitif du secrétaire d'état à la guerre, tel qu'il apparaît désormais jusqu'à la fin de la monarchie ; c'est-à-dire (2) un officier de la couronne qui fait directement au roi le rapport des affaires de son département et reçoit de lui ses ordres, qu'il expédie sous forme d'arrêts, lettres patentes, lettres closes, mandements, brevets ou toutes autres dépêches.

Par son brevet, ce fonctionnaire a le titre de « secrétaire d'état des commandements et finances de sa Majesté » (3) ; il est également pourvu d'un office de secrétaire du roi (4) qui lui donne entrée, séance et voix délibérative dans tous les conseils (5), sauf le conseil d'état où le souverain l'admet toujours en fait.

C'est donc un personnage considérable. Placé comme il l'est maintenant à la tête de l'ensemble des forces militaires du royaume, il ne lui reste plus pour assurer son pouvoir, qu'à se constituer en organisme autonome dans toutes les branches de son administration.

Louvois profite de son long séjour au département de la guerre pour réaliser cette œuvre. Il supprime en 1661 les charges de colonel général de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, s'adjoint deux directeurs généraux comme auxiliaires, s'attribue la nomination de tous les officiers. Puis, il enlève au contrôle général des finances les services des étapes, vivres, hôpitaux et marchés ; aux autres secrétaires d'état, ceux des places fortes éparses dans leurs provinces respectives et en forme la « direction générale des fortifications » confiée à Vauban. En 1688, il établit le « Dépôt de la Guerre » pour conserver les archives de l'armée (6).

Dès lors, le secrétaire d'état à la pleine direction des affaires militaires. Il dispose librement du budget de l'ordinaire et de celui de l'extraordinaire : recettes et dépenses sont établies par ses trésoriers généraux (7). Toutefois, ses bureaux forment encore une administration purement civile (8).

1. Règlement de 1644.

2. Guyot, *Traité des droits*, I, chapitre 79.

3. Néanmoins, on le désigne par le titre de secrétaire d'Etat.

4. Ceci depuis l'ordonnance de mai 1413. Cet usage est aboli en 1727 par Chauvelin. Guyot, *op. cit.*

5. Règlement du 3 janvier 1673.

6. Rambeaud, *Histoire de la civilisation française*, II, 193.

7. Il existait deux trésoriers de l'ordinaire et deux de l'extraordinaire. Il y avait de plus deux trésoriers pour l'artillerie et le génie, deux pour la maréchaussée, un pour les gratifications des troupes. Ces offices étaient alternatifs. La reddition des comptes avait lieu en chambre des comptes, deux ans après l'exercice en temps de paix, trois en temps de guerre.

8. L. Mention, *Le comte de Saint-Germain et ses réformes*, p. 11.

Les successeurs du grand ministre se contentent de cette ébauche d'organisation, sans chercher à l'améliorer. Choiseul, il est vrai, concentre davantage les services ; il prend au compte de l'état l'uniforme, l'équipement, l'armement, les vivres, et donne compétence à ses bureaux pour traiter l'ensemble de ces questions. Mais ce ne sont là qu'améliorations de détail ; il reste une réforme capitale à réaliser : spécialiser les bureaux (1), les militariser (2).

Saint-Germain va s'imposer cette double tâche. Il décide d'abord que le personnel de l'administration sera choisi à la suite d'examen, portera un uniforme (3), sera soumis au roulement avec les ordonnateurs et commissaires des guerres à l'armée (4). Puis pour substituer aux opérations effectuées sans ordre par des commis dénués d'attributions précises, le travail fructueux de fonctionnaires au courant de leur tâche, il distribue ses bureaux en six divisions principales, chargées respectivement (5) :

1^{re} division. — Des provinces dépendant de la guerre, les affaires contentieuses qui se portent au conseil des dépêches, les arrêts, lettres patentes et autres expéditions qui en dépendent.

2^e division. — La correspondance avec les généraux d'armées, intendants en ce qui concerne le service des places et la discipline. La confection des ordonnances et mesures d'exécution pour ces objets ; les affaires contentieuses militaires, les traités de restitution réciproque des déserteurs, les lettres de cachet, passeports, permissions pour l'étranger, brevets, lettres de service et de relief. Tout ce qui concerne les commissaires des guerres, l'administration, la police, la discipline des Invalides et des écoles militaires dépend de ce bureau ainsi que l'administration intérieure des provinces militaires.

3^e division. — La nomination aux emplois et charges militaires, les commissions, lettres et brevets des officiers, les expéditions des officiers de la maison du roi, de la gendarmerie, les

1. L'Almanach royal pour 1775 et celui pour 1776, n'indiquent aucune division du travail.

2. Les bureaux constituent toujours une administration purement civile ; cependant l'édit de novembre 1750 a subordonné l'acquisition du titre de commissaire des guerres à un stage de cinq ans comme commis dans les bureaux du ministère. Sans doute, la charge demeure vénale et peut s'obtenir aussi à la suite d'un stage d'élève près des ordonnateurs ; mais en fait, les bureaux de la guerre deviennent une véritable école d'administration militaire. Xavier Audouin, *Histoire de l'administration de la guerre*, III, 384.

3. Ordonnance du 14 septembre 1776. Les premiers commis, choisis parmi les officiers ou commissaires des guerres, doivent se pourvoir d'une charge de commissaire des guerres employé à Versailles et en porter le titre et l'uniforme ; les élèves-commis d'une charge de commissaire des guerres aux armées.

4. Rambeaud, *op cit.*, II, 217.

5. Almanach royal pour 1777.

congés, reliefs, dettes des officiers, les états-majors des places, l'expédition des provisions, commissions, brevets et congés des officiers des dits états-majors, l'ordre de Saint-Louis.

4^e division. — Les projets et ordonnances de fonds nécessaires au département de la guerre, la solde des troupes, le traitement des officiers généraux, les ordonnances de pensions, appointements, gratifications annuelles et extraordinaires, tant sur le trésor royal, l'ordinaire et l'extraordinaire des guerres, que sur l'ordre de Saint-Louis et le quatrième denier. La conversion des dites ordonnances en inscriptions pour les faire parvenir aux pensionnés. La comptabilité des trésoriers généraux de l'ordinaire et de l'extraordinaire des guerres, celle de l'ordre de Saint-Louis, des Invalides, du quatrième denier, des vivres. L'inspection des caisses, les mémoires pour la distribution des grâces aux veuves de militaires et aux officiers retraités ; enfin toute la comptabilité.

5^e division. — Le mouvement des troupes, leurs emplacements dans leurs garnisons et quartiers, la correspondance avec les chefs de division sur la police, l'administration et la revue des régiments, les étapes, le recrutement et les remontes ; la maréchaussée, les déserteurs et le contrôle des troupes.

6^e division. — L'habillement des gardes du corps, celui de l'infanterie de la cavalerie, des dragons et hussards, celui des invalides pensionnés, des compagnies détachées, des hommes retraités avec solde ou demi-solde. La fourniture des drapeaux et étendarts, des chapelles militaires, la vérification des services pour la vétéranee, l'expédition des brevets. Le département de la Corse et celui des milices garde-côtes.

En dehors de ces six divisions, Saint-Germain maintient ou constitue trois bureaux secondaires :

Celui de l'artillerie, qui est chargé du Corps Royal avec ses inspecteurs et commissaires des guerres, des fortifications, du génie et de l'arsenal de Paris.

Le bureau de la subsistance des troupes, qui a la vérification des comptes des fournitures y relatives, les hôpitaux militaires ou autres dans lesquels la troupe est reçue, les effets et ustensiles des casernes et corps de garde.

Le dépôt de la guerre, comprenant le détail des divisions militaires, les archives et plans, le bureau des ingénieurs géographes. Il conserve d'ailleurs l'administration particulière dont l'a doté Louvois.

En créant l'ensemble de ses services, le ministre réformateur établit les bases d'une organisation plus moderne des services de la guerre. Parmi tant d'autres de ses innovations, celle-ci plus

heureuse que l'ensemble de son œuvre est destinée à lui survivre dans ses traits essentiels.

En effet, le prince de Montbarrey son successeur, s'il laisse sans titulaire le poste d'adjoint au secrétaire d'état (1), qui supprimé ainsi en fait, l'est bientôt en droit (2), n'apporte que des modifications de détail dans les bureaux de la guerre : la 5^e division perd le contrôle de la maréchassée, des déserteurs et celui des troupes rattaché à la 6^e division (3).

Par la suite, quelques nouveaux changements interviennent, de telle sorte qu'il subsiste seulement quatre divisions à la veille de la Révolution (4). La première s'est étendue de l'attribution des lettres de noblesse, arrêts de surséance, sauf-conduits et passe-ports ; la seconde englobe les anciennes deuxième et troisième divisions réunies ; la troisième s'est substituée à la quatrième division de 1776, augmentée du bureau des subsistances ; la quatrième enfin groupe les précédentes cinquième et sixième divisions.

Le bureau de l'artillerie, le dépôt de la guerre existent toujours. Il s'est de plus créé un secrétariat chargé de l'ouverture, enregistrement et renvoi des dépêches, du compte à rendre au ministre des affaires instantes, de l'expédition de celles qui sont sans département et généralement de tout ce dont le secrétaire d'état se réserve la connaissance particulière. Ce secrétariat certifie aussi au roi la noblesse des sous-lieutenants de ses troupes françaises.

2. *Les commissaires des guerres.* — Ils recrutent le personnel des bureaux du ministère. Aperçu rapide de leur évolution historique, de leur rôle ; leur situation à la veille de la Révolution.

L'administration de la guerre, qui ne comprenait que des civils du temps de Louvois, devient en 1750 une pépinière de futurs commissaires des guerres. Elles est complètement militarisée par Saint-Germain qui impose aux commis l'acquisition de la charge de commissaire à la Cour, aux élèves commis celle de commissaire aux armées, et ne titularise ces officiers qu'après un stage de cinq ans.

Comme les bureaux du ministère se recrutent désormais dans

1. Almanach Royal de 1778. Les adjoints ne sont rétablis qu'en 1793.

2. Edit de 1777.

Saint-Germain à son arrivée au ministère avait déclaré qu'il ignorait les questions de contentieux administratif et l'intendant Sénac de Méliand lui avait été adjoint. Saint-Germain le remplaça ensuite par Montbarrey le 15 janvier 1776. Quand ce dernier fut nommé à son tour secrétaire d'Etat en septembre 1777, il ne voulut plus d'adjoint. Puis, le poste étant définitivement supprimé par édit, les attributions de son titulaire furent confiées à des conseils d'administration. Xavier Audouin, *op. cit.*

3. Almanach royal pour 1778.

4. Almanachs royaux pour 1788 et 1789.

le corps des commissaires des guerres, il est nécessaire d'exposer brièvement en quoi consiste ce dernier.

Ce corps remonte à une époque fort éloignée. Selon le quatrième des douze articles fondamentaux du « siège général de la Connétablie et Maréchaussée de France », il existait déjà en 1356 (1).

En 1567, les officiers qui en font partie, voient leurs commissions érigées en offices, exigeant l'obtention de provisions du roi. Louis XIV rend la charge héréditaire en 1691 pour les commissaires ordinaires et en 1704 pour les commissaires provinciaux. Elle est assujettie à la Paulette en 1722 ; puis en est dispensée par décret royal du 20 août 1767, qui la rétablit à vie « sur le pied militaire, en convertissant les quittances des finances en brevets de retenue ».

Les attributions essentielles de ces officiers consistent depuis Louvois à pourvoir l'armée en vivres et fourrages, à créer et entretenir les magasins, lignes d'étapes (2). Ils passent des revues tous les deux mois pour le paiement de la subsistance des troupes et le contrôle des effectifs (3). Depuis 1750, ils sont assimilés aux officiers du grade de capitaine (4).

Le corps des commissaires des guerres comprend en 1775, 158 membres (5) ; soit 127 commissaires ordinaires et 31 provinciaux. Ne sont pas comptés dans ce nombre ceux attachés à la maison du roi, à la gendarmerie, aux régiments des gardes où nommés directement par les maréchaux de France.

Le comte de Saint-Germain, après avoir précisé certaines des attributions de ce corps (6), le réorganise entièrement par l'ordonnance du 14 septembre 1776. Désormais (7), un commissaire ne peut être employé que s'il est pourvu d'une charge ou en a loué une au titulaire en disponibilité, ceci avec l'agrément du secrétaire d'état.

Les candidats désignés par les officiers généraux ou commissaires des guerres à la cour, sont choisis parmi les élèves commis employés dans les bureaux du ministère ou les officiers de troupe. Une fois admis, ils font leur apprentissage sous les ordres des commissaires ordonnateurs dans certaines places : Lille, Valen-

1. Almanach royal pour 1775 et L. Mention, *L'armée sous l'ancien régime*.

2. Rambeaud, *op cit.*, II, 211.

3. Ordonnance du 1^{er} juillet 1749, portant règlement sur les revues des commissaires des guerres et les décomptes de l'infanterie française et étrangère. Ordonnance du 3 décembre 1750.

4. Edit de novembre 1750 sur la noblesse militaire.

5. Almanach royal pour 1775, *op cit.*

6. Ordonnance du 25 mars 1776 et ordonnance du 27 juin 1776, concernant quelques objets relatifs aux troupes du corps royal de l'artillerie.

7. Ordonnance du 14 septembre 1776, concernant les commissaires des guerres, *op. cit.*

ciennes, Metz, Besançon. Après cinq ans de service dans les troupes ou bureaux, ils sont reçus commis.

Leur nombre est fixé à 150 commissaires ordinaires, 18 ordonnateurs, 16 principaux. Ils portent l'uniforme, jouissent d'appointements déterminés par l'ordonnance. Leurs attributions sont réglées par l'ordonnateur, ou commissaire principal qui reçoit directement les instructions nécessaires du ministre ou de l'intendant. D'une manière générale, ils s'occupent de la police des troupes, de l'administration des hôpitaux, des fournitures, des revues, de la conservation des archives, etc.

Cette organisation subsiste sans subir de modifications jusqu'au décret du 20 septembre 1791.

3. *La Crise de l'état militaire pendant les dernières années de la Monarchie, le conseil de guerre de 1787.*

Crise de l'état militaire. — L'infériorité de notre armée pendant la guerre de Sept ans montre l'urgence de profondes réformes. Celles-ci entreprises trop rapidement et sans plan d'ensemble par les ministres qui se succèdent au pouvoir, font naître un mécontentement général.

Pendant la première moitié du XVIII^e siècle, l'armée royale conserve en apparence la belle ordonnance qu'elle doit aux Louvois et aux Chamillart ; mais ce n'est qu'une façade. En réalité la profonde transformation des idées et des mœurs n'a pas été sans l'affecter singulièrement. Elle souffre d'abus innombrables qui apparaissent toujours plus criants à mesure que l'esprit critique s'éveille, que les généreuses idées des philosophes pénètrent peu à peu les masses.

Certes, des ministres éclairés comme d'Argenson ou Belle Isle se sont donnés à tâche de mettre au point les institutions devenues caduques et ont réalisé d'heureuses innovations ; mais la guerre de sept ans a surpris l'armée en pleine crise de transformation, et a rendu leurs efforts inefficaces. A la rude épreuve du feu, l'armée royale se révèle nettement inférieure non seulement à ses adversaires anglais ou prussiens mais même à ses alliés autrichiens et russes. Les défaites succèdent aux défaites, et malgré de glorieuses pages dues à l'héroïsme des officiers et des soldats, le traité de Paris vient mettre le sceau à notre défaite militaire.

L'armée vaincue connaît maintenant sa faiblesse : personne n'ignore plus dans ses rangs comme aussi dans le pays, qu'il convient pour lui rendre son ancienne vigueur de la transformer entièrement. Mais si tout le monde est d'accord sur le but à atteindre, les avis diffèrent singulièrement sur les moyens à employer pour y arriver et l'on veut avant tout se hâter. Pour ne pas perdre un moment, l'on va se lancer inconsidérément dans

les innovations les plus hardies, quitte à rebrousser chemin sans plus de façons. Cette précipitation intempestive va compromettre l'effet des plus sages mesures (1).

Choiseul le premier, à peine nommé secrétaire d'état à la guerre (1760), entreprend sans attendre la fin des hostilités d'importantes transformations de nos institutions, d'une opportunité au moins douteuse. Après le traité de Paris, il développe son action et la poursuit avec plus de tenacité que de bonheur pendant les dix années qu'il reste au pouvoir.

Ses réformes faites sans idée directrice, au lieu de présenter un rythme progressif et continu, heurtent brutalement et par à coups des habitudes invétérées de paresse et d'insubordination, surtout des préjugés auxquels personne n'avait encore osé toucher (2). La rapidité avec laquelle il entend les imposer, ne permet pas à ceux là même qui en bénéficient d'en saisir la portée.

Bientôt, un concert général d'imprécations s'élève contre le ministre : « tout a été changé dans le militaire en France, s'écrie le maréchal de Broglie (3), noms des régiments, uniforme, tenue, discipline, exercices ; mais ce qui est encore d'une importance plus grande, le nombre des régiments, des compagnies, des officiers, l'entretien des troupes, la manière de les recruter, les rangs et l'avancement que l'ancienneté avait été de tout temps en possession de procurer, tous ces objets ont éprouvé un changement total ».

Bouillé (4) reprochera au ministre d'avoir « renversé brusquement par son inconsideration, par sa légèreté, par son esprit entreprenant et audacieux, tout le système moral et politique que Louis XIV avait fondé » Grimoard et Besenval diront (5), qu'animé de bonnes intentions, il a eu le tort de confier l'exécution de ses réformes « à des sous-ordres, mauvais faiseurs, qui entravèrent ou gâtèrent plusieurs de ses institutions ».

Ce cri général contre Choiseul impressionne profondément le marquis de Monteynard, quand il est appelé à lui succéder (décembre 1770), et le détermine à prendre en quelque sorte le contrepied de réformes si impopulaires. Il réagit systématiquement contre elles (6) et cherche à « culbuter toutes les ordonnances de son prédécesseur (7) ».

1. Capitaine Latreille, *l'Armée et la Nation à la fin de l'ancien régime* ; L. Mention, *l'Armée de l'ancien régime*.

2. *Mémoire* de Scallier, 1777.

3. *Mémoire* du maréchal de Broglie sur les réformes du duc de Choiseul (1765-1771).

4. Marquis de Bouillé, *Mémoires*, 13.

5. Grimoard, *Recherche sur la force de l'armée française*, 45 ; Besenval, *Mémoires*, I, 217.

6. X. Audouin, *Histoire de l'administration de la guerre*, III, 258.

7. Rochambeau, *Mémoires historiques, politiques et militaires*, I, 219.

Cette manière d'agir calme peu à peu les esprits et son ministère apparaît comme une véritable trêve (1).

Après lui, le duc d'Aiguillon semble animé des mêmes dispositions (2) ; mais la maladie, puis la mort du roi (10 mai 1774), le laissent au pouvoir quatre mois seulement.

Avec Louis XVI, s'ouvre l'ère des grandes réformes. Le département de la guerre n'y échappe pas plus que les autres et la période de calme relatif due à Monteynard et à d'Aiguillon va se continuer par une époque de continuel et brusques changements.

Il convient de remarquer toutefois, que le premier secrétaire d'état du règne, le lieutenant général du Muy, entre non sans hésitations et d'une manière fort progressive dans cette voie. Il n'a pas à se prévaloir seulement en effet d'une honnêteté et d'une intégrité au-dessus du soupçon (3) : c'est surtout un habile homme qui agit avec mesure et s'attache principalement à la réorganisation technique de l'armée (4).

Malheureusement, la mort l'arrache trop vite à son œuvre : le 10 octobre 1775, il succombe à une cruelle maladie, laissant derrière lui de sincères regrets (5).

C'est alors qu'apparaît le comte de Saint-Germain. Animé des meilleures intentions, doué d'une intelligence peu commune, il raisonne cependant surtout dans l'abstrait, sans se préoccuper des contingences. Et puis, lui aussi veut appliquer trop vite un plan de réformes trop complet, qu'aucune raison d'opportunité ne le décide à modifier. Au bout de quelques années, il opère des bouleversements tels que le mécontentement dépasse le degré le plus élevé qu'il ait atteint auparavant, et les contemporains l'attaquent à l'envie (6).

Dans les rangs de l'armée, les protestations sont unanimes. Soumis depuis quinze ans à de continuel changements, officiers

1. Ce ministère dure du 6 janvier 1771 au 27 janvier 1774.

2. Depuis la disgrâce de Choiseul, le duc était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. En janvier 1774 il joint à ses fonctions celles de ministre de la guerre et prend ainsi la première place dans le conseil du roi, sinon en titre, au moins en fait. Rochambeau, *op cit.*, I, 221.

3. Montbarrey, *Mémoires*, II, 76, dit que c'était « un de nos officiers généraux les plus studieux, les plus appliqués à leur métier et l'un des plus honnêtes gens du royaume » ; Audouin, *op. cit.*, III, 311, l'appelle « le plus honnête homme de la cour » ; Guimond, *Recherches sur la force de l'armée française*, 44, en fait un grand éloge.

4. Ordonnances du 26 avril 1775 réorganisant l'infanterie et du 13 août 1775 réorganisant l'artillerie. Au point de vue administratif, il modifie les instructions relatives à l'habillement et à l'équipement des troupes par le règlement du 2 septembre 1775 et met en régie l'administration de la masse destinée à cette fourniture par l'ordonnance du 4 juillet 1775.

5. Besenval, *Mémoires*, II, 10 ; Rochambeau, *Mémoires*, I, 222.

6. Cf. de Wimpffen, Besenval, d'Allonville, Clermont-Gallerande, de Ségur, Scallier, etc.

et soldats se plaignent avec amertume de l'instabilité de leur situation, arbitrairement laissée à la merci des ministres qui se succèdent au département de la guerre. « On sent écrit Scallier (1), combien il est important de tranquilliser et de consoler l'état militaire en France ; il a lui seul éprouvé plus de changements, essuyé plus de vicissitudes et ressenti plus de modifications que tous les autres corps de la monarchie, et nous sommes forcés de convenir qu'il a besoin d'être traité et conduit plus doucement, si le gouvernement ne veut pas risquer de voir l'esprit national se dénaturer. »

Toulangeon est encore plus précis (2) « le militaire paraissait satisfait, lorsqu'il a été ébranlé jusque dans ses fondements. On l'a traité comme un vieux monument qui croule de toute part et dont les matériaux ne sont plus propres qu'à construire un nouvel édifice, sur un plan absolument neuf, tant pour l'architecture extérieure que pour les distributions intérieures ».

Dans ces conditions, la démission de Saint Germain le 27 septembre 1777 est accueillie avec une satisfaction unanime et son successeur le prince de Montbarrey doit constater que le malaise dont souffre l'armée royale a été singulièrement aggravé.

Il répugne toutefois à suivre l'exemple de Monteynard à l'égard de Choiseul : annuler purement et simplement les ordonnances de Saint-Germain serait une mesure plus propre à accroître encore le désordre. D'ailleurs, les circonstances du moment sont défavorables à des changements de cette importance ; la France va déclarer la guerre à l'Angleterre et se porter au secours des insurgents d'Amérique. La préparation, puis la conduite des hostilités, absorbent en fait toute l'activité du ministre.

Aussi, les années se passent-elles sans apporter aucune innovation utile à l'armée ; tout au plus, Montbarrey se borne-t-il à modifier celles des ordonnances de Saint-Germain qui prêtent le plus à critique. Le 18 décembre 1780, à la suite d'intrigues de cour, il donne sa démission et se voit remplacer le 23 par le maréchal de Ségur.

La nomination de ce dernier est généralement bien accueillie : l'on fonde les plus belles espérances sur un ministre qui joint à des qualités personnelles solides, une réelle compétence en matière militaire (3). Mais il lui faut dès l'abord se consacrer à la guerre d'Amérique, et s'il parvient à la conduire jusqu'au succès, il

1. *Mémoire de Scallier, 1777.*

2. Toulangeon, *Réflexions sur l'état actuel du militaire, 1777.*

3. De Wimpffen, *Commentaires des mémoires du comte de Saint-Germain*,
161.

prend par contre à l'égard de l'état militaire certaines mesures aussi impopulaires qu'hors de saison (1).

La paix rétablie, Ségur entreprend avec plus de clairvoyance de mettre en œuvre un programme complet de réformes. Il travaille avec zèle à modifier l'organisation des corps de troupe et le fonctionnement des services. Lorsqu'il se retire en août 1787, la situation demeure cependant compromise et le moral marque un fléchissement constant. Il règne dans les rangs un découragement profond. On voit peu à peu s'accroître les rivalités déjà anciennes entre noblesses de cour et de province, entre officiers nobles et roturiers. Le soldat négligé par tous, soumis à une discipline à la prussienne, prend en horreur non seulement le service, mais encore le régime lui-même, et il apparaît indispensable sous peine des plus graves mécomptes, de coordonner les réformes laissées jusque-là à l'arbitraire et à l'humeur changeante des ministres, d'en dresser un plan d'ensemble, d'en assurer une stricte exécution. Telles sont les idées nouvelles qui vont présider à la création du conseil de guerre de 1787.

2. *Le Conseil de guerre de 1787.* — Ses antécédents : tentatives de d'Aiguillon, de du Muy, de Ségur, projets de Guibert. Création du conseil de guerre de 1787 ; ses attributions. En réorganisant encore une fois l'armée, il achève de la mécontenter et la rend hostile au régime.

Le projet de créer un organe capable de coordonner les plans de réforme et d'en assurer l'exécution, ne remonte pas à proprement parler à 1787. Déjà le duc d'Aiguillon, lors de son arrivée au ministère, avait décidé d'assembler les inspecteurs généraux de cavalerie et d'infanterie pour entreprendre la refonte de nos institutions militaires.

Les inspecteurs de l'infanterie réunis chez le maréchal de Biron y avaient discuté (2) toutes les questions intéressant leur arme. S'inspirant à la fois du comte de Guibert, dont « l'essai général de tactique » venait de paraître (1772) et du baron prussien de Pirch, auteur d'un « mémoire raisonné sur les parties les plus essentielles de la tactique », ils élaboraient une instruction provisoire pour l'infanterie (3).

Les inspecteurs de la cavalerie tenaient de leur côté chez le

1. C'est ainsi que par la décision royale du 22 mai 1781, qui exige pour obtenir l'épaulette la production de 4 quartiers de noblesse certifiés par le généalogiste du roi, il ferme définitivement aux roturiers l'accès des cadres.

2. Rochambeau, *op. cit.*, I, 221.

3. L'assemblée des inspecteurs de l'infanterie comprenait 4 comités : 1° écoles ; manœuvres et instruction ; 2° crimes et délits militaires, défection, subordination, discipline intérieure et service des places ; 3° compo-

maréchal de Soubise une assemblée trop nombreuse et trop divisée pour aboutir à des résultats utiles (1).

Le comte du Muy réunit aussi après d'Aiguillon, un comité d'inspecteurs pour le consulter sur toutes les questions importantes et se rangea fréquemment à ses avis.

Néanmoins, l'institution s'ébauchait à peine à l'arrivée de Saint-Germain, quand celui-ci en décide la suppression. Cette mesure paraît d'autant plus extraordinaire de sa part, qu'il semble s'être parfaitement rendu compte de la nécessité d'établir auprès du secrétaire d'état un organisme permettant d'assurer à l'état militaire la stabilité indispensable. Mais il préconise à cet effet sous le nom de conseil de guerre, un véritable tribunal « chargé de vérifier les lois militaires, de les enregistrer, de veiller à leur exécution littérale, d'empêcher quelles ne soient ni altérées, ni changées et que le sort de tant de braves gens cesse d'être soumis aux caprices d'un seul homme (2) ».

Il se borne à formuler cet idéal, préférant éviter en fait tout contrôle de ses réformes.

Au contraire, le maréchal de Ségur n'hésite pas à réunir un nouveau conseil, le « comité des Inspecteurs », composé d'officiers généraux instruits et expérimentés. Il le compose des 24 inspecteurs de l'armée royale, les divise en quatre commissions (3) présidées chacune par un lieutenant général, et met à leur tête le maréchal de Contades. Toutefois le ministre de la guerre reste obligatoirement l'intermédiaire entre le roi et le comité dont il se réserve le droit de modifier librement les propositions.

Ainsi constitué, le comité des inspecteurs fonctionne pendant tout le ministère du maréchal de Ségur. Quand ce dernier doit se retirer, il disparaît avec lui. Mais en ce mois de septembre 1787, au moment où le comte de Brienne à l'appel de son frère l'archevêque de Toulouse, contrôleur général des Finances, accepte de se charger du portefeuille de la guerre, la situation est particu-

sition et formation de l'infanterie, questions à examiner de concert avec les inspecteurs de la cavalerie ; 4° finances, administration, tenue, habillement.

1. L'assemblée de la cavalerie comprenait 5 comités : 1° composition et armement ; 2° entretien et comptabilité ; 3° instruction et manœuvres ; 4° questions à examiner de concert avec les inspecteurs d'infanterie ; 5° subordination, discipline, délits militaires.

2. Saint-Germain, *Mémoires*, 77.

3. 1° Comité (marquis de Poyanne) : armement, équipement, composition et fournitures de la cavalerie, armement et manœuvres ; 2° comité (baron de Besenval) : composition, formation et enrôlement de l'infanterie, crimes et délits, instruction et manœuvres ; 3° comité (duc du Châtelet) : service en campagne, service des places, marche des troupes, police dans les camps et garnisons, milices ; 4° comité (comte de Caraman) : finances, solde, habillement des troupes, armement et équipement de l'infanterie, conseils d'administration.

lièrement critique : depuis le traité de Paris, sept ministres se sont successivement usés sans parvenir à donner une organisation quelque peu stable à l'état militaire. Bouleversant à tour de rôle les institutions, ils n'ont fait qu'accroître le malaise général.

C'est alors que le comte de Guibert, ancien collaborateur de Saint-Germain, connu par les innovations hardies qu'il ne cesse de suggérer, décide le comte de Brienne à proposer au roi la création d'un conseil de guerre, pour permettre (1) « de maintenir l'exécution des lois, d'empêcher les fluctuations continuelles des principes, de mettre de l'ordre et de l'économie dans les dépenses, d'opposer une digue aux prétentions et aux demandes de la faveur, et enfin de donner une consistance et une base à l'administration de la guerre, telles qu'à chaque changement de ministre, la constitution, l'armée, tous les individus qui composent le département, ne se sentent plus inquiets de leur sort et menacés d'un bouleversement ».

Le conseil de guerre est institué dans le courant d'octobre (2), comme organe du pouvoir central près du secrétaire d'état, chargé de la partie législative et consultative, de la préparation des ordonnances, de la connaissance et de la discussion de l'emploi des fonds, de la surveillance des marchés, de la dispensation des emplois, du maintien des règles de la discipline et de la hiérarchie. Le ministre conserve l'action et l'exécution.

Ce conseil présidé à l'origine par le comte de Brienne lui-même (3) comprend sept membres tous officiers généraux (4), un rapporteur (5), un commissaire des guerres (6), et deux secrétaires (7). Après la chute de son fondateur, la présidence en échoit au secrétaire d'état, comte de Puységur (8). « C'est à cette institution, écrira plus tard Xavier Audouin (9), qu'il faut reporter les idées révolutionnaires dont on a voulu vainement retarder la naissance jusqu'en 1789. Ce fut là, et en 1788, que l'on conçut, que l'on manifesta, que l'on tenta d'exécuter le projet de donner

1. *Mémoire sur l'établissement d'un conseil de guerre*, 1787, papiers Guibert ; A. G.

2. Ordonnance d s 9 et 23 octobre 1787.

3. Almanach royal pour 1788. *Op. cit.*

4. Trois lieutenants généraux : d. Gribeauval, de Guines, de Jaucourt ; quatre maréchaux de camp : de Fouzeray, d'Esterhazy, d'Autichamp, de Lambert.

5. De Guibert, maréchal de camp.

6. Fabre de Charrin, commissaire ordonnateur des guerres.

7. De Chadebos et Jalabert.

8. Almanach royal pour 1789. *Op. cit.*

9. *Histoire de l'administration de la guerre*, par Xavier Audouin, Paris, 1811, IV, 202.

à l'armée une constitution nouvelle ; ce fut là qu'avec des intentions louables, mais avec un peu trop d'habitudes administratives, en s'exaspérant contre les abus, on les fit apercevoir partout, ce fut là même qu'on se montra très inhabile à y remédier. Les rouages simples de l'ancienne administration furent brusquement brisés, la complication de ceux qu'on y substitua, laissa l'administration sans mouvements...

Aussitôt après la retraite du maréchal de Ségur, le corps délibérant sous la dénomination de conseil de guerre, fit revivre tous les dangereux projets que ce ministre avait eu le courage de rejeter, et même ceux qui avaient paru trop ridicules au ministre Saint-Germain. Ce conseil en terminant chacune de ses séances, préparait un projet de thème pour la séance suivante ; celui-là par exemple : « Quelle est la meilleure manière de chausser les troupes ? » ; ou celui-ci « Quels sont les avantages des chapeaux à quatre cornes sur les chapeaux à trois cornes ? ». On conçoit qu'un conseil s'occupant de tout ce qui avait été fait, de tout ce que l'on faisait, de tout ce que dans l'avenir on pourrait faire, devait être accablé. »

Ce conseil allait transformer entièrement l'organisation de l'armée et son administration.

Au point de vue de l'organisation :

L'infanterie est divisée en 102 régiments (1), d'une composition uniforme (2), qui sont embrigadés par 2 sous les ordres d'un maréchal de camp (3).

La cavalerie forme de son côté 31 brigades (4).

La maison du roi est placée aux ordres du ministre de la guerre, la gendarmerie est supprimée (5).

L'effectif total comprend ainsi 162.000 hommes dont 9.355 officiers (6), répartis territorialement en 21 divisions militaires.

Au point de vue administratif, le nombre des commissaires des guerres est réduit de 180 à 130 (7), et le régime de l'habillement, des subsistances, de la solde, des hôpitaux militaires profondément modifié.

Le conseil de guerre substitue aux anciennes régies de l'habillement, des subsistances, des hôpitaux militaires, des direc-

1. 79 Français, 11 Suisses, 8 Allemands, 3 Irlandais, 1 Liégeois.

2. Chaque régiment comprend : 2 bataillons dont l'effectif total est de 8 compagnies de fusiliers, 1 de grenadiers et 1 de chasseurs.

3. Restent seuls « hors ligne » les gardes françaises, suisses et les régiments provinciaux.

4. 12 de grosse cavalerie, 1 de carabiniers, 9 de dragons, 6 de chasseurs, 3 de hussards.

5. Ordonnance du 2 mars 1788.

6. Non compris les officiers de la maison du Roy, des milices et de place.

7. Edit du 17 avril 1788.

toires placés sous sa surveillance directe, car ils comprennent chacun deux de ses membres (1).

Pour faire supporter tous ces changements, le conseil décide une légère augmentation de solde (2) ; mais le mécontentement est général ; les vieux militaires se dégoûtent du service, les jeunes demandent leur congé ou désertent. La désertion est en effet partout, à tel point qu'il faut établir le long des frontières un cordon de troupes.

Aussi l'œuvre du conseil de guerre va-t-elle surtout aboutir à désaffectionner entièrement l'armée de la monarchie et à la disposer à accepter avec enthousiasme les nouveaux principes.

II. — L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

1789. — Le mouvement révolutionnaire fait chanceler l'antique édifice : le pouvoir royal sous sa forme présente, ne correspond plus aux conceptions qui exaltent la majorité des français.

Dès que les Etats généraux se sont déclarés Assemblée Constituante, et ont proclamé la souveraineté de la Nation, les institutions d'anciens régime s'effondrent et, sur leurs débris, l'assemblée puissance nouvelle, se dresse devant le pouvoir traditionnel du Roy.

Il convient de séparer leurs attributions respectives : l'assemblée s'empare naturellement du législatif et laisse au roi l'exécutif ; encore entend-t-elle borner l'exercice de ce pouvoir, en renfermant le monarque dans les limites précises d'une constitution.

Cette constitution, on décide qu'elle sera représentative : le Roy, comme l'Assemblée représenteront le Souverain, c'est-à-dire la Nation. Mais ces deux pouvoirs ne seront pas égaux. On n'admet en effet ni leur indépendance absolue, ni un contrôle réciproque de l'un sur l'autre ; mais la subordination de l'exécutif au législatif.

La conception de l'exécutif subordonné, réclamée par Rousseau qui veut réduire l'exécutif au rôle de simple « pouvoir commis », résulte de la méfiance générale non seulement envers le roi ; mais particulièrement à l'égard de ses ministres, méfiance qui après s'être manifestée pendant tout le xviii^e siècle, va profondément imprégner nos assemblées révolutionnaires (3).

Il va en résulter une déconsidération profonde de la fonction

1. Règlement du 18 mai 1788.

2. Ordonnance du 17 mars 1788.

3. Barthélémy, *le Pouvoir exécutif dans les républiques modernes*, livre III p. 416.

exécutive (1) qui entraînera la Constituante à l'affaiblir sérieusement en créant un véritable pouvoir administratif distinct. Elle établit en effet à la tête de chaque division administrative des corps élus, ayant des pouvoirs propres de décision. D'autre part elle organisera un contrôle permanent de l'exécutif, par l'établissement de comités pris dans son sein, qu'elle institue au fur et à mesure des besoins et qui la représentent dans l'œuvre de reconstruction de la France. Les comités s'opposent tout naturellement aux ministres qui représentent le Roi dans la même œuvre.

C'est ainsi que sont créés d'abord le comité de législation, puis une série de comités d'administration : des finances, de liquidation des situations d'ancien régime, des recherches, militaire, diplomatique...

Tous ces comités établis par la Constituante, reparaitront sous d'autres noms avec les assemblées postérieures : mais ils ne se borneront pas à leur rôle initial de contrôle, ils empiètront sans cesse davantage sur l'autre pouvoir, jusqu'à ce qu'ils s'emparent entièrement de ses attributions.

1. *Le Comité militaire.* — Sa création, sa composition. A son rôle législatif, il adjoint bientôt le contrôle de l'exécutif. Décrets qu'il fait voter. Etat dans lequel il laisse nos forces au milieu de 1791.

Mais au début d'août 1789, l'assemblée vient à peine d'esquisser cette transformation de nos institutions. Or, à ce moment, la situation du département de la guerre apparaît comme singulièrement critique.

L'organe directeur, qui depuis deux ans présidait à côté du secrétaire d'état à son administration, le conseil de guerre, vient de disparaître dans la tourmente du mois de juillet. Celle-ci a eu pour effet de relâcher la discipline, de multiplier les désertions, de provoquer un début d'émigration des cadres. En un mot, l'armée, organe de la défense de la Nation, est en voie de disparaître, si l'on n'apporte un prompt remède au mal.

Emu de cette situation, le vicomte de Noailles la signale à l'assemblée (2). Il propose d'établir un comité chargé de la reconstitution de l'armée, qui examinera d'accord avec le ministre la forme qu'il convient de lui attribuer, les ressources à consacrer à l'effet de rétablir au plus vite notre puissance militaire.

La Constituante, préoccupée par ailleurs, ne donne pas immédiatement suite à ce projet, mais le reprend au début d'octobre sur les instances de Wimpffen et d'Alexandre de Lameth.

1. Aulard, *Histoire politique de la Révolution Française*, p. 318.

2. *Moniteur*, I, 355, Séance du 13 août 1789.

Mais il s'agit de déterminer si en instituant un comité militaire, l'on ne porte pas atteinte à l'exécutif. Cazalès, l'évêque de la Lauzerne, le vicomte de Mirabeau soutiennent que ce pouvoir ayant la haute main sur la force armée, doit être seul à en exercer l'intégrité, que l'assemblée n'a à discuter ni les questions techniques d'organisation, ni les plans d'opérations.

Toulangeon, Boutteville, Dumetz, Mathieu de Montmorency, Bureaux de Pusy, prétendent au contraire que l'armée étant composée de citoyens, l'Assemblée a seule droit de se prononcer sur son recrutement et son organisation (1).

Ces derniers emportent la décision : le comité est constitué. Ses membres élus le lendemain sont : Emmery, le baron de Wimpffen, le marquis de Rostaing, le comte d'Egmont, Dubois de Crancé, le marquis de Bouthillier, le baron de Flachslanden, le baron de Menou, le comte de Mirabeau, le vicomte de Noailles.

En décembre, deux autres leur sont adjoints : le marquis d'Ambly sur sa demande, Bureaux de Pusy d'enthousiasme, après un discours très applaudi sur les milices.

Le comité subit encore des modifications de détail. Le 17 avril 1790, de Bouthillier, d'Ambly démissionnent, sont remplacés par de Crillon et Alexandre de Lameth. En octobre de la même année, l'assemblée nomme encore Alexandre de Beauharnais, le prince de Broglie, Chabroud afin d'obtenir un rendement supérieur (2).

La tâche incombant au comité militaire est en effet écrasante. D'abord, il faut dépouiller une volumineuse correspondance composée surtout de pétitions individuelles ; demandes d'avancement, de réintégration, de décisions pour rang, de secours... L'examen de ces innombrables requêtes aurait pu prendre beaucoup de temps ; mais sont seules retenues celles qui soulèvent des questions de principe ; les autres sont simplement enregistrées, puis renvoyées aux services compétents. Il faut ensuite étudier de concert avec le ministre, les questions d'organisation, préparer les rapports et les projets de décrets.

Dans ces conditions, une période initiale est consacrée à l'étude approfondie du département de la guerre, ce qui oblige les membres du comité à demeurer quelque temps silencieux (3). Ils ne

1. *Moniteur*, II, 2, séance du 1^{er} octobre 1789.

2. Pierre Caron, *Papiers des Comités militaires*.

3. ... « depuis longtemps il existait un comité militaire, qui assistait silencieusement à la dislocation des régiments et recevait aussi silencieusement les projets de tout genre qui lui étaient adressés. Jamais, cependant, il ne fut davantage besoin de s'occuper de la formation d'une force militaire »... Buchez et Roux, *Histoire Parlementaire de la Révolution Française*, III, 412.

montent qu'exceptionnellement à la tribune ; mais alors proposent au besoin des mesures hardies (1).

Grâce à ce labeur assidu, un premier travail est prêt au début de 1790 : Noailles présente à l'assemblée un projet sur les cadres (2). Quelques jours plus tard, Lameth expose brillamment ses idées personnelles sur la question (3). Celles-ci incorporées au texte du comité sont décrétées le 28 février (4).

Noailles fait rendre en juillet un autre décret sur la hiérarchie militaire (5). D'autres moins importants suivent en septembre et octobre (6).

Au mois d'août, des actes d'insubordination éclatent un peu partout dans l'armée. La révolte à Nancy des suisses du régiment de Château-Vieux, oblige le ministre La Tour du Pin à avouer publiquement son impuissance et à demander l'appui de l'assemblée (7). Il lui est accordé par une loi sur la répression des désordres, qu'Emmery fait voter au nom du comité militaire (8).

Cette mesure ne produit pas les résultats escomptés. En octobre de nouveaux incidents, en particulier l'insubordination de l'escadre de Brest, nécessitent encore l'intervention du législatif. Le comité militaire chargé de l'enquête, n'hésite pas à conclure à l'incapacité des ministres (9). Barnave, récemment nommé membre à titre provisoire (10), expose à ce propos comme suit, sa conception du rôle du comité... « si la confiance que la nation a conçue pour les ministres actuels, oppose les plus puissants obstacles à l'établissement de l'ordre public et de la constitution, avons-nous le droit et le devoir de mettre cette vérité sous les yeux du roi ? Notre droit est incontestable. Organes de la Nation,

1. Ainsi, le 19 novembre 1789, le marquis de Bouthillier développant devant l'assemblée un projet du ministre, étudié par le comité, sur le chiffre de nos forces militaires, déclare qu'il recrute peut continuer à avoir lieu par engagements volontaires ou qu'il faut établir le service personnel obligatoire de 4 ans, avec faculté de remplacement, *Moniteur*, II, p. 206.

Le 12 décembre, Dubois de Crancé dit : « qu'il faut rester sous les armes et composer une milice par une conscription générale », *Moniteur*, II, 376.

2. Séance du 1^{er} février 1790, *Moniteur*, III, 275.

3. « Opinion de M. le chevalier de Lameth sur la constitution militaire ».

4. Décret du 28 février 1790.

5. Décret du 19 juillet 1790.

6. Décrets des 9 et 15 septembre, proposés par Bouthillier, le premier sur l'organisation de l'artillerie et du génie ; le second sur la discipline ; décret du 2 octobre 1790 sur la nomination aux emplois de l'armée.

7. Séances des 16 et 25 août 1790, *Moniteur*, V, 327, 484. A celle du 25 août, Noailles déclare que « le ministre de la guerre a toujours prévenu le comité des mouvements qui avaient lieu dans les régiments. Il a pensé que l'influence de l'assemblée était nécessaire pour assurer la subordination. »

8. Décret du 6 août 1790.

9. Séances des 19, 20, 21 octobre 1790, *Moniteur*, VI, 159-160-166-169-175.

10. A la séance du 31 août 1790, *Moniteur*, V, 531.

premiers conseillers du roi, nous devons faire connaître au monarque ce qui est nécessaire pour le bonheur du peuple. Toujours les corps administratifs ont joui de ce droit, ont dû se conformer à ce devoir ; vous-mêmes, l'année dernière, vous avez déclaré au roi que les ministres n'avaient pas, n'obtiendraient pas la confiance de la Nation » (1).

Le lendemain, Menou, rapporteur dans cette affaire, appuie la thèse de son collègue : « lorsque vos quatre comités se sont réunis, quelques-uns des membres qui les composent et moi personnellement, nous n'avons envisagé l'insubordination de l'escadre que comme une suite nécessaire de la malveillance et de l'impéritie des ministres... Convaincu de cette vérité, j'ouvris le premier contre eux l'avis qui a été rejeté hier (2)... et cet avis après quelque discussion fut adopté à la presque unanimité » (3).

Ainsi, le comité ne se cantonne plus dans ses fonctions législatives de préparation des lois militaires ; il s'érige en juge de l'exécutif, il demande le renvoi du ministre. Son rôle primitif s'est donc singulièrement élargi, puisqu'il entend désormais imposer son contrôle au département de la guerre.

Dans les derniers mois de l'année, le comité poursuivant son œuvre, fait rendre différentes lois (4). Au début de 1791, le travail est suffisamment avancé pour que son président Alexandre de Lameth, puisse fièrement déclarer à l'assemblée qu'au premier signal 100.000 soldats entreraient dans les cadres de l'armée nouvellement organisée et qu'un seul décret du corps législatif mettrait sur pied 300.000 hommes de garde nationale (5).

Malgré cette affirmation, la situation extérieure qui s'assombrit davantage ne laisse pas que de préoccuper certains constituants. Il leur semble indispensable de connaître quelles sont les mesures prises pour parer au danger (6), et le rapport du ministre de la guerre (7), ne les rassure pas entièrement. Aussi, quelques jours plus tard (8), Robespierre prend-il prétexte d'incidents de frontière pour mettre en cause la vigilance des ministres et des comi-

1. Discours de Barnave à la séance du 20 octobre 1790, *Moniteur*, VI, 169.

2. Projet de décret par lequel l'assemblée marque sa défiance envers les ministres et demande au roi leur renvoi. Ce projet est rejeté dans la séance du 20 octobre, *Moniteur*, VI, 170-171.

3. Discours de Menou à la séance du 21 octobre 1790, *Moniteur*, VI, 176.

4. Décret du 5 novembre 1790, présenté par Noailles, sur les traitements et pensions des Suisses ; décret du 5 décembre 1790, proposé par Bureaux de Pusy, pour la mise en état des places de guerre.

5. Séance du 28 janvier 1791, *Moniteur*, VII, 253.

6. Déc et du 10 mars 1791. L'assemblée ordonne au ministre de la guerre de rendre compte des mesures prises pour la défense des frontières.

7. Lecture à la séance du 27 mars 1791, d'un mémoire du ministre de la guerre sur les besoins de son département, *Moniteur*, VII, 733.

8. Séance du 19 avril 1791, *Moniteur*, VIII, 180.

tés ; Noailles pour disculper le sien incrimine nos diplomates : ...« j'avoue franchement que j'ai peu de sollicitude sur les troubles extérieurs. Je me rappelle avec confiance que sous le despotisme, la France a su résister par le courage de ses concitoyens à toutes les puissances voisines liguées contre elle...

Pourquoi donc le ministre des affaires étrangères ne nous a-t-il pas instruit de ces mouvements ? (1) Puisque nous avons des agents, des espions, des ambassadeurs ; car je confonds assez facilement tous ces mots-là, il faut que nous sachions ce qui se passe.

Le ministre de la guerre a pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir... la question actuelle est purement diplomatique et l'on ne saurait trop surveiller cette partie du ministère, afin que ce ne soit plus par les papiers publics ou par des lettres particulières que nous apprenions ce qui se passe aux frontières ».

En réalité, il reste encore beaucoup à faire pour nous mettre en état de repousser une attaque sérieuse : mais il faut constater que le comité s'efforce d'y parvenir en faisant décréter successivement (2) une série de mesures d'importance diverse : lois sur l'organisation des gardes nationales (3), sur le licenciement (4), sur la formation d'un corps de 3 à 400.000 hommes de garde nationale active (5), sur l'augmentation et le remplacement des cadres de l'état-major général (6), sur le corps des ingénieurs géographes (7), sur les mesures à prendre pour garantir la sûreté extérieure du royaume (8), sur la garde de Paris (9), sur l'organisation définitive de la garde nationale (10), contre l'insubordination des troupes (11).

Peu de temps avant la séparation de l'Assemblée Constituante, Alexandre de Lameth donne au nom du comité la mesure de l'œuvre accomplie. Il esquisse en traits rapides le tableau de

1. Il s'agit de mouvements de troupes autrichiennes sur le territoire de Porrentruy.

2. On se plaint en septembre 1791 que le comité militaire au lieu de présenter à l'assemblée l'ensemble de ses travaux et la masse des dépenses de l'armée, n'offre à ses délibérations que des parties détachées. Il résulte de cette manière de faire, que l'assemblée n'est jamais à même de connaître d'une façon précise le montant des dépenses dont elle a ordonné l'emploi.
Séance du 1^{er} septembre, 1791.

3. Décret du 28 avril 1791.

4. Décret du 11 juin 1791.

5. Décret du 21 juin 1791.

6. Décret du 24 juin 1791.

7. Décret du 21 juillet 1791.

8. Décret du 22 juillet 1791.

9. Décret du 3 août 1791.

10. Décret du 4 août 1791.

11. Décret du 28 août 1791.

nos forces et moyens (1). L'armée dont le chiffre est fixé à 213.000 hommes, se compose au 1^{er} juillet 1791 de 146.000 rationnaires. La levée de 300.000 gardes nationaux mobiles, s'exécute dans tous les départements avec la plus grande activité. Il donne ensuite des détails sur les différents services. Pour les effets de campement, « le directoire de l'habillement (2) fait espérer que pour le 25 août, il existera dans les magasins de Lille, Metz, Strasbourg, des effets de campement suffisants pour trois armées de 30.000 hommes chacune ».

En ce qui concerne les subsistances, les approvisionnements au 1^{er} juin sont de six mois en vivres, de quatre mois en fourrages ; 1.200 caissons qui exigeront 4.500 chevaux sont prêts pour assurer le ravitaillement.

Relativement au service de santé, il existe dans les hôpitaux de Metz, Lille et Strasbourg, des approvisionnements pour trois armées de 30.000 hommes chacune et les officiers de santé sont fournis soit par les grands hôpitaux, soit par une partie du personnel réformé en 1788.

L'état des travaux de l'artillerie est le suivant : il a été commandé dans les deux fonderies de Douai et Strasbourg 339 bouches à feu ; dans les trois manufactures d'armes, 42.000 fusils et à Liège 72.000 autres qui seront livrés à raison de 5.000 par mois. Nous possédons dans les magasins d'artillerie environ 20 millions de poudre et la régie en fournit 400 milliers par an. Nous pouvons former six grands équipages dont trois de campagne et trois de siège, destinés à suivre les armées avec les 1.226 pièces réparties dans un certain nombre de places et destinées à cet usage ; en outre, nous pouvons mettre sur pied quatre petits équipages pour la défense des côtes.

Nos places sont garnies de 7.500 bouches à feu, dont 6.000 en fonte et 1.500 en fer, et pourvues en conséquence, sauf celles de la frontière d'Espagne. Enfin, des ordres sont donnés pour porter à 2.000 le nombre des chevaux de trait d'artillerie.

Si l'on ajoute qu'une coalition paraît des plus improbables avant le printemps de 1792, qu'il est à craindre jusqu'à de voir attaquer seulement nos frontières du nord et de l'est, par une quarantaine de mille hommes, la France susceptible de leur opposer des forces plus considérables, peut envisager l'avenir avec une parfaite sécurité.

1. « Rapport sur les moyens à employer pour la sûreté extérieure du royaume » Séance du 22 juillet 1791, *Moniteur*, IX, p. 189 et suivantes.

2. Il s'agit du directoire établi par le règlement du 18 mai 1788, *loc. cit.*

2. *Le Ministre et les Bureaux de la Guerre.* — Conception des députés de l'assemblée sur les principes généraux d'organisation militaire ; décret du 28 février 1790 ; discussions relatives au rôle du ministre ; décret du 11 avril 1791. Modifications apportées au début de la révolution dans les bureaux de la guerre ; décret du 19 septembre 1791 et réorganisation subséquente.

Tandis que l'assemblée, soutenant son comité, en fait de plus en plus un organe exécutif, nous allons voir comment le Ministre de la guerre en revanche va peu à peu voir diminuer ses prérogatives au cours de la lutte qu'il va soutenir contre les éléments avancés de la Constituante. En effet si les monarchiens veulent laisser l'exécutif conserver sa pleine indépendance, les constitutionnels et les membres de la gauche, entendent au contraire se le subordonner le plus possible.

Alexandre de Lameth, se fait non sans succès le champion de cette dernière opinion : l'armée pour conserver sa force et son unité, déclare-t-il (1), doit rester sous la direction du pouvoir exécutif ; mais il faut empêcher ce dernier d'en abuser contre la liberté. Aussi, sera-t-il interdit au ministre de modifier le nombre des troupes, la solde, le montant des dépenses annuelles, de régler à son gré l'admission au service et l'avancement, de recruter librement les étrangers, d'employer comme il l'entend la force publique à l'intérieur du royaume. Ces questions appartiennent souverainement à l'assemblée ou aux législatures suivantes. Par contre, « il est évident messieurs, poursuit Lameth, que les objets que vous croiriez ne devoir mettre ni au nombre des articles constitutionnels, ni parmi ceux qui seront du ressort du Législateur, seront par là même à la disposition du pouvoir exécutif : il est donc inutile, il serait long et presque impossible d'en faire l'énumération ».

Quelques jours plus tard (2), ce sujet est soumis à la délibération de l'assemblée. De Broglie, de Montmorency, appuient la thèse de Lameth ; Dubois de Crancé au contraire, se montre partisan d'une plus grande indépendance du ministère. Tous les ordres relatifs à la sûreté publique, doivent déclare-t-il, émaner du roi, chef suprême de l'armée. Il appartiendra en conséquence au pouvoir exécutif de déterminer le nombre, l'espèce, la solde et le traitement des troupes, le mode d'avancement, les retraites, les rapports avec les milices nationales... » il doit être décrété... que le comité militaire se concertera avec le comité

1. *Opinion de M. le Chevalier de Lameth sur la constitution militaire.* Ce projet personnel de l'auteur, imprimé sous ce titre, est développé à la séance du 9 février 1790 de l'Assemblée Constituante.

2. Séance du 28 février 1790, *Moniteur*, III, 491 et suiv.

de constitution et avec le ministre, pour l'application des principes »...

Mais la priorité est accordée au projet du baron de Menou soutenu au nom du comité militaire, et l'ensemble en est adopté sur le champ, non sans quelques amendements. La loi porte (1) en particulier les dispositions suivantes :

« Article premier. — Le roi est le chef suprême de l'armée...

« Art. 3. — Il ne peut être admis, ni introduit aucune troupe étrangère au service de l'État, qu'en vertu d'un acte du corps législatif...

« Art. 4. — Les sommes nécessaires à l'entretien de l'armée seront fixées par chaque législature...

« Art. 9. — La vénalité des emplois militaires est supprimée...

« Art. 10. — Le ministre de la Guerre et les autres agents militaires du pouvoir exécutif, sont sujets à la responsabilité, dans le cas et de la manière qui seront établis par la Constitution. »

L'Assemblée Nationale décrète également comme articles constitutionnels, qu'il appartient à chaque législature de statuer annuellement sur :

- 1^o Les sommes à accorder pour les dépenses de l'année ;
- 2^o Le nombre d'hommes dont l'armée doit être composée ;
- 3^o La solde de chaque grade ;
- 4^o Les règles d'admission et d'avancement à tous les grades ;
- 5^o La forme des enrôlements, les conditions des engagements ;
- 6^o L'admission des troupes étrangères au service de la France ;
- 7^o Les lois relatives aux délits et peines militaires...

Malgré le vote de ce décret, l'antagonisme persiste entre les conceptions opposées qui viennent de s'affronter. En juillet, Noailles propose une loi (2) attribuant au législatif le droit de limiter le nombre de titulaires dans chaque grade de l'armée. Wimpffen, Fréteau, Dubois Crancé en contestent le principe. Montlausier, Pusy, Alexandre de Lameth soutiennent qu'il faut laisser ces détails d'organisation au pouvoir exécutif.

Noailles revient à la charge, avec un projet sur la hiérarchie militaire (3). Une longue joute oratoire met aux prises Clermont-Tonnerre, Desmeuniers, Alexandre de Lameth, Toulangeon, Barnave et Charles de Lameth. Finalement, un décret est rendu portant qu'à chaque session, le nombre de titulaires dans chaque grade sera déterminé par le corps législatif (4).

1. Décret du 28 février 1790.

2. Séance du 15 juillet 1790, *Moniteur*, V, p. 137 et suiv.

3. Séance du 19 juillet 1790, *Moniteur*, V, p. 139 et suiv.

4. Décret du 19 juillet 1790.

L'année suivante, le débat s'élargit sur la question essentielle de l'organisation ministérielle proprement dite. Abordée une première fois le 7 mars 1791 par Desmeuniers, au nom du comité de constitution (1), elle est ajournée à la suite d'une motion de Barère et Mirabeau.

Le 6 avril, malgré Robespierre qui tente de renouveler cette manœuvre, Le Chapelier lit les articles relatifs à la responsabilité ministérielle (2). Buzot, avant que la discussion s'engage, fait décréter que « le corps législatif pourra présenter au roi telle déclaration qu'il jugera convenable sur la conduite des ministres, et même lui déclarer qu'ils ont perdu la confiance de la Nation ».

Le lendemain (3), l'assemblée pour éviter toute emprise de l'exécutif, exclut ses membres et ceux des législatures à venir, de la fonction de ministre. Les débats continuent, dans les journées des 8, 9 et 10. Le 11, un décret fixe d'une manière précise les attributions du chef du département de la guerre (4).

Le ministre de la Guerre aura :

1^o La surveillance et la direction des troupes de ligne et des troupes auxiliaires qui doivent remplacer les milices.

2^o De l'artillerie, du génie, des fortifications des places de guerre et des officiers qui y commandent, ainsi que tous les officiers qui commandent les troupes de ligne et les troupes auxiliaires.

3^o Il aura également la surveillance et la direction du mouvement et de l'emploi des troupes de ligne contre les ennemis de l'Etat pour la sûreté du royaume ainsi que pour la tranquillité intérieure ; mais en se conformant strictement dans ce dernier cas, aux règles posées par la constitution.

4^o Il aura en outre, la surveillance et la direction de la gendarmerie nationale ; mais seulement pour les commissions d'avancement, la tenue et la police militaire ;

5^o Il sera chargé du travail sur les grades et les avancements militaires et sur les récompenses dues, selon les lois, à l'armée, ainsi qu'aux employés de son département ;

6^o Il donnera des ordonnances pour la distribution des fonds de son département et il en sera responsable.

7^o Il présentera chaque année à la législature, l'état détaillé des forces de terre et des fonds employés dans les diverses parties de son département ; il indiquera les économies et les améliorations dont telle partie serait susceptible.

1. Séance du 7 mars 1791, *Moniteur*, VII, p. 571 et suiv.

2. Séance du 6 avril 1791, *Moniteur*, VIII, 67-68.

3. Séance du 7 avril 1791, *Moniteur*, VIII, 77.

4. Décret du 11 avril 1791.

Le législatif ayant ainsi limité les pouvoirs de l'agent auquel le roi confie la direction du département de la guerre, il s'agit d'organiser parallèlement l'administration chargée de le second.

Déjà à la fin de 1789, le ministre La Tour du Pin, a apporté de nouvelles modifications à l'état des bureaux de son prédécesseur le comte de Puysegur. Aux quatre divisions existantes, il en a ajouté une cinquième, en dédoublant la deuxième division et en rétablissant à sa place les anciennes deuxième et troisième du comte de Saint-Germain (1).

Bien que son successeur Duportail maintienne cet état de choses (2), l'assemblée s'inquiète de changements aussi fréquents, effectués plutôt dans le but d'utiliser la compétence particulière de certains employés, que pour obéir à un principe directeur ; aussi, croit elle faire œuvre utile en légiférant sur la matière (3). Il y aura désormais quatre bureaux et un secrétariat (4) :

1^o Le bureau de l'administration générale, comprenant un directeur général des fonds de la guerre et 39 commis (5) avec pour attributions, les appointements et soldes de l'armée de ligne, des gardes nationales auxiliaires, de la gendarmerie nationale, des invalides, le traitement de tous les officiers et employés, les masses et fournitures de vivres, habillement, campement, remonte, casernement, chauffage, hôpitaux, étapes, convois, transports militaires et autres de toute espèce, ainsi que les marchés y relatifs. L'universalité des dépenses du département de la guerre, l'expédition des brevets de pension, projets de fonds à présenter aux législatures, redditions de comptes, enfin les commissaires des guerres.

2^o Le bureau de l'inspection générale, avec un chef, un adjoint (6), 25 commis, 6 expéditionnaires, s'occupera de la nomination aux emplois, de l'avancement et du remplacement des officiers de tout grade, des détails relatifs à l'inspection, police, discipline et manœuvre des troupes, de leur contrôle, des grâces, congés, reliefs, retraites, admission aux Invalides, du détail du service des places et armées, des cours martiales, crimes et délits militaires.

1. Almanach royal pour 1790.

2. Almanach royal pour 1791.

3. Décret du 19 septembre 1791.

4. Almanach royal pour 1792.

5. « Etat général de la formation des bureaux de la guerre et des traitements dont ils jouissent à partir du 1^{er} octobre 1791, en vertu du décret du 19 septembre précédent ». Procès verbal de la Constituante, LI.

6. En septembre 1791, il existe un bureau « des nominations aux emplois militaires », qui vers la fin de l'année se fond dans le bureau de « l'inspection générale », dont le chef primitif devient l'adjoint au chef de ce dernier bureau. Cf. Almanach royal pour 1792, *op. cit.*

3^o Le bureau de la correspondance générale, ayant un chef et 16 commis, fera l'expédition des ordres de service aux officiers généraux, la correspondance avec eux et avec les corps administratifs, les mouvements, logements et casernements des troupes, les projets de rassemblement et d'embarquement; les garnisons des vaisseaux; le rassemblement et le détail relatifs aux gardes nationales, à la gendarmerie et aux écoles militaires.

4^o Le bureau de l'artillerie et du génie doté d'un chef et de 13 commis préside à toutes les questions de service et d'administration intérieure de ces deux armes. Il dirige en outre les travaux des arsenaux, forges, fonderies, manufactures, les poudres de guerre, les équipages et transports de l'artillerie, la construction, l'entretien et la réparation des bâtiments; les travaux des écluses, pompes, fontaines et horloges.

Le Secrétariat, dispose d'un chef et de quatre commis pour l'ouverture et le renvoi des dépêches, les comptes à rendre au ministre des affaires instantes, l'expédition de celles qui sont sans département fixe et généralement de toutes les affaires dont le ministre se réserve la connaissance particulière.

Enfin, le bureau du Dépôt de la guerre est maintenu avec un directeur, 5 commis, 4 dessinateurs.

3. *Le Personnel des Bureaux.* — Urgence d'établir une nouvelle organisation; mise à la retraite d'une partie des employés par le décret du 18 septembre 1791. Le décret du 20 septembre 1791 réorganise le corps des commissaires des guerres.

Nous savons qu'en 1789, le personnel des bureaux est exclusivement composé de commissaires des guerres, officiers nommés par le roi et propriétaires de leur charge. Ce sont des privilégiés, attachés par tradition et par intérêt au principe monarchique et la révolution naissante n'a pas à compter sur eux.

Tant que La Tour du Pin demeure au ministère, loin de dénoncer cet état de choses, il fait tous ses efforts pour maintenir en place les ennemis du régime. L'assemblée, préoccupée de la réforme générale des corps administratifs, ne peut accorder une attention particulière aux fonctionnaires de la guerre. Elle leur porte cependant un premier coup en supprimant la vénalité de leurs charges (1).

Cette mesure demeure sans grands effets, jusqu'à l'arrivée de Duportail à la tête du département. Le nouveau ministre, animé d'un esprit plus libéral, n'hésite pas à saisir le législateur de l'urgence d'une réforme, dans un mémoire où il s'exprime en ces

1. Décret du 28 février 1790, *loc. cit.*

termes (1) : « je ne puis entretenir l'assemblée de l'armée, sans lui témoigner mon impatience de la voir organiser les commissaires des guerres, officiers absolument nécessaires et qui ne peuvent être remplacés dans les principes de l'ancien régime. On ne peut d'ailleurs espérer un grand rôle d'officiers qui sont prêts à être réformés... ».

Dans ces conditions, quelque hâte que l'on ait de se débarrasser d'employés indésirables, plusieurs mois s'écoulent avant que l'on trouve le moyen de les éliminer à peu de frais. Duportail propose enfin une solution pratique (2) : retenir chaque année 80.000 livres sur les 500.000 allouées pour la solde du personnel, en constituer une caisse destinée à servir les pensions de retraite des employés réformés. Le ministre, qui est en droit d'appliquer cette mesure de sa propre autorité, car elle ne l'oblige pas d'engager de nouvelles dépenses, n'en sollicite pas moins pour elle la sanction de l'assemblée.

Elle lui est accordée sans difficulté (3) ; mais après que Chabroud ait dénoncé à ses collègues l'aristocratie de la bureaucratie militaire, rompue à une routine d'ancien régime, dont il faut à tout prix se débarrasser.

La Constituante, pour terminer l'œuvre de réorganisation du personnel, décrète le lendemain la composition des bureaux de la guerre et le surlendemain, le nouveau statut des commissaires des guerres (4).

La loi porte que les charges existantes sont supprimées et seront remboursées. Il sera créé 23 commissaires ordonnateurs, grands juges militaires, présidant chacun une cour martiale, assistés de commissaires auditeurs. Les détails de l'administration seront confiés sous leurs ordres à 134 commissaires ordinaires, répartis dans les ressorts des cours martiales.

Ces fonctionnaires sont inamovibles, ne peuvent être nommés avant 25 ans d'âge, ni destitués sans jugement.

La loi précise ensuite les fonctions des commissaires administrateurs, celles des auditeurs et des commissaires ordinaires. Elle fixe le montant de la retraite des anciens titulaires non réemployés, détaille les règles d'admission, d'avancement, les appointements, les récompenses, l'uniforme, les honneurs et les prérogatives.

1. Séance du 27 mars 1791, *Moniteur*, VII, 733.

2. Séance du 18 septembre 1791, *Moniteur*, IX, 714.

3. Décret du 18 septembre 1791, sur la retraite des employés du ministère de la guerre.

4. Décret du 20 septembre 1791. Procès-verbal de la Constituante, LXXII.

III. — L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Bien que la Législative ne renferme aucun des membres de la Constituante, la même méfiance s'y manifeste à l'égard de l'exécutif ; on peut même dire qu'elle s'accroît, si l'on excepte le court passage au pouvoir du ministère patriote du 14 mars 1792. En effet, les temps ont marché et la lutte des partis devient chaque jour plus vive.

Cette méfiance va produire des effets analogues à ceux que nous avons observé sous la Constituante : l'assemblée confiera à une série de comités le contrôle de l'exécutif, jusqu'à ce qu'à partir de mars 1792, sous la pression des événements, elle cherche à s'emparer de la direction de la politique générale intérieure et extérieure par l'établissement du Comité des Douze (1).

Après la journée du 10 août 1792, la Législative devient souveraine et réunit tous les pouvoirs ; mais elle entend néanmoins se conformer aux principes de 1789 et conserve encore, sinon une véritable séparation des pouvoirs, au moins une certaine séparation des fonctions. Elle délègue au conseil exécutif provisoire, qu'elle institue par la loi du 10 août, toutes les fonctions de la puissance exécutive et elle prend soin d'interdire le choix des ministres parmi ses membres. Ainsi se perpétue la méfiance vis-à-vis de l'exécutif, toujours sous son double aspect : l'assemblée ne veut pas d'un ministère choisi parmi elle qui soit par là même susceptible de la dominer ; d'autre part elle entend maintenir les agents de l'exécutif plus étroitement encore sous sa domination.

Cette forme de gouvernement qui s'établit ainsi après le 10 août 1792, s'appellera gouvernement révolutionnaire. C'est qu'en effet il est au fond anormal, contraire aux principes. Le pouvoir législatif est confondu avec le pouvoir exécutif par la force des choses, puisque l'organe de l'exécutif créé par la Constitution a disparu. Mais dans l'organisation de ce gouvernement qui ne doit subsister que jusqu'à l'établissement d'une constitution, on s'efforce de respecter les grands principes constitutionnels de 1791. On se trouve ainsi, selon la définition de M. Aulard (2), en

1. Ce Comité est créé par décret du 6 mars 1792 « pour recueillir et présenter à l'assemblée toutes les mesures propres au rétablissement et au maintien de la tranquillité publique ». Il est réorganisé le 18 juin après la chute du ministère girondin, « pour examiner sous tous les points de vue l'état actuel de la France, en présenter le tableau sous huit jours et proposer les moyens de sauver la constitution, la liberté et l'empire ». *Recueil*, Aulard, I, p. 15 à 21.

2. *Histoire politique de la Révolution Française*, p. 314, 315.

présence d'un ensemble formé d'institutions anciennes et d'institutions nouvelles, provisoirement maintenues ou provisoirement établies, qui ont formé le régime de la République démocratique.

Il convient de remarquer toutefois, qu'après le 10 août, la Législative a peu de prestige : assemblée censitaire, elle ne personnifie vraiment pas la nation et se trouve constamment débordée par les éléments insurrectionnels triomphants, notamment par la Commune de Paris. Au contraire, le conseil exécutif provisoire, qui ne renferme que des ministres patriotes, est populaire.

Aussi exerce-t-il réellement, jusqu'à la réunion de la Convention, le pouvoir exécutif.

1. *Comité Militaire*. — Sa constitution, membres qui la composent, remaniements partiels. Son rôle : détails techniques, contrôle de l'exécutif. Luites qu'il lui faut soutenir à cet égard avec certains ministres comme Narbonne. Mesures consécutives à la déclaration de guerre ; puis en juillet à la proclamation de la patrie en danger. Le comité après le 10 août.

Quelques jours après la réunion de la Législative, le 14 octobre 1791, Goujon donne lecture à l'assemblée d'un projet de décret tendant à instituer un comité militaire (1).

Une voix s'élève aussitôt pour appuyer cette motion : « Il est nécessaire que nous ayons un comité militaire pour assurer l'exécution des lois qui instituent l'établissement de l'égalité constitutionnelle dans l'armée », et Taillefer d'ajouter : « pour vous convaincre de la nécessité d'un comité militaire, il suffit de porter vos regards sur les dispositions des puissances étrangères. Aucune d'elles, à l'exception de la Hollande, n'a reconnu votre constitution... »

Sans qu'aucune opposition se manifeste, l'assemblée décide qu'elle aura un comité « des lois et règlements militaires » (2). Le lendemain, elle fixe à 24 le nombre de ses membres, nommés pour trois mois et renouvelables par moitié (3).

Ceux-ci sont désignés dans la séance du 25 octobre (4). Sont élus : Lacombe Saint-Michel, Gouvion, Delacroix, Carnot, du Petit Bois, Delmas, Louvet, Pérignon, Feaupuy, Albitte, Lollivier, Ritter, Jouneau, Choudieu, Blanchard, Gasparin, Bezançon-Perrier, Lacuée, Calvet, Coustard, Crublier d'Obterre, Du-

1. *Archives Parlementaires*, XXXIV, 223.

2. *Procès verbal de la Législative*, I, 114.

3. *Moniteur*, X, 119.

4. Séance du 25 octobre 1791, *Archives Parlementaires*, X, 390.

bois de Bellegarde, Dumas, Soubrany. Il leur est adjoint 9 suppléants : Levavasseur, le Tourneur (de la Manche), Grange-neuve, Descrots d'Estrées, Viennet, Frunck, Merlet, Dubuisson, Griau.

En mars 1792, a lieu un premier renouvellement partiel (1) : Louvet est remplacé par Hébert (de l'Eure) ; Hugot remplace Soubrany qui devient suppléant.

Par la suite, un second renouvellement fixé d'abord au 25 juin (2) est reporté au 28 juillet. Ce jour-là, l'assemblée décrète (3) « que les suppléants seront adjoints aux membres du comité militaire et composeront ensemble le comité ». Elle désigne Carnot Feulins le jeune, Lacuée, Beaupuy, Mathieu Dumas Crublier d'Obterre, Calvet, Choudieu, Pérignon, Jousseau, Dubois Dubais, Gérardin, Brunck, et comme suppléants : Albitte, Dubois de Bellegarde, Emmery, Descrots d'Estrées, Ritter, Delchez, Dareau, Bourrès, Bonnet, de Méantray, Blanchon, Carnot l'aîné, Dubuisson.

Le Comité militaire de la Législative, au moins à l'origine, n'a pas à s'occuper de questions de principe tendant à l'organisation de nos forces (4) ; la Constituante y a pourvu en esquisant les traits essentiels du nouveau régime ; mais il lui faut régler beaucoup de détails techniques demeurés en suspens : recrutement, équipement, armement, artillerie, génie, services auxiliaires, occupent tout à tour son attention.

Il faut de plus contrôler les actes d'un pouvoir exécutif toujours suspect. C'est dans ce dernier sens que va s'exercer vigoureusement son action et l'assemblée dont il émane, affirme dès le début l'intention de lui voir continuer à cet égard le rôle du précédent comité. Ainsi le 28 octobre 1791, à propos d'un assez banal incident (5), certains actes du ministre Duportail, sont dénoncés sans aménité par plusieurs membres qui proposent de déclarer qu'il a perdu la confiance de la nation. Robbécourt demande de faire rédiger par le comité militaire une série de questions auxquelles le ministre répondra catégoriquement et Vergniaud fait décréter que le comité examinera les faits allégués.

1. Pierre Caron, *op. cit.*

2. A la séance du 23 juin 1792, on fixe le renouvellement du comité au 25 juin matin. *Archives Parlementaires*, XLVII, 495.

3. *Archives Parlementaires*, XLVII, 234.

4. Cependant, il propose et fait voter un décret sur le remplacement des officiers émigrés (décret du 29 novembre 1791), et un autre sur l'organisation de la gendarmerie (décret du 5 janvier 1792).

5. Le district de Château-Thierry se plaignait d'un séjour extraordinaire qu'il avait dû accorder au 2^e bataillon des volontaires de Seine-et-Marne et en imputait la responsabilité au ministre. Séance du 28 octobre 1791, *Moniteur*, X, 237.

Le lendemain Choudieu rapporteur, présente les chefs d'accusation contre Duportail (1). Brissot dans son journal du 30 octobre (2), raconte ainsi l'enquête faite par le comité militaire : « les questions étaient au nombre de huit et en général assez mal posées... Il a été décidé que le président lirait les interpellations au ministre une à une et que le secrétaire écrirait ses réponses... Nous ne rentrerons pas dans le détail de l'interrogatoire subi par le ministre. En général, ses réponses portaient sur un faux principe. Il a semblé croire qu'il était déchargé de toute responsabilité dès qu'il avait donné des ordres... ».

Le comité militaire aura encore fréquemment occasion d'examiner la conduite du chef du département de la guerre et exploitera même parfois la situation pour lui imposer un contrôle tracassier (3).

En janvier 1792, les préparatifs de la guerre imminente sont à l'ordre du jour et absorbent principalement l'activité du comité, comme celle du ministère. Celui-ci possède un nouveau titulaire, habilement choisi par la cour. Narbonne, grâce à un brillant talent oratoire, à la souplesse d'un esprit délié, à une popularité injustifiée mais réelle, est un adversaire avec lequel il faudra compter, capable de résister à l'emprise dont ses prédécesseurs n'ont pas su se défendre. Il n'hésitera pas à l'occasion à entrer en lutte avec le comité et réussira même parfois à emporter la décision.

Le 11 de ce mois, le ministre après avoir présenté à l'assemblée le tableau de la situation de nos forces, termine en signalant un déficit de 51.000 hommes. Il propose de le combler par des prélèvements sur la garde nationale (4).

Le comité, saisi de la question, présente le 19, un rapport dans lequel Dumas formule un avis diamétralement opposé. Les 51.000 hommes seraient obtenus par voie d'engagements volontaires (5).

Le 21 (6), sur les instances de Narbonne (7), la discussion s'engage. Jean Debry monte à la tribune pour soutenir Dumas, le comité, et combattre l'incorporation de la garde nationale dans les

1. Séance du 29 octobre 1791, *Moniteur*, X, 252.

2. *Patriote français* du 30 octobre 1791.

3. Ainsi, Carnot jeune fait le 22 novembre 1791 un rapport au nom du comité militaire, sur l'inexécution par le ministre de la loi d'amnistie à l'égard de quatre soldats détenus à Blois. Séance du 22 novembre 1791, *Moniteur*, X, 443.

4. « Rapport du ministre de la guerre Louis de Narbonne sur l'état des frontières » lu à la séance du 11 janvier 1792, *Moniteur*, 101, 105, 125.

5. Séance du 19 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 169.

6. Séance du 21 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 181.

7. ... « Nous n'avons déclaré-t-il, que 20 jours d'ici au 10 février et je vois avec douleur que le silence de l'assemblée sur mes propositions me réduit à l'impuissance d'agir ».

troupes de ligne ; puis Albitte dénonce le ministre, auteur du projet : « des paroles dorées ne m'en imposent pas... M. Narbonne n'est pas un franc patriote, il n'a pas le langage loyal qui convient au patriotisme et ne fait que bégayer ».

Jaucourt, Dubayet, Carnot jeune parlent dans le même sens. Le soir, l'assemblée hésite. Elle décide que l'infanterie et la cavalerie ne se complèteront pas dans les bataillons de volontaires. Reste l'artillerie... « il n'y avait pas de raison, dit Brissot (1), pour que l'artillerie plutôt que les autres parties de l'armée se recrute parmi les volontaires. Cependant, je ne sais par quelle manœuvre l'affirmative a été décrétée, après deux épreuves et au milieu du tumulte. Le tumulte a été croissant ; le président lève la séance ; une partie de l'assemblée refuse de se retirer et ne s'y résout qu'après être restée assez longtemps en place ».

Cet demi succès du ministre n'a pas de lendemain. Le 22, la gauche s'est ressaisie et demande qu'on rapporte la dernière partie du décret de la veille. Malgré une opposition très vive, l'assemblée se range à cet avis ; l'artillerie comme les autres armes, ne pourra désormais se recruter parmi les volontaires en activité de service (2).

Narbonne n'accepte pas de bon gré sa défaite. Le 23, il revient défendre son plan de recrutement. Après avoir repoussé les objections précédemment formulées, il déclare que si l'assemblée ne lui donne pas le moyen de réunir le grand nombre d'hommes qu'il croit indispensable pour soutenir la guerre, il se refusera à attendre la honte comme ministre et ira chercher la mort comme soldat de la Constitution (3).

A la vérité, cet échec est suivi de plusieurs autres (4), sans que le ministre s'en laisse influencer et perde rien de son opiniâtreté. Il prend d'ailleurs sa revanche au début de février. Le comité militaire présentant un projet de décret sur la résiliation d'un traité passé avec la compagnie Peaudouin pour le transport des convois militaires, Narbonne s'y oppose vigoureusement (5)... « il a dit d'un ton très leste (6), que si elle avait lieu, il ne se chargerait pas sur responsabilité de faire arriver les convois à temps. M. Narbonne oublie qu'un tel langage est plus propre à irriter les esprits qu'à les lui concilier. Il oublie qu'un ministre manque

1. *Patriote français* du 23 janvier 1792.

2. Séance du 22 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 189, et suiv.

3. Séance du 23 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 195.

4. C'est ainsi que le 4 février, une proposition ayant pour objet la création de 2 places d'aides de camp généraux attachés au ministre est repoussée par le comité militaire : de même celle tendant à une augmentation de 6 adjutants généraux. Séance du 4 février 1792, *Moniteur*, XII, 300.

5. Séance du 5 février 1792, *Moniteur*, XI, 339.

6. *Patriote français* du 9 février 1792.

à la nation, quand il se présente devant les représentants en bottes et le fouet à la main. Si trop de réserve inspire des défiances, trop de familiarité à droit de déplaire. » Néanmoins cette fois l'exécutif triomphe et le projet du comité est ajourné.

Triomphe éphémère ! Bientôt les dénonciations pleuvent : la garnison de Lille (1), la municipalité de Rennes (2), le régiment d'Ernest (3), provoquent tour à tour des enquêtes contre Narbonne, toutes confiées au comité militaire.

Le ministre perd la maîtrise de soi, il joue moins serré, il s'oublie même jusqu'à adresser à l'assemblée des paroles blessantes (4). La cour, fatiguée de son zèle, en profite pour le remercier.

En fin de compte, force reste au comité ; mais on peut mesurer la valeur de l'adversaire qu'il a pu vaincre, en constatant jusqu'à quel point le ministre était populaire dans l'assemblée ; puisque un mois encore après sa chute, saisie d'une enquête sur des marchés passés par l'ancien chef du département de la guerre, elle refusait d'admettre les conclusions défavorables de son comité (5).

Mais voici la guerre. Il va falloir affronter sa redoutable épreuve. Le comité de la Législative pour se mettre à la hauteur des événements, s'attache avant tout à l'organisation des nouvelles levées.

Il ne peut cependant négliger certaines questions également pressantes et d'un intérêt élevé ; car elles touchent aux principes mêmes de la société nouvelle. Telle est celle des tribunaux militaires. Dumas rapporteur du projet, en souligne toute l'importance : « peut-être serait-il nécessaire d'éclairer aujourd'hui l'opinion publique sur la différente nature des fonctions et sur la responsabilité des divers agents du pouvoir exécutif pendant la guerre ; du ministre qui doit résoudre le plan général et le système de guerre, du général qui doit résoudre et diriger le détail de toutes les opérations, dont lui seul peut juger les avantages et l'opportunité... (6) ».

De cette question en effet, l'opinion publique s'empare. Le *Défenseur de la Constitution* en profite pour faire le procès de l'ancien comité, celui de la Constituante (7). Comme l'on n'est

1. Séance du 5 mars 1792, *Moniteur*, XI, 558.

2. *Ibid*, XI, 561.

3. Séance du 8 mars 1792, *Moniteur*, XI, 586.

4. « La sureté publique, exige qu'on réprime les désordres qui éclatent de toutes parts. J'appelle à ce sujet l'attention des membres les plus distingués de l'assemblée... » Séance du 8 mars 1792, *loc. cit.*, XI, 586.

5. Séance du 7 avril 1792, *Moniteur*, XII, 77 et suiv.

6. Rapport sur l'organisation des tribunaux militaires, séance du 6 mai 1792. *Moniteur*, XII, 306 et suiv.

7. « L'Assemblée Constituante a reconnu et proclamé solennellement de grands principes ; mais il s'en faut qu'elle l'ait fidèlement appliqués à

pas fondé à adresser à l'actuel les mêmes reproches, l'assemblée confirme les propositions qu'il lui a faites par un décret (1), bientôt suivi d'un autre sur la désertion (2).

En juin et juillet, le comité militaire est occupé par des questions de circonstance : il soutient avec succès le projet d'un camp de 20.000 fédérés sous Paris (3), dont il fait adopter le principe (4); puis il collabore au décret qui proclame la patrie en danger (5).

Dès lors, le comité va se multiplier pour forger l'instrument qui doit assurer le succès de nos armes. Le 16 juillet, il fait voter une loi réorganisant la gendarmerie ou plus exactement y incorporant des militaires dont le zèle est garanti par la part qu'ils ont prise dans la Révolution (6). Le 17, Carnot jeune propose des mesures destinées à porter au complet l'armée de terre : les départements fourniront pour les régiments de ligne un contingent proportionnel à leur population, d'un total de 50.000 hommes ; l'on organisera en outre des volontaires nationaux, en bataillons particuliers afin d'avoir en tout 500.000 hommes sur pied (7). Le soir, Dumas demande la création de compagnies de chasseurs volontaires (8). L'assemblée adopte l'ensemble de ces mesures dans la séance du 19 juillet (9).

Le 1^{er} août, Carnot le jeune parlant au nom de la commission des Douze et du comité militaire réunis, se signale par une proposition vraiment originale (10) : « nous ne devons plus avoir d'autre politique que celle du plus fort, Il faut, que selon, J.-J. Rousseau, chaque citoyen devienne soldat par état et non par métier. Il faut que pendant la guerre, tout le peuple se lève armé et qu'à la paix, nos troupes de ligne rentrent dans l'ordre civil. Une nation libre ne doit plus avoir de troupes de ligne

toutes les parties de la législation : il semble même qu'elle les ait regardés comme absolument étrangers au Code militaire. Personne n'ignore que ce code fut l'ouvrage d'un comité composé de nobles, tous officiers généraux ou colonels... l'assemblée... l'adopta avec une confiance sans réserve... tant était généralement répandu le préjugé qu'il ne convenait qu'à des militaires de comprendre quelque chose aux lois qui concernaient l'armée. Tant on était loin de savoir que la portion la plus importante de ces lois n'était pas celle qui tient à la science de la tactique et qui exige des connaissances purement militaires !... » *Journal le défenseur de la constitution*. II.

1. Décret du 11 mai 1792.

2. Décret du 17 mai 1792.

3. Séances des 4 et 6 juin 1792, *Moniteur*, XII, 570, 591, 596 et suiv.

4. Décret du 8 juin 1792.

5. Décret du 11 juillet 1792.

6. On y incorpore des gardes françaises, des Cent-Suisses licenciés et en général tous militaires ayant fait partie des troupes de Paris qui ont coopéré à la révolution. Décret du 16 juillet 1792.

7. Séance du 15 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 168, 174.

8. Séance du 17 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 175.

9. Décret du 19 juillet 1792.

10. Séance du 1^{er} août 1792, *Moniteur*, XIII, 304.

quand il n'y a plus de danger pour la patrie ; car, du moment où le danger existe, tous les citoyens sont soldats. Aujourd'hui, c'est le peuple qui fait la guerre pour lui ; trop longtemps il l'a faite pour les despotes. » Carnot conclut à autoriser les municipalités à faire fabriquer sans délai, aux frais du Trésor public, pour armer tous les citoyens en état de porter les armes, des piques sur le modèle indiqué par le maréchal de Saxe.

Le 2, l'on obtient l'aide de Guadet, rapporteur de la commission extraordinaire (1) pour faire voter un décret en faveur des déserteurs étrangers (2) : il leur sera attribué une pension viagère de 100 livres, l'admission au titre de citoyen et la liberté de prendre ou de refuser du service dans les troupes françaises. On espère ainsi décider de nombreux soldats des armées d'invasion à abandonner leur drapeau.

Le triomphe du peuple dans la journée du 10 août, stimule davantage encore le zèle du comité ; car il faut soutenir désormais contre les rois une lutte sans merci. Aussi, jusqu'à la fin du mois, les mesures se multiplient, qui vont contribuer pour leur part aux succès inespérés de septembre : organisation de la défense de Paris (3) et de la garde nationale de la capitale, des bataillons de fédérés et d'une cavalerie volontaire (4), emploi des formations de gendarmerie aux armées (5), armement des volontaires nouvellement levés (6), conservation de leurs emplois publics aux citoyens enrôlés pour la défense des frontières (7) ; enfin maintien dans les troupes de la discipline menacée par l'incertitude du lendemain (8).

Ainsi et jusqu'au bout, le comité militaire de la Législative demeure à la hauteur de son rôle. Il s'affirme le digne précurseur de celui de la Convention.

1. Séance du 2 août 1792, *Moniteur*, XIII, 311.

2. Décret du 2 août 1792.

3. Organisation d'un camp sous Paris et de positions d'artillerie sur les hauteurs de Montmartre, proposés par Choudieu. Décret du 10 août 1792.

4. Décret du 19 août 1792.

5. Toute la gendarmerie sera mandée et réunie en des points qui seront désignés, pour pouvoir de là être envoyée aux frontières ou aux camps de réserve. Décret du 26 août 1792.

6. A la réquisition des commissaires de l'assemblée près des armées, les généraux devront armer les bataillons de volontaires nouvellement levés, avec des armes tirées des manufactures et magasins nationaux. Décret du 21 août 1792.

7. Décret du 27 août 1792.

8. Le pouvoir exécutif est autorisé à faire une proclamation à l'armée, lui annonçant que rien n'est changé dans l'organisation. Séance du 30 août 1792, *Moniteur*, XIII, 577.

2. *Evolution de la situation du Ministre.* — La Constituante a déterminé les attributions du ministre et de ses bureaux ; mais en quoi consiste exactement la responsabilité ministérielle ? Discussions à ce sujet au début de la Législative. Méfiance de l'assemblée envers les chefs du département de la guerre. Ses causes : le rôle joué par ceux-ci d'après Dumouriez (rapport du 13 juin). Le projet de déclarer la patrie en danger met à l'ordre du jour la question de la responsabilité collective des ministres et le décret du 23 juillet la décide. Décrets du 10 août sur l'organisation provisoire du ministère et la suppression de la sanction royale ; nomination de commissaires aux armées tirés du sens de l'Assemblée. Difficultés qui s'élèvent entre eux et le conseil exécutif.

L'Assemblée Constituante a, nous l'avons vu, déterminé et le mode de nomination du ministre de la guerre, laissé au choix du roi et ses attributions.

Elle déclare il est vrai ce ministre responsable, puisqu'elle n'admet pas que le chef du pouvoir exécutif puisse être mis en cause. Quelle est en réalité l'étendue de cette responsabilité ? La question est d'importance ; car les titulaires du portefeuille de la guerre, nécessairement dévoués au roi, peuvent, doivent même si celui-ci conspire, le seconder dans ses vues contre la nation.

Il est dès lors facile de comprendre pourquoi certains députés, quelques jours après la réunion de l'assemblée Législative, tiennent à obtenir une définition précise de cette responsabilité. Le 10 novembre 1791, Vaublanc et Lacroix développent en effet, devant leurs collègues, les moyens de surveillance très imparfaits que possède le législatif à l'égard des agents de l'exécutif (1). Ils font arrêter que le comité de législation présentera un projet sur la manière d'assurer la responsabilité des ministres.

Par la suite, Hérault de Séchelles rapporteur, lit un travail que l'assemblée retourne au comité ; la question est provisoirement éludée.

Le 20 janvier 1792, Deugnot, Fouchet, Becquet, puis Isnard reprennent la discussion (2). Ce dernier termine son discours en déclarant que « trois choses peuvent mettre obstacle à nos succès : l'une si les citoyens étaient désunis, l'autre si les ministres nous trahissaient, la troisième si le roi se laissait égarer par des conseils perfides... pour ce qui est des ministres, il est des moyens pour les forcer au devoir. Il faut d'abord par un code nouveau sur la responsabilité, bien aiguïser pour eux le glaive des lois : ensuite, les rassembler tous dans ce lieu et leur déclarer solennellement, au nom du peuple, que nous comblons de gloire

1. Séance du 10 novembre 1791, *Moniteur*, X, 340.

2. A l'occasion d'un projet du comité diplomatique présenté le 14 janvier par Genonné et relatif à la situation de la France vis-à-vis de l'Empire. Séance du 20 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 176 et suiv.

ceux qui feront bien et que nous ferons décapiter celui qui voudra nous trahir. Car il ne faut pas qu'un seul individu s'avise de trahir une nation ».

En février, Hérault, Séchelès fait un nouveau rapport sur ce sujet (1) et Vaublanc établit que la responsabilité dépend de « la confection des lois (2) ». Il examine ensuite comment le corps législatif doit exercer sa surveillance : une commission de 12 membres serait chargée de l'examen des délits des administrateurs subalternes et des dénonciations relatives aux ministres.

Aucune décision n'est encore intervenue quand le 25, le ministre de la Guerre Narbonne, annonce à l'assemblée l'insurrection du 14^e régiment de ligne causée par l'application du règlement de police qu'il vient d'élaborer de concert avec le roi (3). Le lendemain Thuriot (4), revenant sur cet événement, demande contre le ministre la peine de mort pour avoir osé adresser aux troupes de son propre chef une loi réglementaire. L'assemblée passe à l'ordre du jour.

Si donc la Législative renonce provisoirement à prendre une décision, c'est qu'imbue en majorité d'un profond respect pour la constitution, elle craint d'y porter quelque atteinte en légiférant sur semblable matière ; mais il ne faut pas en conclure qu'elle fasse par cela crédit aux ministres et en particulier à celui de la guerre. Nous avons déjà donné l'opinion d'Isnard à son sujet ; c'est celle des députés girondins, s'il faut en croire le *Patriote français* organe du parti. En effet, Narbonne venant le 7 février presser l'assemblée de prendre diverses dispositions pour l'entrée en campagne (5), « on n'aurait pu que louer son zèle déclare Brissot (6), s'il n'y avait pas mêlé des plaintes assez amères sur les deux décrets de l'assemblée, dont l'un a rejeté la création de deux aides de camp pour le ministre et l'autre a ajourné indéfiniment celle des six nouveaux adjudants. Un ministre doit toujours se souvenir qu'il n'a pas le droit de censurer les décrets de l'assemblée et qu'il est inconstitutionnel de l'engager à revenir sur ses pas ».

Un témoignage éclatant de cette méfiance contre le chef du département de la guerre est donné par le décret du 11 mars, pris trois jours après le renvoi de Narbonne : aucun ministre démissionnaire depuis l'acceptation de la Constitution, ne pourra

1. Séance du 22 février 1792, *Moniteur*, XI, 445, 451, 452.

2. C'est-à-dire du sens que la constitution a donné à ce terme.

3. Séance du 25 février 1792, *Moniteur*, XI, 483.

4. Séance du 26 février 1792, *Moniteur*, XI, 487.

5. Séance du 7 février 1792, *Moniteur*, XI, 237.

6. *Patriote Français* du 8 février 1792.

quitter désormais Paris sans avoir rendu ses comptes (1). Par la suite, à l'exception de Servan, les ministres sont encore plus mal vus du pouvoir législatif.

Cette méfiance est-elle fondée? Il le semble, d'après le rapport fait par Dumouriez pendant son court séjour à la tête du département de la guerre, où il donne la mesure des fautes commises par ses prédécesseurs : « les généraux, dit-il (2), se plaignent avec raison de la faiblesse et du délabrement de leurs armées ; partout il manque des armes, des habits, des munitions, des chevaux de peloton, des effets de campement... Le non complet de quatre armées pour les seules troupes de ligne, s'élève à plus de 40.000 hommes et 8.000 ou 10.000 chevaux.

La plupart des places sont aussi démantelées qu'en état de paix... il n'y a ni vivres, ni munitions suffisantes...

Les bureaux de la guerre sont au moins reprochables par la lenteur des expéditions, par le désordre des détails, par l'espèce des marchés dont plusieurs... sont frauduleux et dont la plupart restent sans exécution... Cependant le dernier ministre (3) qui s'est rapporté à ses agents, malgré leur infidélité et leur incapacité reconnues, puisque ce sont les mêmes agents qui sous les trois précédents ministres (4), ont aidé à tromper la nation et à réduire sa force armée à un point de faiblesse effrayant, malgré une dépense énorme, est demeuré responsable tant de la comptabilité, que des suites funestes que peut entraîner cette désorganisation de la force armée ; et par une espèce de solidarité très injuste, les autres ministres partagent cette responsabilité, quoiqu'ils ne puissent apporter aucun remède à ces maux, tant que l'organisation du ministère du département de la guerre restera en cet état... ».

Ces derniers mots de Dumouriez mettent en lumière un principe qui n'est pas sanctionné par la constitution : celui de la responsabilité collective des ministres, équivalant en fait à l'existence d'un véritable cabinet.

Cette idée fait du chemin dans l'esprit des députés et quelques jours plus tard (5), Jean Debry, rapporteur du comité des Douze sur le danger de la patrie, l'expose à son tour devant l'Assemblée (6)... « votre commission a pensé, que si des conspira-

1. Décret du 11 mars 1792.

2. Rapport de Dumouriez sur le département de la guerre, lu à la séance du 13 juin 1792, *Moniteur*, XII, 660.

3. Servan.

4. Degraive, Narbonne, Duportail.

5. Séance du 30 juin 1792, *Moniteur*, XIII, 10.

6. « Rapport sur les moyens à prendre dans le cas du danger de la patrie, fait au nom de la commission extraordinaire des Douze par Jean Debry », *Moniteur*, XIII, 42.

tions et des revers amenaient ces temps de crise... la surveillance des autorités constituées devait être habituelle... et la responsabilité des principaux agents du pouvoir exécutif plus sévère... c'est surtout à ceux dont la mission a le plus de latitude et qui, hors de la main du peuple, semblent ne tenir à lui que par la volonté présumable de marcher dans le sens de son intérêt, c'est au ministère principalement, que sont applicables ces vérités.

Nous avons bien senti l'injustice qu'il y aurait à assujettir les ministres, dans tous les cas, à une responsabilité solidaire ; mais quand la patrie est en danger, tous les autres intérêts font silence. »

Le 3 juillet, Vergniaud défend cette même thèse (1) : « je n'entends point rendre responsables les ministres du refus de sanction (2) ; mais seulement de l'insuffisance ou de l'inexécution ou de l'exécution trop tardive des moyens de sûreté que commandent les circonstances. Le roi est inviolable ; mais seul il jouit de son inviolabilité qui est incommunicable ; il ne répond ni de ses fautes, ni de ses erreurs ; mais ses agents en répondent pour lui : ce sont là deux bases indivisibles de l'organisation du pouvoir exécutif ».

Trois jours plus tard, c'est Condorcet qui déclare (3) : « puisqu'on a voulu que la confiance n'existât plus entre vous et les agents du pouvoir exécutif, une surveillance active et journalière devient le premier des devoirs. Ordonnez donc aux ministres de rendre compte à vos comités, jour par jour, de tous les ordres qu'ils ont donnés, de ce qu'ils ont fait pour assurer l'exécution de la loi ». Aussi, dans la même séance, décrète-t-on que les ministres seront entendus tous ensemble sur l'état actuel du royaume.

Le 9, ils se présentent pour déférer à cet ordre ; mais comme ils n'exposent que des questions de détail, l'assemblée indignée les ajourne au lendemain midi pour faire le tableau précis des mesures réclamées par les circonstances (4).

Dans ces conditions, le 10, Dejoly (5) au nom de ses collègues, prend la parole ; mais pour ne rien dire qui ne soit connu de tous. Il annonce ensuite la démission du ministère (6).

Désormais, la responsabilité collective des ministres est un fait ; elle va devenir de droit par une disposition législative. Guyton, le 23 juillet (7), la propose au nom du comité de Constitu-

1. Séance du 3 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 32, 33, 34, 35, 36.

2. Le veto du roi.

3. Séance du 6 juillet 1792.

4. Séance du 9 juillet 1792.

5. Ministre de la justice.

6. Séance du 10 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 102.

7. Séance du 23 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 218, 223.

tion (1). Il demande de déclarer cette responsabilité collective pour tous les actes délibérés en conseil, pendant le temps du danger de la patrie : « le roi est inviolable et sacré... mais... le pouvoir exécutif n'agira que par l'intermédiaire de plusieurs agents appelés ministres qui répondront de tous les actes publics du roi... Que deviendrait cette heureuse garantie que les pères de la constitution ont voulu y mettre... si les ministres pouvaient se jouer de cette responsabilité, s'y soustraire en vous donnant des comptes morcelés de ce qui leur est personnel. »

Il obtient gain de cause. L'assemblée décrète (2) : « que quand le corps législatif a proclamé... que la patrie est en danger, indépendamment des cas où la responsabilité peut être exercée contre les agents du pouvoir exécutif, tous les ministres sont solidairement responsables, soit des actes délibérés au conseil, relatifs à la sûreté extérieure ou intérieure de l'état, qui auraient occasionné le danger, soit de la négligence des mesures qui auraient dû être prises pour en arrêter les progrès. »

Le 10 août donne à cette responsabilité collective une forme tangible : les ministres composent un « Conseil exécutif provisoire », organe substitué au roi désormais suspendu. Les décrets n'ont plus de ce fait à recevoir de sanction (3). D'autre part, l'assemblée s'arroge le pouvoir de nommer ou révoquer les titulaires des portefeuilles. Provisoirement (4), la nomination aura lieu au scrutin individuel, en commençant par le ministre de l'intérieur puis celui de la guerre et enfin tous les autres. En pratique, chaque député doit désigner à haute voix son candidat. Celui qui recueille le plus grand nombre de suffrages est proclamé ministre. A défaut d'une majorité absolue, l'assemblée détermine le choix par assis et levé et par appel nominal en cas de doute.

L'exécutif une fois confondu ainsi avec le législatif, le gouvernement révolutionnaire est né. L'une de ses pièces maîtresses, celle qui va permettre au pouvoir central de faire rayonner son action sur toute la France, aux armées comme à l'intérieur, va surgir elle aussi du mouvement insurrectionnel du 10 août ; c'est l'institution des commissaires de l'assemblée (5).

À la vérité, la Constituante avait déjà donné l'exemple de législateurs assurant eux-mêmes l'exécution de leurs décrets, au moment de la fuite du roi à Varennes ; mais l'envoi de com-

1. Rapport du comité de constitution sur l'organisation du ministère.

2. Décret du 23 juillet 1792.

3. Décret du 10 août 1792, rendu sur la proposition de Jean Debry au nom de la commission extraordinaire.

4. Décret du 10 août 1792, rendu sur la proposition de Guadet au nom de la commission extraordinaire.

5. Aulard, *Histoire politique de la Révolution Française*, p. 342.

missaires avait cessé, Louis XVI une fois rétabli sur le trône.

La Législative avait été amenée à son tour, dans sa lutte contre l'exécutif, à empiéter sur ce pouvoir et avait envoyé trois fois des commissaires en mission : le 15 février, le 31 juillet, le 9 août ; mais cette institution tendait encore à se justifier au regard des principes constitutionnels, en demeurant dans certaines limites : rétablir la confiance, renseigner le corps législatif (1). Après le 10 août, elle va se développer largement. La Législative enverra successivement 14 missions, dont 6 intéressent soit les armées, soit la défense nationale à l'intérieur. Ses commissaires y jouissent généralement de pouvoirs étendus ; mais non illimités, et assument un rôle d'ordre à la fois politique et moral (2).

Mais comme ils vont se trouver fréquemment en désaccord avec le Conseil exécutif provisoire, l'assemblée paraît encore hésiter entre le maintien du procédé et celui qui consisterait à faire confiance à l'exécutif. Nous trouvons l'écho de ces dissentiments dans la séance du 28 août 1792.

Duhem y déclare à propos d'un incident créé par une injuste et violente apostrophe de Merlin à l'égard de nos commandants de place : « le pouvoir exécutif aurait révoqué les commandants de place suspects, s'il n'eut été contrarié dans sa marche par la pusillanimité de vos commissaires. Il faut laisser agir les ministres ; ils ont votre confiance ; ils sont intéressés à ce que les choses aillent bien car leurs têtes en répondent vis-à-vis de vous et vis-à-vis des commis ».

Lacroix formule un avis analogue : « Vos commissaires, déclare-t-il, en suspendant ou arrêtant l'exécution des ordres du pouvoir exécutif, chargent l'assemblée de sa responsabilité et l'exposent aux reproches de la nation. Il est temps de limiter le pouvoir de vos commissaires. Décrétez que les ordres donnés par le pouvoir exécutif, ne peuvent être ni révoqués, ni suspendus par eux ; examinez même de près leur conduite, improuvez les s'il y a lieu ; car l'assemblée ne leur a pas donné le droit de laisser en place un fonctionnaire révoqué par le pouvoir exécutif. »

Et Cambon : « je vais plus loin que M. Lacroix, et je dis que l'assemblée doit se dépouiller entièrement d'un pouvoir que l'empire des circonstances l'a forcé à prendre dans le premier moment. Vous avez un ministère patriote ; il doit être investi de votre confiance. En conséquence je demande que vous rappeliez

1. H. Libermann, *Les commissaires de l'assemblée Législative et de la Convention*, thèse Paris, 1926, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 57 et 61.

vos commissaires et que ce décret leur soit porté par des courriers extraordinaires ».

L'assemblée adopte sur-le champ cette dernière proposition.

Le lendemain, Danton ministre de la Justice, fait rebondir la discussion (1) : « le pouvoir exécutif provisoire m'a chargé d'entretenir l'assemblée nationale des mesures qu'il a prises pour le salut de l'empire... L'ennemi menace le royaume ; mais l'ennemi n'a pris que Longwy ! Si les commissaires de l'assemblée n'avaient pas contrarié par erreur les opérations du pouvoir exécutif, déjà l'armée de Kellermann se serait concertée avec celle de Dumouriez... Le pouvoir exécutif va nommer des commissaires pour aller exercer dans les départements l'influence de l'opinion. Il a pensé que vous deviez en nommer aussi pour les accompagner, afin que la réunion des deux pouvoirs produisit un effet plus salulaire et plus prompt ».

A ces mots, Cambon qui a fait supprimer la veille les commissaires aux armées, ne peut s'empêcher de protester : « ne nous dissimulons pas, que quelques précautions qu'on prenne pour restreindre les pouvoirs, les hommes empiètent toujours sur ceux qui ne leur ont pas été délégués. Les commissaires aux armées avaient été envoyés dans de bonnes intentions ; cependant le pouvoir exécutif a déclaré qu'ils avaient contrarié sa marche et entravé ses opérations. Vous les avez rappelés ; à présent on vient vous en demander de nouveaux... Le corps législatif a une grande force d'opinion, mais c'est une masse. Il doit faire des lois ; mais jamais il ne doit les exécuter. Prenez une grande mesure : parlez au peuple, faites lui voir que son intérêt exige qu'il donne sa confiance au pouvoir exécutif, parce que sa marche est plus rapide et que 745 personnes sont lentes à délibérer... Je ne veux point que l'assemblée détache de ses membres pour exercer le pouvoir exécutif ; les agents de celui-ci sont responsables, les députés ne peuvent l'être... ».

Malgré l'opposition de Bazire et de Lasource, l'assemblée maintient le rappel de ses commissaires décidé la veille et se refuse à en désigner de nouveaux (2). Mais le 4 septembre, elle revient définitivement sur cette mesure, sur la proposition de sa commission extraordinaire ou des Douze (3).

1. Séance du 28 août 1792, *Moniteur*, XIII, 563.

2. Séance du 29 août 1792. *Moniteur*, XIII, 563.

3. *Archives Parlementaires*, XLIX, 334.

3. *Les Bureaux du Ministère.* Bien que la Constituante ait réorganisé bureaux et personnel, Duportail hésite à chasser les commis hostiles au régime. Ses successeurs suivent cet exemple, ou remplacent par des incapables les fonctionnaires patriotes. Servan veut prendre des mesures ; mais n'a pas le temps de les appliquer. Dumouriez se contente de critiquer. La révolution du 10 août rend le pouvoir exécutif maître chez lui (décrets des 3 et 9 septembre 1792). Réorganisation du corps des Commissaires des guerres (loi du 11 septembre).

La Constituante, ayant voté le décret du 19 septembre 1791 réorganisant les bureaux de la guerre, décidait la mise à la retraite d'une partie du personnel et l'établissement sur des bases nouvelles du corps des commissaires des guerres, par les lois des 18 et 20 septembre 1791.

Au début d'octobre, le ministre Duportail pourrait donc facilement se débarrasser au plus tôt d'éléments dangereux, incapables ou hostiles qui encombrant ses bureaux ; mais il se garde bien de le faire, de peur de contrarier les intentions secrètes du roi.

Des députés de la gauche s'en émeuvent et dénoncent à l'assemblée (1) la conduite du chef du département de la guerre : si les gardes nationales voyagent sans armes, si les volontaires sont sans habits, sans souliers, sans fusils, c'est dit on la faute des commis... Eh bien non ! c'est celle du ministre, puisqu'il a eu le temps de nettoyer ses bureaux. Excusable à son entrée en fonction, il ne l'est plus maintenant.

L'assemblée décide platoniquement que Duportail fournira un rapport sur l'état des gardes nationales...

Cette mesure est naturellement sans effets. Après Duportail, Narbonne, puis Degraive n'apportent pas de changements appréciables à la situation. S'ils déplacent quelques individus, c'est sans discernement et sans choix, ou pour donner satisfaction à leurs amis politiques.

Servan arrive au pouvoir, bien décidé à épurer les bureaux. Ne pouvant par suite de l'hostilité du roi prendre des mesures radicales, il étudie le règlement financier des dispositions arrêtées par la Constituante, pour éliminer les fonctionnaires indésirables. A cet effet (2), il obtient la disposition d'une somme de 300.000.000 d'assignats pour le remboursement des charges militaires supprimées (3) ; puis (4) l'attribution à la caisse de l'extraordinaire des guerres du rachat des brevets (5), avec affectation

1. Séance du 28 octobre, 1791, *Moniteur*, X, 237.

2. Séance du 15 mai 1792, *Moniteur*, XII, 400.

3. Décret du 15 mai, rendu sur la proposition du comité des finances.

4. Séance du 31 mai, *Moniteur*, XII, 538.

5. Décret du 31 mai 1792, rendu sur la proposition de Clauzel, au nom du comité de l'extraordinaire des finances.

pour cet objet du reliquat de la caisse particulière des dépôts militaires, précédemment supprimée ; soit 1.035.000 livres.

Servan n'a pas le temps d'obtenir de ces mesures des résultats utiles et quand Dumouriez le remplace, il n'y a pas d'améliorations appréciables dans la situation.

Dès son entrée en fonction, le nouveau ministre de la guerre (1) dénonce hardiment l'état de ses bureaux. C'est eux qui retardent tout, arrêtent tout, parce qu'ils sont remplis d'agents infidèles et incapables. Il faut donc s'assurer sans tarder du patriotisme, du zèle et des talents des employés. Or, poursuit-il, « je suis obligé de dire avec chagrin que le corps des commissaires des guerres excite des plaintes générales par son incivisme ou par son défaut de lumières.

On a dégoûté beaucoup d'anciens serviteurs, qu'on a forcés à prendre des retraites qui chargent l'Etat. On les a remplacés par des jeunes gens sans expérience, qui ne connaissent aucune des parties de leur administration, et on ne leur a donné aucune instruction sur leurs importantes fonctions. C'est parmi les quartiers-maitres des régiments qu'il eût fallu choisir les nouveaux commissaires des guerres ; c'est aussi dans ce corps qu'il faut choisir les commis des bureaux de la guerre, à mesure qu'on se verra obligé de les renouveler. Ces officiers, accoutumés à tous les détails, et choisis par leurs régiments, sont les seuls qui puissent faire marcher l'administration du département... ».

Mais Dumouriez n'a pas davantage le temps de mettre ces projets à exécution et les errements précédents subsistent. Aussi, en juillet, Lasource peut-il déclarer à l'assemblée (2) : « le vrai siège de la contre-révolution n'est pas seulement dans le cœur des ministres ; il est aussi dans les bureaux ; il est surtout dans les bureaux de la guerre. Les ministres sont trompés par leurs commis, comme l'assemblée est trompée par les ministres. Il faut, lorsque les ministres n'auront pas donné promptement les ordres nécessaires à l'exécution d'un décret sanctionné, au lieu de s'en tenir au mot vague de responsabilité, les faire punir de mort. Il faut, lorsque les commis n'auront pas exécuté les ordres donnés par les ministres... qu'ils soient punis de mort. ».

Des mesures aussi radicales ne sont pas encore au goût du jour ; mais l'assemblée demeure convaincue de l'urgence d'une réforme et après la chute du monarque, quand la question lui est à nouveau posée (3), elle estime qu'il convient d'examiner d'un œil sévère la

1. Séance du 13 juin 1792. Rapport de Dumouriez sur le département de la guerre, *loc. cit.*

2. Séance du 31 juillet 1792, *Moniteur* XIII, 301.

3. Séance du 3 septembre 1792.

conduite des commissaires des guerres et elle accorde au conseil exécutif provisoire le droit de les destituer et de les remplacer sans limitation de nombre ; mais en les choisissant avec soin (1).

Le décret du 11 septembre (2), confirme l'ensemble de ces dispositions et permet au ministre de la guerre de prendre pour collaborateurs des citoyens dont le patriotisme reconnu n'exclura pas l'habileté professionnelle.

Ce dernier en profite pour modifier en même temps l'organisation de ses bureaux, en la simplifiant, un peu hâtivement il est vrai.

Il réduit les quatre divisions de 1791 à trois : personnel, matériel, artillerie et génie (3).

IV. — LA CONVENTION.

Avant de clore ce chapitre préliminaire, il convient de poursuivre l'esquisse du cadre général dans lequel va évoluer le ministre de la guerre au début de la Convention.

L'assemblée Législative avait organisé la première pièce du gouvernement révolutionnaire, en créant un conseil provisoire, élu par elle hors de son sein, pour représenter le pouvoir exécutif.

La Convention, bien qu'assemblée souveraine, investie théoriquement de tous les pouvoirs, le maintient par respect pour le dogme de la séparation ; mais va lui témoigner la même méfiance que les assemblées précédentes marquaient aux collaborateurs du Roi. C'est qu'une sorte d'habitude politique est prise de considérer le ministère comme ennemi et étranger, et aussi de tenir la position de ministre comme inférieure et presque humiliante.

1. Loi du 3 septembre 1792, n° 2.538, *Collection des lois militaires*, X, 43.

Loi du 9 septembre 1792 qui autorise le pouvoir exécutif à prononcer toutes suspensions et destitutions qu'il jugera nécessaires, *Ibid*, X, 79.

2. Loi du 11 septembre 1792, relative à une nouvelle organisation des commissaires des guerres, *Ibid*, X, 112.

3. Circulaire de Servan à MM. Dhillerin (1^{re} division). Le Momnier (2^e division), Dubreton (3^e division) ; 1^{er} septembre 1792 A. G. (*Correspondance générale* 11 août 1792, cahier n° 3, p. 90).

« Je vous envoie copie de l'organisation nouvelle que j'ai arrêtée pour mes bureaux. Vous voyez que je vous ai nommé chef de la 1^{re} division sous le titre d'administrateur des personnes ; 2^e division sous celui d'administrateur du matériel ; de la 3^e division sous celui d'artillerie et génie.

Je compte que votre zèle et votre patriotisme répondront à ma confiance ; ils me sont un sûr garant du bon ordre et de l'amour de la liberté et de l'égalité que vous vous ferez un devoir d'entretenir parmi tous les employés qui seront sous vos ordres.

Je vous prie de préparer un travail sur les subdivisions que vous croyez nécessaires dans le bureau qui vous est confié, et sur le nombre de personnes dont vous aurez besoin.

Vous voudrez bien aussi, prendre sans délai possession de tous les détails compris dans la division dont vous êtes le chef, même de ceux qui pourraient être trouvés précédemment dans une autre division. »

Le roi n'étant plus là, la cause de cet état suspect a disparu : l'effet n'en subsiste pas moins (1).

Cette méfiance va produire ses conséquences habituelles : création de comités pris dans le sein de l'assemblée, développement de l'institution des commissaires.

La Convention crée en effet, dès le 2 octobre 1792, une série de comités, qui remplacent en fait ceux de la Législative ; en particulier le comité de la guerre succède au comité militaire. Ces comités exercent dans leurs départements respectifs une action de contrôle ; en outre l'assemblée donne par leur intermédiaire des ordres au conseil exécutif.

Cet empiètement sur les attributions de ce dernier est également marqué par le développement de l'institution des commissaires. Les missions de députés aux armées ou à l'intérieur, conservent le caractère de mesures exceptionnelles, répondant à des circonstances exceptionnelles ; mais deviennent de plus en plus fréquentes et les députés s'y voient investis de pouvoirs toujours plus étendus.

Néanmoins, le conseil provisoire exercera réellement la puissance exécutive jusqu'à la fin de 1792. Alors, malgré ses beaux succès militaires et politiques, les menaces de guerre générale, la méfiance même dont il demeure l'objet, vont provoquer la création d'un comité de Défense générale, chargé de la conduite politique intérieure et extérieure.

C'est là une immixtion directe dans les attributions exécutives du conseil, qui perd désormais, en grande partie, l'initiative de l'action. Celle-ci va passer définitivement aux mains du législatif, quelques mois plus tard, à la création du comité de Salut Public (2).

1. *Le Comité de la Guerre*. — Sa création, sa composition ; modifications successives. Esquisse rapide de son rôle.

Le jour même de sa réunion, la Convention décide de maintenir provisoirement les comités et les commissions existantes (3) et le surlendemain, elle réorganise le comité militaire sous le nom de comité de la guerre (4). Vergniaud fait décider qu'il sera de 24 membres et divisé en deux sections égales : comité proprement dit et commission des armes.

Les titulaires sont nommés le 26 (5) ; mais le 27 l'assemblée

1. Aulard, *Histoire politique de la Révolution Française*, p. 316 à 329.

2. Aulard, *op. cit.* ; Barthélémy, *op. cit.*, livre VI, p. 500 à 570.

3. Décret du 21 septembre 1792. *Collection décrets Convention*, I, 4.

4. *Archives parlementaires*, LII, 104 et *journal des Débats*, n° 4, p. 49.

5. *Archives parlementaires*, LII, 153.

modifie sa liste (1) qui comprend en définitive (2) : Carnot, Lacombe Saint-Michel, Dubois de Crancé, Gasparin, Delacroix (d'Eure-et-Loire), Letourneur (de la Manche), Lecointre, Reudbel, Treilhard, Albitte, Aubry, Coustard, Delmas, Sillery, Despinassy, Delcher, Châteauneuf-Randon, Soubrany, Poultier, Milhaud, Bentabole, Fabre d'Eglantine, Gardien, Rivaud et en outre 8 suppléants : Merlin (de Thionville), Hecquet, Gaudin, Laurent (du Bas-Rhin), André Dumont, Louis, Merlin (de Douai), Simond.

Le 28 septembre, le comité élit son bureau ; puis adopte la division en deux sections. La première est dite section des objets généraux de la guerre, la seconde section de l'armement, habillement, équipement, vivres et subsistances militaires. La correspondance ressort du secrétariat, composé avec le personnel de l'ancien comité militaire (3).

La Convention confirme définitivement le 30 octobre l'institution du comité de la guerre, dont les membres seront désignés à l'avance, au scrutin de liste (4).

A peine le comité commence-t-il à fonctionner, qu'il se voit presque aussitôt dissous. Poultier, son rapporteur, présente en effet le 15 octobre (5), un projet de maintien sous les drapeaux des volontaires libérables. Cette mesure impopulaire est attaquée par Chabot : il demande le renouvellement d'un comité manquant de sens pratique. Les collègues de Poultier, au lieu de se solidariser avec lui, prétendent qu'il a omis de leur faire adopter sa motion en séance plénière. Leur attitude n'empêche pas la Convention d'ordonner pour le lendemain, le renouvellement du comité.

En fait, il a lieu le 19 octobre. Les nouveaux titulaires sont : Dubois de Crancé, Gasparin, Lacombe Saint-Michel, Merlin (de Douai), Dubois de Bellegarde, Carnot, Choudieu, Delmas, Sillery, Le Tourneur (de la Manche), Debry, Carra, Albitte, Delacroix (de l'Eure-et-Loir), Fabre d'Eglantine, Coustard, Lecointre, Goupilleau (de Fontenay), Duquesnoy, Lidon, Dubois Dubais, Châteauneuf-Randon, Gérente, Milhaud.

Les suppléants sont au nombre de douze : Boussion, Doucet de Pontécoulant, Sallengros, Peyssard, Ferry, Dumont, Saint-Just, Delahaye, Geffroy, Roger, Heimbart, Fokedey.

1. Décret du 27 septembre 1792. *Collection*, I, 22. Il sera donné une nouvelle lecture de la liste du 26 et ceux des députés appelés qui ne se réuniront pas le lendemain à 9 heures du matin, dans le local de l'ancien comité, seront censés avoir refusé leur nomination et remplacés par des suppléants. Sont exceptés, naturellement, les conventionnels en mission.

2. *Archives parlementaires*, LII.

3. Pierre Caron, *op. cit.*

4. *Archives parlementaires*, LII, 278.

5. *Archives parlementaires*, L. II, 506.

Le 25 octobre, l'assemblée adopte la résolution (1) de renouveler tous ses comités par moitié tous les deux mois. Aussi, le 22 décembre, s'avise-t-on de tirer au sort (2), sous trois jours, les noms des membres sortants, et de dresser une liste des candidats. Les élections ont lieu le 8 janvier 1793 (3). Sont choisis : Le Tourneur, Milhaud, Dubois de Crancé, Lacombe Saint Michel, Dubois de Bellegarde, Delmas, Sillery, Albitte, Doucet, Lecointre, Dubois du Bais, Chateauneuf-Randon, Prieur de la Côte d'Or, Coustard, Gasparin, Lidon, Poulthier, Aubry, Carra, Dufriche-Valazé, Beauprey, Fabre d'Eglantine, Gérénte, Viennet.

Mais un mois plus tard, le 6 février (4), il leur est adjoint 6 titulaires (nommés le 9) : Boissy d'Anglas, Laurencot, Gamon, Surres, Legot, Rivaud et 3 suppléants : Jeanbon Saint-André, Choudieu, Prieur (de la Marne). La Convention divise en outre le comité de la guerre en 6 sections (de 5 membres chacune), correspondant à celles du département de la guerre, ce qui a lieu le 11 février (5).

Nous ne suivrons pas davantage les vicissitudes du comité. En ce qui concerne son rôle (6) d'abord, à la fin de 1792, celui-ci doit se prononcer sur des questions très graves touchant à la politique générale et à la conduite de la guerre. Il formule ses résolutions de concert avec les comités des finances et diplomatique, le conseil exécutif provisoire. Puis, dès janvier 1793, les objets de cette nature deviennent du ressort du comité de Défense Générale. Toutefois, le comité de la guerre propose encore le décret du 4 février sur la levée de 300.000 hommes.

2. *Le Ministre et ses Bureaux.* — La Convention statue sur les questions réglées provisoirement par la Législative : nomination des ministres (décrets des 26, 28, 29 septembre 1792 ; responsabilité collective de ceux-ci que Roland cherche en vain à mettre en échec en janvier 1793. Composition des bureaux à la fin de 1792. — Discussions relatives à la réorganisation du ministère de la guerre en janvier 1793 : rapport de Siéyès, critiques de Saint-Just, projet de Barère. Décret du 5 février 1793 fixant les fonctions du chef du département de la guerre. Réorganisation subséquente de ses bureaux ; leur état à la fin de 1793.

La Législative instituait par le décret du 23 juillet 1792 et pour le temps du danger de la patrie, le principe de la responsabilité

1. Décret du 25 octobre 1792.
2. Décret du 22 décembre 1792.
3. Pierre Caron, *op. cit.*, *Moniteur*, XV, 84.
4. Décret du 6 février 1793.
5. *Archives Nationales*. A F 11-14 : Registre 93, Minute de la séance du 11 février 1793. Les 6 sections ainsi substituées à l'ancienne division en 2 sections, subsistent jusqu'en fructidor an II. Un commis secrétaire est attaché à chacune.
6. Pierre Caron, *op. cit.*

collective des agents de l'exécutif ; puis après le 10 août, déterminait provisoirement le mode de nomination des ministres, du fait que le roi suspendu ne pouvait plus les choisir et confirmait leur responsabilité collective, en les constituant en conseil provisoire, investi du pouvoir exécutif. Mais ce n'était là que solutions temporaires et de circonstance. A la Convention va incomber l'établissement d'un statut définitif. Elle confirme donc au législatif le droit de désigner les ministres (1), en se conformant à des règles déterminées pour assurer la sincérité de son choix (2) ; elle maintient de plus l'institution du conseil provisoire ; puis passe sans interruption à la mise en œuvre de ces dispositions (3), après avoir pris soin d'établir en principe l'incomptabilité du mandat de député avec la fonction de ministre (4).

Aussi, pendant les derniers mois de 1792, le conseil exécutif provisoire continue-t-il à se réunir, pour concerter en commun toutes les décisions importantes.

En janvier 1793, le ministre de l'intérieur, Roland, qui a joué jusque-là le rôle d'un véritable chef de cabinet, tente de s'affranchir de cette responsabilité collective. Cité avec ses collègues devant la représentation nationale, pour faire un rapport d'ensemble sur la situation (5), il obtient un premier délai (6) ; puis il use de moyens dilatoires pour éviter de faire ce rapport d'ensemble. L'assemblée, écrit il au président de la Convention (7), ne peut plus connaître exactement la situation, « en exigeant que le compte qu'elle attend, soit signé de tous les ministres ; je ne puis penser que personne ait eu l'idée, en faisant adopter cette mesure, d'enchaîner les six ministres aux erreurs de l'un d'eux... Je déclare quant à moi, que je suis entièrement étranger aux opérations des bureaux de la guerre... Sans doute, d'après les communications régulières faites au conseil par le ministre des affaires étrangères, son mémoire sur les relations extérieures pourra offrir un ensemble dont tout le conseil garantirait l'authenticité. Il peut en être ainsi de quelques autres départements ; mais la marine ainsi que la guerre, renferment une foule d'opérations administratives impor-

1. Décret du 26 septembre 1792.

2. Décret du 26 septembre 1792. *Collection*, I, 16. Chaque député inscrira sur une liste les noms des citoyens qu'il croit propre à remplir la fonction ; puis les commissaires des scrutins fonderont ces listes particulières en une liste générale, imprimée et distribuée sans délai. Le lendemain, l'élection aura lieu par appel nominal.

3. Décret du 28 septembre 1792, *Ibid.*, I, 26.

4. Décret du 29 septembre 1792, *Ibid.*, I, 34.

5. Le décret qui cite les ministres est du 24 décembre 1792.

6. Séance du 6 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 76, 77.

7. Lettre du ministre de l'intérieur au président de la Convention, lue à la séance du 9 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 90, 91, 92.

tantes, auxquelles tiennent les résultats et dont l'ordonnateur peut et doit répondre.

« J'ose dire que la Convention elle-même ne saurait exiger le contraire... les ministres n'ont point été d'après l'organisation qui détermine leur existence, constitués solidaires... »

Mais comme Roland ajoute dans un post-scriptum : « je prie instamment la Convention de vouloir bien remarquer que je n'entends pas me soustraire à la responsabilité solidaire des mesures générales du conseil, prises par délibération, lorsque les opinions de chacun sont relatées dans la délibération même... », l'assemblée passe outre et se contente d'ajourner le rapport au 1^{er} février (1).

Si Roland cherche ainsi à faire distinguer son administration particulière, de celle de ses collègues et principalement du ministre de la guerre Pache, c'est que ce dernier, rendu responsable du vice même de la composition de ses bureaux, est alors l'objet des plus vives attaques.

L'organisation du département de la guerre, telle que nous l'avons vue établir à la fin de 1791 et modifier par Servan, s'est en effet encore centralisée davantage, par suppression du bureau de l'artillerie et du génie. Il ne reste plus que deux des quatre bureaux de la Constituante, entre lesquels la tâche est répartie de la manière suivante (2) :

Une première division est chargée du personnel. Elle a l'administration des personnes, la nomination à tous les emplois, la proposition des récompenses, décorations, retraites, les revues, congés, reliefs, engagements, contrôle, recrues, déserteurs, invalides, écoles militaires (quant au personnel, à la police, à la discipline). Elle s'occupe également de la gendarmerie, des gardes nationales, des mouvements de troupes, de la garnison des vaisseaux, des commissaires des guerres, tribunaux militaires, artillerie et génie... toujours quant au personnel.

Une deuxième division, est chargée du matériel. Elle a l'administration du matériel, soldes et suppléments de toute espèce, masses générales des corps, fournitures de l'habillement, des remontes, vivres et fourrages, fournitures extraordinaires, étapes et convois, casernement, campement, chauffage, hôpitaux, dépenses relatives aux jugements militaires, à la police des troupes, cours martiales et prisons ; dépenses d'administration militaire et autres, comptabilité de toutes les dépenses du département, l'artillerie et le génie, toujours pour le matériel.

1. Décret du 9 janvier 1793.

2. Almanach national de France pour 1793 ; *Etat Militaire de la France en 1793* par Léon Hennet.

En un mot, ces divisions traitent chacune, selon l'objet qui les intéresse, personnel ou matériel, l'ensemble des questions qui étaient de la compétence particulière des bureaux de l'administration générale, de l'inspection générale, de la correspondance générale et de l'artillerie. Par contre, le secrétariat et le bureau du dépôt de la guerre ont été maintenus, avec leurs attributions antérieures.

Il résulte de cette centralisation extrême, une division du travail insuffisante, qui surcharge de besogne les commis en trop petit nombre et les met hors d'état de remplir leur tâche: aussi admet-on généralement, qu'une semblable organisation ne répond plus aux nécessités du moment et se trouve débordée, par l'extrême complexité des sujets si divers qu'elle doit simultanément traiter et régler sur le champ. Le ministre est victime d'un état de fait, contre lequel il cherche inutilement à réagir. Il ne suffit pas de perfectionner un système défectueux; il faudrait le réformer de toutes pièces. C'est l'avis du comité de Défense générale, qui dès sa réunion, n'hésite pas à attirer sur ce sujet l'attention de l'assemblée (1). Pourtant, il faut attendre la fin de janvier, pour le voir soumettre à celle-ci un projet élaboré par son rapporteur Sieyès (2).

« Citoyens législateurs, déclare-t-il, la Convention nationale ayant reconnu que le ministère de la guerre ne pouvait suffire à ses devoirs dans son état actuel, a chargé expressément son comité de Défense générale de lui présenter un plan de réorganisation de cette partie du service public... Ce n'est ni dans l'Almanach royal ou national, ni dans le chaos de la législation ministérielle (*sic*) que nous avons pu rencontrer une notion un peu juste, un peu philosophiquement analysée, de cette grande et terrible partie du service public qui porte le nom de département de la guerre. Ici, comme dans tout le reste, le législateur qui veut remplir l'obligation où il est d'envisager son sujet en face, et de le pénétrer dans ses parties, se voit bientôt forcé de renoncer aux secours de la routine. Il va droit à son but en remontant à la nature des choses.

Pour le service de la guerre, que faut-il? des éléments, une combinaison et une direction: tout est là et y est dans le véritable ordre intellectuel. Le ministère de la guerre se compose donc naturellement de trois parties:

- 1^o fourniture d'hommes et de choses;
- 2^o leur administration civile;
- 3^o leur direction militaire.

1. Séances des 5, 7, et 8 janvier 1793. Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut Public*, I, 410, 413.

2. Séance du 25 janvier 1793. « Rapport de Sieyès, au nom du comité de Défense générale sur l'organisation du ministère de la guerre », *Moniteur*, XV, 287.

En temps de guerre, outre que ces trois parties reçoivent des circonstances un accroissement extraordinaire, il devient indispensable d'en ajouter une quatrième, commandée par le besoin de réunir des forces éparses en un ou plusieurs corps d'armée, de les mouvoir en masse et quelquefois dans des contrées éloignées : je veux parler du commandement en chef, ou généralat en activité. Cette haute fonction, quoiqu'elle appartienne plus spécialement aux idées de direction militaire, ne peut pas s'y renfermer : elle est indéfinie de sa nature. Il faut au général, un exercice prompt, non réglé de tous les pouvoirs »...

Sieyès propose ensuite une solution à chacun des objets précédents.

La fourniture des hommes et des choses, doit être confiée à une commission générale, à un « économat national », chargé de se procurer toutes les matières indispensables, puis de les emmagasiner. Cet économat général, sera composé d'un secrétaire et de 15 commissaires, répartis en 5 sections : des munitions de guerre ; de l'habillement, équipement, campement... ; de la fourniture des objets de consommation (vivres, fourrages) ; des grains et subsistances (actuellement du ressort du département de l'intérieur) ; de la centralisation de la correspondance. Tous ces fonctionnaires, responsables, sont nommés et étroitement dirigés par le conseil exécutif provisoire.

L'administration appartient toujours au ministre de la guerre, « s'occupant à la fois des hommes et des choses » ; mais les choses lui sont fournies, nous l'avons vu, par l'économat. Il ne les reçoit, que pour les distribuer aux soldats consommateurs. Quant aux hommes, après les avoir pourvus, il les abandonne à « la direction militaire », pour ses combinaisons stratégiques. Il les abandonne ! Pour un temps seulement : « quand il s'agit de les combiner, de les instruire, de les mouvoir... il les reprend, malades ou blessés... il ne les rend à la direction », qu'une fois guéris. Sont-ils coupables de délits, prisonniers... ? aussitôt ils redeviennent de sa compétence aussi longtemps qu'ils ne sont pas rendus aux armées.

Dans ces conditions, l'administration et la direction, ne peuvent rester, comme elles le sont maintenant, confondues dans des bureaux divisés en personnel et matériel... « la véritable distinction entre les fonctions directoriales et administratives, doit se prendre non dans la différence des éléments employés, mais dans la nature du service ou de l'action qu'on leur demande. »

Sieyès conserve donc un seul ministre de la guerre, membre du conseil, pour assurer l'unité du département ; mais il propose de lui adjoindre un directeur et un administrateur, tous deux responsables, dépendant immédiatement du ministre, qui les choi-

sira où révoquera librement, chargés chacun pour sa partie d'exécuter ses ordres.

Reste la question du commandement en chef. A cet égard, les généraux doivent jouir d'une pleine indépendance, être investis de véritables pouvoirs discrétionnaires, pour assurer au besoin, par leurs propres moyens, le salut des troupes placées sous leurs ordres.

Ce projet, quelque peu diffus et dont la dernière partie est des plus contestables, n'enlève pas la décision de l'assemblée, qui en ordonne l'impression, mais aussi l'ajournement.

Saint-Just, trois jours plus tard, détruit le peu d'effet du discours de Sieyès, par une habile critique (1). L'on se plaint, dit-il, qu'il règne du désordre à la guerre. Est-ce la faute du ministre ? Non, puisque la réorganisation « que Sieyès vous a proposée, me paraît dans la bouche de ce membre, une preuve tacite que le ministre est irréprochable personnellement... » Il faut donc s'en prendre au régime vicieux de son département. En effet, le pouvoir central est représenté aujourd'hui, vis-à-vis des ministres, par le conseil exécutif provisoire, bien plus que par la Convention ; or ce conseil exécutif est faible et les ministres n'ont pas recours contre les abus, qu'en les dénonçant à la Convention. « La faiblesse que nous laissons au pouvoir exécutif, est notre grand tort et tout languit de cela. »

...« Le ministre de la guerre, continue-t-il, est isolé de tous les rapports et le mécanisme de son département lui est comme étranger... ». Il y a une administration particulière de l'habillement des troupes, qui passe les marchés. Les magasins généraux envoient aux corps leurs effets, les commissaires des guerres les distribuent, sans que la comptabilité d'aucun de ces fonctionnaires ne parvienne au ministre.

La réception des chevaux est faite sans contrôle, dans les dépôts, par l'intermédiaire d'inspecteurs vétérinaires ; les deniers ne passent pas davantage par les mains du ministre, qui fait seulement des demandes d'argent à la trésorerie. Les sommes sont envoyées aux payeurs des armées. Pour les subsistances même, c'est le comité d'achats qui agit seul. Le ministre ne passe aucun marché, « il n'est pas le pivot de l'administration ; il en est spectateur. »

Aussi, conclut Saint-Just «... les ministres et vous, ne savez où porter la main... l'ordre présent est le désordre mis en loi... » Il faut donc un « économat » pour la fourniture des choses. Par contre, Sieyès se trompe dans son organisation du ministère de la guerre : le ministre serait investi d'une trop grande puissance et surtout le conseil exécutif. Ce dernier pourrait en abuser

1. Séance du 28 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 304.

pour restaurer la monarchie. Il faut également éviter d'avoir un ministère morcelé ou tout puissant ; donc le rattacher non plus au conseil ; mais directement à la Convention à laquelle il devrait répondre de l'exécution des lois.

Il serait dangereux de créer un directeur et un administrateur général adjoints, parce que la responsabilité s'affaiblit et s'égare sur plusieurs têtes.

Ce discours produit une impression profonde. Si Jean Debry soutient encore le projet Siéyès, Fabre d'Eglantine et Buzot ne veulent même plus d'un économet national.

La discussion se prolonge les jours suivants. Le 30 (1), Lamarque et Barbaroux présentent des objections. Salles fait à son tour une critique très applaudie de Siéyès, qui obtient les honneurs de la séance et l'éloge unanime des journaux.

Le lendemain (2), Brulard, dit Sillery, déclare que quelque soit le civisme, la probité et les lumières du ministre actuel, on ne peut se dissimuler que ses fonctions lui sont absolument étrangères et que ses coopérateurs manquent des connaissances nécessaires. Il propose de hâter la solution à intervenir et comme le dit Roederer dans le journal de Paris (3) : « si nous devions entrer en campagne dans 18 mois, j'adopterai le projet Siéyès : mais il faut y être dans dix-huit jours et un ministre patriote et éclairé peut seul nous sauver. »

Tel est réellement l'avis de tous, quand Barère présente le 2 février un projet net et concis (4), qui emporte la conviction de ses collègues. Ceux-ci, adoptant ses vues (5), décrètent la nouvelle organisation du ministère de la guerre (6).

La loi porte : 1^o Le ministre de la guerre actuel sera changé.

2^o Il y aura un seul ministre de la guerre.

3^o Ce ministre disposera de 6 adjoints travaillant avec lui dans les divisions suivantes.

4^o Le premier adjoint sera chargé des approvisionnements et soldes de l'armée de ligne, des volontaires nationaux, de la gendarmerie nationale, des compagnies de vétérans et des invalides ; du traitement des officiers généraux, aides de camp, adjudants généraux, commissaires des guerres, adjudants de place et employés de toute espèce, à la réserve de ce qui concerne l'artillerie et le génie.

Le deuxième adjoint sera chargé des masses et fournitures de

1. Séance du 30 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 314.

2. Séance du 31 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 329.

3. Journal de Paris, 1793, n^o XXXII.

4. Séance du 2 février 1793, *Moniteur*, XV, 352.

5. Séance du 6 février 1793, *Moniteur*, XV, 378.

6. Décret du 6 février 1793.

vivres, fourrages, habillement, campement, remonte, casernement, chauffage, hôpitaux et autres de toute espèce, ainsi que des marchés qui leurs sont relatifs, des troupes et convois militaires.

Le troisième adjoint sera chargé de l'artillerie, des fortifications et de tout ce qui a rapport au matériel, au personnel, aux traitements et appointements concernant cette partie.

Le quatrième adjoint s'occupera de tous les détails relatifs à l'inspection, police discipline, contrôle et manœuvre des troupes, des cours martiales, crimes et délits militaires, des commissaires des guerres, de la gendarmerie nationale, de la collection et de l'envoi des lois militaires.

Le cinquième adjoint aura l'expédition des ordres des officiers généraux, la correspondance avec eux, les commandants temporaires et les corps administratifs, le mouvement et le logement des troupes, les projets de rassemblement et d'embarquement des garnisons des vaisseaux; les rassemblements et détails relatifs aux volontaires nationaux.

Le sixième adjoint s'occupera des promotions et brevets des vétérans, de la nomination aux emplois, de l'avancement et du remplacement des officiers de tout grade, des congés, des reliefs et retraites, de l'expédition des brevets de pension, de l'admission aux Invalides et aux écoles militaires, ainsi que des autres objets qui n'auraient pas été prévus dans la distribution précédente.

5° Le comité de guerre sera divisé en six sections, chacune composée de 5 membres et correspondant à celles du département de la guerre.

6° Les six adjoints seront nommés par le ministre et agréés par le conseil exécutif. Le ministre fera connaître à la Convention nationale son choix et l'approbation du conseil exécutif, dans le délai de trois jours, à compter de celui de la nomination qu'il aura faite.

7° Les adjoints seront responsables, chacun en leur partie. Ils ne pourront être destitués, qu'en vertu d'un arrêté du conseil exécutif.

8° Les adjoints sont autorisés à expédier des copies certifiées véritables des ordres et missions du ministre, signés de lui et déposés dans les archives du département de la guerre. Ils auront aussi la signature des ordres, nécessaires à l'exécution des décisions ministérielles.

9° Tout ce qui concerne les marchés, fournitures et approvisionnements des armées, est revoyé au comité des marchés, pour présenter incessamment un projet de loi...

A la suite de ce décret, le département de la guerre est soumis à

une refonte complète. Les bureaux sont désormais spécialisés en six divisions de la manière suivante (1) :

La première division (un adjoint et un sous-chef), comprend un bureau des fonds et un bureau central de comptabilité. Le premier est chargé des dépenses des administrations, régies et autres, des projets de fonds, solde des troupes, paiement des fonctionnaires, de la tenue et de la confection des états de solde et d'appointements, de la liquidation des pensions, de l'envoi des gratifications, de l'expédition des ordonnances, des rapports et correspondances relatifs aux déserteurs, aux frais d'impression des journaux, de la comptabilité des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires et de toutes les opérations de fonds y relatives, de l'enregistrement et du renvoi aux chargés des détails, de toutes les lettres, mémoires, états, extraits de réponses et décisions. Le second s'occupe de l'établissement du compte des troupes, d'après les revues des commissaires des guerres, des détails relatifs au recrutement, réquisitions, levées de chevaux, contrôle des troupes, règlement de solde des militaires de toutes armes, armée révolutionnaire.

La deuxième division (2 adjoints), est subdivisée en cinq sections.

La première section (un adjoint, un chef et un sous-chef), à la charge des approvisionnements, entretien, réparation de marchandises et effets ayant trait à l'habillement, à l'équipement et au campement des troupes. Elle distribue ses effets dans les magasins militaires, les fournit aux armées et dirige la correspondance qui leur est relative. Quatre commis principaux y sont rattachés et ont respectivement : la comptabilité et le contentieux du service, la fourniture des troupes à cheval et légères, coloniales, d'artillerie, d'infanterie. Un cinquième commis traite la comptabilité des masses.

Les deuxième et troisième sections sont groupées (un adjoint, un chef, un sous-chef). Elles s'occupent de la subsistance de toutes les forces de la République. Le travail est divisé entre cinq commis principaux, chargés : de l'approvisionnement des armées et places de guerre en vivres de toute sorte : de la fourniture de certaines denrées particulières : viande, condiments, eau-de-vie ; de la correspondance relative aux réquisitions de denrées alimentaires ; du service des étapes et de la nourriture des troupes en marche ; de la comptabilité, de l'examen, exécution et paiement de tous les marchés pour les subsistances.

La quatrième section (deux sous-chefs), traite des charrois militaires réunis : organisation des transports de tous effets, vivres, munitions... et des remontes.

La cinquième section (un chef, trois sous-chefs, cinq commis

1. Almanach national de France pour l'an II.

principaux) comprend trois bureaux : celui des hôpitaux militaires, en ce qui concerne leur personnel, celui du matériel des hôpitaux militaires et celui du casernement et chauffage.

La troisième division (un adoint, sept chefs), dite de l'artillerie et du génie, possède sept bureaux : de l'artillerie, du matériel d'artillerie, de l'armement, du contentieux de l'artillerie, du génie, des fortifications et un bureau « spécial » pour la fabrication extraordinaire des fusils.

La quatrième division (un adoint) comprend cinq bureaux : de la gendarmerie nationale, des commissaires des guerres, des lois, de la police militaire, du contrôle des troupes.

La cinquième division (un adoint) comprend également cinq bureaux : du personnel des officiers, de la correspondance générale, de l'inspection, des mouvements de troupe, du recrutement.

La sixième division (un adoint, un sous-chef), est divisée en 10 bureaux : de l'infanterie, de la cavalerie, des colonies, des brevets et pensions, des récompenses militaires, des vétérans et pensions de veuves, des pensions et retraites, des officiers généraux, des congés, des vétérans nationaux, postes, écoles militaires et objets imprévus.

Enfin, il existe un secrétariat, qui conserve les attributions antérieures.

3. *Le Comité de Défense générale, puis de Salut Public.*— A la fin de 1792 le conflit latent entre le conseil provisoire et le comité de la guerre investis chacun pour sa part du pouvoir exécutif, oblige la Convention assemblée souveraine, à se faire représenter vis-à-vis du conseil, par un organe d'une autorité égale, susceptible au besoin de lui imposer ses décisions. Dubois-Crancé, promoteur de cette mesure, la fait discuter le 1^{er} janvier 1793. Formation et composition du Comité de Défense générale : son rôle en janvier et février. En mars, les événements de Belgique montrent les inconvénients de la dualité du pouvoir exécutif inauguré le 1^{er} janvier et incitent à l'établissement d'une direction unique. Le Comité du Salut public du 26 mars ; réorganisation qu'il subit le 6 avril. Nouveau fonctionnement de l'exécutif.

Nous avons déjà été amenés à parler du comité de Défense générale. Nous allons terminer ce chapitre préliminaire en indiquant en quelques lignes sa création, son fonctionnement et son aboutissement.

A partir de janvier 1793, ce comité va en effet se substituer à l'exécutif, dans la direction de notre politique générale intérieure et extérieure. La Convention se décidera à gouverner par son intermédiaire, tout en maintenant un conseil provisoire mais singulièrement affaibli et dépossédé en fait d'une grande partie de ses attributions exécutives.

Cet état de choses résulte à la fois et des circonstances (insuffi-

sance de nos succès militaires, menaces de guerre générale) et de la méfiance persistante de l'assemblée à l'égard des ministres (1). Il faut d'ailleurs convenir, que cette dernière s'alimente des effets de l'antagonisme latent entre les ministres et les comités de l'assemblée, chargés de contrôler leurs départements respectifs (2).

La situation de ces comités est fausse. Issus de la Convention, assemblée souveraine, ils ont en fait des attributions appartenant à l'essence même de l'exécutif, vis-à-vis du conseil provisoire, investi en droit de ce pouvoir depuis le 10 août. De cette dualité, explicable seulement par suite du choix des ministres en dehors de l'assemblée, résulte nécessairement un antagonisme, qui se manifeste sourdement il est vrai ; mais qu'avive dans le département qui nous intéresse, l'organe de transmission, c'est-à-dire les bureaux de la guerre. Ceux-ci, soutiennent, tant par tradition que par esprit de corps, leur chef naturel et pour le plus grand dommage des affaires publiques, n'apportent pas une bonne volonté suffisante dans leur collaboration avec le comité de la guerre.

Dans ces conditions, il paraît urgent à certains députés, de créer un organe permanent, représentant celles des attributions d'ordre exécutif dont s'empare l'assemblée et jouissant d'une autorité plutôt supérieure à celle du conseil provisoire, pour être en mesure de lui imposer ses décisions le cas échéant.

Dubois-Crancé se fait le champion de cette nouvelle conception des pouvoirs. Le 25 décembre 1792 (3), il développe aux Jacobins la nécessité d'une action unique et concordante de l'exécutif, prenant son point d'appui dans la représentation nationale. Le 31, il profite de sa présence à la tribune, où il est appelé par une motion relative au procès du roi, pour faire connaître ses idées à la Convention. Il écarte les objections, en n'hésitant pas à proclamer, que le mandat du 20 septembre n'est pas seulement législatif, mais même exécutif (4).

Le lendemain, Kersaint vient présenter un rapport de la question au nom du comité diplomatique et l'assemblée convaincue, adopte ses conclusions. Elle décrète (5), que « les comités de la guerre, des finances, des colonies, de la marine, diplomatique, de constitution, de commerce, nommeront chacun trois de leurs membres, lesquels se réuniront dans un local particulier, sous le nom de Comité de Défense générale.

« Le Comité s'occupera sans interruption, avec les ministres, des

1. Aulard, *Histoire Politique de la Révolution*, op. cit., p. 318.

2. Aulard, *Actes du Comité de Salut Public* ; J. Gros, *Le Comité de Salut Public et la Convention* ; Jung, *Dubois-Crancé*, I, p. 325.

3. *Journal des débats de la Société des Jacobins* n° du 2 janvier 1793.

4. Séance du 31 décembre 1792, *Moniteur*, XV, page 26.

5. Décret du 1^{er} janvier 1793, *Moniteur* du 3 janvier 1793, t. XV, p. 26.

mesures qu'exigent la campagne prochaine et l'état présent des affaires.

« Lorsqu'il aura besoin de la parole, le président ne pourra la lui refuser. »

Ainsi, le pouvoir exécutif se trouve hiérarchisé en quelque sorte de la manière suivante : la Convention ; puis avec des pouvoirs égaux, le comité de défense générale et le conseil provisoire ; enfin les anciens comités spéciaux de l'assemblée, tel celui de la guerre.

Il reste à nommer et à organiser le nouvel instrument de direction que l'on vient de créer.

Les élections ont lieu le 3 janvier 1793, dans les comités désignés. Le 4, la liste définitive est proclamée en séance publique (1). Elle comprend :

Pour le comité diplomatique : Kersaint, Brissot, Guyton Morveau ;

Pour celui de la guerre : Dubois Crancé, Lacombe Saint-Michel, Doucet de Pontécoulant.

Pour celui de la marine : Rochegude, Taveau et Bréard ;

Pour celui des finances : Cambon, Defermon, Johannot ;

Pour celui de constitution : Gensonné, Barère, Sieyès ;

Pour les colonies : Brunel, Boyer Fonfrède, Pénieres ;

Pour celui du commerce : Lacase, Merlino, Gérard.

A la première séance (2), Kersaint devient président, Brissot vice-président, Guyton Morveau et Boyer Fonfrède secrétaires.

Quatre questions d'importance, absorbent principalement l'activité du comité en janvier et février. D'abord, celle de la refonte de l'organisation du ministère de la guerre, arrêtée dans les séances des 5, 7 et 8 janvier (3) et dont le rapport est confié à Sieyès le 9 (4). Nous en connaissons la suite donnée par l'assemblée.

Puis il faut mettre de l'harmonie entre les bureaux des anciens comités et ceux des ministères, œuvre particulièrement urgente pour le comité de la guerre. Cette réforme a lieu le 11 février (5).

1. Séance du 4 janvier 1793.

2. Procès-verbal de la séance du comité de Défense générale du 5 janvier 1793. Archives nationales.

3. *Ibid.*, 5, 7 et 8 janvier 1793. Le comité arrête en principe « que le ministère de la guerre est trop compliqué dans l'état actuel des choses pour un seul homme et qu'il doit être confié provisoirement à plusieurs ».

4. *Ibid.*, 9 janvier 1793. Sieyès a terminé un projet le 13, il est lu au comité le 21, accepté le 23 et présenté le 25 à la Convention. Nous connaissons l'accueil que lui fait l'Assemblée et comment elle accepte les propositions de Barrère les 2 et 6 février.

5. Décret du 11 février 1793. Nous en avons vu précédemment les conséquences au comité de la guerre. Il apporte des modifications analogues aux comités de la marine et des affaires étrangères où le nombre des sous comités est réduit à 5. On espère de la sorte établir une pénétration plus intime entre les ministères et l'assemblée.

La réorganisation de l'armée, confiée au comité de la guerre, où Dubois Crancé et Lidon poursuivent sa réalisation (1).

Enfin, le plan de campagne pour 1793, élaboré au comité de Défense Générale, au nom duquel Dubois Crancé le présente à la Convention (2).

Ce sont là des résultats utiles. Ces grandes lois promettent d'avoir sur l'avenir une influence décisive ; mais l'attention du comité est bientôt occupée par un trop grand nombre de détails et, d'autre part, les événements se précipitent. La débâcle de nos armées en Belgique, fait ressortir tous les inconvénients du système du 1^{er} janvier ; Conseil provisoire et comité de défense générale égaux en pouvoir, voient leurs rapports se tendre journellement, par suite d'une multitude de conflits d'attributions que doit trancher la Convention. Il en résulte, non seulement une grande perte de temps, mais la tendance à une désorganisation profonde des services publics. Il y a lieu de se hâter, si l'on veut tout sauver.

Les membres du comité de Défense générale se rendent compte de l'intérêt urgent de mettre fin à semblable situation. Le 18 mars (3), Barère demande en leur nom à l'Assemblée de former incessamment un comité de Salut public, « organisé de manière à prévenir toutes les défiances, à éteindre les discordes et à établir les communications les plus actives entre la Convention et le conseil exécutif provisoire. »

Le 22, l'Assemblée adopte en principe cette motion et charge son comité de défense de lui présenter un projet d'organisation (4). Il est discuté le 25 en séance extraordinaire (5). Dubois Crancé et Barère font décider la nomination des membres par la Convention elle-même, non plus par ses comités.

Ensuite, l'on propose successivement que le « Comité de Défense Générale et de Salut Public » comprendra 25 membres : qu'il sera chargé de la préparation et de l'élaboration des lois relatives à la défense de la République. Il pourra convoquer les ministres deux fois par semaine et exiger d'eux non seulement les renseignements utiles, mais un compte rendu hebdomadaire de leurs actes, à charge de faire tous les huit jours à l'assemblée, l'exposé de l'ensemble de la situation.

1. Dubois Crancé la présente en son nom à la Convention du 7 au 13 février et provoque les décrets des 21 et 24 février, décidant le principe de l'amalgame et la réquisition de 300.000 hommes.

2. Décret du 25 janvier 1793, rendu sur le rapport de Dubois Crancé.

3. Séance du 18 mars 1793, *Moniteur*, XV, p. 141.

4. Décret du 22 mars 1793, *Moniteur*, t. XV, p. 174.

5. Séance du Comité de Défense générale du 25 mars 1793.

La Convention sanctionne ces dispositions (1), qui ont pour but de subordonner le conseil exécutif au nouveau comité. Le lendemain, elle procède à l'élection de ses membres (2). Sont désignés : Dubois Crancé, Danton, Guyton Morveau, Robespierre aîné, Rühl, Fabre d'Eglantine, Delmas, Réard, Prieur (de la Marne), Camille Desmoulins, Barère, Jean Debry, Cambacérès, Pétion, Gensonné, Sieyès, Barbaroux, Vergniaud, Luzot, Guadet, Condorcet, Camus, Isnard, Lasource, Quinette.

Le 28 mars (3), les élus se réunissent en séance extraordinaire pour organiser le travail et adoptent à cet égard l'ordre suivant :

- Lecture des lettres et solution à leur donner ;
- Discussion des questions urgentes ;
- Conférences avec le conseil provisoire sur les mesures prises ou à prendre ;
- Délibérations sur la défense générale de la République ;
- Distribution des travaux ;
- Correspondance avec chacun des comités de la Convention.

Le 2 avril, l'on décide d'avoir en principe une séance tous les soirs et, s'il y a lieu, une autre supplémentaire le matin (4).

Mais bientôt, la difficulté apparaît de réunir quotidiennement un si grand nombre de députés, souvent retenus dans les commissions, en tous cas fatigués par les labeurs de la journée. D'autre part, les circonstances de plus en plus critiques, exigent des mesures promptes, secrètes, vigoureuses.

Le 4 avril à minuit (5), Cambon et Isnard présentent à l'assemblée un projet de transformation du comité, qui modifié légèrement par Barère le lendemain matin, provoque la nomination d'une commission chargée de rédiger le projet définitif, sur les bases proposées (6).

Ce travail terminé le 6 avril, est aussitôt décrété : (7).

« 1^o Il sera formé par appel nominal, un comité de Salut Public, composé de 9 membres de la Convention Nationale :

2^o Le comité délibérera en secret. Il sera chargé de surveiller et d'accélérer l'action de l'administration, confiée au conseil exécutif provisoire, dont il pourra même suspendre les arrêtés, lorsqu'il les croira contraires à l'intérêt national, à charge d'en informer sans délai la Convention.

1. Décret du 25 mars 1793, *Moniteur*, XV, 795, n^o du 27 mars.

2. Séance du 26 mars 1793, *Moniteur*, XV, 797, n^o du 27 mars.

3. Séance du comité de Défense générale et de Salut Public du 28 mars 1793.

4. *Ibid.* séance du 2 avril, 7 heures du matin.

5. Séance du 4 avril 1793, *Moniteur*, XVI, 70 et suiv., n^o du 6 avril.

6. Décret du 5 avril 1793, *Moniteur*, XVI, p. 72.

7. Décret du 6 avril 1793, *Moniteur*, XVI, p. 76.

3° Il est autorisé à prendre, dans les circonstances urgentes, des mesures de défense générale, extérieures et intérieures, et les arrêtés, signés de la majorité de ses membres délibérants, qui ne pourront être au-dessous des 2/3, seront exécutés sans délai par le conseil exécutif...

5° Il fera chaque semaine et par écrit, un rapport général de ses opérations et de la situation de la République... »

Sont élus sur le champ : Barère, Delmas, Bréard, Cambon, Jean Debry (1), Guyton-Morveau, Danton, Treilhard, Lacroix.

Le soir même (2), le nouvel organe de gouvernement se constitue avec Guyton-Morveau président, Bréard vice-président, Barère et Robert Lindet secrétaires, et arrête une série de dispositions préliminaires : deux séances secrètes par jour (9 heures matin et 9 heures soir), l'installation d'un secrétariat et de deux bureaux, correspondant l'un avec les corps administratifs, le second avec les représentants en mission, les ministres et les généraux (3).

Le travail est réparti entre les membres du comité de la manière suivante :

Cambon, Guyton-Morveau, Robert Lindet se chargent de la correspondance, de l'intérieur, des subsistances et de la surveillance des bureaux ;

Delmas et Lacroix : de la guerre.

Barère et Danton : des affaires étrangères ;

Bréard et Treilhard : de la marine (4).

Cette fois, la Convention a trouvé son instrument de guerre. Le Comité de Salut Public assume la direction des affaires. La transmission rapide de ses ordres est assurée par les bureaux des ministres, devenus de simples agents, par les comités correspondants de l'assemblée, qui restent dans leur rôle parfaitement délimité de bureaux législatifs. Grâce à cette armature solide, une

1. Sur le refus de Jean Debry, Robert Lindet est élu à sa place.

2. Séance au Comité de Salut Public du 6 avril 1793.

3. Le service dans les bureaux du comité est organisé comme suit : Le secrétariat comprend : Pierre chef de bureau (distribution des pièces, analyse) et 3 commis : Damerville (lecture des pièces envoyées par les représentants en mission), Lechêne, (lettres adressées par les ministres et les généraux), Troussel jeune (pétitions); 3 autres commis sont de plus chargés de l'enregistrement.

Le 1^{er} bureau (correspondance), a un chef (Lecomte), 2 commis (Marnet, Husson), 4 expéditionnaires (Bertier, Monnier, Janson, Tranchant).

Le 2^e bureau (correspondance), a un chef (Troussel aîné), 2 commis (Mangin, Gazo), 4 expéditionnaires (Cazaux, Monnot, Péret et Béranger).

4. Chaque soir les membres du comité remettent au chef du secrétariat les pièces destinées à l'enregistrement. Le matin, à l'ouverture de la séance, ils signent le courrier préparé par les chefs de bureaux et examinent les affaires instantes.

exécution multiple, confiée à des représentants en mission et embrassant toutes les forces vives du pays, va permettre le triomphe de la Révolution.

Mais notre étude ne sera pas poussée si avant ; elle se termine au 2 février 1793, avec le ministère Pache, pendant que s'élabore encore cette profonde transformation de nos institutions politiques.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DE NOS FORCES AU 20 SEPTEMBRE 1792

I. — L'ARMÉE AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION DU 10 AOÛT.

L'armée au printemps de 1792 : les troupes de ligne et les volontaires, l'armement et les places fortes, l'approvisionnement.

La mise sur le pied de guerre.

Insuffisance de notre préparation : affaiblissement des troupes de ligne et développement disproportionné des volontaires ; insuffisance de notre matériel. Désorganisation générale.

Ordre de bataille du 10 août 1792.

II. — SERVAN AU MINISTÈRE : L'HOMME ET SON ŒUVRE

Le conseil exécutif provisoire du 10 août. Servan, ses antécédents, son caractère. Entrée en fonctions de Servan. Le commandement et l'organisation générale de l'armée. Servan et le comité militaire.

III. — LA CONDUITE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS EN AOÛT 1792.

a) L'armée d'invasion. Forces effectives qu'on lui oppose. Leur état d'esprit, leur valeur tactique. Succès initial de l'ennemi.

b) Les armées du Nord et du Centre. Dumouriez et ses projets sur la Belgique. Servan le décide à prendre le commandement de l'armée des Ardennes. Ordre de bataille des armées des Ardennes (Dumouriez), et du Centre (Kellermann).

c) Dumouriez à Sedan veut encore reprendre ses visées sur les Pays-Bas. Conseil de guerre du 29 août. Servan obtient qu'il y renonce. provisoirement.

Dumouriez occupe l'Argonne. Renforts qu'il y reçoit, efforts du ministre pour lui en procurer davantage. La prise de la Croix au Bois l'oblige à évacuer ses positions. Son nouveau plan.

d) La jonction : arrivée de Beurnonville et forces qu'il amène ; marche de Kellermann. Servan l'oblige à se réunir à Dumouriez. Bataille de Valmy.

Appréciation générale du rôle de Servan pendant cette période.

I. — L'ARMÉE AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION DU 10 AOÛT.

L'armée au printemps de 1792 : les troupes de ligne et les volontaires, l'armement et les places fortes, l'approvisionnement.

La mise sur le pied de guerre.

Insuffisance de notre préparation : affaiblissement des troupes de ligne et développement disproportionné des volontaires, insuffisance de notre matériel. Désorganisation générale.

Ordre de bataille au 10 août 1792.

L'armée au printemps de 1792 : les troupes de ligne et les volontaires. Au printemps de 1792, les forces organisées du pays se

se composent de deux éléments distincts : l'armée de ligne, les bataillons de volontaires.

L'armée de ligne, réorganisée en 1791, comprend un effectif d'environ 150.000 hommes (1). Elle se recrute presque exclusivement par des engagements volontaires (2) et se divise en 110.000 fantassins, répartis en 104 régiments et 14 bataillons légers (3), 30.000 cavaliers formant 62 régiments (4), 10.000 artilleurs (5) et 30 divisions de gendarmerie. Il existe en outre un état-major correspondant (6).

La garde nationale, reconstituée elle aussi en 1791 (7), devait former 169 bataillons de marche à 574 hommes (8) ; mais en fait 83 bataillons, soit un peu moins de la moitié, sont seuls organisés au début de 1792 (9).

La dualité de composition de notre infanterie, apparaît au premier abord, comme une sérieuse cause de faiblesse, d'autant qu'elle est aggravée par la désertion continuelle d'une partie des éléments de l'ancienne armée. Les régiments de ligne, très incomplets, doivent s'étayer sur les bataillons de volontaires et ceux-ci demandent du temps pour acquérir la cohésion nécessaire à une véritable troupe. L'entrain des volontaires de 1791, supplée cependant jusqu'à un certain point à leur manque d'instruction militaire. Ils constituent bientôt une force, avec laquelle il faut compter (10) et dont l'esprit plus souple, devient assez solide pour les faire préférer parfois aux anciens régiments (11).

1. 130.718 hommes au 27 mars 1791 (rapport du ministre de la guerre sur les besoins de son département, *Moniteur*, XIII, 753) ; 146.000 hommes au 22 juillet 1791 (rapport de Lameth au nom du Comité militaire). L'effectif théorique était de 213.000 hommes.

2. Décrets des 28 février 1790 (*Moniteur*, III, 492) et 16 décembre 1789 (*M.*, II, 400).

3. Grimoard, *Tableau historique des Guerres de la Révolution de France*, I, 347, 359 ; Pairon ; *L'armée et la Garde Nationale*, I ; Chuquet, *Guerres de la Révolution*, I, 28 ; Archives de la Guerre. Le régiment d'infanterie est à 1.029 hommes, il comprend 2 bataillons à 9 compagnies, commandés chacun par un lieutenant-colonel. Les 14 bataillons d'infanterie légère sont à 8 compagnies.

4. 2 régiments de carabiniers, 24 de cavalerie, 18 de dragons, 12 de chasseurs, 6 de hussards.

5. Il existe 7 régiments d'artillerie, 6 compagnies de commis, 10 d'ouvriers.

6. 4 généraux d'armée, 34 lieutenants généraux, 60 maréchaux de camp, 30 adjudants généraux, 137 aides de camp.

7. Séance du 27 et décret du 28 avril 1791, *Moniteur*, VIII, 248.

8. Ces 97.000 hommes seront distribués en 15 divisions sur nos frontières (décret du 22 juillet 1791). Leur organisation définitive est fixée le 4 août 1791, *Moniteur*, IX, 304.

9. Grimoard, *op. cit.* ; Chuquet, *op. cit.* ; Rousset, *Les Volontaires*, I.

10. Lafayette, *Mémoires*, IV, 335 ; Dumouriez, rapport du 13 juin ; Victor de Breuille à Narbonne, 9 janvier, A. G.

11. Montesquiou à Servan, 20 mai, A. G.

L'armement et les places fortes (1). De grosses améliorations ont été apportées dans l'armement depuis 1791 ; mais il demeure encore nettement insuffisant.

Nos fonderies de Douai et de Strasbourg ont augmenté de plus de 350 pièces, les quelques 200 bouches à feu que nous possédions l'année précédente en magasin. Nos 4 manufactures d'armes de Maubeuge, Charleville, Saint-Etienne, Tulle, avec l'aide de celle de Liège, ont fabriqué au delà de 120.000 fusils. Nous disposons de 420 millions de poudre et nos places sont garnies d'environ 6.000 pièces de fonte et 1.500 de fer avec un approvisionnement suffisant. Enfin 1.226 canons avec leur attirail et munitions, permettent de constituer 6 grands équipages, dont 3 de campagne et 3 de siège.

L'approvisionnement. — Nos 133 magasins à vivres, échelonnés sur la frontière, peuvent alimenter 400.000 hommes pendant six mois ; les magasins à fourrage 30.000 chevaux pendant quatre mois ; 1.200 caissons ou fourragères, doivent faire le service de ces subsistances aux armées.

Nous possédons enfin des effets de campement et du matériel d'ambulance pour trois armées de 30.000 hommes chacune.

La mise sur le pied de guerre (2). — Après la déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie, le 25 avril 1792, l'on procède à la mise sur le pied de guerre de l'ensemble de nos forces.

L'armée de ligne avait vu dès la fin de 1792, ses bataillons portés à l'effectif de 750 baïonnettes, ses escadrons à celui de 170 sabres. En mars, le premier bataillon de chaque régiment est dirigé sur la frontière, le deuxième demeurant à l'intérieur pour servir de dépôt et assurer la défense des places. La cavalerie laissait seulement un escadron par régiment pour remplir ce rôle. Mais l'on va bientôt puiser sans scrupule dans les dépôts et y prélever d'abord les compagnies de grenadiers des deuxième bataillons (3), puis y recruter des compagnies de chasseurs volontaires, enfin prendre « tout ce qui serait en état de renforcer les bataillons et escadrons de campagne (4) ».

Parallèlement à ces mesures, l'effectif des bataillons de volontaires est porté de 574 à 800 hommes, formant 9 compagnies. Ces bataillons, bien que conservant leur pleine autonomie, vont déjà

1. Mémoire du ministre de la guerre sur les besoins de son département, 27 mars 1791, *Moniteur*, VII, 733 ; Rapport de Lameth au nom du Comité militaire, 22 juillet 1791, *Moniteur*, IX, 189 ; Rapport du ministre de la guerre Narbonne sur l'état des frontières, 11 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 72, 101, 105, 125. Archives de la Guerre.

2. Chuquet, *op. cit.*, A. G.

3. Etats de Situation des armées, *Archives de la guerre*.

4. Lettre de Lajard à Luckner, 27 juin 1792, A. G.

réaliser une certaine fusion avec les troupes de ligne, pour le plus grand profit de leur instruction et de leur solidité. Malheureusement, les hommes n'y sont retenus que par un lien bien fragile ; engagés pour une campagne, ils peuvent regagner leurs foyers au 1^{er} décembre de chaque année, à la seule condition de prévenir deux mois d'avance leurs commandants d'unité (1).

Insuffisance de notre préparation ; affaiblissement des troupes de ligne et développement disproportionné des volontaires. — Nous entrons en campagne avec 150 bataillons et 113 escadrons, soit 110.000 fantassins et 20.000 cavaliers, répartis en quatre armées : du Nord, du Centre, du Rhin, du Midi ; 88 bataillons, 48 escadrons assurent le service de l'intérieur et des places fortes (2).

Ces effectifs, relativement élevés, ne sont que théoriques ; il est douteux qu'ils aient jamais existé ailleurs que sur le papier. En tous cas, ils fondent rapidement dès les premiers jours de la campagne, du fait de l'émigration, des désertions, des maladies, bien plus que par le feu. Dès la fin de mai, il manque plus de 40.000 hommes aux troupes de ligne et il devient presque impossible de les compléter faute d'engagés volontaires, ceux-ci se portant en masse vers les bataillons de volontaires (3).

Pour remédier au mal, il aurait suffi d'autoriser l'armée de ligne à se recruter parmi les volontaires nationaux. Narbonne l'avait proposé le 11 janvier (4), Servan voulait consacrer à cet objet 50.000 hommes, soit près de la moitié des ressources tirées d'une levée extraordinaire (5). La Législative s'y refusera absolument, craignant de rendre trop forte une armée de métier qu'elle estime peu sûre. Elle décide même (6), que sous aucun prétexte, les volontaires nationaux ne pourront être incorporés dans les troupes de ligne.

Aussi, l'assemblée va-t-elle se contenter, pour compléter nos régiments, d'une série de mesures, toutes également insuffisantes : elle fait appel aux vétérans (7), elle cherche à allécher les recrues par l'appât d'une prime élevée (8), elle répartit enfin, entre tous les départements, la levée des 50.000 hommes qu'il faut trouver (9).

1. Décret du 5 mai 1792, *Moniteur*, XII, 303.

2. Rapport de Narbonne du 11 janvier, *loc. cit.*

3. Rapport de Dumouriez sur le département de la guerre, 13 juin 1792. *Moniteur*, XII, 660 à 669.

4. Rapport du 11 janvier, *loc. cit.*

5. Rapport du 13 juin.

6. Décret du 21 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 159.

7. Décret du 23 janvier 1792, *Moniteur*, XI, 199.

8. Décret du 23 janvier 1792 ; il est offert aux engagés une prime de 80 à 120 livres, *Moniteur*, XI, 199.

9. Décret du 22 juillet 1792, *Collection des lois*, IX, 116

En vain ! L'on obtient de la sorte des ressources dérisoires et nos troupes réglées vont s'affaiblissant de jour en jour.

83 des 139 bataillons avec lesquels nous commençons la campagne sont composés de volontaires nationaux. Il reste donc à organiser en avril, 86 bataillons de ces dernières troupes, pour parer la levée des 169 qui a été décidée. Nos ressources en habillement, armement et équipement doivent y suffire à peine (1) ; néanmoins, l'assemblée ordonne le 5 mai une nouvelle levée de 31 bataillons (2). Cette disposition va à l'encontre du but proposé ; elle nuit à l'organisation définitive des volontaires de 1791, sans augmenter les ressources pratiquement utilisables.

Mais, à partir de juillet 1792, sous la menace pressante de l'invasion, ce sera pis encore ; les mesures vont se précipiter et augmenter la confusion déjà presque inextricable : le 2, c'est la formation d'un camp de 20.000 hommes sous Paris (3), le 11, l'Assemblée en proclamant la patrie en danger, met en activité tous les citoyens ayant servi dans la garde nationale (4), le 19, de nouveaux bataillons sont décrétés pour constituer un corps de réserve entre les frontières et Paris (5). Le 25, les compagnies de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale sont réquisitionnées (6).

Enfin, l'assemblée autorise la formation de 54 compagnies franches (7), de légions françaises dites du Nord, du Centre, du Rhin, du Midi, de Kellermann (8), de légions étrangères allobroge, belge et liégeoise, batave (9). Les déserteurs ennemis se voient même offrir une prime pour s'engager dans l'armée française (10).

Si l'on obtient ainsi un total de 256 bataillons de volontaires, sans compter les fédérés, les corps francs, les légions... la quantité nuit essentiellement à la qualité. Ces rassemblements hâtifs, insuffisamment armés (11), peu ou pas instruits, seront plus encombrants qu'utiles. Tout le poids de la lutte va retomber sur les volontaires de 1791, déjà organisés et sur l'armée de ligne.

1. Rapport du 13 juin, *loc. cit.*

2. Décret du 5 mai 1792, *collection des lois*, VIII, 82.

3. Décret du 2 juillet 1792, *Ibid.*

4. Décret du 11 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 34, 107.

5. Décret du 19 juillet.

6. Décret du 25 juillet, *Lois*, IX, 143. Le royaume est divisé en 4 circonscriptions, correspondant à chacune des 4 armées, dont les commandants peuvent requérir la moitié des grenadiers et chasseurs de la garde nationale, pour les organiser en bataillons.

7. Décret des 31 mai, 25 juillet 1792, *Lois*, VIII, 249 et IX, 141.

8. Décrets des 31 mai et 21 juillet 1792, *Lois*, VIII, 248 et IX, 114.

9. Décrets des 1^{er} août, 13 août, 26 juillet ; *Lois*, IX, 167, 234, 160.

10. Décret du 2 août. Il leur est alloué une gratification de 50 livres et une rente viagère de 100 livres, *Moniteur*, XIII, 350 et *Lois*, IX, 197.

11. Carnot Feulins propose et fait décréter la fabrication de 30.000 piques par les municipalités, *Moniteur*, XIII, 303.

Insuffisance de notre matériel (1). — En réalité, malgré les rapports optimistes de ministres comme Narbonne, nous manquons de tout.

Certes, l'on cherche à se procurer ce qui nous fait défaut. Des marchés sont passés à l'étranger pour une fourniture de 50.000 fusils au prix de 24 millions ; mais très peu sont effectivement livrés, les soumissionnaires craignent de ne pas être payés. On établit une nouvelle manufacture d'armes à Moulins, on stimule l'activité des ouvriers des quatre anciennes manufactures d'Etat, on engage les villes à armer à leurs frais leurs volontaires, on promet enfin une indemnité aux volontaires eux-mêmes, s'ils se présentent tout armés. Mais l'on obtient au total d'assez médiocres résultats.

Notre artillerie, qui dispose d'un matériel assez abondant, manque de chevaux de trait, de caissons, de harnachements, de forges de campagne. Au point de vue des munitions, la situation est nettement déficitaire et ne permet pas de faire face à de longues opérations.

Nos places enfin, ne sont guère mieux pourvues que les armées de campagne. Beaucoup ne renferment que des pièces démolies ou hors d'usage et les plus proches de la frontière, sont souvent les plus dénuées de ressources. Il faudrait une dizaine de millions et six mois de temps pour les mettre en état de défense (2). En Alsace, des forteresses importantes, sont dégarnies de tout (3), en Lorraine, de grands travaux sont entrepris ; mais n'avancent que lentement, faute de ressources (4). Montmédy, Longwy ne sont pas en état et presque rien n'est fait pour Verdun, réputé place de deuxième ligne (5).

Aussi, Lafayette peut-il écrire le 6 mai : « je ne puis concevoir comment on a pu déclarer la guerre en étant prêt sur rien » (6) ; et Dumouriez est fondé à déclarer le 14 juin à l'assemblée : « les généraux se plaignent avec raison de la faiblesse et du délabrement de leurs armées ; partout il manque des armes, des habits, des munitions, des chevaux de peloton, des effets de campement... la plupart des places sont aussi démantelées qu'en état de paix. Dans la plupart, il n'y a ni vivres, ni munitions suffisantes... » (7).

Désorganisation générale. — « Plusieurs commandants, plusieurs officiers de différentes armées sont ou suspects ou ennemis » pour-

1. Archives Guerre.

2. *Mémoires* de Bouillé, 417.

3. Lettre des administrateurs du Bas-Rhin, *Moniteur* du 20 juillet (XIII 151).

4. De Broglie et Kellermann à Servan, 22 mai, 17 juin, A. G.

5. Lafayette à Lajard, A. G.

6. Lafayette à de Grave, 6 mai 1792, A. G.

7. Rapport du 13 juin, *loc. cit.*

suit Dumouriez et il ajoute : « si les choses subsistent dans cet état, il sera facile à nos nombreux ennemis d'enlever plusieurs de nos frontières et de pénétrer dans l'intérieur du royaume (1) ».

C'est qu'en effet, nos troupes déjà numériquement faibles, mal armées et encore plus mal équipées, sont rongées par deux maux aussi graves : l'émigration et l'indiscipline, l'une engendrant l'autre.

Près des deux tiers des officiers de l'armée de ligne sont partis, ou partent encore tous les jours. Des corps constitués imitent cet exemple : Berwick, Royal Allemand, les hussards de Berchiny et de Saxe passent la frontière (2) ; mais ce sont des exceptions. L'émigration demeure surtout le fait d'officiers, qui jusqu'à l'invasion, abandonneront successivement les postes qu'ils occupent, comme s'ils cherchaient à accroître l'embarras de nos généraux et à renseigner plus complètement l'ennemi (3).

Les soldats sont indignés et deviennent méfiants. Ils considèrent beaucoup de leurs chefs, surtout ceux qui ont la particule, comme des traîtres et leur refusent l'obéissance (4).

Ainsi, se relâchent peu à peu, les liens de la discipline militaire et de la subordination.

Ordre de bataille au 10 août 1792. — Quoi qu'il en soit, au début d'août 1792, nos forces atteignent l'effectif théorique de 271.000 hommes (5), tant troupes de ligne que volontaires.

Sur ce total, 81.000 gardent les places et veillent au maintien de l'ordre. Le reste, soit 190.000 combattants est réparti en 4 armées :

L'armée du Nord, forte de 45.000 hommes, sous Lafayette, protège de Dunkerque à Montmédy, 45 lieues de frontières. Elle est établie dans les camps de Maulde, Famars, Pont-sur-Sambre, Sedan (6).

L'armée du Centre, aux ordres de Lückner, compte 50.000 hommes (7). Son secteur, de Montmédy à Bitche est de 50 lieues.

L'armée du Rhin, avec Biron, est à l'effectif de 55.800 hommes (8). Elle garde 70 lieues de frontières de Landau à Porrentruy.

1. *Ibid.*

2. *Archives Nationales*, A. A. 41.

3. Lettre des administrateurs du Bas-Rhin à l'assemblée, 11 juillet, *Moniteur*, XIII, 139.

4. Biron à Servan, 23 août, A. G.

5. Rapport de Dejoly à l'assemblée, au nom du conseil d'état (conseil des ministres), 10 juillet 1792, *Moniteur*, XIII, 104 ; Chuquet, *Guerres de la Révolution*, I, 39 ; A. G.

6. Arthur Dillon commande les trois premiers camps qui renferment 21.000 soldats. Les troupes de Sedan, dites armée des Ardennes, puis de l'Argonne, comptent 19.000 hommes.

7. En réalité une vingtaine de mille à peine. A. G.

8. En réalité 35.000 hommes environ. A. G.

L'armée du Midi commandée par Montesquiou, surveille les sardes de Genève à Nice avec quelques 25.000 hommes (1).

II. — SERVAN AU MINISTÈRE : L'HOMME ET SON ŒUVRE

Le Conseil exécutif provisoire du 10 août. Servan, ses antécédents son caractère. Entrée en fonction de Servan ; le commandement et l'organisation générale de l'armée. Ses rapports avec le Comité Militaire.

Le Conseil exécutif provisoire du 10 août. — Le 10 août, aussitôt l'insurrection victorieuse, l'assemblée constate l'effondrement de l'exécutif qui vient de succomber en la personne du monarque et remplace ce pouvoir défaillant par un Conseil Exécutif Provisoire composé de six ministres.

Elle acclame les noms de trois girondins démissionnaires le 12 juin, qui ont alors emporté avec eux « les regrets de la Nation ». Roland, Clavière, Servan (2), sont chargés respectivement des départements de l'intérieur, des finances, de la guerre.

L'assemblée leur adjoint Danton, Monge et Lebrun (3), à la justice, à la marine, aux affaires étrangères.

Servan, ses antécédents, son caractère. — Servan que la confiance de l'assemblée vient de placer à la tête de l'administration de la guerre, n'est pas un homme nouveau. Il a déjà fait ses preuves.

Joseph Servan était né à Romans le 12 février 1741 (4). Il s'en-

1. Nous avons en outre une quinzaine de mille hommes sur la frontière des Pyrénées.

2. Le décret de nomination est du 10 août 1792, promulgué le 11 sous la signature de Danton, A. G.

3. Lebrun que nous allons voir exercer par la suite l'intérim de la guerre est un ancien abbé devenu soldat, puis ouvrier imprimeur, enfin rédacteur du *Journal Général de l'Europe*, publié à Liège. Girondin ardent, il partage la fortune de ce parti. Brissot se l'attache en 1791. Dumouriez le nomme premier commis du ministère des relations extérieures. Il passait pour avoir la plume assez facile, mais manquait souvent d'adresse.

Il convient de noter que le départ de tous les ambassadeurs après le 10 août, réduisit à peu de chose le rôle diplomatique de Lebrun, Dumouriez, *Mémoires*, II, 49 ; Desmoulins, *Histoire des Brissotins*, 43 ; Chuquet, *Guerres de la révolution*, III, 2.

4. Etat des services de Servan Joseph, fils de Joseph et d'Anne Héray, né le 12 février 1741 à Romans (Drôme).

Né à Romans (Drôme) le	12 février 1741.
Attestation de sa qualité de gentilhomme.....	3 novembre 1760.
Volontaire au régiment de Guyenne Infanterie ...	25 décembre 1760.
Enseigne	30 mars 1762.
Sous-lieutenant à Dauphin Infanterie	16 février 1763.
Sous-aide major	25 novembre 1765.
Aide-major	11 avril 1770.
Capitaine	24 mars 1772.
Démissionnaire, lors de la nouvelle formation des	

gage au régiment de Guyenne Infanterie en 1760, et comme il est gentilhomme, il est nommé enseigne deux ans plus tard ; puis capitaine en 1776 après la campagne de la Corse.

Démissionnaire en 1779, il profite de ses loisirs pour écrire un ouvrage plein d'originalité « *le Soldat Citoyen* » (1), où il préconise d'assurer le recrutement de l'armée par une sorte de conscription, voire même par le service universel obligatoire (2). Il attire ainsi l'attention et se procure de puissants appuis comme celui du

régiments de grenadiers de l'Île de France	8 avril 1779.
Major du fort Saint-Jean à Marseille et adjoint au lieutenant du roi en cette place	22 octobre 1790.
Réformé le.....	1 août 1791.
Lieutenant colonel au 61 ^e régiment	6 novembre 1791.
Colonel au 104 ^e régiment	7 mars 1792.
Maréchal de camp.....	8 mai 1792.
Ministre de la guerre	9 mai 1792.
A cessé ses fonctions le	12 juin 1792.
Employé à l'armée de Savoie	13 juin 1792.
Employé au camp de Soissons	2 août 1792.
Ministre de la guerre	10 août 1792.
Liutenant général	25 septembre 1792.
Général en chef de l'armée des Pyrénées	30 septembre 1792.
Quitte le ministère le	6 octobre 1792.
Général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales	1 mai 1793.
Non compris dans l'organisation des états-majors le	15 mai 1793.
Cesse ses fonctions le.....	4 juillet 1793.
Arrêté chez lui à Condrieux, traduit à Lyon devant une commission militaire, conduit à Paris, détenu à l'Abbaye, libéré après thermidor, inspecteur général des armées des Pyrénées-Orientales et Occidentales.....	13 juillet 1795.
Ministre plénipotentiaire en Espagne	15 juillet 1795.
Réformé par suite dissolution armée des Pyrénées. Admis au traitement de réforme	12 octobre 1795.
Chargé de l'organisation des bataillons auxiliaires de la 9 ^e division militaire	12 août 1797.
Commandant la 20 ^e division militaire.....	3 juillet 1799.
Chargé de pouvoirs extraordinaires pour la répression des brigandages	15 décembre 1799.
Commandant la 10 ^e division militaire	17 mars 1800.
En mission à Paris	11 mai 1800.
Non compris dans l'organisation des états-majors. Admis en traitement de réforme	31 juillet 1800.
Inspecteur en chef des armées	6 août 1800.
Retraité par décret le	21 mai 1801.
Décédé à Paris le	10 mars 1803.
	3 mai 1807.
	10 mai 1808.
Campagnes : 1761 sur les Côtes, 1769 Corse, 1792, 1793, 1795 armées de la Savoie, des Pyrénées Orientales et Occidentales. A. G.	

1. « Le soldat citoyen, ou vues patriotiques sur la manière la plus avantageuse de pourvoir à la défense du royaume », 1780.

2. Les 30 provinces ou généralités fourniraient chacune 9,400 hommes ; le service serait obligatoire pour tous de 18 à 40 ans en cas d'invasion ; en temps de paix, chaque citoyen servirait 8 ans personnellement ou par remplaçant.

prince de Lambesch et du baron de Bézénval qui le fait décorer de la croix de Saint-Louis (1) et nommer sous-gouverneur des pages.

En 1790, il rentre au service comme major du fort Saint-Jean à Marseille ; mais il est mis à la réforme le 1^{er} août 1791 par suite de l'hostilité que lui témoigne M. de Saint-Priest, ministre de la Maison du Roi.

Toutefois, il compte déjà assez d'amis parmi les députés de la gauche, pour se remettre rapidement en place. Moins d'un mois après, il est nommé lieutenant-colonel au 61^e régiment, puis colonel au 104^e. Enfin, ses opinions girondines bien connues, lui font obtenir coup sur coup le grade de maréchal de camp et le poste de ministre de la guerre le 9 mai 1792.

Succédant à de Grave, au lendemain de l'entrée en campagne, il se trouve en présence de réelles difficultés. Rien ou presque rien n'a été préparé. Il faut faire face à la situation en improvisant à la hâte des mesures insuffisamment mûries. Tel apparaît son fameux projet de formation d'un camp de 20.000 fédérés sous Paris, l'une des causes du renvoi du ministère girondin et de la journée du 20 juin.

Au lendemain de sa chute, Servan se voit sévèrement critiqué par son successeur Dumouriez, dont il s'est fait un ennemi personnel (2) : « cependant le dernier ministre, déclare celui-ci à l'assemblée, qui s'en est rapporté à ses agents malgré leur infidélité et leur incapacité reconnues, puisque ce sont les mêmes agents qui sous les trois précédents ministres ont aidé à tromper la nation et à réduire sa force armée à un point effrayant malgré une dépense énorme, est demeuré reprochable tant de la comptabilité que des suites funestes que peut entraîner cette désorganisation ». Et plus loin, il ajoute non sans ironie : « Il a montré des vues très patriotiques et beaucoup de zèle pour remonter l'état militaire ; mais je lui demanderai si les moyens qu'il a employés lui paraissent suffisants. »

Cependant, le nouveau maréchal de camp se voit employé d'abord à l'armée du Midi, puis au camp de Soissons. C'est là qu'il apprend la journée du 10 août et son retour au pouvoir.

Son caractère. — Quelques reproches qu'on lui ait adressés (3), il n'en résulte pas moins, d'après les témoignages des contemporains, que Servan est un honnête homme, très froid, austère même, obstinément fidèle aux principes de la révolution, animé d'un patriotisme ardent. Mais sa mauvaise santé, l'influence de ses amis

1. La nomination est du 17 avril 1783. A. G.

2. Rapport de Dumouriez du 13 juin 1792, *op. cit.*

3. M. Mathiez dans son ouvrage, *Autour de Danton*, conteste en particulier sa pitié.

girondins, de M^{me} Roland surtout, dont il demeure l'admirateur transi et déçu, le rendent morose, sombre, atrabilaire.

Défiant, rebuté par les difficultés, se désespérant au moindre obstacle, il n'a ni assez de sang-froid, ni de force de caractère pour dominer la situation ; mais il est actif, vigilant, infatigable. Il travaillera nuit et jour pour s'efforcer de remplir la tâche que vient de lui confier l'assemblée (1).

Entrée en fonctions de Servan. — Le Conseil Exécutif Provisoire tient sa première séance le 13 août (2). Servan qui n'est pas encore de retour à Paris, y est représenté par Clavière, assurant l'intérim de la guerre. Le 16, le conseil s'organise (3) et c'est le 20 seulement que le nouveau ministre ayant rejoint le jour même, siège pour la première fois (4).

Servan, dès son entrée en fonctions, fait appel à des collaborateurs éclairés dont quelques uns même sont d'un rare mérite : Laclos, déjà connu comme littérateur, qui va jouer un rôle important près de Lückner, Grimoard son fidèle et futur collaborateur au « Tableau Historique » (5), Meusnier l'héroïque défenseur de Mayence, Vincessaux gendre de Clavière, enfin Lacuée.

Ce dernier devait avoir sur le ministre une singulière influence. Ancien officier d'infanterie, Lacuée était depuis longtemps uni à Servan par des liens d'une étroite amitié (6). Ils avaient travaillé de concert avant la révolution à plusieurs ouvrages (7). Ils se retrouvèrent à Versailles sous la Constituante, Lacuée membre extraordinaire du comité militaire, logeant chez Servan alors gouverneur des pages. Aux élections de 1791, il fut élu par le Lot-et-Garonne et siégea comme député de la Législative qu'il présida même du 29 avril au 13 mai 1792. Il s'occupait surtout des questions d'organisation militaire et avait au comité militaire, dont il était généralement rapporteur, une situation prépondérante.

Avant l'arrivée de Servan à Paris le 20 août, c'est Lacuée qui le suppléa pendant dix jours sous le nom de Clavière, chargé de l'intérim de la guerre. Ensuite, Lacuée demeure près du ministre. Personne n'ignore le rôle important qu'il joue : les contem-

1. M^{me} Roland, *Mémoires*, I, 385, 405 ; Dumouriez, *Mémoires*, I, 339 ; Dumaout, *Souvenirs*, 395 ; Mathieu Dumas, *Souvenirs*, II, 54 ; Buzot, *Mémoires*, 74 ; Grimoard, *Tableau Historique*, I, 351 ; Chuquet, *op. cit.*, II, 14.

2. Procès-verbal, séance du 13 août 1792, A. N., AF II 1.

3. P.-V., séance du 16 août, *ibid.*

4. P.-V., séance du 20 août, *ibid.*

5. *Tableau Historique de la guerre de la révolution de France* par Servan et Grimoard, *op. cit.*

6. D'Aldéguier, *éloge historique de Lacuée*, 1841, p. 13 ; du Coëtlosquet *Eloge du comte de Cessac* ; Cuvrois, *Discours* du 18 juin 1841 ; Chuquet *op. cit.*, III, 16.

7. Lacuée publiera en 1789 de concert avec Servan un « projet de constitution de l'armée des Français » qui est leur œuvre commune.

porains ne séparent pas son nom de celui de Servan : « je talonnai Servan et Lacuée » va déclarer plus tard Danton au tribunal révolutionnaire (1) ; « mes compliments à Lacuée » écrira Labourdonnaye dans une dépêche à Servan (2).

Lorsque ce dernier donne sa démission, quelques conventionnels offriront sa succession à Lacuée. « Servan ne me désavouera pas, déclare Vergniaud ; depuis le 10 août, Lacuée a fait presque tout le travail de la guerre et il a servi très utilement la chose publique (3) ».

Servan voulut à la fin d'août envoyer Lacuée au quartier général de Dumouriez. L'alter ego du ministre devait suivre de près les opérations et donner son avis sur le meilleur plan défensif.

Mais Lacuée étant député, ne pouvait se rendre à l'armée comme commissaire de l'exécutif sans se charger de la responsabilité des événements. L'assemblée l'obligea à rester à Paris (4).

Le Commandement et l'organisation générale de l'armée

1. *Le Commandement.*— 1. Contre coup de la révolution du 10 août aux armées : envoi de commissaires de l'assemblée. Adhésion de Montesquiou et de Biron ; résistance de Lafayette. Il est destitué et remplacé par Dumouriez.

2. La question de l'unité de commandement : dispersion de nos forces ; nécessité de les regrouper sous une direction unique. Lückner généralissime en titre, Dumouriez en fait. Disgrâce de Lückner.

3. Le choix des commandants d'armée : pouvoirs conférés au ministre. Son action sur les mutations d'août ; maintien de Montesquiou.

1. *Contre-coup de la révolution du 10 août aux armées.* — Dans quel état Servan allait-il trouver notre haut commandement ?

Il convient pour s'en rendre compte, d'examiner la répercussion des tragiques événements du 10 août sur l'esprit des généraux d'armées.

Toujours impatient et inconsidéré, Lafayette au reçu de la nouvelle, convoque la municipalité de Sedan et lui fait prendre un arrêté blâmant la révolution. Il adresse au conseil général du département des Ardennes une lettre dans le même sens et obtient son assentiment. Il écrit également à ses subordonnés, Dillon à Pont-sur-Sambre et Dumouriez à Moulde pour leur expliquer sa conduite et leur ordonner de faire renouveler aux troupes le serment de fidélité à la constitution de 1791.

Tandis que le tumultueux général déploie dans son armée une activité aussi spontanée qu'irréfléchie, Biron dans son quartier

1. Note de Topino Lebrun, 21.

2. Lettre de Labourdonnaye à Servan, 17 septembre 1792, A. G.

3. Séance du 3 octobre 1792, *Moniteur*, XIV, 116.

4. Séance du 28 août 1792, *Moniteur*, XIII, 560.

général de Wissembourg, Lückner à Metz paraissent prêts à accepter le fait accompli. Montesquiou semble également disposé à solliciter la bienveillance du nouveau pouvoir (1).

De son côté, l'assemblée ne perd pas un instant pour faire comprendre aux défenseurs de la patrie la portée des événements du 10 août. Louis XVI est à peine suspendu, qu'elle désigne des commissaires pris dans son sein (2), pour se rendre aux armées. Leurs instructions sont préparées par le comité des Douze, réuni au comité militaire. Ils partent dans la nuit du 11 au 12 munis de pouvoirs étendus (3).

Gasparin, Rouyer, Lacombe Saint-Michel trouvent Montesquiou à son camp de Cessieux, quand il vient d'adhérer officiellement au mouvement de la capitale (4). Cet acte leur paraît d'autant moins sincère, qu'ils sont circonvenus par les ennemis personnels du général, le maire de Lyon Vitet et le lieutenant général de Hesse. Ils demandent donc sa destitution (5).

Carnot, Coustard, Prieur de la Côte d'Or, Ritter, rejoignent Biron à son quartier général de Wissembourg et reçoivent l'assurance d'une parfaite soumission. Kellermann leur fait à Lauterbourg de semblables protestations ; enfin Custine les reçoit à Landau avec enthousiasme. Ils terminent leur voyage par Huningue et Besançon (6).

Kersaint, Antonelli et Péraldi ont un sort moins favorable. Parvenus le 12 à Soissons, le 13 à Reims, ils gagnent Sedan par Rethel et y arrivent le 14 au matin. Ils trouvent cette ville en pleine effervescence. Le conseil général de la commune d'accord avec Lafayette, les fait arrêter (7).

Le même jour, le Conseil Exécutif Provisoire (8), décide que le général Lafayette « qui a manifestement perdu la confiance de la Nation », sera destitué dès que les commissaires auront annoncé leur arrivée près de lui.

1. Mortimer Ternaux, *Histoire de la Terreur*, III, 48, 80, 449.

2. Les commissaires envoyés aux armées sont : pour l'armée du Rhin Carnot, Coustard, Prieur de la Côte d'Or (Ritter leur est adjoint) ; pour l'armée du Midi : Gasparin, Rouyer, Lacombe Saint-Michel ; pour l'armée des Ardennes : Kersaint, Antonelli, Péraldi ; pour l'armée du Nord : Delmas, Bellegarde, Dubois Dubay. Décret du 10 août.

3. L'instruction jointe au décret du 10 août autorise les commissaires à prendre à l'égard des officiers et des généraux des armées, toutes les dispositions nécessaires, à les suspendre ou à les remplacer selon ce que peuvent exiger les circonstances. C. F. le p.-v. de la 2^e séance du conseil exécutif, 14 août, A. N. AF II 1.

4. Lettre de Montesquiou à Servan, 15 août 1792. Ternaux, *op. cit.*, III, 449.

5. Pour toute cette affaire voir l'ouvrage de Iung : *Dubois Crancé*, I, 262 à 264.

6. Ternaux, *op. cit.*, III, 80.

7. *Ibid.*, III, 48.

8. P.-V. séance du 14 août 1792. A. N. AF II 1.

Quand le 17 parvient la nouvelle de leur incarcération, le conseil exécutif arrête aussitôt, que puisque les commissaires incarcérés ne peuvent plus destituer Lafayette, ce dernier viendra à Paris rendre compte de sa conduite, et cédera le commandement à Dumouriez, provisoirement à l'officier le plus ancien (1). De son côté, l'assemblée sur la proposition de Vergniaud, décide que les administrateurs du département des Ardennes sont destitués (2), qu'ils seront arrêtés et conduits à la barre, avec Lafayette décrété d'accusation (3).

Ce dernier, renonçant à entraîner les troupes dans sa rébellion, prend la fuite le 19 et se réfugie chez les autrichiens (4). Les commissaires emprisonnés à Sedan sont rendus à la liberté le 20 et reçoivent soumission pleine et entière de la municipalité, du conseil du district et du conseil général des Ardennes (5).

De leur côté, Delmas, Bellegarde, Dubois Dubay chargés de visiter les corps stationnés sur la frontière entre Dunkerque et Maubeuge, se dirigent sur Cambrai (6) et Valenciennes. Là ils appellent à eux Dillon et Dumouriez (7).

Dillon, après avoir obéi à l'ordre de Lafayette (8), se rétracte et s'incline devant les commissaires. Dumouriez se prononce hautement pour la révolution et promet à l'assemblée l'appui de son épée. Il en est récompensé par le commandement en chef de l'armée du Nord (9).

Ainsi, quand Servan arrive à Paris, notre haut commandement vient d'être profondément affecté par les derniers événements : Dumouriez y a gagné l'armée du Nord ; Dillon est toujours à son poste, mais il est discrédité par la faute qu'il a commise ; Lafayette est en fuite. Firon, Custine, Kellermann donnent toute confiance ; mais Montesquiou suspect, est sur le point d'être destitué. Quant à Lückner, il est encore à la tête de l'armée du Centre.

2. *La Question de l'unité de Commandement.* — Il ne s'agit pas seulement de s'assurer la soumission des commandants d'armée ; il faut surtout être en état de résister à l'ennemi.

1. *Ibid.*, 17 août.

2. Décret du 17 août 1792. *Moniteur*, XIII, 467.

3. *Moniteur*, XIII, 455, *Collection des Lois*, 1792, X, 441 et 474.

4. *Moniteur*, XIII, 492.

5. Ternaux, *op. cit.*, III, 74.

6. Lettre à l'assemblée du 31 août, *Moniteur*, XIII, 490.

7. Dumouriez peu après avoir quitté le ministère, avait pris le commandement du camp de Maulde, formant l'extrême gauche de l'armée du Nord. Dès son arrivée, il avait cherché à se rendre indépendant et s'était mis en querelle ouverte avec ses chefs Dillon et Lafayette. Pendant que ce dernier écrivait au ministre pour s'en débarrasser, Dumouriez dénonçait Lafayette à l'assemblée. Il était soutenu par le montagnard Couthon.

8. Il avait adressé à ses troupes un ordre du jour très vif contre le 10 août, *Moniteur*, 969.

9. Décret du 17 août 1792, *Moniteur*, XIII, 454.

Or l'adversaire, après avoir fait peser sur nous pendant de longs mois la menace d'une invasion, est prêt à la mettre à exécution. Le 12 août, les Autrichiens de Clàrfayt, le 15 les Prussiens de Brunswick pénètrent en France (1). Le 19, le contact est pris à Fontoy avec les avant postes de Lückner.

En face des alliés dont les forces sont réunies pour frapper, nos troupes sont étirées en cordon tout le long des frontières. Elles sont sans cohésion et sans plan. « Si les ennemis, écrivait Victor de Broglie dès la fin de mai, exécutent une attaque... je ne sais vraiment pas de quelle manière les différents pouvoirs militaires, maintenant indépendants les uns des autres, pourraient se concerter pour opposer une résistance combinée (2) ».

Les divers commandants d'armée, qui jusqu'ici n'ont pu réussir à s'entendre, qui s'observent et se jaloussent mutuellement, vont se voir imposer en fait l'unité de commandement, grâce à l'influence de deux hommes : Servan et Dumouriez.

Servan n'hésite pas à sacrifier ses ressentiments personnels au salut de la patrie. Il oublie que Dumouriez l'a chassé du ministère et à tout de suite foi en son génie : « lorsque j'écrivais au général Dumouriez à Maulde de venir sauver l'armée de Lafayette et contribuer ensuite à repousser les ennemis, je savais à qui je m'adressais » pourra-t-il écrire quelques mois plus tard (3).

Et de fait, c'est Dumouriez qui grâce à son influence sur le conseil exécutif va jouer le rôle d'un véritable commandant en chef sur le théâtre principal des opérations.

Mais auparavant, un obstacle reste à lever ; il faut se débarasser du maréchal Lückner.

Lückner par ses tragiversations, par ses lettres à double entente (4), inspire de grandes méfiances ; mais il jouit toujours d'une influence considérable sur le soldat. Celui-ci reste attaché au vieux héros de la guerre de 7 ans qui a su capter sa confiance, et dans un moment de pénurie apparente en généraux habiles, il estime qu'il y a lieu de conserver un chef ayant fait la grande guerre.

Servan escomptait sa démission après le 10 août. Il est fort étonné de voir le maréchal se cramponner à son poste et il est indigné de l'impéritie dont il fait preuve en face de l'ennemi. Devant la simple menace esquissée par l'armée d'invasion sur Fontoy, Lückner se replie aussitôt jusqu'à Metz et s'y retranche

1. Joinville, *Campagne de 1792 en France*, p. 15.

2. Victor de Broglie à Servan, 21 mai, A. G. : Chuquet, *op. cit.*

3. Servan à Dumouriez, 4 octobre, A. G.

4. Le ministre de la guerre donne lecture de plusieurs d'entre elles à l'assemblée les 17 et 23 août. *Moniteur*, XIII, 453.

sur la hauteur de Frescaty, sans oser retarder la marche de l'ennemi, ni inquiéter ses flancs en se portant entre Metz et Thionville, d'où appelant à son aide Biron, il pouvait menacer ses lignes de communications et de retraite⁽¹⁾.

A la nouvelle de ce mouvement « inconcevable », Servan demande au conseil de destituer Lückner et de le remplacer par Kellermann (2). Cette proposition est acceptée et annoncée officiellement le 23 août (3).

Mais Kellermann prétextant la popularité du maréchal auprès des troupes, n'accepte le commandement de l'armée du Centre que si Lückner est nommé généralissime (4). Il n'est d'ailleurs pas seul à demander cette promotion.

Trois commissaires envoyés par l'assemblée à l'armée du Centre (5), ont fait leur entrée à Metz le 24 août, au moment même où Lückner se repliant du camp de Fontoy, s'installe à Frescaty. Leur mission est de porter à sa connaissance l'arrêt du Conseil Exécutif prononçant sa destitution ; mais en militaire madré qu'il a toujours été, le maréchal parvient à les abuser à tel point et sur ses talents et sur ses sentiments, qu'au lieu de lui faire connaître la mesure qui le frappe, les commissaires non seulement approuvent toutes ses dispositions ; mais écrivent sur-le-champ à la Convention qu'il convient de l'investir d'urgence de la dictature (6).

Servan se rendant et aux raisons de Kellermann et à leurs pressantes sollicitations, le fait nommer généralissime le 29 août (7) ; toutefois le ministre, qui apprécie Luckner à sa juste valeur, tout en donnant cette satisfaction à l'opinion, s'arrange pour que le maréchal décoré d'un titre pompeux destiné à satisfaire son amour propre et à lui conserver de gros appointements, soit mis hors d'état de nuire. Il le fait placer en effet à la tête de toutes les armées pour qu'il ne puisse en commander aucune effectivement et il l'éloigne du théâtre des opérations en l'installant à Châlons. Là, il ne pourra que donner des conseils aux généraux placés théoriquement sous

1. Chuquet, *op. cit.*, I, 199.

2. P.-V. des délibérations du Conseil Exécutif, 21 août 1792, A. N., AF. II 1.

3. *Moniteur* du 25 août, XIII, 513.

4. Kellermann à Servan, 27 août.

5. Delaporte, Lamarque et Bruat. Ils sont nommés par décret du 20 août.

6. Les Commissaires à la Commission extraordinaire, 24 août : les commissaires à Servan, 23 août.

7. P.-V. de la séance du Conseil Exécutif du 29 août, A. N., AF II 1. L'arrêt du conseil est du 31 août, *Moniteur* du même jour. Le maréchal devra fixer sa résidence à Châlons. Il fera tenir registre de ses ordres et délibérations et en enverra copie au pouvoir exécutif dans les 24 heures. Il tiendra le pouvoir exécutif au courant de sa correspondance avec les armées. Ce dernier lui enverra 2 délégués pour veiller à la prompte exécution de ses ordres.

ses ordres et pour plus de sûreté, l'adjudant général Lacroix lui est adjoint pour contre signer toutes ses lettres (1).

Ainsi, écrit Couthon, le maréchal obtient une fiche de consolation qu'il est politique de lui accorder (2) et le journal de Prudhomme ajoute (3) « Lückner sans pouvoir immédiat sur l'armée, Lückner délivré des traîtres qui l'ont à jamais perdu. Lückner ne saurait être dangereux et fatigué lui-même de sa nullité, nous le verrons bientôt demander sa retraite de généralissime *in partibus* ».

S'étant ainsi débarrassé, au moins provisoirement du maréchal, Servan va soutenir Dumouriez et lui assurer une situation prépondérante, tout en le tenant discrètement en bride (4). Fort de cet appui, alors que Lafayette craignait les généraux Prussiens (5), que Lückner se montrait timide et incapable, Dumouriez va tout oser.

Du 28 août au 20 septembre, il est seul en face de l'armée Prussienne et s'il commet des fautes, il les répare aussitôt. Il y a plusieurs chefs dans le camp allié, il n'y en a qu'un seul dans le camp français, un chef résolu à barrer par tous les moyens, négociations ou batailles le chemin de Paris (6).

Aussi pendant la campagne, Dumouriez va-t-il exercer en fait une dictature diplomatique et militaire. Il n'en fera qu'à sa tête, n'écoulant ni les conseils du ministre, ni les journalistes, ni Paris. Il va demeurer fort et agissant devant un ennemi timoré et aux derniers jours de septembre, quand des conflits d'autorité s'élèveront entre Kellermann et lui, il saura encore imposer son plan, garder la direction de la guerre, conserver jusqu'à la retraite des Prussiens le commandement des troupes qui défendent les plaines de Champagne (7).

Néanmoins, si faible que soit le rôle laissé à Lückner par l'arrêt du 31 août, il n'en demeure pas moins avec son titre de généralissime un obstacle pour Dumouriez. En effet, Lückner prend son rôle au sérieux, il dicte et reçoit des dépêches, donne des conseils aux généraux, passe des revues. Mais il demeure aussi incapable et aussi nul que sous les murs de Metz deux mois auparavant. Toutefois, il en impose encore aux commissaires de l'assem-

1. Lückner est officiellement chargé de la mission spéciale « de former une armée de réserve et de concourir par ses conseils aux opérations militaires ».

2. Correspondance de Couthon, 155.

3. Révolutions de Paris, nos 164, 379.

4. C'est ainsi qu'il détache Westermann près de lui sous prétexte d'exercer une surveillance extraordinaire et d'aider le général à empêcher la trahison et à réprimer les abus. Conseil exécutif, séance du 14 septembre, A. N., A. F., II 1. En réalité Westermann surveille Dumouriez.

5. Lafayette à Lajard, 25 juin.

6. Chuquet, *op. cit.*

7. Chuquet, *op. cit.*, I, 88.

blée détachés près de lui (1), affirmant son zèle pour le nouveau régime, faisant mille protestations de dévouement (2).

Mais les troupes de nouvelle levée qu'il a maintenant sous ses ordres, n'ont elles, aucun respect pour lui. Elles plaisantent sa figure et son jargon. Cette insubordination croissante et surtout l'approche des Prussiens, lui enlèvent vite sa belle confiance. Il est entièrement découragé et déclare que tout est perdu (3). Sa correspondance avec les généraux est empreinte d'un profond pessimisme (4), qui lui inspire des initiatives malheureuses, malgré la surveillance de Laclos. « Je vous demande écrit ce dernier à Servan, ce que l'on peut faire d'un pareil homme ? c'est no tre plus grand obstacle » et il propose non de le destituer brutalement, mais par ménagement pour sa réputation militaire, de le mander à Paris, comme conseiller technique du gouvernement. « Gardez-le ajoute-t il jusqu'à la fin de la campagne, ce n'est qu'à Paris qu'il sera utile sans être dangereux (5) ».

Billaud Varennes, de passage à Châlons, partage cette manière de voir « Laclos écrit-il à Danton, n'est pas lui-même un être en qui on puisse avoir une confiance aveugle ; mais Lückner est un hors d'œuvre, il fait pitié. Conserver cette machine étrangère où elle est placée, c'est se charger d'une responsabilité terrible et compromettre le sort de nos armées (6) ».

Dans ces conditions, Servan n'hésite plus et décide le conseil exécutif à rappeler Lückner à Paris. Il y arrive le 22 septembre, toujours accompagné de Laclos. Le ministre l'invite « à éclairer le conseil de ses avis, ce qu'il pourra faire plus utilement dans la capitale qu'à Châlons, vu la fermentation qui règne dans cette ville (7) »

Désormais, Lückner est définitivement éliminé.

3. *Le choix des commandants d'armée.* — Servan doit, de par ses fonctions, s'occuper non seulement du commandement en chef ; mais aussi désigner les généraux de nos armées en opérations.

Nous savons qu'avant son arrivée à Paris, d'importantes mesures ont déjà été prises à ce sujet par le conseil provisoire : à l'armée du Nord, Lafayette a été remplacé par Dumouriez et l'on est sur le point de remercier Montesquiou (8).

1. Prieur de la Côte d'Or, Crublier d'Obterre, Broussonet envoyés en mission au camp de Châlons le 29 août.

2. Voir en particulier sa lettre du 1^{er} septembre à Servan, A. G.

3. Rapport de deux députés du corps électoral de l'Aube, 7 septembre.

4. Custine à Biron, 7 septembre, A. G.

5. Lettres de Laclos des 10 et 11 septembre, A. G. ; Chuquet, *op. cit.*

6. Billaud Varennes à Danton, *Révolutions de Paris*, XIII, 492. Billaud avait été envoyé en mission à Châlons par le conseil exécutif. Délibération du conseil du 4 septembre. AN, AF II 1.

7. Séance du Conseil exécutif, 22 septembre, *Recueil Aulard*, I, 59.

8. Séance du 21 août, Aulard, I, 27.

Le 21 août, Servan au débotté, prend part à la séance du conseil où se discute la destitution de Lückner et de Dillon (1). Il se déclare partisan de cette double mesure et la fait adopter par ses collègues. Mais le 22, Clavière d'accord avec Dumouriez, obtient le maintien provisoire de Dillon (2) et Lückner voit l'arrêté le destituant se transformer en une promotion à la fonction de généralissime. Au moins, Servan qui a eu la main forcée, trouve-t-il une compensation en plaçant Kellermann à la tête de l'armée du Centre.

Reste Montesquiou. Au lendemain du 10 août, le commandant de l'armée du Midi a fait au ministre des protestations de dévouement et de fidélité (3). Mais son attitude est démentie par le maire de Lyon Vitet et le lieutenant général de Hesse, commandant militaire de cette ville, tous deux ses ennemis personnels. Les commissaires Lacombe Saint-Michel, Rouyer et Gasparin, se laissent circonvenir par eux et se prononcent pour la destitution (4). Servan influencé à son tour par les rapports des commissaires, propose le 27 août au conseil de rappeler Montesquiou et de donner son armée à Dasselme (5).

Mais le ministre s'aperçoit bien vite qu'il a été trompé et qu'il n'y a dans cette affaire qu'une querelle de personnes. Estimant que de si mesquines préoccupations ne doivent pas trouver place en un pareil moment, il obtient du conseil de suspendre la destitution déjà prononcée (6). Il s'ouvre avec franchise de ces intrigues au général et lui fait part des espoirs qu'il fonde sur lui (7).

Servan, grâce à sa personnalité même, joue donc un rôle prépondérant dans le choix des commandants d'armée. Le conseil exécutif adopte le plus souvent ses vues. Comme le dit conseil va rentrer dans la plénitude de ses attributions exécutives par suite du vote des décrets l'autorisant à nommer tous les officiers (8), même géné-

1. Séance du 21 août, Aulard, I, 27.

2. Séance du 22 août, Aulard, I, 28. Le 20, Dumouriez avec l'appui des commissaires de l'armée du Nord nommait Dillon commandant des troupes réunies à Sedan sous le nom d'armée des Ardennes ; le même jour, l'assemblée décrétait que Dillon avait perdu la confiance de la Nation et à la suite de la délibération du Conseil exécutif du 21, Servan lui retirait son emploi. Mais Dumouriez tient bon ; il insiste auprès du ministre, jusqu'à ce qu'il obtienne le maintien de Dillon. (Correspondance Dumouriez-Servan, 20 et 25 août ; *Moniteur* XIII, p. 455-458, 481, 495, n^{os} des 20, 22, 23, 25 août.)

3. Montesquiou à Servan, 15 août 1792.

4. Pour toute cette querelle entre Montesquiou, de Hesse, Vitet, voir Jung, *Dubois Crancé*, I, 264.

5. Séance du Conseil, du 27 août, Aulard, I, 35.

6. Séance du 7 septembre, Aulard, I, 48.

7. Servan à Montesquiou, 8 septembre 1792.

8. Décret du 24 août 1792, *Lois*, IX, 313. « L'assemblée nationale, considérant qu'il est instant de remplacer les généraux, commandants et officiers de l'armée qui ont abandonné leur poste, décrète qu'il y a urgence. L'assemblée nationale après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit : le pouvoir exécutif est autorisé à choisir et nommer aux places de l'armée

raux (1) et à prononcer toutes suspensions et destitutions jugées nécessaires (2), le ministre verra son pouvoir singulièrement renforcé pour imposer son autorité dans la conduite générale des opérations, comme il sera indiqué plus loin. Mais auparavant, il convient d'examiner les mesures prises pour mettre sur un pied suffisant l'armée désorganisée par ses prédécesseurs.

2. — L'organisation générale de l'armée

a) Mesures de défense immédiate : camp retranché sous Paris, réorganisation de la garde nationale parisienne. Mesures diverses : gendarmerie, artillerie, Suisses, troupes légères, officiers généraux.

b) La grande levée de 1792 : le décret du 25 août et sa mise à exécution. — Loi du 12 septembre autorisant le recrutement de l'armée de ligne parmi les volontaires nationaux.

c) L'armement, l'habillement, l'équipement des troupes, la défense des places.

Jugement général sur l'œuvre de Servan administrateur.

a) *Camp retranché sous Paris.* — Le 10 août, une fois la révolution accomplie, l'assemblée prend des mesures immédiates de défense. « Il sera fait un camp sous les murs de Paris, camp qui sera composé des citoyens de Paris qui veulent s'y enrôler et des autres citoyens qui y viendront. »

Le soir, Choudieu pour accélérer la formation du camp, demande qu'il soit ouvert un registre où puissent s'inscrire tous les fédérés ou autres qui veulent y être employés et Thuriot obtient après lui la nomination de 4 commissaires de l'assemblée pour surveiller les travaux (3).

Le camp sous Paris, qui vient d'être ainsi décrété d'enthousiasme, n'est autre que celui proposé par Servan deux mois auparavant, et qui n'a pu être formé par suite du veto du roi.

Il s'organise rapidement. Les commissaires tracent dans la plaine Saint-Denis un emplacement pour 40.000 hommes, dont la garde est assurée par 2 compagnies, fournies à tour de rôle par les

tous les citoyens capables de les remplir sans aucune condition d'éligibilité ».

1. Décret du 3 septembre 1792, *Lois*, X, 43. « L'assemblée nationale considérant que la plus grande latitude donnée au pouvoir exécutif pour toutes ses opérations, doit surtout s'appliquer à la plus entière liberté dans le choix des officiers généraux, décrète : que depuis le grade de général d'armée jusqu'à celui de maréchal de camp inclusivement, les places seront données exclusivement au choix du pouvoir exécutif, sans égard à l'ancienneté, pendant la durée de la guerre ».

2. Décret du 9 septembre 1792, *Lois*, X, 79, « un membre demande que le pouvoir exécutif soit autorisé à prononcer à l'avenir toutes suspensions et destitutions qu'il jugera nécessaires pour le bien du service des armées, sauf à en rendre compte au corps législatif. Cette proposition est décrétée ».

3. *Moniteur*, XIII, 382.

sections armées et relevées tous les quatre jours par les gardes nationaux des districts voisins de Paris, par 6 bataillons de fédérés prélevés sur ceux envoyés aux frontières, par 2 divisions de gendarmerie à pied et à cheval. Le lieutenant général Lerruyer est nommé commandant en chef de ces forces.

Un officier du génie, Belair, secondé par des ingénieurs des ponts et chaussées, est chargé de la direction des travaux, qui avancent rapidement grâce au zèle déployé par la population. Pendant quelque temps en effet, le camp est à la mode. On va en foule à Montmartre, à Saint Denis, à Nogent-sur-Marne remuer patriotiquement la terre et élever les retranchements. Le travail n'est pas rémunéré et l'on pioche en chantant des airs patriotiques.

Mais la Commune décide bientôt le conseil exécutif à lui confier la surveillance des travaux, de la garde, de la police, de l'approvisionnement du camp. Elle oblige même le ministre à la consulter sur le choix des officiers à y employer et prend ainsi la haute main sur le personnel comme sur le matériel (1).

Cependant, les fédérés sont dirigés sur Châlons et après les massacres de septembre, la plupart des sections cessent de fournir leur contingent de travailleurs et de soldats. Les travaux menacent d'être abandonnés faute de bras. On doit avoir recours à la main-d'œuvre salariée (2), dont on n'obtient aucun rendement.

« J'ai été au camp, déclare Vergniaud le 16 septembre, les travaux avancent très lentement ; il y a beaucoup d'ouvriers ; mais peu travaillent et un grand nombre se reposent ; les bèches ne sont maniées que par des mains salariées et non par des mains que dirige l'intérêt commun (3) ».

Aussi, sur la proposition de la section des Quinze-Vingts (4) justement indignée, Cambon fait rendre un décret (5) portant que le travail sera désormais rémunéré à forfait et non plus à la journée.

Dès sa première séance, la Convention est assaillie d'une foule de réclamations relatives au camp (6). Le 26 septembre, le comité de la guerre à l'instigation de Servan, vient par l'organe de Letourneur, ancien officier du génie, proposer une loi en 2 titres et 27 articles, réglant les conditions du travail. « C'était un code tout entier et les précautions les plus minutieuses y étaient prises pour évi-

1. Servan s'en plaint amèrement mais inutilement à l'assemblée. Servan au président de la Législative, 5 septembre.

2. Décret du 13 septembre ; *Lois*, XI, 321.

3. *Moniteur* du 18 septembre, XIII, 729.

4. Extrait du registre général des délibérations de l'assemblée des Quinze-Vingts du 17 septembre.

5. Décret du 18 septembre.

6. Séance du 25 septembre soir. Pétition de la section des Sans Culottes. « il y a là 8.000 hommes qui ne font rien, gardés par 200 autres qui n'empêchent aucun désordre ».

ter autant que possible les abus et les désordres (1) ». Nous verrons que tout cet effort fut inutile.

Réorganisation de la garde nationale parisienne. — La garde nationale de Paris comptait sur le papier 90.000 hommes. En fait, il ne reste guère sous les armes que ceux de ses membres qui ont fait triompher l'insurrection du 10 août, soit une dizaine de milliers de piquiers à bonnet rouge.

Ce n'est pas une troupe suffisante pour assurer la défense de la capitale, maintenant surtout qu'il faut pourvoir à la garde d'un camp retranché. Aussi le comité militaire et le ministre obtiennent-ils du législatif un décret réorganisant la garde de Paris (2) : elle sera désormais divisée en 48 sections dites « sections armées », chacune comprenant un nombre de compagnies à 126 hommes proportionnel à la population.

Un commandant général, élu pour trois mois par les sectionnaires et rééligible pendant un an, sera placé à sa tête. Santerre va être bientôt investi de cette haute fonction.

Mesures diverses. — Bien que la paternité du camp sous Paris appartienne à Servan, dans cette question, comme dans celle de la réorganisation de la garde nationale, son rôle apparaît assez effacé. Il va agir davantage pour provoquer une série de dispositions ayant trait à la mobilisation de nos forces.

Au lendemain du 10 août, l'assemblée sur la proposition de son comité militaire ou à l'instigation de Lacuée, décide la formation de nouvelles divisions de gendarmerie (3) ; envoie une partie des légions déjà existantes aux armées (4), crée des compagnies de canonniers (5), se débarrasse enfin des régiments Suisses dont la fidélité est douteuse (6), non sans que des réclamations ne s'élèvent en leur faveur (7).

Mais ce sont là simples mesures de détail. A partir du 20 août, quand le ministre a rejoint son poste, l'assemblée va devenir selon

1. *Moniteur*, XIV, 53.

2. Décret du 19 août 1792, *Lois*, IX, 264.

3. Décret des 12 et 16 août, *Lois*, IX, 224. On détermine l'organisation de 2 divisions de gendarmerie dont la levée a été décidée le 20 juillet.

4. Décret du 26 août, *Lois*, IX, 222. Les brigades de gendarmerie seront sur le champ réunies dans les lieux fixés par le ministre de la guerre pour être employées à renforcer les armées.

5. Décret du 16 août ; *Lois*, IX, 256. Les départements sont autorisés à former des compagnies de canonniers et le conseil exécutif leur fournira les objets nécessaires à leur entretien.

6. Ils sont dissous par décret du 20 août (*lois*, IX, 316). Le décret constate que comme la plupart de ces régiments n'ont plus que des capitulations expirées, ils cessent d'être au service de la France. Ceux qui voudront y rester, devront être incorporés dans les régiments français.

7. Kellermann, proteste énergiquement contre cette mesure. Kellermann à Servan, 20 août 1792.

le mot de Vergniaud, un comité militaire plus qu'un corps législatif. Elle va décider successivement d'après les suggestions ou les propositions de Servan : le 27 août, la transformation en régiments de ligne des régiments coloniaux (1) ; le 29, l'organisation de troupes légères et de corps francs (2) ; le 30, l'augmentation du nombre des officiers généraux (3) ; le 5 septembre, la création d'une légion étrangère (4) ; puis les jours suivants de divers corps francs, régiments de hussards, etc... (5).

b) *La grande Levée de 1792.* — Malgré des résultats incontestables, cet effort reste insuffisant. C'est pourquoi le 26 août, après avoir rendu compte à l'assemblée de la capitulation de Longwy, le ministre profite de l'émotion soulevée par cette nouvelle, pour faire proposer par Cambon une levée de 30.000 hommes armés et équipés dans le département de la Seine et les départements voisins (6).

La motion est décrétée d'enthousiasme (7). Le législateur ajoute que le pouvoir exécutif « devra et fera parvenir dans le jour, à l'assemblée, le tableau des départements où les réquisitions seront faites et du nombre d'hommes que chacun d'eux sera tenu de fournir. Il indiquera pareillement dans le jour, le lieu où la réunion devra se faire. Le pouvoir exécutif est autorisé à faire toutes les réquisitions nécessaires pour les additions de forces qu'il jugera convenables. » En outre, douze commissaires pris dans le sein du législatif, sont nommés pour se rendre dans les départements où doit avoir lieu la réquisition, pour en hâter et surveiller l'exécution.

Le lendemain, Vergniaud qui craint que cette désignation de commissaires ne nuise à l'indépendance de l'exécutif, seul responsable de l'exécution de ces mesures, prend la parole : « une ville

1. Loi du 27 août 1792. Le régiment de Port au Prince, forme le 110^e régiment, ceux de la Guadeloupe et Martinique le 109^e. *Moniteur*, XIV, 548.

2. Décrets des 29 août et 2 septembre. On organise 2 compagnies à cheval avec des volontaires de Versailles équipés, harnachés et montés avec les ressources tirées du château ; on monte à Paris et à Lille 2 corps de « hussards de la Liberté ». *Moniteur*, XIV, 568.

3. Décret du 30 août, *Lois*, X, 19. Le nombre des lieutenants généraux est porté de 42 à 50, celui des maréchaux de camp de 84 à 100 ; celui des adjudants généraux de 33 à 40.

4. Décret du 5 septembre. Cette légion prend le nom de légion « des Germains » et comprend 3.000 hommes et 1.000 chevaux. L'assemblée avait déjà décidé le 26 août la formation d'une légion « des Vandales » avec les déserteurs prussiens, XIII, 627.

5. Décrets des 2, 9 et 10 septembre, organisant des compagnies franches, des « chasseurs bons tireurs », des « hussards braconniers ». *Moniteur*, XIII, 601.

6. Séance du 26 août, *Moniteur*, XIII, 549.

7. Décret du 26 août, *Lois*, X, 8.

frontière a été livrée... que si vos ennemis en acquièrent plus d'audace..., s'ils avancent dans l'intérieur de l'empire, leur insolente joie sera courte; car nous pouvons vous le prédire d'après les ordres sages et vigoureux donnés par le pouvoir exécutif... Mais il faut que le pouvoir exécutif ait toute son action »... Il obtient qu'on insère au procès verbal « que les commissaires connaissant à cet égard les intentions de l'assemblée; ne manqueront pas de s'y conformer (1) ».

Dans ces conditions, le conseil exécutif prend ses dispositions (2). Il ordonne le départ immédiat pour la frontière de 1.800 grenadiers et d'autant de chasseurs avec 8 pièces de canon, décide des visites chez les citoyens pour se procurer des armes et envoie 30 commissaires dans les 16 départements où doit s'effectuer la levée pour les engager à fournir et équiper tout ce qu'ils pourront donner de leur garde nationale.

Avant leur départ, ceux-ci doivent se concerter avec les commissaires du législatif (3), pour accomplir leur mission au mieux de l'intérêt général (4).

1. Séance du 27 août, *Moniteur*, XIII, 550.

2. Séance du conseil du 28 août, A. N., A. F. II. 1.

3. Extrait du registre des délibérations du conseil exécutif du 29 août 1792.

4. Les 12 commissaires du législatif sont :

Merlin, Legendre, Jean Debry envoyés dans la Somme, l'Oise et l'Aisne (*Moniteur*, p. 1102); Albitte et Lecointre dans l'Eure, la Seine-Inférieure, le Calvados, l'Eure-et-Loir, la Seine-et-Oise (*Moniteur*, p. 1079); Gossuin, Duhem et Sallengros à l'armée du Nord et dans les départements circonvoisins (*Moniteur*, p. 1108); Broussonet, Crublier d'Obterre et Beaupuy à l'armée de Lückner et dans les provinces de l'ouest; Richard dans l'Indre-et-Loire.

Ces commissaires remplacent par décret du 28 août, ceux qui nommés le 10 ont été rappelés le 26 pour ne plus entraver la marche de l'exécutif. Ils sont chargés d'accord avec ce dernier de l'application du décret du 27 août ordonnant la levée de 30.000 hommes.

Les 30 commissaires de l'exécutif nommés à la suite du décret du 27 août et pour son application, comprennent notamment : Fréron envoyé à Metz et dans la Moselle, Momoro dans le Calvados et l'Eure-et-Loir, Mallet et Dubois dans la Loire-Inférieure, Bounement dans l'Eure-et-Loir, Parrain et Cachart dans la Seine-Inférieure et l'Oise, Clémence dans les départements de l'Est, Morin, Choderlos de Laclos à l'armée de Lückner, Hion, Brochet et Gonard à Châlons-sur-Marne et départements voisins.

Il convient de noter que la Commune de Paris décide le 3 septembre, par délibération du corps municipal, d'adjoindre 24 commissaires aux précédents. La liste en est dressée par Hébert, Darnaudry et Jolly, et approuvée par le conseil exécutif. Ces municipaux reçoivent une commission de ce dernier et un passeport de la Commune. Ce sont : Huguenin et Michaud pour les départements du sud-est, Souless et Darnaudry pour ceux du sud-ouest, Martin et Dajon pour l'Yonne, la Haute-Marne, la Haute-Saône, Crosne et Laborie à l'armée du Rhin, Goliau et Cellier pour la Normandie, Xavier Audouin et Loiseau Grandmaison pour les 2 Sèvres et la Vendée, Haron, Romain, Sigaut pour la Meurthe, Chartrey, Michel pour la Saône et-Loire, le Rhône-et-Loire et l'Ain, Legray, Jamon pour la Somme, le Pas-de-Calais et le Nord, Félix, Bochon, pour l'Eure-et-Loir, la Saône, l'Ille-et-Vilaine,

Grâce à ces mesures, Servan va obtenir en quelques jours des résultats surprenants. Paris donne l'exemple. La garde nationale fournit immédiatement 5.000 volontaires, puis du 3 au 15 septembre environ 13.000 autres, sans compter les gendarmes et canonniers (1). La moyenne des départs atteints 1.800 hommes par jour (2).

Il convient d'expliquer comment on peut réaliser un enrôlement aussi considérable. « Chaque section s'occupait de former ses compagnies, on s'enquêrait des hommes qui habitaient le quartier, de leur position, de leurs qualités physiques, de leur habileté, et lorsqu'on trouvait quelqu'un sans biens, sans intérêts autres que le sien pour rester dans la capitale, on le sollicitait, on le pressait de s'engager. L'un lui donnait son habit, un autre ses armes ; beaucoup d'ailleurs s'offraient volontairement. Ce fût ainsi qu'en un mois on forma une armée. » (3).

Mais cette grande levée devait donner une force plus apparente que réelle ; elle ne put s'organiser à temps pour jouer un rôle actif dans la guerre. Volontaires et fédérés sont bien dirigés en hâte sur les 4 grands camps de Meaux, Soissons, Reims, Châlons ; mais ils sont insuffisamment armés, mal équipés, peu ou point instruits.

A Châlons en particulier, les volontaires affluent. Le camp n'avait été prévu que pour contenir environ 12.000 hommes et ce sont près de 20.000 rationnaires qui arrivent, rien que de Paris, avant le 15 septembre, suivis jusqu'au 25 de plus de 23.000 autres.

En vain Choderlos de Laclos, puis ensuite Labourdonnaye, font-ils tous leurs efforts pour organiser cette multitude. Ils doivent prier le ministre de suspendre les départs de Paris, pour leur permettre d'établir un embryon d'organisation, et d'assurer la discipline (4).

Servan ne se fait guère d'illusions sur la possibilité d'une utilisation immédiate de ces masses : mais il estime que la guerre n'est pas près de finir et il entend la poursuivre jusqu'au bout (5). Il faut disposer à cet effet de réserves fraîches, pour pouvoir y puiser au fur et à mesure des besoins.

Paris pour la Moselle, Dufour pour le Calvados, Billaud-Varennes au camp de Châlons, Franchet.

Les pouvoirs de ces municipaux nous sont indiqués par la commission et le passeport de Billaud Varennes.

Cf. Mortimer Ternaux, *op. cit.*, IV, 429, 433.

1. *Patriote Français*, n° MCXXXV.

2. Chuquet, III, 32.

3. Buchez et Roux, XVIII, 19.

4. Labourdonnaye à Servan, 17 septembre.

5. Servan à Dumouriez, 15, 17, 18 septembre.

Mais pour le moment, les anciennes troupes de ligne constituent la seule ossature vraiment solide de l'armée. Or, leur source de recrutement est comme nous l'avons vu presque tarie. Elles s'affaiblissent sans cesse. Il y a là un péril urgent qu'il convient de conjurer.

L'instant paraît si grave, que l'assemblée se résout enfin à adopter une mesure qui lui répugne à l'extrême, mais qui est préconisée depuis de longs mois par tous les ministres de la guerre comme le seul remède : le recrutement de l'armée de ligne dans la garde nationale. Le décret du 12 septembre va permettre de le réaliser. Il est ainsi conçu : « Considérant (1) que le recrutement des troupes de ligne est nécessairement ralenti par la prompte formation d'un grand nombre de bataillons de volontaires et de compagnies franches, considérant qu'il serait d'autant plus utile de recruter les régiments qu'à mesure qu'il y manque des hommes au complet, les armes restent inutiles ; voulant indiquer aux citoyens les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour défendre la patrie en danger... décrète...

« 1^o Tout garde national volontaire, qui déjà compris dans la formation d'un bataillon qui ne serait pas encore armé et équipé, préférerait de s'engager dans un régiment de troupes de ligne, recevra une somme de 30 livres par année d'engagement.

« 2^o Il recevra 3 sous par lieue pour se rendre à son régiment.

« 3^o L'assemblée nationale déroge à toutes lois antérieures qui pourraient être contraires aux dispositions des articles précédents. »

Ce texte va permettre de rendre de la vitalité à nos régiments, dont le rôle demeure essentiel.

c) *L'armement, l'équipement, l'habillement des troupes, la défense des places.* — Mais il ne suffit pas de trouver des hommes, il faut encore les habiller, les armer et les nourrir.

Nous savons combien l'armement était incomplet au 10 août ; pour arriver à fournir les nouvelles levées, il va falloir un effort considérable, que l'on va entreprendre au lendemain même de la révolution.

Le 19 août, les 5 manufactures de guerre déjà existantes et celle de Klingenthal sont déclarées « manufactures nationales de guerre », placées sous la surveillance de l'exécutif et sous la direction d'un conseil d'administration présidé par un officier d'artillerie, qualifié « d'inspecteur ». Le travail fourni par les ouvriers compte comme service militaire (2).

1. Décret du 12 septembre, *Lois*, X, 14.

2. Décret du 19 août, *Lois*, IX, 275.

Le 27, on décide le transfert à Paris des fusils des arsenaux de Rochefort et de Brest (1), et le lendemain, on mande aux municipalités d'effectuer des visites domiciliaires dans le but de rechercher les armes chez les particuliers. Les fusils de munition ou de calibre ainsi trouvés seront achetés de 25 à 38 livres (2). Le 31, un décret autorise le ministre de la guerre à employer provisoirement les fusils des dragons à l'armement des troupes d'infanterie et à procéder par ailleurs à toute modification jugée utile dans la répartition des armes (3).

En septembre, l'activité s'accroît encore. L'arsenal de Paris est tenu de fournir 100 canons de 4, 50 de 12, 20 obusiers. L'on convertit le plomb et le fer des châteaux de Versailles et Marly en balles et en mitraille (4). Toutes les fonderies sont réquisitionnées, l'administration de la guerre se fait livrer tous les cuivres et métaux disponibles et commande 40.000 fusils à des entrepreneurs qui en promettent la fourniture (5). On va même jusqu'à saisir les fusils de pacotille destinés aux échanges coloniaux et entreposés dans les douanes des ports (6).

Pour l'habillement et l'équipement, le ministre obtient les fonds supplémentaires indispensables (7) et est autorisé à faire les avances nécessaires qui seront déduites par la suite des sommes affectées à la levée de chaque corps (8).

Il convient de prévoir un service de subsistances adapté à la rapidité des opérations (9). Un décret du 2 septembre détermine les conditions de la fourniture des chevaux, voitures et chariots pour le service des armées (10) ; l'on réorganise le corps des commissaires des guerres pour améliorer le rendement de l'administration militaire (11), enfin le conseil exécutif règle minutieusement les détails du fonctionnement des étapes et convois (12).

Par ailleurs, le ministre de la guerre vivement impressionné de la facilité avec laquelle les alliés ont obtenu la reddition de Longwy et Verdun, cherche à assurer à l'avenir une vigoureuse défense de nos places. Il propose donc au conseil exécutif (13),

1. Décret du 27 août. *Moniteur*, XIII, 550.

2. Décret du 28 août. *Ibid.*, 555.

3. Décret du 31 août, *Lois*, X, 20.

4. Décret du 11 septembre. *Moniteur*, XIII, 671.

5. Décret du 16 septembre. *Ibid.*, 713.

6. Décret du 9 septembre. *Lois*, X, page 80.

7. Décret du 27 septembre. *Lois*, X, p. 40.

8. Décret du 4 septembre, *Lois*, X, 45.

9. Déclaration du Conseil exécutif, 28 août, A. N., A. F. II. 1.

10. Décret du 2 septembre, *Lois*, X, p. 37.

11. Décret du 11 septembre, *Lois*, X, 112.

12. Proclamation du Conseil exécutif relative au service des étapes et convois, 19 septembre, *Lois*, X, 139.

13. Extrait des délibérations du conseil exécutif, 1^{er} septembre, A. N., AF, II, 1.

de laisser occuper les forteresses encore couvertes par les armées de campagne, par les malingres ou les soldats fatigués ; mais de les munir de garnisons suffisantes, dès que les armées sont sur le point de s'en éloigner.

L'on améliorera les possibilités de résistance en protégeant les bastions par un retranchement en maçonnerie qui peut se construire en une huitaine de jours et qui devra être défendu jusqu'à la dernière extrémité, pour retarder le moment où l'ennemi battra directement le corps de place. Des réduits blindés protégeront les munitions, les blessés et les $\frac{2}{3}$ des combattants valides. L'on fera sortir les bouches inutiles : femmes, enfants, vieillards et l'on punira de mort quiconque parlera de se rendre.

Quelques jours plus tard, le législateur sanctionne ces énergiques propositions (1). Le commandant d'une place simplement menacée, devra en faire sortir les suspects, après les avoir désarmés. Il veillera à faire exécuter ses ordres de vive force et militairement, fera fusiller, puis brûler la maison de celui qui parlera de se rendre.

Pour assurer l'exécution de l'ensemble de ces mesures, Servan va déployer un zèle infatigable. Dans la place qu'on m'a confiée, écrira-t-il, il ne suffit pas de méditer pour correspondre avec les armées, il faut s'occuper de les alimenter, de les augmenter et de suivre leurs mouvements. Il faut être dans une action continuelle (2).

Et de fait, rapporte Grimoard (3), « tous les chemins se couvraient de voitures qui conduisaient partout des munitions de guerre et de bouche, des effets de campement, des fournitures d'hôpitaux et des approvisionnements de tout genre. Des soins aussi multipliés allégeaient infiniment aux généraux les embarras du commandement ».

Rapports de Servan avec le comité militaire. — Ces rapports nous sont peu connus ; mais il semble résulter des rares textes que les archives nationales nous offrent à ce sujet, que pendant le séjour de Servan à la tête du département de la guerre, le comité se soit borné dans son rôle strictement législatif, sans aucunement empiéter sur les attributions du ministre. C'est ainsi qu'il retourne à ce dernier des réclamations qui lui sont adressés contre lui, des demandes d'avancement, des offres de service, etc... (4).

1. Décret du 7 septembre, *Lois*, X, 73.

2. *Moniteur* du 27 septembre (XIV, 53).

3. Grimoard, *Tableau Historique*, IV, 96 ; Chuquet, *op. cit.*

4. Extrait des minutes des délibérations du Comité militaire, A. N., A. F. I, 20.

Et même avant de proposer à l'assemblée les mesures législatives réclamées par les circonstances, il prend soin de consulter Servan, quand il n'agit pas à son instigation (1).

C'est une preuve de la haute situation morale du ministre de la guerre et d'ailleurs des autres membres du conseil exécutif, vis-à-vis d'une assemblée à qui la révolution du 10 août a été en quelque sorte imposée et qui ne se sent pas populaire. Toute autre sera l'attitude du comité de la guerre de la Convention à l'égard de Pache, comme nous le verrons plus loin.

III. — LA CONDUITE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS EN AOÛT, SEPTEMBRE 1792.

I. — SUR LE THÉÂTRE PRINCIPAL

a) L'armée d'invasion et les forces effectives qu'on lui oppose, leur état d'esprit, leur valeur tactique. Succès initial de l'ennemi.

Le jour même où Servan prend pour la première fois séance au conseil exécutif, un événement capital vient de se produire : l'ennemi pénètre en France, l'invasion commence.

Environ 136.000 hommes massés sur nos frontières du nord et de l'est, faisaient peser sur elles depuis quelque temps une lourde menace, quand le 20 août Brunswick se décide à violer notre territoire. Ce prince dispose de quelque 100.000 combattants : 60.000 Prussiens pourvus d'une nombreuse artillerie, 20.000 Autrichiens sous Clerfayt, 10.000 Hessois et 6.000 émigrés.

En face de cette armée redoutable, nous n'opposons que 93.000 hommes, échelonnés de Dunkerque à Porrentruy. Comme 40.000 d'entre eux sous Biron occupent l'Alsace, que 18.000 autres se trouvent dans les camps de Maubeuge, Pont-sur-Sambre et Maulde aux ordres de Dumouriez, il ne reste en réalité pour combattre Brunswick que les 17.000 hommes de Lückner en Lorraine et les 48.000 de Dillon à Sedan (2). Aussi personne chez l'adversaire ne doute-t-il un instant du succès.

Cependant, notre armée si peu nombreuse, vient de se ressaisir. Au lendemain du 10 août, elle s'affirme plus que jamais dévouée à la liberté, à la nation, à la révolution. Les officiers généraux tièdes ou douteux sont obligés de s'enfuir comme Lafayette ou de se soumettre comme Dillon. L'immense majorité des officiers supérieurs et subalternes adhère sans arrière pensée à la chute de la monarchie, généralement par conviction, quelquefois par inté-

1. Extrait des délibérations du comité militaire, A. N., A. F., I-5.

2. Servan et Guimond, *Tableau historique des guerres de la révolution*, I, 359 ; Toulangeon, *Histoire de France*.

rêt. Les soldats résolument révolutionnaires, sont animés d'un enthousiasme capable de suppléer à tout (1).

Au point de vue tactique, nos unités sont loin d'être dépourvues de valeur. L'infanterie, nettement inférieure à celle des Prussiens, utilise cependant une manœuvre redoutable, encore toute nouvelle. Lafayette a dressé en effet son armée à combattre précédée d'épaisses lignes de tirailleurs, se déployant et progressant en utilisant le terrain. En face de ces formations essentiellement mobiles et dont le feu meurtrier les décime, les Prussiens vont se trouver surpris. Ils vont perdre l'avantage que doivent leur assurer leurs vieilles qualités manœuvrières (2).

La cavalerie est bien entraînée et bien montée ; elle est surtout commandée par des chefs pleins d'entrain et de capacité comme Stengel et Pully (3). Quant à l'artillerie, elle constitue l'élément le plus redoutable de nos forces ; elle passe à juste titre pour la première de l'Europe (4). Certes, elle a souffert elle aussi de l'émigration (5) ; mais composée en majorité de roturiers, elle a conservé la plus grande partie de ses cadres, son instruction, son esprit militaire.

Les services, ont à leur tête des hommes habiles et vigilants qui déploient autant d'activité que de régularité dans leurs fonctions (6). Tels sont les commissaires ordonnateurs Petitjean, Malus et Boyer. Grâce à eux, d'après Dumouriez, la régie des vivres atteint la perfection (7). Si exagérée que soit cette opinion, cette régie assurera en tous cas la subsistance de l'armée et les opérations des généraux (8) ; ce qui est il est vrai relativement facile, dans un pays non encore épuisé et en s'appuyant sur des magasins intacts ; mais on pourra lui faire grief des prix élevés auxquels elle passe ses marchés.

Quoiqu'il en soit, les premiers engagements nous sont partout défavorables. Le 19 août, après avoir subi un échec au combat de Fontoy, l'armée du Centre se replie sous Metz ; le 23 août, Longwy capitule et la « colonne Brunswickoise », après avoir marqué un temps d'arrêt du 24 au 29 août, marche sur Verdun.

1. Toulangeon, II, 327 ; Chuquet, I, 57.

2. Vial, *Cours d'art et d'histoire militaire*, I, 189.

3. Guy de Vernon, *Custine et Houchard*, p. 39.

4. Lafayette à Lajard, 25 juin ; Toulangeon, II, 327 ; Las Cases : *Mémorial de Sainte-Hélène*, V, 74 ; Chuquet, *op. cit.*

5. Voir Lafayette à Lajard, 26 juin ; Biron à Servan, 21 août. Environ le tiers seulement des officiers de l'arme avait émigré.

6. *Correspondance de Dumouriez avec Pache*, Paris, 1793, p. 28, 146, 184.

7. Dumouriez, *Mémoires*, I, 354.

8. Rapport de Dumouriez à la Convention, séance du 12 octobre, *Moniteur* du 13.

- b) Les armées du Nord et du Centre. Dumouriez et ses projets sur la Belgique. Servan le décide à prendre le commandement de l'armée des Ardennes. Ordre de bataille des armées de Sedan (Dumouriez) et de Metz (Kellermann).

C'est sur les armées du Nord et du Centre que va retomber tout le poids de la lutte. Composées exclusivement de troupes de ligne et de volontaires de 1791, elles tiennent la campagne depuis le début sans se laisser entamer. Dumouriez et Kellermann viennent de remplacer à leurs têtes Lafayette et Lückner.

Mais l'armée du Nord comprend en réalité deux groupements distincts : d'une part les troupes disposées dans les camps de Famars, Pont-sur-Sambre, Maulde dont Dumouriez s'est réservé le commandement direct, d'autre part l'armée des Ardennes à Sedan, que Lafayette vient d'abandonner et où Dumouriez a imposé Dillon au ministre de la guerre avec l'appui des commissaires et de Clavière.

Dumouriez, de son quartier général de Valenciennes, se prépare à envahir les Pays-Bas. Il n'admet pas en effet une guerre défensive, parce qu'en restant sur place à 200 kilomètres de Paris, il craint, s'il subit un seul échec, de découvrir la capitale. Mais en attaquant hardiment, en pénétrant dans le Brabant, il oblige Clerfayt d'accourir au secours du duc de Saxe-Teschen qui en assume la garde, désorganisant ainsi par son départ l'armée d'invasion. Brunswick sera contraint de s'arrêter (1).

Servan estime dangereux d'agir si indirectement sur la colonne ennemie. Il préfère voir Dumouriez prendre à Sedan le commandement de l'armée des Ardennes, puis se joindre à Kellermann pour assaillir les Prussiens.

Dumouriez répugne à ce plan. Comme il ne peut à la fois envahir les Pays-Bas et opérer en Lorraine, il aime mieux laisser Dillon et Kellermann aux prises avec les Prussiens, tandis qu'il se jettera sur les Autrichiens de Belgique (2). Il pousse fiévreusement ses préparatifs.

En vain Servan lui représente-t-il qu'il faut renvoyer à l'hiver cette opération, qu'il s'agit avant tout de couvrir la capitale (3) ; le général persiste dans sa résolution (4). Vu l'urgence de la situation, Servan donne alors à Dillon les instructions suivantes pour s'opposer à la marche de l'ennemi sur Verdun, en lui disputant les passages de la Meuse : retarder coûte que coûte son avance

1. Dumouriez à l'assemblée, 18 août, *Moniteur* du 22, XIII, 453.

2. Dumouriez à Servan, 20 et 23 août.

3. Dumouriez à Servan, 23 août ; Servan à Dumouriez, 24 et 25 août.

4. Dumouriez, *Mémoires*, I, 251.

sur Paris, soit en le fatiguant sur ses derrières et ses flancs pour lui couper tout ravitaillement, soit en le devançant si cette solution est plus avantageuse (1).

Tandis que Dumouriez s'obstine à préparer l'attaque des Pays-Bas, les événements se précipitent : le 23 Longwy capitule, l'armée du Centre recule sous les murs de Metz ; Prussiens et Autrichiens pénètrent en Lorraine et marchent sur Verdun.

Servan qui n'a en Dillon qu'une confiance médiocre, redouble d'instances auprès de Dumouriez, lui adressant lettre sur lettre : « il n'y a pas un moment à perdre pour vous rendre à Sedan ; c'est mon avis, l'opinion du Conseil et celle du public. Si quelque officier général connu avait pu s'y rendre, on aurait vu votre résistance avec moins de peine ; mais nul de vos subordonnés n'a jamais manié de troupes et dans les circonstances où nous nous trouvons, la plus petite faute peut déterminer ou précipiter la chute de la liberté ou même de la patrie. La sûreté de l'empire est confiée à votre zèle et à votre responsabilité (2). »

Les ennemis lui écrit-il encore (3), se dirigent soit sur Verdun, soit sur Thionville. Dans le premier cas, tâchez d'approcher de la place en remontant la rive gauche de la Meuse et de leur interdire le passage de la rivière ; dans le second cas, suivez-les, inquiétez leurs derrières, gênez les opérations du siège.

Devant les instances du ministre, Dumouriez cède enfin, bien à contre cœur et sans renoncer définitivement à ses desseins. Il fait venir de Lille à Valenciennes Labourdonnaye, pour commander en son absence l'armée du Nord, charge Moreton et le commissaire des guerres Malus, de presser l'exécution des mesures prévues pour l'invasion du Brabant (4), puis le 27 août, part en poste pour Sedan, emmenant le seul Westermahn (5).

Le 28, il est à Mézières et gagne le même jour Sedan (6). Le 29, il passe en revue les troupes de l'armée des Ardennes qui l'accueillent très fraîchement. Mais il sait si habilement retourner les dispositions des soldats, qu'avant la fin de la prise d'armes, ils l'ac-

1. Servan à Dillon, 2 août.

2. Servan à Dumouriez, 26 août.

3. Servan à Dumouriez, 27 août.

4. Moreton à Servan, 28 août.

5. L'armée du Nord laissée sur la frontière belge va se trouver affaiblie par les renforts qui en sont successivement tirés en faveur de l'armée des Ardennes ; Duval avec 3,000 hommes ; puis Bounonville avec 10,000 autres. Moreton ne conserve à Maulde que 11 bataillons et 2 escadrons.

Les Autrichiens instruits de sa faiblesse prennent l'offensive. Le feld-maréchal Latour franchit la frontière le 5 septembre. Moreton doit se replier d'abord derrière la Scarpe ; puis sur Valenciennes.

Grimoard, *op. cit.*, II, 145.

6. Dumouriez à Servan, 28 août.

clament pour chef (1). Le 30, instruit de l'approche de Clerfayt et redoutant une attaque, il lève le camp pour s'installer plus solidement à Bazeilles sous les murs de la place, avec une avant garde à Mouzon (2).

L'armée des Ardennes dont Dumouriez prend le commandement compte à cette date sur le papier 27.500 hommes dont 13.000 de ligne, 8.000 volontaires et 6.000 cavaliers ; mais en réalité elle ne comprend qu'un peu plus de 19.000 hommes (3) répartis en 25 bataillons et 37 escadrons.

Cette armée a un excellent moral et la discipline y est sévère (4). La cavalerie compte les meilleurs régiments de cette arme, les bataillons de garde nationale sont disciplinés et aguerris, l'artillerie dispose outre les canons de bataillon de 60 pièces de parc (5).

Quant à l'armée du Centre, qui va coopérer avec l'armée des Ardennes pour arrêter l'envahisseur, l'arrivée de Kellermann à sa tête le 27 août, lui a rendu sang-froid et confiance (6). Servan préoccupé avant tout de la défense de la capitale, n'hésite pas à la renforcer au détriment de l'armée du Rhin. « L'attaque de l'ennemi est maintenant décidée écrit-il à Biron, et ce n'est pas de votre côté ; il ne faut laisser en Alsace que ce qui est absolument indispensable. Le grand point est de sauver Paris (7). »

Biron détache donc un corps de 8.000 hommes des troupes massées sous Custine au camp de Wissembourg, qui rejoint le 5 septembre l'armée du Centre, portant son effectif à 22.000 hommes (8).

1. Dumouriez, *Mémoires*, I, 253.

2. Dumouriez à Servan, 31 août.

3. L'ordre de bataille est le suivant : *Avant-garde* (Dillon) 6^e et 8^e de ligne, 9^e et 14^e d'infanterie légère, 1^{er} compagnie franche, 5^e et 6^e houzards 3^e et 12^e chasseurs à cheval. 1^{re} *Division* (Chazot) : 27^e, 71^e, 83^e, 98^e, 99^e de ligne ; 21^e et 23^e de cavalerie, 13^e dragons, 2^e houzards, 6^e chasseurs à cheval ; 2^e *Division* (Leveneur) : 17^e, 43^e, 54^e, 55^e, 91^e de ligne ; 3^e 7^e, 15^e de cavalerie, 1^{er} houzards, 2^e chasseurs ; *Réserve* : 6 bataillons de grenadier, 2^e, 7^e, 10^e, 12^e dragons.

Cette armée comprend en outre les bataillons de volontaires de 1791 suivants : 1^{er} de l'Aisne, 3^e de Paris, 4^e de la Marne, 1^{er} de la Vienne, de la Marne, de la Sarthe, de la Meurthe, de l'Allier, de la Charente, de la Seine-Inférieure, 2^e de Saône-et-Loire, de la Meuse, 3^e du Nord, 4^e des Ardennes, 5^e des Vosges, de la Meurthe.

4. Westermann à Danton, 31 août ; Dumouriez à Servan 6 septembre ; *Journ. des Jacobins*, correspondance du 10 septembre.

5. Dumouriez, *Mémoires*, I, 255.

6. Valence à Biron, 11 septembre.

7. Servan à Biron, 30 août.

8. L'ordre de bataille au 30 août est le suivant : *Avant-Garde* : Légion de Kellermann, 1^{er} bataillon d'infanterie légère et de grenadiers ; 3^e houzards, 4^e dragons, 1^{er} 8^e, 9^e et 10^e chasseurs ; 1^{re} *Division* (Linch) : 1^{er}, 5^e, 22^e, 24^e, 44^e, 81^e, 90^e, 102^e de ligne, 8^e et 10^e régiments de cavalerie ; 11^e et 17^e dragons ; 2^e *Division* (Murat) : 8^e, 30^e, 62^e de ligne ; 1^{er} et 2^e bataillons de volontaires de 1791 ; 4^e et 19^e de cavalerie ; 1^{er} dragons ;

Cette armée est dans un grand délabrement. Les soldats manquent de tout (1) ; mais leur esprit demeure excellent. Ils sont animés des plus purs sentiments révolutionnaires (2).

c) Dumouriez à Sedan veut encore reprendre ses visées sur les Pays Bas. Conseil de guerre du 29 août. Servan obtient qu'il y renonce provisoirement.

Dumouriez occupe l'Argonne de concert avec Servan. Renforts qu'il y reçoit. Efforts de Servan pour lui en procurer davantage. La prise de la Croix aux Bois oblige Dumouriez à évacuer l'Argonne. Son nouveau plan.

Dumouriez arrive à Sedan avec l'intention de se rendre au désir de Servan ; c'est-à-dire de se porter sur le flanc des alliés pour leur barrer le chemin de la capitale et s'opposer à la prise de Verdun (3).

Mais très vite, il doute de la valeur des nouvelles troupes dont il vient de prendre le commandement « il s'en faut de beaucoup écrit-il à Servan, que l'esprit de cette armée soit aussi bon que celui du camp de Maulde. C'est la seule force militaire qu'on peut opposer, mais cette force est un fantôme et se détruira d'elle-même, si les ennemis avancent sur nous. » Il vaudrait beaucoup mieux s'en tenir à ses projets sur les Pays-Bas, qui auraient pour effet immédiat d'obliger les Impériaux à se séparer des Prussiens. Ceux-ci demeurés seuls, seront facilement accablés par Kellermann qui les attaquera en queue et Lückner qui fera front derrière la Marne. Maintenant comme précédemment, le plan le plus sûr est de lui permettre d'agir en Belgique (4).

A l'appui de ses dires, le général tient un conseil de guerre où il convoque les principaux officiers de son armée : Dillon, Chazot, Myacinsky, Dubouquet, Vouillers, Thouvenot. Fort de leur approbation, il charge Vouillers de porter à Paris le procès-verbal de la délibération et d'expliquer au conseil exécutif son plan d'offensive (5).

Servan avait appris l'arrivée de Dumouriez à Sedan et persuadé que le général renonçant à ses projets primitifs, se préparait à prendre en flanc les envahisseurs, ne cessait de l'approuver dans cette voie « je contrarie vos désirs les plus vifs, lui mandait-il,

8^e et 10^e chasseurs à cheval ; *Réserve* (Valence) : 3^e de ligne ; 5^e bataillons de grenadiers et de volontaires ; 17^e de cavalerie ; 1^{er} et 2^e de carabiniers.

1. Rapport de Laporte, Lamarck et Bruat commissaires envoyés à l'armée du Centre, 6 septembre. (*Moniteur*, XIII, 636).

2. Discours de Simon (député du Bas-Rhin) aux Jacobins. *Journal des Jacobins* du 19 septembre.

3. Dumouriez aux commissaires de l'armée du Nord, 28 août.

4. Dumouriez à Servan, 29 août.

5. Procès-verbal du Conseil de guerre du 29 août, A. G.

mais croyez bien que puisque j'insiste, c'est que je vois le salut de l'état et votre gloire attachés aux mesures que je prescris (1). »

Aussi n'est-il pas peu surpris en prenant des mains de Vouillers connaissance du procès-verbal du 29 août. Il estime la situation si grave, qu'il l'expose sur le champ au conseil exécutif.

D'accord avec ses collègues, il écrit à Dumouriez qu'ils sont tous persuadés que l'invasion de la Belgique n'arrêtera pas les Prussiens « vous ne leur ferez pas changer le projet de marcher en avant, bien assurés s'ils réussissaient, de se faire rendre le Brabant ou de le reprendre en un instant ». Au contraire, l'armée de Sedan doit se diriger sur l'Argonne et y faire sa jonction avec l'armée du Centre, pour défendre de concert la région entre Meuse et Marne. Pendant ce temps, sur l'Aisne, l'Oise et la Seine, on lèvera de nouvelles troupes, on remplira les magasins. Il faut avant tout, déclare le ministre, gagner du temps pour nous permettre d'organiser nos forces, d'augmenter notre matériel et nos approvisionnements. « Il faut convaincre l'envahisseur que nous voulons être libres. Kellermann va marcher à votre rencontre et vous secondera. Le pays est propre à la défensive ; si vous êtes contraint de l'abandonner, vous l'aurez ruiné par le séjour de votre armée et les ennemis n'y trouveront pas de quoi subsister. En un mot, ralentissez la marche de l'invasion. Vous irez en Belgique, le conseil approuve votre plan ; mais laissez nous le temps de rassembler 30.000 hommes à Châlons » (2).

Le lendemain, Servan ajoute : « au nom de la Patrie, adoptez des plans dictés par les circonstances les plus impérieuses. Conduisez votre armée entre Meuse et Marne ; portez vous sur Sainte-Menehould ou environs, ou même sous Châlons, en venant directement passer l'Aisne pour vous en couvrir et arriver plus sûrement sur le bord de la Marne. Une fois derrière la Marne, si vous persistez dans votre idée, vous pourrez remettre cette armée à un lieutenant général dirigé par les conseils du maréchal Luckner et aller faire votre tentative sur la Belgique (3). »

Mais avant d'avoir reçu ces lettres, Dumouriez a pris brusquement de lui-même le parti que le ministre lui ordonnait. A la nouvelle de l'investissement de Verdun, il lève son camp et se porte le 1^{er} septembre de Sedan à Mouzon, le 2 de Mouzon à Grand Pré, résolu d'occuper l'Argonne et d'arrêter l'envahisseur derrière ces « Thermopyles de la France ».

Aussi, quand les ordres de Servan lui parviennent, il est en route

1. Servan à Dumouriez, 27 et 29 août.

2. Servan à Dumouriez, 1^{er} septembre.

3. Servan à Dumouriez 2^e septembre.

pour les exécuter. On peut donc dire qu'en fait, il s'est rencontré avec lui dans toutes les opérations et marches (1).

Quoiqu'il en soit, le général s'organise défensivement le 3 septembre sur la position de Grand Pré, fait occuper le lendemain par Dillon et Galbaud les défilés des Islettes et de la Chalade ; puis envoie Dubouquet au Chêne Populeux, Colomb à la Croix au Bois.

Mais, pour défendre l'Argonne, Dumouriez dispose de forces bien insuffisantes. Un premier renfort lui parvient le 7 septembre. C'est Duval, qui sur son ordre amène 3.000 hommes du camp de Pont-sur-Sambre (2). D'autre part, Beurnonville est invité à le rejoindre pour le 14 septembre, avec un nouveau corps de 10.000 hommes tiré de l'armée du Nord.

D'autres renforts peuvent également parvenir de Châlons où Lückner organise une partie de la grande levée de 1792 ; et Servan mande à Dumouriez qu'il peut sans hésiter faire appel à ces troupes, puisqu'il envoie chaque jour au vieux maréchal plus de 2.400 hommes armés et revêtus d'un uniforme (3). Mais le général n'a aucune confiance dans ces soldats improvisés et compte seulement sur les vieilles troupes de ligne qu'il va encore tirer des Flandres, sur l'armée de Kellermann et sur les volontaires de 1791 (4).

Bien avant l'arrivée de Beurnonville et des renforts attendus, les événements vont l'obliger à modifier entièrement ses projets. Le 12 septembre, les Autrichiens de Clerfayt surprennent le détachement de la Croix au Bois. En vain Chazot parvient-il à le réoccuper le 14 après un vif combat. Une contre attaque ennemie demeure définitivement maîtresse du terrain. Découvert, Dubouquet doit évacuer à son tour le Chêne Populeux.

Dumouriez dont la situation devient critique, décampe dans la nuit du 14 au 15 et se porte sur Sainte-Menehould qu'il atteint, non sans qu'une terreur panique ait dispersé le 15 une partie de ses troupes à Montcheutin. Il semble désormais qu'une fois sa jonction effectuée avec Kellermann, il ne lui reste d'autre parti que de retraiter sur Châlons. On lui conseille d'occuper d'abord la position de Suippes ; puis de se replier sur la Vesle et de là sur la Marne.

A l'étonnement général, il prend la résolution de rester sur place. Laissant Dillon à la Chalade et aux Islettes dans le sud de l'Argonne, il se place avec le gros de ses troupes en avant de Sainte-Menehould, cessant il est vrai de couvrir Paris, mais menaçant les derrières des alliés. L'armée Prussienne peut maintenant déboucher

1. Pour la discussion relative à l'attribution à Dumouriez ou à Servan de la paternité de la manœuvre d'Argonne, voir Chuquet, II, 40.

2. Les 19^e et 68^e de ligne, le 2^e bataillon de la Haute-Vienne, 4 compagnies belges et 2 escadrons du 3^e dragons.

3. Servan à Dumouriez, 3, 4, 8 septembre.

4. Dumouriez à Servan, 6 septembre.

des défilés d'Argonne ; elle doit suspendre sa marche en avant pour combattre les français qui menacent son flanc.

Dumouriez est prêt à accepter la bataille ; car il compte recevoir incessamment les renforts de Beurnonville et de Kellermann. Le 18 septembre en effet, ces deux généraux sont à quelques lieues à peine. « L'avance des ennemis est formidable, écrit Dumouriez à Servan (1) ; mais je n'avais jusqu'à présent qu'une poignée de monde ; il n'y a plus rien à craindre, je suis égal en forces... Notre affaire est sûre, depuis que la jonction est assurée et presque faite. »

d) La jonction. Arrivée de Beurnonville et forces qu'il amène. Marche de Kellermann. Servan l'oblige à se réunir à Dumouriez. Bataille de Valmy. Appréciation générale du rôle de Servan pendant ces opérations.

C'est avec raison que Dumouriez prétend le 18 que la jonction est virtuellement faite. Le lendemain même, il est rejoint par Beurnonville et Kellermann.

Beurnonville mène au secours de son chef, des éléments tirés de l'armée du Nord. Il a fallu toute l'autorité de Servan pour décider Dumouriez à les appeler ; car toujours hanté par ses projets sur le Brabant, il ne voulait pas dégarnir la frontière de Belgique. Le ministre a dû le convaincre que le sort du pays se jouait en Champagne, et qu'en Flandre les Autrichiens se contenteraient de « parader (2) ».

Beurnonville réunit à Avesnes le 10 septembre deux divisions d'excellentes troupes (3), fortes d'environ 10.000 hommes (4), et se met en route incontinent. Il est le 13 à Rethel, le 16 à Aube. Là, apprenant la retraite de Dumouriez et craignant de se voir coupé, il recule sur la Cheppe et Châlons.

Mais il reçoit exprès sur exprès, qui lui enjoignent de rejoindre en toute hâte vers Sainte-Menehould. Après avoir donné à ses troupes vingt quatre heures de repos, il regagne Aube le 18 septembre et entre le 19 au camp de Braux, en liaison avec l'armée des Ardennes. Grâce à ce renfort, celle-ci compte désormais

1. Dumouriez à Servan, 18 septembre.

2. Servan à Dumouriez, 4, 17 septembre.

3. Dumouriez, *Mémoires*, I, 287.

4. 1^{re} Division (Beurnonville) : 56^e, 78^e de ligne ; 6 bataillons de volontaires de 1791 ; légion Belgique ; 2 escadrons du 6^e dragons ; 2^e Division (Dampierre) : 45^e de ligne ; 10 bataillons d'infanterie légère, 4 de volontaires de 1791 ; 5^e dragons, 5^e chasseurs à cheval.

Cette petite armée sera renforcée à Châlons par le 7^e bataillon de Fédérés organisé par Lückner.

18 régiments de ligne (1), 3 bataillons d'infanterie légère (2), 8 de grenadiers, 18 de volontaires de 1791 (3), 22 régiments de cavalerie (4); au total environ 35.000 hommes.

Kellermann arrive en même temps que Beurnonville au secours de Dumouriez. Il a reçu le 2 septembre du ministre l'ordre de marcher par Ligny et Bar-le-duc sur Revigny. Il quitte le 4 son camp de Frescaty. A Pont-à-Mousson, il est rejoint par des troupes détachées de l'armée du Rhin.

Il marche lentement, craignant de voir les Prussiens se rabattre sur Metz; au lieu de se porter sur Paris (5). Même après la prise de Verdun, il considère encore les mouvements de Brunswick sur l'Argonne comme une feinte. Ils cherchent, mande-t-il à Servan, à m'éloigner le plus possible; puis il rétrograderont pour s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine (6). Plein de circonspection, il séjourne à Toul les 5 et 6 septembre, atteint le 7 Void; puis s'arrête à Ligny.

Servan n'est pas fâché de sa prudence. « Kellermann écrit-il (7), peut de Ligny soit se rendre à Châlons, soit se mettre en queue de l'ennemi s'il descend la Marne, soit tourner vers Metz si les circonstances l'exigent, soit enfin recevoir les secours de Lückner » et le ministre lui conseille de séjourner à Ligny jusqu'à ce qu'on voit clair dans les desseins de Brunswick (8).

En fait, Kellermann se laisse tromper par les Prussiens. Il se porte le 10 à Saint-Dizier, y demeure le 11; puis rétrograde le 12 sur Bar-le-Duc. C'est là qu'il apprend le 13 l'échec subi par Dumouriez à la Croix au Bois. Son collègue l'invite à le rejoindre au plus tôt (9).

Kellermann estimant Dumouriez compromis, allègue qu'il arrivera trop tard et gagne le 14 Vitry-le-François par Revigny et Sermaize.

Tandis qu'il hésite à se porter sur Sainte-Menehould, il reçoit de Servan l'ordre formel de soutenir l'armée des Ardennes et

1. 6^e, 8^e, 17^e, 19^e, 29^e, 43^e, 45^e, 54^e, 55^e, 56^e, 58^e, 68^e, 71^e, 78^e, 83^e, 94^e, 95^e, 98^e, 99^e.

2. 95^e, 10^e, 14^e.

3. 1^{er}, 2^e, 3^e bataillons de Paris; 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, de la Marne; 1^{er}, 2^e, 3^e, 5^e de la Meurthe; 1^{er} de l'Aisne, de la Seine-Inférieure, de la Vienne, de la Vendée, de la Sarthe, des Deux-Sèvres, Allier, Charente-Inférieure, Eure et Loire, Mayenne et Loire; 2^e du Nord, Saône-et-Loire, Meuse, Haute-Vienne; 3^e des Ardennes, 4^e de la Meuse, 5^e des Vosges.

4. 3^e, 7^e, 15^e, 21^e, 23^e de cavalerie; 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 12^e, 13^e dragons; 3^e, 5^e, 6^e, 11^e, 12^e chasseurs à cheval; 1^{er}, 2^e, 5^e, 6^e houzards.

5. Kellermann à Dumouriez, 6 septembre.

6. Kellermann à Servan, 8 et 9 septembre.

7. Servan à Dumouriez, 9 septembre.

8. Servan à Kellermann, 10 septembre.

9. Dumouriez à Kellermann, 13 septembre.

de lui amener en diligence toutes les troupes qu'il pourra rassembler (1).

Kellermann s'incline. « Je ferai l'impossible, répond-il (2), et je vous promets que je donnerai une main très ferme à Dumouriez, dans quelque position qu'il puisse se trouver. »

Malgré ces belles assurances, il n'est encore arrivé le 17 qu'à Fresnes sur-Moivre, avançant toujours lentement, sous prétexte que son armée manque de chaussures et de vêtements. Le 18, à Dampierre-le Château, il soutient encore au ministre qu'il voudrait mieux s'établir à Suippes, à portée des secours de Paris. S'il atteint enfin le 19 Dommartin-la-Planchette, et y fait jonction avec Dumouriez, c'est bien à son corps défendant et sur l'ordre exprès et répété de Servan (3).

Quoiqu'il en soit, il conduit un secours de 17 bataillons et 30 escadrons, soit environ 16.000 hommes, qui joints aux 35.000 de Dumouriez, vont lui assurer sur l'ennemi la supériorité numérique.

La glorieuse journée du 20 septembre n'est donc pas seulement l'œuvre de Dumouriez et de Kellermann : c'est pour beaucoup aussi celle de Servan. Le premier, il pense que c'est en Champagne que doit avoir lieu la décision (4), et s'oppose à l'invasion de la Belgique malgré Dumouriez. Il sent l'importance de l'Argonne et n'hésite pas à dégarnir temporairement la frontière du Nord pour renforcer l'armée des Ardennes. « C'est sur vous, écrit-il à Dumouriez (5), que repose le destin de l'État et si nous parvenons à repousser cette grosse colonne ou seulement à la rendre stationnaire, la victoire est à nous. »

Aussi, Servan fait-il tous ses efforts pour opérer la jonction de l'armée du Centre avec celle des Ardennes et ne parvient qu'à force d'énergie à l'effectuer à temps.

Tout en ayant une action directe sur la conduite des opérations, il agit cependant avec le plus grand tact et donne des conseils plutôt que des ordres, pour ne pas enlever aux généraux leur liberté d'action. « Je ne veux pas leur écrit-il (6), diriger vos mouvements ; mais en causer avec vous... Je ne vous prescriis rien parce que je veux vous laisser absolument le maître... je vous dirai toujours ce que la prudence me suggère et tout ce qu'exige de moi l'ensemble des grands projets qui me sont confiés ;

1. Servan à Kellermann, 16, 17 septembre.

2. Kellermann à Servan, 17 septembre.

3. Servan à Kellermann, correspondance du 13 au 19 septembre.

4. Chuquet, *op. cit.*

5. Servan à Dumouriez, 17 septembre.

6. Servan à Dumouriez, 7, 17, 23, 29 septembre ; à Kellermann, 20 septembre.

mais comme vous êtes en état de bien voir et en place pour le faire, je ne contrarierai jamais les opérations auxquelles vous tenez formellement et ferai au contraire tout ce qui dépendra de moi pour les faire réussir...

Quand j'écris à un général, mon intention n'est jamais d'influencer les opérations comme militaire; je ne mets d'autre poids à mes opinions que celles qu'elles auraient si je n'étais pas ministre. »

CHAPITRE II

L'AVÈNEMENT DE PACHE AU MINISTÈRE

I. — LES DERNIERS JOURS DU MINISTÈRE SERVAN

(20 septembre-4 octobre)

1. Réunion de la Convention ; démission de Servan. Il est nommé lieutenant général ; puis commandant en chef de l'armée des Pyrénées ; mais demeure au pouvoir jusqu'au 4 octobre.
2. Suite de la grande levée de 1792 : difficultés d'organisation, indiscipline des volontaires, désordres causés par les commissaires du pouvoir exécutif et de la Commune. Servan propose des mesures pour rétablir la discipline. Rappel des commissaires.
3. La conduite générale des opérations.

Armées des Ardennes et du Centre. — Négociations avec les Prussiens. Dumouriez reste à Sainte-Menehould et projette la réunion de nos forces pour cerner l'ennemi. Kellermann veut battre en retraite sur Châlons. Méintelligence entre les deux généraux. Dumouriez en réfère à Danton et à Servan. Ce dernier, bien que partageant l'avis de Kellermann, est contraint par Danton à nommer Dumouriez commandant en chef des deux armées. Situation prépondérante de celui-ci à l'égard du ministre. La retraite des Prussiens.

Armée du Nord. — Dumouriez provoque la nomination de Labourdonnaye au commandement de l'armée du Nord. Saxe Teschen en France. Siège de Lille. Retraite des Autrichiens.

Armée du Rhin. — Etat de l'armée du Rhin. Custine nommé commandant en chef de l'armée des Vosges ; ses plans d'opérations. Leur approbation par Servan. Coup de main sur Spire et Worms.

Armée du Midi. — Etat de l'armée du Midi. Préparatifs et plan de Montesquiou. Son approbation par Servan suspend la destitution dont il est menacé. Instructions du ministre (8 et 11 septembre). Invasion de la Savoie.

Décret prononçant la destitution de Montesquiou. Servan s'appuyant sur les premiers succès du général en fait suspendre l'exécution. — Publication du décret de destitution au *Moniteur* ; Montesquiou démissionne et la Convention rapporte le décret. — Anselme et l'invasion du comté de Nice.

Nouvelle organisation de nos armées.

4. La nomination de Pache.

II. — L'INTÉRIM DE LEBRUN (4-19 octobre).

1. Transformation du Conseil exécutif provisoire.
2. La conduite générale des Opérations.

I. — Sur le théâtre principal des hostilités.

a) *La retraite des Prussiens.* — Dumouriez nommé commandant en chef de l'armée de Belgique, charge Kellermann de poursuivre les Prussiens et dirige vers le nord une partie de ses forces. Son départ pour Paris. Retraite de Brunswick. Négociations de Dillon avec les

Hessois. Reprise de Verdun et rappel de Dillon remplacé par Valence. Prise de Longwy, l'ennemi hors du territoire.

b) *Préparatifs d'invasion de la Belgique.* — Dumouriez à Paris. Il prépare de concert avec Lebrun et le conseil exécutif l'expédition dans les Pays-Bas. Son départ de Paris pour l'armée.

II. — Sur les théâtres secondaires.

a) *L'invasion du Palatinat et la prise de Mayence.* — Custine qui s'est replié sous Landau, élabore un nouveau plan d'invasion du Palatinat. Il obtient du conseil exécutif son indépendance à la tête de l'armée des Vosges. Marche sur Mayence et capitulation de cette ville.

b) *Négociations avec Genève.* — Hostilité de la Suisse après le 10 août. Les Bernois mettent garnison dans Genève. Servan donne ordre à Montesquiou d'occuper cette ville. Correspondance entre le général et Lebrun. Montesquiou parvient à conclure un accord.

Jugement du rôle de Lebrun au département de la Guerre.

III. — ORGANISATION DU MINISTÈRE PACHE

1. Pache avant sa nomination au ministère.
2. L'organisation des bureaux de la Guerre. Pache s'affirme jacobin dès le début et abandonne la Gironde. Ses collaborateurs. Réorganisation du ministère de la guerre au point de vue du fonctionnement et du personnel. Critiques adressées à ce sujet au ministre.

I. — LES DERNIERS JOURS DU MINISTÈRE SERVAN.

(20 septembre - 4 octobre)

1. Réunion de la Convention. Démission de Servan. Il est nommé lieutenant général; puis commandant en chef de l'armée des Pyrénées; mais demeure au pouvoir jusqu'au 4 octobre.

Le 21 septembre à midi, l'assemblée Législative se retire et à 12 h. 15 commence sous la présidence de Pétion la première séance de la Convention Nationale.

La population entière attend de cette assemblée le terme des maux qui affligent la France; depuis le 10 août, elle fait reposer sur elle l'espoir de son salut et de sa tranquillité intérieure. Aussi la nouvelle de sa réunion est accueillie partout avec une joie vive et vraie. Elle se réunit en effet dans des circonstances particulièrement graves. Depuis les massacres de septembre, l'anarchie demeure menaçante et la guerre reste douteuse. Personne, sauf les généraux et le ministre ne connaît encore les avantages que nous vaut l'affaire de Valmy, dont la nouvelle n'est pas encore parvenue à Paris (1).

La Convention, sans perdre un instant, prend coup sur coup les deux grandes mesures que commande la situation. Le 21, elle décrète l'abolition de la royauté et le lendemain proclame la république.

1. Buchez et Roux, *op. cit.*, XIX, 4 et 5.

Malheureusement, la lutte entre les partis commence aussitôt : Girondins et Montagnards s'affrontent et dès le 24 septembre, il est aisé de voir que la Gironde sera vaincue. Composée d'individualités brillantes mais indisciplinées, elle doit succomber dans la lutte qu'elle engage contre des hommes d'action hardis, bien organisés, animés d'une volonté ferme et tenace. A côté de la nouvelle assemblée, le pouvoir exécutif va appartenir entièrement à la Gironde, puisque Danton élu à la Convention opte pour son mandat de député et se prépare à résigner ses fonctions ministérielles (1). C'est le moment que va choisir Servan pour démissionner car il estime pouvoir se retirer sans affaiblir son parti.

Depuis longtemps, le ministre de la guerre se disait fatigué. Le travail très réel qu'il venait de fournir avait certainement usé ses forces ; mais il n'est pas non plus douteux que pressentant la défaite de la Gironde, il ne tenait pas à conserver davantage un poste qui l'exposait aux attaques les plus violentes de ses adversaires (2).

Quel que soit le mobile qui l'ait fait agir, Servan donne sa démission. Elle est communiquée le 25 septembre à la Convention. Le motif invoqué est son état de santé. Il se dit épuisé par le labeur des six semaines si angoissantes qu'on vient de vivre ; il demande un congé pour se rétablir, maintenant que l'invasion prussienne est conjurée.

Un député propose de déclarer qu'il a bien mérité de la Patrie. Cette motion n'a pas de suite ; mais elle est couverte d'applaudissements.

Si le ministre n'obtient que ce *satisfecit* du législatif, il reçoit par contre des mains de ses collègues, une récompense plus substantielle : le jour même, il est nommé lieutenant général.

Le conseil motive ainsi cette promotion : « Considérant que par des efforts de zèle et de travail, le citoyen Servan a dérangé sa santé et s'est vu forcé d'abandonner ses fonctions de ministre de la guerre,

Considérant que les services qu'il a rendu à la patrie dans les moments de son plus grand péril ont déjà reçu la plus honorable récompense dans les regrets témoignés par la Convention nationale en apprenant sa retraite ; mais que cependant le poste qu'il a occupé dans le conseil ne doit pas le priver de l'avance-

1. Il démissionne le 25 septembre, mais il siège au Conseil jusqu'au 10 octobre, date à laquelle il sera remplacé par Garat.

2. Dumouriez, *Mémoires*, I, 339 ; Chuquet, *op. cit.*

ment et du grade auquel ses talents et ses services militaires le mettraient dans le cas de parvenir (1),

Considérant aussi, que dès le parfait rétablissement de la santé de ce citoyen, il pourra encore rendre à la tête des armées les plus importants services,

arrête : que le citoyen Servan sera promu au grade de lieutenant général des armées de la République et le département de la guerre lui en expédiera le brevet aussitôt qu'il sera possible » (2).

Le conseil exécutif ne s'en tient pas là. Quelques jours auparavant, le 23 septembre (3), Servan avait proposé à l'assemblée de prendre des mesures préventives à l'égard de l'Espagne, craignant de voir ce pays sortir de sa neutralité. Il demandait notamment la formation d'un état-major d'armée à Toulouse. C'est à lui que le conseil décide d'en attribuer le commandement.

Le 30 septembre, en effet, « voulant pourvoir au commandement des troupes qui vont être assemblées pour la défense des frontières méridionales sur toute la ligne des Pyrénées, (il) arrête que le lieutenant général Servan, actuellement ministre de la guerre, sera chargé du commandement des forces composant les 20^e, 9^e, 10^e et 11^e divisions militaires...

La Convention nationale ayant décrété que les forces de la République seraient divisées, ainsi qu'il a été proposé, en 8 armées (4), le conseil arrête qu'en conséquence le citoyen Servan aura le titre de général en chef de l'armée des Pyrénées, que le brevet lui en sera expédié et qu'il présentera incessamment au conseil, le projet de composition de son armée » (5).

A l'assemblée, le départ de Servan paraît le prélude d'une crise ministérielle qui risque de disloquer le conseil exécutif. Le même jour, en effet, Danton donne sa démission et le lendemain, Roland élu député de la Somme, veut suivre cet exemple pour ne pas avoir à résilier son mandat (6).

La Convention s'émue ; déjà le 25 septembre, Grasset s'écriait : « Si Servan est malade, on peut lui donner un adjoint. » Le lendemain Rouyer déclare : « je dis que la volonté de la Nation ayant appelé Roland au ministère, la Convention refuse sa démission et le charge spécialement des fonctions de ministre de l'intérieur ».

La question est portée à nouveau le 25 septembre à la tribune.

1. Servan était maréchal de camp depuis le 8 mai seulement !

2. Extrait des registres des délibérations du Conseil exécutif, 25 septembre.

3. Séance du 23 septembre, *Moniteur*, XIV, 33.

4. Cf. p. 136.

5. Extrait des registres des délibérations du Conseil, 30 septembre.

6. Séance du 26 septembre, *Moniteur*, XIV, 54.

Un député : « je n'ai pas besoin de faire sentir combien est important le choix que nous allons faire de nouveaux ministres. Vous avez décrété qu'il serait fait une liste de candidats, j'accède à cette mesure ; mais j'en propose une préalable, c'est d'inviter les ministres en fonctions à vouloir les continuer... j'insiste donc pour que les ministres de l'intérieur et de la guerre (car je ne parle pas du ministre de la justice, il a fait sa déclaration à cet égard), soient invités au nom de la Patrie à continuer, au moins provisoirement, les fonctions auxquelles la confiance du peuple les a appelés » (on applaudit).

Pontécoulant s'indigne ; la motion semble supposer « qu'il n'y a que deux hommes en France ». Mais Buzot : « je veux une garantie de l'enthousiasme comme de la haine et je tâcherai d'examiner de sang froid cette question. Je ne parlerai point du ministre de la justice.. On ne doit considérer ici que les ministres de l'intérieur et de la guerre. C'est une étrange politique que de ne vouloir pas rendre justice, je ne dirai pas aux grands hommes, mais aux hommes vertueux qui ont obtenu la confiance.

Or, c'est de cette confiance que nous avons surtout besoin en ce moment et si ces deux ministres la possèdent, pourquoi ne les inviterions nous pas à continuer de la mériter ?... Nous ne sommes ici que depuis huit jours, nous ne connaissons pas tous les hommes vertueux et de mérite qui s'y trouvent. La nation elle-même applaudira à cette invitation... »

La Convention entraînée par ce discours, est sur le point de voter la motion, quand Danton intervient dans le débat : « je déclare que je me refuse à une invitation qui n'est pas de la dignité de la Convention, parce qu'il était une manière de retenir Roland au ministère, c'était de prononcer sur l'invalidité de son élection, parce que je déclare que la santé de Servan s'oppose à ce qu'il défère à l'invitation ».

Dans ces conditions, la proposition n'a pas de suite et l'assemblée passe à l'ordre du jour (1). Mais si Servan n'a pas à revenir sur sa décision, il n'en est pas moins sursis à son remplacement jusqu'au 3 octobre.

2. Suite de la grande levée de 1792 ; difficultés d'organisation, indiscipline des volontaires ; désordres causés par les commissaires du pouvoir exécutif et de la Commune. Servan propose des mesures pour rétablir la discipline. Rappel des commissaires.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, se préparer la

1 Buchez et Roux, XIX, 135 ; *Moniteur*, XIV, 76.

grande levée de 1792 dans les quatre camps de Meaux, Soissons, Reims, Châlons.

Châlons constitue le principal rassemblement. Servan a prescrit le 31 août, de former dans cette ville un camp de 12.000 hommes dont le chef réel est Chaderlos de Laclos, chargé par le conseil exécutif de surveiller Lückner et de contresigner tous ses ordres. Labourdonnaye va avoir le commandement de cette armée dite de l'Intérieur pendant quelques jours, jusqu'à sa nomination à la tête de l'armée du Nord.

Bientôt, les volontaires affluent au camp bien au delà des prévisions. Il en arrive plus de 40.000 en septembre. La plupart sont sans fusils, sans équipements, presque démunis d'effets d'habillement, de campement, de couchage etc...

Les moyens étant des plus limités, les officiers généraux ne peuvent, malgré leur zèle, les pourvoir que très incomplètement et le ministre obligé de consacrer aux troupes en opérations la majeure partie des ressources du pays, ne dispose à cet effet que de fort peu de chose (1). Aussi le rassemblement ne constitue-t-il qu'une foule confuse et frémissante composée surtout de Parisiens surexcités. Châlons offre le spectacle d'un vaste chaos où s'agite une multitude qui échappe à ses chefs (2).

Vainement Labourdonnaye essaye-t-il avec les quelques gardes du département de remettre un peu d'ordre. Il doit lutter contre de véritables rebelles et court de réels dangers. Aussi, à peine nommé à l'armée du Nord quitte-t-il sur-le champ la ville.

Servan le remplace par le général de Sparre. Celui-ci constate à son tour, combien est difficile la mission qui lui est confiée : « C'est un fameux travail, écrit il au ministre, quand on veut faire obéir des volontaires qui contrarient vos ordres à chaque instant... la crainte d'être trahis les rend méfiants et paralyse souvent les meilleures dispositions. Tout volontaire veut juger les opérations militaires et se voit trahi quand elles ne répondent pas à ses idées » (3).

Et ces volontaires si menaçants, si indisciplinés, ne sont dangereux que pour leurs compatriotes. Ils se dérobent pour marcher à l'ennemi. « Je ne puis vous dire, mande Lückner à Dumouriez, si vous recevrez du renfort ou non, parce que un instant ils consentent à partir et l'instant d'après ils ne le veulent plus » (4).

1. Labourdonnaye à Servan, 16, 17, 18 septembre ; Laclos à Servan, 13 septembre ; Servan à Dumouriez 4 et 11 septembre.

2. Lettre de Châlons du 12 septembre, *Moniteur* du 16, XIII, 723 Rousset ; *les Volontaires*, 80 ; Chuquet, III, 42.

3. Sparre à Servan, 22, 25 septembre.

4. Lückner à Dumouriez, 16 septembre.

Ce n'est pas seulement à Châlons, mais partout où ils se trouvent que se produisent les mêmes désordres.

A ces difficultés, s'ajoutent celles causées par les commissaires du conseil exécutif et de la Commune chargés de l'organisation de la levée de 30.000 hommes. Sauf Lacos, qui rend à Châlons des services, ces commissaires ne font que provoquer des rumeurs, occasionner des troubles, exposer même la sûreté des personnes et des biens.

Ils exaltent la Commune, diffament le conseil exécutif et aussi l'assemblée. Ils déclarent qu'il n'existe plus de lois ; chacun est le maître, puisque le peuple est souverain ; chaque fraction de la nation peut prendre telles mesures qui lui conviennent : taxer les blés, les saisir dans les granges, couper au besoin la tête du cultivateur qui refuse de porter ses grains au marché. Non content de propager ces doctrines subversives, ils destituent les magistrats et les remplacent par des comités de surveillance, auxquels ils délèguent toute autorité (1).

Bientôt, les plaintes affluent contre les commissaires dont quelques-uns sont même arrêtés ou expulsés par les autorités locales. On constate généralement qu'ils ne font que rendre plus difficile la mise sur pied des levées et leur organisation (2).

En présence de cette situation, le pouvoir central est contraint de prendre des mesures. Le 14 septembre, l'assemblée sur la proposition de Vergniaud, décrète que les commissaires doivent se renfermer dans les bornes de leurs missions. Elle frappe de nullité les destitutions par eux prononcées (3).

Le 21 septembre, le conseil exécutif décide le rappel de ses commissaires et l'annulation de leurs pouvoirs (4). Il fait paraître le lendemain l'arrêté suivant (5) : « le conseil, considérant que les motifs qui ont déterminé l'envoi de commissaires dans les départements ne subsistent plus ; après en avoir délibéré, arrête que les commissaires précédemment envoyés dans les divers départements au nom du pouvoir exécutif, seront rappelés, que les pouvoirs qui leur ont été délégués sont dès à présent révoqués, qu'en conséquence le ministre de l'intérieur donnera sur-le-champ avis aux corps administratifs de cette révocation. »

A la suite de cet arrêté, Roland fait tenir aux corps administratifs une circulaire conçue en ces termes : « Si quelques commissaires ont rempli l'intention du conseil qui était de ramener

1. Rapport de Claude Fauchet, 6 novembre.

2. Chuquet, III, 62.

3. Séance du 14 septembre, *Moniteur*, XIII, 707.

4. Séance des 21 septembre du conseil exécutif, A. N. A. F. II, 1.

5. Extrait des délibérations du conseil exécutif du 22 septembre ; *Ter-naux*, IV, 440.

les hommes et les choses à l'unité de principe et d'action, de justice et d'ordre, quelques autres s'en sont étrangement écartés en provoquant au contraire des rumeurs occasionnant du trouble, exposant même la sûreté des personnes et des biens voulue par les lois, la justice et la raison. Le calme doit succéder à l'orage... si donc messieurs, il se présente dans vos départements des hommes qui se disent encore investis des pouvoirs du conseil exécutif, hâtez-vous de leur apprendre que ces pouvoirs sont révoqués... »

Ainsi débarrassé de l'action néfaste des commissaires, Servan veut rétablir la discipline dans les camps de l'arrière et mâter les volontaires.

Il écrit à cet effet à la Convention pour se plaindre hautement des écarts auxquels se livrent certains de leurs bataillons (1). Il propose de décimer toute unité coupable d'un crime ou délit si elle ne dénonce pas elle-même les auteurs du désordre. Cette peine emporterait celle de ne pouvoir servir la patrie pendant un certain laps de temps (2).

Si cette proposition n'a pas de suite, elle n'en marque pas moins le désir du ministre de faire preuve d'énergie (3) et de rétablir l'ordre. Il se borne cependant à cette affirmation assez platonique de vigueur ; car il ne compte pas pouvoir utiliser sur le champ la levée tumultuaire qu'il n'a pas hésité à proposer. Les volontaires ne sont là, écrit-il (4), que pour s'habituer à

1. Servan à Pétion, 23 septembre.

2. Séance du 24 septembre, *Moniteur*, XIV, 34 ; Buchez et Roux, XIX, 55.

3. Cette énergie, Servan la témoigne encore par une circulaire du 28 septembre, destinée à éliminer de l'armée tout officier suspect de tiédeur envers la révolution. « Je vois avec peine, général, que plusieurs officiers, donnent encore lieu à des plaintes pour leur conduite et leurs opinions opposées à la volonté nationale. Il est plus que temps de déraciner ce genre de dissensions intérieures et que tous les Français se réunissent dans l'amour de la Patrie. Ces sentiments doivent animer surtout ceux qui sont voués à sa défense. En conséquence, vous voudrez bien à l'avenir suspendre sur le champ tous officiers qui, par leurs actions ou leurs propos, se montreraient contraires au maintien de la liberté et de l'égalité.

Je vous prie aussi de vouloir bien dans ce cas m'en rendre compte sans délai, afin que je puisse pourvoir de même à leur remplacement ».

Cette circulaire est accompagnée d'une lettre d'envoi du 3 septembre aux autorités civiles : « Je vous envoie, citoyen, une lettre que j'écris aux généraux des armées de la République. Vous y verrez que je les autorise à suspendre à l'avenir et sur le champ, tous officiers, qui par leurs actions ou leurs propos, annonceraient des sentiments contraires au maintien de la liberté et de l'égalité.

Comme ces généraux ne sont pas aussi à portée que vous de connaître ceux des officiers qui auraient des opinions opposées à la volonté générale, je vous prie de les leur indiquer, afin qu'ils puissent exercer envers eux la faculté qu'ils ont de les suspendre ».

Archives Guerre, collection des projets, A. I. B. 1210, V.

4. Servan à Dumouriez, 8 septembre ; Chuquet, *op. cit.*

l'ordre, à la discipline et surtout à l'idée de ce que c'est qu'une armée.

3. La Conduite générale des Opérations.

a) *Armées des Ardennes et du Centre.* — Négociations avec les Prussiens. Dumouriez reste à Sainte-Menehould et projette la réunion de nos forces pour cerner l'ennemi. Kellermann veut battre en retraite sur Châlons. Méintelligence entre les deux généraux. Dumouriez en réfère à Danton et à Servan. Ce dernier bien que partageant l'avis de Kellermann, est contraint par Danton à nommer Dumouriez commandant en chef des deux armées. Situation prépondérante de celui-ci à l'égard du ministre. La retraite des Prussiens.

La canonnade de Valmy semble au premier abord être rien moins qu'une victoire ; à peine un simple succès de nos troupes. C'est l'impression du conseil exécutif et du ministre, qui tout en félicitant le vainqueur, l'engagent à venir couvrir les passages de la Marne. « Les ennemis lui mande Servan ont fait ce qu'ils ont voulu ; ils ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons » (1).

La route de Paris demeure en effet ouverte à la colonne de Brunswick. Certes, celle-ci avant de s'y engager a voulu chasser les Français de leur position et a du y renoncer ; mais elle peut renouveler sa tentative et demeure une force énigmatique et redoutable.

En cette occurrence, Dumouriez estime qu'il faut abuser les Prussiens par des négociations et profiter du temps gagné pour les cerner avec toutes les troupes disponibles dans les plaines de Champagne.

Il envoie donc le 22 septembre Westermann au camp ennemi, amorcer des pourparlers. L'adversaire accepte d'entrer en conversation. Une entrevue a lieu le lendemain à Dampierre sur-Auve entre Dumouriez, Kellermann et le Prussien Manstein. Nos généraux lui demandent de formuler par écrit les conditions minima d'un accord : mise en liberté de Louis XVI, son rétablissement sur le trône en échange, les alliés se retireront sans s'occuper de la constitution du royaume.

Dumouriez sait que la Convention va proclamer la république et que ces conditions sont inacceptables. Mais pour ne pas rompre les pourparlers, il use de moyens dilatoires et demande à en référer au pouvoir exécutif.

Saisi par Westermann, dépêché d'urgence dans la capitale, ce dernier n'entre pas dans les vues de Dumouriez et rend une délibération si intransigeante, qu'elle paraît de nature à rompre toute

1. Servan à Dumouriez, 23 septembre.

négociation. « Les généraux des armées du Nord et du Centre (1), ayant fait connaître au conseil qu'il leur a été fait des ouvertures de la part du roi de Prusse, qui aurait quelques dispositions à entrer en négociations, le conseil après avoir délibéré sur cette communication, arrête qu'il sera répondu :

que la République française ne peut entendre aucune proposition avant que les troupes Prussiennes n'aient entièrement évacué le territoire Français... »

Cette déclaration solennelle et inopportune, faite pour frapper l'opinion publique, est publiée trop tard heureusement pour empêcher l'astucieux Dumouriez de jouer les Prussiens. Quand le 28 septembre le duc de Brunswick y répond par un nouveau manifeste parfaitement inacceptable, le général peut rompre sans crainte les pourparlers car il est arrivé à son but. L'inaction de huit jours dans laquelle il a maintenu l'armée ennemie, équivaut à une seconde victoire. L'envahisseur dont les troupes sont rongées par la dysenterie n'a plus aucune velléité d'offensive ; sa seule ressource est désormais une prompte retraite.

Pour arriver à ce beau résultat, Dumouriez n'a pas eu seulement à tromper l'adversaire ; il lui a fallu se défendre contre la jalousie de Kellermann et la méfiance de Servan.

Au lendemain de Valmy, nous avons vu ce dernier l'inviter à battre en retraite. Dumouriez qui s'estime vainqueur, s'y refuse et décide de demeurer sur place dans son camp de Sainte-Menehould, pour contraindre Brunswick à l'immobilité et profiter de son inaction forcée pour appeler à lui toutes nos forces disponibles et cerner les Prussiens avec quelque 100.000 hommes.

A cet effet, il ordonne à Sparre commandant à Châlons, d'envoyer 15.000 hommes entre le Fresne et Tilloy ; prie d'Harville qui se trouve à Reims, de se porter sur la Suippe et de se retrancher avec ses fédérés dans le camp d'Auberive (2).

Il écrit aussi à Biron, de détacher de l'armée du Rhin un corps de 15.000 hommes pour couper à l'ennemi la route de Verdun (3) : « tout se réunit ici, mon cher Biron. Le roi de Prusse s'est fourré dans le guêpier... Vous m'avez mandé que vous avez 15.000 hommes prêts. Faites-les marcher par Metz et Toul sur Bar avec grande diligence. Là, je vous indiquerai les moyens de couper la communication de Verdun. Ne perdez pas de temps : nous tenons les ennemis et sous 15 jours nous pouvons ruiner leur armée et terminer la guerre. Je réunis ici près de 100.000 hommes. Je couvre Reims, Châlons et Vitry : votre armée achèvera le

1. Séance du Conseil du 25 septembre, Aulard, I, 70.

2. Dumouriez à Sparre et d'Harville, 24 septembre.

3. Dumouriez à Biron, 25 septembre.

reste. » Mais cette lettre arrive trop tard, quand Custine a pénétré dans le Palatinat avec l'armée des Vosges (1).

Néanmoins, grâce à ses habiles dispositions, Dumouriez va bientôt entourer les forces Prussiennes ; mais Kellermann qui s'attribue la gloire de Valmy (2) et supporte mal de servir sous ses ordres (3), menace de faire tout manquer en abandonnant son collègue pour se retirer derrière la Marne (4).

Vainement Dumouriez tente-t-il la conciliation, l'exhortant à patienter quelques jours. Kellermann répond : « je ne vous ai joint que parce que vous étiez dans la presse. Vous vous entêtez à Sainte-Menehould ; mais je ne donne pas dans vos grandes mesures et je vous déclare que si vous ne prenez pas un parti, je saurai prendre le mien. Vous avez votre armée et moi la mienne : vous ne pouvez disposer de mes troupes, ni me dicter des mouvements ; nous sommes deux généraux indépendants l'un de l'autre. » (5)

Sans se laisser impressionner, Dumouriez lui déclare qu'il ne réclame pas le commandement ; mais qu'il trouve juste que celui dont le plan sera adopté commande la totalité de l'armée (6).

Il écrit en même temps à Servan, pour soumettre la question au conseil exécutif provisoire : « je vous adresse, monsieur, toutes les pièces qui vous feront juger de notre position. J'ai fait un plan de réunion pour tenir ce pays-ci : Kellermann en fait un pour se retirer et pour vivre... Pesez dans le conseil si vous devez remettre ma lettre à la Convention nationale pour donner du poids à votre avis et pour vous procurer une décision ; ou si vous pouvez la donner vous-même, bien claire et bien catégorique. *Réunion* ou *Retraite*. En cas, envoyez des ordres à celui des deux dont l'avis l'emportera : il doit commander en chef l'exécution de son plan et l'autre doit être à ses ordres : sinon la discorde sera mise entre nous et tout est perdu. Kellermann est un bon militaire, très estimable et je ne serai ni curieux, ni

1. Dumouriez reprochera à Biron de l'avoir ainsi empêché de terminer la guerre en trois semaines, par une capitulation au lieu d'une négociation. Dumouriez à Biron, 28 septembre.

2. Il écrit à Servan le 24 septembre : « j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint un duplicatum de l'affaire du 20. Je n'ai pas voulu faire chanter le *Te Deum* à cette occasion, que je n'ai des ordres du conseil exécutif ; mais je vous prie d'en faire donner ; car je dois à mes troupes et à moi-même la plus grande authenticité de ce jour mémorable, qui a été pour moi et mon armée le plus beau de notre vie ».

3. « Dumouriez se trompe fort, écrit-il à Servan, s'il pense que je me rangerai immédiatement à ses ordres. Il signe depuis plusieurs jours chef de l'armée. Sans rien lui dire, je fais de même. Je sais conduire mes troupes, je l'ai prouvé ». Kellermann à Servan, 24 septembre.

4. Kellermann à Servan, 24 septembre, et à Dumouriez, 25 septembre.

5. Kellerman à Dumouriez, 25 septembre.

6. Dumouriez à Kellermann, 25 septembre.

jaloux si son plan l'emporte. Ne perdez pas de temps. Rien ne périlite : dans les quatre jours, d'Harville peut être à Aubérive, dans deux jours de Sparre peut être à Fresne ou Tilloy avec ses 11.000 hommes. Reims nourrira Harville, Châlons nourrira Sparre et l'armée. Vitry sera conservée... » (1).

Dumouriez rédige également un projet de dépêche à la Convention que le ministre devra lire en séance publique : « Augustes représentants d'un peuple souverain. L'armée dont j'ai l'honneur d'avoir le commandement et la confiance est en ce moment l'espoir de la Nation. La manière dont elle va opérer peut, ou sauver la patrie en très peu de temps, ou nous procurer de longues calamités. Le général en chef Kellermann... est venu se joindre à moi et nous avons ensemble repoussé les ennemis. Le roi de Prusse voyant son armée ruinée, m'a proposé des conférences par son aide de camp général Manstein, homme de mérite. J'ai dit à cet agent de mettre ses propositions par écrit ; il l'a fait. Je les ai envoyées avec mes réflexions au ministre des affaires étrangères. Ces propositions sont inadmissibles. Le roi de Prusse veut gagner du temps pour attendre ses renforts et s'ouvrir un pays fertile.

Pour le prévenir et l'accabler, j'ai fait un plan... Vous verrez aussi la réponse de M. Kellermann et ma réplique. J'aime et j'estime ce brave militaire. Décidez sur le plan que vous voudrez adopter : ou la retraite ou la réunion d'une force imposante allant à près de 100.000 hommes. Dans ce dernier cas, envoyez nous ponctuellement des renforts, des vivres et surtout des munitions ; car ce dernier article nous manque.

MM. de Sparre et d'Harville réunis, nous procureront environ 30.000 hommes : Kellermann et moi ensemble, en réunissons 58.000 effectifs. Pour peu que les secours arrivent, nous aurons plus de 100.000 hommes. Décidez. Quant à nous, nous obéirons, nous combattons, nous vaincrons et nous mourrons » (2).

Enfin, il réclame l'appui de Danton (3) « j'éprouve des contradictions, on ne m'envoie pas de décision sur le commandement qui doit être dans les mains d'un seul, tant que les armées sont réunies. On envoie des dépêches contradictoires à Kellermann qui est un fort bon soldat, mais qui n'a pas la tête assez forte pour résister à des insinuations... Ayez soin de vous faire présenter mes quatre ou cinq dernières dépêches au patriote Servan et pesez-les bien ; si on est content de mon plan, il faut me laisser faire ; si non, il faut donner des ordres très clairs... »

1. Dumouriez à Servan, 25 septembre.

2. Projet d'adresse à la Convention Nationale, 25 septembre.

3. Dumouriez à Danton, 28 septembre.

Le général fait porter ses missives à Paris par exprès. Servan est rien moins que convaincu par la lecture des lettres qui lui sont adressées. Tenant avant tout à couvrir Paris, à protéger l'assemblée, il vient d'écrire à Dumouriez (1) « nos législateurs ont besoin d'un grand calme pour n'être pas entraînés malgré eux, hors des mesures de sagesse qui doivent nous sauver. » Il préconise à cet effet le plan suivant : Kellermann se porterait sur Châlons par une marche dérobée et ralliant à lui Sparre et Dubouquet, défendrait les passages de la Marne en s'installant soit à Jaalons, soit à Ay. Dumouriez occuperait une position défensive sur la montagne de Reims et s'il en était délogé, retrairerait sur Fismes.

Servan n'accepte donc pas *a priori* la thèse du commandant de l'armée des Ardennes. Au contraire, il le presse d'abandonner son camp de Sainte-Menehould et de se replier sur Châlons « si... par quelque moyen que ce soit, vous pouvez vous rapprocher de la Marne, je vous en conjure au nom de la chose publique, n'y perdez pas un moment (2). » Et le lendemain (3) : « j'espère toujours, mon cher général, que vous resterez convaincu, ainsi que nous, que vous n'avez plus un moment à perdre pour vous rapprocher de la Marne, afin de couvrir par là Châlons, Reims, et les superbes campagnes du Soissonnais et de la Brie : que nous importe actuellement que l'ennemi occupe les plaines arides de la Champagne... personne ne vous voit tranquillement à Sainte-Menehould, tandis que les uhlands viennent insulter les faubourgs de Reims. »

Mais si le ministre de la guerre ne comprend pas la situation, Danton, dès qu'il apprend le désaccord survenu entre Dumouriez et Kellermann, appuie le premier de toute son autorité dans le conseil exécutif ; car il estime qu'il faut laisser au plus habile la direction de la guerre. Grâce à son énergique pression (4), Servan cède (5). Le conseil exécutif nomme Dumouriez commandant en chef des deux armées. « Vous commanderez les armées, lui écrit le ministre de la guerre, tant qu'elles resteront réunies, puisque vous êtes l'ancien et que c'est votre droit ; mais vous n'en aimerez pas moins Kellermann et vous agirez de concert avec lui ; car enfin, nous tous qui sommes résolus à sacrifier

1. Servan à Dumouriez, 23 septembre.

2. Servan à Dumouriez, 26 septembre.

3. Servan à Dumouriez, 27 septembre.

4. Danton envoie en outre Fabre d'Eglantine au camp de Sainte-Menehould pour réconcilier les deux généraux.

5. Il charge de son côté Westermann, qui part avec Benoit négocier la paix avec la Prusse, de ménager une réconciliation entre les 2 généraux.

notre vie, nous saurons bien au besoin sacrifier notre opinion » (1).

Avant même d'avoir reçu pleins pouvoirs de Paris, l'habile Dumouriez est parvenu à triompher des hésitations de Kellermann, en lui montrant qu'en adoptant son plan de réunion, l'armée française appuiera sa gauche à Sainte-Menehould et sa droite à la Marne. Il peut donc écrire à Servan (2) : « le petit nuage est entièrement dissipé entre Kellermann et moi. Je lui ai développé mon plan. Il l'entend parfaitement bien, il l'a entièrement adopté et nous sommes convenus de tous nos faits... »

Si j'ai votre confiance, comme vous me le mandez dans toutes vos lettres, n'écrivez rien qui puisse me faire croire le contraire. Si non, je vous demanderai des ordres, je les exécuterai et vous répondrez de tout. Ne vous laissez pas aller par les frayeurs de la ville...

Je suis arrivé à Sedan le 28 août. La totalité de l'armée du traître Lafayette était de 17 à 18.000 hommes. Le roi de Prusse et Clerfayt en avaient 80.000 contre moi. Je leur ai tenu tête sans être entamé jusqu'au 15 de ce mois.

Depuis lors, au moyen de différentes réunions, j'ai rassemblé au camp de Sainte-Menehould 58.000 hommes. Ce camp, contre lequel on crie tant à Paris, a tenu si bien en échec l'armée Prussienne, que quoique placée entre Reims et Châlons et moi, elle n'a osé pénétrer ni à Reims, ni à Châlons. Je suis arrivé au point d'épuiser cette armée par les bivouacs, la famine, les maladies et la désertion. J'ai eu l'avantage de tous les combats particuliers. C'est en quoi le brave Kellermann m'a vigoureusement aidé. J'ai été le Fabius, il a été le Marcellus et nous menons sensiblement l'animal Brunswick... »

Et il ajoute (3) : « Quant au conseil perpétuel de me rapprocher de la Marne et de me mettre derrière elle et de séparer l'armée en deux ou trois petits paquets, je me garderai bien de le suivre. Il est bien prouvé à présent que les prussiens n'ont pas osé aller à Châlons ou à Reims. Voilà mes réunions faites, ou elles le seront avant le 30, et je n'irai pas gâter la campagne, faire une retraite déshonorante, qui ôterait à notre armée toute son énergie et sa confiance, dans le temps où je force les Prussiens presque à capituler et où d'après le début de négociation de M. Thouvenot... l'ennemi offre pour première condition de se retirer derrière la Meuse.

1. Servan à Dumouriez, 27 septembre.

2. Dumouriez à Servan, 26 septembre.

3. Dumouriez à Servan, 28 septembre.

Vous jugerez, mon cher Servan, que si vous tenez encore à la retraite, je demande absolument à ce que le commandement soit confié à Kellermann qui l'a proposée...

Ce n'est pas dans le moment où je rassemble près de 100.000 hommes, où je m'ouvre les communications les plus importantes, où je couvre parfaitement Reims et Châlons, où je resserre l'ennemi dans un pays malheureux et dépouillé, que je veux penser à une retraite et à une séparation d'armée. »

Dumouriez a donc vaincu et la résistance de son collègue et celle du ministre. Entre temps, il n'a pas perdu un instant pour réaliser son grand projet de réunion de nos forces. Obéissant à ses ordres impérieux et pressants, d'Harville s'installe à Aubérive; Dubouquet avec 15.000 hommes de l'armée de Châlons occupe Gizaucourt et Voilemont, formant l'aile gauche de l'armée réunie à Dampierre et à Braux.

Ainsi, les trois armées de Dumouriez, Kellermann, Dubouquet n'en forment plus qu'une seule, occupant tout le terrain de Sainte-Menehould à Voilemont, sur un front d'environ 10 kilomètres. Comme d'Harville borde en même temps la Suippe et la Vesle, l'ennemi se trouve coïncé à l'intérieur d'un angle. La grande réunion est chose faite et Dumouriez peut écrire au ministre de la guerre (1) : « enfin, ce que j'ai calculé, arrangé et prédit est arrivé ; tenez-moi compte de ce que l'on appelait mon obstination. Relisez mes lettres et vous verrez que si je n'avais pas pris le parti de résister à l'opinion universelle, l'ennemi était sauvé et la France en danger. »

Dumouriez triomphe. La veille 30 septembre, les Prussiens ont commencé leur retraite. Aussi ose-t-il ajouter : « j'espère que dorénavant vous prendrez confiance en moi et que vous ne laisserez pas distraire cette confiance par d'autres correspondances, qui ne pourraient que nuire à l'unité du commandement et du plan de campagne. » (2). C'est qu'il est déjà plus ministre que le ministre et comme l'arbitre de la situation (3).

Le conseil exécutif provisoire, malgré la solennelle déclaration du 25 septembre, avait en effet décidé de renouer avec les Prussiens la négociation de Manstein et envoyé deux délégués Westermann et Benoit au camp de Sainte-Menehould pour continuer les pourparlers. Dumouriez entend tout diriger et traite les envoyés du pouvoir central comme de simples agents. Mais il se laisse à son tour berné par les Prussiens, qu'il a acculés à

1. Dumouriez à Servan, 1^{er} octobre.

2. Dumouriez à Servan, 1^{er} octobre.

3. Chuquet, *op. cit.*

la capitulation. Brunswick en faisant miroiter l'alliance de son pays, obtient de se retirer sans combat (1).

b) *Armée du Nord*. — Nomination de Labourdonnaye, Saxe-Teschen en France ; siège de Lille ; retraite des Autrichiens.

Si à la fin d'août, Dumouriez sur les instances pressantes de Servan, a renoncé momentanément à exécuter son plan d'invasion des Pays-Bas pour prendre le commandement de l'armée des Ardennes, il n'en a pas moins obtenu du ministre de placer à la tête de l'armée du Nord un homme bien à lui, qui poursuive l'exécution des préparatifs en cours.

Labourdonnaye, que la confiance de Servan a déjà appelé à Châlons auprès du maréchal Lückner, pour y diriger sous ses ordres l'armée de l'Intérieur en formation, s'est donc vu impérieusement réclamé par Dumouriez. « Quelqu'utile qu'il puisse être auprès du maréchal pour le salut de la Patrie, écrit-il (2), donnez-lui le commandement en chef de l'armée du Nord et faites-le marcher avec 10.000 hommes du camp de Soissons. Je lui donnerai tous les conseils de l'expérience et de mon amitié ; mais il est nécessaire en Flandre où il est aimé. Répondez-moi courrier par courrier. »

Se rendant à ces pressantes sollicitations, Servan fait approuver par le conseil exécutif la nomination qui lui est proposée (3).

Cette mesure présente d'ailleurs un véritable caractère d'urgence : l'ennemi vient de prendre l'offensive sur notre frontière du Nord. Profitant en effet du départ de Duval et de Beurnonville, qui a affaibli singulièrement nos forces, le duc de Saxe Teschen, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, pénètre en France le 5 septembre, poussant devant lui Moreton resté au camp de Maulde avec 11 bataillons et 2 escadrons. Il s'empare successivement de Roubaix, Tourcoing, Saint-Amand, Orchies et l'oblige à se replier sur Valenciennes, tandis que lui-même arrive le 16 septembre devant Lille, avec environ 13.000 hommes et un parc d'artillerie de 50 canons et 12 mortiers.

1. Les Prussiens pourront gagner la Meuse sans être inquiétés. « Leur armée est ruinée, écrit Dumouriez à Servan, elle ne peut hiverner dans le district de Verdun et Longwy parce qu'ils sont mangés... »

2. Dumouriez à Servan, 11 septembre.

3. Extrait des délibérations du conseil exécutif, 18 septembre. Dumouriez écrit le lendemain au général de Sainte-Menehould : « je suis enchanté qu'on ait enfin suivi mon avis et que l'on ait remis en vos mains le commandement de l'armée du Nord, qu'on aurait jamais dû vous laisser quitter un seul moment ».

Accourant de Châlons, Labourdonnaye se jette dans la place, défendue par 4.000 hommes de troupes de ligne et 6.000 gardes nationaux .

Le 29 septembre, après quelques combats de détail et plusieurs sommations inutiles, le général Autrichien fait ouvrir le feu.

Le bombardement est horrible et cause les plus grands ravages. « Lille est en danger, écrit Labourdonnaye (1) ; les mouvements de la population et les maisons brûlées qui les augmentent, sont nos plus grands ennemis. »

Mais les exhortations des magistrats, l'exemple des soldats, l'amour de la Patrie, l'emportent chez les Lillois sur la frayeur du premier moment.

D'ailleurs, bien que le tir de l'ennemi se poursuive sans discontinuer, la place que les Autrichiens n'ont pu investir faute de forces suffisantes, reçoit des renforts de toutes les villes environnantes. Servan donne à cet effet les ordres les plus pressants et fait affluer hommes, munitions, vivres, pompes à incendie, etc.

Lassé par cette énergique résistance, et apprenant la retraite de l'armée de Brunswick, Saxe Teschen prend le parti de lever le siège. Il décampe dans la nuit du 7 au 8 septembre et se replie derrière la Marque, à mi-chemin de Tournai.

c) *Armée du Rhin.* — Etat de l'armée du Rhin. Custine prend le commandement de l'armée des Vosges. Ses plans d'opérations sont approuvés par Servan. Coup de main sur Spire et Worms.

En août 1792, l'armée du Rhin aux ordres de Biron, compte environ 24.000 hommes, dont les meilleurs éléments au nombre d'une quinzaine de mille, sont campés sous Wissembourg et Landau et constituent l'armée des Vosges (2). Celle-ci est dans le plus complet dénuement : armes, habillements, équipements, tout manque à la fois. Les soldats peu instruits, mal commandés par des chefs peu sûrs, qu'ils craignent à chaque instant de voir passer à l'émigration, sont méfiants et ombrageux.

Cependant, l'armée des Vosges se prépare malgré son infériorité numérique et la pénurie dans laquelle elle se trouve, à soutenir le choc de l'armée d'invasion. Mais Brunswick négligeant l'Alsace, pénètre en Lorraine, détachant seulement un corps aux ordres du prince de Hohenlohe Kirchberg, pour mettre le

1. Labourdonnaye à Servan, 29 septembre.

2. L'armée du Rhin comprend : 4.000 hommes organisés à Huningue et dans le pays de Porrentruy observant la Suisse, 5.000 autres gardant les passages du Rhin face au Brisgau et l'armée des Vosges. Il existe en outre un grand nombre d'éléments en voie d'organisation.

siège devant Thionville. Ce dernier, faute de moyens suffisants, doit bientôt faire appel aux quelques troupes laissées en observation sur la Queich.

Voyant l'Alsace hors de danger, Servan n'hésite pas de son côté à affaiblir Biron d'environ 7.000 hommes, dont il renforce l'armée du Centre (1).

Le ministre est harcelé par les sollicitations de Custine, qui ayant depuis le 10 août le commandement du corps établi à Landau, trouve ce poste indigne de ses talents. Il espérait remplacer Lafayette et Dumouriez a été nommé à sa place : « je suis loin écrivait-il à Servan (2), de ne pas croire aux talents de Dumouriez ; mais ai-je moins mérité que lui ? n'êtes-vous pas convaincu que sans les dispositions que j'ai préparées, l'Alsace eût été envahie ? Ai-je moins prouvé de patriotisme, moins d'attachement à la chose publique ? et tout étant égal, une grande ancienneté, une grande expérience, une grande habitude du commandement ne me donnent-elles pas des droits ? »

Quand Kellermann succède quelques jours plus tard à Lückner à la tête de l'armée du Centre, il exhale des plaintes encore plus amères « Je le déclare nettement (3), la nomination de Biron, celle de Dumouriez étaient de grands désagréments ; mais celle de Kellermann est le coup de pied de l'âne, et pour le recevoir, il faut vouloir comme je le veux en effet, le succès entier de la révolution. »

Biron intervient et s'efforce de lui faire rendre justice. Il affirme au ministre que son lieutenant mérite de recevoir un commandement important, comme celui de l'armée des Vosges : « ménagez-le bien, lui écrit-il (4) ; car il est précieux à conserver et ce serait une perte irréparable. » Servan cédant à ses instances, donne à Custine l'armée des Vosges ; mais en le laissant aux ordres de Biron (5).

Ce général se montre d'une prudence excessive. Craignant à tout moment l'invasion de l'Alsace par les forces Autrichiennes installées dans le Brisgau, il les observe avec circonspection. Il tourne aussi, non sans inquiétude, ses regards vers la Suisse qui, en ouvrant son territoire à l'ennemi, peut à chaque instant lui permettre de déborder la ligne du Rhin. Tout au contraire, son lieutenant est impatient de se distinguer par quelque action

1. « L'attaque de l'ennemi est maintenant décidée et ce n'est pas de votre côté », Servan à Biron, 25 août.

2. Custine à Servan, 24 août.

3. Custine à Servan, 2 septembre.

4. Biron à Servan, 25 août, 16 septembre.

5. Servan à Biron, 7 septembre.

d'éclat sur les lignes de communication de la colonne bruns-wickoise.

Il propose d'abord un plan de déblocus de Thionville qui emporte les suffrages du ministre : « une armée lui répond-il (1), commandée par un chef intelligent, pourrait en se plaçant sur le flanc des ennemis et en les privant de leurs vivres, leur causer de grands embarras et les obliger à rétrograder avec promptitude. » Dumouriez applaudit de son côté à cette idée et demande de faire marcher Custine sur Metz, Toul, Bar-le-Duc, pour couper aux Prussiens le chemin de Verdun (2). Mais après mûre réflexion, Custine et Biron trouvent l'entreprise trop hardie (3). L'on se contentera de pousser une pointe rapide sur Spire, dont la proximité et la garde insuffisante, sont les gages d'un prompt et brillant succès (4).

Le ministre approuve ce nouveau plan sans trop de difficultés (5) et l'exécution en est fixée au 22 septembre. Mais le mauvais temps la fait reporter de plus d'une semaine. C'est seulement le 29 septembre, que la petite armée de Custine se met en marche.

Rappelons en quelques lignes ses éphémères succès. Le 1^{er} octobre, après un combat acharné, elle enlève Spire de vive force. Le 4, Neuwinger s'empare de Worms sans brûler une amorce et le lendemain, un détachement aux ordres de Schwardin occupe Philippsbourg. Un abondant butin, comprenant notamment de larges contributions en numéraire, s'entasse dans les chariots de l'armée des Vosges.

Cependant le 10 octobre, le bruit court qu'un corps Prussien arrive à marches forcées. Custine effrayé abandonne brusquement ses conquêtes et se replie en hâte sur Landau.

d) *Armée du Midi*. — Etat de l'armée du Midi. Préparatifs et plan de Montesquiou. Son approbation par Servan suspend la destitution dont il est menacé. Instructions du ministre (8 et 11 septembre). Invasion de la Savoie. Décret prononçant la destitution de Montesquiou (23 septembre). Servan s'appuyant sur les premiers succès du général, en fait suspendre l'exécution. Publication du décret de destitution au *Moniteur*. Montesquiou démissionne et la Convention rapporte le décret. Anselme et l'invasion du comté de Nice.

Montesquiou avait reçu le 12 avril, le commandement de l'armée du Midi. Le 25, il rejoignait son poste et constatait malgré les affirmations contraires données à Paris, que tout manquait à ses troupes.

1. Servan à Custine, 20 septembre
2. Dumouriez à Servan, 25 septembre.
3. Biron à Dumouriez et Servan, 1^{er} octobre.
4. Custine à Biron, 16 septembre et Biron à Custine, 17 septembre.
5. Servan à Custine, 21 septembre.

« Arrivé à l'armée, écrivait-il plus tard (1), je n'y trouvai pas même les premiers préparatifs d'un rassemblement ; point d'armes dans les arsenaux, pas un caisson, ni pour les vivres, ni pour les hôpitaux, pas un cheval d'artillerie, pas une tente, à peine quelques pièces de régiment sans le moindre approvisionnement ; ni officiers généraux, ni état-major ; enfin il n'était pas plus question d'armée que si nous étions au sein de la paix... Je me hâtai d'apprendre au ministre combien l'assemblée et lui étaient trompés... Je ne m'en tins pas là... J'envoyai à Paris le citoyen Vincent, commissaire des guerres... Son travail répondit à mes espérances ; mais l'établissement d'une armée est un objet immense, et les ordres du ministre pour les différents marchés n'ayant pu être donnés que dans le mois de mai, les livraisons de chevaux tant pour l'artillerie que pour les convois militaires etc... ne commencèrent qu'en juillet et ne devaient être complétées qu'à la fin de l'année...

Après quatre mois de soins infatigables... j'étais parvenu à la fin d'août à me mettre en état de former une entreprise d'agression en Savoie et dans le comté de Nice. Il s'en fallait encore beaucoup que les deux corps d'armée qui y étaient destinés fussent pourvus de tout ; mais le strict nécessaire y était (2). »

Le général soumet en effet le 17 août au ministre un plan comportant l'attaque simultanée de la Savoie et du comté de Nice (3).

Servan approuve : « je m'empresse monsieur, de m'occuper de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17... Vos vues d'attaque sur la Savoie et le comté de Nice sont entièrement d'accord avec celles du conseil exécutif et vous recevrez sans doute prochainement des ordres positifs à ce sujet. Je vous prie de tout faire pour vous y disposer » (4). Il l'autorise à prendre 36 pièces d'artillerie à Auxonne, 57 à Toulon et annonce l'envoi de chevaux de trait. Il lui donne carte blanche pour se fournir de fusils.

La situation se modifie brusquement, par suite de l'invasion Prussienne, qui contraint le ministre à faire appel à l'armée du Midi pour renforcer celles du Rhin et du Centre (5). « Les événements du moment, monsieur, écrit Servan le 1^{er} septembre,

1. *Correspondance* du général Montesquiou avec les ministres et les généraux de la République. Paris, an IV, préface, page 8.

2. Le corps de Montesquiou comprend : 10 bataillons et 4 escadrons au camp de Tournus ; 12 bataillons et 8 escadrons au camp de Cessieux. Celui d'Anselme ne compte pas plus de 3.000 hommes de troupes de ligne.

3. Montesquiou à Servan, 17 août.

4. Servan à Montesquiou, 25 août.

5. Servan à Montesquiou, 27 août.

ont du changer et changent en effet toutes les dispositions. Il ne nous est plus possible de songer à entrer en Savoie ; il faut s'en tenir jusqu'au 1^{er} octobre à une stricte défensive » (1).

Si affaibli que soit Montesquiou par les prélèvements de troupes qu'il vient de subir, il répugne à conserver une attitude passive et sollicite l'autorisation d'attaquer, se portant garant du succès (2). Cette fermeté conquiert le ministre, qui s'oppose à la destitution dont il est menacé à la suite du rapport des commissaires de la Législative et persuade le 7 septembre au conseil exécutif, de surseoir à cette mesure pour lui permettre d'agir.

« Je me suis empressé, monsieur, écrit-il le lendemain, de communiquer au conseil votre lettre du 4 septembre ; elle y a fait changer en entier les résolutions qu'on y avait prises d'abord, surtout parce qu'en vous demandant de nous envoyer des forces, on ne croyait plus possible d'attaquer ; mais puisque malgré cela vous persistez à croire que vous pouvez entrer en Savoie avec de grandes espérances, le conseil vous y autorise, bien convaincu que dans un moment comme celui où nous nous trouvons, vous ne marcherez pour ainsi dire qu'à coup sûr et que vous prendrez et du côté de l'Ain et de celui du Var toutes les précautions pour opérer les diversions nécessaires et nous assurer des succès qui nous seront si importants » (3).

Trois jours plus tard, le ministre presse le général d'exécuter au plus tôt ses projets : « vous avez reçu, monsieur, avec une grande lettre uniquement pour vous, une autre où vous êtes autorisé d'attaquer la Savoie. Je ne saurais vous dire combien je suis impatient de savoir ce que vous aurez pu faire et combien je désire ardemment que vous ayez du succès (4). »

Montesquiou fait aussitôt ses derniers préparatifs. Il donne le 13 septembre à Anselme l'ordre de passer à l'attaque (5) et franchit de son côté la frontière Sarde le 21 septembre.

Le 23, il occupe sans coup férir Montmélian, d'où il rend compte au ministre de ses premiers avantages (6). Le 25, nos troupes entrent à Chambéry. « Tout fuit, écrit le général (7), depuis les bords du lac de Genève jusqu'à ceux de l'Isère et des députations des villes de Savoie m'arrivent successivement, pour rendre hommage à la nation française et pour implorer sa protection. »

1. Servan à Montesquiou, 1^{er} septembre.

2. Montesquiou à Servan, 4 septembre.

3. Servan à Montesquiou, 8 septembre.

4. Servan à Montesquiou, 11 septembre.

5. Il devra agir du 25 au 30 septembre en coopérant avec la flotte. Montesquiou à Anselme, 13 septembre.

6. Montesquiou à Servan, 23 septembre.

7. Montesquiou à Servan, 25 septembre.

Cependant, la Convention dans l'ignorance de ces événements, décide le jour même, sur la dénonciation de Tallien, appuyé par Garat, Chabot, Danton, de destituer Montesquiou et de le remplacer par Anselme (1). Le décret est à peine rendu, que le ministre de la guerre vient lire une dépêche relatant les succès du général. Il demande l'envoi de trois commissaires à l'armée du Midi avec pleins pouvoirs, pour faire exécuter, ou suspendre s'il y a lieu, le décret de destitution.

Sur la proposition de Danton, l'assemblée décide « que les citoyens Dubois de Crancé, Lacombe Saint-Michel et Gasparin se transporteront à l'armée du Midi et mettront à exécution selon leur prudence et selon les circonstances, le décret qui prononce la destitution du général Montesquiou (2) ».

La victoire vient bientôt donner une éclatante confirmation à l'attitude prise par Servan en faveur de ce dernier. Quelques jours plus tard, en transmettant à l'assemblée son bulletin triomphal daté de Chambéry, le ministre peut dire non sans fierté, que l'expédition de Savoie a pleinement réussi et « paraît mériter que la République française en témoigne solennellement sa satisfaction » (3). Une fois de plus, Montesquiou se voit maintenu à son poste (4).

Mais le décret du 24 septembre parvient à sa connaissance par les papiers publics (5) et il donne aussitôt sa démission (6).

La Convention la refuse et pour le remercier de ses services, sur le rapport favorable de ses commissaires à l'armée du Midi (7), rapporte définitivement le décret du 24 septembre (8).

Tandis que Montesquiou s'installe dans la Savoie, Anselme termine ses préparatifs contre le comté de Nice. Il tire 6.000 gardes nationaux de Marseille, pour renforcer ses 3.500 hommes de ligne et de concert avec l'amiral Truguet, se prépare à forcer la ligne du Var.

Effrayés par le déploiement inattendu de ces forces, les Piémontais abandonnent Nice le 28 septembre. Anselme l'occupe sans combat et lance son avant-garde sur le col de Saorgio où elle ne peut d'ailleurs se maintenir. Au début d'octobre, il tient

1. Séane du 23 septembre, *Moniteur*, XIV, 33.

2. Séance et décret du 24 septembre, *Moniteur*, XIV, 27, 34, 35.

Pour la mission de ces 3 commissaires à l'armée du Midi, voir Yung, *Dubois Crancé*, I, 268.

3. Servan au président de l'assemblée, *Moniteur*, XIV, 56.

4. Décret du 26 septembre, *Moniteur*, XIV, 56.

5. Montesquiou à Servan, 29 septembre.

6. Montesquiou au président de la Convention, XIV. 137.

7. Les commissaires à l'armée des Alpes à la Convention, 28 septembre.

8. Décret du 7 octobre.

tout le comté et borde la ligne du Var avec une douzaine de mille hommes.

Nouvelle organisation de nos armées. — Par l'effet des mesures dont nous avons précédemment étudié le détail, nos forces n'ont cessé de s'accroître pendant tout l'été de 1792. Elles atteignent au début d'octobre plus de 300.000 hommes, répartis en 109 régiments et 411 bataillons de volontaires (1).

Il appert désormais, que leur organisation en quatre armées principales, déjà condamnée par les événements, ne répond plus aux nécessités du moment.

Servan propose donc à la Convention un projet, dont le but est d'entériner en quelque sorte les modifications déjà intervenues : « le théâtre de la guerre, écrit-il au président de l'assemblée (2), s'étant considérablement étendu depuis le début des hostilités, le bien du service exige qu'on étende proportionnellement les premières mesures qui avaient été prises. Il est facile à tout militaire de sentir que la même armée ne peut défendre le Nord et les Ardennes... En effet, l'indépendance des opérations a déjà été établie par le fait, et la nécessité de ces divisions est marquée du sceau de l'expérience.

Dans ces circonstances, je vous prie de mettre sous les yeux de l'assemblée la demande que je lui fais que le conseil exécutif soit autorisé à diviser la force armée » en huit armées, plus un commandement particulier des côtes.

La proposition du ministre, convertie en motion, est décrétée le jour même, avec l'autorisation « de prendre les mesures nécessaires pour fournir aux dépenses que cette division des armées nécessitera (3). »

En conséquence, le conseil répartit comme suit les divisions militaires du territoire (4) :

Armée du Nord (La Bourdonnaye) : 15^e, 16^e, 1^{re} ;

Armée des Ardennes (Dumouriez) : 2^e, 18^e ;

Armée de la Moselle (Kellermann) : 3^e, 4^e ;

Armée du Rhin (Biron) : 5^e ;

Armée des Vosges (Custine) : 6^e ;

Armée des Alpes (Montesquiou) : 19^e, 7^e, 8^e ;

Armée des Pyrénées (Servan) : 20^e, 9^e, 10^e, 11^e ;

Armée de l'Intérieur (Berruyer) : 17^e, 21^e, 22^e ;

Commandement particulier des divisions sur les côtes (Wimpfen) : 12^e, 13^e, 14^e, 15^e ;

1. Rapport de Pache, 28 décembre 1792 et de Dubois Crancé, 25 janvier 1793.

2. Séance du 1^{er} octobre 1792, *Moniteur*, XIV, 103.

3. Décret du 1^{er} octobre 1792 ; *Lois*, XI, 228.

4. Séance du conseil exécutif, 1^{er} octobre, Aulard, I, 82.

Certes, le commandement étant plus morcelé, la conduite générale des opérations va devenir plus difficile ; mais nos chefs sont trop peu expérimentés pour qu'il soit possible de leur confier utilement des forces plus importantes.

4. La Nomination de Pache.

Nous avons vu l'assemblée refuser de revenir le 29 septembre sur la démission de Servan, qui demeure désormais un fait acquis. Il faut songer à le remplacer.

La question est embarrassante. L'on hésite à choisir un général, soit par manque de confiance, soit pour éviter en un moment périlleux de retirer à l'armée un chef habile.

C'est alors que Roland propose Pache, déjà désigné comme son successeur éventuel à l'intérieur, quand il pensait se démettre de ses fonctions pour accepter le mandat électif auquel l'appelait le département de la Somme.

Pache, alors ordonnateur civil de la marine, en mission à Toulon, plaît à tout le monde. Les girondins le considèrent comme l'un des leurs et vantent son calme et sa pondération ; les jacobins le trouvent plein de déférence à leur égard, exaltent sa modestie et l'opposent à l'orgueil et à la dureté de Roland.

Pour assurer sa nomination, on ne met sur les rangs aucun candidat sérieux. Menou, ex-constituant, est éliminé d'office, pour avoir commandé aux Tuileries la veille du 10 août ; Félix Dumuy a le même sort comme fauteur de guerre civile à Avignon ; Lacuée n'est maintenu que grâce à Vergniaud, sans avoir d'ailleurs aucune chance, par suite de ses votes aux sept appels nominaux de la Législative. Aussi, dans la séance du 4 octobre, Pache se voit-il attribuer 411 voix sur 560 votants. Il est aussitôt proclamé élu (1).

Cette décision lui est notifiée par Servan (2), qui se prépare à quitter Paris pour aller se reposer près des siens, avant de rejoindre l'armée des Pyrénées. Mais la Convention l'invite auparavant à rendre ses comptes (3).

Le 8 octobre, cette formalité accomplie (4), l'ex-ministre part muni d'un congé de deux mois (5).

1. Séance du 4 octobre, *Moniteur*, XIV, 116.

2. Servan à Pache, 4 octobre.

3. Séance du 4 octobre, *Moniteur*, XIV, 116.

4. Séance du 8 octobre, *Moniteur*, XIV, 155.

5. Séance du conseil exécutif, 9 octobre, Aulard, I, 117.

II. — L'INTÉRIM DE LEBRUN (4-19 octobre 1792).

1. *Transformation du Conseil exécutif provisoire.*

Le départ de Servan et celui de Danton, affectent profondément la composition du conseil exécutif au début d'octobre.

Servan cesse de siéger le 4, et le 6, le ministre des relations extérieures, Lebrun, est chargé de faire l'intérim de la guerre, en attendant l'arrivée de Pache rappelé en hâte de Toulon (1).

Lebrun fait partie du conseil depuis le 10 août. Ancien rédacteur d'un journal liégeois, venu en France en 1791 à la tête d'une députation de patriotes de cette ville, attaché depuis à Brissot et à son parti, il est l'un des girondins les plus convaincus. S'il manque d'adresse, d'activité, d'expérience, il n'est pas au reste dépourvu de valeur et rédige facilement et avec clarté (2). Il n'a guère eu jusque-là l'occasion de se montrer, puisqu'à la suite du 10 août, tous les ambassadeurs étrangers ont abandonné Paris. « Lebrun, dit Prudhomme, poursuit sa besogne assez rondement, il la connaît ; d'ailleurs elle n'a jamais été si facile à conduire ; son journal lui donnait plus de mal que le département des affaires étrangères (3) ».

Tel est l'homme qui va diriger pendant quinze jours le département de la guerre.

Après Servan, Danton disparaît à son tour le 10 octobre. Il est remplacé par Garat nommé par la Gironde ; mais qui servira bien mal les intérêts de ses amis (4). Ce sera toutefois l'arrivée de Pache qui provoquera dans le conseil une évolution décisive.

2. *La Conduite générale des Opérations.*1° *Sur le théâtre principal des hostilités.*

- a) *La retraite des Prussiens.* — Dumouriez nommé commandant en chef de l'armée de Belgique, charge Kellermann de poursuivre les Prussiens et dirige vers le nord une partie des ses forces. Son départ pour Paris. Retraite de Brunswick, négociations de Dillon avec les Hessois. Reprise de Verdun et rappel de Dillon remplacé par Valence. Prise de Longwy ; l'ennemi hors du territoire.

Dumouriez une fois décidé à laisser l'ennemi se retirer librement du territoire, se désintéresse désormais de la poursuite

1. *Ibid.*, 5 octobre, Aulard, I, 98.

2. Desmoulins, *Histoire des Brissotins*, 43 ; Dumouriez, *Mémoires*, II, 49.

3. *Révolutions de Paris*, n° 173.

4. Buzot, *Mémoires*, 70.

et veut passer au plus tôt à l'exécution de ses projets sur la Belgique.

Il vient de voir, en effet, le conseil exécutif combler ses plus ardents désirs en le chargeant par un arrêté du 6 octobre, de diriger en chef l'expédition contre les Pays-Bas. Si on lui laisse encore nominalement le commandement de l'armée des Ardennes, il lui est loisible de s'adjoindre autant de troupes qu'il peut en avoir besoin (1).

Le ministre en lui notifiant cette décision, lui mande confidentiellement, que l'on se propose de lui attribuer la direction absolue de la guerre « belge » : « La France entière vous regarde comme son héros. Vous avez l'estime, la confiance du conseil. Il n'entend pas que vous puissiez être gêné par aucune prétention, par aucun obstacle étranger. Vous aurez la suprématie, le commandement général, la prédominance sur tous les généraux, carte blanche » (2).

Dans ces conditions, Dumouriez s'ouvre sans hésitations à Kellermann de ses projets et lui confie le soin de suivre Brunswick avec l'armée de la Moselle (3) et une partie de celle des Ardennes (4). Il devra le pousser lentement hors du territoire, en évitant tout combat ; car il s'agit de ménager les Prussiens, nos futurs alliés.

Il dirige alors le reste de ses forces vers Vouziers. Là, il fait filer sur Valenciennes les troupes de Beurnonville, qui constituent le noyau de l'armée de Belgique, et sur Maubeuge le corps de d'Harville venu en renfort de Châlons à la fin de septembre. Puis il écrit au ministre de la guerre, pour lui annoncer sa prochaine arrivée à Paris ; « car il ne croit pas que le devoir d'un général consiste à marcher à la tête ou à la queue de ses colonnes, lorsqu'elles ne sont pas devant l'ennemi ; il préfère employer le temps qu'elles mettent à atteindre leur destination en allant conférer avec le conseil exécutif sur les détails qui peuvent faire réussir les opérations militaires sur lesquelles il médite (5). »

Pendant ce temps, Kellermann et Dillon suivent respectivement Brunswick et le détachement de Hohenlohe-Kirchberg où le landgrave de Hesse commande en personne le corps Hessois.

Dillon se flatte d'imiter Dumouriez, en détachant le land

1. Séance du conseil exécutif, 6 octobre, Aulard, I, 100.

2. Lebrun à Dumouriez, 8 octobre, Affaires Etrangères.

3. Ancienne armée du Centre commandée directement par Kellermann et devenue armée de la Moselle par décret du 1^{er} octobre.

4. La fraction de l'armée des Ardennes laissée avec Kellermann est aux ordres de Dillon.

5. Dumouriez à Lebrun, 9 octobre.

grave des Autrichiens, qui ainsi affaiblis, seront facilement battus. Il lui fait à cet effet des propositions (1), repoussées d'ailleurs avec mépris (2) ; mais rédigées en des termes tels, qu'ils soulèvent l'indignation de la Convention quand elle en prend connaissance le 10 octobre et provoquent son rappel immédiat pour rendre compte de sa conduite (3).

Les alliés, toujours talonnés par les nôtres, atteignent péniblement Verdun. Brunswick pense un instant s'arrêter pour défendre la ligne de la Meuse ; mais le landgrave de Hesse, effrayé par l'entrée de Custine dans le Palatinat, se retire en hâte avec ses troupes, pour défendre ses états menacés. D'autre part, le duc de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, fait appel à Clerfayt pour l'aider au siège de Lille et invite Hohenlohe Kirchberg à couvrir ses mouvements dans le Luxembourg.

Brunswick abandonné à ses seules forces, ne peut plus songer à résister. Il se décide à négocier avec Kellermann l'évacuation de Verdun et de Longwy, à la condition expresse de se retirer sans être inquiété.

Le général français accepte ses propositions. La capitulation de Verdun est signée le 12 octobre, et les nôtres pénètrent le 14 dans la ville.

C'est là que Dillon se voit notifier l'ordre de rappel décrété par la Convention (4). Valence le remplace à la tête de l'armée des Ardennes.

Le 18 octobre, Kellermann et Valence arrivent sous Longwy et conviennent avec les Prussiens de la reddition de la place pour le 22 octobre. Le 23, Kellermann salue par trois salves de ses canons la retraite des derniers Prussiens hors du territoire.

b) *Préparatifs d'invasion de la Belgique.* — Dumouriez à Paris. Préparatifs de son expédition en Belgique, de concert avec Lebrun et le conseil exécutif. Dumouriez quitte Paris pour rejoindre ses troupes.

Arrivé à Paris le 12 octobre, Dumouriez vient présenter ses hommages à la Convention. Admis avec empressement à la barre, il est salué des plus vifs applaudissements par l'assemblée et les tribunes. Après avoir rappelé non sans emphase ses succès de l'Argonne, il ajoute « cette armée formidable fuit, diminuée

1. Dillon, *Compte-rendu*, 53.

2. Dillon, *Ibid.*, 89, 90.

3. Séance du 10 octobre, *Moniteur* du 12, XIV, 182.

4. A la suite du vote du 10 octobre, le conseil décide son rappel le 12 et Lebrun le notifie le 13 à Kellermann.

de moitié. Kellermann la poursuit avec plus de 40.000 hommes, pendant qu'avec un pareil nombre je marche au secours du département du Nord... Je n'ai point abandonné mon armée, elle est en marche sur Valenciennes et ne doit entrer en campagne que du 20 au 25. Je ne suis venu pour quatre jours ici, que pour arranger avec le conseil les détails de cette campagne d'hiver» (1).

Le 13, Dumouriez rend successivement visite à la section girondine des Lombards, puis au club des Jacobins et obtient auprès des deux partis le plus vif succès. Le nouveau commandant de la garde parisienne, Santerre (2), l'accompagne dans toutes ses visites. Le général lui témoigne une amitié d'autant plus intéressée, qu'il compte en obtenir une partie du matériel considérable entassé dans le camp sous Paris; et de fait, il se fera livrer par lui presque toute cette artillerie (3).

Ainsi, au milieu des fêtes dont on l'honore, des flatteries dont on l'encense, Dumouriez n'a garde d'oublier tout ce qui peut intéresser la réussite de ses projets sur la Belgique. Maintes fois, il se concerte à ce sujet tant avec Lebrun qu'avec les autres membres du conseil. Tous lui témoignent la plus entière confiance et font droit à toutes ses demandes : souliers, capotes, 500 millions de poudre, 2 millions en espèces pour la solde de ses troupes, etc...

Le général sait en effet obtenir toutes les adhésions, éblouissant les ministres des plus brillantes promesses. Une fois maître de la Belgique, non seulement il n'aura plus recours au trésor, mais il y fera affluer le numéraire drainé sur le pays en échange d'assignats; l'armée se nourrira entièrement en utilisant les ressources locales. Et Dumouriez qui se flatte d'avoir étudié l'économie politique et qui s'affirme un mercantiliste convaincu, d'ajouter : qu'il est toujours avantageux de se nourrir du blé étranger à quelque prix qu'on le paie, puisqu'on évite ainsi à la compagnie des vivres d'exporter du grain de France et de troubler la quiétude de nos populations, qui se sont maintes fois opposées à la libre circulation des farines (4).

Bien qu'ayant quitté depuis plusieurs jours le théâtre des opérations, le général, que le conseil exécutif tient quotidiennement au courant des mouvements de ses anciennes armées, donne encore des ordres à Kellermann et à Valence. Il leur

1. Séance du 12 octobre, *Moniteur*, XIV, 191.

2. Nommé depuis le 11 octobre.

3. *Mémoires de Dumouriez*, I, 346.

4. *Ibid.*, III, 136 et *Correspondance avec Pache*, Paris, 1793, p. 4, 9, 10, 21, 24, 210.

prescrit de marcher plus vite et de suivre au plus près les Prussiens. Kellermann qui va perdre l'appui de l'armée des Ardennes, destinée à coopérer à la guerre de Belgique, doit se renforcer des troupes de ligne de la garnison de Metz (1) ; puis descendre la vallée de la Moselle pour donner la main à Custine (2). Valence, dont le conseil exécutif consent à confirmer la nomination, pénétrera dans les Ardennes par la vallée de la Meuse et marchera sur Namur (3).

Dumouriez quitte Paris le 18 octobre, sans avoir mis définitivement sur pied son plan d'attaque ; car il compte se rencontrer auparavant avec Labourdonnaye. Mais il a d'ores et déjà l'adhésion de Lebrun et du conseil exécutif qui lui laisse carte blanche et accorde tous les moyens nécessaires.

Il dispose ainsi de trois armées : celle du Nord (Labourdonnaye), comprenant les forces laissées avec Moreton au camp de Maulde, accrues des contingents de nouvelle levée ; celle de Belgique, dont le noyau est le corps de Beurnonville, tiré en septembre de l'ancienne armée du Nord ; enfin celle des Ardennes (Valence), avec le corps de d'Harville, qui s'y trouve déjà virtuellement rattaché.

2° Sur les théâtres secondaires.

- a) *L'invasion du Palatinat et la prise de Mayence.* — Custine après s'être replié sous Landau, élabore de nouveaux plans d'invasion du Palatinat. Il obtient du conseil exécutif son indépendance à la tête de l'armée des Vosges. Marche sur Mayence et capitulation de cette ville.

Nous avons laissé Custine se dérober par une retraite rapide aux coups d'un ennemi imaginaire, dont des espions subornés lui avaient annoncé l'approche.

Il s'aperçoit bientôt qu'il est joué et qu'aucune force adverse organisée n'occupe la rive gauche du Rhin. Enhardi par cette constatation, il songe à se porter en avant pour conquérir de faciles lauriers. Puisque, écrit-il au ministre, les Français sont partout victorieux, pourquoi n'hiverneraient-ils pas sur la Moselle et même sur le Rhin ? Pendant que Dumouriez envahira la Flandre, Kellermann le pays de Trêves, ne peut-il lui Custine, s'emparer de Mayence (4) ?

Pour parvenir à ce résultat, il faut qu'il soit libre et indépendant de Biron, qui lui interdit de rien risquer et le tient en lisière.

1. Elles seront remplacées par des unités de la nouvelle levée.

2. Dumouriez à Kellermann, 17 octobre, A. N., F. 7 4.598.

3. Dumouriez à Valence, 17 octobre, *Ibid.*

4. Custine à Pache, 12 octobre.

N'a-t-il pas d'ailleurs plus de titres et une réputation militaire aussi solide que n'importe quel général en chef ? « J'attends avec impatience réponse positive et formelle, si enfin on veut me donner un degré d'influence que je crois mérité par de longs et utiles services, une grande expérience et une habitude ininterrompue du commandement (1) ».

Sans attendre la réponse de Lebrun, sans en référer à Biron et malgré sa défense formelle, il prend la résolution de marcher sur Mayence. Il n'informe son chef qu'au moment du départ : « je vous envoie copie d'une lettre que j'écris au général Kellermann et je vous donne avis que pour passer à l'exécution de ce plan et d'après des instructions particulières, je pars à l'instant, à la tête de l'armée que je commande, pour me porter sur Mayence (2) ». Il fait connaître en même temps au ministre sa décision. « L'espoir que je conçois de pouvoir me rendre maître de la place de Mayence, m'a décidé de former le plan dont je joins ici copie... La place est, dit-on, en parfait état de défense. Je ne pourrai la prendre par un siège régulier et je n'ai d'espoir qu'en une âme timide ou vénale ; vénale je l'achèterai, timide je l'emporterai (3) ».

L'armée des Vosges s'ébranle le 17. A peine entrée dans le Palatinat, Custine prend connaissance d'une délibération du conseil exécutif, qui couronne enfin ses vœux. Les succès de Spire et de Worms ont vivement impressionné le pouvoir exécutif, et ont décidé Lebrun, fatigué des sollicitations du général, à obtenir de ses collègues l'entière indépendance de Custine à l'égard de Biron. Il lui fait donc parvenir le brevet de commandant en chef de l'armée des Vosges, avec l'ordre d'agir sur les derrières des Autrichiens.

L'ordre se trouve exécuté avant sa réception et le général rassuré des suites de son initiative, pousse hardiment sur Mayence. Le 18, il s'empare du pont d'Oppenheim ; le 19, il arrive avec 13.000 hommes et 45 pièces de campagne sous les murs de la place, qui capitule le 21 à la première sommation.

b) *Négociations avec Genève.* — Hostilité de la Suisse après le 10 août : les Bernois mettent garnison à Genève. Servan donne ordre à Montesquiou d'occuper la ville. Correspondance entre ce général et Lebrun. Montesquiou conclut un accord avec Genève.

Tandis que Montesquiou s'installe en Savoie dans sa conquête, les relations avec la Suisse deviennent singulièrement tendues.

1. Custine à Pache, 14 octobre.

2. Custine à Biron, 16 octobre.

3. Custine à Pache, 16 octobre.

Pendant les journées du 10 août et du début de septembre, un grand nombre de sujets Helvétiques sont tombés sous les coups du peuple de Paris. Ces massacres ont profondément altéré l'amitié des Cantons pour la France.

Excités par les Anglais, Berne et Fribourg proposent à la diète générale, réunie à Aarau, de prendre les armes. Ils ne parviennent pas à entraîner la majorité dans ce sens ; mais la Confédération décide de prendre une attitude de neutralité armée. Un camp de 20.000 hommes est installé à Nyons et 1.600 Bernois viennent occuper Genève, quand les succès de Montesquiou en Savoie, suppriment entre cette ville et nos troupes, la faible barrière de l'armée Piémontaise.

Le conseil exécutif considère l'occupation de la vieille capitale de Calvin par les Suisses, comme un acte d'hostilité et sur le rapport du ministre des affaires étrangères, prescrit à Montesquiou de marcher sur Genève (1). « D'après les nouvelles reçues... lui écrit Servan (2), d'après la certitude que contre la foi des traités, les autocrates ont sollicité 1.600 Suisses des cantons de Berne et Zurich, sans la participation de la France, de venir dans leur ville... le conseil a résolu que le plus tôt que vous le pourrez, vous ferez marcher contre cette ville des forces suffisantes pour y assurer le libre pouvoir aux amis de la liberté, qui y sont en grand nombre, d'établir un gouvernement selon leurs vœux. Il sera beau pour vous, général, d'être chargé d'aller aider à briser des fers. »

Au reçu de ces directives, Montesquiou, bien que se plaignant de leur imprécision (3), commence des préparatifs contre Genève : 3.500 hommes, 12 canons, 2 obusiers, sont installés au camp de Carouge non loin de cette ville et 1.800 autres dans le pays de Gex. Mais le général, avant de se porter en avant, demande au ministre des instructions fermes : « vous ne me donnez pas des ordres précis sur ce que j'ai à faire à Genève et vous devez sentir que je ne fais pas une attaque comme celle là, lorsque le mot d'attaque n'est pas dans votre ordre... j'ajouterai que bien que Genève ne soit pas une place de premier ordre, on ne doit pas la menacer, sans être sûr de la prendre si elle résiste, et que pour cela, il faut de la grosse artillerie et tous les moyens de siège que je n'ai pas sous la main » (4).

1. Séance du conseil exécutif, 28 septembre, Aulard, I, 75.

2. Servan à Montesquiou, 29 septembre. *Correspondance* de Montesquiou avec les ministres et les généraux de la République. Paris, an IV.

3. « Cette manière équivoque de donner des ordres n'est pas commode pour ceux qui les reçoivent ; ce n'est pas de prendre Genève que je suis chargé, c'est d'y soutenir un parti ». Montesquiou au Résident de France à Chambéry, 2 octobre.

4. Montesquiou à Servan, 3 octobre.

Ces ordres fermes qu'on lui demande, Servan consent à les donner le 3 octobre, bien qu'il quitte le jour même le ministère : « j'ai vu avec grand plaisir (1)... la disposition où vous êtes de faire partir des forces dès le 29 sur Carouge... elles nous seront utiles pour Genève, où il faut entrer de gré ou de force. »

Mais Montesquiou persuadé qu'une action sur Genève soulèvera la Confédération tout entière et ouvrira à l'ennemi notre frontière du Jura, hésite à se porter en avant. Il préfère négocier. Le ministre Lebrun entre dans ses vues : « le conseil lui écrit-il (2), vous donne carte blanche pour attaquer Genève ou pour négocier avec ses habitants ». S'il négocie, il lui faut cependant disposer d'une force suffisante pour montrer qu'il est capable d'agir. « Il est donc nécessaire; général, que vous complétiez sur-le-champ toutes les dispositions nécessaires pour vous mettre en état de commencer un siège en forme... quant à la négociation, s'il est possible qu'elle soit suivie, il faut toujours qu'elle se termine comme si vous vous rendiez maître de la place, c'est-à-dire en y mettant une garnison française, que le gouvernement en cas d'accord doit consentir à recevoir ».

Le conseil exécutif approuve formellement cette dernière condition dans sa séance du 10 octobre (3).

Cependant, Montesquiou s'élève contre une telle intransigeance : « vous me donnez une grande marque de confiance en me donnant carte blanche entière, pour attaquer Genève ou pour négocier; je désire n'user de ces pouvoirs que selon les vues du gouvernement; mais vous y mettez une restriction qui paralyse tous mes moyens, si vous y persistez et qui me semble équivalente à une déclaration de guerre formelle aux Suisses. Vous voulez que la négociation se termine par l'introduction d'une garnison française dans Genève. C'est bien là ce que je crois impossible à obtenir... Si c'est, en effet, votre dernière détermination, je dois vous prier de me retirer le pouvoir de négocier » (4).

Ces arguments convainquent le ministre de la guerre qui appuie cette opinion au conseil et la fait adopter, malgré la résistance acharnée du genevois Clavière. On décide donc; que si les troupes Suisses évacuent le territoire de Genève, les Français le respecteront (5) et que Montesquiou peut assurer la Suisse de nos bonnes dispositions (6). Lebrun répond

1. Servan à Montesquiou, 3 octobre.

2. Lebrun à Montesquiou, 8 octobre.

3. Séance du conseil exécutif, 10 octobre, Aulard, I, 122.

4. Montesquiou à Lebrun, 13 octobre.

5. Séance du conseil exécutif, 13 octobre, Aulard, I, 135.

6. *Ibid.*, 17 octobre, 155 à 157.

aussitôt au commandant de l'armée des Alpes (1) : « vous êtes pleinement autorisé, monsieur, à déclarer aux syndics et conseil de Genève, que vous n'avez l'ordre d'entrer dans cette ville et sur son territoire; que dans la supposition où l'on persisterait à y conserver les troupes étrangères que l'on y a appelées; mais que dans le cas contraire, vous avez à vous abstenir d'y entrer et de donner aucune suite au différend qui a occasionné l'appel de ces troupes ».

Il devient dès lors possible d'arranger l'affaire à l'amiable : car Genève et la Confédération sont disposées à accorder le départ des Bernois. Quelques jours plus tard, Montesquiou envoie à Paris une « convention conclue et terminée, sauf la ratification du conseil exécutif » (2).

Ainsi, l'intérim de Lebrun au département de la guerre, qui a débuté par la liquidation de l'aventure Prussienne, qui a vu élaborer les grands projets de Dumouriez et de Custine, se termine sur un double succès militaire : l'évacuation du territoire et la prise de Mayence; sur un succès diplomatique : l'accord avec Genève. Il s'est fait là, pendant une quinzaine de jours, un fructueux travail, préparé par Servan; mais dans lequel Lebrun peut revendiquer sa part, pour avoir eu le mérite d'appliquer les dispositions de son prédécesseur et surtout d'accueillir, de soutenir et de faire triompher les plans de nos commandants d'armée.

III. — ORGANISATION DU MINISTÈRE PACHE.

1. *Pache avant sa nomination au ministère.*

Jean Nicolas Pache (3), était né à Paris en 1756 (4). Fils de l'ancien suisse de l'hôtel de Castries, élevé par la charité du maréchal de ce nom, devenu plus tard précepteur du fils de ce grand seigneur, il est admis dans les bureaux de la marine comme secrétaire général, lorsque son protecteur devient ministre (1780).

En 1784, après la chute de Castries, épuisé par un labeur assidu de quatre années et n'espérant plus jouir de la confiance intime des successeurs du maréchal, il se retire en Suisse, pensionné par son protecteur pour les services rendus (5).

1. Lebrun à Montesquiou, 19 octobre.

2. Montesquiou à Pache, 20 octobre.

3. Feuilletons d'Avenel, *République Française*, 1874-1875; Ternaux, IV, 226; Chuquet, IV, 135; Aulard, I, 166; Sée, *le procès Pache*; Thiers, I, 375, etc.

4. Aulard, I, 166. Avenel dans les *Lundis révolutionnaires*, prétend qu'il était de Verdun (p. 309), alors que Grimoard et M^{me} Roland l'ont dit Suisse.

5. Un carton du ministère de la marine rempli de papiers relatifs à

Quand la révolution éclate, Pache veuf depuis trois ans, revient à Paris. Il s'installe au 13 de la rue de Tournon, avec sa mère, sa fille Sylvie et son fils Jean et embrasse avec enthousiasme les idées nouvelles. Aussi habile spéculateur qu'ardent patriote, il achète à bon compte un bien national, le prieuré de Thin-le-Moutier, et se trouve désormais dans une aisance suffisante, pour pouvoir déposer sur l'autel de la Patrie son brevet de pension (1).

Il a ainsi fait une excellente affaire et affirmé en même temps sa fidélité à la cause de la révolution.

Dès lors, il fréquente assidument la société populaire de la section du Luxembourg, une des plus exaltées de Paris et y fait connaissance d'un certain Gibert; qui l'introduit chez les Roland.

Roland, remarque cet homme modeste et réservé, mais exact et travailleur, stylé dans les bureaux de l'ancien régime. Une fois ministre, il lui propose la place de chef de cabinet. Pache accepte; à la seule condition de n'avoir ni titres, ni appointements.

Dans son nouveau poste, il déploie le zèle le plus digne d'éloges. Il travaille régulièrement au ministère huit heures par jour sans interruption, de sept heures du matin à trois heures après-midi, déjeunant d'un croûton de pain, qu'il apporte dans sa poche. Il circule dans les bureaux, portant les instructions du ministre, recherchant les dossiers qui lui sont nécessaires, relisant lettres et rapports des commis, avant de les soumettre à la signature, surveillant le personnel.

Il n'assiste pas seulement Roland dans ses occupations officielles, il est aussi le factotum de sa maison. « On l'y traitait comme un homme sans conséquence. Ce rôle de subalterne indispensable, auquel on apporte à peine pour son labeur un geste imperceptible de remerciement, qui ne se plaint d'aucune rebuffade, fait bon visage devant le maintien rogue et hautain du maître de la maison, qui endure tous les dédains et tous les déboires avec une patience apparente, mais qui, dès qu'il croit

l'administration de ce département et faits par Pache peut donner une idée de son activité.

1. Pierquin réfute Michaud qui accuse Pache de s'être enrichi pendant la révolution. Thin-le-Moutier a été acquis par lui le 7 août 1791 et il cite à l'appui un extrait du tableau des ventes des domaines nationaux, extrait des archives départementales des Ardennes.

Cette abbaye, achetée d'abord le 18 février 1791, par un sieur Leroy, avoué à Mézières, fut adjugée 100.200 livres; mais le 1^{er} versement n'ayant pas été effectué, elle fut adjugée de nouveau à Pache pour 75.600 livres comptant. Pierquin prétend que c'était à peu près toute la fortune de Pache, provenant de l'aliénation de ses propres.

Il l'affirma en 1804 pour 3.800 francs. Pierquin, *Mémoires sur Pache* B. N. L. N. 37, 46997.

le moment venu de se venger, laisse déborder l'amertume entassée dans son cœur... » ce rôle, fut admirablement joué par Pache », écrit Mme Roland (1).

En attendant, il gagne chaque jour dans la confiance de son patron, qui le présente à ses amis comme un homme n'ayant pas d'autre opinion que la sienne, qui n'écrit, n'agit, ne parle que sur son inspiration.

Après la chute du ministère girondin, Pache profite de la popularité qui accompagne Roland dans sa disgrâce. Sa section le nomme secrétaire, puis commissaire, enfin le délègue à l'hôtel de ville, pour rédiger l'adresse à l'armée et la pétition de déchéance. En septembre, il est élu troisième député suppléant de Paris à la Convention (2).

Le 10 août, Roland de retour au pouvoir, demande à Pache sa collaboration. Il refuse ; mais offre Faypault. Roland lui propose alors l'intendance du garde meuble de la couronne. Pache refuse encore et désigne Restout pour ce dernier poste. Toutefois, sur les instances du ministre de la marine Monge, il accepte de se rendre à Toulon pour y rétablir l'ordre dans l'administration (3).

Quelque temps après, lorsque Roland pour répondre aux suffrages des électeurs de la Somme donne sa démission, le 26 septembre, il propose en ces termes son remplaçant au choix de la Convention : « un seul citoyen pouvait occuper la place difficile du ministre de l'intérieur, le vénérable Pache, nouvel Abdalonyme, modeste, sage, ennemi de tout espèce d'éclat, apprécié de ceux qui le connaissent, plein de dévouement à la chose publique » (4).

Mais comme Roland conserve le portefeuille de l'intérieur, il appuie la candidature de Pache à la place de Servan, auprès de ses amis de la Gironde. Il sera, à l'en croire, son *alter ego* dans le conseil exécutif. Avec Roland, Clavière et Lebrun, le nouveau venu permettra d'assurer aux brissotins une majorité stable.

Telles sont les considérations qui président au scrutin du 3 octobre 1792.

1. Ternaux, IV, 217 ; *Mémoires de Mme Roland*.

2. *Révolution Française*, 1887, n° 8 ; Guiffroy, *Les Conventionnels*, 46.

3. Voir l'interpellation de Rouyer à la séance de la Convention du 26 septembre 1792, *Moniteur*, du 29.

4. Lettre de démission de Roland, lue à la séance du 25 septembre, matin, *Moniteur* du 29, XIV, 67.

2. *L'organisation des bureaux de la guerre.* — Pache s'affirme jacobin dès le début et abandonne la Gironde. Ses collaborateurs. Réorganisation du ministère de la guerre au point de vue du fonctionnement et du personnel. Critiques qui ont été adressées à ce sujet au ministre.

Sitôt arrivé de Toulon, Pache vient le 18 octobre prêter serment devant la Convention (1). Le lendemain, il prend séance au conseil exécutif, en qualité de ministre de la guerre (2).

A peine installé dans son nouveau poste, trompant les espérances de Roland et de ses amis, il abandonne leur parti pour se conduire en montagnard. On a prétendu qu'il voulait se venger ainsi de maintes blessures faites à son amour-propre, par son ancien patron, au caractère chagrin et colérique. Pourquoi ne pas admettre que son amour pour la Révolution, le poussait à adhérer au parti le plus propre à la faire triompher ? En tous cas, Pache, ne laisse rien paraître de ses véritables sentiments ; flegmatique, impénétrable, sa physionomie reflète dit Garat « un calme imperturbable, un éternel repos ». Il semble ne s'agiter de rien, n'appartenir à personne. Parlant peu, écoutant beaucoup, il s'instruit et tire profit de tout. Dès lors, il apparaît à ses contemporains comme énigmatique et redoutable ; Beurnonville le surnommait « l'homme noir » et Robespierre lui-même, se défiait de celui dont « la main invisible l'emportait au-delà de ses volontés ». Pache dira-t-il un jour, simule une indifférence dont son naturel est incapable (3).

En tous cas, sous une apparence placide, le nouveau ministre cache le tempérament d'un homme d'action. Son premier soin est de réorganiser le département à la tête duquel il se trouve placé.

Son œuvre est double ; elle porte sur le fonctionnement des bureaux et sur le choix du personnel qui les compose. Il pourra la mener à bien, grâce à un état-major dévoué qui pénètre à sa suite dans l'hôtel de la rue Grange Batelière (4) et dont les principaux membres sont : Xavier Audouin, Hassenfratz, Sponville, Vincent, Vendermonde, Noël Bouchotte ; les généraux : Meunier, Vergnes, Caffarelli Dufalga, Vieusseux.

Xavier Audouin (5) était en 1791 vicaire de la paroisse Saint-

-1. *Moniteur* du 19 octobre, XIV, 240.

2. Séance du conseil exécutif du 19 octobre, Aulard, I, 166.

3. Garat, *Mémoires* ; Sayous, *Mallet du Pan*, II, 65 ; Chuquet, IV, 136.

4. C'est l'hôtel du ministre de la guerre. Almanach national de France de 1793.

5. Né à Limoges en 1766, mort à Paris le 22 juillet 1837. En avril 1793, Bouchotte le nomme son adjoint et il remplit les fonctions de commissaire ordonnateur. Après la Terreur, il est traduit avec Pache et Bouchotte devant le tribunal criminel d'Eure-et-Loir, comme complice du tribunal révolutionnaire. Délivré par le 13 vendémiaire, il est nommé en l'an VIII juge au tribunal de cassation et après le 18 brumaire, secrétaire général de la préfecture du département des Forêts. Il se consacre ensuite à l'éco-

Maurice à Limoges (1), quand il se décide à jeter le froc aux orties. Fervent adepte des idées nouvelles, il vient s'installer à Paris, où la section de la Fontaine de Grenelle, le choisit bientôt pour l'un de ses commissaires. Le 10 août, il fait partie de la Commune insurrectionnelle, il préside le club des Jacobins au début de septembre (2); et à la fin de ce mois, est désigné comme commissaire du pouvoir exécutif pour les Deux-Sèvres et la Vendée. Il y recueille des documents sur l'insurrection prête à éclater; puis rend compte de sa mission. Pache, lié depuis longtemps avec lui, en fait son secrétaire général. Le 15 janvier 1793, il en fera son gendre, lui donnant en mariage sa fille Sylvie (3).

Hassenfratz (4) avait eu une vie des plus mouvementées. Mousse, puis charpentier, il était devenu ingénieur-géographe, enfin professeur à l'école des Mines. Au cours de ses études, il s'était lié avec Monge, La révolution n'a pas d'adepte plus enthousiaste. Membre de nombreux clubs, en particulier des Jacobins, il s'y lie avec Danton. Il est l'un des instigateurs et des acteurs principaux de la journée du 10 août. Pache lui confie la deuxième division (matériel). Hassenfratz est rempli d'exaltation et ne considère comme patriotes que les vrais sans culottes. C'est lui qui inscrit à la porte de ses bureaux la mention « ici on se tutoie ». La presse avancée estime elle-même, qu'il affiche parfois des sentiments excessifs (5).

Vincent (6), futur secrétaire général de la guerre avec le ministre Bouchotte, était clerc d'avocat au début de la révolution. Il en embrasse avec chaleur les principes, fait partie de la Com-

nomie politique, dont il rédige de nombreux traités. *Biographie nouvelle des contemporains* par Arnault, Paris, 1820; *La Grande Encyclopédie*; Nauroy, *Le Curieux*, II, 118; Archives Guerre.

1. Et non de Saint-Thomas d'Aquin ou de Sainte-Eustache à Paris.

2. Ternaux, III, 113.

3. Avenel, *lundis révolutionnaires*.

4. Hassenfratz (Jean, Henri), né à Paris le 25 décembre 1755, mort le 24 février 1827, fut d'abord mousse puis charpentier; il obtient de bonne heure la maîtrise (1777); mais il délaisse son état pour suivre les leçons de mathématiques de Monge et devient ingénieur géographe en 1780. Il se fait recevoir élève des mines en 1782; entre en 1783 comme préparateur dans le laboratoire de Lavoisier, devient en 1785 sous-inspecteur des mines, en 1786 est chargé d'enseigner la physique aux élèves des mines. *Grande Encyclopédie*.

5. *Révolutions de Paris*, n° 187.

6. Vincent (François, Nicolas). En février 1793, Beurnonville le renvoie du ministère en le nommant commissaire ordonnateur des guerres malgré lui. Sa commission est du 28 février 1791 (voir à ce sujet sa correspondance avec Beurnonville aux Archives administratives guerre, dossier Vincent). Rappelé en avril par Bouchotte, nommé secrétaire général de la guerre, il devient un des chefs des Cordeliers. Décreté d'accusation le 17 décembre 1793 il est délivré le 2 février 1794; mais est bientôt compris dans la proscription des Hébertistes et guillotiné avec eux le 24 mars 1794. *Biographie nouvelle des contemporains* par Arnault; A. G.

mune insurgeante du 10 août, puis est nommé commissaire du pouvoir exécutif. Pache, qui le connaît depuis longtemps, en fait l'un de ses chefs de bureau.

Vandermonde (1), membre de l'académie des sciences, est un mathématicien célèbre par ses travaux, qui jouit d'une grande influence sur Monge, dont il va faire bénéficier Pache. D'un caractère emporté, il supporte mal la contradiction, encore moins la discussion. M^{me} Roland prétend qu'en quittant le ministère il déclarera : « ni Pache, ni moi ne rendons des comptes; des gens comme nous ne rendent pas de comptes et nous ferons sauter les têtes de ceux qui voudraient nous y forcer » (2).

Sponville, ancien chef de la trésorerie (3), est placé à la tête de la 1^{re} division (personnel).

Bouchotte, Jean-Baptiste Simon (4), avait été employé sous l'ancien régime d'abord dans les bureaux du trésorier de Metz, puis comme quartier-maître trésorier du 5^e régiment. Pache le nomme chef de bureau à la 1^{re} division et bientôt commissaire des guerres.

Le maréchal de camp Meusnier (de la Place), sortait de l'arme du génie (5). Entré au service en 1774, il avait déjà fourni une longue carrière. Remarqué par ses travaux scientifiques, il avait

1. Vandermonde, né en 1735, élève du mathématicien Fontaine. Après s'être fait remarquer par ses travaux de mathématiques, il est nommé membre de l'Académie des sciences en 1771. En quittant le ministère, il deviendra professeur d'économie politique à l'école normale, puis membre de l'institut national. Il est mort le 1^{er} janvier 1796. *Biographie nouvelle des contemporains* par Arnault.

2. M^{me} Roland, *Mémoires*, I, 283.

3. Avenel. *Lundis révolutionnaires*, 107, 108.

4. Bouchotte, Jean-Baptiste Simon, commissaire ordonnateur. Né à Metz le 5 novembre 1753. Employé dans les bureaux du trésorier principal de l'extraordinaire des guerres à Metz puis à Strasbourg du 16 novembre au 14 mai 1779. Sous-lieutenant à la suite du régiment d'Esterhazy le 15 mai 1779; quartier-maître trésorier du 5^e régiment le 8 août 1789, commissaire des guerres le 17 décembre 1792, adjoint au ministre de la guerre (1^{re} division) le 18 avril 1793; commissaire ordonnateur le 1^{er} mai 1793, réformé (mesure générale) le 25 prairial an III, remis en activité le 4^e jour complémentaire de l'an III, réformé de nouveau (mesure générale) le 17 nivose an III, a cessé ses fonctions le 20 pluviose an X. A. G.

5. Meusnier de la Place, Jean-Baptiste, Mari, Charles, né à Tours le 19 juin 1754. Lieutenant en second, élève du génie de Mézières, le 1^{er} janvier 1774; reçu ingénieur le 25 décembre 1775, employé à Charlemont et Givet le 1^{er} janvier 1776. Lieutenant en premier surnuméraire, envoyé à l'école de Verdun le 20 janvier 1777; attaché à la 2^e brigade du génie détachée en Bretagne et Normandie, le 8 juin 1779; membre de l'Académie des sciences en 1784; capitaine le 27 mai 1787, aide-maréchal de logis au corps d'état-major de l'armée, avec rang de major, le 1^{er} juillet 1788, a obtenu des lettres de service pour Cherbourg le même jour, attaché avec sa nouvelle qualité à la suite du corps du génie, le 4 août 1788, rang de lieutenant colonel le 11 juillet 1789, adjudant général lieutenant colonel le 1^{er} avril 1791, colonel du 14^e régiment d'infanterie le 5 février 1792, adjudant général colonel le 8 février 1792, employé à l'armée du Midi le 31 mai 1792; maréchal de camp employé au camp sous Paris, le 9 septembre 1792; employé à

été élu membre de l'académie des sciences. Il s'était trouvé à Cherbourg en 1783 avec Dumouriez et était devenu son ennemi personnel. Il professait un jacobinisme exalté. Pache va le charger fréquemment de la rédaction des rapports militaires, en lui donnant pour adjoints, Vergnes et Caffarelli Dufalga.

Vergnes (1), futur chef d'état-major du général Rossignol, sortait également du génie. Entré au service en 1773, il n'était encore que capitaine depuis le 19 mars 1786 et servait à l'armée du Nord, quand Pache le mande à Paris pour faire partie du ministère. De passage à Valenciennes, le 20 octobre, il discute avec Dumouriez et Labourdonnaye le plan d'invasion de la Belgique. Le ministre le récompense de ses services, en le nommant successivement adjudant général lieutenant colonel, puis adjudant général colonel.

Caffarelli Dufalga (2), sortait lui aussi du génie. Il entrait dans l'armée en 1775. Capitaine depuis le 1^{er} avril 1791, il avait été suspendu de ses fonctions par les commissaires de l'assemblée Législative près l'armée du Rhin, le 18 août 1792. S'étant retiré d'abord à Bourbonne-les-Bains, puis à la Ferté-sous-Jouarre, il gagnait Paris en novembre. La Convention décidait que cet officier serait placé sous la surveillance directe du ministre, qui connaissant ses talents, n'hésite pas à lui demander des conseils. Pache en quittant le ministère, lui délivrera un certificat de civisme (3) qui lui permettra de vivre sans être inquiété l'époque de la Terreur.

l'armée du Rhin le 14 février 1793, général de division le 5 mai 1793, mort à Mayence des suites de ses blessures le 13 juin 1793. A. G.

1. Vergnes, Jacques-Paul, né à Tonnains (Lot-et-Garonne), le 19 avril 1755, lieutenant en second à l'école de Mézières en 1773, ingénieur lieutenant le 18 janvier 1775, capitaine le 19 mars 1786, adjudant général lieutenant-colonel le 15 novembre 1792; adjudant général colonel, le 2 février 1793, général de brigade le 5 mai 1793, suspendu le 23 vendémiaire an II, comme soupçonné de trahison (*Moniteur* du 12 brumaire). Il se retire à Tonnains. Admis au traitement de réforme le 13 novembre 1800, rappelé à l'activité le 1^{er} août 1809, réformé le 20 octobre 1809, retraité le 11 juin 1811, mort le 12 février 1841, A. G.

2. Caffarelli Dufalga, Louis, Marie, Joseph, Maximilien, né au Falga (Lot-et-Garonne), le 13 février 1756. Lieutenant en second à l'école du génie de Mézières le 26 janvier 1775, aspirant au corps du génie le 1^{er} mai 1777, lieutenant en premier le 22 mai 1781, employé dans la brigade de Cherbourg le 18 mars 1782, capitaine le 1^{er} avril 1791, employé à Strasbourg le 18 octobre 1791, employé à l'armée du Rhin le 20 avril 1792, suspendu de ses fonctions par les commissaires de l'assemblée Législative pour l'armée du Rhin le 18 août 1792, réintégré nommé chef de bataillon, sous-directeur des fortifications, le 5 avril 1795, employé à Paris le 16 mai, à l'armée de Sambre-et-Meuse le 12 juillet, chef de brigade le 16 octobre, général de brigade le 17 décembre, membre du conseil central des fortifications le 22 septembre 1797, commandant en chef le génie de l'armée d'Orient le 12 janvier 1798, membre de l'institut d'Egypte le 22 août 1798, mort au camp de Saint-Jean d'Acre le 28 avril 1799. A. G.

3. Ce certificat est du 3 février 1793, A. G. Après avoir relaté la suspen-

Enfin Vieuxseux (1), né à Genève, servait la France depuis 1773. Il était maréchal de camp depuis le 15 septembre 1792 et employé à l'armée du Rhin. Gendre de Clavière, celui-ci obtient de Pache de le faire appeler dans ses bureaux à la fin d'octobre (2).

Le ministre répartit cet état-major dans les bureaux de son département qui comprennent, le secrétariat, le dépôt de la guerre et deux divisions chargées l'une du personnel, l'autre du matériel. Ainsi, il simplifie encore, par suppression de la division de l'artillerie et du génie, les trois divisions maintenues par Servan.

A la 1^{re} division (personnel) : se trouve Sponville, avec sous ses ordres Noël Bouchotte ;

A la 2^e Division (matériel) : Hassenfratz, dont dépend Vendermonde, chef de bureau de l'habillement ;

Secrétariat : Xavier Audouin avec Vincent comme chef des convois de la guerre ;

Au dépôt de la guerre : le maréchal de camp Jarjayes (3) et l'aide de camp Dugazon (4).

sion de Caffarelli et ses déplacements à Bourbonne-les-Bains, la Ferté-sous-Jouarre et Paris, Pache ajoute « je certifie de plus que d'après la commission de toutes les pièces que j'ai, qui sont au bureau de la guerre, rien n'indique, qui pourrait attirer sur cet officier le moindre reproche d'incivisme et que depuis qu'il a été mis sous ma surveillance, d'après toutes les informations que j'ai pu me procurer, ne m'est revenu que des témoignages favorables de civisme et de patriotisme de cet officier, que les talents dont il est pourvu font d'autant plus regretter, que l'armée a plus besoin de sujets méritants ».

1. Vieuxseux, Jean-Louis, né à Genève, le 30 avril 1754. Cadet soldat au régiment suisse de Diesbach le 25 août 1773, sous-lieutenant le 26 juin 1776, lieutenant en second le 8 avril 1779, 1^{er} lieutenant le 3 mars 1781, capitaine en second le 13 septembre 1786, réformé le 29 mars 1791, capitaine au 44^e régiment le 15 septembre, aide de camp du général Sheldon le 1^{er} mars 1792, maréchal de camp le 15 septembre, suspendu le 26 août 1793, autorisé à demander sa retraite le 10 prairial an III, pensionné à 1.800 fr. le 11 germinal an IV, employé au ministère de la guerre comme chef de bureau particulier du ministre le 1^{er} novembre 1807, chef de division au ministère le 1^{er} octobre 1812, rétabli sur le tableau des maréchaux de camp en date du 12 juin 1814. A. G.

2. Pache à Biron, 28 octobre 1792.

3. Jarjayes, François-Augustin, de Régnier, né dans les Hautes-Alpes en 1745. Aide de camp du général Baucet son oncle (1770), passe dans l'état-major en 1775. En 1791, il est fait maréchal de camp et directeur adjoint du dépôt de la guerre. Il se marie alors avec une des femmes de chambre de la reine et entre dans l'intimité de celle-ci. Il est chargé par elle de missions de confiance. C'est ainsi qu'il va à Turin, après la fuite de Varennes, pour empêcher le prince de Condé de prendre les armes et d'attaquer la France par Lyon. Ensuite, il sert d'intermédiaire dans les relations de Marie-Antoinette avec Lameth, Barnave, Duport. Après l'exécution du roi, il cherche vainement à maintes reprises à délivrer la reine ; puis émigre à la fin de 1793 en Piémont, où il est nommé aide de camp du roi de Sardaigne. Il rentre en France sous le consulat. En 1815, il est nommé lieutenant général. A. G.

4. Almanach national (ci-devant royal) de France pour 1793.

Enfin, le général Meusnier est chargé de suivre les opérations ; Vergnes et Caffarelli Dufalga lui sont adjoints.

Grâce au concours de ces chefs de service qui, à l'exception de Jarjaves, servent avec le plus grand dévouement. Pache va pouvoir transformer le personnel des bureaux. Il les épure en renvoyant tous les employés suspects d'aristocratie, qu'il remplace par des hommes sûrs (1), en nombre double (2), sans augmenter d'ailleurs beaucoup le rendement, au dire de ses adversaires (3). Il exige de ce personnel une attitude démocratique, le tutoiement et prêche personnellement d'exemple (4).

Ces manières nouvelles frappent les contemporains, notamment les girondins, qui pleins d'acrimonie contre lui, cherchent à exagérer encore ce qu'il peut y avoir de choquant dans ces apparences extérieures. Tous font entendre à ce sujet les plus véhémentes protestations. Pour Buzot (5) : « aux hommes sages et fidèles de Servan, succède je ne sais quel ramas de forcenés et de brigands. » Barbaroux déclare : « il y a trois fois plus de commis qu'au temps de Servan, mais tous sont désorganiseurs et ne connaissent rien à la guerre (6) ». Gensonné affirme que « leur impéritie et leurs dilapidations coûtaient à la nation le double de ce qu'aurait coûté la guerre » (7) : Dumouriez enfin, compare l'hôtel de la rue Grange Latelière à un infâme tripot où « 400 commis parmi lesquels plusieurs femmes, affectaient la toilette la plus sale et le cynisme le plus impudent. On n'y travaillait qu'en bonnet rouge, on y tutoyait tout le monde » (8).

A ces affirmations empreintes de l'esprit de parti, il convient

1. L'on choisit en principe des jacobins. Naxier Audouin fait à cet égard subir un examen détaillé sur faits et articles. Miot de Méliot, *Mémoires*, I.

2. Servan possédait 80 commis titulaires et 40 auxiliaires. Grimoard, *Tableau Historique*, I, 363.

3. Fantin Désodoards, *Histoire philosophique de la révolution française*, les appelle « des massacreurs du 2 septembre, inaptés et fripons » : Grimoard, *op. cit.*, « des barbouilleurs de papiers, la plupart tirés de la classe appelée les Sans Culottes, et parmi lesquels un grand nombre savait à peine tenir leur plume ».

4. « Il chassa un valet de chambre de bonne mine qui annonçait chez lui comme chez ses prédécesseurs et remplissait ses fonctions avec zèle et intelligence, pour donner sa place à un grand vilain crasseux, déguenillé comme le ministre, qu'il tutoyait et qui le lui rendait. Ce valet de chambre n'était pas moins familier avec tout le monde, même avec les généraux, par ordre de son maître. Ce fut chez celui-ci et dans ses bureaux, que le grossier usage du tutoiement commença ». Grimoard, I, 365 ; Buzot, *Mémoires*, 77, 78, ajoute « on devait se présenter chez lui avec des cheveux gras, un vêtement sale ou déchiré, affecter les plus extrêmes affectations du jacobinisme ».

5. *Ibid.*, 77.

6. Barbaroux, discours du 30 décembre, *Moniteur* du 1^{er} janvier 1793, XV, 6.

7. Séance du 2 janvier 1793,

8. Dumouriez, *Mémoires*, 309, 355.

d'opposer d'abord le témoignage d'un girondin qu'on ne peut suspecter pourtant de bienveillance envers Pache et qui ne l'épargne pas d'ailleurs ; mais Sillery se montre moins acerbe dans son jugement : « les employés sont patriotes zélés, mais la moindre chose leur offre une difficulté et ils ont sans cesse la crainte de se tromper. On peut être un excellent citoyen et ignorer les détails nécessaires aux mouvements et à l'approvisionnement d'une grande armée » (1). On peut opposer ensuite celle d'un conventionnel, dont l'intégrité et la valeur sont suffisamment connues. Lacombe Saint-Michel déclarera à la Convention le 16 décembre 1792 : « vous savez que depuis longtemps on se plaint de l'aristocratie des bureaux de la guerre (2). Pache l'a senti ; mais il a senti en même temps la difficulté de remplacer des hommes à qui la marche de l'administration est familière, par des hommes sans expérience ; il l'a fait avec ménagement. Si vous le déplacez avant que son successeur soit au courant du travail, vous allez tout désorganiser ».

Et l'assemblée ajourne indéfiniment la question du remplacement de Pache, voulant ainsi montrer combien lui paraît excessive la critique de ses ennemis.

1. Séance du 31 janvier 1793, *Moniteur*, XV, 329.

2. Séance du 16 décembre 1792, *Moniteur* du 18, XIV, 767.

CHAPITRE III

TRANSFORMATION DE L'ADMINISTRATION DE LA GUERRE

(19 octobre - 5 novembre 1792)

I. — RAPPORTS DU MINISTRE AVEC LE GOUVERNEMENT ET L'ASSEMBLÉE

1. *Pache et le Conseil exécutif provisoire.* — Son attitude à l'égard des ministres girondins.
2. *Pache et le Comité de la Guerre.* — Création du premier comité, son existence éphémère. La deuxième comité ; influence qu'il commence à prendre sur le ministre.
3. *La situation à Paris.* — Liquidation du camp sous Paris, troubles consécutifs à la séance du 29 octobre ; renvoi des fédérés aux armées.

II. — NOUVELLE ORIENTATION DONNÉE A L'ADMINISTRATION DE LA GUERRE

1. *Le Personnel.* — Mutations dans le haut commandement, réorganisation des cadres et de l'état-major général, discipline, effectifs, gendarmerie.
2. *Le Matériel.* — Armement et subsistances, création du comité des achats

III. — LA CONDUITE DES OPÉRATIONS

Le Conseil Exécutif décide de continuer les opérations malgré l'avance de la saison.

- a) *Armées de Belgique, du Nord et des Ardennes.* — Elles sont chargées de l'invasion des Pays-Bas. Ordre de bataille de celle de Belgique. 1^{er} plan de campagne de Dumouriez. Pache l'engage à agir en forces par sa droite pour bousculer les Prussiens ; mais Dumouriez ne veut pas modifier son plan. Toutefois, les mouvements des Autrichiens l'obligent à y apporter quelques changements le 26 octobre. Pache fournit, quoiqu'à regret, les moyens d'exécution nécessaires. Correspondance du ministre avec Dumouriez. Préliminaires de Jemmapes.
- b) *Armées des Vosges, de la Moselle, du Rhin.* — Le ministre prie Custine de lier ses opérations à celles de Kellermann. Custine maître de Mayence et de Francfort, prépare des incursions à rive droite du Rhin et néglige, malgré qu'il en a reçu l'ordre, de marcher sur Coblenz. D'accord avec Pache, il charge Kellermann de ce soin. Récriminations contre Kellermann.

Projets de ce dernier. Il reçoit du ministre l'ordre de se porter en avant. Mission de Carnot Feulins. Dénonciation de Custine contre Kellermann. Pache propose son rappel au conseil exécutif qui le décide

le 4 novembre. Nomination de Beurnonville placé aux ordres de Custine. Défense de Kellermann.

Instructions particulières données à Biron. Il est également placé sous les ordres de Custine.

- c) *Armées des Alpes et d'Italie*. — Instructions du ministre. Mauvaise impression produite par la convention du 22 novembre avec Genève ; modifications imposées par le conseil exécutif qui manifeste l'intention de destituer définitivement Montesquiou.

Opérations du général Anselme. Blâme du conseil exécutif pour son attitude à l'égard de Gènes.

- d) *Armée des Pyrénées*. — Menaces à la frontière des Pyrénées. Premières dispositions prises à l'effet d'y organiser la résistance.

I. — RAPPORTS DU MINISTRE AVEC LE GOUVERNEMENT ET L'ASSEMBLÉE.

1. *Pache et le Conseil Exécutif provisoire*. — Son attitude à l'égard des ministres girondins.

Le 19 octobre, quand Pache prend séance au conseil exécutif en qualité de ministre de la guerre (1), Roland y jouit d'une situation prépondérante. Certes, il a trouvé en Danton un rude adversaire ; mais Lebrun, Clavière, Servan, lui ont assuré une majorité toujours fidèle. Que va-t-il arriver maintenant que les départs de Danton et de Servan ont introduit dans le conseil deux nouveaux venus Garat, puis Pache ?

Il semble au premier abord que rien ne doit être modifié. Pache n'a-t-il pas été proposé par Roland au choix de ses amis comme un homme à lui, dont il est sûr, capable de remplacer exactement Servan ?

Mais voici que Pache, contrairement, à l'attente générale, s'affirme non pas girondin, mais fougueux montagnard, adversaire irréductible de son ancien patron. En vain celui-ci cherche-t-il à le ramener ; Pache oppose à toutes les avances une fin de non recevoir polie, mais ferme. En désespoir de cause, M^{me} Roland lui écrit sur le ton de l'amitié. Il ne répond même pas.

Bientôt, il ne se contente plus de critiquer le ministre de l'intérieur, il prend à son tour l'offensive et devient au sein même du conseil, le centre d'une opposition dirigée contre Roland et ses amis politiques les girondins.

Il rallie à lui Monge, très effacé jusque-là, mais jacobin de cœur ; ce qui lui est d'autant plus facile que le ministre de la marine est intimement lié avec plusieurs de ses sous ordres au département de la guerre ; il attire peu à peu l'opportuniste Garat.

1. Séance du conseil exécutif du 19 octobre, Aulard, I, 166.

Désormais, les jacobins disposent par moitié du conseil et y provoquent des dissentiments. Les adversaires politiques s'y affrontent d'autant plus volontiers, que les circonstances le leur permettent davantage. Nos armées triomphent maintenant sur tous les points et portent la guerre sur le territoire ennemi : rien n'annonce encore que la série ininterrompue de nos succès doit être troublée par des revers. Aussi, la question intérieure subordonnée six semaines auparavant à la nécessité de sauver l'indépendance nationale, redevient prédominante.

2. *Pache et le Comité de la Guerre.* — Création du premier comité, son existence éphémère. Le deuxième comité. Influence qu'il commence à prendre sur le ministre.

Nous avons vu au chapitre préliminaire, comment la Convention avait décidé, dès sa réunion, de réorganiser le comité militaire sous le nom de « comité de la Guerre » et quels membres avaient été choisis le 26, puis le 27 septembre.

Le 28, le comité s'organise (1) et élit d'abord son bureau : Lacroix président, Delmas vice-président, Reubell, Lecointre secrétaires. Puis, comme le décret de formation du comité de la guerre porte « qu'il sera divisé en deux sections, l'une chargée de traiter tous les objets généraux de la guerre, l'autre chargée de l'armement, habillement, vivres et subsistances : les citoyens composant le comité ont été invités à choisir la section qui conviendrait le mieux à leur talent » (2).

Ensuite, « un membre propose qu'il soit fait un règlement de police intérieure. La matière mise en délibération, l'utilité du règlement reconnue, le citoyen Châteauneuf Randon est chargé de présenter à la séance du lendemain un projet ». Après diverses autres propositions, « attendu que l'heure de midi est prête à sonner », le président déclare la séance levée.

Mais le lendemain, Châteauneuf Randon dit : « qu'il n'a pu avoir les pièces nécessaires pour dresser un projet de règlement du comité de la guerre vraiment satisfaisant, d'ailleurs il observe qu'il est prématuré de présenter un règlement général ». Son avis est adopté (3).

Le 3 octobre, la Convention confirme définitivement la création

1. Séance du comité de la Guerre du 28 septembre, A. N., R. 92, A. F. II, 14.

2. Milhaud, Treilhard, Delmas, Albitte, Letourneur, Lacroix, Reubell, Châteauneuf Randon, Poultier, Gasparin entrent dans la première section ; Rivaud, Delcher, Bentabole, Gardien, Coustard, Lecointre, Soubrany, Despinassy, Lacombe Saint-Michel, Carnot dans la deuxième section.

3. Séance du 29 septembre, A. N., R. 92, A. F. II, 14.

du comité de la guerre (1) ; mais celui-ci n'aura qu'une existence éphémère. La seule mesure importante qu'il prend (2), est de proposer à la Convention, par l'organe de Poultier, de prolonger l'engagement des volontaires (3).

Cette mesure si impopulaire, est développée le 15 octobre devant l'assemblée (4). Chabot s'indigne et demande le renouvellement d'un comité qui manque du sens de l'opportunité. Comme l'on constate que la plupart de ses membres sont absents par congés ou missions (5), la Convention adopte la proposition.

Le renouvellement a lieu le 19 octobre. Vingt-quatre nouveaux membres et 12 suppléants sont élus (6). Lacroix est nommé président, Goupilleau et Milhaud secrétaires. Ces derniers sont chargés de faire, à tour de rôle, le dépouillement des pétitions, d'examiner les lois importantes et de soumettre à leurs collègues ce qui est susceptible de les intéresser. On décide de plus, que le comité tiendra ses séances les lundi, jeudi, samedi à 7 heures du soir (7). Par ailleurs, le travail se trouve réparti comme précédemment.

Le nouveau comité semble d'abord ne devoir être qu'une sorte de « boîte aux lettres » (8), sans rapports nettement définis avec le conseil exécutif ; mais de par sa composition même, il va être appelé à étendre son rôle. Il comprend en effet, 12 anciens officiers : Dubois Crancé, Gasparin, Lacombe Saint-Michel, Dubois de Bellegarde, Carnot, Delmas, Sillery, Coustard de Massy, Dubois Dubay, Châteauneuf Randon, Doucet de Pontécoulant. Ces militaires très compétants, s'intéressent au département de la guerre. Ils vont tout naturellement entraîner l'organe législatif dont ils font partie, à empiéter sur les attributions de l'exécutif.

Nous voyons en effet, dès ses premières séances, le comité proposer à la Convention une loi enlevant en fait à ce dernier le droit de rappeler à l'activité les officiers destitués par des

1. *Archives parlementaires*, LII, 278.

2. Le comité s'occupera le 13 octobre de l'affaire du général Duhoux ; puis étudiera un projet relatif à l'artillerie légère ; le 15 il proposera à la Convention la suppression du galon argenté du chapeau des gendarmes et l'introduction en France des poudres de Berne. A. N., A. F. II, 14 ; A. G.

3. Séance du comité de la guerre du 13 octobre.

4. Séance du 15 octobre à la Convention, *Moniteur*, XIV, 214.

5. Dès le 28 septembre, il n'y avait que 15 membres présents, 8 autres se trouvent en commission et 1 absent.

6. Voir la liste au chapitre préliminaire.

7. Séance du comité de la guerre du 19 octobre.

8. Colonel Yung ; *Dubois Crancé*, I, 296.

commissaires de l'assemblée (1). Mais il conserve encore les formes et convoque le ministre pour lui soumettre des projets d'organisation ou solliciter son approbation à l'égard de certaines décisions. Ainsi le 27 octobre, Pache est entendu sur l'emploi et l'utilité des différents corps de gendarmerie nationale (2) : « il a représenté que les généraux demandaient des renforts en cavalerie et après avoir jugé que les cavaliers et gendarmes déjà organisés étaient plus propres et plutôt disposés à ce genre de service, le comité a arrêté que la gendarmerie nationale continuerait son organisation et serait employée dans les armées qui en auraient besoin. »

Le même jour, Pache demande s'il est autorisé à continuer de faire payer aux 45 compagnies de canonniers de Paris, la solde des volontaires nationaux qui leur est attribuée par un décret de la Législative. Le comité « arrête que le ministre en écrira à la Convention nationale ».

Toutefois, le comité n'hésite pas à prendre aussi de lui-même des décisions relatives à l'administration militaire, en consultant simplement le ministre pour avis. C'est ainsi que le 1^{er} novembre, « le comité extraordinairement assemblé, a examiné une pétition présentée à la Convention par une compagnie d'ouvriers artilleurs qui demande une fixation de solde. Après avoir examiné cet objet, il a décidé que la pétition serait envoyée au ministre pour en prendre connaissance et la renvoyer ensuite au comité avec les renseignements et observations dont elle sera jugée susceptible » (3). Pache s'exécute aussitôt, et le surlendemain, « sur la proposition de Lacombe Saint-Michel, d'après une lettre du ministre de la guerre, le comité arrête : qu'un fonds de 69.503 livres, 6 sols, 9 deniers, sera affecté à mettre sur le pied de guerre les compagnies d'ouvriers d'artillerie » (4).

Le même jour, le comité augmente le nombre des capitaines

1. Comité de la guerre, séance du 25 octobre, A. N., A. F. II, 14. Le comité fait un rapport à la Convention pour demander qu'elle décide :

1^o Que tous les officiers militaires ou civils, qui auraient été ou qui seraient destitués de leurs fonctions ou suspendus par les commissaires de la Convention, ne pourraient être réintégrés qu'en vertu d'un décret ;

2^o Que la Convention déclare nulle toute réintégration de l'un de ces officiers, même provisoire, si elle ne résulte pas d'un de ses décrets ;

3^o Que toute destitution ou suspension provisoire prononcée par un supérieur hiérarchique quelconque, ne pourra être levée que par le conseil exécutif, qui sera tenu d'en rendre compte sans délai et par écrit à la Convention ;

4^o Les officiers militaires qui auraient été ou seraient destitués et qui ne seraient pas réintégrés par décret de la Convention, ne pourraient plus désormais être employés au service de la République.

2. Comité de la guerre, séance du 27 octobre, *ibid.*

3. Comité de la guerre, séance du 1^{er} novembre A. N., A. F. II, 14.

4. *Ibid.*, séance du 3 novembre.

d'artillerie et décide de proroger le décret du 29 mai, accordant provisoirement la moitié des places vacantes d'officier aux sous-officiers.

Donc, dès sa formation, le second comité de la guerre jouit d'une très réelle autorité et représentant d'un pouvoir législatif tout puissant, commence à se subordonner le ministre.

3. *La Situation à Paris.* — Liquidation du camp sous Paris : troubles consécutifs à la séance du 29 octobre à la Convention. Envoi des fédérés aux armées.

Le ministre de la guerre, à une époque où la Commune insurrectionnelle demeure très forte, doit s'inquiéter de l'état de Paris.

Et tout d'abord, il lui échoit la liquidation du camp établi lors de l'invasion Prussienne. Ce camp, dont nous avons déjà longuement parlé, avait provoqué de multiples difficultés sous la Législative. La Convention, dès ses premières séances, est assaillie de réclamations à son sujet ; en particulier contre la manière dont le travail est conduit et la discipline observée. Le 26 septembre, Letourneur ancien officier du génie, vient au nom du comité de la guerre, proposer une loi en deux titres et 25 articles qui constitue un véritable code du travail, où l'on prend les précautions les plus minutieuses pour éviter abus et désordres (1).

Mais cette loi soulève de graves mécontentements. Le 2 octobre, les travailleurs du camp présentent à l'assemblée une pétition contre elle, appuyée par la signature de 16 des sections parisiennes. Kersaint fait passer à l'ordre du jour et décréter qu'on adressera au peuple une proclamation fraternelle pour l'éclairer (2).

Le 5 novembre, Letourneur vient signaler à l'assemblée l'effervescence qui règne au camp. Une discussion s'engage aussitôt. Les girondins déclarent que, par suite de la retraite de Brunswick, le camp est maintenant inutile et demandent qu'il soit dissous. Lanjuinais, Goupilleau, Camus, Buzot, Cambon prennent successivement la parole dans ce sens ; Tallien se joint à eux et sur la proposition de Kersaint, le projet de dissolution du camp est renvoyé au comité de la guerre (3).

Le 8 octobre, une émeute éclate à Montmartre (4). Elle n'est

1. Séance du 26 septembre, *Moniteur*, n° 271, XIV, 55.

2. Séance du 2 octobre, *Moniteur*, XIV, 106.

3. Séance du 5 octobre, *Moniteur*, n° 281, XIV, 135 ; *Journal des Débats*, n° 16, p. 27.

4. *Moniteur*, n° 286, XIV, 178.

réprimée qu'avec peine. Le 13, Rouyer rapporteur du comité de la guerre, vient rendre compte à la Convention de la situation : les travaux ont été conduits par un sieur Belair, directeur général nommé par la Commune et qui n'a soumis ni l'ensemble, ni le détail de ses plans au ministre de la guerre... Il termine en demandant la liquidation du camp, qui peut toutefois servir encore à l'instruction des recrues, si on le juge utile. Letourneur appuie cette motion et prétend qu'il faut prévoir des retours de fortune. Kersaint insiste pour obtenir au contraire la suppression immédiate qui va libérer un matériel important, nécessaire à Dumouriez pour sa campagne de Belgique (1).

Ce général profite pendant son séjour à Paris, de l'appui qu'il obtient de Santerre, le nouveau commandant de la garde nationale, pour préparer les esprits à la disparition du camp. Grâce à ses habiles manœuvres, Albitte vient le 16 octobre, proposer au nom du comité de la guerre la cessation des travaux.

Après quelques observations de Lanjuinais, d'Ossolin et de Lecomte Puyraveau, la Convention décrète que le licenciement des travailleurs aura lieu le 20 octobre (2).

En fait, il traîne jusqu'à la fin du mois, par suite de la résistance des ouvriers auxquels l'assemblée doit accorder des secours pour retourner dans leurs départements (3). Une partie d'entre eux reste d'ailleurs à Paris et y constitue un élément permanent d'agitation, à la disposition de la Commune. Ceux qui ne savent pas où aller, sont envoyés travailler au canal de Bourgogne et suscitent bientôt dans l'Yonne une agitation, qui oblige Roland à demander à Pache des forces pour la réprimer (4).

Mais les troupes employées au camp restent disponibles dans la capitale ; elles sont composées en majeure partie de fédérés des départements, dont le nombre a doublé dans le courant d'octobre (5). Leur séjour à Paris est préjudiciable à leur instruction, à leur discipline et entraîne beaucoup de dépenses onéreuses. Le général Berruyer, commandant l'armée de l'Intérieur, propose à deux reprises au ministre de les utiliser d'une manière plus avantageuse au pays (6). Celui-ci est également d'avis de les faire partir, au plus tôt, pour les armées ; mais la majorité girondine de l'assemblée est absolument opposée au projet. Elle compte en effet s'appuyer sur ces troupes, dont le dévouement

1. Séance du 13 octobre, *Moniteur*, n° 290, XIV, 214.

2. Séance du 18 octobre, *Moniteur*, n° 293, XIV, 238.

3. Décret du 2 novembre, *Moniteur*, n° 308, XIV, 369.

4. Roland à Pache, 6 novembre.

5. Le chiffre des troupes casernées à Paris, qui était de 7.588 hommes le 3 octobre, passe à 15.499 hommes le 5 novembre. A. G.

6. Le général Berruyer à Pache, 13 et 20 octobre.

lui est connu, pour tenir en échec les forces de la Commune.

Ne pouvant les envoyer immédiatement sur le front, Pache entend en tous cas les reprendre en main. Il donne ordre aux généraux Berruyer et Santerre de les réorganiser (1) et comme il convient d'abord à cet effet de les regrouper, le ministre prie Roland de mettre à sa disposition « les maisons ci-devant royales » pour y cantonner les fédérés (2).

Mais, le même jour 29 octobre, le ministre de l'intérieur vient rendre compte à la Convention de la situation de Paris (3) et fait contre la Commune un véhément réquisitoire. Il l'appuie de diverses dénonciations, dont une contre Fournier l'Américain, soupçonné de vouloir recommencer un nouveau 2 septembre contre les girondins. Fournier aurait affirmé, dit on, que Robespierre seul pouvait sauver la Patrie.

Ainsi mis en cause, Robespierre cherche à se disculper. Son discours est haché d'interruptions. Louvet le prend à parti avec une extrême violence. Finalement, l'assemblée lui accorde un délai pour répondre à ses accusateurs (4).

Ces événements provoquent une vive effervescence. Aussitôt sortis de la Convention, Robespierre et ses amis vont aux Jacobins. La foule y est énorme et l'agitation extrême. On décide la radiation de Louvet. Legendre, Bentabolle, Fabre d'Eglantine font tour à tour part à l'assistance de l'appréhension (5) que leur cause notamment, l'attitude hostile manifestée à leur égard par un grand nombre de fédérés actuellement à Paris : ils entretiennent une agitation violente et il faut leur répondre en appelant le peuple à la défense de la Commune et des Jacobins (6). Des cortèges se forment qui poussent des cris de mort, ici contre Marat, là contre Louvet. Des rassemblements tumultueux ont lieu au Palais Royal et aux Tuileries.

En cette occurrence, Roland demande à Pache d'assurer le maintien de l'ordre (7) : « je suis informé mon cher collègue,

1. Pache à Berruyer, 29 octobre.

2. Pache à Roland, 29 octobre.

3. Ce compte-rendu lui était ordonné par décret rendu dans la séance du 24 septembre (*Moniteur*, XIV, 309).

4. *Journal des débats et décrets*, n° 41 du 30 octobre, *Moniteur* du 10 novembre.

5. *Journal des débats des jacobins*, n° 292, 293, *Moniteur*, XIV, 462.

6. Quelques jours plus tard, Saint-Just dira à la tribune des Jacobins : « citoyens, je ne sais quel coup se prépare ; mais tout se remue, tout s'agite dans Paris ». La presse jacobine, en particulier les *Révolutions de Paris*, se montre très peu rassurée sur les conséquences de la dénonciation de Louvet (n° 173).

7. Roland à Pache, 30 octobre. Cette lettre fut saisie chez Pache lors

qu'il existe encore à Paris une fermentation sourde, que les malveillants entretiennent dans l'esprit du peuple et je sais que si elle éclatait, il résulterait nécessairement des troubles qui exposeraient la tranquillité publique. Les circonstances actuelles semblent donc exiger des mesures de prévoyance, que je crois très instant de prendre pour le maintien de la paix, dont nous jouissons heureusement depuis quelque temps et pour empêcher que de nouveaux désordres se manifestent. J'aurai pu m'adresser au commandant général de la force armée, pour invoquer sa surveillance à cet égard ; mais le peu de succès qu'ont eu jusqu'à présent les diverses réquisitions que j'ai souvent été dans le cas de lui faire, me déterminent, mon cher collègue, à avoir recours directement à vous.

Vous savez qu'une loi particulière vous a donné la faculté d'employer immédiatement la force armée de la capitale dans des cas particuliers et je pense que vous pourriez faire un usage utile de cette faculté, soit en prenant quelques précautions pour connaître l'esprit des corps militaires que renferme actuellement la capitale, soit par d'autres moyens, sur lesquels je ne puis que m'en rapporter à votre prudence. J'ai lieu de croire que votre zèle et votre amour pour la tranquillité publique, vous porteront à prendre en considération l'avis que je crois pouvoir vous donner.»

Le lendemain, Roland se montre encore plus pressant (1) : « le désordre, mon cher collègue, devient extrême dans Paris ; l'on arrête les subsistances à l'entrée de la ville, je n'ai que la réquisition à opposer à tant de maux, et toutes celles que j'ai faites au commandant de la garde nationale ont été infructueuses. Je vous prie d'écouter les bons citoyens qui se présentent à vous et de leur donner main forte, pour que Paris soit approvisionné et maintenu en paix. »

Les réquisitions du ministre de l'intérieur, trouvent le ministre de la guerre entièrement disposé à se prêter au rétablissement de l'ordre, mais différant d'avis sur la manière d'y parvenir. Il estime, quant à lui, que les auteurs du désordre sont moins les partisans de la Commune, que les fédérés indisciplinés et turbulents qui infestent Paris et dont il convient de se débarrasser au plus tôt (2).

Il est naturellement poussé dans ceste voie par la Commune

de la levée des scellés opérée à son domicile rue de Tournon, le 15 thermidor an III ; Sée, *Le procès Pache*, 17.

1. Roland à Pache, 31 octobre, Sée, *ibid.*, 20.

2. Les nouveaux volontaires des départements affluaient dans Paris et paraissaient animés d'un esprit contre-révolutionnaire. *Journal des débats*, n° 255 ; *Les révolutions de Paris*, n° 175.

elle même, qui demande des explications sur le maintien des fédérés à Paris. Elle excipe du droit accordé à toute municipalité d'être prévenue de l'arrivée de corps armés sur son territoire, pour requérir par écrit du ministre, les motifs d'un rassemblement de forces qui a eu lieu sans sa réquisition et sans qu'elle en soit officiellement informée (1).

Pache répond (2) : « citoyens, plusieurs sections m'ont écrit, d'autres sont venues à moi, toutes m'ont témoigné voir avec inquiétude se former dans Paris un rassemblement de troupes inattendues et dont l'emploi est ignoré.

Je dois comme ministre et comme citoyen une explication franche sur ce sujet.

Je n'ai appelé aucune force à Paris, je ne connais aucune cause qui y rend leur séjour nécessaire et le premier ordre qu'elles recevront de moi sera celui du départ... »

Et en effet, dès le lendemain, il invite le général Berruyer à faire partir 9 bataillons de garde nationale séjournant dans la 17^e division militaire, pour Nancy et Phalsbourg (3).

Le même jour, 2 novembre, sa réponse à la Commune est imprimée et affichée par les soins du conseil général. Invitation est faite aux sections de recenser les volontaires des départements qui se trouvent dans leur circonscription, de prendre des renseignements sur les motifs de leur arrivée, sur leurs moyens d'existence, puis d'envoyer des délégués à l'hôtel de ville pour collationner les procès-verbaux et présenter au conseil exécutif l'état des citoyens dont il peut disposer (4).

Une fois rassemblés, les commissaires des sections s'empres- sent de rédiger une adresse et décident de la porter le 4 novembre à la Convention.

Ils sont précédés par les fédérés qui viennent se plaindre d'insultes et de menaces qu'ils auraient eu à subir à leur arrivée « non de leurs frères de Paris ; mais des agitateurs » (5). Ils se font acclamer par la majorité de l'assemblée, quand ils déclarent : « on dit que nous voulons emmener la Convention hors de Paris ; ce sont bien plutôt nos accusateurs qui veulent expulser l'assemblée, renouveler les scènes du 2 septembre... Si l'insurrection qu'ils rêvent éclate, malheur à eux ! Nous sommes ici, nous

1. *Moniteur*, n° 303, 307, 308.

2. Pache au conseil général de la commune, 1^{or}, novembre, *Moniteur* du 3.

3. Pache à Berruyer, 2 novembre.

4. *Moniteur*, n° 309.

5. Séance du 4 novembre à la Convention, *Moniteur*, n° 310, *Journal des Débats et Décrets*, n° 47, p. 52 ; Buchez et Roux XX, 180 à 184 ; Mor- timer-Ternaux, IV, 322.

éclairerons, nous calmerons le peuple ; ni les protestations de patriotisme de ces agitateurs, ni la fuite, ni les souterrains, ne pourront les dérober à la vengeance des lois. »

Aussi, la Convention est-elle assez mal disposée, quand les commissaires des sections sont à leur tour introduits : « le camp n'existe plus, déclare leur orateur, la capitale n'a plus besoin pour se défendre ni de fortifications, ni d'armée. Cependant, et bien qu'il soit de principe constituant que des troupes ne peuvent s'approcher à 20.000 toises du lieu où siège l'assemblée, des corps d'armée ne cessent d'arriver de tous côtés. Serait-ce pour étouffer la voix, pour enchaîner la volonté du peuple ?... Quel est le motif de ce rassemblement de troupes ? Les représentants du peuple français ne sont-ils pas défendus par les vertus et le patriotisme du peuple de Paris ? Préférieriez-vous des baïonnettes à l'amour et à la confiance du peuple ? Auriez-vous la terreur des despotes, vous qui les avez faits trembler, vous qui n'avez mérité notre confiance que par votre courage à les combattre ? Ah ! soyez toujours fiers de notre confiance et vous ne craindrez pas la voix du peuple ; nous nous sommes dépouillés de nos armes pour les donner aux volontaires qui marchaient à la défense des frontières. Nous sommes sans armes et environnés de soldats armés. Nous vous le disons avec franchise : le temps presse, l'orage s'annonce dans le lointain, votre devoir est de le prévenir, vous le remplirez, vous ordonnerez au plus tôt au conseil exécutif de faire marcher contre l'ennemi les généreux défenseurs de la patrie... c'est le vœu de tout le peuple de Paris. »

Ces paroles troublent profondément l'assemblée. La Gironde réclame l'ordre du jour ; la Montagne, le renvoi de la pétition au ministre de la guerre, pour faire donner aux fédérés l'ordre du départ.

Rouyer prend alors la parole : « ces pétitionnaires qui viennent se présenter à la barre, vous ont dit que le peuple a le devoir de vous faire entendre avec franchise le langage de la liberté ; mais je dois leur dire... qu'il est temps d'apprendre au peuple de Paris que liberté n'est pas licence... je leur dirai moi : qu'avez-vous fait pour maintenir la tranquillité, pour réprimer les agitateurs ? rien... »

Je dirai que Paris n'a rien fait pour réprimer les agitateurs... je demande donc que l'on passe à l'ordre du jour. Quant à l'inquiétude des sections sur les fédérés qui se rassemblent à Paris, elles devraient savoir ces sections, que nos frères des départements sont venus faire hommage de leurs bras pour la défense de leur patrie. »

•

Et Barrère : « depuis plusieurs jours, nous nous voyons livrés à des débats qui ne tournent pas au profit de la chose publique ; d'un côté, ce sont les fédérés qui demandent la tête de Marat, de l'autre, ce sont des agitateurs qui proposent des mouvements pour demain...

Mais toutes ces agitations semblent naître du projet qui vous est présenté, relativement à la création d'une force armée (1). J'ai dit alors que cette mesure était impolitique et même impuissante ; car que pourrait une garde de 4.000 hommes contre une population telle que celle de Paris ? Je l'ai combattu comme garde d'honneur... mais il est un monstre qu'il faut attaquer, qu'il faut abattre, c'est le monstre de l'anarchie. C'est aujourd'hui que l'on vient nous proposer des pétitions susceptibles d'exciter des mouvements... de quoi s'agit-il dans les pétitions qui vous sont présentées ? d'un côté, des fédérés qui se plaignent des mauvais traitements qu'ils ont essuyé dans leurs casernements et de l'autre, ce sont des citoyens qui accusent le ministre de la guerre d'avoir fait partir la plus grande partie des canonniers pour les frontières.

Je demande que le ministre de la guerre vous rende compte de ce qu'il a fait pour les uns et pour les autres... je demande l'impression de l'adresse des fédérés et de celle des citoyens de Paris. »

La discussion et l'impression des deux adresses sont décrétées et le ministre de la guerre chargé de rendre compte des mesures prises pour les casernements des fédérés.

À la suite de cette séance, sous la double pression des jacobins et de la Commune, qui veulent à tout prix se débarrasser des fédérés, Pache après avoir ordonné à Santerre de prendre des précautions et de faire doubler ses postes (2), se décide enfin à proposer lui-même leur renvoi aux frontières.

Le 8 novembre, il se présente à l'assemblée et annonce qu'il a donné l'ordre de faire partir aux armées les fédérés de Paris ; mais que le général Berruyer commandant militaire de la capitale n'est disposé à l'exécuter, que sous réserve de sa ratification par la Convention. Bien que soutenu par Thurreau, le ministre est fort mal reçu par la majorité girondine (3).

Le surlendemain, Letourneur (de la Manche), appuie les propositions de Pache (4) : « votre comité de la guerre, informé par le ministre de ce département, de la nécessité de renforcer les armées

1. La Convention avait décidé le 24 septembre un projet de formation d'une garde départementale chargée de veiller sur sa sécurité.

2. *Moniteur*, n° 310 à 313.

3. *Moniteur*, XIV-422 ; *Journal des Débats et Décrets*, n° 50, 118 et 124.

4. *Moniteur* n° 317, XIV-447 et suiv. ; *Journal des Débats et Décrets*, n° 52.

pour rendre leur action expéditive et plus sûre, s'empresse de mettre sous les yeux de la Convention, les moyens qu'il a jugés les plus convenables pour arriver à ce but.

Il résulte de l'état qui lui a été remis le 5 de ce mois, par le commandant provisoire des sections armées de Paris, qu'il existe dans cette ville un très grand nombre de gardes nationaux et fédérés des départements, dont la destination est restée jusqu'ici incertaine. Les uns, sont organisés en bataillons et devaient servir dans les camps de Paris et Soissons ; d'autres, et c'est le plus grand nombre, n'ont encore qu'une formation incomplète ; mais tous sont animés du même désir et ne forment qu'un vœu, celui de servir utilement la patrie.

Il est donc de votre devoir, de ne pas laisser plus longtemps leur zèle inactif ; et votre comité, pour remplir les vues du ministre, a d'abord fixé son attention sur ces bons défenseurs, auxquels on ne peut supposer d'autre volonté, que celle d'être employés de la manière la plus utile aux intérêts de la République : et certes, ils ne balanceront pas entre les délices corrompteurs d'une seconde Capoue et la gloire qui les attend dans la Belgique. D'ailleurs, citoyens, la solde de ces volontaires à Paris est une charge d'autant plus onéreuse pour la République, que le service qu'ils y font est à peu près nul.

C'est d'après ces considérations, que votre comité de la guerre est chargé de vous présenter le projet de décret suivant :

La Convention Nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre, désirant seconder le vœu des gardes nationaux et fédérés qui réclament l'honneur de servir utilement la patrie, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les bataillons de gardes nationaux qui étaient destinés à servir dans les camps de Paris et de Soissons, seront mis à la disposition du ministre de la guerre, pour être employés dans les armées qui sont en présence de l'ennemi.

ART. 2. — Les gardes nationaux et fédérés des départements, casernés dans la ville de Paris ou dans les environs, dont la formation se trouve incomplète, seront organisés en bataillons dans le délai de quinzaine après publication du présent décret.

Le pouvoir exécutif nommera des commissaires à cet effet, et du moment de leur fonction, ils seront également mis à la disposition du ministre.

ART. 3 — Ceux des dits gardes nationaux ou fédérés qui faute de s'être présentés, ne se trouveraient pas compris dans la formation des bataillons, dans le délai prescrit par l'article 2, cesseront de toucher leur solde à Paris et d'y être casernés. »

Ce projet soulève de violentes protestations des girondins. Buzot

se lève et l'attaque dans un fougueux discours : « je ne sais par quelle étrange fatalité, une question mise à l'ordre du jour depuis deux mois, serait emportée par un décret de circonstance, qui demande au moins de la discussion.

Vous avez reçu du ministre de la guerre une lettre complaisante sur les difficultés élevées par les sections de Paris, relativement au séjour des fédérés qui se trouvent à Paris.

Ceux-ci vous avaient envoyé une pétition, que vous avez renvoyée à un comité. On a trouvé plus commode d'y répondre par un décret commandé pour ainsi dire par un ministre... » Et Buzot demande que l'on distingue parmi les fédérés, les bataillons formés pour occuper les camps de Paris et de Soissons, qui sont réellement destinés aux frontières et doivent s'y rendre et ceux « qui ne sont venus que pour Paris. Ceux-ci ne sont point engagés, ils doivent être dans Paris aussi libres que les autres citoyens. On ne peut les contraindre à partir. Vous auriez mieux fait de dire que vous les renvoyez parce que les sections de Paris n'en veulent pas. Le ministre de la guerre a eu la lâcheté... (de violents murmures interrompent l'orateur).

Il est certes très permis aux départements d'avoir de l'inquiétude, lorsqu'ils verront que Paris ne veut pas conserver dans son sein des frères qui ne demandent qu'à se confondre dans les sections pour la garde de Paris... Je puis prouver que la seconde partie du décret qu'on vous propose, si elle ne doit être rejetée, doit être au moins divisée.

Je demande donc la division. Que l'article soit discuté si l'on veut ; mais que l'on fasse droit à la pétition des fédérés... »

Lacroix prend alors la parole, en qualité de président du comité de la guerre, pour défendre Pache des accusations de Buzot : « le ministre de la guerre est venu nous trouver, et nous a fait part de la nécessité d'envoyer 10 ou 15.000 hommes à l'armée de Custine, pour l'empêcher d'être coupée. Nous ne voulions pas faire cette déclaration publiquement; mais puisqu'on nous accuse d'avoir cédé aux demandes des sections, il faut bien que nous le fassions. Pour parer au danger que court Custine, il nous a paru que le moyen le plus prompt et le plus sûr, c'était de former en bataillons les volontaires venus à Paris et de les lui envoyer. Ceux qui n'accepteront pas, seront libres de retourner dans leurs foyers ; mais dès lors, ils cesseront d'être soldés. Voici les motifs du projet de décret... »

Barbaroux répond : « s'il est une intrigue abominable, c'est celle dont on a rendu dupe le comité... voici les faits : le tocsin sonne dans la France. Des patriotes s'arment et partent. Ils arrivent, l'ennemi est éloigné. Ils vous présentent le désir de garder des établissements nationaux ; bientôt des réclamations sont adres-

sées au pouvoir exécutif. On circonviend le ministre de la guerre ; et le ministre de la guerre écrit complaisamment une lettre adulateuse aux sections de Paris et leur promet le départ des bataillons. Que fait-il ? Il écrit successivement deux lettres à la Convention, qui les renvoie au comité.

Il se présente lui-même pour obtenir ce départ. Aujourd'hui, on vient nous dire que Custine est dans l'embarras. Mais où est donc l'armée de Kellermann ? »

Lacroix : « non, c'est pour remplacer les bataillons qui ont été tirés de l'armée de Kellermann pour aller rejoindre Custine. »

Barbaroux réplique : « il faut savoir quels sont les ennemis que l'armée de Kellermann a devant elle... il est au moins convenable d'examiner quelle est la situation de Paris... il semble que le ministre de la guerre aurait pu faire partir d'abord les bataillons les plus voisins de Paris, et quant à ceux qui sont dans cette ville, attendre la discussion sur la force départementale... le ministre de la guerre... nous assurera-t-il qu'il n'y aura point de troubles ? »...

Cambon prend la parole à son tour et appuie Barbaroux. Il s'oppose au renvoi des fédérés, met en cause Lacroix qui confirme ses dires. La discussion continue.

Reubell : « il est des faits allégués, dont le ministre devrait nous instruire. Il devrait être là, je propose qu'il soit mandé. »

Letourneur : « je demande à rétablir les faits. Le ministre de la guerre est venu se concerter avec le comité ; ses observations appuyées par une nouvelle dépêche de Custine, où le besoin de troupes est fortement énoncé, ont déterminé le décret ; on a donc pensé que Paris pourrait fournir le renfort nécessaire... »

Cambon demande que l'on ne prenne pas la mesure à la légère ; il y a des gardes nationales prêtes à marcher ailleurs qu'à Paris ; il faut se donner le temps de la réflexion...

La discussion s'éternise. Finalement Pétion la ferme par un appel à la concorde. Sur l'article 1^{er} du décret du comité, l'assemblée passe à l'ordre du jour motivé par les lois antérieures (1) ; les deux autres articles sont rejetés.

Cette longue querelle aboutit au tardif triomphe des girondins, qui le 19 novembre, feront décider le maintien des fédérés à Paris. Il a paru nécessaire de développer ces débats, provoqués par des ordres de Pache, pour montrer à quelles difficultés le ministre se heurte dans l'exercice de ses fonctions.

1. Elles autorisaient le ministre à disposer de tous les bataillons organisés qui se trouvaient dans la circonférence soumise à la police de l'assemblée.

II. — NOUVELLE ORIENTATION DONNÉE A L'ADMINISTRATION DE LA GUERRE

I. Le Personnel. Mutations dans le haut commandement, réorganisation des cadres et de l'état-major général etc...

La question de l'organisation du haut commandement, est une de celles qui préoccupe d'abord le nouveau ministre.

Servan, avant de quitter son poste, avait fait décréter le 1^{er} octobre la division de nos forces en huit armées ; mais les événements avaient vite amené d'importantes modifications. Le 6 octobre, Dumouriez nommé par le conseil exécutif commandant en chef de l'armée de Belgique, laissait l'armée des Ardennes aux ordres de Dillon, bientôt relevé lui-même et remplacé par Valence. Par ailleurs, les succès de Custine dans le Palatinat, lui faisaient obtenir un commandement indépendant de Biron.

Pache doit à son tour procéder à de nouveaux changements ; car il estime qu'il convient de grouper nos forces sous un chef unique, sur chacun des théâtres actifs d'opérations (Belgique, Allemagne) et de scinder les commandements trop importants, sur les fronts purement défensifs, pour donner plus de souplesse aux armées qui y opèrent.

C'est pourquoi, il entend d'abord confirmer le commandement attribué à Dumouriez sur les trois armées qui vont envahir la Belgique : la sienne propre, celles de Labourdonnaye et de Valence. Ceux-ci n'ont pas été formellement placés sous ses ordres, et il se produit des frottements qui risquent en s'aggravant de compromettre le succès de la campagne.

« J'espère que mes ordres seront exécutés avec précision, écrit Dumouriez à Pache (1) ; s'ils ne l'étaient pas, j'aurais lieu de croire que le pouvoir exécutif n'aurait pas expliqué correctement aux généraux en chef d'armées, qu'étant responsable de cette guerre, je dois être obéi par eux, sans qu'ils puissent mettre leurs combinaisons ou leur amour propre en opposition avec les plans de campagne. Je prie le pouvoir exécutif d'être très précis et très catégorique à cet égard, et comme vous commencez, citoyen vertueux, un ministère nouveau, je vous prie de donner des ordres très positifs, afin que je ne me trouve pas dans le même embarras qui a pensé à faire échouer ma campagne des Ardennes. En voilà assez sur cet article, dont je ne vous parle que par précaution. »

Pour éviter les difficultés qui lui sont signalées, le ministre pro-

1. Dumouriez à Pache, 24 octobre, *Correspondance*, 8.

pose et fait adopter par le conseil un arrêté relatif « aux rapports de subordination à établir entre les officiers généraux qui se trouvent employés à l'expédition de Belgique », qui dispose, « que le général Dumouriez aura le titre de lieutenant général des armées de la République, commandant en chef l'expédition de la Belgique ; qu'en cette qualité, tous les lieutenants généraux, quels que soient leurs titres à d'autres égards, qui se trouvent employés dans cette expédition, seront les sous ordres de Dumouriez et qu'il sera écrit en conformité de cette résolution, tant au général Dumouriez qu'aux autres lieutenants généraux (1) ».

Pour des raisons analogues à celles qui militent en faveur d'un commandement unique en Belgique, il paraît opportun de grouper nos forces de l'est sous les ordres du général dont les succès militaires enthousiasment en ce moment tout l'empire ; d'autant plus que de graves dissentiments viennent d'éclater entre Custine et Kellermann, dont l'écho est parvenu à la barre même de l'assemblée.

Ce dernier, au lieu de descendre la vallée de la Moselle, pour atteindre Coblenz et y faire jonction avec Custine, comme l'y invitent à la fois et de la manière la plus pressante, ce général et le ministre, s'installe en Lorraine dans de confortables cantonnements, pour prendre ses quartiers d'hiver.

Pache désespérant de le décider à marcher en avant, provoque son rappel (2) et son remplacement par Beurnonville (3). Mais il entend profiter de l'occasion pour réaliser en faveur de Custine l'unité de commandement de nos trois armées de l'est. Le nouveau chef de l'armée de la Moselle, se voit donc placé aux ordres de celui de l'armée des Vosges (4).

Il reste à inféoder Biron à Custine, ce qui est d'autant plus délicat, qu'il s'agit de renverser une situation durant depuis de longs mois.

Le ministre use à cet effet de diplomatie. Le 5 novembre, il écrit à Biron qu'on le voit avec plaisir seconder Custine et contribuer aux succès des armées de la République : « vous ferez, ajoute-il, partir vos troupes dès le moment que Custine le jugera convenable » (5).

Biron comprend et répond que toutes ses troupes sont désormais aux ordres de Custine, qu'il se soumettra sans humeur à

1. Séance du conseil exécutif du 29 octobre, Aulard, I, 207.

2. Arrêté du conseil exécutif du 4 novembre, Aulard, I, 223.

3. La destitution de Kellermann sera étudiée en détail dans la 3^e partie de ce chapitre.

4. Pache à Beurnonville, 11 novembre.

5. Pache à Biron, 5 novembre.

son ancien lieutenant (1). Pache sait reconnaître comme il convient cette preuve d'un rare désintéressement. La lettre du général est communiquée à la Convention et publiée dans les journaux, qui vantent à l'envi l'abnégation de Eiron.

Le ministre est donc parvenu, en quelques jours, à créer sur nos fronts offensifs, deux véritables groupes d'armées aux ordres de Dumouriez et Custine. Certes, ce sont là des groupements trop nouveaux pour fonctionner utilement. La machine a besoin d'une longue expérience et d'une mise au point et il faudra bien des années avant qu'on y parvienne. Il n'en est pas moins intéressant de constater l'heureuse initiative prise à cet égard par Pache, pour renforcer la vigueur de notre action militaire.

Si pour les opérations qui se déroulent dans les Flandres et le Palatinat, il convient de centraliser le commandement de nos forces, au midi au contraire, il est en réalité impossible au général Montesquiou de diriger de Savoie les mouvements de son lieutenant Anselme dans le comté de Nice. Il devient nécessaire d'accorder à ce dernier une situation indépendante. Pache obtient du conseil le 31 octobre, « que le général d'Anselme (2), qui a dirigé l'expédition du comté de Nice et n'a opéré jusqu'ici que comme lieutenant général attaché à l'armée du Midi sous les ordres du général Montesquiou... aura le commandement en chef de l'armée française établie à Nice et sur le territoire environnant et qu'en cette qualité, il correspondra directement avec le pouvoir exécutif. »

Pache n'a pas à modifier seulement l'organisation du haut commandement ; tout notre corps d'officiers est aussi à réorganiser :

Outre l'émigration, qui a profondément modifié la composition de nos cadres, les commissaires envoyés le 10 août aux armées ont multiplié les suspensions et les nominations. Il s'agit de régulariser au plus tôt cette situation de fait. C'est pourquoi, le comité de la guerre fait adopter le 27 novembre, par la Convention, le décret suivant « le pouvoir exécutif procédera sans délai au remplacement de tous les officiers de l'armée qui sont suspendus ou destitués, tant par ses commissaires auprès des armées, que par ceux envoyés par le corps législatif (3) ».

Le surlendemain, Pache présente au conseil exécutif un rapport sur la question (4) : « peu après l'époque du 10 août, la nécessité de remplacer promptement dans l'armée le grand nombre d'officiers qui, déçus du coupable espoir de trahir la patrie se sont

1. Biron à Pache, 9 novembre.

2. Séance du conseil exécutif du 31 octobre, Aulard, I, 264.

3. Décret du 27 octobre, *Lois*, XI, 286.

4. *Mémoire* de Pache pour le conseil exécutif, 25 octobre, A. G.

décidé à l'abandonner, celle d'exciter par le moyen le plus puissant, le zèle des citoyens qui combattaient dans les armées, fut sans doute le motif qui porta nos généraux à nommer aux emplois et à confier des grades, même ceux de maréchal de camp et de lieutenant général.

Les mêmes considérations, déterminèrent sans doute le conseil exécutif à tolérer ces nominations, sur lesquelles le ministre de la guerre ignore si aucun acte formel du conseil les a jamais permises, tandis que la loi du 3 septembre dernier attribue ce droit uniquement au pouvoir exécutif.

Quoi qu'il en soit, cette disposition qui a pu être utile pour la circonstance où elle a eu lieu, occasionnerait beaucoup d'inconvénients, si elle était maintenue plus longtemps : déjà le nombre fixé pour plusieurs grades a été outrepassé, et d'ailleurs, les généraux n'étaient pas toujours d'accord sur les titres du même individu à un avancement rapide et prématuré : il en est résulté des plaintes, de la valeur desquelles le pouvoir exécutif ne saurait juger sans inconvénients. Il s'élève aussi, à ce sujet, une question très délicate, concernant le droit qu'un général supérieur peut avoir ou non de nommer aux emplois dans l'armée du général subordonné.

Pour faire cesser des contrariétés toujours nuisibles et pour éviter dans chaque grade des accroissements irréguliers, on propose au conseil, de faire rentrer l'exercice du droit de nomination dans l'ordre habituel, en laissant seulement aux généraux le droit de présentation.

Il conviendrait aussi, de leur laisser le droit de faire remplir provisoirement par les individus qu'ils en jugent capables, la fonction de ceux qu'ils ont été autorisés à suspendre. »

Le conseil exécutif adopte immédiatement ces propositions et prend l'arrêté suivant (1) : « le ministre de la guerre ayant rendu compte au conseil que plusieurs généraux d'armée ont confié des grades et des emplois militaires de leur propre mouvement et sans en avoir reçu l'autorisation du ministre de la guerre.

Le conseil exécutif considérant que si des circonstances pressantes ont pu motiver de la part des généraux cet exercice du pouvoir que la loi ne leur a pas attribué, il est temps que tout rentre dans l'ordre et que l'observation des règles soit maintenue avec l'énergie qui caractérise le gouvernement républicain, arrête que nul ne pourra désormais conférer dans l'armée des grades et emplois qu'il appartenait au pouvoir exécutif de donner conformément aux lois. »

Cet arrêté est confirmé le 8 novembre, par une loi qui étend

1. Séance du conseil exécutif du 25 octobre, Aulard, I, 208.

en cette matière les pouvoirs du ministre de la guerre (1) :

« ARTICLE PREMIER. — Les généraux seront tenus d'informer sans délai le ministre de la guerre, des emplois vacants au choix, au fur et à mesure qu'ils viendront à vaquer dans les troupes de ligne de l'armée de la République. Le conseil exécutif y nommera de suite, d'après les formes établies.

ART. 2. — Aucun officier, de quelque grade qu'il soit, dont la nomination est dévolue au choix, ne peut être reçu à aucun emploi dans l'armée, qu'en vertu du brevet ou de la lettre de passe qui lui aura été expédiée par le conseil exécutif provisoire, ou au moins sur la présentation de la lettre d'avis qui lui aura été adressée par le ministre de la guerre.

ART. 3. — La disposition de l'article ci-dessus, ne concerne point les officiers qui ont droit au remplacement par ancienneté, immédiatement après la vacance. Ils seront reçus par le commandant du corps, à l'emploi vacant, en feront le service et toucheront les appointements. Il en sera rendu compte au général, qui en informera le ministre de la guerre, qui lui fera expédier le brevet.

ART. 4. — La Convention Nationale déclare nulles les nominations et promotions faites par les généraux des armées de la République aux emplois au choix, dont le conseil exécutif a disposé. Les officiers qui ont obtenu leur brevet ou lettre de passe, seront reçus et mis en fonction et ceux nommés par les généraux aux mêmes emplois, reprendront celui qu'ils avaient auparavant.

ART. 5. — La Convention nationale confirme néanmoins toutes les nominations et promotions faites par les généraux aux emplois au choix, dont le conseil provisoire n'a pas disposé jusqu'à ce jour.

ART. 6. — Le conseil exécutif donnera les ordres nécessaires, afin qu'il soit procédé au remplacement sans délai, des emplois vacants ou qui viendront à vaquer par la suite .»

Pache ne s'en tient pas là. Il estime encore qu'il est nécessaire de faire fixer par décret, la composition organique de l'état-major général. Aussi, adresse-t-il quelques jours plus tard à la Convention, le rapport suivant (2) : « les généraux qui commandent les armées de la République, se plaignent de manquer d'officiers généraux pour conduire les divisions et les brigades et d'adjutants généraux pour veiller aux divers détails du service. En effet, les forces de la nation n'ont jamais été justement appréciées et le zèle des Français pour défendre leur liberté, a dépassé toutes les limites qu'on avait assignées aux armées et aux ressources de la République. Il est donc aujourd'hui difficile au ministre lui-même, de

1. Décret du 8 novembre, *Lois*, XI, 289.

2. Rapport de Pache à la Convention, 6 novembre. A. G.

connaître avec exactitude le nombre de citoyens qui s'arment tous les jours.

Je ne proposerai donc pas à la Convention Nationale de fixer le nombre des officiers généraux et des adjudants généraux, puisqu'il doit varier comme la force des armées ; mais je la supplie de prendre une mesure qui, fixant pour toute la guerre le rapport de ce nombre à celui des troupes, pourvoit à tous les besoins et oppose en même temps une barrière nécessaire à toute prétention, une limite aux dépenses publiques.

Les maréchaux de camp sont destinés à conduire les brigades, les lieutenants généraux à commander les divisions. On peut donc déterminer le nombre de maréchaux de camp d'après celui des brigades et celui des lieutenants généraux par le nombre des divisions.

Si l'on établit un adjudant général par division, on aura pourvu à tous les besoins du service...

En conséquence, il paraîtrait convenable :

1^o Que le nombre des maréchaux de camp soit déterminé par celui des brigades, la brigade d'infanterie étant composée de 4 bataillons et celle de troupes à cheval de 8 escadrons ;

2^o Que le nombre des lieutenants généraux soit égal à celui des divisions, la division étant de deux brigades ;

3^o Qu'il y ait autant d'adjudants généraux que de divisions... »

Mais cette proposition n'a pas immédiatement de suite (1).

Cet état-major général, dont il cherche à obtenir l'organisation définitive, Pache entend se le subordonner et lui imposer une rigoureuse discipline. Il ne peut admettre, en effet, que les généraux en chef, suivant l'exemple de Dumouriez, correspondent directement avec l'assemblée et négocient avec l'ennemi, sans en avoir reçu mandat. Il faut les replacer au plus tôt sous l'autorité du ministre et du pouvoir exécutif. A cet effet, Pache obtient les 29 octobre (2) et 5 novembre (3), deux arrêtés du conseil, qui rappellent les généraux à leurs devoirs : « La Convention Nationale, y est-il dit, a décrété que toutes les lois qui n'ont pas été abrogées, continuent à être en vigueur, que le conseil se ne montrerait pas digne de la Nation et de la Convention, s'il ne maintenait pas dans toute son intégrité la puissance exécutive déposée provisoirement entre

1. Le 30 novembre, le ministre envoie au comité de la guerre un tableau relatif à l'augmentation de l'état-major général, proportionnellement aux besoins des armées. Le 3 décembre, il rappelle son envoi et le 17 il demandera à la Convention de hâter la solution ; mais aucune décision ne sera prise à cet égard avant le décret du 24 février 1793.

2. Séance du conseil exécutif du 29 octobre, Aulard, I, 207.

3. *Ibid.*, 5 novembre, A. N., AF III.

ses mains, et notamment la hiérarchie des autorités constituées, qui forme une partie essentielle du gouvernement.

Considérant toutefois que plusieurs corps administratifs, des tribunaux, des généraux d'armée et d'autres chefs militaires, ont depuis quelque temps, adressé à la Convention nationale leurs lettres, dépêches et autres missives relatives à leurs fonctions, tandis que la lettre et l'esprit de la loi veulent que ces objets passent par l'intermédiaire du pouvoir exécutif, sous la surveillance duquel agissent les différents fonctionnaires publics, civils ou militaires.

Arrête, qu'il sera enjoint aux divers corps administratifs ou judiciaires, ainsi qu'aux généraux d'armée et à tous les agents du pouvoir exécutif, en vertu des lois existantes, d'adresser désormais au pouvoir exécutif les lettres et les demandes qu'ils seront dans le cas de faire parvenir à la Convention, pour les objets concernant leurs fonctions et qui doivent lui être transmises par les ministres, chacun pour leur département (1). »

L'arrêté du 5 novembre est encore plus précis : « le conseil exécutif, délibérant sur les règles à prescrire aux généraux des armées françaises, relativement aux communications qu'ils sont dans le cas d'avoir avec les généraux et autres agents des puissances ennemies, arrête, que les généraux et chefs militaires, ne pourront avoir avec les généraux et autres agents des dites puissances, aucun pourparler, écouter aucune proposition, entamer ou suivre aucune négociation relative aux intérêts politiques; et qu'en conséquence, il leur sera prescrit par le ministre de la guerre, de n'avoir d'autre communication avec les ennemis, que celles qui sont nécessitées par les capitulations des places, cartels, échanges de prisonniers et

1. Cet acte d'autorité du ministre, soulève de vigoureuses protestations de la part de celui contre qui il est en réalité dirigé; c'est-à-dire Dumouriez. Pache répond à ces réclamations : « la délibération du 29 octobre, ne porte pas atteinte à la liberté, en faisant passer tous les comptes ordinaires du service par le ministre; elle laisse certainement au général la faculté d'adresser directement à la Convention ses réclamations contre un ministre dont il aurait à se plaindre, sur tout ce qui est personnel. » (Pache à Dumouriez, 16 novembre, *Correspondance*, 94.)

La discussion prend vite un ton d'aigreur caractérisé. « Il semble étrange, rétorque Dumouriez, que depuis quelque temps, toutes vos décisions tendent à désorganiser l'armée et à la mettre au désespoir... »

Dès que le décret qui ôte aux généraux la nomination aux emplois militaires a été rendu, je m'y suis soumis sans humeur; mais je vous assure que vos bureaux en font un emploi révoltant. C'est ainsi qu'on a farci l'armée que je commande d'adjudants et d'adjoints, qui ne savent pas un mot de leur métier... L'intention du décret a été sans doute, de ne pas laisser aux généraux le moyen de se faire trop de créatures dans les armées par les nominations; mais ils devraient au moins être consultés pour les emplois supérieurs et pour les emplois de confiance, et surtout, les choix devraient tomber sur des officiers connus des soldats et qui ont leur confiance. »

Dumouriez à Pache, *Correspondance*, 83, 188, 191.

autres détails purement militaires, qu'il est d'usage de traiter à l'amiable entre deux armées ennemies, selon les règles du droit de la guerre et les instructions particulières qu'ils peuvent avoir reçues. »

L'administration du personnel de la guerre, nécessite encore deux séries de mesures. L'une, d'extrême urgence, consiste à déterminer au plus tôt l'effectif de nos troupes combattantes, effectif que tant de levées hâtives, laissent dans une indétermination dangereuse ; l'autre, consiste dans le maintien aux armées de la gendarmerie, pour renforcer notre cavalerie déficitaire.

Pour déterminer l'effectif de nos troupes, Pache lance circulaires sur circulaires : aux armées (1), aux départements (2). Mais il faudra encore de longs mois, avant d'y parvenir avec quelque précision.

A l'égard de la gendarmerie, le décret du 5 octobre avait décidé la formation de gendarmerie à cheval, destinée à renforcer les armées (3). Plusieurs décrets en avaient facilité l'application (4). Pache, dès son arrivée au ministère, approuve sans réserve cette mesure. Dans une lettre au comité de la guerre, il déclare (5), qu'actuellement les gendarmes sont indisciplinés, que d'autre part, comme leur solde est élevée, ils coûtent cher à la nation. Or, il suffira de les occuper et de les mêler aux autres troupes de cavalerie, pour qu'ils se disciplinent. Quant à la solde, il faudra veiller à apporter remède à ces inégalités, peu importantes sans doute au point de vue pécuniaire ; mais qui ont de graves conséquences au point de vue moral.

Il faut absolument employer les gendarmes aux armées : car ils apporteront à notre cavalerie un renfort d'autant plus appréciable, qu'ils sont tous montés et que pour 60.000 cavaliers, nous

1. Le chef d'état-major de chaque armée ou corps détaché, adressera au ministre un double de l'appel journalier qu'il est tenu de soumettre au général, conformément à l'article 17, du titre 12, du règlement sur le service en campagne. De plus, il enverra au ministre l'ordre de bataille de l'armée, chaque mois et toutes les fois qu'il y sera fait quelques changements (Circulaire du 31 octobre, A.G.).

2. Circulaire du 1^{er} novembre, aux directoires de départements et aux départements (A. G.) « L'irrégularité avec laquelle se sont formés les bataillons de volontaires, etc... y est il dit, n'a pas permis au ministre d'en tenir un état détaillé. Il demande donc de lui faire connaître tout ce que les départements ont envoyé directement aux armées, au moyen de « routes », délivrées par les corps administratifs, sans que le ministre en ait connaissance. »

3. Décret du 5 octobre, *Lois*, XI, 231.

4. Des citoyens sont appelés pour remplacer volontairement les gendarmes nationaux qui partent aux frontières : mais sous réserve de pouvoir produire un certificat de civisme. (Décret du 11 octobre, *Lois*, XI, 283).

Pache dans une circulaire, détaillera exactement, au début de novembre, les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer ces remplacements. A. G.

5. *Mémoire* de Pache au comité de la guerre, 25 octobre, A.G.

disposons à peine de 30.000 chevaux ; or « ce sont les chevaux plus que les hommes qui constituent l'espoir de la cavalerie ».

En fait, dans le courant de novembre, le ministre fait concentrer à Versailles et à Fontainebleau, par les soins du général Ligonier, une grande partie des gendarmes disponibles. Ils y sont formés en divisions, puis acheminés vers les armées (1).

2. *Le Matériel*. — Armement et subsistances ; création du comité des achats.

L'une des questions qui doivent d'abord préoccuper le ministre, dans cette branche capitale de l'administration de la guerre, est celle de l'armement.

Nous avons vu les efforts déployés par Servan à l'effet d'armer nos nouvelles levées. Lebrun, pendant son intérim, cherche à améliorer le rendement de nos manufactures d'armes. A cet effet, il fait proposer par Lecointre, au nom du comité de la guerre, la résiliation des marchés passés par plusieurs manufacturiers avec les administrations des départements, pour ne pas entraver ceux passés avec le ministre de la guerre pour la fourniture des armées (2).

La Convention décide (3), que dans toutes les manufactures nationales d'armes, il ne sera plus fabriqué que pour le compte de l'État, en vertu des commandes du ministre de la guerre, ou des marchés passés entre les entrepreneurs et lui. Le conseil exécutif procurera seul des armes aux administrations des départements. Pour suppléer au défaut de main-d'œuvre (4), elle rappelle dans leurs manufactures respectives, les anciens ouvriers qui ont quitté leurs ateliers pour servir dans l'armée.

Pache s'efforce à son tour d'augmenter nos ressources (5); aussi, quand le 31 octobre, un décret le charge « de faire réparer les fusils, pistolets et autres pièces d'armement qui sont en dépôt dans les places de guerre, comme armes ou pièces rebutées » (6), il prend immédiatement ses dispositions, pour exécuter d'urgence

1. Ligonier à Pache, novembre 1792, A. G.

2. Projet de décret proposé à la Convention au nom du comité de la guerre (section de l'armement), par le citoyen Laurent Lecointre, député de Seine-et-Oise. Collection des projets, rapports et lois militaires, A. G.

3. Décret du 9 octobre, *Moniteur*, XIV, 198.

4. Décret du 9 octobre, *Lois*, XI, 279.

5. Il é rit le 23 octobre au citoyen Grandchamp directeur de l'artillerie à Metz (A. G.) : « je prends possession de la place pénible à laquelle j'ai été appelé. Mon premier soin est de vous prévenir. Mon zèle à correspondre avec vous sur tout ce qui intéressera la République, prouvera à mes concitoyens mes efforts pour justifier leur choix. »

6. Décret du 31 octobre, *Lois*, XI, 288.

les ordres du législateur. Une circulaire invite les directions d'artillerie à hâter l'envoi de ces armes (1), tandis que les manufactures sont avisées (2), qu'elles recevront « tous les fusils et pistolets défectueux et toutes les pièces de ces armes, qui se trouvent dans les magasins de ces directions » et qu'elles devront les réparer promptement.

Si le ministre se contente provisoirement de ces mesures de détail relatives à l'armement, par contre, pour le service des subsistances, il va être amené à modifier profondément les errements de ses prédécesseurs et à créer le « directoire des achats ». Cette partie de son œuvre lui est proprement personnelle et va provoquer les plus violentes critiques.

Était-il réellement nécessaire d'innover en cette matière en novembre 1792 ?

Depuis la révolution, l'administration militaire avait vu s'anéantir successivement toutes les autorités d'ancien régime avec lesquelles elle correspondait. Elle leur avait succédé peu à peu dans leurs fonctions, acquérant ainsi comme par prescription, différentes branches d'ordre administratif, qui lui avaient été dévolues, par suite de la nécessité absolue de les confier à la seule administration capable de les régir. Elle s'était ainsi trouvée investie d'une multitude de fonctions (3).

Sous l'ancien régime, en effet, les intendances d'armée étaient chargées d'opérer et de surveiller l'approvisionnement des troupes. Elles étaient assistées par d'autres autorités, telles que les intendances de province, qui y coopéraient plus ou moins directement. Les commissaires des guerres, alors employés sous les ordres des intendants, avaient été depuis, chargés de les remplacer et s'étaient vu adjoindre en outre, le contrôle des administrations des vivres, transports, fourrages, hôpitaux militaires, autrefois entreprises, devenues depuis régies nationales, chargées de leur côté d'assurer l'ensemble des fournitures.

C'est ainsi qu'au début de la campagne de 1792, l'approvisionnement et les transports relatifs aux armées, appartenaient encore à une administration dépendant du département de l'intérieur, la régie « des étapes et convois militaires ».

Celle-ci ne tarde pas à donner de graves mécomptes ; aussi la

1. Circulaire du ministre de la guerre aux directions d'artillerie, 5 novembre, A. G.

2. Circulaire du ministre de la Guerre aux manufactures d'armes, novembre 1792, A. G.

3. Rapport général sur l'administration de l'armée fait au comité de Salut Public par J. Bornier, commissaire ordonnateur général à l'armée du Nord, avril 1793, A. G.

Législative décide-t-elle (1), que cette régie passera le 1^{er} juillet au département de la guerre, chargé d'autoriser, après les avoir approuvés, les marchés particuliers qu'il croira nécessaire de passer.

Bientôt, des marchés de fournitures interviennent avec des entreprises privées, pour assurer les subsistances et les charrois de l'armée.

Pour les charrois, Servan signe après le 10 août, trois traités avec la compagnie Masson-d'Espagnac, qui devient « entrepreneur des charrois de toutes les armées de la République ». Le système paraît donner des résultats satisfaisants. Il est complété au début d'octobre (2), par la création d'un parc de voitures, attaché à chaque armée, qui régularise le service et évite de lever chaque jour sur le pays les moyens indispensables.

Dumouriez s'en déclare fort satisfait (3).

Pour les subsistances, elles sont assurées par la compagnie dite « administration des subsistances militaires » ou compagnie Doumerc. Celle-ci est dirigée par des administrateurs actifs, qui s'ingénient à rassembler les vivres, sans trop hausser les prix et inspirent assez de confiance, pour trouver des marchés abondamment fournis. Aussi, Biron vante-t-il leur zèle et leurs bons services (4) et Dumouriez déclare, après sa campagne d'Argonne : « je dois leur rendre justice, c'est à leurs soins qu'on doit la bonne santé du soldat (3) ».

Mais Pache ne partage pas cet avis. Il arrive au ministère fort mal disposé envers les fournisseurs. D'abord, il les juge animés d'un esprit hostile au nouveau régime et de ce fait peu disposés à accomplir consciencieusement leur service (5) ; il les croit malhonnêtes et disposés à abuser des facilités qu'ils ont à frauder les pouvoirs publics (6) ; de plus, il estime défectueux un système

1. Loi relative au service des étapes et convois militaires, 1^{er} juillet 1792, *Lois*, IX, 63.

2. Règlement particulier concernant les chevaux de peloton à la suite des armées de la République, octobre 1792, *ibid.*, XI, 235.

3. Discours de Dumouriez à la séance du 12 octobre, *Moniteur* du 13, XIV, 191.

4. *Mémoire* de Biron au conseil exécutif. A. N. A.F. I I, 9 ; 1^{er} rapport 41.

5. Hassenfratz flétrit aux jacobins « la conduite honteuse » des administrateurs des subsistances militaires. Il déclare qu'il en purgera l'armée comme il en a purgé les bureaux. *Journal des Jacobins*, séances des 3 déc., et 23 janvier 1793.

6. Il les accuse à la Convention le 2 novembre. Il a refusé, déclare-t-il, de payer aux administrateurs des vivres, environ 1.700.000 livres de numéraire, parce qu'ils n'ont pas voulu rendre des comptes à son prédécesseur. C'est que sans doute, leurs comptes sont obscurs. Ils ont violé la loi du 29 juin, portant qu'il ne sera pas fourni de numéraire pour les fournitures de l'intérieur. Séance du 2 novembre, *Moniteur* du 3, XIV, 370.

Il convient de remarquer, que les administrateurs protestent contre ces accusations le 5 novembre. *Moniteur*, supplément au n° du 16, XIV, 485.

qui permet à chaque armée d'autoriser ses fournisseurs à traiter individuellement.

Au lieu de laisser tant de commerçants peu délicats réaliser de douteux profits, en tous cas faire hausser les prix par l'effet de la concurrence, ne vaut-il pas mieux former un comité unique et responsable, de quelques individus, chargé de centraliser les achats pour le compte de la République ?

Tel est l'avis du ministre, qui ne va pas craindre d'entreprendre une réorganisation complète de l'administration militaire dans des circonstances particulièrement difficiles, qui vont d'avance vouer à l'insuccès un si louable effort.

Soutenu par Clavière, lui-même d'accord avec Cambon (rapporteur habituel du comité des finances), il décide le conseil exécutif à créer, le 5 novembre, un « directoire des achats », ou « comité central des achats ». Les trois ministres de la guerre, de la marine, de l'intérieur, chargent ce comité d'acheter toutes les subsistances nécessaires à la république ; c'est-à-dire aux armées, à la marine et aux villes. Donc, au lieu de conclure les marchés sur place, le comité centralisera les fournitures à Paris, d'où il les expédiera là où besoin sera. Il entrera en service le 1^{er} janvier 1793. Pache estime, grâce à cette direction unique, subvenir efficacement et économiquement à la subsistance des troupes (1).

Le comité des achats se compose de trois membres : Bidermann, Max Berr et Cousin, nommés le premier par Pache, le second par Monge, le troisième par Roland.

Cousin, professeur au collège de France, donne sa démission dès le 9 novembre. Il est remplacé par un nommé Lebrun. Bidermann est un banquier genevois, associé, puis protégé de Clavière ; Max Berr est un juif de Strasbourg (2). Ces deux derniers vont diriger le directoire des achats.

Le 6 novembre, le ministre donne ordre à l'administration des subsistances militaires, de cesser sur le champ toutes ses opérations et de faire connaître les ordres des commissions en cours, au comité central (3). Puis, il envoie plusieurs lettres successives à la compagnie Doumère, en l'invitant à remettre ses caisses à la Trésorerie nationale, à ne plus faire aucun achat, à ne plus tirer de lettres de change, à ne plus même donner de récépissés comp-

1. Pour la création et la composition du comité des achats, voir : rapport envoyé le 22 thermidor an III au comité de sûreté générale, sur l'administration de la guerre sous le ministre Pache (A. Sée, *op. cit.*, 49) ; Ternaux, *op. cit.*, V, 53 et VI, 86 ; Chuquet, *op. cit.*, IV, 150 ; Thiers, *Révolution, Française*, I, 383.

2. Dumouriez prétend qu'il était le fils d'un homme connu par ses friponneries pendant la guerre de 7 ans. Dumouriez, *Mémoires*, III, 199.

3. Rapport du 22 thermidor an III au comité de sûreté générale, *op. cit.*

tables. Il défend en outre aux commissaires des guerres, d'accepter aucune soumission, de passer aucun marché, de commander aucune livraison, sous quelque motif que ce soit (1).

Pour assurer plus complètement l'exécution de ces ordres, Pache fait enlever le 10 novembre, par les agents de la trésorerie, la caisse de l'administration des subsistances. Celle-ci se trouve ainsi désormais hors d'état d'acheter.

Nous verrons bientôt la conséquence désastreuse de la brusque interruption de ses opérations, au moment où elles sont le plus nécessaires.

III. — LA CONDUITE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

Le Conseil exécutif décide de continuer les opérations malgré l'avance de la saison.

Le 24 octobre, le conseil exécutif prend l'arrêté suivant : « le conseil, délibérant sur la situation de la République, relativement à la guerre qu'elle a entreprise contre les despotes coalisés,

considérant, qu'en vain le patriotisme des citoyens, la valeur des soldats et l'habileté des généraux aurait repoussé au delà des frontières les armées ennemies, si elles pouvaient encore en s'établissant dans les pays circumvoisins, s'y renforcer avec sécurité et y préparer impunément les moyens de renouveler incessamment leur funeste invasion ;

considérant, que toute résolution généreuse et nécessaire pour l'honneur comme pour la sûreté de la République ne peut qu'être adoptée par la Nation et par la Convention nationale :

arrête, que les armées françaises ne quitteront point les armes et ne prendront point de quartier d'hiver, jusqu'à ce que les ennemis de la République aient été repoussés au delà du Rhin (2). »

Le ministre de la guerre porte cet arrêté à la connaissance de l'assemblée, qui le couvre d'applaudissements et l'approuve à l'unanimité (3).

1. L'administration Doumerc reste chargée cependant de la distribution. Elle fait en outre, sous le nom de régie de la manutention, le service des charrois et transports. *Correspondance* Dumouriez, Pache, 198, 216 : *Directoire* des achats à Delagrangé et à Custine, 31 décembre 1792, 5 avril 1793, AN, D II, 4-5.

2. Arrêté du conseil exécutif du 24 octobre, Aulard, I, 188.

3. Séance du 1^{er} novembre à la Convention, *Moniteur*, XIV, 367.

- a) *Armées de Belgique, du Nord, des Ardennes.* — Les armées chargées de l'invasion de la Belgique. Ordre de bataille de celle de Dumouriez. Premier plan de campagne du général. Pache l'engage à agir en forces sur sa droite, pour bousculer les Prussiens; mais Dumouriez ne veut pas changer son plan. Toutefois, les mouvements des Autrichiens l'obligent à y apporter quelques modifications le 26 octobre. Pache l'approuve à regret; mais lui fournit les moyens d'exécution. Correspondance du ministre avec Dumouriez. Préliminaires de Jemmappes.

Dumouriez dispose de trois armées pour envahir les Pays-Bas : celle de Labourdonnaye (armée du Nord), comprenant environ 25.000 hommes ; celle de Valence (armée des Ardennes) qui une fois renforcée du corps d'Harville, s'élèvera à quelques 30.000 hommes ; enfin, sous ses ordres directs, l'armée de Belgique qui atteint le chiffre de 40.000 soldats (1).

Le général a quitté Paris le 18 novembre, sans avoir définitivement arrêté son plan. Le 19, il arrive à Cambrai, le 20 à Valenciennes et y retrouve Labourdonnaye. De concert avec lui, il donne à ses projets une forme concrète : Labourdonnaye se portant de Lille sur Tournai, envahira la Flandre maritime ; Valence, maintenant dégagé du soin de poursuivre les Prussiens, marchera sur Givet avec les 18.000 hommes de l'armée des Ardennes, tandis que d'Harville, sortant de Maubeuge avec 12.000 hommes, longera la rive gauche de la Sambre, pour se réunir à lui et avancer sur Namur.

Dumouriez, à la tête de l'armée de Belgique, menacera au centre Mons et Tournai ; mais ne déterminera son point d'attaque précis,

1. *Avant-Garde* : 4 compagnies franches, légion belge, 19^e régiment, 1^{er} et 6^e grenadiers, 10^e et 14^e chasseurs, 1^{er} et 2^e bataillons de Paris, 1^{er}, 2^e, 6^e hussards, 3^e, 6^e, 12^e chasseurs à cheval.

Flanqueurs de Gauche : 99^e régiment, 5^e chasseurs, 5^e, 13^e dragons.

Flanqueurs de droite : 11^e chasseurs, 3^e bataillon des Ardennes, 3^e, 7^e dragons.

1^{re} *Ligne* : 1^{re} brigade : 17^e fédérés, 5^e bataillon de la Seine-Inférieure, 1^{er} de la Charente ; 2^e brigade : 1^{er} bataillon de l'Aisne, 1^{er} régiment ; 3^e brigade : 1^{er} bataillon de Vendée, 1^{er} de la Meurthe, 1^{er} des Deux-Sèvres ; 4^e brigade : 3^e bataillon de l'Yonne, 1^{er} de la Côte d'Or, 2^e de la Vienne ; 5^e brigade : bataillon de Gravilliers, 1^{er} des Côtes-du-Nord, 29^e régiment ; 6^e brigade : 1^{er} bataillon d'Eure-et-Loire, 9^e fédérés, 49^e régiment ; 7^e brigade : bataillon des Lombards, 2^e de la Marne, 54^e régiment ; 8^e brigade : bataillon de Saint-Denis, 3^e de la Marne, 71^e régiment.

2^e *Ligne* : 9^e brigade : bataillon le Républicain, 83^e régiment ; 10^e brigade : bataillon de la Butte des Moulins, 72^e régiment ; 11^e brigade : 5^e bataillon de la Meurthe, 4^e de la Meuse, 78^e régiment ; 12^e brigade : 1^{er} bataillon du Pas-de-Calais, 9^e de Paris, 99^e régiment ; 13^e brigade : 1^{er} bataillon de la Marne, 1^{er} de Mayenne et Loire, 2^e de l'Eure ; 14^e brigade : 1^{er} bataillon de la Nièvre, 1^{er} de l'Allier, 1^{er} de la Seine et Marne ; 15^e brigade : 1^{er} bataillon de Seine et Oise, 1^{er} de la Seine-Inférieure, 98^e régiment ; 16^e brigade : 3^e bataillon de Seine et Oise, 1^{er} de grenadiers de Paris, 104^e régiment.

Réserve : 2 escadrons de gendarmerie nationale, grenadiers.

Ordre de bataille de l'armée de Belgique au 24 octobre 1792, A. G.

qu'après avoir reçu de nouveaux renseignements sur l'ennemi.

« Voilà en gros quel est mon plan, écrit-il au ministre de la guerre (1) ; mais il pourra éprouver quelques contrariétés, surtout pour la partie de Givet, parce que Valence va si grand train du côté de Longwy, que sa marche sur Namur, que j'aurais désiré pouvoir combiner avec la mienne, se trouvera nécessairement retardée et je crois ne pas devoir attendre son arrivée à Givet, pour amorcer mes opérations, parce que ce retard donnerait au général Clerfayt le temps d'arriver par Namur sur Bruxelles, avec le corps de troupes qu'il commandait en Champagne, et celui d'émigrés qui l'a suivi dans sa retraite.

Quoique ce corps d'armée de Clerfayt soit très délabré, ce serait cependant un secours de 20.000 hommes, qu'il faut que je tâche de prévenir par la rapidité de ma marche. J'espérais pouvoir ouvrir la campagne le 25, mais les troupes, surtout la cavalerie, ont essuyé une marche si pénible, que je suis obligé de leur donner quelques jours de plus de repos. Ce qui me retient encore plus essentiellement que tout le reste, c'est l'artillerie. J'ai demandé au ministre de la guerre un supplément de 400 chevaux pour être à Douai avant le 25. Je ne puis pas partir si je n'ai pas ce supplément. »

Le surlendemain, le général se montre disposé à entamer vigoureusement les opérations (2) : « les Autrichiens ont abandonné aujourd'hui tous les postes qu'ils avaient sur le territoire français... je me porterai le 27 avec environ 40.000 hommes à Quarouble sur Quiévrain. J'envoie ordre au général Harville de se porter avec 10 à 12.000 hommes le 28 de Maubeuge sur Mons et au général Labourdonnaye de se porter avec plus de 20.000 hommes le 28 de Lille sur Tournay. J'espère que mes ordres seront exécutés avec précision... A partir du 28, il y aura 75.000 hommes hors de France. »

Le ministre de la guerre se montre peu enthousiaste du plan de Dumouriez ; il ne s'occupe toujours que des Pays Bas et néglige les forces Prussiennes en retraite dans la vallée de la Moselle. Or, il vient d'apprendre que celles-ci négocient avec l'évêque de Liège, pour qu'il reçoive en quartiers d'hiver une partie de leurs troupes. Il faut les prévenir dans cette région, où ils n'ont envoyé jusqu'ici que de faibles détachements et dont la population nous appelle de ses vœux. « J'espère qu'averti à temps de ce projet, lui écrit le ministre (3), vous pourrez facilement le déjouer.

S'il vous était possible, dans cette saison, de faire marcher directement sur Liège les troupes les plus lestes de la garnison de Givet, du côté de la rive droite de la Meuse et de dérober ce mouvement

1. Dumouriez à Pache, 22 octobre, *Correspondance*, 1.
2. Dumouriez à Pache, 24 octobre, *Correspondance*, 8.
3. Pache à Dumouriez, *ibid.*, 16.

à Clerfayt, qui en ce moment marche de Luxembourg à Namur, ce serait, sans contredit, le moyen le plus sûr d'arriver à Liège avant les Prussiens et, marchant en même temps par votre droite, tant pour regarnir sur le champ Givet, que pour attaquer ou au moins masquer Namur, vous consolideriez votre prise de possession de Liège...

Mais si cette brusque entreprise ne vous paraît pas assez sûre, il me semble qu'en marchant en forces sur Namur, et détachant un corps sur Liège, vous remplirez, quoiqu'un peu tard, le même objet. Si contre mon attente, les Prussiens y étaient déjà établis, il faudrait les en chasser.

Dans tous les cas, il serait nécessaire que vous modifiiez votre premier plan de campagne, en portant sur la Meuse de plus grandes forces que celles que vous aviez d'abord destinées à agir sur cette partie.

Vous devez sentir plus vivement que personne, général, combien il est important de repousser les restes de l'armée Prussienne loin de nos frontières, de leur ôter la possibilité d'y reparaitre et de mettre ainsi au dessus du doute, le succès de votre campagne contre le duc de Brunswick.

Ainsi, général, vous n'abandonnerez les Prussiens, que quand vous serez sûr qu'ils n'hiverneront pas de ce côté du Rhin, quelque annonce que le roi de Prusse pourra vous faire donner de ses intentions ; n'oubliez pas que les Français se veulent pas confier le sort de leur liberté à la bonne foi des rois. »

Mais Dumouriez, toujours hanté de son désir de marcher au plus tôt sur Bruxelles, ne veut pas écouter ces sages suggestions du ministre, qui eussent permis d'anéantir Brunswick. Il s'obstine dans l'exécution de son plan. Il ne pense pas que les Prussiens s'arrêtent dans l'évêché de Liège. Ils sont hors d'état de se battre cet hiver, répond-t-il à Pache (1), et ne sacrifieront pas les débris de leurs troupes pour soutenir le prince évêque. D'ailleurs, « il entre dans mon plan de campagne de faire marcher le corps du général Valence de Givet sur Namur. Je suppose que ce général pourra agir sur Namur avant le 10. Son corps d'armée est de 18.000 hommes et sera renforcé de 4 à 5.000 hommes. Je serai le 27 à Quarouble avec environ 40.000 hommes. Le général d'Harville marche sur Binche le 28 avec 12.000 hommes. J'espère prendre Mons avant l'arrivée du général Valence à Givet, pendant que le général Labourdonnaye masquera et menacera Tournay, pour marcher ensuite sur Gand et Oudenarde. Alors, rapprochant toutes mes colonnes sur Bruxelles, que tous les rapports que je reçois me disent devoir

1. Dumouriez à Pache, 25 octobre, *Correspondance*, 25.

être le point central de la défense des Autrichiens, je chargerai le général d'Harville de masquer Namur et il y fera sa jonction avec le général Valence. Ainsi, il coupera l'arrivée au général Clerfayt, qui n'aura pas plus de 15 à 18.000 hommes à opposer aux 30 ou 36.000 hommes réunis sous les ordres du général Valence par la jonction du général d'Harville. Il me restera 60.000 hommes par la jonction de Labourdonnaye, pour attaquer et prendre Bruxelles.»

Mais sur ces entrefaites, Dumouriez apprend que Clerfayt vient d'échapper à Valence, retardé dans ses mouvements par les difficultés du terrain et les intempéries et aussi par la fatigue de son armée, qui n'a pris aucun repos depuis Valmy.

Avant de modifier son plan, le général tente toutefois un dernier effort, si ce n'est pour retenir Clerfayt, au moins pour le rappeler dans le Luxembourg. Il propose à cet effet à Kellermann de s'avancer par Thionville sur Remich et Grevenmaker : « vous aurez l'air, lui dit-il, de menacer Luxembourg; la terreur se mettre dans le pays, on appellera les troupes Autrichiennes. » Il lui mande également de tirer des garnisons de Mézières et de Sedan les meilleurs bataillons, de les rassembler à Montmédy, sous les ordres de Ligniéville, de les faire rentrer dans le Luxembourg par Virton, comme pour menacer les communications d'Arlon à Namur et faire ainsi une utile diversion (1).

Mais Clerfayt continue sa marche et fait jonction avec Saxe-Teschén.

Dans ces conditions, il ne reste plus à Dumouriez qu'à se préparer à livrer bataille à l'armée Autrichienne. Il modifie donc en conséquence ses ordres de la manière suivante : Valence gagnera Givet le 6 novembre, puis descendra la Meuse jusqu'à Namur qu'il assiégera (2). Harville avancera sur Binche ; mais au lieu de se diriger ensuite sur Namur, il se rabattra par sa gauche sur l'armée de Belgique, qu'il aidera à prendre Mons. Alors seulement, il se dirigera sur Namur, par Nivelles et Gembloux, pour se réunir à Valence.

Labourdonnaye, renonçant provisoirement à entrer dans la Flandre maritime, pénétrera dans la région entre Lys et Escaut. Là, en liaison avec l'armée de Belgique, il enlèvera Tournay, Courtray, Gand. « Je comptai lui mander Dumouriez, sur 20.000 hommes de plus de l'armée de Valence et sur l'attaque de Namur. Mais j'ai les 20.000 hommes et cette attaque de moins. Ne regrettez pas pour le moment Ostende et Nieuport. Vous serez chargé de les prendre, ainsi que la citadelle d'Anvers, dès que je serai à Bruxelles. Faisons de la besogne sûre et méthodique, ne nous

1. Dumouriez à Kellermann, 26 octobre.

2. Dumouriez à Valence, 26 octobre.

éloignons pas trop et ne faisons pas de petits paquets. Nous présenterons un front de plus de 70.000 hommes dans un court espace de terrain (1). »

Ainsi, pendant que l'armée du Nord menace Tournay, Dumouriez pense s'emparer facilement de Mons, peu ou point défendu par les Impériaux en retraite sur Bruxelles. Opérant alors sa jonction avec Labourdonnaye, il arrivera à la tête de 60.000 hommes, en deux marches devant cette ville où il remportera sur les Autrichiens une victoire décisive. Puis, soulevant les populations, poursuivant sans relâche Saxe-Teschén, laissant Valence et d'Harville s'emparer de Namur et couper à Clerfayt la route du Brabant, il achèvera en six semaines la conquête des Pays-Bas (2).

Ce deuxième plan une fois arrêté définitivement, Dumouriez flanqué de Labourdonnaye à gauche, d'Harville à droite, s'avance de Valenciennes sur Mons par Quarouble et Quiévrain.

Après avoir rendu compte au ministre de la modification intervenue, le général lui en fait connaître tous les détails en lui communiquant ses ordres aux armées du Nord et des Ardennes (3). « Vous verrez par ces expéditions, quel est l'ensemble de mon plan : comment il se lie avec le plan général d'attaque depuis la Méditerranée jusqu'à Dunkerque. Vous jugerez, citoyen ministre, combien toutes les parties doivent se correspondre et combien coupable serait celui qui en ferait manquer une des branches.

Si le conseil de la nation n'adopte pas ce plan en entier, il faut que vous me mandiez sur le champ la décision du conseil ou de la nation : j'en exécuterai ce qui sera permis, car je sais aussi obéir. »

Devant cette mise en demeure, Pache laisse Dumouriez libre de réaliser ses projets : « je reçois général, lui écrit-il (4), votre lettre du 26... Vous avez reçu du conseil exécutif, l'ordre d'entrer dans le Brabant, il n'y a rien de changé à cet égard » : mais il ne peut s'empêcher d'exprimer quelque amertume pour la manière un peu cavalière avec laquelle Dumouriez a repoussé ses suggestions. « En vous faisant part, général, de ce que j'ai appris... des projets des Prussiens pour hiverner dans le pays de Liège, j'ai dû vous communiquer mes idées, pour empêcher l'exécution d'un dessein que je croyais intéresser votre gloire et celle de la république. J'ai rempli mon devoir comme ministre, et je suis content. C'est sans doute à vous, général, à qui la conception, la gloire et la responsabilité du plan que vous suivez appartiennent, à en diriger l'exécution, et on ne peut être mieux disposé que je le suis à substituer mes

1. Dumouriez à Labourdonnaye, 24 octobre.

2. Dumouriez à Pache, 25 octobre.

3. *Ibid.*, 26 octobre, *Correspondance*, 32.

4. Pache à Dumouriez, 27 octobre, *Correspondance*, 49.

vues sur les opérations militaires, à celles du général qui en est chargé (1). »

Quoiqu'il en soit, Dumouriez met ses troupes en mouvement (2) et prie le ministre d'envoyer d'urgence à Valence, du matériel et des munitions pour le siège de Namur, à lui-même du numéraire et des objets de grand et de petit équipement. « Faites-moi parvenir tout cela en poste et vous serez débarrassé de moi qui vous aime bien (3). »

Pache donne aussitôt des ordres « pour faire (4) passer de Châlons à Mézières et tenir à la disposition de Valence à Metz, les bouches à feu, munitions et attirails, nécessaires pour former l'équipage d'artillerie » dont l'état lui a été adressé. Il ajoute le lendemain que l'envoi a été dirigé sur Mézières (5).

Pendant de temps, le duc de Saxe-Teschén, au lieu de se replier sur Bruxelles, comme le pense Dumouriez, a réuni environ 13.000 hommes aux portes de Mons, sur les hauteurs de Jemmappes et Cuesmes qu'il fait fortifier. Le 27 octobre, l'avant garde française se heurte donc aux Impériaux qui font front. De vifs engagements ont lieu les 3 et 4 novembre aux villages de Thulin, au moulin de Boussu et au bois des Sarts. Le général prend alors la résolution de chasser l'ennemi de ses positions et gagne le 5 novembre la plaine qui s'étend de Framerie et de Pâturages à Mons.

Le 6 au matin, la bataille s'engage et après une lutte sanglante, nos troupes s'emparent la baïonnette au bout du fusil, des retranchements adverses. La victoire de Jemmappes ouvre la Belgique aux armées françaises (6).

b) *Armées des Vosges, de la Moselle, du Rhin.*

1. Le ministre prie Custine de lier ses opérations à celles de Kellermann. Custine maître de Mayence et de Francfort, prépare des incursions à rive droite du Rhin; mais néglige contrairement à ses ordres, de marcher sur Coblenz. Il charge Kellermann de ce soin et fait approuver cette détermination par Pache. Récriminations contre Kellermann.

2. Projets de ce dernier. Il reçoit l'ordre du ministre de marcher en avant. Mission de Carnot. Dénonciation de Custine contre Kellermann. Pache propose le rappel de celui-ci au conseil exécutif, qui le décide le 4 novembre. Nomination de Beurnonville, placé aux ordres de Custine. Défense de Kellermann.

3. Instructions particulières données à Biron. Il est également placé sous les ordres de Custine.

1^o A son arrivée au ministère, Pache s'empresse d'envoyer à Custine des instructions précises. Il approuve lui mande-t-il ses

1. *Ibid.*, 28 octobre, 34.

2. Dumouriez à Pache, 28 octobre, 36.

3. *Ibid.*, 29 octobre, 47.

4. Pache à Dumouriez, 29 octobre, 42.

5. Pache à Dumouriez, 30 octobre, *Correspondance*, 51.

6. Pache avait fait le 4 novembre un exposé au conseil exécutif de la

plans de campagne (1), qui se rapprochent de ceux de Kellermann. « Cette conformité dans la manière de voir de deux hommes tels que vous, est un gage bien sûr du succès qui couronnera sans doute nos opérations.

La lettre de Kellermann a dû vous être communiquée par Biron. Elle vous a fait voir qu'il se croit assez fort pour chasser seul les ennemis du pays de Trêves et de la vallée de la Moselle, jusqu'à Coblenz, puisqu'il vous propose de passer sur le champ le Rhin à Philippsbourg. L'évacuation de Verdun, celle de Longwy, font présumer qu'il ne porte pas trop loin les espérances.

Aussi, général, il ne paraît pas nécessaire que vous portiez vos troupes sur la Sarre, pour appuyer les opérations qui auront lieu sur la Moselle. D'ailleurs, je vais y faire marcher les troupes qui se trouvent aux environs de Paris ; elles montent pour le moment à environ 20 bataillons.

Vous aurez donc la liberté d'agir sur le Rhin et contre Mayence, de la manière que vous jugerez la plus convenable, soit en suivant la rive gauche, soit en passant le fleuve, soit enfin en vous portant sur votre gauche pour prendre l'électorat de Mayence à revers, comme vous me l'avez proposé. Concertez avec les généraux Biron et Kellermann les opérations que chacun de vous doit diriger et distribuez les forces que vous avez à votre disposition, avec cette loyauté qui caractérise les généraux et les patriotes tels que vous...

Je dois vous dire aussi, que le conseil exécutif attache une très grande importance à nos opérations sur le Rhin, non seulement parce que leur succès séparera les Pays-Bas de l'Allemagne et mettra les Autrichiens dans l'impossibilité d'y jamais rester ; mais encore parce que si ces opérations sont rapides et heureuses, elles assureront la neutralité des Suisses, avec lesquels nous avons entamé des négociations qui ont besoin d'être appuyées par des succès...

En ma qualité de ministre, mon devoir est de marquer aux citoyens qui commandent les armées, le but que la politique veut atteindre ; mais le but une fois marqué, c'est à eux qu'il appartient de tracer la route qui doit y conduire et dans laquelle ils doivent marcher. Dès lors, mes fonctions se réduisent à leur fournir tous les moyens qui leur sont nécessaires et dont la république m'a confié la direction. Je souhaite que l'entrée de Mayence vous soit aussi facile que celle de Verdun et de Longwy l'a été à Kellermann.»

Quand cette lettre du ministre de la guerre parvient à Custine, celui-ci s'est déjà rendu maître de Mayence et Francfort dont

situation des armées dans le Nord, des mesures prises etc... (A. G.) ; mais cet exposé a été transcrit sur un registre aujourd'hui disparu.

1. Pache à Custine, 21 octobre.

Neuwinger vient de s'emparer et qu'il a frappé d'une contribution de 2 millions de florins.

En installant ainsi un de ses lieutenants à Francfort, Custine ne se propose pas seulement de taxer l'Allemagne, d'y lever d'importantes contributions et de razzier en tous sens des approvisionnements considérables ; il compte surtout porter un coup mortel à l'Autriche.

En effet, Neuwinger à la tête de forces très mobiles, va être chargé de détruire tous les magasins des Impériaux à rive droite du Rhin (1). La réussite de cette opération est assurée, si Biron parvient à retenir Esterhazy dans le Brisgau en lui faisant craindre pour la Haute-Autriche. Une fois la région entre Rhin et Neckar ainsi dévastée, les Prussiens qui descendent la Moselle, n'auront plus d'autre ressource que de franchir le Rhin à Bonn et à Cologne. « Alors, déclare Custine à Biron (2), avec le renfort que vous m'avez envoyé, avec les troupes que m'aura rendu Kellermann... je nettoierai la rive droite du Rhin et nous réunissant ensemble, nous enverrons hiverner en Autriche les satellites du despotisme... Nous forcerons l'évacuation totale de la Flandre, pour faire courir les armées Autrichiennes au secours des pays héréditaires d'Allemagne ; la moitié des soldats de cette puissance resteront dans les boues... l'exécution de ce plan pourra commencer au 15 novembre. Jusqu'à cette époque, je m'occuperai sans relâche des préparatifs nécessaires à son exécution. Elle est aussi sûre que la prise de Mayence était peu probable. Que j'aurai de plaisir, mon cher ami, à me réunir à vous et à vous assurer de la tendre et sincère amitié que mon cœur vous a voué. »

En formant ce plan, Custine paraît surtout soucieux de ne pas s'attaquer aux débris de la colonne brunswickoise, actuellement établis dans la vallée de la Moselle. Bien qu'ayant reçu précédemment de Servan des instructions précises à ce sujet (3), il renonce par crainte des Prussiens, à marcher sur Fingen et Coblenz, pour faire tomber par débordement les lignes de la Lahn et de la Moselle. Il préfère laisser cette tâche à Kellermann, auquel il écrit à cet effet la lettre la plus pressante. Il l'invite à passer la Moselle à Thionville, à suivre le cours de cette rivière et à se réunir à lui pour empêcher l'ennemi de se porter sur Trêves et de s'emparer du cours de la Moselle (4). « Au nom de la patrie, de la gloire de la république, lui mande-t-il quelques jours plus tard (5) marchez et portez vous

1. Custine à Neuwinger, 23 octobre.

2. Custine à Biron, 23 octobre.

3. Servan à Custine, 4 octobre.

4. Custine à Kellermann, 16 octobre.

5. *Ibid.*, 27 octobre.

dans le vallon de la Moselle ; là, vous avez d'excellents cantonnements à donner à vos troupes, vous profiterez des magasins des ennemis, qu'ils évacuent tous les jours, vous vous rendrez maître d'Ermannstein (1), forteresse au-dessus de Coblenz, à la rive droite du Rhin, qui est la clef de l'Allemagne. Je suis en communication avec le magistrat de Coblenz et certain du succès, si vous paraissez pour l'appuyer. Il ne faut que 10.000 hommes à Coblenz. »

Le commandant de l'armée des Vosges, fait part également au ministre de ses projets et du rôle qu'il convient d'attribuer à l'armée de la Moselle. Elle ne doit pas s'attaquer à Luxembourg. Le bombardement de cette place serait inutile ; car elle est pourvue de solides casemates ; on ne la prendra que par blocus. Au contraire, Kellermann peut sans danger se porter sur Trèves : « nous n'avons pas seulement la corde de l'arc que l'ennemi a à parcourir, poursuit-il ; mais nous sommes dans l'intérieur du demi-cercle (sic) où il faut qu'il trace laborieusement son sillon. »

Il va préparer de grands approvisionnements pour ravitailler Kellermann à Coblenz. Une fois là, celui-ci pourra lui céder une partie de sa cavalerie, dont il a besoin pour nettoyer le Brisgau ; car ce n'est qu'en menaçant cette région, qu'on contraindra l'ennemi à évacuer la Flandre. « Mais je le répète, la plus grande faute que l'on puisse faire, serait de s'amuser à attaquer Luxembourg, de ne pas se rendre maître de Trèves et de Coblenz, ce qui est bien facile lorsque je tiens Mayence (2). »

Pache entre dans les vues du général. Après l'avoir félicité de ses succès (3), il l'avertit qu'il écrit à Kellermann, pour l'inviter à agir sans retard sur la Moselle, à s'avancer sur Trèves et Coblenz, où l'on attend les Français avec impatience (4).

Sur ces entrefaites, Custine apprend que Kellermann n'a pas bougé, qu'il n'a même pas l'intention de le faire. Sa colère éclate et il écrit aussitôt au ministre : « Dans l'instant où j'allais fermer ma lettre, je reçois une dépêche du général Kellermann, qui, par les lenteurs qu'il m'annonce, le départ du citoyen Valence pour Givet, m'apprend qu'il est fort à craindre que notre fin de campagne ne soit manquée et la Flandre non évacuée...

Je le répéterai jusqu'à satiété, il n'est qu'un moyen de faire évacuer les Flandres, de rendre le cours du Rhin libre, celui que le général Kellermann marchant sur Coblenz s'adosse à moi.

Il n'est qu'un moyen de me mettre en mesure de faire évacuer le Brisgau, celui de me donner de la cavalerie ; car que ferais-je

1. Il s'agit de la forteresse d'Ehrenbreinstein.

2. Custine à Pache, 24 octobre.

3. Pache à Custine, 28 octobre.

4. *Ibid.*, 28 octobre.

dans les plaines de la Franconie et du Palatinat avec 1.500 chevaux?

Mon opinion est faite depuis longtemps, sur les conceptions, les plans du général avec lequel vous voulez que je me combine ; et je l'avoue, il est dégoûtant de voir manquer la fin de la plus belle campagne...

Je finirai par informer le public de mes prophéties militaires et de l'ineptie d'un homme qui va se placer dans un acul (sic) où il est impossible qu'un ennemi à peine sorti puisse rentrer, pendant qu'en prolongeant le flanc de cet ennemi, je lui porte le coup mortel. Sans doute, cet homme ignore le prix d'une position telle que Coblenz ? Eh quoi ! aussi sous le régime de la république, serons-nous encore les victimes de l'ignorance (1). » ?

2^e Le commandant de l'armée de la Moselle, mérite-t-il les reproches que lui adresse son collègue de l'armée des Vosges ?

Nous avons laissé Kellermann saluant du haut des remparts de Longwy, par trois salves d'artillerie, la retraite des Prussiens hors du territoire français. Le général, qui pendant toute la poursuite a préféré négocier plutôt que combattre, ne songe nullement à pénétrer dans la vallée de la Moselle, à la suite de l'ennemi, pour lui couper la route de Trèves. Il estime sa besogne terminée.

Pensant que les Prussiens veulent toujours se séparer des Autrichiens, il leur propose la paix et Frunswick, Kalkreuth, Lucchèsini continuent à l'abuser par de belles paroles. Il estime d'ailleurs impossible de se porter en avant. Son armée est harassée et manque de tout ; il vaut mieux reposer ses troupes, et les mettre en état de reprendre les opérations en janvier. Il profitera alors de la confiance qu'inspirera aux ennemis son apparente inaction. En attendant, il a besoin de renforts. L'armée de la Moselle (2) ne

1. Custine à Pache, 29 octobre.

2. Ordre de bataille de l'armée de la Moselle A. G.

Avant Garde (Destournelles, La Barolière) : 1^{er} bataillon d'infanterie légère, chasseurs de l'Observatoire, légion de la Moselle, 4 compagnies franches, 1^{er} et 2^e bataillon de grenadiers, 62^e, 96^e régiments ; 1^{er} bataillon de la Vienne, Meuse, Indre, Lot ; hussards de la Mort et 3^e hussards ; 10^e chasseurs, 4^e dragons, 11^e et 19^e régiments de cavalerie.

1^{re} *Ligne* (Ligniévillè) : 3^e, 4^e, 5^e bataillons de grenadiers ; 1^{er}, 5^e, 17^e, 22^e, 24^e, 48^e, 54^e, 58^e, 90^e régiments ; 1^{er} bataillon de la Haute-Marne et de la Saône et Loire ; 3^e et 4^e de la Manche ; bataillon de Popincourt ; bataillon des Sections armées ; 4^e de la Moselle et de la Seine-Inférieure ; 9^e de la Meurthe ; 1^{er} des Fédérés ; 4^e et 10^e régiments de cavalerie ; 14^e et 17^e dragons.

2^e *Ligne* (d'Abboville) : 30^e, 53^e, 55^e, 74^e, 89^e, 102^e régiments ; 2^e bataillon de la Haute-Marne, 3^e de la Moselle, 4^e de la Haute-Saône, 4^e, 6^e, 8^e de la Meurthe, bataillon des Fédérés des 83 départements, bataillon de Pully.

Réserve (Pully) : 1^{er} et 2^e carabiniers, 8^e régiment de cavalerie, 1^{er} dragons ; 1^{er} et 5^e chasseurs ; 2^e division de gendarmerie.

Le 4 novembre cette armée comprend : 16.200 fantassins, 3.456 cavaliers, 676 artilleurs, soit 20.332 hommes.

compte plus que 15.000 hommes. Quant à Custine, il lui est impossible de le soutenir. « Si, ajoute-t-il dans une lettre au ministre, il ne peut tenir Mayence, qu'il l'abandonne. Nous la reprendrons aussi facilement qu'il l'a prise et en même temps nous prendrons Trèves et Coblenz. » (1). Pour le moment, il s'installe dans ses cantonnements et demande à venir à Paris conférer de ses projets (2).

Custine sent croître son indignation. Il réfute point par point les arguments de son collègue et lui adresse les plus vifs reproches. De son côté, le ministre envoie à l'armée de la Moselle, l'ordre formel de se porter en avant (3). Le conseil exécutif arrête également qu'elle devra seconder les opérations du général Custine en Allemagne (4).

Le 30 octobre, Pache renouvelle ses instructions (5) : « Comme je vous l'ai dit dans ma lettre d'avant hier, les peuples vous attendent, nos succès coûteront peu et d'ailleurs, il est indispensable que vous secondiez le général Custine et ne laissiez aucun repos à des ennemis qui pourraient se réunir pour l'accabler. » Les mesures « les plus tranchantes » sont prises pour lui faire parvenir les objets dont il a besoin. Il faut renoncer pour le moment aux quartiers d'hiver ; mais joindre au plus tôt ses efforts à ceux de Dumouriez et de Custine, « la force seule pouvant obliger les princes d'Empire à une conduite telle que l'exigent les intérêts de la France et de l'Humanité ».

Le ministre informe Custine des instructions données à Kellermann, pour lui prouver « que le conseil ne perd pas de vue le plan qu'il a adopté et que vous travaillez à remplir d'une manière si active. Je joins à ma lettre, poursuit-il, la note des bataillons que je dirige sur Verdun et Nancy. La plus grande partie vous en restera, Kellermann m'ayant écrit qu'il avait assez de cette espèce de troupes. J'autorise néanmoins le commissaire Carnot que j'envoie à cette armée pour en presser le mouvement, à y porter quelques bataillons, s'il est nécessaire.

Ce commissaire a été mis parfaitement au fait des vues du pouvoir exécutif, et il est chargé de ne rien négliger pour que vous soyez appuyé comme vous devez l'être (6). »

Pache vient, en effet, de décider d'envoyer à l'armée de la Moselle un commissaire chargé d'assurer l'exécution de ses ordres et il a

1. Kellermann à Pache, 24 octobre.

2. Kellermann à Pache, 26 octobre et à Custine, 30 octobre.

3. Pache à Kellermann, 28 octobre.

4. Extrait des délibérations du conseil exécutif provisoire du 29 octobre, Aulard, I, 308.

5. Pache à Kellermann, 30 octobre.

6. Pache à Custine, 30 octobre.

jeté à cet effet les yeux sur Carnot Feulins (1). Ce dernier est muni d'instructions détaillées (2). Il doit vaincre les hésitations de Kellermann et le faire entrer immédiatement dans la vallée de la Moselle. « Ce mouvement est si important et si décisif, qu'il faut employer tous les moyens pour l'exécuter et sur le champ : pénétrez-vous bien de cette nécessité et pénétrez-en le général, ses officiers, ses troupes ; le sort de la guerre est en leurs mains ; s'ils marchent, elle peut être finie en peu de semaines. Employez la raison, l'énergie, l'autorité ; si vous soupçonnez peu de volonté dans les chefs, éclairez-moi... (3). »

Puis les instructions du ministre se font plus pressantes (4) : Kellermann a reçu du conseil exécutif l'ordre positif de marcher. Carnot rendra compte dans les quarante huit heures qui suivront la réception de cet ordre, des dispositions prises pour son exécution.

Le commissaire fait diligence et rejoint en toute hâte l'armée de la Moselle. Grâce à l'énergie qu'il déploie, à la rigueur des instructions qu'il montre à Kellermann, ce dernier, après lui avoir objecté le dénuement de son armée, se décide néanmoins à entrer en opérations dans le plus bref délai (5).

D'ailleurs, les dépêches du ministre se succèdent à son quartier général et hâtent encore ses préparatifs. C'est d'abord, le 31 octobre, une lettre approuvant Custine (6). « Tout ce qu'il dit sur les dispositions politiques du pays est conforme aux relations que nous avons. Tout ce qu'il dit sur les avantages que vous avez pour y venir est exact...

Hâtez-vous, général, d'entrer dans la vallée de la Moselle, et de vous porter sur Trèves et Coblenz... »

Puis le 2 novembre (7) : « J'ai communiqué au conseil, la lettre que vous m'avez écrite, pour m'exposer les motifs qui vous ont engagé à prendre des cantonnements et à donner du repos à vos troupes. Nous sentons tous, comme vous, la force de ces motifs, et dans des circonstances moins urgentes et moins décisives, le conseil vous aurait lui même pressé à prendre des quartiers d'hiver...

Mais les ministres, les généraux, la Nation entière ont pensé qu'il ne coûterait pas d'efforts à l'armée formidable qui se trouve en ce moment sur nos frontières, pour couronner ses succès, en repoussant au delà du Rhin des troupes délabrées et intimidées

1. Cf. H. Libermann, *La mission de Claude Marie Carnot Feulins aux armées de la Moselle et du Rhin*, nov mbre, déc mbre 1792.

2. Instructions particulières pour Carnot commissaire envoyé par le ministre de la guerre à l'armée de la Moselle le 30 octobre, A. G.

3. Pache à Carnot, 31 octobre.

4. Pache à Carnot, 2 novembre.

5. Carnot à Pache, 4 novembre.

6. Pache à Kellermann, 31 octobre.

7. *Ibid.*, 2 novembre.

par les revers qu'elles viennent d'éprouver... Toutes ces raisons persuadent au conseil que vous n'hésitez pas un moment de marcher et, persuadé de la nécessité absolue dont il est, que vous le ferez, il m'a chargé de vous en donner l'ordre positif. »

Tandis que le ministre presse ainsi le commandant de l'armée de la Moselle, Custine qui a perdu patience et n'attend plus rien de son collègue, se décide à faire un éclat. Il écrit au président de la Convention (1) : « citoyen président, dans une république, la vertu, les talents doivent avoir seuls des droits à la confiance ; il est du devoir de tout citoyen, de manifester la vérité, de faire connaître l'incapacité de l'homme chargé des fonctions publiques et plus encore de la conduite des armées et, si le hasard ou la valeur des troupes ont donné quelques succès à un général, ils ne doivent point servir à son impéritie ou à sa lâcheté.

C'est dans ses principes que je dénonce Kellermann, indigne du nom de général, plus indigne encore de diriger les forces de la République. »

Avant que cette dénonciation soit lue à la tribune (2), Custine renouvelle auprès du ministre ses accusations : « Citoyen ministre (3), je joins ici copie de la dernière lettre que j'écris à M. Kellermann, fatigué de répondre à des lettres vides de sens et d'idées, où je ne vois que jactance... » Kellermann a fait manquer le plan de campagne en détachant Valence sur Givet, quand Dumouriez n'en avait pas besoin. Pour obtenir que l'armée de la Moselle marche sur Trèves, il faut changer son chef. « Je vous dirai surtout, citoyen ministre (4), que ce qu'il me faut surtout, c'est au commandement de l'armée du Centre qui est dans les Evêchés, un homme qui ait toute ma confiance et que Kellermann ne mérite ni la vôtre, ni celle de la République. Il faudrait qu'alternativement je puisse me transporter de l'une de ces armées à l'autre et que le commandement de celle des Evêchés fut donné à Félix Wimpffen...

L'imbécillité de Kellermann, lui a empêché de sentir ce plan, et sa lâcheté de l'exécuter... Je ne saurais assez insister sur la destitution de Kellermann ; s'il reste en place, je prédis d'avance, tout est manqué. »

Cette fois, le ministre excédé de ces plaintes continuelles, persuadé par ailleurs de l'inutilité de ses efforts pour décider Kellermann, n'hésite plus à sacrifier ce général. Le 4 novembre, il vient déclarer au conseil exécutif (5) : « D'après les dépêches remises

1. Ternaux, *Terreur*, V, 19.

2. Cette lettre est lue le 4 novembre à la Convention, *Moniteur* du 5, XIV, 384.

3. Custine à Pache, 2 novembre.

4. Custine à Pache, 4 novembre.

5. Note sur les mesures à prendre par le conseil exécutif, 4 novembre A. G.

aujourd'hui de Mayence, de Strasbourg et de Metz, il paraît certain :

1^o que Custine a approvisionné Mayence aux dépens des pays environnants sur les deux rives du Rhin ; qu'il est prêt à prendre dans le centre de l'Allemagne, si les ennemis marchant à lui, une position défensive très forte derrière la Nidda, après s'être couvert d'ailleurs par un pays dépouillé de subsistances (1).

2^o que si l'armée de ce général reçoit des renforts d'infanterie et surtout de cavalerie suffisants pour la porter à 40.000 hommes, les Autrichiens seront bientôt chassés du Brisgau. Le général Biron approuve et appuie le plan de Custine, auquel il envoie 8.000 hommes. Ces deux généraux ne doutent pas de pouvoir forcer les Autrichiens à évacuer les Pays-Bas, en menaçant les Etats héréditaires.

4^o que Biron a l'espérance d'entrer à Kehl, si on lui permet de traiter avec le duc de Wurtemberg, et que, si nous nous avons des forces prêtes à profiter de ce passage, le sort de la guerre sera décidé.

5^o que les ennemis ont eu le temps de porter des troupes à Trèves et à Coblenz, et qu'aussi les opérations sur la Moselle ne peuvent avoir désormais la facilité et la sûreté qui les avaient fait adopter (2).

6^o Depuis la prise de Longwy, Kellermann a témoigné de la répugnance à continuer ses opérations et quoique dès la capitulation de Verdun, le ministre Lebrun lui a écrit pour l'engager à ne pas s'arrêter à assiéger Longwy ou Luxembourg, mais à entrer le plus tôt possible dans la vallée de la Moselle, pour couper les ennemis et appuyer les généraux de l'armée du Rhin, quoique Dumouriez, Custine, Biron lui aient chacun de leur côté écrit pour le même objet et que le ministre de la guerre, lui ait journellement adressé des lettres toujours plus pressantes, il a présenté tous les jours les mêmes difficultés, tirées de sa faiblesse et des besoins de son armée en troupes, habillements, fourrages et moyens de transports.

Cette conduite du général Kellermann a porté le général Custine à le dénoncer à l'assemblée nationale dans les termes les plus forts et les plus outrageants.

1. Note en marge : « confirmer le 1^{er} plan selon lequel les 20.000 hommes de l'entre Sarre et Moselle marcheront sur la rive droite de la Moselle, aux ordres du général... pour aller joindre Custine le plus tôt possible. Ce corps d'armée s'en ira commandé par le général Beurnonville, sous les ordres du général Custine.

2. Note en marge : « le général Kellermann sera invité de venir à Paris, en motivant sur le peu de dispositions qu'il a montré à marcher et l'état d'opposition où il se trouve avec le général Custine. »

Sans porter aucun jugement sur Kellermann, on est néanmoins forcé de reconnaître qu'il est désormais impossible que ces deux généraux puissent agir ensemble ou de concert.

D'après ces divers motifs on propose :

1^o de ne laisser sur la Moselle et la Sarre que la quantité de troupes nécessaire pour garder les places, garantir le plat pays de la course des ennemis...

2^o de faire passer sur le Rhin, la plus grande partie de l'armée de la Moselle et de la mettre à la disposition des généraux Custine et Biron qui agissent de concert.

3^o d'y faire passer parallèlement les bataillons de nouvelle levée qui sont aujourd'hui dirigés sur Verdun, après avoir déterminé ce qu'il faut en conserver pour les frontières du Luxembourg et de la Sarre.

4^o d'autoriser Biron à acheter l'entrée de Kehl au duc de Wurtemberg et l'autoriser d'offrir jusqu'à la somme de...

Prescrire :

1^o à Dumouriez d'envoyer sur le champ Beurnonville à Metz, pour y prendre le commandement de la partie des troupes qui doivent marcher à l'ennemi sous les ordres du général Custine.

2^o à Kellermann, pour lui mander que les difficultés qu'il a éprouvées ont déterminé le conseil à l'appeler à Paris en lui annonçant qu'un autre officier général... (vu la nécessité que ce corps seconde les opérations de Custine et les relations du moment ne lui permettraient pas d'être à ses ordres, on donne le commandement à un autre officier général).

3^o à Biron : confirmer ses bonnes dispositions, attendre sa conversation avec l'envoyé de Paris, dont il rendra compte et d'après laquelle le conseil exécutif se décidera ; enfin, qu'il continue ses vues sur Kehl et opérations et détermine la somme, laquelle il croit être autorisé à offrir.

4^o à Custine pour lui faire part du tout... »

A la suite de la lecture de ce rapport, le conseil exécutif prend la délibération suivante (1) : « ayant pris connaissance de plusieurs dépêches des généraux Custine, Kellermann et Biron, relativement à la marche qui devait être faite le long de la Moselle, par une partie de l'armée aux ordres de Kellermann, pour seconder les opérations commencées en Allemagne par le général Custine, ayant également pris en considération la correspondance particulière qui a eu lieu et généralement tout ce qui s'est passé entre Custine et Kellermann, ainsi que la dénonciation portée contre ce dernier par Custine à la Convention Nationale, au sujet du refus

1. Séance du conseil exécutif du 4 novembre, Aulard, I, 223.

d'exécuter cette marche nécessaire, après avoir discuté les demandes faites par les généraux Custine et Biron d'un renfort de 8.000 hommes tirés de l'armée de Kellermann et destinés à se réunir à l'armée de Custine, pour pouvoir selon un nouveau plan de campagne, suppléer à l'inexécution du premier plan, arrête les dispositions suivantes :

1^o le conseil persiste dans ses résolutions précédentes et dans les ordres qui ont été donnés pour l'exécution du premier plan de campagne.

2^o 20.000 hommes de l'armée qui occupe actuellement le pays entre le Rhin et la Moselle et que commande le général Kellermann, sous le nom de l'armée du Centre, marcheront le plus tôt possible, pour, en exécutant le premier plan, concourir à l'expédition du général Custine.

3^o Ce corps d'armée sera commandé par le général Beurnonville, actuellement employé dans l'armée destinée à l'expédition de la Belgique, lequel sera, dans sa marche et dans toutes ses opérations, aux ordres du général Custine.

Le conseil exécutif, considérant en outre le peu de dispositions qu'a rencontré le général Kellermann pour marcher avec les troupes qu'il commande selon les ordres qu'il a reçus, ainsi que l'opposition qui se trouve entre lui et le général Custine, arrête que le général Kellermann sera invité à se rendre à Paris pour s'expliquer sur tout ce qui s'est passé. »

Le lendemain, Pache porte ces diverses mesures à la connaissance de Custine (1). Il invite Beurnonville à gagner en hâte son nouveau poste (2), et sur sa demande (3), lui précise ainsi sa mission (4) : prendre le commandement des troupes destinées à agir entre Moselle, Sarre et Rhin et chercher à opérer la jonction avec Custine. « Il est aux ordres de ce général, il lui rendra compte de toutes ses dispositions et se conformera à ses vues. Il établira à cet effet, dès son arrivée à Metz, la correspondance la plus suivie avec lui. »

Pendant que l'on s'agite à Paris de sa destitution, le commandant de l'armée de la Moselle, informé de la dénonciation de Custine, proteste auprès de la Convention (5) : « Le citoyen général Custine, vient de m'envoyer copie d'une dénonciation qu'il s'est permis de faire contre moi et qu'il vous adresse. Je me flatte que la

1. Pache à Custine, 5 novembre.

2. Pache à Beurnonville, 5 et 8 novembre.

3. Beurnonville à Pache, 7 novembre.

4. Pache à Beurnonville, 11 novembre.

5. Kellermann au président de la Convention, 4 novembre, *Moniteur*, XIV, 403.

Convention nationale jugera comme moi, qu'elle n'a pu être dictée que dans un accès de folie ou de vin.

... Vous devez juger, citoyen président, par les lettres et réponses que le général Custine vous a adressées, de toute l'étendue de ses connaissances militaires...

L'on me propose de continuer la campagne : je marcherai dans quatre jours avec 28 bataillons et 30 escadrons composés de 100 hommes chacun. Les citoyens commissaires Carnot et Huguenin, témoins de l'état de délabrement dans l'habillement de toute espèce de nos troupes, vous en rendront compte ; mais les moyens qu'ils ont pris depuis leur court séjour ici, me font espérer qu'à bien des égards, mes troupes seront en état de marcher (c'est ce que je désire avec le plus grand empressement)... »

Kellermann cherche en même temps à se justifier. près du ministre et lui annonce qu'il va se mettre immédiatement en marche (1). Pache rend compte de cette décision tardive au conseil exécutif qui, « considérant que les raisons qui ont déterminé la délibération prise précédemment de mettre son corps sous la conduite d'un lieutenant général aux ordres de Custine, subsistent toujours, persiste dans cette résolution (2). »

Dans ces conditions, il ne reste plus à Kellermann qu'à venir se justifier sur place. Il quitte son armée le 7 novembre, la laissant provisoirement aux ordres de Desprez-Crassier, et gagne la capitale. Le 10, il vient se présenter au conseil exécutif (3), qui charge le ministre de la guerre, avec deux de ses collègues, d'entendre ses explications.

Si elles ne les convainquent pas entièrement, elles justifient cependant assez l'attitude du général, pour que Pache obtienne du conseil de lui accorder une compensation (4). Il est investi du commandement en chef de l'armée des Alpes (5), poste laissé

1. Kellermann à Pache, 4 novembre.

2. Séance du conseil exécutif du 7 novembre, Aulard, I, 227.

3. Séance du conseil exécutif du 10 novembre, *Ibid.*, I, 235.

4. Nous connaissons la défense de Kellermann par son discours à la Convention du 14 novembre. Il s'y exprime en ces termes : « représentants du peuple français, le conseil exécutif m'a mandé à Paris pour lui rendre compte de mes opérations... un plan de campagne d'hiver que j'ai proposé a produit une erreur. On a cru que je voulais recevoir ce plan malgré le conseil exécutif, parce que je n'avais pas empêché une partie des armées Prussiennes et Hessoises de se porter à Trèves et à Coblenz. Mais comment devancer 30.000 hommes au moins, qui avaient trois ou quatre marches d'avance sur moi, avec une armée fatiguée à l'excès, manquant de tout, réduite de moitié par la séparation du général Valence, qui marchait en sens opposé vers Givet. Cependant, malgré tous les obstacles et sans avoir reçu les ordres positifs du conseil exécutif, j'obéissais à son plan de campagne et je marchais vers la Sarre. Pour accorder la justice avec les convenances, il m'a nommé au commandement de l'armée des Alpes. J'accepte et je pars »... (*Moniteur*, XIV, 479).

5. Séance du conseil exécutif, 11 novembre, Aulard, I, 236.

vacant par la destitution de Montesquiou. Kellermann doit rejoindre sans délai (1).

3^o A son arrivée au ministère, Pache envoie les instructions suivantes au commandant de l'armée du Rhin (2) : « général, l'évacuation de Verdun et celle de Longwy et la retraite des Prussiens, nous donnent l'espérance de pouvoir remplir sous peu de temps, le plan vaste et hardi que les généraux qui commandent sur les frontières du Nord et de l'Est de la France ont unanimement proposé.

L'importance dont il serait de chasser sous peu de mois les Autrichiens des bords de la Moselle et de ceux du Rhin, est trop grande, pour que la République ne fasse les plus grands efforts pour y parvenir...

Le général Kellermann, se charge de nettoyer les bords de la Moselle ; le général Custine agira sur le bas Rhin, et vous général dans le Haut-Rhin. Vous concerterez ensemble vos opérations, de manière que le résultat soit à la fois le plus rapide et le plus sûr et vous êtes absolument les maîtres de répartir entre vous les forces qui vous sont confiées, de la manière qui vous paraîtra être la plus convenable...

Je dois ajouter, avant de finir cette lettre, qu'une opération aussi vigoureuse que l'établissement d'un pont dans le Haut-Rhin, aurait une influence immédiate sur le succès de nos négociations avec les Cantons ; cependant, ne tentez pas cette opération, si elle vous paraît trop hasardeuse et si vous croyez pouvoir faire de vos forces un usage plus avantageux. »

Biron hésite à prendre l'offensive et à chasser Esterhazy du Brisgau. Il préfère entrer en négociations avec le duc de Wurtemberg, pour se faire livrer la tête de pont de Kehl. Nous avons vu le ministre développer ce projet devant le conseil exécutif le 4 novembre.

Quoiqu'il en soit, il reste dans l'inaction et il apparaît bientôt à Pache, que la meilleure manière d'utiliser son armée, consiste à mettre une partie de ses troupes à la disposition de Custine. Il y a là toutefois une difficulté à résoudre : il faut subordonner Biron à son ancien lieutenant. Le ministre emploie à cet effet un artifice de langage : « le conseil exécutif, général (3), voit avec plaisir que vous vous disposez à seconder le général Custine et que vous contribuez

1. Néanmoins, Kellermann demeure à Paris. Ce n'est que le 28 novembre que le conseil exécutif « délibérant sur la nécessité d'envoyer au plus tôt un général pour prendre le commandement de l'armée des Alpes, arrête que le départ du général Kellermann, nommé à ce commandement, cessera d'être suspendu et que le ministre de la guerre lui donnera ordre de se rendre en toute diligence à sa destination. » Aulard, I, 270.

2. Pache à Biron, 21 octobre.

3. Pache à Biron, 5 novembre.

par là au succès des armées de la république. Faites partir vos troupes, dès le moment que Custine le jugera convenable. »

A cette allusion discrète, est jointe une menace à peine voilée ; « comme Kellermann n'a pas paru adopter ses vues avec le même empressement et que cependant le conseil a résolu de faire marcher l'armée de la Moselle de concert avec celle du Rhin, il n'a pas paru convenable de laisser à Kellermann aucune responsabilité relative à cette expédition. En conséquence, Kellermann est invité à se rendre à Paris et le commandement de son armée est donné à Beurnonville. »

Le ministre ajoute (1) : « le général Beurnonville chargé sous les ordres du général Custine de commander les troupes qui partiront de la Moselle pour se joindre à celles du Bas-Rhin, reçoit l'ordre de concerter avec vous les mesures qui pourront assurer cette réunion. »

Biron n'a pas de mal à comprendre les intentions du ministre (2) : « je reçois à l'instant votre lettre du 5 novembre. Je me conformerai avec la plus grande exactitude aux ordres qu'elle contient ; je ne me plains en aucune manière que vous mettiez aux ordres du général Custine, indistinctement toutes les troupes qui sont encore aux miens ; elles ne peuvent être en meilleures mains ; nous nous entendrons toujours parfaitement bien et il ne dépendra ni des hommes, ni des circonstances, de troubler notre bonne intelligence et notre amitié réciproque. »

Il ne fait qu'une seule restriction : si on le dépouille de ses principaux moyens, il ne peut plus répondre du secteur qui lui est confié.

Il écrit également à Custine (3) : « je vous envoie mon ami, copie de la lettre du ministre de la guerre que je viens de recevoir ; elle vous prouvera que toutes les troupes de l'armée que je commande sont à vos ordres, ceux que vous m'adresserez seront promptement exécutés.

Je vous assure que cette disposition du ministre ne m'a donné personnellement aucune humeur et que toutes les manières de contribuer avec vous au succès des armées de la république, ne cesseront jamais de me convenir et de m'être agréables... »

Mais il doit lui faire remarquer qu'on signale un rassemblement important d'ennemis dans le Frisgau et que le peu de moyens dont il va disposer, ne lui permettra plus d'assurer la défense du Haut-Rhin.

Pache juge Biron timoré. « Vous ne devez pas craindre de hasarder votre responsabilité en allant au secours de Custine, de la

1. *Ibid.*, 6 novembre.

2. Biron à Pache, 9 novembre.

3. Biron à Custine, 9 novembre.

manière qu'il jugera la plus utile. J'ai vu par votre correspondance mutuelle, combien vous avez mis de zèle et de patriotisme à vous concerter avec lui pour favoriser ses succès. Je compte sur la continuation du même concert. Dans tous les cas, les termes de ma lettre de ce jour et ceux que j'emploierai les suivants de ce mois avec vous, doivent mettre votre responsabilité parfaitement à couvert (1). »

Biron ne peut plus faire d'objections ; mais prétextant qu'il ne lui reste que 5.000 hommes disponibles, il se déclare seulement hors d'état d'attaquer Kehl (2).

c) *Armées des Alpes et d'Italie.* — Instructions du ministre. Mauvaise impression produite par la convention du 22 octobre avec Genève ; modifications imposées par le conseil exécutif, qui manifeste l'intention de destituer définitivement Montesquiou. Opérations du général Anselme. Blâme du conseil exécutif pour son attitude à l'égard de Gènes.

Nous avons laissé Montesquiou terminant le 22 octobre, par une convention provisoire, le conflit avec Genève.

Pache, en prenant possession de son poste, ignore encore la tournure favorable des négociations entreprises ; aussi envoie-t-il au commandant de l'armée des Alpes (3) la lettre suivante (4). « L'attention qu'exige de la part du conseil exécutif la situation de nos affaires avec Genève et la Savoie, a nécessairement retardé les réponses à vos lettres... vos diverses propositions ont été prises dans la plus sincère considération. » Il est certain qu'un siège en règle de Genève est actuellement trop long et trop difficile et qu'un simple bombardement risquerait de soulever toute la Suisse. Dans ce cas, il vaudrait encore mieux attaquer.

« Mais avant d'en venir à cette extrémité, qui ne peut être motivée justement que par une négociation qui serait offerte sans succès aux Suisses, vous désirez être autorisé à traiter avec eux, aussi bien qu'avec Genève.

Vous verrez général... que non seulement le conseil exécutif approuve cette proposition ; mais qu'il vous autorise à traiter particulièrement avec les cantons de Berne et de Zurich...

En tous cas, il convient de prendre sans délai toutes dispositions utiles pour bombarder Genève et de pousser les préparatifs nécessaires à un siège en règle. »

1. Pache à Biron, 10 novembre.

2. Biron à Custine, 11 novembre.

3. L'armée du Midi porte ce nom depuis le décret du 1^{er} octobre 1792.

4. Pache à Montesquiou, 20 octobre, Correspondance de Montesquiou, *op. cit.*, 235.

Quand ces instructions parviennent à Montesquiou, ses négociations avec Genève viennent d'être couronnées de succès et il répond au ministre, en lui transmettant le texte de la convention qu'il vient de passer avec cette ville. Les mesures qu'il lui prescrit sont désormais inutiles, « si, comme je l'espère (1), vous adoptez la convention que j'ai faite avec Genève, je n'entrerai pas dans les détails d'exécution d'un plan qui ne doit plus exister. Je vais me livrer tout entier à la négociation, dont le conseil me charge avec les Suisses... »

Cependant, le projet d'accord envoyé par Montesquiou, suscite à Paris de vives critiques, notamment de la part de Clavière, dont l'avis est bientôt partagé par Lebrun et Roland (2). Ils emportent celui de la majorité du conseil. « Le ministre des affaires étrangères, sera chargé, arrête ce dernier (3), de renvoyer sur le champ au général le projet, en y joignant les modifications dont le conseil l'a jugé susceptible, avec les instructions nécessaires pour les faire admettre. »

Lebrun écrit alors au président de la Convention : « que plusieurs des articles... ont paru inutiles ou susceptibles de modifications » et « qu'il sera envoyé au général Montesquiou des observations sur les changements à faire (4). » Il les adresse en effet le même jour au commandant de l'armée des Alpes (5).

Pache tout en se ralliant à l'avis de la majorité du conseil, demeure partisan d'une action militaire énergique et mande également au général (6) : « je ne doute pas que vous n'avez pris dans la négociation que vous avez entamée, tant avec la confédération Helvétique, qu'avec les cantons de Zurich et de Berne et la république de Genève, le ton de fermeté qui convient à une nation puissante et libre, résolue à faire respecter ses droits : le caractère de ceux avec lesquels vous avez à traiter, les principes de leur politique ou leur faiblesse, les engagent également à vous payer de défaites et à éluder par des subtilités et par des lenteurs, la réponse franche et définitive qui doit décider promptement de nos rapports avec eux. Il convient d'éviter ces longueurs ; aussi, général, que vos négociations n'arrêtent nullement vos préparatifs de guerre ; pressez les de tout votre pouvoir et mettez-vous en état d'agir hostilement et énergiquement, si les Suisses et les Genevois ne veulent pas écouter nos justes revendications. »

C'est ainsi que le 27 octobre, la veille même du jour où la convention du 22 allait être ratifiée à Genève par 1.578 voix contre 16,

1. Montesquiou à Pache, 24 octobre, *Correspondance*, 244.

2. Iung, *Dubois-Crancé*, I, 273 ; Ternaux, V, 31.

3. Séance du conseil exécutif du 26 octobre, Aulard, I, 193.

4. Lebrun au président de la Convention, 27 octobre.

5. Lebrun à Montesquiou, *Correspondance*, 27 octobre, 256.

6. Pache à Montesquiou, 26 octobre, *Correspondance*, 263.

Montesquiou reçoit avis du mécontentement des ministres. On lui mande également l'envoi d'un commissaire spécial, le citoyen Genest (1), chargé de surveiller les négociations. « Je vois avec beaucoup de peine, répond-t-il, que je m'étais trompé en croyant m'être conformé aux instructions reçues de vous (2). »

Il entreprend donc de nouveaux pourparlers avec les Suisses et rend compte le 2 novembre (3), « qu'il dépend de vous à présent, que l'affaire de Genève soit terminée et peut être avec elle, la mésintelligence avec les Suisses ; mais si vous refusez d'adopter la convention telle que la voilà, je crois inutile de négocier davantage et l faut vous résoudre à une guerre ouverte avec la confédération Helvétique. »

Pache ne paraît nullement répugner d'ailleurs à cette solution et s'affirme toujours partisan d'une action militaire vigoureuse. « Je vous écris, général (4), que les négociations dont vous êtes chargé, doivent être appuyées par des préparatifs militaires. Je vous ai prié de leur donner la plus grande activité et de vous mettre à même de forcer s'il le faut les Suisses et Genève à respecter la république. Je vous recommande encore instamment, de tout préparer pour agir. »

Le conseil exécutif imbu des mêmes idées, voit d'un très mauvais œil la continuation des pourparlers. Le 3 novembre (5), « informé du grand nombre de plaintes qui s'élèvent contre le général Montesquiou (6)... (il) arrête, qu'il suspend toute résolution à l'égard de ce général, jusqu'à ce que le ministre des affaires étrangères ait reçu des lettres du citoyen Genest, qu'il a envoyé auprès du général Montesquiou, pour diriger la négociation commencée avec les Genevois et qui est chargé de l'informer de l'état des choses. Arrête en outre, que le ministre des affaires étrangères, mettra incessamment sous les yeux de la Convention le traité fait par le général Montesquiou et la république de Genève, ainsi que les résolutions du conseil sur ce traité. »

Quand le conseil reçoit la dernière communication de Montesquiou, il se borne à décider, « que jusqu'à ce que des renseignements ultérieurs lui soient parvenus de la part du citoyen Genest, on se contentera de persister dans les modifications que le conseil a jugé nécessaire d'admettre dans le traité projeté (7). »

1. Ci-devant ministre à Pétersbourg.

2. Montesquiou à Lebrun, 31 octobre.

3. Montesquiou au conseil exécutif, 2 novembre.

4. Pache à Montesquiou, 1^{er} novembre, *Correspondance*, 290.

5. Séance du conseil exécutif du 3 novembre, Aulard, I, 222.

6. Il s'agit en particulier des critiques des représentants Daydier, Prieur du Vernois et Guyton Morveau, en mission sur la frontière du Jura ; des lettres du général de Hesse, etc... Jung, *op. cit.*, I, 273.

7. Séance du conseil exécutif du 5 novembre, Aulard, I, 224.

Cette improbation tacite, montre que le commandant de l'armée des Alpes doit s'attendre à une prochaine destitution.

Tandis que ces événements se déroulent au nord de notre frontière des Alpes, au sud de celle-ci, Anselme qui s'est rendu maître du comté de Nice, cherche à étendre ses conquêtes. Il exécute du 23 au 25 octobre un coup de main sur Oneille et élabore de vastes projets d'opérations visant la conquête de la Sardaigne et même celle de l'Italie toute entière (1).

Le 26 octobre, le conseil exécutif le charge d'occuper Savone, ville appartenant à la république de Gênes notre alliée (2). Mais comme il lève sur elle une forte contribution, Pache en ordonne la restitution immédiate et blâme le général pour sa conduite dans cette affaire (3).

Malgré cette improbation, et à la vérité dans un but purement stratégique, Anselme se voit attribuer un commandement indépendant de celui de l'armée des Alpes. Son corps reçoit le nom d'armée d'Italie (4).

d) *Armée des Pyrénées*. — Menaces à la frontière des Pyrénées. Premières dispositions prises à l'effet d'y organiser la résistance.

L'aile droite de l'armée du Midi, a pris depuis le décret du 15 novembre, le nom d'armée des Pyrénées et le commandement en a été confié à Servan.

Bientôt, il appert, malgré les protestations pacifiques de l'Espagne, que cette puissance fait contre nous des préparatifs de guerre. Il importe donc de mettre au plus tôt en état de défense nos places frontières et de rassembler une armée prête à entrer en opérations.

La Convention décide à cet effet l'envoi de six commissaires chargés de faire les réquisitions nécessaires.

Lamarque, Carnot, Garreau doivent s'établir à Bayonne et Aubry, Maximilien Isnard, Despinassy à Perpignan. Auparavant, ils dressent d'un commun accord les principales lignes de leur action : organisation sur la frontière d'Espagne d'une armée de 40.000 hommes, dont la moitié sera mise sur pied sans délai, tan-

1. Ternaux, *op. cit.*, V, 77.

2. Séance du conseil exécutif du 26 octobre, Aulard, I, 194.

3. *Ibid.*, I, 213.

4. Pache à Montesquiou, 1^{er} novembre, *loc. cit.* L'armée d'Italie est créée par arrêté du conseil exécutif du 1^{er} novembre. Elle est formée de la droite de l'armée des Alpes, dite armée du Var. Le commandement en est confié au général Dauselme qui n'a ni le titre, ni les prérogatives d'un général d'armée. Cet arrêté est mis à exécution le 7 novembre. L'armée occupe le comté de Nice et les départements des Bouches-du-Rhône et du Var. A. G.

dis que le reste demeurera en état de réquisition permanente ; équipement des villes fortes ; création d'une organisation matérielle correspondante aux besoins des troupes de campagne et des places (1).

Bientôt, les commissaires envoient des rapports assez rassurants ; la levée des bataillons s'exécute rapidement, on s'occupe sans relâche à renouveler les armes, l'habillement, l'équipement. L'artillerie de place est déjà importante et il existe des moyens pour la compléter ; mais on manque d'artillerie de campagne (2).

Toutefois, comme le commandant de la future armée des Pyrénées, Servan, mis en congé pour raison de santé, ne doit rejoindre son nouveau poste que dans un délai encore éloigné, Pache, dès son entrée en fonctions, envoie sur les lieux son chef d'état-major, Chaderlos de Laclos et l'adjudant général Lacuée, qui est investi du titre de commissaire du pouvoir exécutif.

Arrivés à Toulouse, ils rendent compte au ministre de la situation. Il n'y a pas encore de troupes organisées ; on manque de matériel et de munitions (3). Il faudrait recevoir d'urgence ce qui est nécessaire pour équiper, armer, solder au moins 36.000 hommes, chiffre de forces minimum pour être à même de faire une guerre seulement défensive (4).

Tout reste à créer et organiser ; mais il faut à cet effet gagner du temps : « un cri général se fait entendre pour déclarer la guerre à l'Espagne ; je ne discuterai point cette grande question, écrit Lacuée ; mais il est de mon devoir de vous dire que nous aurions le plus grand tort de ne pas attendre avant de faire une levée de boucliers, le mois de mars (5). »

1. Les commissaires à Bayonne à la Convention, 7 octobre, Aulard, I, 110. *Moniteur*, XIV, 211 (Séance du 15 octobre).

2. Les commissaires à Bayonne à la Convention, 16 et 20 octobre, 6 novembre ; les commissaires de Perpignan à la Convention, 18 et 28 octobre, Aulard, I, 150, 170, 226, 159, 202 et *Moniteur*, XIV, 275, 321, 411, 501 ;

3. Chaderlos de Laclos à Pache, 1^{er} novembre.

4. *Ibid.*, état des forces et du matériel nécessaires à l'armée des Pyrénées ; répartition des troupes.

5. Lacuée à Pache, 4 novembre.

CHAPITRE IV

LES OPÉRATIONS DE LA FIN DE L'AUTOMNE 1792

(6 novembre - 14 décembre)

I. — PACHE ET LE COMITÉ DE LA GUERRE

Le comité, qui se subordonne chaque jour davantage le ministre, est amené à s'occuper des questions les plus diverses relatives au département de la guerre et même à la conduite générale des opérations.

II. — FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

- a) *Le Personnel.* — Mutations dans le haut commandement, questions de fonds, création de corps nouveaux, discipline, reconstitution organique de l'armée.
- b) *Le Matériel.* — Armement et munitions.

III. — LA CONDUITE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

A. — Armées de la Belgique, du Nord et des Ardennes.

Pache communique le plan de Custine à Dumouriez qui refuse de s'y associer. Marche victorieuse des armées de Belgique et du Nord. Destitution de Labourdonnaye, avance de l'armée des Ardennes. Dumouriez manifeste l'intention de s'arrêter sur la Meuse. Son dissentiment avec Pache, qui pour soutenir Custine, voudrait l'obliger à border le Rhin. Projets de Dumouriez sur la Hollande ; opposition irréductible du conseil exécutif et de Pache, malgré la dialectique de Thouvenot, envoyé à Paris pour obtenir gain de cause. Dumouriez prend ses quartiers d'hiver.

B. — Armées de l'Est (Vosges, Moselle, Rhin).

- a) Custine à la tête des trois armées de l'est : ses projets et ses craintes. Perte de Francfort, retraite sur Mayence.
- b) Armée de la Moselle. Beurnonville prend le commandement. Préparatifs d'entrée en campagne. Combats de la Montagne Verte et de Pellingen. Pache l'autorise à prendre ses quartiers d'hiver. Retraite de l'armée de la Moselle.
- c) Armée du Rhin. Biron voyant ses moyens sans cesse réduits et impatient d'être soumis à Custine, demande son changement. Inaction de l'armée du Rhin. Biron nommé au commandement de l'armée d'Italie, est remplacé par Desprez-Crassier.

C. — Armées de Savoie et d'Italie.

- 1. A la suite de sa 2^e négociation avec Genève, Montesquiou est destitué.

Le ministre ne peut réussir à le faire arrêter. Dornac, jusqu'à l'arrivée de Kellermann, commande par intérim l'armée, qui reprend son ancien nom d'armée des Alpes.

2. Anselme remercie Pache de sa promotion au commandement indépendant de l'armée d'Italie. Projets sur la Sardaigne et l'Italie. Demandes de renforts. Envoi de commissaires à l'armée du Var. Rappel d'Anselme.

D. — Armée des Pyrénées.

Etat de l'armée des Pyrénées. Rôle des commissaires à Bayonne et Perpignan. Leur dissentiment avec Pache. Correspondance de ce dernier avec Lacuée et Chaderlos de Laclos. Préparation insuffisante.

I. — PACHE ET LE COMITÉ DE LA GUERRE.

Le comité, qui se subordonne chaque jour davantage le ministre, est amené à s'occuper des questions les plus diverses, relatives au département de la guerre et même à la conduite générale des opérations.

Nous avons vu, au chapitre précédent, le comité de la guerre empiéter chaque jour davantage sur les pouvoirs du ministre, en traitant d'abord à un point de vue strictement législatif les questions relatives à son département; puis en surveillant, contrôlant, même ordonnant des mesures de simple exécution, appartenant au premier chef à l'exécutif. C'est ainsi, qu'après avoir fait voter par la Convention un décret sur la nomination aux emplois militaires, laissée dorénavant au seul ministre de la guerre (1), le comité va se faire saisir par Pache, d'un projet de création d'un neuvième commandant d'armée (2); puis s'occupera de la dissolution des volontaires nationaux demeurés à Paris et non encore organisés (3), de l'exécution de marchés d'armes (4), etc...

Le ton général de la correspondance du comité avec le ministre, relativement à ces divers objets, marque bien la sujétion dans laquelle est tenu ce dernier (5).

1. Décret sur la nomination aux emplois militaires, 8 novembre, *Lois*, XI, 289.

2. Pache demande cette création à la Convention le 7 novembre, *Moniteur*, XIV, 420. L'assemblée renvoie la question au comité de la guerre. Pache signale ces démarches à Dumouriez (*Correspondance*, 89).

3. Séance du comité de la guerre du 8 novembre, A. N., R. 92, A. F., II, 14.

4. Séance du comité de la guerre des 17 et 24 novembre, A. N., *ibid*.

5. C'est ainsi que le ministre écrit : « je prie donc le comité de presser une décision de la Convention nationale sur la création de 2 compagnies comme je le lui ai demandé. » (Pache au comité de la guerre, 9 novembre, A. G.) et que le comité lui mande : « votre intention citoyen ministre, est sans doute que ces troupes (il s'agit de 2 bataillons à embarquer à Lorient) seront embarquées sans délai : le comité de la guerre me charge à vous inviter à peser ces motifs et d'examiner dans votre sagesse, s'il ne serait pas

Notons d'ailleurs, que l'assemblée appuie de son autorité les empiétements de son comité sur le département de la guerre. Par exemple, quand la ville de Nice dénonce à la Convention les attentats commis par des généraux de l'armée du Var contre les propriétés (1), c'est le comité de la guerre et non le ministre, qui est chargé de rapporter sur l'affaire et comme il conclut à l'envoi de commissaires (2), l'assemblée adopte cette mesure (3), qui a pour effet de faire contrôler par le comité les actes de l'exécutif, seul responsable de ses commandants d'armée.

A la fin de novembre, le comité de la guerre décide de s'attribuer un droit de regard sur les opérations : une fois par semaine, le ministre devra rendre compte de notre situation militaire (4). Il est ainsi amené tout naturellement à participer à la conduite générale de la guerre.

Le 2 décembre, Custine lui envoie directement la copie de son plan de campagne et une dénonciation contre Van Helden, le malheureux défenseur de Francfort (5). Le comité invite aussitôt le ministre à venir se concerter avec lui, vu « les circonstances difficiles », dans lesquelles se trouve ce général (6).

Quelques jours plus tard, quand le représentant Camus sera envoyé à Paris par ses collègues, les commissaires à l'armée de Belgique et que Thouvenot, chef d'état major de Dumouriez, qui l'accompagne, défendra les vues de son général sur l'invasion de la Hollande, la question sera soumise au comité (7), qui en discutera dans sa séance du 13 décembre (8).

Toutefois, l'activité du comité au cours de cette période, va être principalement absorbée à rassembler les éléments d'une difficile enquête sur les opérations du directoire des achats, enquête dont nous verrons le détail au chapitre suivant.

plus convenable de pourvoir aux besoins de cette troupe d'une manière plus prompte et par les moyens qui sont déjà à votre disposition. » (Letourneur, président du comité de la guerre à Pache, 29 novembre, A. G.).

1. Séance à la Convention, 18 novembre, *Moniteur*, XIV, 509.

2. Séance du comité de la guerre, 15 novembre, A. N., *op. cit.*

3. Décret du 18 novembre, Aulard, I, 247, *Moniteur*, XIV, 509.

4. Séance du comité de la guerre, 24 novembre.

5. Custine au président du comité militaire, 2 décembre, A. G.

6. Letourneur, président du comité militaire à Pache, 6 décembre, A. G.

7. Aulard, I, 307.

8. Séance du 13 décembre du comité de la guerre.

II. — FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.

- a) *Le Personnel.* — Mutations dans le haut commandement, questions de fonds, création de corps nouveaux, discipline, reconstitution organique de l'armée.
 b) *Le Matériel.* — Armement et munitions.

a) *Le personnel*

Mutations dans le haut commandement. Nous avons vu quelles modifications étaient déjà intervenues par les soins de Pache, dans le haut commandement de nos armées. Estimant sans doute ces mutations suffisantes, il paraît décidé à s'en tenir là ; mais les circonstances vont lui imposer de nouveaux changements en novembre et décembre.

Et d'abord, il s'agit de régler la situation de Montesquiou. Le conseil exécutif n'a pas approuvé son attitude à l'égard de Genève ; et quand l'assemblée est invitée à ratifier la convention du 22 octobre (1), elle porte contre lui le décret d'accusation (2).

Le ministre envoie aussitôt un exprès pour le faire arrêter (3) ; mais Montesquiou parvient à s'échapper. Son commandement est attribué à Kellermann, disponible à Paris.

Labourdonnaye, placé depuis septembre à la tête de l'armée du Nord, constituant l'aile gauche des forces de Dumouriez, ne cesse par son insubordination de provoquer des plaintes de son chef au ministre de la guerre (4) et à celui des affaires étrangères (5). Pache propose sa destitution au conseil exécutif, qui la prononce le 21 novembre (6), laissant à Dumouriez le choix d'un successeur qui se trouve être, en l'espèce, le créole Miranda.

A l'armée du Var, le général Anselme provoque des réclamations des Niçois, qui se plaignent de l'insubordination de ses troupes et des excès qu'elles commettent envers la population (7). Une commission est envoyée sur les lieux par ordre de l'assemblée, sur la proposition du comité de la guerre (8). Les représentants prétendent bientôt avoir recueilli des témoignages accablants contre Anselme et imposent au ministre sa destitution. Elle est prononcée le 16 décembre par le conseil exécutif, qui le remplace par

1. Séance du 8 novembre, *Moniteur*, XIV, 424.

2. Extrait du procès-verbal de la Convention, séance du 9 novembre, III, 93.

3. Délibération du conseil exécutif du 9 novembre, Aulard, I, 234.

4. Dumouriez à Pache, 23 novembre, *Correspondance*, 120, 123.

5. Dumouriez à Lebrun, 17, 18, 19, 21 novembre.

6. Séance du conseil exécutif provisoire, 21 novembre, Aulard, I, 254.

7. Séance de la Convention, 18 novembre, *Moniteur*, XIV, 509.

8. Séance du comité de la guerre, 15 novembre, *loc. cit.*

Biron. Desprez-Crassier prend le poste demeuré vacant à l'armée du Rhin (1).

En dehors de ces mutations portant sur des généraux pourvus d'un commandement effectif, le ministre doit encore s'occuper de liquider la situation de Dillon et celle de Lückner et de faire justice des accusations portées contre Wimpffen.

Dillon, après s'être compromis avec le landgrave de Hesse pendant la retraite des Prussiens, avait été destitué du commandement de l'armée des Ardennes et appelé à Paris pour se justifier. Il se présente au comité de la guerre avec l'espoir d'en obtenir l'absolution. Le comité charge bien Merlin de Douai de rapporter sur son affaire; mais ne peut lui éviter de rendre compte de sa conduite à son chef naturel, le pouvoir exécutif (2), qui délègue Pache à cet effet (3).

Le 28 novembre, Dillon présente au ministre un long factum, où il relate les circonstances qui ont motivé ses négociations avec les Hessois (4). Une quinzaine de jours plus tard, Pache communique le mémoire avec ses observations au conseil (5), sans trancher définitivement la question de culpabilité du général.

Ce dernier se plaint alors à la Convention de subir un déni de justice. Il obtient le 20 novembre, que le comité de la guerre soit chargé de faire un rapport sur sa conduite (6). Le rapport est naturellement confié à Merlin de Douai, qui s'est déjà occupé de lui.

Après une enquête approfondie, ce conventionnel tout en condamnant l'attitude prise par le général après les événements du 10 août, admet que s'il s'est compromis avec Lafayette, ses services postérieurs le justifient suffisamment et qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui (7). Non content d'innocenter Dillon devant l'assemblée, il demande même au conseil exécutif des explications sur une destitution qu'il estime injuste. Bien que la mesure ait été prise par Lebrun pendant son intérim, Pache soutient devant ses collègues qu'il y a lieu de la maintenir et fait triompher son point de vue. Le conseil exécutif arrête en effet : «qu'il sera répondu que le commandement d'une armée ou d'une division, est une commission que le conseil responsable des opérations

1. Séance du conseil exécutif, 16 décembre, Aulard, I, 336.

2. Séance du comité de la guerre du 22 octobre, A. N., R. 92, A. F., II, 14.

3. Séance du conseil exécutif du 22 octobre, Aulard, I, 175.

4. Compte rendu au ministre de la guerre, par le lieutenant général Dillon, 28 octobre, collection des projets, rapports et lois, bibliothèque guerre.

5. Séance du conseil exécutif du 16 novembre, Aulard, I, 240.

6. Séance du 20 novembre, *Moniteur*, XIV, 525.

7. Rapport sur la conduite du lieutenant général Arthur Dillon, présenté au nom du comité de la guerre par Merlin de Douai, novembre 1792, Collection des projets, lois, etc... Bibliothèque Guerre.

qu'il est chargé de diriger, doit avoir la faculté de donner ou de retirer, suivant le plus ou moins de confiance qu'il a dans les individus et suivant les divers partis auxquels il les destine ; il a usé de cette faculté en rappelant Dillon (1) ».

Il restait également à liquider la situation de Lückner. Le vieux maréchal, pourvu du vain titre de générallissime lors de l'invasion Prussienne, avait été rappelé à Paris, sous prétexte d'éclairer le conseil exécutif de ses avis.

Il arrive dans la capitale, muni d'une lettre du conseil général de la commune de Châlons, qui lui a été remise « en témoignage d'estime, d'attachement et de reconnaissance, pour détruire les calomnies dirigées contre lui » (2) Mais le ministre de la guerre, comme tous les membres du pouvoir exécutif, sont prévenus contre lui par le rapport de Billaud-Varennès, qui constitue un véritable acte d'accusation. Aussi ne le consulte-t-on sur rien. On le balotte de comité en comité, on ajourne de mois en mois le rapport qui doit statuer sur son sort.

C'est seulement le 8 janvier 1793, que l'assemblée ayant enfin reçu de Pache le rapport en question, rendra le décret suivant : « il est permis au maréchal Lückner de se retirer où bon lui semblera » (3).

Enfin le ministre de la guerre doit encore s'occuper d'une dénonciation portée contre Félix Wimpffen, ex-défenseur de Thionville, qui vient d'être chargé du commandement des forces auxquelles incombent théoriquement la défense des côtes, forces qui n'existent d'ailleurs que sur le papier.

Un nommé Joseph Godechau, juif de Thionville, accuse Wimpffen

1. Séance du conseil exécutif du 26 décembre, Aulard, I, 360.

2. Le conseil général de la commune de Châlons, au maréchal Lückner, 29 octobre, A. G.

3. Ternaux, IV, 203. Le maréchal se retire à Strasbourg, quelques jours après ce décret. Il existe aux archives de la guerre une lettre curieuse de son aide de camp Ihler, annotée par le ministre, qui explique la cause de son brusque départ. « Citoyen ministre, des raisons impérieuses et pressantes ont engagé le maréchal Lückner, à partir inopinément ce matin. Il m'a chargé de vous dire de bouche les motifs qui l'y ont déterminé, ne croyant pas oser vous en instruire par écrit. A cette fin, je vous prie de m'accorder un moment d'entretien ce soir ». Note de Pache. « Ihler m'a dit que Blum ministre de Danemarck, était venu avant-hier trouver Lückner et lui avait dit, qu'il avait à craindre d'être tué lundi et qu'il le conjurait au nom de l'amitié, de s'en aller promptement. Que La Ponce, ancien premier secrétaire de la guerre et intendant des Invalides, qui avait jadis fait la capitulation de Lückner avec la France et avait contracté amitié avec lui, était venu faire semblable rapport et les mêmes invitations. Enfin, que les trois domestiques de Lückner étaient venus lui dire que selon ce qu'ils avaient entendu dans les divers lieux, il y avait à craindre pour lui. Et que c'était en conséquence que Lückner avait pris samedi soir le parti de s'en aller le dimanche matin à Strasbourg ». Ihler à Pache, 13 janvier 1793, note du ministre jointe. A. G.

de l'avoir employé à diverses missions auprès des généraux ennemis, dans le but de leur livrer la place.

Le conseil exécutif saisi de cette affaire (1), arrête que le général sera mandé pour être entendu dans la séance suivante.

Le 26 novembre, ce dernier se présente et donne sur le caractère et les motifs de la dénonciation, les éclaircissements les plus détaillés. Il présente à l'appui toutes pièces probantes qui anéantissent l'accusation (2). Wimpffen est envoyé à l'armée des Vosges, sous les ordres de Custine.

Fonds relatifs aux prisonniers, déserteurs, etc. — Le décret du 2 août, avait accordé une gratification et des pensions aux déserteurs étrangers. Il ne tarde pas à en résulter de tels abus, que le ministre doit demander à la Convention d'examiner à nouveau la question. En effet, expose-t-il dans son rapport (3), des déserteurs des armées ennemies se joignent constamment à nos troupes victorieuses et réclament le bénéfice du décret du 2 août. Or, la situation est devenue bien différente : nous étions menacés à cette époque, nous sommes maintenant vainqueurs et ce n'est pas l'amour de la liberté qui pousse les déserteurs dans nos rangs. D'ailleurs, leur nombre devient tel, que les fonds votés en leur faveur sont insuffisants.

Pache n'obtient pas immédiatement gain de cause ; mais étant revenu à la charge quatre jours plus tard (4), il parvient à faire abroger le décret du 2 août (5).

L'assemblée lui accorde plus facilement des mesures de détail qui ont leur importance, comme celle qui décide que les contributions levées sur les villes ou provinces étrangères, seront versées dans les caisses des trésoriers payeurs généraux, qui donneront quittance aux commandants des troupes (6), moyen facile et sûr de les alimenter d'un numéraire d'autant plus précieux, qu'il devient chaque jour plus rare ; que les officiers prisonniers de guerre, autorisés à rentrer en France sur parole, conserveront leur solde de guerre, qui leur sera payée sur les dépenses extraordinaires (7).

Formation de corps nouveaux. — Dans le courant de novembre et

1. Extrait des délibérations du conseil exécutif, 23 novembre. Aulard, I, 261.

2. Cette dénonciation contre Wimpffen sera portée à nouveau devant la Convention le 13 février 1793, *Moniteur*, XV, 494 ; Procès-verbal, 276, 277.

3. Pache au président de la Convention, 18 novembre, A. G.

4. *Ibid.*, 22 novembre.

5. Décret du 11 novembre 1792. *Lois*, Guerre, A. I, b, 1205, XI.

6. Séance du conseil exécutif du 19 novembre, Aulard, I, 249.

7. Décret sur le traitement des officiers français prisonniers de guerre, *Lois*, XII, 3 et 6 décembre 1792.

de décembre, sont créés successivement, après accord entre le ministre et le comité de la guerre, une légion Franco-Germanique (1), une légion franche des Américains, organisée en régiment de chasseurs à cheval (2), une légion des Ardennes, composée de 2 bataillons d'infanterie légère et 4 escadrons de hussards (3). Pache doit en outre fournir 2 pièces de canon à chaque bataillon de volontaires, dans lequel se trouve 2 compagnies de canonniers (4).

Mais l'on manque surtout de cavalerie légère. Pour suppléer au déficit signalé par tous nos généraux, le ministre envoie le 19 novembre au comité de la guerre, un mémoire sur les moyens de pourvoir promptement à ce besoin urgent (5).

Le comité l'étudie dans la séance du 22 novembre (6) : « Letourneur a proposé un projet de décret concernant l'organisation de la cavalerie casernée à l'école militaire : la discussion s'est ouverte sur ce projet. Le comité a arrêté que le rapport de Dubois-Crancé sur le doublement de la cavalerie, d'après le projet du ministre de la guerre, serait préalablement fait à l'assemblée ; que le comité s'occuperait dans ses premières séances sur quel pied il serait important d'opérer ce doublement, soit dans les corps déjà formés, soit dans ceux de nouvelle levée, afin de servir de base à l'organisation des nouveaux corps, dont la formation n'est point encore complète ».

Aucune solution n'intervient. Le ministre envoie le 30 novembre au comité, un tableau relatif à l'augmentation nécessaire pour les troupes à cheval. Il rappelle cet envoi le 3 décembre (7).

Mais comme il s'agit d'une refonte complète de l'organisation de notre cavalerie, le projet est momentanément ajourné. Toutefois, le comité de la guerre adopte un expédient provisoire, en faisant décréter par la Convention, l'organisation en trois régiments de chasseurs à cheval, de la cavalerie nationale de l'ancien camp sous Paris. Cette troupe aussitôt transformée, sera envoyée aux armées (8).

Discipline, désertion des volontaires. — Il ne suffit pas d'accroître sans cesse le nombre des troupes ; il faut avant tout empêcher les armées de fondre par la désertion.

1. Séance du comité de la guerre, 8 novembre, A. N., R. 92, A. F. II, 14.

2. Décret sur l'organisation de la légion franche des Américains, 6 décembre, *Lois*, XII, 8.

3. Décret sur la formation de la légion dite des Ardennes, 10 décembre, *ibid.*, XII, 10.

4. Décret du 29 octobre, XI, 287.

5. Pache au président du comité de la guerre, 19 novembre, A. G.

6. Séance du comité de la guerre, 22 novembre, A. N. R. 92, A. F. II, 14.

7. Pache au président du comité de la guerre, 30 novembre et 3 décembre A. G.

8. Décret du 6 décembre, *Lois*, XII, 4.

Or, depuis la retraite des Prussiens, le territoire une fois libéré, les volontaires quittent en foule leurs drapeaux. Ce mouvement prend des proportions effrayantes (1).

Devant les plaintes unanimes des généraux, il paraît opportun et urgent d'agir, d'autant que la loi autorise le départ de la levée de 1791. Le décret de formation de celle-ci, permet en effet aux volontaires de se retirer après chaque campagne, au 1^{er} décembre, à la seule condition de prévenir leur capitaine deux mois d'avance. Beaucoup ayant rempli cette formalité, les départs ont lieu en masse, « presque par bataillons (2) ».

Dans ces conditions, Danton présente le 19 octobre à l'assemblée, au nom d'une commission nommée *ad hoc*, un projet d'adresse aux volontaires, les invitant à renoncer à la faculté qui leur est laissée par la loi. Sur la proposition de Barère, un second projet rédigé par le citoyen Lefort obtient la priorité : « citoyens soldats déclare-t-il, la loi vous permet de vous retirer, le cri de la patrie vous le défend... L'ennemi a-t-il repassé le Rhin ?... la Convention nationale se borne à vous recommander l'honneur français » (3).

Cet éloquent appel trouve quelque écho dans nos rangs : mais il ne suffit pas à enrayer le mal : beaucoup de déserteurs se joignent aux volontaires régulièrement libérés. Vainement, le ministre cherche-t-il à s'y opposer, en ordonnant aux généraux en chef (4) de n'accorder de congé aux volontaires, que s'ils sont munis de certificats de leurs municipalités attestant qu'ils ont des affaires indispensables à régler dans le lieu de leur résidence habituelle.

Pache est désarmé, parce que la loi du 3 février 1792, a confié exclusivement aux procureurs syndics des communes, la répression du délit de désertion. C'est ainsi qu'à la fin d'octobre, comme un certain nombre de volontaires nationaux ont été arrêtés pour ce motif et conduits à Reims, Pache demande au conseil exécutif de faire un exemple. Or, malgré ses instances pressantes, ce dernier se borne à prendre le platonique arrêté suivant (5) : « sur le rapport fait par le ministre de la guerre, que des volontaires nationaux ont été arrêtés et sont détenus à Reims, comme ayant abandonné sans ordre et sans permission leurs drapeaux, le conseil, considérant que la loi a mis à la diligence des municipalités auxquelles appartiennent les volontaires nationaux le jugement d'un cas semblable et la peine dont les prévenus

1. Dumouriez à Pache, *Correspondance* 45 et 174; Thouvenot à Pache, 26 novembre : les commissaires en Belgique à la Convention nationale, 4 décembre, Aulard, I, 289.

2. Chuquet, IV, 131.

3. Décret du 19 octobre, *Moniteur*, XIV, 248.

4. Circulaire du ministre aux commandants en chef, 7 novembre, A. G.

5. Séance du conseil exécutif du 29 octobre, Aulard, I, 208.

paraissent susceptibles, consistant dans la privation des droits de citoyen actif, arrête, qu'il sera donné des ordres pour que les volontaires détenus à Reims soient envoyés sous la conduite d'un officier dans leurs municipalités respectives et que les procureurs de ces communes seront informés des faits, afin qu'ils puissent requérir, s'il y a lieu, l'exécution de la loi à leur égard. »

N'obtenant rien de ses collègues, Pache s'adresse au législatif. Il demande au comité de la guerre, de proposer à la Convention un décret l'autorisant à faire arrêter par la gendarmerie et les troupes de ligne, les volontaires qui quittent les armées sans autorisation, vendent leurs armes et rentrent dans leurs municipalités (1). Il s'adresse au comité et non directement à la Convention, pour que l'ennemi ne puisse connaître ces détails.

Le comité de la guerre discute la question le 12 décembre (2), à l'occasion du rapport de Camus, fait au nom de ses collègues à l'armée de Belgique. Beaucoup de volontaires, déclare ce dernier, quittent les drapeaux en donnant divers prétextes : la patrie n'est plus en danger, leurs services sont plus nécessaires à l'intérieur etc... plusieurs partent avec armes et bagages.

Camus propose également comme remède, de décréter que le devoir des volontaires est de rester aux armées ; de venir en aide à leurs familles, de menacer ceux qui partiront de les considérer comme déserteurs et de les arrêter s'ils ont emporté leurs armes.

Un membre déclare alors qu'il existe une lettre du ministre de la guerre qui a beaucoup influencé la désertion des volontaires. Pache répond, qu'il a en effet écrit une lettre circulaire ; mais qu'elle avait pour but d'encourager le zèle des volontaires et non de l'affaiblir.

Satisfait de cette explication, le comité passe à l'ordre du jour. Un membre ajoute que le vrai coupable de la désertion des volontaires est Dumouriez, qui n'a pas employé les moyens de l'empêcher...

On charge les citoyens Lidon et Guadet de préparer un projet de décret sur la désertion des volontaires.

Le lendemain, Guadet fait le rapport suivant à la Convention (3) : « le deuxième objet de vos comités a été de prévenir et arrêter la désorganisation des bataillons de volontaires nationaux. Rien n'égale le courage et le civisme de ces bons défen-

1. Pache au président du comité de la guerre, 27 novembre.

2. Séance du comité de la guerre, 12 décembre matin, A. N. R. 92, A. F. II, 14.

3. Séance du 13 décembre 1792, Aulard, I, 323.

fournitures, son activité est absorbée par les difficultés que rencontre le directoire des achats dans ses opérations, difficultés qui seront étudiées en détail au chapitre suivant.

III. — LA CONDUITE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS.

A. — Armées de la Belgique, du Nord, des Ardennes.

Pache communique le plan de Custine à Dumouriez qui refuse de s'y associer. Marche victorieuse des armées de Belgique et du Nord. Destitution de Labourdonnaye, avance de l'armée des Ardennes. Dumouriez manifeste l'intention de s'arrêter sur la Meuse. Son dissentiment avec Pache qui, pour soutenir Custine, voudrait l'obliger à border le Rhin.

Projets de Dumouriez sur la Hollande ; opposition irréductible du conseil exécutif et de Pache, malgré la dialectique de Thouvenot, envoyé à Paris pour obtenir gain de cause. Dumouriez prend ses quartiers d'hiver.

Au lendemain de sa victoire de Jemmapes, Dumouriez reçoit de Pache communication d'un plan de Custine (1), qui contient « des idées sur la conduite ultérieure de la guerre... Je vous prie dit le ministre, de me faire part de vos observations, pour que je les transmette à Custine et qu'ainsi les lumières de chacun des généraux de la République servent à lui procurer des succès, même sur la frontière la plus éloignée de ses opérations ».

Custine demande que l'armée de la Moselle se porte sur Trèves, pendant qu'il attaquera Rheinfeld (2). Ils marcheront ensuite de concert sur Coblenz pour enlever Ehrenbreinstein. « Dumouriez tiendra vers Namur les Autrichiens en échec. C'est en suivant la Meuse qu'il faut qu'il attaque ».

Ensuite, une puissante opération menaçant les états héréditaires de l'empereur, obligera les Impériaux à évacuer les Flandres. Ce plan est préférable à une attaque directe sur la Flandre entreprise au début de l'hiver, qui ne peut donner aucun résultat. Dumouriez doit donc se contenter d'opérer une simple diversion. « Il faut que par ses mouvements, il tende toujours à séparer l'armée qui est en Flandre, de la portion laissée dans le Luxembourg, qu'il établisse le plus tôt possible la communication entre lui, Coblenz et Cologne. Une fois Cologne derrière lui, ayant placé l'Erlt en avant, l'Autrichien qui s'opignâtrerait à tenir les Pays-Bas, serait perdu sans ressources ».

Dumouriez répond (1) : « je suis très opposé à toute guerre

1. Pache à Dumouriez, 7 novembre, *Correspondance* p. 59.

2. Custine à Pache, 2 novembre, *Correspondance* 60.

3. Dumouriez à Pache, 10 novembre, *Correspondance* p. 60.

offensive et extérieure, surtout à une guerre qui nous porte au delà de nos limites naturelles... Je serais même opposé à l'invasion des Pays-Bas, si je ne voyais pas dans la liberté de nos voisins, une barrière plus solide que celle des places fortes...

Tous les despotes sont bien positivement nos ennemis ; mais il n'y en a qu'un de très dangereux ; c'est le chef de la maison d'Autriche. Sa haine contre nous est personnelle, elle est fondée sur la perte immense que lui occasionne notre liberté, sur son amour-propre outragé dans la personne d'Antoinette ; enfin sur ce que le contact de ses états avec notre territoire ne laisse à son ambition et avarice que le choix de nous asservir comme par le passé, ou de perdre ses plus belles provinces, ou les plus beaux fleurons de sa couronne, en perdant la Belgique.

C'est lui qui a excité contre nous la coalition des rois, c'est lui que nous devons écraser...

C'est sur ces bases, qu'étant ministre des affaires étrangères, j'ai séparé la maison d'Autriche de ses alliés... c'est sur ces mêmes bases que j'ai arrangé le système de guerre et tous les plans de campagne ; ma défensive des Ardennes et mon offensive des Pays-Bas doivent vous donner confiance en mes plans, si non j'aurais lieu de croire qu'on veut en opposer d'autres aux miens, que par cette jalousie, cette inquiétude et cet esprit soupçonneux qui est dans l'essence des républiques et qui finit toujours par les détruire, en écartant toujours les hommes énergiques et capables et opposant toujours aux hommes de cette trempe des êtres médiocres qui n'inspirent ni les mêmes soupçons, ni les mêmes craintes.

Le général Custine est un excellent militaire ; il vient d'en donner la preuve ; mais il ne vous a présenté de la guerre que l'action physique. Il n'a pas essayé ni l'action morale, ni les résultats politiques.

Son but paraît être d'arriver à envahir les Pays-Bas et sur cela nous sommes d'accord ; mais son moyen vous écarte de ce but ; car si nous nous enfonçons dans l'Allemagne, si nous nous jetons au delà du Rhin, nous ne savons plus ni où nous irons, ni comment nous en reviendrons... »

Tandis que Dumouriez se refuse à appliquer le plan de Custine, il met à exécution le sien propre. Au lendemain de la victoire de Jemmapes, il entre dans Mons (7 novembre) et le 11, se met à la poursuite des Autrichiens. Saxe Teschen se retire lentement sur Bruxelles aux faubourgs de laquelle, il livre le 12 à Anderlecht, un combat d'arrière garde.

Le 13, le gouverneur de Bruxelles sommé, accepte de capituler et nous livre la place le lendemain.

Dumouriez y fait un court séjour, pendant lequel il reçoit plusieurs lettres de Pache. Le ministre le félicite de sa glorieuse victoire « Elle est brillante cette victoire, après la campagne longue et pénible que vous avez faite contre les Prussiens. Vous ne parlez que de vos coopérateurs ; mais le conseil exécutif sait apprécier les talents du chef qui a dirigé tous les mouvements (1) ».

Et ensuite (2) : « vous avez tenu parole, général, et vous êtes entré à Bruxelles avant le 15... la liberté des Belges sera due à vos talents et à votre courage. Recevez général, mes félicitations particulières ».

Maintenant d'ailleurs que le succès a sanctionné le plan de Dumouriez, le ministre ne peut plus que l'approuver : « je vous remercie de la franchise avec laquelle vous me parlez et des hommes et des choses. Je pense comme vous que l'Autriche est par excellence l'ennemi qu'il faut écraser, et je ne suis point d'avis qu'en nous portant au delà des bornes naturelles, nous fassions la double faute de nous affaiblir et de nous susciter des ennemis (3) ».

Quelques jours plus tard, Pache envoie copie (4) d'une délibération du conseil exécutif, qui électrisé à son tour par la victoire, pousse le général hardiment en avant : « Le conseil exécutif, délibérant sur l'état actuel de la guerre, notamment dans la Belgique, considérant que nulle relâche ne doit être laissée aux ennemis de la République, et que tous les moyens doivent être employés pour vaincre et détruire leurs armées avant qu'ils aient pu les renforcer et se mettre en état d'attaquer... arrête qu'en conséquence de la délibération du 24 octobre dernier, il sera donné des ordres au général commandant en chef l'expédition de Belgique, de continuer à poursuivre les armées ennemies, même sur le territoire Hollandais, dans le cas où elles s'y seraient retirées (5). »

Dumouriez n'a pas attendu cet ordre pour continuer la poursuite. Il quitte Bruxelles le 19, s'empare le 20 de Louvain, bouscule le 21 l'ennemi à Tirlemont, le 27 à Waroux et entre le 28 à Liège.

Pendant que l'armée de Belgique poursuit ainsi la série inin-

1. Pache à Dumouriez, 10 novembre, *Correspondance*, 74.

2. Pache à Dumouriez, 10 novembre, *Correspondance*, 96.

3. *Ibid.*, 16 novembre, *Correspondance*, 94.

4. *Ibid.*, 109.

5. Extrait du registre des délibérations du conseil exécutif, Aulard, I, 239.

terrompue de ses succès, à gauche Labourdonnaye à la tête de l'armée du Nord, trouve devant lui un pays vide d'ennemis. Il s'empare en quelques jours de Tournai, Nieuport, Ypres, Furnes, Ostende, Bruges, Gand et vient mettre le siège le 24 novembre devant la citadelle d'Anvers.

Mais il a levé sur les villes conquises des contributions excessives. A Gand en particulier, il a exigé du magistrat 200.000 sacs de blé, tant pour la subsistance de l'armée, que pour expédier en France. Les autorités municipales protestent auprès de la Convention et du ministre de la guerre qui écrit aussitôt à Dumouriez (1) : « je ne puis croire que le général d'une armée française, que Dumouriez, ait pu donner un tel ordre, plus digne d'un conquérant, que du chef d'une armée libératrice. Il sait trop qu'il n'a point soumis le peuple chez lequel il est entré, mais qu'il l'a délivré de l'oppression, que ce n'est qu'aux oppresseurs que la République a déclaré la guerre et que si elle approuve que les généraux de ses armées imposent des obligations à des villes étrangères, ce n'est qu'autant que les ennemis du peuple y auront été soumis.

Vous n'avez point général, donné cet ordre arbitraire, vexatoire pour le peuple et aussi contraire aux intérêts de la République qu'à ses lois : je ne vous écris donc point pour vous inviter à le révoquer... »

Dumouriez répond plein d'humour (2) : « si vous aviez daté votre lettre, citoyen ministre, je pourrais savoir si, à l'époque où vous l'avez écrite, vous aviez déjà reçu les plaintes amères que j'ai exhalées dans mon indignation contre le général Labourdonnaye... l'absurde tyrannie qu'exerce contre un pays ami ce général, paralyse toutes mes opérations militaires.

Non, citoyen ministre, jamais Dumouriez ne sera assez ébloui de ses succès pour agir en conquérant : c'est un titre qu'il abhorre. Je vous prie, citoyen ministre, de me répondre courrier par courrier et de décider entre Labourdonnaye et moi ; car il n'y a pas moyen que cet état de choses dure encore plus de quatre jours... »

Dumouriez disait vrai en rappelant à Pache qu'il s'était déjà plaint de Labourdonnaye : si j'avais eu à la gauche, lui avait-il écrit le 22, un autre général que Labourdonnaye « dont je ne cesserai de me plaindre, que lorsqu'on m'en aura délivré », ce général au lieu d'assiéger Anvers avec toutes ses forces, aurait menacé avec 10.000 hommes Ruremonde et Liège et aurait ainsi empêché la réunion de Beaulieu et de Hohenlohe qui peut être

1. Pache à Dumouriez, sans date, *Correspondance*, p. 105.

2. Dumouriez à Pache, 23 novembre, *Correspondance*, 123.

assez prompte pour sauver le château de Namur et nous obliger à une campagne longue et difficile sur la Meuse. « J'espère ajoutait-il, que je me tirerai de ces embarras, mais je vous déclare citoyen ministre, que si sous quatre jours je n'ai pas de réponse sur les plaintes très graves que j'ai faites contre Labourdonnaye, je prendrai le parti de le suspendre et de lui donner un successeur qui entend mieux mes plans et ne les contrarie pas ».

Il se plaint avec plus d'amertume encore auprès de Lebrun. Ce dernier, d'accord avec Pache, met le conseil au courant de la situation. Celui-ci arrête « qu'il sera donné ordre au général Labourdonnaye de se retirer dans son commandement du Nord ; Dumouriez nommera son remplaçant ».

Le ministre de la guerre mande aussitôt cette décision au commandant de l'armée de Belgique. « Le ministre des affaires étrangères, général, a communiqué au conseil la lettre que vous lui avez écrite le 18 de ce mois sur Labourdonnaye ; le conseil a délibéré que ce général rentrera dans le département du Nord et je viens de lui en donner l'ordre (1)... vous êtes laissé libre de mettre à la tête du corps qu'il a conduit dans la Belgique, le lieutenant général Duval ou tout autre investi de votre confiance (2) ».

Le créole Miranda est choisi pour ce poste important. Il vient prendre le commandement de l'armée du Nord devant la citadelle d'Anvers, dont il s'empare le 28 ; puis par les landes de la Campine, il s'achemine vers la Gueldre autrichienne où il occupe Ruremonde.

Pendant que Labourdonnaye conquiert la Flandre Maritime, l'autre lieutenant de Dumouriez, Valence, quoique blessé à la bataille de Jemmapes, poursuit avec l'armée des Ardenne les Autrichiens en retraite sur Namur. Il quitte le 8 novembre Givet, occupe le 10 Charleroi, le 17 il atteint Mézy, s'y heurte à l'adversaire qu'il bouscule au combat du bois d'Asche. Il assiège aussitôt le château de Namur et le contraint le 2 décembre à capituler.

Nous avons laissé Dumouriez poursuivant les Autrichiens vers Liège. C'est au cours de cette marche, que pour des motifs que nous étudierons en détail au chapitre suivant, son dissentiment avec le ministre de la guerre, latent depuis plusieurs jours, éclate brusquement. « Il est temps, lui écrit-il le 24 novembre (3) que je déploie toute l'indignation que je ressens de tout ce qui

1. Pache à Dumouriez, 22 novembre, *Correspondance*, 112.

2. *Ibid.*, 25 novembre, 149.

3. Dumouriez à Pache, 24 novembre, *Correspondance*, 151.

se trame d'odieux contre l'expédition dont je suis chargé et de tous les moyens qu'on emploie pour la faire manquer ».

On lui a donné Labourdonnaye comme coopérateur et sa conduite a été détestable. On lui a promis tous les approvisionnements indispensables et il ne reçoit que des envois partiels. L'armée manque du nécessaire. On lui a promis du numéraire ; il n'en reçoit pas. « Je rends justice à votre vertu, citoyen ministre, je la connais depuis longtemps ; mais vous êtes mal entouré... on ne laisse pas ainsi au désordre et aux besoins 60.000 hommes hors de leurs frontières.

Si d'après tous les obstacles que je ne rencontre que de la part des Français, on vient à bout de faire manquer mon expédition, de laquelle dépendent la gloire et le sort de la patrie, dès que je serai arrivé à Liège, dès que j'aurai placé sur la Meuse l'armée que je commande et que, par la position de ses quartiers, j'aurai assuré la conquête de la Belgique, j'enverrai à la Convention nationale ma démission motivée, pour éviter d'être personnellement atteint par les trames odieuses avec lesquelles on cherche à barrer toutes mes opérations et pour ne pas devenir l'instrument de la tyrannie ou de l'avarice.

Soyez sûr, citoyen ministre, que je vous rends justice et que de tout ce que je vous mande, il n'y a rien qui vous soit personnel ».

Cette lettre du général, ne fait que confirmer les craintes de Pache de le voir s'arrêter avant d'avoir obtenu un résultat décisif. Aussi s'empresse-t-il de répondre (1) « que son dessein de prendre ses quartiers d'hiver sur la Meuse est contraire à son plan et aux dispositions qui ont été prises en conséquence tant sur la Moselle que sur le Rhin. C'est conformément à ce plan, digne du peuple français... que le conseil exécutif a arrêté que les armées de la République ne poseraient les armes que lorsque les ennemis auraient été repoussés au delà du Rhin ; la Convention a sanctionné cet arrêté par son approbation.

Lorsque le conseil exécutif l'a pris, c'est surtout sur vous qu'il comptait. Ne vient-il pas d'écrire, en effet, pour obtenir d'urgence 20 bataillons de garnison, afin de pousser jusqu'au Rhin en liaison avec Beurnonville ? »

Or, « les 20 bataillons ont marché sans délai ; les armées de la Moselle et du Rhin reçoivent journellement des renforts, elles agissent. Beurnonville, Custine comptent sur vous et pensent comme vous, que quelques semaines de vigueur nous épargneront les frais et les dangers d'une seconde campagne.

1. Pache à Dumouriez, 27 novembre, *Correspondance*, 162.

assez prompte pour sauver le château de Namur et nous obliger à une campagne longue et difficile sur la Meuse. « J'espère ajoutait-il, que je me tirerai de ces embarras, mais je vous déclare citoyen ministre, que si sous quatre jours je n'ai pas de réponse sur les plaintes très graves que j'ai faites contre Labourdonnaye, je prendrai le parti de le suspendre et de lui donner un successeur qui entend mieux mes plans et ne les contrarie pas ».

Il se plaint avec plus d'amertume encore auprès de Lebrun. Ce dernier, d'accord avec Pache, met le conseil au courant de la situation. Celui-ci arrête « qu'il sera donné ordre au général Labourdonnaye de se retirer dans son commandement du Nord ; Dumouriez nommera son remplaçant ».

Le ministre de la guerre mande aussitôt cette décision au commandant de l'armée de Belgique. « Le ministre des affaires étrangères, général, a communiqué au conseil la lettre que vous lui avez écrite le 18 de ce mois sur Labourdonnaye ; le conseil a délibéré que ce général rentrera dans le département du Nord et je viens de lui en donner l'ordre (1)... vous êtes laissé libre de mettre à la tête du corps qu'il a conduit dans la Belgique, le lieutenant général Duval ou tout autre investi de votre confiance (2) ».

Le créole Miranda est choisi pour ce poste important. Il vient prendre le commandement de l'armée du Nord devant la citadelle d'Anvers, dont il s'empare le 28 ; puis par les landes de la Campine, il s'achemine vers la Gueldre autrichienne où il occupe Ruremonde.

Pendant que Labourdonnaye conquiert la Flandre Maritime, l'autre lieutenant de Dumouriez, Valence, quoique blessé à la bataille de Jemmapes, poursuit avec l'armée des Ardennes les Autrichiens en retraite sur Namur. Il quitte le 8 novembre Givet, occupe le 10 Charleroi, le 17 il atteint Mézy, s'y heurte à l'adversaire qu'il bouscule au combat du bois d'Asche. Il assiège aussitôt le château de Namur et le contraint le 2 décembre à capituler.

Nous avons laissé Dumouriez poursuivant les Autrichiens vers Liège. C'est au cours de cette marche, que pour des motifs que nous étudierons en détail au chapitre suivant, son dissentiment avec le ministre de la guerre, latent depuis plusieurs jours, éclate brusquement. « Il est temps, lui écrit-il le 24 novembre (3) que je déploie toute l'indignation que je ressens de tout ce qui

1. Pache à Dumouriez, 22 novembre, *Correspondance*, 112.

2. *Ibid.*, 25 novembre, 149.

3. Dumouriez à Pache, 24 novembre, *Correspondance*, 151.

se trame d'odieux contre l'expédition dont je suis chargé et de tous les moyens qu'on emploie pour la faire manquer ».

On lui a donné Labourdonnaye comme coopérateur et sa conduite a été détestable. On lui a promis tous les approvisionnements indispensables et il ne reçoit que des envois partiels. L'armée manque du nécessaire. On lui a promis du numéraire ; il n'en reçoit pas. « Je rends justice à votre vertu, citoyen ministre, je la connais depuis longtemps ; mais vous êtes mal entouré... on ne laisse pas ainsi au désordre et aux besoins 60.000 hommes hors de leurs frontières.

Si d'après tous les obstacles que je ne rencontre que de la part des Français, on vient à bout de faire manquer mon expédition, de laquelle dépendent la gloire et le sort de la patrie, dès que je serai arrivé à Liège, dès que j'aurai placé sur la Meuse l'armée que je commande et que, par la position de ses quartiers, j'aurai assuré la conquête de la Belgique, j'enverrai à la Convention nationale ma démission motivée, pour éviter d'être personnellement atteint par les trames odieuses avec lesquelles on cherche à barrer toutes mes opérations et pour ne pas devenir l'instrument de la tyrannie ou de l'avarice.

Soyez sûr, citoyen ministre, que je vous rends justice et que de tout ce que je vous mande, il n'y a rien qui vous soit personnel ».

Cette lettre du général, ne fait que confirmer les craintes de Pache de le voir s'arrêter avant d'avoir obtenu un résultat décisif. Aussi s'empresse-t-il de répondre (1) « que son dessein de prendre ses quartiers d'hiver sur la Meuse est contraire à son plan et aux dispositions qui ont été prises en conséquence tant sur la Moselle que sur le Rhin. C'est conformément à ce plan, digne du peuple français... que le conseil exécutif a arrêté que les armées de la République ne poseraient les armes que lorsque les ennemis auraient été repoussés au delà du Rhin ; la Convention a sanctionné cet arrêté par son approbation.

Lorsque le conseil exécutif l'a pris, c'est surtout sur vous qu'il comptait. Ne vient-il pas d'écrire, en effet, pour obtenir d'urgence 20 bataillons de garnison, afin de pousser jusqu'au Rhin en liaison avec Beurnonville ? »

Or, « les 20 bataillons ont marché sans délai ; les armées de la Moselle et du Rhin reçoivent journellement des renforts, elles agissent. Beurnonville, Custine comptent sur vous et pensent comme vous, que quelques semaines de vigueur nous épargneront les frais et les dangers d'une seconde campagne.

1. Pache à Dumouriez, 27 novembre, *Correspondance*, 162.

Aussi, général, j'espère que vous ne renoncerez pas à ce grand plan adopté d'après vous, que vous ne consentirez pas à laisser les Autrichiens et les Prussiens s'établir entre la Meuse, la Moselle et le Rhin et que vous ne leur laisserez pas le loisir de recevoir les subsistances et les renforts qui leur manquent ; en un mot, que vous ne renoncerez pas à la gloire d'avoir en une seule campagne, assuré la liberté française ».

Mais Dumouriez répond (1), que trop d'obstacles s'opposent à ce qu'il pousse la campagne au delà de la Meuse. « Quand le pouvoir exécutif les aura levés, alors je pourrai suivre dans toute sa plénitude le vaste plan que j'avais conçu pour assurer la liberté de la France, en mettant entre elle et le despotisme, le Rhin pour barrière. Avant d'entrer dans le détail, j'ai à vous dire, citoyen ministre, il faut que vous m'assuriez que le conseil a réellement adopté mon plan pour que j'en sois persuadé, car les dispositions qu'il a faites y sont entièrement opposées... »

Non seulement le conseil exécutif n'a pas favorisé l'adoption de mon plan ; mais a facilité l'invasion de Custine au centre de l'Allemagne, contrairement à toutes les règles de la prudence. On a même mis pour le soutenir le général Beurnonville à ses ordres. Il en résulte, qu'il n'est plus question de la part de Custine et de Beurnonville de prendre Trèves ou Coblenz. Or ces bases sont nécessaires à l'exécution de mon plan.

Or, d'après les extraits de Custine, il voudrait que je transporte la guerre à ma droite vers l'Allemagne, pour soutenir ses opérations extérieures. Il prétend en effet que c'est par l'Allemagne, non par l'attaque directe, qu'on peut chasser les Autrichiens des Pays-Bas... Il semble que je n'ai qu'à m'avancer et conquérir comme vous semblez le croire aussi... »

Dumouriez énumère tous les obstacles qui s'opposent à sa marche :

- 1^o Il n'est pas maître de ses moyens ;
- 2^o Il n'a ni pain, ni fourrages, ni argent ;
- 3^o L'armée fond de jour en jour, elle n'est plus que de 21.000 hommes ;
- 4^o Le Brabant s'agite, le pays de Liège ne sera organisé que dans quinze jours ;
- 5^o Miranda ne peut être avant huit jours sur la Meuse et doit prendre encore Ruremonde ;
- 6^o Il faut attendre que Valence ait pris Namur etc...

Si tous ces obstacles sont levés, il se portera sur le Rhin. Encore faut-il que Trèves et Coblenz soient prises avant janvier,

1. Dumouriez à Pache, 30 novembre, *Correspondance*, 171.

« sans quoi l'imprudence de cette marche en avant serait impardonnable et quelque ardeur que j'ai, je ne la prendrai pas sous ma responsabilité ; car en m'étendant sur le Rhin, s'il arrive comme on le dit des forces importantes à l'armée Autrichienne, je serai attaqué de front, tandis que les troupes Impériales du Luxembourg, qu'aucune de nos armées ne tient en échec, grâce à la pointe de Custine en Allemagne, m'attaqueraient par mon flanc droit qui serait très faible, parce que très prolongé et je serai facilement poussé par mes derrières ou très maltraité dans ma retraite, si je suis obligé d'en faire une, pour accourir des bords du Rhin à la défense de la Meuse et des Pays-Bas ».

Dumouriez n'est pas davantage sûr des Hollandais. Maëstricht arme ; le stathouder prend des mesures. Pas moyen de poursuivre ses succès sans connaître les dispositions des Hollandais, qui pourraient agir dans son flanc gauche, pendant que les Autrichiens l'attaqueraient dans son flanc droit.

Mais Pache, toujours persuadé de la supériorité des plans de Custine, n'est pas encore convaincu. Aussi insiste-t-il à nouveau près du général, pour le convertir à ses projets (1) : « Les triomphes qu'obtiennent sous votre conduite les armées de la République, ajoutent à ses espérances et en vous voyant si impatient de chasser les ennemis du poste où ils se sont arrêtés pour respirer, nous voyons bien que vous ne les souffrirez pas de ce côté du Rhin.

Je compte sur vous, Beurnonville compte sur vous, Custine aussi, que les Prussiens et les Autrichiens voudraient accabler avant que vous fussiez à portée de le soutenir. Quelques renforts qu'il ait reçu, il est si faible en cavalerie, que j'aurais des inquiétudes sur sa position, si les ordres que vous avez donnés à Miranda et surtout votre caractère, ne me faisaient prévoir ceux que vous donnerez à Valence et le système général de vos opérations.

Tranquille sur la sagesse de vos plans, les besoins de cette armée sont mon unique sollicitude et si elle en éprouve, c'est qu'il en est auxquels je ne puis pourvoir qu'avec du temps et des moyens ».

Le jour même où Pache écrit cette lettre au commandant de l'armée de Belgique, l'armée des Vosges subit à Francfort un sérieux échec. Son avant garde est prise ou détruite dans cette ville sous les yeux de Custine, qui doit se replier sous Mayence.

Cet événement donne la sanction des faits aux prédictions de Dumouriez ; mais ne change pas les dispositions du ministre de la guerre. Au contraire, il estime qu'il faut que l'armée de Belgique

1. Pache à Dumouriez, 2 décembre, *Correspondance*, 195.

marche d'urgence au secours de Custine. Valence et l'armée des Ardennes feront directement jonction avec lui ; Dumouriez avec l'ensemble de ces forces chassera les Autrichiens du Luxembourg, tandis que Miranda demeurera seul à la garde de la Belgique (1).

Dumouriez s'oppose plus vigoureusement encore à l'exécution d'un plan qui l'obligerait à lier ses opérations à Custine. Il revient à nouveau sur le danger de laisser les Hollandais armer dans notre flanc gauche. Il faut prendre les devants et enlever Maëstricht, dont la possession est nécessaire aussi bien pour couvrir la ligne de la Meuse, que pour avancer sur le Rhin. D'ailleurs, la tâche sera facile ; car il entretient depuis longtemps des intelligences dans la place, d'accord avec le ministre des affaires étrangères (2).

Cette réponse est discutée le 5 décembre par le conseil exécutif (3) qui, « sans rejeter le projet de seconder, par l'entrée des troupes françaises en Hollande, une révolution conforme à la liberté, arrête, qu'il convient quant à présent, d'employer toutes les forces de la République contre les ennemis qui l'ont attaquée les premiers et de continuer à poursuivre les Autrichiens, les chasser au delà du Rhin, suivant le plan précédemment arrêté : qu'en conséquence le ministre de la guerre fera connaître au général Dumouriez les intentions du conseil à cet égard ».

Pache s'empresse de porter à la connaissance du général une décision si conforme à ses vues (4) : « J'ai communiqué, général, au conseil exécutif votre dépêche du 30 novembre. Il m'a chargé de vous transmettre le résultat de ses délibérations.

Lorsque le conseil exécutif a arrêté que les armées de la République ne poseraient les armes, qu'après avoir repoussé les ennemis au delà du Rhin, il avait pour premier objet d'éloigner le théâtre de la guerre du territoire français, de le couvrir d'une barrière aussi sûre que le Rhin et de raccourcir la frontière qui séparait les peuples libres, de ceux que les princes peuvent armer contre nous.

Les circonstances n'ont pas affaibli ces motifs. L'armée Prussienne a beaucoup souffert ; mais elle n'a pas été détruite. Le roi de Prusse ne s'est pas détaché de son allié et n'est pas retourné à Berlin ; mais il a appelé des renforts du fond de ses états, et une armée Prussienne déjà supérieure à celle de la République et qui s'augmente tous les jours, est rassemblée aux environs de Coblenz et de Mayence.

1. Dumouriez, *Mémoires*, III, 227, 234.

2. Lebrun à Dumouriez, 23 novembre.

3. Extrait des délibérations du conseil exécutif provisoire, 5 décembre, Aulard, I, 295.

4. Pache à Dumouriez, 6 décembre, *Correspondance*, 225.

Les Autrichiens battus, fort affaiblis en Belgique, mais non détruits, ont sur le Rhin des forces égales à celles que Biron peut leur opposer ; sur la Moselle, ils sont égaux à Beurnonville et peuvent à chaque instant être renforcés par les Prussiens, ceux-ci étant en même temps assez supérieurs à Custine, pour pouvoir lui faire repasser le Rhin, détruire le pont de Mayence et aider les Autrichiens à défendre la Moselle.

Au dessus de Mayence, les Allemands ont Mannheim et au dessous Coblentz, Ehrenbreinstein et tout le bas Rhin, par lequel ils sont abondamment approvisionnés.

Aussi, si l'armée de la Belgique se porte sur la Hollande et ne passe point la Meuse, les Autrichiens seront les maîtres de se porter sur Beurnonville et de lui faire abandonner absolument les bords de la Moselle, ils pourront se réunir aux Prussiens et forcer Custine d'abandonner Mayence à ses propres forces, ils le bombarderont en l'assiégeant et contre l'espoir fondé de toute la France, c'est sur nos frontières que la campagne prochaine serait ouverte.

Notre ligne frontière serait d'un immense développement et favorable à nos ennemis.

Ce n'est point au ministre de la guerre à traiter des considérations d'un autre genre.

Les divers motifs ci-dessus, général, ont déterminé le conseil à persister dans son ancien arrêté. Il a délibéré, comme mesure d'urgence et qui devait devancer l'expédition de Hollande que vous proposiez, que vous dirigiez les 3 corps des armées qui sont sous vos ordres, de la manière que vous jugeriez le plus propre à chasser les Autrichiens des pays compris entre la Meuse, la Moselle et le Rhin et que vous dirigeriez spécialement celui qui agit sur votre droite, de manière à maintenir les opérations de Beurnonville sur la Moselle, comme il le réclame journellement.

J'apprends que les Prussiens ont peu de forces dans les duchés de Gueldre et de Juliers ».

Pache insiste avec raison et le conseil exécutif entérine le 7 sa décision du 5, en autorisant nos agents à continuer les négociations en cours avec les Anglais, sans toutefois prendre un engagement définitif de ne pas intervenir en Hollande (1).

Dumouriez n'accepte toujours pas les projets du ministre. « Votre dépêche du 6, lui répond-il (2) porte une décision du pouvoir exécutif d'une conséquence si énorme, qu'il m'est impos-

1. Extrait des délibérations du conseil exécutif, 7 décembre.

2. Dumouriez à Pache, 8 décembre, *Correspondance*, 228.

sible de songer à son exécution, sans frémir sur les dangers dont elle est accompagnée et sans chercher tous les moyens de me garantir de la responsabilité, en demandant comme condition préliminaire à tout, qu'il soit tenu un conseil de guerre composé de gens expérimentés tels que Kellermann, Ferruyet et autres, pour examiner d'une part votre dépêche et de l'autre tout ce que j'ai à articuler contre l'exécution de ce qu'elle contient.

Il s'agit du salut de la République et de la ruine ou de la conservation de ses armées ; aussi, nul respect humain ne peut me retenir.

Votre dépêche d'ailleurs, contient bien la décision du conseil des six ministres, mais elle n'est pas dans la forme d'un ordre absolu, aussi j'ai le droit de la discuter, avant de me charger de son exécution.

D'ailleurs, quand même je voudrais suivre aveuglément la décision du conseil, je serais toujours forcé de la suspendre de plusieurs jours, à cause de l'état misérable où l'armée est réduite ». Dumouriez répond ensuite point par point à la lettre du ministre. Il déclare son plan chimérique et refuse de se charger de son exécution. Il faut absolument envahir la Hollande (1). Miranda se portera de Ruremonde sur Tongres, investissant Maëstricht par la rive gauche de la Meuse, tandis que des corps de flanqueurs s'établiront à Visé sur la rive droite. La place démunie de tout, se rendra sous huit jours.

En même temps, Valence occupera Stavelot, Spa, Malmédy, Limbourg avec une avant garde de 7.000 hommes et prendra position avec les 9.000 restant entre Flesselle et Huy.

Ainsi, tout sera prêt pour pénétrer rapidement en Hollande, avant que l'Angleterre ait le temps d'intervenir.

Dumouriez profite du voyage à Paris du représentant Camus, envoyé par ses collègues de l'armée Belge, pour lui adjoindre son chef d'état major, le maréchal de camp Thouvenot (2).

Camus est chargé de rendre compte à la Convention de l'état

1. Chuquet, IV, 121.

2. Aulard, I, 317. Camus dans son compte-rendu à la Convention déclare : « le 8 décembre soir, Dumouriez se rendit auprès des commissaires. Il nous communiqua une lettre du ministre de la guerre relative à la marche qu'il doit tenir son armée. Il nous a dit que ses vues n'étaient pas conformes à celles du pouvoir exécutif. Dumouriez demande à ce qu'on s'en rapporte à la décision de plusieurs anciens militaires. Quant à nous, nous assurons que l'armée ne demande qu'à marcher. Les soldats quoique nus, quoique manquant complètement de tout, voudraient poursuivre la campagne. Comme nous n'étions envoyés que pour prendre connaissance de l'état des choses et que nos pouvoirs ne nous permettaient pas de prendre les mesures nécessaires... la commission a pris l'arrêté suivant ». *Moniteur*, XIV, 729.

de dénuement de nos troupes. Thouvenot de son côté, éclairera le conseil exécutif sur les difficultés inhérentes au plan de Custine et de Pache et sur les avantages de celui de Dumouriez (1).

Thouvenot est entendu le 12 décembre. Il expose les points contestés (2). « Ayant reconnu que la principale différence entre l'opinion du général et celle du conseil, provient de ce que le général avait pensé que les ordres qui lui étaient donnés de se mettre en marche vers Cologne, devaient être exécutés sur le champ, ce qu'il ne croyait pas praticable vu le défaut d'approvisionnements et le besoin de réparation où se trouvait son armée ; il a été arrêté qu'il ne serait formé aucun conseil de guerre et qu'il serait pris entre le général et le conseil les mesures conciliatrices qui paraîtraient nécessaires ».

« Le lendemain, Thouvenot (3) a été de nouveau admis au conseil pour convenir définitivement des différents points sur lesquels le général Dumouriez avait semblé en opposition avec le conseil et d'après la discussion qui a eu lieu, il a été arrêté :

1^o que le général Dumouriez ne portera pas l'armée française vers la Hollande ;

2^o que ce général pourra faire prendre des cantonnements à ses troupes pour leur donner le temps de se reposer.

3^o qu'il disposera ses cantonnements de manière que l'armée puisse être réunie en très peu de temps et se mettre en marche aussitôt que le général en recevra l'ordre ».

Ainsi Thouvenot a défendu sans succès les projets de son général. Ses arguments n'ont pu convaincre Pache et le conseil exécutif dont le siège était déjà fait (4) et qui s'affirmaient partisans convaincus du plan de Custine seul susceptible de nous assurer une victoire complète. Il faut ajouter aussi que la crainte d'une guerre avec l'Angleterre les poussait à respecter la neutralité des Provinces-Unies et à rester sourds aux supplications des patriotes Bataves (5) et de Dumouriez.

Néanmoins on devait deux mois plus tard regretter l'arrêté du 13 décembre qui sauvait la Hollande, alors sans défense, et plongée « dans la léthargie d'une longue paix (6) ».

C'est ce qu'affirmeront Danton, puis Robespierre devant la Convention le 10 mars 1793.

Le premier déclare : « Dumouriez avait annoncé au conseil

1. Aulard, I, 317.

2. *Ibid.*, I, 317.

3. Séance du conseil exécutif du 13 décembre, Aulard, I, 321.

4. Chuquet, IV, 126.

5. La députation Batave aux Jacobins, 24 décembre, page 7 : un député de la Hollande au comité de la guerre, 18 décembre A. N. AF, II, 22.

6. Crossard, *Mémoires militaires et historiques*, 1829, I, 20.

exécutif et au comité de Défense générale que si l'on n'envahissait pas la Hollande au milieu de l'hiver, il fallait renoncer à tous les avantages obtenus en Belgique. Puisqu'on a méconnu ce trait de génie, il faut réparer nos fautes (1) » et Robespierre ajoute (2) : « un fait qui ne peut être nié, c'est qu'il y a trois mois, Dumouriez proposait l'invasion de la Hollande et qu'en dépit des réclamations des patriotes bataves, pouvoir exécutif et comité diplomatique se sont mis d'accord pour repousser l'idée du vertueux général ».

Quoiqu'il en soit, Pache informe en ces termes (3) Dumouriez de l'échec de son mandataire : « le conseil a discuté durant deux séances, avec le général Thouvenot, les plans de campagne proposés. Il n'a point adopté le projet de marcher en Hollande et il estime toujours qu'il est préférable que vous vous portiez sur le Rhin, pour repousser les Autrichiens au delà de ce fleuve.

Occupez-vous donc, général, de réparer votre armée, prenez des cantonnements tels que vous puissiez la rassembler promptement, afin qu'aussitôt que vous serez satisfait de son état, vous poursuiviez les ennemis de la liberté et de l'égalité. Voilà général, ce que le conseil attend de votre patriotisme ».

Ainsi autorisé à prendre ses quartiers d'hiver, Dumouriez étale ses troupes en profondeur pour leur permettre de s'installer dans de bons cantonnements (4). A l'armée de Belgique (5), Dampierre occupe Aix-la-Chapelle avec 12 bataillons. Stengel borde la Roër jusqu'à Alden Hoven. Miacyński est aux environs de Dalem et le colonel Frescheville à Eupen.

L'armée des Ardennes a son avant-garde à Verviers, Limbourg Stavelot, Spa, Malmédy et se trouve disposée sur 2 lignes de Huy à Liège et Saint-Trond, Rebermont, Hervé...

L'armée du Nord s'installe de Tongres à Ruremonde.

Nos avant-postes établis sur la ligne générale Meuse-Roër, surveillent l'ennemi placé à Juliers et derrière l'Erft.

Les cantonnements une fois établis, Dumouriez demande et obtient un congé. Il part le 22 pour Paris, laissant le commandement au général Valence.

1. *Moniteur*, 72, XV, 674.

2. *Moniteur*, 71 ; *Journal des Débats et Décrets*, n° 180.

3. Pache à Dumouriez, 13 décembre, *Correspondance*, p. 253.

4. Toulangeon, *Histoire de France depuis 1789*, II.

5. Etat des cantonnements des armées Belgique, du Nord, des Ardennes, janvier 1793. A. G.

B. — *Les armées de l'Est (Vosges, Moselle, Rhin).*

a) Custine à la tête des 3 armées de l'est : ses projets et ses craintes. Prise de Francfort, retraite sur Mayence.

A la suite de la lettre de Custine dénonçant Kellermann, le conseil prenait la décision de destituer celui-ci. Pache l'annonçait aussitôt à Custine : « Le conseil exécutif a senti la nécessité de faire marcher l'armée de la Moselle de votre côté... En conséquence, Kellermann est invité à se rendre à Paris et Beurnonville est nommé commandant à sa place. J'adresserai à ce général à Metz, une instruction dont je vous envoie copie. Beurnonville ne commandera que sous vos ordres ; ainsi vous dirigerez sa marche comme vous la jugerez le plus utile au succès des armées de la République.

J'ai assez de confiance en vos talents, général, pour croire que malgré le retard des secours que vous devriez recevoir, la fin de cette campagne ne sera pas manquée et que vous la terminerez aussi glorieusement que vous l'avez conduite jusqu'à ce jour » (1).

Puis, après que Biron se soit mis de lui-même aux ordres de son ancien lieutenant, le ministre ajoute (2) : « le concert et l'amitié qui vous unissent au général Biron, me répondent que nos forces sur le Rhin sont confiées à de véritables républicains. J'ai fait part aujourd'hui à la Convention nationale de la lettre que vous a écrit ce général... »

Paché ayant enfin réalisé son projet d'investir Custine du commandement en chef de nos armées de l'est, affirme en ces termes sa foi et sa confiance en lui : « la mesure qu'a prise le conseil en vous confiant le commandement supérieur des troupes françaises sur la Moselle et le bas Rhin, vous répond de l'opinion qu'il a conçue de votre caractère et de vos talents (3) ».

Custine entend utiliser au mieux de ses intérêts les forces nouvelles dont il peut désormais disposer. Beurnonville exécutera l'opération sur Trèves (4), que Kellermann a refusée d'entreprendre et se mettra en liaison avec les éléments de l'armée des Vosges occupant Kreusnach ; puis il attaquera Trarbach, tandis que de son côté, il fera enlever Rheinfeld.

Une fois Trarbach et Rheinfeld pris, le général entrera dans l'Empire pour forcer l'ennemi à évacuer sa position de Coblenz

1. Pache à Custine, 5 novembre, A. G.

2. *Ibid.*, 14 novembre.

3. Pache à Custine, 12 novembre, A. G.

4. Custine à Pache, 6 novembre.

entre Moselle et Rhin. S'il l'évacue, on fera le siège d'Ehrenbreinstein.

Pour atteindre plus certainement son but, Custine tient à faire mettre à sa disposition toutes les forces disponibles de Biron (1) : « cher ami... je répète ce que je vous ai dit toujours ; un rassemblement près d'Huningue... un rassemblement près de Strasbourg...

Le reste des troupes, au nom de la République ! envoyez-le moi, sans vous embarrasser d'établir des camps ou des cantonnements intermédiaires dans un pays vis-à-vis duquel il n'y a point de troupes et que j'ai totalement dépossédé de subsistances... ».

Custine ne se contente pas de voir coopérer à ses plans les armées de la Moselle et du Rhin. Il voudrait également faire mettre à sa disposition le groupe d'armées de Dumouriez : « citoyen ministre mande-t-il à Pache (2), je joins ici une quatrième lettre écrite au général Beurnonville, par laquelle vous verrez que persistant dans mon plan, j'attache toujours une grande importance à devenir maître de Trèves ; car une fois occupant Trèves et Coblenz, je ne vois pas de retraite pour les Autrichiens qui sont en Flandre, surtout si, ainsi que je le mande au général Dumouriez, il a la précaution de faire replier le pont de Düsseldorf et prolonger toujours par sa droite pour se rendre maître de la Meuse.

Si les chemins l'avaient permis et que les renseignements qu'il a reçu ne l'eussent pas détourné du plan de suivre la Meuse, ses succès eussent été aussi complets et peut-être eussent coûté moins d'hommes en adoptant ce parti : je joins ici copie de la lettre que je lui ai écrite. Je vous invite, citoyen ministre, à l'engager dans la suite de ses opérations à serrer de plus près les ennemis par la droite, afin de les empêcher de pouvoir arriver sur la Moselle avant qu'il ne les ait joints ».

Trois jours plus tard, il insiste encore auprès du ministre (3) : « je pense ainsi que vous, qu'il faut finir le corps de Hohenlohe ; qu'il est de même nécessaire pour y parvenir que Dumouriez fasse marcher le corps du général Valence, pour prendre à revers Luxembourg ; que Dumouriez lui-même soit maître de Cologne. Alors, Trarbach et Rheinfeld pris, un corps de troupes maître de Coblenz ou le bloquant, Luxembourg aussi bloqué, je ne vois pas le plus léger inconvénient à finir la campagne par les

1. Custine à Biron, 8 novembre.

2. Custine à Pache, 19 novembre. A. G.

3. Custine à Pache, 22 novembre.

opérations que je vous propose » et il ajoute (1) : « j'invite le général Dumouriez par une lettre que je vous prie de lui faire parvenir, à s'emparer de Cologne le plus tôt possible, pour resserrer d'autant plus la position des Prussiens, leur rendre leurs subsistances impossibles, seul moyen par lequel nous puissions les forcer à se retirer, leur roi étant devenu enragé... »

Pache adopte pleinement les vues du commandant du groupe d'armées de l'est : « j'ai reçu, général, tous les détails que vous m'avez communiqués concernant la suite des opérations. Je ne saurais qu'approuver leur ensemble et leur but. J'écris au général Beurnonville dans ce sens et je ne doute pas qu'il ne vous seconde avec zèle (2) ».

Nous avons vu que le ministre donnait en même temps ordre à Dumouriez de repousser les Autrichiens jusqu'au Rhin. Tout devait se mettre en mouvement, tout devait concourir au plan de Custine, à ce plan « digne du peuple français ». Toutes les armées agiraient en même temps, elles n'avaient qu'à s'avancer et à conquérir. Quelques semaines de vigueur et le Rhin servirait de barrière à la France contre le despotisme ! (3).

Dumouriez obéit à regret. Son avant garde pénètre dans Aix-la-Chapelle ; et il se tient prêt à marcher sur Düsseldorf, tandis que Valence se portera sur Cologne. Mais au même instant, il apprend que Custine est très compromis et que Beurnonville vient d'échouer devant Trèves.

Custine se trouvait en effet, au début de novembre de plus en plus en flèche. En face de lui, l'armée Prussienne reconstituée était prête à prendre l'offensive et il écrivait le 10 au ministre (4) : « les lenteurs du général Kellermann inspirent à nos ennemis le projet de me faire abandonner Francfort et de me renfermer dans Mayence. Quoique je crois peu à leur fanfaronnade et à leur jactance, j'ai pensé qu'il était nécessaire pour la dignité de la nation française de marcher au devant de ceux qui se vantaient de nous faire abandonner la Franconie ».

Sur son ordre, Houchard se porte brusquement en avant. Il bouscule à Limbourg 2 bataillons Prussiens. Custine claironne ce succès. Il a défait l'adversaire « qui se vantait déjà de le bombarder dans Mayence » ; toutefois, « la prudence ne lui permettait pas de le suivre dans les défilés du Westervald (5) ».

Malgré cet heureux coup de main, le commandant de l'armée

1. *Ibid.*, 23 novembre.

2. Pache à Custine, 24 novembre.

3. *Correspondance* Dumouriez-Pache, 162.

4. Custine à Pache, 10 novembre, lettre lue à la séance du 16 novembre, *Moniteur*, n° 323. XIV, 500.

5. *Moniteurs* du 18 et 22 novembre 1792, XIV, 500, 534,

des Vosges est inquiet et réclame avec insistance des renforts. Pache a déjà donné ordre à Biron de lui envoyer 12.000 hommes tirés des garnisons d'Alsace; il promet de lui fournir davantage (1).

Mais Custine ne se déclare pas encore satisfait (2) : « C'est quand on a vaincu... (3) qu'il faut bien se garder, citoyen ministre, de cesser son activité... Le souverain de la Prusse, le plus imbécile des rois, est décidé à ruiner son armée, à épuiser ses trésors pour soutenir la maison d'Autriche... le roi furieux des petits échecs que reçoivent journellement ses troupes, a l'air d'avoir la volonté de m'attaquer. Son armée s'assemble près de Ditz et Limbourg et à moins que ce ne soit pour l'affamer, c'est pour l'exécution d'un vaste plan, au moins je le suppose (4) ».

Pour faire face à un adversaire qui s'annonce si agressif, il ne suffit pas de renforts; il faut que ceux-ci soient en état d'être engagés sans délai. « Citoyen ministre (5), vous m'annoncez des troupes et j'en ai reçu aujourd'hui près de 10.000 hommes; mais excepté 1 bataillon du 48^e régiment, toutes ces troupes sont des volontaires et presque toutes de nouvelles levées, par conséquent, sans organisation intérieure et moins encore d'organisation militaire et les bataillons manquent de tout!... »

Il n'en est pas moins résolu à combattre : « Je le ferai et même avec vigueur; mais on me laisse en opposition une immense cavalerie et moi j'ai un dénuement absolu de ce moyen. Je commande à moins de 30.000 hommes; j'ai 34.000 Prussiens et 9.000 Hessois sur les bras... sans état major, sans généraux, il ne peut être au pouvoir d'aucun humain de faire agir 60.000 hommes qu'il me faut, pour battre 50.000 Prussiens, Autrichiens, Hessois réunis et prendre Mannheim à leur vue (6) ».

Dans le courant de novembre, les craintes de Custine ne font que se préciser : « il paraît que décidément le roi de Prusse veut m'attaquer, écrit-il le 27 (7). Il a de beaucoup l'avantage du nombre. La disposition du terrain lui donne aussi des moyens qu'il me refuse. Il est donc très probable qu'il me battra. Cependant, telle est la position où l'on m'a laissé, que je n'ai rien de mieux à faire que de le combattre. Il faut s'opposer aux progrès de son entreprise, il faut du moins les retarder ».

Le moral du général est atteint avant que de combattre. Il subit le prestige des troupes Prussiennes, de leur meilleure orga-

1. Pache à Custine, 12, 17 novembre, A. G.

2. Custine à Pache, 17 novembre.

3. *Ibid.*, 21 novembre.

4. *Ibid.*, 23 novembre.

5. *Ibid.*, 25 novembre.

6. *Ibid.*, 26 novembre, A. G.

7. *Ibid.*, 27 novembre.

nisation, de leur supériorité numérique, surtout en cavalerie (1). Cependant, il se tient prêt à agir. « Je vous envoie, mon ami, écrit-il à Biron (2), la copie des lettres que j'écris au général Beurnonville et au ministre de la guerre; elles vous instruiront de tout. Arrivez, arrivez, car il faut du concert entre nous pour résister aux forces qu'on rassemble. Nous avons de petits moyens; mais laissez faire, nous en ferons autant que ceux qui en ont de grands ».

Custine établit ses troupes sur une position assez avantageuse, derrière la Nidda; sa droite s'appuie à Hœchst et au Main, sa gauche s'adosse au Taunus. Les villages de Soden et Sulzbach, hérissés de retranchements renforcés d'abattis, couvrent son front.

Ainsi installé et prêt à recevoir l'attaque, il commence à craindre pour ses derrières. On peut le couper de l'Alsace, en passant le Rhin à Mannheim, dont la garnison palatine n'hésitera pas à livrer le pont. Il est donc nécessaire de mettre la main sur cette place; mais prendre la ville de vive force, tandis qu'il faut faire face aux Prussiens est une entreprise impossible et il convient d'acheter la neutralité de l'électeur. Il demande (3) et obtient (4) les fonds nécessaires.

Le conseil décide en effet (5) « non seulement qu'il est nécessaire de s'emparer de Mannheim; mais même que cette place étant très fortifiée, il en coûterait pour la prendre par la voie de la force, une dépense d'hommes, de fonds et de temps bien plus considérable que la somme d'argent demandée; arrêtez que... le ministre des affaires étrangères se concertera avec le général Custine, pour lui procurer les fonds qu'exige le succès de cette entreprise ».

Le lendemain, Pache écrit au général (6), qu'il va s'occuper sans relâche des demandes qu'il lui a adressées et travaille à lui fournir tous les secours dont son armée a besoin. « Comptez à cet égard sur mon activité, comme je compte sur la vôtre pour ne laisser aucun repos à nos ennemis ». Et il ajoute (7) : « Le conseil exécutif me charge de vous exprimer la satisfaction qu'il éprouve de votre activité... J'ai le plus vif désir de satisfaire

1. Custine à Biron, 22 novembre; à Pache, 14, 24 novembre; à Beurnonville, 18 novembre.

2. Custine à Biron, 26 novembre.

3. Custine à Pache, 18 novembre, Il lui faut pour réussir 1.200.000 livres en numéraire.

4. Pache à Custine, 24 novembre.

5. Extrait des délibérations du conseil exécutif provisoire, 26 novembre, Aulard, I, 268.

6. Pache à Custine, 27 novembre.

7. *Ibid.*, 29 novembre.

à vos demandes... Je fais passer 17 bataillons et 7 escadrons tirés de l'armée des Alpes à Biron ; j'espère que ce renfort le mettra en état de vous seconder puissamment ».

Quoiqu'il en soit, Custine derrière ses lignes de la Nidda ne dispose plus de forces suffisantes (1) pour couvrir Francfort. Voyant les Prussiens menacer cette ville, il demeure agité et indécis, se demandant s'il doit ou non donner l'ordre de l'évacuer. Il n'ose s'y résoudre, par crainte de l'opinion publique.

Le lieutenant général Van Helden, gouverneur de la place, se sent très compromis, vu la pénurie de ses moyens : une fortification en partie ruinée, 1.800 hommes de garnison, 2 pièces de canon, presque pas de munitions, une population agitée et prête à se soulever. Il réclame en vain des secours ; mais Custine plein de crainte pour lui-même, n'ose s'affaiblir devant Brunswick et quand les Prussiens assaillent Francfort, le 2 décembre, il n'a encore fait parvenir aucun renfort. Il envoie aussitôt Neuwinger avec 8.000 hommes ; mais ce dernier arrive quand l'ennemi est maître de la place.

Dès lors, la position de la Nidda se trouve tournée et Custine doit se résoudre à battre en retraite. Il se replie en effet, la nuit même, sur Mayence, abandonnant toute la rive droite du Rhin, sauf le faubourg de Kastel, le fort de Königstein, les villages de Kostheim et de Hochem.

Puis il met le ministre au courant de la situation (2) : « Il m'a été impossible depuis quatre jours de trouver un instant pour vous rendre compte des événements multiples qui se sont succédés.

Dans la nuit du 27 au 28 novembre, j'avais eu avis, ainsi que je vous l'avais mandé, de la marche des troupes Prussiennes et du projet qu'ils avaient de nous attaquer... « Il a pris aussitôt des mesures pour combattre ; bien que ne disposant que de 23.000 hommes contre 35.000 Prussiens et Hessois. »

Mais le 28, il apprend qu'une forte colonne ennemie paraît descendre de Bingen et se dirige sur Francfort. Il se met aussitôt en marche pour la prendre à revers et c'est en cours de route, le 2 décembre prétend-il, qu'on l'informe de la prise de la ville, enlevée par la trahison des habitants.

1. Ordre de bataille de l'armée des Vosges au 29 novembre : 1^{re} brigade : 3^e régiment, 48^e régiment, 2^e et 3^e bataillons des Vosges ; 2^e brigade : 13^e, 46^e régiment, 1^{er} bataillon des Vosges, 4^e du Jura ; 3^e brigade : 32^e, 93^e régiment, 2^e bataillon de la Haute-Saône, 2^e du Rhône et Loire ; 4^e brigade : 57^e régiment, 5^e et 7^e bataillons du Jura ; 5^e brigade : 83^e régiment, 3^e bataillon du Jura, 5^e de Seine et Oise ; 1^{re} brigade de grenadiers, 1^{er} et 2^e régiments ; 2^e brigade de grenadiers, 3^e et 4^e régiments ; cavalerie : 2^e, 11^e, 12^e régiments.

2. Custine à Pache, 4 décembre.

Malgré tous ses efforts pour sauver la garnison, il a dû battre en retraite ; mais sans hâte et en contenant l'ennemi.

Le 7 décembre, il prétexte toujours la trahison pour expliquer la perte de Francfort (1) : « je ne puis dissimuler l'insigne trahison qui a donné lieu à la prise de Francfort, à l'assassinat de nos frères d'armes ! 300 d'entre eux sont tombés sous les couteaux des assassins en combattant glorieusement pour la cause de la liberté.

J'envoie à la Convention nationale un de ces couteaux ; ils étaient tous du même modèle, plus de 10.000 hommes en étaient armés...

Le sieur Van Helden ose penser avoir fait son devoir ; il se vante d'avoir reçu des éloges de ses ennemis et en 1 heure 1/2, une ville qui a des fossés remplis de 12 pieds d'eau, larges de 10 toises, a été emportée par le peu de soins qu'il avait pris pour être informé d'avance de ce qui se tramait, et son apathie pour la sûreté de ses postes... »

Pache communique cette lettre au conseil exécutif (2) et fait un rapport sur la question à la Convention, dans la séance du 9 décembre (3).

Il écrit à Custine (4) : « je prends, général, un vif intérêt à la situation dans laquelle vous vous trouvez, mais j'ai la plus grande confiance en votre force d'âme.

Vous vous plaignez de ne pas avoir assez d'aides et je me plains de ne pouvoir vous donner tout ce que vous me demandez.

Quant à votre position, j'ai fait rassembler à Wissembourg un corps de troupes. Les premières divisions ont du y arriver le 27 novembre et les dernières le 5 de ce mois. Le corps entier est, comme vous le savez, à votre disposition, et il est composé de troupes de lignes organisées. Beurnouville vous seconde du côté de Trèves et il me paraît qu'il le fait avec zèle et même avec ardeur.

J'écris à Dumouriez de la part du conseil exécutif de passer la Meuse et de se porter sur le Rhin ; je lui ajoute de diriger particulièrement le corps de droite pour appuyer Beurnouville ». Mais cela ne suffit pas à Custine : « citoyen ministre, j'ai reçu hier de vous (5) une lettre peu condescendante pour un citoyen qu'on

1. Custine au président de la Convention nationale, 7 décembre.

2. Extrait des délibérations du conseil exécutif, 8 décembre, Aulard, I, 302.

3. Pache à la Convention, 9 décembre, A. G. et séance du 9 décembre, *Moniteur*, XIV, 699.

4. Pache à Custine, 6 décembre, A. G.

5. Custine à Pache, 10 décembre.

a laissé dans la position la plus cruelle. Vous en avez su les résultats : l'assassinat de nos frères dans Francfort, par la stupidité du sieur Van Helden. Mon cœur saigne encore. Mais avec une si grande infériorité de troupes, pas de généraux, ni d'état major, une armée de 30.000 hommes... » que peut-il faire en face des forces immenses de l'adversaire ?

Néanmoins, malgré l'état de faiblesse de son armée, il va chercher à s'emparer de Mannheim. Le général Meunier est depuis la veille devant cette place.

Ce qui importe maintenant avant tout, c'est de chasser l'ennemi de la rive gauche du Rhin... « l'avantage dont il peut être pour le succès des armes de la République, de lier à un système unique toutes les opérations partielles de chaque armée (1), m'a déterminé à résumer mes idées sur le projet de cette campagne d'hiver et à les présenter au citoyen ministre de la guerre, ainsi qu'à chacun des généraux des armées, afin de les soumettre à l'autorisation de l'un et au concert des autres... ».

D'abord, il est probable que les Prussiens vont prendre l'offensive et forcer l'Electeur palatin à livrer le pont de Mannheim. Il faut l'en empêcher à tout prix.

Par ailleurs, Beurnonville doit poursuivre sa marche par Kreuznach et Eingen et se mettre en liaison vers Mayence avec l'armée des Vosges. L'ennemi une fois rejeté au delà du Rhin, nous restons maîtres de commencer plus tardivement la campagne prochaine et pouvons ne tenter qu'à cette époque l'attaque d'Ehrenheistein.

En attendant, la position de l'armée des Vosges demeure critique, puisqu'elle compte 18.000 hommes contre 52.000 qui vont être incessamment renforcés d'Autrichiens et de Palatins.

Pache répond (2) : « Le conseil exécutif a approuvé les mesures que vous avez prises relativement à l'Electeur palatin. Il était impossible, en effet, que vous restiez à Mayence, isolé et sans communication avec le département du Bas-Rhin, tandis que nos ennemis auraient eu la facilité en passant sur le pont de Mannheim, de se porter sur la route même que vous aviez tenu. Vous avez bien fait de recommander au général Meunier de n'agir contre les troupes Palatines que dans le cas où elles commenceraient les hostilités. Vous voudrez bien m'informer le plus tôt possible du succès qu'aura eu la mission importante que vous lui avez confiée.

Le conseil a trouvé le plan de campagne que vous avez développé, rédigé avec clarté et justesse.

1. *Ibid.*, 6 décembre.

2. Pache à Custine, 14 décembre.

Il est important de ne pas s'étendre au delà du Rhin (1). » Mais voici que de mauvaises nouvelles parviennent de l'armée de la Moselle : Beurnonville a échoué devant Trèves, il se replie sur la Sarre. Pache, malgré son vif désir de le voir soutenir Custine, doit l'autoriser, vu le délabrement de ses troupes, à prendre ses quartiers d'hiver. Il faut en prévenir Custine. « Les dernières dépêches, général (2), que j'ai reçues de Beurnonville et que je viens de lire au conseil, l'ont déterminé à autoriser ce général à prendre des cantonnements. Je viens de lui faire passer cette autorisation en le priant de suivre pour le choix de leur emplacement les dispositions que, sans doute, vous lui prescrivez. Il a fait quelques observations sur les difficultés qu'il y aura à vivre dans les parties que vous lui indiquez. Il vous les aura communiquées.

Pesez dans votre sagesse les difficultés qu'il présente, afin de déterminer ce qu'il y a de plus avantageux pour la République et si vous n'avez déjà déterminé Beurnonville, ne perdez pas un instant pour le faire.

On m'a annoncé que Valence se porte de Namur sur Maiche, je le préviens du cantonnement prochain de Beurnonville, à qui je recommande de lui communiquer sa position.

J'ai lu au conseil la dépêche du général Biron, dans laquelle il annonce son départ avec 5.000 hommes pour se rendre à Mannheim; d'après la lettre qu'il a reçue de vous... Le conseil approuve ces dispositions. Il pense d'ailleurs que les événements de Francfort vous auront suffisamment averti des trahisons que vous pouvez avoir à craindre de ce côté et il ne doute pas que vous fassiez tout pour les prévenir ».

Dans ces conditions, il ne reste plus à Custine qu'à s'organiser sur place, en demeurant en contact avec les Prussiens, qui sont venus border étroitement ses positions à rive droite du Rhin. Mayence est déclarée en état de siège. L'on pousse activement les travaux qui doivent la couvrir, en particulier ceux de la tête de pont de Kastel. L'ennemi n'y apporte aucune opposition et prend de son côté ses quartiers d'hiver.

- b) *Armée de la Moselle*. — Beurnonville prend le commandement de l'armée de la Moselle; préparatifs d'entrée en campagne. Combats de la Montagne Verte et de Pellingen. Pache l'autorise à prendre ses quartiers d'hiver. Retraite de l'armée de la Moselle.

Le 5 novembre, Pache informe son commissaire près l'armée de la Moselle, Carnot Feulins, de la destitution de Kellermann

1. *Ibid.*, 15 décembre.

2. Pache à Custine, 14 décembre.

et le prie de confier le commandement des troupes en attendant l'arrivée de Beurnonville, au plus ancien officier général (1), en l'espèce à Desprez-Crassier (2). Celui-ci accepte non sans quelque humeur (3) : « Devant marcher contre les ennemis de la République, je ne balance pas, je servirai sous le chef à qui vous donnez le commandement de l'armée, quoique mon cadet, avec le zèle d'un vieux soldat qui veut servir utilement la République.

Mais je vous prie d'approuver la demande que je fais de me donner ma retraite après la campagne, si vous ne voulez pas me faire servir sous un ancien de mon grade.

Convenez, citoyen ministre, que j'ai prouvé le désir de servir ma patrie en me soumettant, deux fois dans la campagne, d'exécuter les ordres de mes cadets ».

Refoulant l'amertume qu'il ressent d'être subordonné à un général aussi jeune que Beurnonville, Desprez-Crassier déploie tout son zèle à hâter ses préparatifs. Il estime toutefois que pour faire jonction avec Custine, (4), la route de Trèves est difficile ; celle de Deux-Ponts serait plus aisée, vu les faibles forces dont il dispose (5). Mais l'on ne tient aucun compte de cet avis dicté par sa vieille expérience. Beurnonville plein de suffisance, exalté par son magnifique avancement, arrive en effet à son quartier général de Metz, fort mal disposé à écouter les conseils d'un subordonné — et guère davantage ceux d'un supérieur.

Cependant, Custine ne craint pas de lui en prodiguer (6) « j'ai à me féliciter citoyen, d'avoir à terminer cette laborieuse campagne avec un coopérateur dont le zèle, l'activité, me sont aussi connus et dont les talents ont autant servi à décider nos ennemis à abandonner les terres de la République... votre venue est d'autant plus nécessaire, que Kellermann aurait du resserrer ses cantonnements sur la Sarre, il y a lieu de remédier au plus tôt à cet état de choses et réunir le plus de troupes possibles en tirant des garnisons tout ce qui n'est pas strictement nécessaire à la défense. L'effectif de l'armée de la Moselle peut atteindre de la sorte 26.000 hommes, dont 5.000 de cavalerie. Elle sera dès lors en état de pousser activement les opérations.

1. Pache à Carnot, 5 novembre.

2. Carnot à Pache, 7 novembre.

3. Desprez-Crassier à Pache, 9 novembre.

4. Desprez Crassier à Pache, 12 novembre.

5. Ordre de bataille de l'armée de la Moselle au 6 novembre : infanterie 20 bataillons de ligne, 8 de grenadiers, 1 de chasseurs, gendarmerie et légion de Kellermann soit 12 000 hommes ; cavalerie, 3.456 hommes ; artillerie, 876 ; total 16.332 hommes.

6. Custine à Beurnonville, 12 novembre,

Le 13 novembre, Beurnonville informe le ministre de sa présence à Metz : « je n'ai pu, citoyen ministre, arriver... qu'aujourd'hui à 3 heures... J'ai trouvé vos diverses dépêches. Je me bornerai pour le moment à vous en accuser réception ». Le lendemain, il gagne Sarrelouis pour effectuer son rassemblement (1) et s'occupe de tout ce qui peut accélérer la mouvement (2) ; mais il observe « qu'il dispose de peu de moyens pour grand chose de bon ».

Le commissaire Carnot Feulins, lui a communiqué une instruction du général Custine qui presse la marche de l'armée de la Moselle sur Mertzig, Consarbrück, Trèves ; à défaut l'envoi immédiat à Mayence d'un corps de 6.000 hommes dont 2.000 de cavalerie. Comme il renonce à engager ses troupes dans le défilé de Mertzig, il fait partir pour Mayence le renfort demandé (3).

Tandis qu'il rassemble ses éléments et se prépare à agir, il reçoit une lettre de Pache dans laquelle le ministre s'efforce de lui faire comprendre ce qu'il attend de lui : « j'ai reçu, général (4), vos dépêches du 13 et du 14 ; je vois sans surprise que vous regrettez le général Dumouriez et l'avant gardé avec laquelle vous avez si glorieusement et si heureusement combattu ; mais je serais peiné si ce sentiment trop juste, vous empêchait de sentir l'importance des fonctions que le conseil exécutif vient de vous confier.

Vous avez été mis, général, aux ordres du général Custine, parce que la nature des choses exige que vos opérations soient nécessairement liées à celles qu'il dirige immédiatement et qu'il était indispensable qu'un seul général mit de l'unité dans l'action de plusieurs corps de troupes qui doivent agir sur la Moselle et sur le Rhin. Biron l'a si bien senti, qu'il n'a pas balancé à se mettre sous les ordres de Custine qu'il venait de commander. Vous êtes de beaucoup le cadet de ces généraux ; sous tous les rapports, votre carrière a été aussi rapide que brillante et il me semble que c'est encore un grand pas, de passer du commandement d'une avant garde... à celui d'une armée ».

Beurnonville est trop rempli de lui même pour comprendre cette leçon de modestie. Il déclare le plan de campagne de Custine inexécutable (5). « Le général Custine, écrit-il au ministre, regarde comme la tâche d'un instant de nettoyer les gorges

1. Beurnonville à Pache, 13 novembre.

2. *Ibid.*, 14 novembre.

3. *Ibid.*, 16 novembre. Ce renfort est de 6.000 hommes et 8 pièces de canon, aux ordres de Ligniéville.

4. Pache à Beurnonville, 17 novembre.

5. Beurnonville à Pache, 19 novembre.

de la Sarre, de prendre Trèves et de se porter sur Trarbach où il doit me rejoindre. Quelle est la conclusion de ce vaste plan ? C'est de prendre Rheinfeld, de nous rendre maîtres du port de Coblenz, de nous porter à Hanau et de venir prendre le Brisgau à revers...

Je me garderai sûrement bien de me porter sur Trèves et de placer cette armée entre Sarre et Moselle, pour cette expédition impraticable. Jusqu'à présent, je n'ai pas été battu et je n'ai pas envie de l'être ; je puis dire et prouver avoir été victorieux 167 fois depuis la prise de Courtray et n'avoir essuyé que 167 affaires et dans tous les cas, je ne me permettrai pas au détriment de la République, d'être l'Esopé à la foire du général Custine, qui ne peut écrire ainsi, que parce qu'il ne connaît pas les localités que je vois de mes yeux ».

Cependant, comme Custine lui a rendu Ligniéville et ses 6.000 hommes, il va se porter sur Saint-Wendel du 25 au 26.

Beurnonville ne craint pas d'ailleurs de déclarer à Custine lui-même qu'il juge son plan défectueux : « je vois les trois armées (1), Labourdonnaye, Valence et Dumouriez sur les bords de la Hollande, je vois bientôt les trois armées Custine, Biron et Beurnonville dans le Brisgau et sur les bords de la Suisse et je vois un grand vide bientôt depuis Bâle jusqu'à Dunkerque.

J'ai vu l'armée Prussienne transplantée et périr ; je crains de voir bientôt les armées Françaises transplantées et subir le même sort.

J'ai vu les armées victorieuses ; mais j'ai vu les hôpitaux, je caresse le soldat victorieux ; mais je vais consoler les malades et je crains bien que la France enthousiasmée de ses succès, ne veuille les pousser trop loin !... »

Toutefois, il connaît son devoir et saura obéir. « J'ai déjà 10.000 hommes sur le pays de Trèves, écrit-il à Pache, et croyez que toute l'armée y serait, si j'avais pu rassembler le nombre de tentes qui me sont nécessaires. L'inaction me pèse (2) ».

Et il ajoute (3) : « toutes les troupes sont réunies... demain 24, toute la première ligne va camper entre Liback et Warweiller et le 25 elle fera sa jonction avec le corps de 6.000 hommes aux ordres du lieutenant général Ligniéville, campé à Saint-Wendel.

Après demain 25, la 2^e ligne fait le même mouvement et le 26 toute l'avant garde placée entre Sarre et Moselle se replie pour prendre la même direction. Je compte partir avec elle et la placer le 27 en avant et sur la route de Trèves ».

1. Beurnonville à Custine, 21 novembre.

2. Beurnonville à Pache, 22 novembre.

3. *Ibid.*, 23 novembre.

Pache le presse de se hâter. « J'ai reçu, général, vos dépêches du 16 ; je vous remercie des nombreux détails qu'elles renferment et surtout de la patriotique et infatigable activité avec laquelle vous travaillez à mettre votre armée en état de se montrer bientôt à l'ennemi.

Je savais, général, que vous vous plaindriez en arrivant de bien des choses, de celles qui m'affligent et c'est pour les réparer que j'ai fait un choix dont j'espère que ni la République, ni vous, ni moi n'aurons à nous repentir (1) ».

Il lui envoie 19 bataillons de Verdun sur Metz et Nancy, des couvertures, des souliers etc... « je pense qu'avec ces moyens, vous pourrez faire mieux que de couvrir la frontière de la Moselle. Nos ennemis sont loin de penser à l'offensive et d'en avoir les moyens. Cernons-les, hâtons-nous de les cerner avant qu'ils appellent des secours du fond de l'Allemagne. Dumouriez y travaille en Flandre ; c'est à Custine et à vous à les presser sur la Moselle et sur le Rhin. Encore quelques semaines d'efforts et de travaux et nous serons sûrs de passer un hiver paisible... »

Puis quelques jours plus tard (2) : « Je vous envoie ci-joint, copie de la lettre que je reçois du général Valenceq. Elle me persuade que les ennemis n'ont pas à Trèves autant de troupes que vous avez pu le croire, d'après les rapports qui vous sont parvenus.

Si vous hâtez vos mouvements sur Trèves, il en résulterait peut-être dans les dispositions de Hohenlohe, de l'incertitude ou des lenteurs qui favoriseraient les opérations de Valence contre Namur et Beaulieu. »

Enfin le 26 novembre (3) : « le conseil exécutif provisoire a vu avec plaisir que vous vous disposiez à attaquer Trèves et à seconder ainsi le plan du général Custine. Il le modifiera sans doute lui-même, sur les observations que vous lui avez communiquées ; car il ne parle de vous qu'avec éloges et en se louant de vous avoir comme coopérateur.

Le conseil après avoir approuvé le plan d'un général, croit devoir lui en laisser la conduite et la liberté de le modifier selon les circonstances. Je crois que les premiers renseignements que vous m'avez envoyés sur les troupes opposées sont exagérés. »

Dans ces conditions, Beurnonville ne peut tarder davantage. Après avoir demandé l'aide de Valence et de Dumouriez, il se met en route : « je pars à l'instant, citoyen ministre (4), avec

1. Pache à Beurnonville, 20 novembre.

2. *Ibid.*, 23 novembre.

3. Pache à Beurnonville, 26 novembre.

4. Beurnonville à Pache, 29 novembre.

l'armée, que je ferai camper ce matin à Metternick où je prendrai mon quartier général. Mon avant garde plus élevée, se portera à Cassel. »

Le 30, il annonce son arrivée à Neunwiller. Son avant garde est à Hermeskel ; l'ennemi est retranché et l'attend à Sorfeld (1).

Pache se montre satisfait (2) : « je ne puis qu'approuver les dispositions que vous faites, malgré le défaut de moyens dont vous vous plaignez.

Je vous prie de croire que je ne négligerai rien pour vous seconder... Valence assiège encore Namur et il paraît que cette place résistera plus que la citadelle d'Anvers. Vous voyez qu'il ne peut se joindre à vous dans le moment. »

Beurnonville avec ses 20.000 hommes, s'enfonce dans le pays entre Sarre et Moselle. L'une de ses colonnes marche par Mertzig, Freudembourg et Sarrebourg ; l'autre sous ses ordres directs avance par Lellebach, Mettnich, Nonnweiler, Hermeskel, pour tourner Trèves par la droite.

Le 3 décembre, il écrit à Pache (3) : « j'ai déjà, citoyen ministre, fait replier, pour ne pas dire mis en déroute, les postes avancés des Autrichiens et mon avant garde ceint déjà les hauteurs de Pellingen... Elle sera demain très près de Trèves et je suis bien décidé à attaquer les retranchements avec la baïonnette, si après les avoir tournés, mes canons ne suffisent pas. Il faut une fin prompte. »

« Me voilà enfin rendu, lui mande-t-il le 4 décembre (4). hors de la forêt de Hautwalt. J'ai mon camp placé entre Hosbey et Wasweiler et déjà mon avant garde occupe les villages de Taumen, Cassel et Rouver, distants de deux lieues de Trèves. Mon intention était bien d'occuper la Montagne Verte ; mais 12.000 Autrichiens, commandés par Hohenlohe, s'y sont placés. Il y a déjà eu une vive cannonade aujourd'hui, qui a eu pour objet de reconnaître la force ennemie... 2 à 3.000 ennemis occupent les hauteurs de Pellingen, 1.500 sont à Consarbrück et autant à la Chartreuse, 2.000 chevaux environ, un temps détestable, et voilà ce que j'ai à combattre avec environ 15.000 hommes d'infanterie...

Dans cette circonstance très embarrassante, voici le parti que j'ai pris. Je fais passer 8 bataillons et 1.200 chevaux à Cerf, qui doivent sur deux petites colonnes concertées, attaquer Pellingen, pendant que je ferai une vive attaque avec le reste de l'armée sur les forces établies à la Montagne Verte. Un autre

1. *Ibid.*, 30 novembre.

2. Pache à Beurnonville, 1^{er} décembre.

3. Beurnonville à Pache, 3 décembre.

4. Beurnonville à Pache, 4 décembre.

petit corps de 1.800 hommes, doit agir en même temps sur Sarrebrück et Consarbrück. »

Le contenu des dépêches de Beurnonville, incite le ministre à croire son opération en bonne voie. « J'attends avec impatience, lui mande-t-il le 7 décembre (1), la nouvelle de vos succès. J'ai fait part au conseil exécutif des détails que vous lui avez donnés... et il me charge de vous exprimer combien il s'applaudit à vous avoir confié le commandement de l'une des armées de la république.

J'ai toujours pensé, général, que vous trouveriez 16 à 17.000 hommes devant Trèves... mais je n'ai aucune inquiétude sur le succès.

J'ai écrit à Dumouriez de la part du conseil exécutif, pour qu'il dirige le corps de troupes commandé par Valence, de manière à soutenir vos opérations. »

Pendant ce temps, Beurnonville après une vaine canonnade sur la Montagne Verte, n'ose aborder contrairement à ses dires, la position à la baïonnette. Il n'envoie pas moins à Pache un bulletin emphatique : « depuis ma dernière, citoyen ministre (2), j'ai dirigé trois attaques, dont une a parfaitement réussi. J'ai eu des succès dans les deux autres ; mais cependant, je n'ai pas rempli parfaitement votre désir... Dans la nuit du 4 au 5, je fis passer par Schöndorf et Rheinsfeld, à travers de nouveaux précipices, les généraux Lagrange et Destournelles, avec chacun leur brigade et le général Landremont avec 500 tirailleurs et 1.200 chevaux, afin d'attaquer les hauteurs de Pellingen, pendant que j'attaquerai la Montagne Verte. Je devais m'attendre à quelques succès de ce côté, parce que j'avais masqué cette expédition en ne laissant que quelques tirailleurs à Cerf et en portant toutes mes forces par la route de Saint-Wendel à Trèves. Mais une pluie de glace, qui tomba à verses pendant toute la nuit et pendant la journée, ne fit dans un instant qu'un miroir de tout cet affreux ensemble que j'avais si heureusement doublé et je dois le dire à la louange des généraux qui commandaient cette expédition et des braves officiers et soldats qui en faisaient partie, qu'il fallait être plus que brave, plus qu'intrépide, plus qu'homme enfin, pour avoir résisté. Car le 5 au matin, nous avons trouvé des sentinelles de grand garde, gelées, mortes, vingt livres de glace à la crinière des chevaux.

Enfin, citoyen ministre, le temps était tel que s'il eut continué vingt-quatre heures, c'en était fait de l'armée de la Mo-

1. Pache à Beurnonville, 7 décembre.

2. Beurnonville à Pache, 10 décembre.

selle... Heureusement que le dégel vint le 6. Il sauva l'armée et j'en profitai pour attaquer...

Je suis bon patriote, j'idolâtre ma patrie, je suis aussi ardent qu'aucun autre et je crois en avoir donné les preuves, car on doit dire avec vérité que c'est aux avant-gardes que l'on fait la guerre ; mais je défie au diable de la faire dans ce pays en hiver. »

Après cet insuccès, Beurnonville se rabat sur Pellingen. Mais la hauteur est également fortifiée. Il l'attaque sans plus de résultats : « je vous ai annoncé, mande-t-il au ministre le 13 (1), mes nouvelles dispositions provoquées par le temps et les circonstances ; j'occupe maintenant les villes de Mertzig, Freudenbourg et Sarrebourg qui sont au pouvoir des armées de la république...

L'ennemi qui regrette cette prise est venu pour l'attaquer en forces avant-hier ; mais le général Pully l'a repoussé avec vigueur. L'ennemi s'est replié avec pertes, nous n'avons eu que quelques blessés. Les gendarmes qui ont chargé contre les dragons de Toscane, leur ont fait un seul prisonnier.

J'avais projeté hier une double attaque, l'une sur Consarbrück et l'autre sur Pellingen. Elles ont eu lieu toutes les deux ; mais la première a été prévenue et nous n'avons pu que conserver l'avantage du terrain... J'ai attaqué vers les 11 heures, la montagne de Pellingen. Dans une heure le village a été battu, évacué et à nous. Mais je n'ai pas jugé à propos de l'occuper. Il est dominé par toutes les batteries des hauteurs qui le couvrent. Ces hauteurs présentent un triple étage de batteries inaccessibles par les coupures et abattis. J'ai démonté les premiers rangs, j'ai fait avancer des troupes pour savoir si je pouvais monter à l'assaut à la baïonnette. Dans un instant, ces hauteurs se sont trouvées couronnées par les forces de Luxembourg et de Trèves réunies. J'ai éprouvé ce que j'ai éprouvé à la Montagne Verte.

Cependant, citoyen ministre, à forces égales, je pourrai l'emporter à la baïonnette. Mais il faut compter sur un sacrifice de 3.000 hommes pour arriver et je vous avoue que cette position, toute importante qu'elle est, en ce qu'elle force l'ennemi à la retraite, ne mérite pas ce sacrifice. L'ennemi se retirerait sur les hauteurs de Sainte-Marguerite qui dominent Trèves et Trèves resterait indivis ».

Le lendemain, le général doit avouer en partie son échec : « malgré mon envie, citoyen ministre, de remplir vos desseins (2)

1. Beurnonville à Pache, 13 décembre.

2. Beurnonville à Pache, 14 décembre.

et ceux du pouvoir exécutif, je ne dois pas vous dissimuler que l'on vous a trompé et sur le plan et sur les obstacles, je dis plus, sur le but même de cette coûteuse et fatigante expédition.

Trèves ne peut être pris que par trois points... ou par la Montagne Verte... ou par les hauteurs de Pellingen... ou enfin par Consarbrück ».

Or, on ne peut enlever aucune de ces positions « qui ne le cèdent pas à celle de Gibraltar », sans risquer de perdre beaucoup de monde.

Pourtant, Beurnonville essaie encore une fois de forcer Consarbrück. Le 15 décembre, Pully réussit à débusquer l'ennemi des hauteurs de Wawren ; mais ne peut pousser au delà. Il faut se résoudre à battre en retraite. D'ailleurs, le conseil exécutif mis au courant de la situation par le ministre, s'est rendu compte que l'expédition est manquée et autorise Beurnonville à prendre ses quartiers d'hiver (1). Pache lui en fait part aussitôt (2).

« Le conseil vous autorise à faire cantonner vos troupes, écrit-il, en suivant pour le choix de la position de leurs cantonnements les dispositions qui vous sont prescrites par Custine... Vous ferez part de vos mesures définitives à Valence, que l'on m'annonce se porter de Namur à Maiche et que je vais prévenir de mon côté que vous allez cantonner, afin que les troupes ennemies qui sont dans le Luxembourg soient contenues. Je vais donner de nouveaux ordres pour rassembler autour de vous le plus de secours possible en vivres, fourrages, habillements. Je suis comme vous sensible à cet état de dénuement et certes je fais tout ce qui m'est possible. »

Quand Beurnonville reçoit cette lettre, il s'est déjà replié sur Mertzig. « Demain, écrit-il (3), l'armée qui borde aujourd'hui la droite de la Sarre en bordera la rive gauche, en occupant tout le pays de Trèves entre Sarre et Moselle... Je prendrai des cantonnements ; mais je les prendrai autant que je pourrai sur le pays de l'ennemi et je prendrai une ligne d'offensive... »

En fait, la retraite de l'armée de la Moselle commencée le 17, se précipite par suite du froid et de l'indiscipline des troupes, dont une partie déserte. Enfin le 26, elle entre dans ses cantonnements « toute déconfite ». Beurnonville occupe la vallée de la Sarre, de Sarrebrück à Sarralbe, sa première ligne de Thionville à Sarrelouis, sa seconde d'Antilly à Saint-Avold. Delaage surveille Luxembourg.

1. Séance du conseil exécutif du 14 décembre, Aulard, I, 325.

2. Pache à Beurnonville, 14 décembre.

3. Beurnonville à Pache, 17 décembre.

Hohenlohe avec 8.000 Austro-Prussiens a suffi pour briser ses efforts.

c) *Armée du Rhin.* — Biron voyant ses moyens sans cesse réduits et impatient d'être soumis à Custine, demande son changement. Inaction de l'armée du Rhin. Biron nommé au commandement de l'armée d'Italie est remplacé par Desprez Crassier.

Pache avait usé de toute sa dialectique, pour faire comprendre à Biron, qu'il devait se mettre aux ordres de Custine et celui-ci, dans une lettre emphatique, avait paru s'y prêter de bonne grâce, en vertueux républicain. La Convention et toute la presse avaient vanté à l'envie son désintéressement.

En réalité, cette attitude théâtrale n'était que façade ; la preuve en est fournie par sa correspondance avec Custine, qui montre jusqu'à quel point son amour propre avait été blessé. Il répond, en effet, aux pressantes demandes de secours de son nouveau chef : « je pense (1), ainsi que vous, mon cher collègue, que si le rapport qui vous annonce une réunion considérable de Prussiens et d'Autrichiens contre vous, ne mérite pas toute notre confiance, il exige du moins les plus attentives précautions.. J'acheminerais... vers Strasbourg et Haguenau et entre Strasbourg et Landau, tout ce qui m'arrivera successivement de troupes... elles m'arriveront pour la plupart très fatiguées... nous les pousserons d'échelon en échelon, sur les points de répartition prescrits par le ministre...

Je ne doute pas, cher général, que cette disposition seule n'arrête les ennemis, s'ils n'ont pas des forces très supérieures que je ne puis leur supposer. Ne tirant rien de Strasbourg, ni des bords du Rhin, de Strasbourg à Huningue, que dans le cas de la plus impérieuse nécessité, je ne renonce pas du tout au maintien menaçant que j'ai vers Huningue, ce qui entretient une diversion qui vous est très favorable, puisqu'il y a encore là une vingtaine de mille hommes, dont plus de 4.000 de cavalerie. »

Custine répond : « cher ami (2), je ne puis vous dissimuler que ma douleur est extrême en vous voyant varier dans vos résolutions. Je répète ce que j'ai toujours dit : un rassemblement près d'Huningue..., un rassemblement près de Strasbourg, car vous devez rétablir le pont de Kehl... Le reste des troupes, au nom de la République ! envoyez-le moi, sans vous embarrasser d'établir des camps ou des cantonnements intermédiaires dans

1. Biron à Custine, 7 novembre.

2. Custine à Biron, 8 novembre.

un pays vis-à-vis duquel il n'y a point de troupes et que j'ai totalement dépouillé de subsistances. Quand il deviendra nécessaire d'y apporter des troupes pour sa défense, je les y porterai. Ne vous inquiétez pas du Bas-Rhin ; Kellermann marche. D'où pourraient donc pleuvoir les troupes qui voudraient attaquer ce département ? Mais au nom de la République ! je vous le répète, mettez-moi dans la possibilité de soutenir avec forces l'occupation de Francfort... j'en appelle à votre bon esprit.»

Et il ajoute (1) : « puisque vous ne m'envoyez aucune troupes avec lesquelles je puisse opérer, il faut bien me résoudre à combattre... D'après cela, je ne doute pas qu'au lieu de faire de petits pelotons de vos troupes, vous n'alliez les réunir et vous emparer de Kehl, car ce ne sera pas une attaque.

Fortifiez ce poste, pour avoir une bonne tête de pont et qu'on ne vienne plus vous fermer la communication de l'Empire.»

Il envoie en même temps copie de cette correspondance à Pache « je ne conçois pas, écrit-il (2), comment lorsqu'il s'agit du bien général, l'on n'impose pas silence aux petites passions privées. Je crois lui en avoir donné un grand exemple, lorsque j'ai été un des plus fidèles observateurs de ses ordres, après lui en avoir toujours donné, l'avoir primé par les services, l'âge, j'ose dire les connaissances et même le caractère ; mais j'estime sa bonhomie dans le commerce ordinaire de la vie, et je ne m'en séparerai jamais. Nous agirons d'intelligence, parce que je compte sur son cœur et sur ses qualités et que ce sera toujours le tribunal auquel j'en appellerai. »

En tous cas, Biron répond en termes peu amènes : « J'ai ordre, mon cher collègue (3), de vous envoyer les troupes que vous me demandez et j'exécuterai vos ordres avec exactitude et promptitude. Je désire vivement que l'abandon absolu dans lequel vous laisserez le Haut-Rhin, n'entraîne les plus grands et les plus irréparables malheurs.

Il est de mon devoir de vous rappeler pour la dernière fois, en obéissant, que les 13.000 hommes que j'ai de disponibles, sont composés de forces que j'ai tirées des garnisons de Strasbourg, Neuf-Brisach, Huningue, Belfort et pays de Porrentruy, que quand je vous aurai envoyé 8.000 hommes, il n'en restera plus que 5... »

Je vous demande avec quoi vous voulez que je passe à Kehl, la garnison de Strasbourg étant réduite de moitié... quant à

1. Custine à Biron, 10 novembre.

2. Custine à Pache, 12 novembre.

3. Biron à Custine, 11 novembre.

la cavalerie, je vous envoie tout... ; et il ne restera pas un cheval, ni de quoi faire une patrouille.

Je connais trop votre loyauté, mon cher collègue, pour vous dissimuler que je demande au ministre de me donner un successeur. Je suis loin assurément de vouloir quitter l'armée ; toutes les manières d'y servir me conviendraient, excepté comme général. Je vous prie de m'envoyer, ou de me désigner un officier général ou autre, qui ait votre confiance. Je me laisserai diriger entièrement par lui, jusqu'à ce que j'ai la réponse du ministre...

Ces récriminations n'altèrent pas la bonhomie de Custine. « Citoyen général et je vous le jure, l'ami de toute ma vie (1) vous êtes arrivé pour me commander et je crois à cette époque avoir rempli les devoirs que l'on devait attendre d'un bon citoyen. Je vous avais toujours commandé jusque-là, je reprends mon rôle et je crois vous dire avec vérité, qu'il ne changera rien à notre manière d'être » (2). Et il ajoute (3) : « Je reçois, mon cher Biron, votre lettre. Se pourrait-il, mon ami, que l'homme sur la probité, l'honneur duquel je compte le plus, dont le patriotisme est le plus sacré, m'abandonne dans ce moment. Je croyais vous avoir donné, mon ami, un tout autre exemple ».

Néanmoins, le commandant de l'armée du Rhin n'en écrit pas moins au ministre (4) : « qu'il a exécuté ses ordres et envoyé toutes ses disponibilités à Custine ; mais que ce mouvement le laisse sans un homme à cheval. Je n'ai pas de quoi faire une seule patrouille le long du Rhin et mon devoir est de vous avertir que les départements du Haut et Bas-Rhin sont actuellement en danger.

Le général Custine ne m'en prescrit pas moins de m'emparer par force (quoiqu'il ne m'en reste plus) des villes et forts de Kehl, mesure qui nécessite l'établissement d'un pont sur le Rhin, celui de Kehl ayant été interrompu par les Autrichiens comme par nous.

J'ai en conséquence, citoyen ministre, l'honneur de vous demander de me nommer un successeur dans le commandement de l'armée du Rhin, où il me paraît que mes services en cette qualité ne peuvent plus être utiles. »

1. Custine à Biron, 12 novembre.

2. Xavier Audoin, le chef du secrétariat de la guerre a inscrit sur cette lettre la mention suivante : « On a jugé jusqu'à présent assez mal le caractère du général Custine. A en croire plusieurs généraux suspects dans leur jugement, parce que Custine a eu avec eux des démêlés, ce général était arrogant, brouillon, presque exécrable. Néanmoins, il n'est pas possible de montrer un meilleur cœur et de paraître plus liant que dans la lettre où il incite le général Biron à lui conserver son ancienne amitié.

3. Custine à Biron, 14 novembre.

4. Biron à Pache, 11 novembre.

Le 15 novembre, il se laisse aller à un mouvement d'humeur. « Je viens de recevoir une lettre du général Custine (1), qui me prévient qu'il me commande et que je suis maintenant à ses ordres. Je n'en suis ni choqué, ni affligé, et je m'y soumetts de bon cœur et sans représentation; mais je dois vous observer, citoyen ministre, qu'il eut été autant du bien du service que digne de votre loyauté, de me prévenir de ce changement dans ma situation militaire. »

Pache se montre surpris de cet état d'esprit de Biron, si contraire à ses protestations antérieures. Il invite donc Carnot Feulins, dont la mission à l'armée de la Moselle est heureusement terminée (2), de le renseigner au plus tôt sur la mentalité véritable du général (3).

Il transmet toutefois la démission au comité de la guerre, dont le président Letourneur demande des explications (4). Pache les fournit le 20 novembre en des termes tels, que l'on décide d'un commun accord de la refuser (5).

Le ministre écrit aussitôt à Biron : « vous avez désiré (6) que votre lettre du 11 et les pièces qui l'accompagnaient fussent envoyées au comité extraordinaire; je l'ai fait sur le champ. Depuis, le comité de la guerre a désiré connaître les motifs qui vous avaient fait offrir votre démission; je lui ai communiqué votre correspondance. Cette correspondance montre que la République peut compter sur les sentiments que vous avez toujours manifestés, auxquels la Convention a applaudi et vous ne serez pas remplacé...

Il résulte des notes que vous m'avez adressées sur les forces Autrichiennes dans le Brisgau, que ces forces sont insuffisantes pour faire aucune tentative sur notre territoire... que nos ennemis ne s'occupent que de mesures défensives, qui annoncent toute faiblesse et timidité... Il suffit donc de garnir nos places de ce que nous avons de moins bon, de plus mal armé ou habillé et de retirer pour cela de leurs cantonnements cette foule de volontaires de nouvelle levée qui ne peuvent prendre aucune notion du service et de la discipline; des piques, des fusils de rempart suffiront à leur armement; tous les jours de service, ces hommes doivent être exercés...

Trente mille hommes seront suffisants pour les garnisons

1. Biron à Pache, 15 novembre.

2. Pache à Carnot, 14 novembre.

3. Commission de Carnot pour l'armée du Rhin, 13 novembre et lettre du 21 novembre.

4. Letourneur, président du comité militaire à Pache, 19 novembre.

5. Séance du comité de la guerre, 20 novembre. A. N., R. 92, AFII, 14.

6. Pache à Biron, 21 novembre.

de Besançon à Landau, la surveillance du Rhin et les postes du Porrentruy. Il n'y a pas davantage vis-à-vis de vous. Sur le reste, vous pouvez rassembler au moins 36 bataillons en très bon état de faire campagne, savoir : en infanterie de ligne, les deuxièmes bataillons des 3^e, 32^e, 13^e, 46^e, 62^e, 96^e, le premier bataillon du 37^e ; les 21^e, 27^e, 33^e, 67^e, 105^e régiments ; un bataillon d'infanterie légère ; au total, 18 bataillons. Les volontaires nationaux fourniront le reste facilement. Vos 36 bataillons disponibles, seront divisés en deux corps à peu près égaux...

Pour le premier, vous demanderez au département du Bas-Rhin les chevaux et voitures nécessaires pour le transport des effets, pour leur artillerie et vous les ferez marcher sur le champ sur Mayence. Ce corps sera absolument aux ordres du général Custine.

Le deuxième corps actif, sera composé de 18 à 20 bataillons et de 11 escadrons... J'ai pensé que ce corps pourrait servir à s'emparer de Kehl... et pour pénétrer ensuite sur la rive droite, pour y agir de la manière dont vous serez convenu avec le général Custine. »

Pache confirme ces instructions au commissaire Carnot Feulins (1), lui recommandant d'employer toute son influence et son activité, pour engager Biron à s'emparer de Kehl et à balayer la rive droite du Rhin.

Puis, il presse à nouveau Biron (2). Le conseil exécutif a décidé qu'il devait occuper Kehl le plus tôt possible et il ne doit pas perdre un instant pour exécuter cette résolution.

Le commandant de l'armée du Rhin demande un délai pour se rendre à Mayence (3) et y conférer avec Custine sur les mesures à prendre (4). Toutefois, son chef d'état major, Alexandre de Beauharnais, va dès maintenant exécuter les ordres du ministre. En effet, 10 bataillons de volontaires et 9 de ligne, formant environ 11.000 hommes, sont dirigés sur Wissembourg du 1^{er} au 4 décembre (5) ; le lieutenant général d'Harembure, commandant militaire du Haut-Rhin, organise d'autre part un deuxième corps de 10.000 hommes également prêt à marcher (6).

Mais Beauharnais répète à son tour, qu'on laisse ainsi les bords du Rhin et les places de guerre de Landau à Besançon, sans un soldat de ligne, sans un volontaire d'ancienne levée (7). Carnot

1. Pache à Carnot, 21 novembre.

2. Pache à Biron, 22 novembre.

3. Biron à Pache, 25 novembre.

4. Biron à Custine, 27 novembre.

5. Beauharnais au commissaire des guerres Prieur, 26 novembre et à Custine, 27 novembre.

6. Beauharnais à d'Harembure, 26 novembre.

7. Beauharnais à Pache, 27 novembre.

Feulins indique de son côté le peu de fond qu'il faut faire de nos forces du Rhin. « La composition de cette armée (1), que l'on ne peut guère regarder que comme le vaste dépôt de celle de Mayence, les parties hétérogènes dont elle est composée, la dislocation si je puis m'exprimer ainsi de toutes ses parties, ont influé d'une manière si directe sur sa situation, qu'il ne m'a pas été possible de connaître d'une manière même approximative sa véritable force, ni ses ressources...

Cette armée, composée depuis Besançon jusqu'à Landau de plus de 50.000 hommes, sans y comprendre l'armée de Custine, ni les renforts qui lui ont été envoyés, est formée de 5 bataillons, 2 escadrons et quelques dépôts seulement de troupes de ligne, de 4 escadrons de gendarmerie et d'un grand nombre de bataillons de garde nationale... Les troupes d'artillerie sont extrêmement faibles en comparaison d'une armée aussi nombreuse ; il ne reste que très peu de chevaux pour son service et l'on peut assurer que cette armée, dans l'état où elle est actuellement, quelque nombreuse qu'elle soit, est absolument hors d'état de se mettre en campagne, par manque de cavalerie et d'artillerie disponibles. »

Cependant, « les ordres sont donnés (2), pour que les 36 bataillons dont vous avez ordonné la réunion, se mettent en marche et je vous envoie les divers états et le tableau qui vous en feront connaître la force et le mouvement...

Le général Biron part demain pour Mayence, afin de se concerter avec le général Custine sur la marche des opérations militaires. Il a pris avant son départ, toutes les mesures qu'il a jugées nécessaires pour attaquer Kehl à son retour et il a donné des ordres en conséquence. Il voit de grandes difficultés, non dans cette expédition ; mais pour conserver la conquête quand elle sera faite. »

Biron avant son départ, confirme au ministre l'exécution de ses ordres (3) et le rassemblement des deux corps de 18 bataillons chacun, dont l'un doit joindre immédiatement le général Custine et l'autre rester à ses ordres, s'il n'en dispose autrement. Il a fait en outre tous les préparatifs nécessaires à l'attaque de Kehl ; mais il renouvelle sa demande de remplacement à la tête « de ce qu'on appelait précédemment l'armée du Rhin » (4).

Il ne peut en effet se déterminer à servir sous les ordres de Custine et conserve une vive rancune de l'humiliation qu'il

1. Carnot Feulins à Pache, 24 novembre.

2. *Ibid.*, 27 novembre.

3. Biron à Pache, 27 novembre.

4. *Ibid.*, 30 novembre.

estime que Pache lui a fait subir en voulant l'y soumettre. La lettre suivante, écrite à l'un des membres du conseil exécutif, en est la meilleure preuve. « L'exécution des ordres du ministre de la guerre (1), met le département du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg et le département du Haut-Rhin dans un danger si grand et si probable, citoyen ministre, que j'ai cru devoir vous en parler encore et confier mes craintes très fondées à votre patriotisme, avant de les adresser directement au comité de l'extraordinaire de la Convention nationale, afin d'éviter, s'il se peut, une publicité dont je sens les inconvénients, cependant préférables au risque de perdre l'Alsace.

Je ne connais pas le citoyen Pache, j'ai bien envie assurément de ne douter ni de ses vertus, ni de ses talents, ni de son patriotisme; mais lorsque je vois des mesures évidemment dangereuses, prises par le ministre, pour ainsi dire élevé par le maréchal de Castries, lorsque j'apprends que ce ministre donne toute sa confiance et des opérations les plus importantes de son administration à diriger à M. du Falga, officier du génie suspendu à Wissembourg au mois d'août dernier par les commissaires de l'assemblée nationale, pour avoir fait une déclaration par laquelle il refuse de reconnaître l'autorité de l'assemblée nationale et se considère attaché au roi par son serment, je ne puis m'empêcher de concevoir beaucoup d'inquiétudes, de vous le confier exclusivement et je ne pourrai m'empêcher de le confier à la Convention nationale, si je n'étais pas rassuré par vous, citoyen ministre, dont j'aime à estimer le patriotisme. »

Satisfait d'avoir ainsi exhalé sa rancune, Biron rejoint Custine à Mayence pour assister à la prise de Francfort. Il regagne presque aussitôt Strasbourg.

Custine est inquiet. Il craint que l'électeur palatin livre Mannheim à l'ennemi, ce qui le couperait de l'Alsace (2). Aussi, invite-t-il Biron à diriger d'urgence sur Mannheim le premier corps de 12.000 hommes qu'il vient de constituer. Comme il est probable que le Palatin cédera sans combat et repliera le pont de Mannheim, Custine désormais tranquille, pourra mettre dans de bons quartiers d'hiver et faire reposer une partie de ses troupes et avec l'autre, viendra appuyer l'attaque du pont de Kehl.

Tandis que Biron termine ses préparatifs, le ministre qui laisse toujours la plus grande latitude à ses subordonnés pour combiner leurs plans, lui écrit : « Carnot arrivé hier au soir, m'a rendu compte ce matin de la situation de votre

1. Biron à l'un des membres du conseil exécutif, 28 novembre.

2. Biron à Pache, 8 décembre.

armée (1), et des dispositions que vous avez faites pour rassembler les troupes disponibles. J'espère que vos idées et celles de Custine sur la manière de les employer ne seront pas différentes et que vous en particulier, général, concurrenzerez de tout votre pouvoir à ce qu'elles le soient de la manière la plus utile.

Carnot m'a rendu compte de votre opinion sur l'expédition de Kehl. Je ne l'ai crue possible que d'après votre opinion, celle de Custine... je ne puis à cet égard avoir une opinion différente de celle des militaires qui sont sur les lieux ou qui les connaissent. Je m'en rapporte à ce dont vous serez convenu avec Custine... »

Mais avant d'entreprendre cette expédition, Custine veut, nous le savons, régler d'abord la question de Mannheim. Il négocie activement avec l'Electeur, qui exige pour remettre sa ville aux mains des Français, un simulacre d'attaque, avec menace de bombardement (2).

C'est à Biron que va incomber le soin de cette démonstration. Il se portera avec 5.000 hommes par Haguenau, Wissembourg, Landau sur Spire, pour y faire jonction avec le général Meunier, détaché de l'armée des Vosges avec un corps de troupes sensiblement égal, dont il prendra le commandement. Il fera appel en cas de besoin à un détachement de 4.000 hommes tenu en réserve (3).

Pache approuve cette décision et promet à Biron des renforts qui élèveront son armée à 85.000 hommes (4) ; puis brusquement, ayant sans doute eu vent des menées sourdes de Biron contre lui, il profite du rappel d'Anselme, commandant l'armée d'Italie, pour proposer et faire accepter par le conseil exécutif son remplacement par Biron. Il a d'autant plus facilement gain de cause, qu'il peut présenter à l'appui de sa proposition la demande de rappel de Biron lui-même.

« Les circonstances, général, lui écrit ensuite le ministre (5), ayant déterminé le conseil exécutif à suspendre le général Anselme, vous avez été choisi comme commandant en chef de l'armée de la République sur le Var. Je vous prie de vous rendre à ce nouveau poste dès qu'il vous sera possible.

C'est le général Desprez Crassier (6) qui vous remplace dans

1. Pache à Biron, 4 décembre.

2. Custine à Biron, 10 décembre.

3. Biron à Custine, 11 et 13 décembre et à Pache, 11 décembre.

4. Pache à Biron, 15 décembre.

5. *Ibid.*, 16 décembre.

6. Desprez Crassier avait été affecté à l'armée du Rhin le 26 novembre et placé à la tête de la 5^e division militaire à Strasbourg (Desprez Crassier à Biron, 26 novembre ; et Pache à Desprez Crassier, 15 décembre).

l'armée du Rhin. Avant de la quitter, vous laisserez à l'officier général le plus ancien, tous les papiers qui concernent le commandement, avec ordre de les remettre à Desprez Crassier.

J'envoie par le courrier de ce jour, ordre au général Anselme de vous remettre le commandement de l'armée d'Italie, ainsi que les papiers qui vous sont nécessaires. Vous commanderez aussi les troupes comprises dans la 8^e division.

Le traitement de général en chef vous est conservé, quoiqu'Anselme n'en ait jamais joui. »

Biron accepte sans récriminer. « Je reçois dans l'instant l'ordre que vous me donnez d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie. Toutes les manières de servir la République me conviendront, tant que mon service sera jugé utile (1). »

Il part le 25 décembre pour Paris, où il compte séjourner avant de rejoindre son nouveau poste.

C. — *Les armées de Savoie et d'Italie.*

1. A la suite de sa deuxième négociation avec Genève, Montesquiou est destitué. Le ministre ne peut réussir à le faire arrêter. Dornac commande par intérim et jusqu'à l'arrivée de Kellermann l'armée, qui reprend son ancien nom d'armée des Alpes.

Le conseil exécutif, sur le point de destituer Montesquiou, avait décidé cependant de surseoir à cette mesure, jusqu'au rapport de son commissaire Genest, envoyé pour surveiller la négociation avec Genève.

Avant d'avoir reçu aucune communication de ce dernier (2), il est saisi par Montesquiou d'un nouveau projet de convention. « Après en avoir discuté les différents articles (3), les trouvant conformes aux droits et intérêts de la République française, (le conseil) arrête... que le ministre des affaires étrangères présentera ce traité à la Convention nationale pour en obtenir ratification ».

Lebrun soumet le lendemain ce projet à l'assemblée (4). Aussi-

1. Biron à Pache, 20 décembre.

2. Le rapport de Genest parviendra beaucoup plus tard ; Genest ne part en effet de Genève que le 8 novembre après avoir promis à Montesquiou de lui faire rendre justice. « Si les ministres lui déclare-t-il, si le comité diplomatique ne reconnaissent pas ce qu'ils doivent à l'homme qui a prévenu une grande injustice et assuré l'importante neutralité Helvétique, j'irai à la barre de la Convention, j'y dirai ce que j'ai vu et du moins, l'intrigue qui vous attaque sera dévoilée à la France entière ». *Correspondance de Montesquiou*, p. 317.

3. Séance du conseil exécutif du 7 novembre, Aulard, I, 227.

4. Le 21 novembre, Brissot fera accepter par l'assemblée le projet du 2 novembre. *Moniteur*, XIV, 531. Le 2 décembre, Lebrun pourra écrire à Pache « je m'empresse de vous annoncer, mon cher collègue, que l'affaire

tôt, Cambon l'interrompt pour dénoncer comme frauduleux les marchés de l'armée du Midi et parle de mettre Montesquiou en accusation, sans conclure toutefois formellement dans ce sens.

Barbaroux reprend la proposition à son propre compte ; Louvet, Lacroix, Barère l'appuient. On décide que les comités de sûreté générale et de la guerre réunis, feront le lendemain un rapport sur la conduite du général (1).

Rovère en est chargé par ses collègues. Il présente à la séance du 9 un violent réquisitoire contre Montesquiou : « Cet homme a comme Lafayette quitté son armée pour venir à la barre de l'assemblée Législative faire des pétitions et exagérer les forces du roi de Sardaigne. Armé du droit de réquisition, il a réduit les armées de la liberté à l'inaction.

Lorsqu'il n'avait aucun ennemi à combattre, il a refusé d'envoyer des renforts au camp de Châlons et à l'armée des Ardennes. Il aurait pu entrer en Savoie le 1^{er} août et il n'y est entré que le 23 septembre ; il a dilapidé les finances de l'Etat dans des marchés frauduleux ; enfin, par deux conventions, celle du 22 octobre comme celle du 2 novembre, qui ne valent pas mieux l'une que l'autre, il a livré les patriotes Genevois au despotisme militaire de l'aristocratie. » Il conclut en proposant la mise en accusation.

Dubois Crancé, qui avait montré précédemment une attitude bienveillante envers Montesquiou, est sommé de dire ce qu'il pense de lui. Il n'hésite pas à déclarer qu'il a toujours eu des soupçons sur sa conduite... « Nous avons cru qu'il pouvait être dangereux de publier ces soupçons, lorsque nous n'avions encore que des preuves morales. Aujourd'hui, nous avons des preuves matérielles, nous nous en référons au décret d'accusation qui est proposé » (2).

Quelques membres sont encore entendus ; puis la Convention ferme la discussion et porte le décret d'accusation.

Le même jour, le conseil exécutif charge Pache de le mettre à exécution. Le ministre confie à Lefebvre d'Arles le soin de s'assurer de la personne du général (3).

Malgré toute sa diligence, celui-ci arrive à Carouge quand Montesquiou, déjà prévenu de sa disgrâce, vient de prendre la fuite. Il échappe à ses poursuivants et se réfugie en Suisse (4).

Lefebvre d'Arles remet alors au lieutenant général Dornac,

de Genève est enfin totalement terminée, que les Suisses partent et que nous pouvons compter sur la tranquillité de ce côté ». A. G.

1. Extrait du procès verbal de la Convention, III, 93 et Ternaux, V, 33. *Moniteur*, XIV, 423.

2. Colonel Jung, *Dubois Crancé*, I, 274.

3. Séance du conseil exécutif du 9 novembre. A. N. AF II, I.

4. Lefebvre d'Arles à Pache, 13 novembre, A. G.

une commission du ministre l'investissant du commandement par intérim de l'armée de Savoie. « Le décret d'accusation porté contre le général Montesquiou, déclare Pache (1), vous place en ce moment, citoyen, à la tête de l'armée de Savoie, qu'il a reçu précédemment ordre de mettre en état d'agir au premier ordre, soit contre Genève seulement, soit contre Genève et les cantons dont la république aurait à se plaindre.

Le général Montesquiou a reçu les ordres de se mettre en état de bombarder Genève, de faire approcher même l'artillerie de siège enfin de préparer les moyens de passer le Rhône et d'entrer dans le pays de Vaud. Suivez ces instructions avec zèle et une activité qui répondront dignement aux sentiments qui doivent animer les officiers de la République...

Rendez-moi compte le plus tôt possible de vos idées sur la conduite des opérations et des connaissances que vous aurez acquises sur la nature du pays... au reste, citoyen, vous n'avez point à suivre les négociations dont le général Montesquiou a pu être chargé et vous devez consacrer tous vos moments aux soins qu'exige la conduite d'une armée ».

Dornac affirme sa bonne volonté (2). Il regrette de n'avoir pu coopérer à l'arrestation de Montesquiou (3) et va déployer tout son zèle à établir la situation exacte des troupes. Il complète à cet effet les renseignements déjà fournis par son prédécesseur (4) et donne un aperçu des besoins en habillement et matériel de toute sorte qu'il est nécessaire de lui procurer sans délai.

Deux jours plus tard, son chef d'état major, Saint-Rémy, envoie au ministre de la guerre un mémoire sur l'armée de Savoie, dont il indique la répartition et un plan général de défense des Alpes. Il présente également un projet d'attaque de Genève par le front Saint-Gervais, en opérant une diversion dans le pays du Porrentruy etc... (5).

En réponse, Pache adresse copie du décret du 18 novembre

1. Pache à Dornac, 10 novembre, A. G.

2. Dornac à Pache, 13 novembre.

3. *Ibid.*, 16 novembre.

4. Montesquiou à Pache, 11 novembre. Montesquiou à la veille de sa fuite rendait compte à Pache que les troupes qui se trouvent en Savoie et dans les 2 départements sous ses ordres comprennent: 14 bataillons dans les places et 40 de campagne, constituant 10 brigades d'infanterie (7 régiments de ligne, 4 bataillons d'infanterie légère, 36 de volontaires dont plusieurs à peine formés, 4 de grenadiers de la garde nationale) 5 régiments de cavalerie légère, 2 de dragons, 1 de chasseurs à cheval, la légion Allobroge et 9 compagnies franches. Il lui faut pour les encadrer 23 officiers généraux et il n'en a que 15.

5. *Mémoire* sur les objets demandés par le ministre de la guerre au général de l'armée des Alpes, 18 novembre

qui vient d'être rendu en faveur de Genève, ratifiant la convention conclue le 2 novembre par Montesquiou avec cette ville. Dornac n'a plus dès lors qu'à prendre ses quartiers d'hiver et à faire respecter l'exécution des traités (1).

Le 26 novembre (2), le commandement de l'armée de Savoie est donné à Kellermann, qui doit se conformer (3) aux instructions précédemment données à Dornac : élaborer un plan d'opérations pour la campagne prochaine (4) et profiter des quartiers d'hiver pour rétablir la discipline dans les troupes (5).

En fait, Kellermann n'arrive en Savoie que le 25 décembre. Son armée a repris le nom d'armée des Alpes depuis le 5 décembre, à la suite des décrets des 27 et 29 novembre réunissant la Savoie à la France.

2. Anselme remercie Pache de sa promotion au commandement indépendant de l'armée d'Italie, projets sur la Sardaigne et l'Italie ; demande de renforts. Envoi de commissaires à l'armée du Var. Rappel d'Anselme.

Le ministre avait obtenu le 1^{er} novembre, par arrêté du conseil exécutif, la création d'une armée d'Italie (ou du Var), indépendante de Montesquiou (6), formée de l'aile droite de l'armée des Alpes.

Le commandement en est confié au général d'Anselme, sans qu'il ait toutefois le titre ou les prérogatives d'un général d'armée. Ses troupes occupent toujours le comté de Nice et les départements des Bouches du Rhône et du Var (7).

Anselme remercie le ministre de la guerre de sa promotion (8) : « j'ai reçu votre dépêche... j'aurai l'honneur de vous adresser incessamment l'état de la situation sous tous les rapports de l'armée qui m'a été confiée... Agréez mes sincères remerciements de la bienveillance dont vous daignez m'honorer, en m'assurant de votre appui et des moyens que vous êtes disposé à m'accorder pour faire triompher le nom de la République ».

Il informe également Paoli, commandant la 23^e division militaire à Bastia, de la distinction dont il est honoré (9). De

1. Pache à Dornac, 23 et 29 novembre.

2. Séance du conseil exécutif du 26 novembre, Aulard, I, 270.

3. Pache à Kellermann, 27 et 29 novembre.

4. Pache à Kellermann, 2 décembre.

5. *Ibid.*, 7 décembre.

6. Arrêté du conseil exécutif du 31 octobre, Aulard, I, 314.

7. *Correspondance* armée du Midi, 1^{er} novembre.

8. Anselme à Pache, 8 novembre.

9. Danselme à Paoli, 8 novembre.

concert avec lui et le commissaire, de l'exécutif Aréna, envoyé par Pache à cet effet, il prépare une expédition contre la Sardaigne. Il lui faut bientôt, faute de ressources, y renoncer au moins provisoirement. L'armée est en effet dans le plus extrême dénuement (1) et l'on signale par ailleurs, l'arrivée d'importants renforts Autrichiens accourus au secours des Piémontais. Le général propose de se borner à pourvoir ses troupes de ce qui leur manque et de profiter des quartiers d'hiver pour les discipliner.

Pache ne partage pas cet avis (2) et n'entend pas renoncer à l'expédition de Sardaigne précédemment résolue. Le général se concertera avec les autorités de Marseille et de Toulon, pour obtenir les moyens de l'exécuter et fournir au contre amiral Truguet les forces nécessaires. Il aurait déjà dû sans différer, s'emparer de Savone.

Danselme se déclare hors d'état de la faire (3) et se plaint de ce que l'esprit d'intrigue et de parti mette obstacle à tous ses projets.

Le général fait allusion aux dénonciations dont il a été l'objet de la part des habitants de Nice, dénonciations qui viennent de provoquer l'envoi de trois commissaires de la Convention à l'armée du Var (4), pour enquêter sur ses actes (5).

Ceux-ci, circonvenus par les ennemis du général, le dénoncent à l'assemblée et recueillent de nouvelles charges contre lui (6). Dans ces conditions, le ministre se décide à prononcer son rappel (7) et fait accepter par ses collègues de le remplacer par Biron (8).

Danselme quitte le 25 l'armée d'Italie, qu'il laisse provisoirement au maréchal de camp Brunet (9). Il est peu après décrété d'accusation, sur le rapport des commissaires à l'armée du Var (10).

1. Danselme à Pache, 9 novembre.

2. Pache à Danselme, 25 novembre.

3. Danselme à Pache, 8 décembre.

4. Lasource, Goupilleau de Fontenay, Collot d'Herbois.

5. Voir à ce sujet la séance du comité de la guerre du 15 novembre A. N. R 91, AF II, 14 ; et celle de la Convention du 18 novembre, Aulard, I, 247, *Moniteur*, XIV, 509.

6. Notamment le 13 décembre, lettre d'un habitant de Nice à la Convention (A. G.) où il est dit que Danselme a fait commettre des horreurs à Sospello et que sans les commissaires de la Convention, les habitants de Nice n'existeraient plus.

7. Pache à Danselme, 16 décembre, A. G. Il lui donne ordre de se rendre sur le champ à Paris et de laisser le commandement de l'armée au plus ancien officier général.

8. *Correspondance armée d'Italie*, A. G.

9. Arrêté du conseil exécutif provisoire du 16 décembre, Aulard, I, 336.

10. Séance du 14 février 1793 à la Convention, Aulard, I, 248, *Moniteur*, XV, 451.

d) *L'armée des Pyrénées*. — Etat de l'armée des Pyrénées. Rôle des commissaires à Bayonne et Perpignan. Leur dissentiment avec Pache. Correspondance de ce dernier avec Lacuée et Chaderlos de Laclos. Préparation insuffisante.

L'armée des Pyrénées « n'existe encore pour ainsi dire que dans le décret qui ordonne qu'elle sera formée et, son organisation est à peine commencée » écrit le 18 novembre Chaderlos de Laclos à Pache (1).

« Le général Servan qui doit la commander, poursuit-il, n'est pas ici. Il me mande en date du 13 de ce mois, qu'il est obligé d'attendre à Lyon des ordres ultérieurs du pouvoir exécutif... Cependant, les officiers généraux et ceux d'état major n'ont reçu d'autre ordre que celui de se rendre à Toulouse pour y recevoir ceux du général Servan. De ces officiers, le lieutenant général Dubouquet et moi, sommes seuls rendus à destination...

Nous n'avons aucune connaissance officielle, ni des divisions militaires que comprend l'armée, ni des troupes qui existent dans ces divisions, ni des emplacements qu'elles y occupent et par conséquent, aucune relation avec elles.

J'avais ouï dire à Paris, que l'armée comprenait les 9^e, 11^e, et 20^e divisions militaires. Depuis, le général Servan m'a fait passer un tableau, non officiel à la vérité, des troupes qui devaient composer l'armée au 1^{er} décembre et il n'y est plus question de la 9^e division.

...Vous sentirez facilement, qu'il est impossible de travailler sur des bases aussi incertaines... il ne peut pas même être question d'un ordre de bataille de l'armée. Je m'en tiendrai pour le moment à vous envoyer copie des ordres donnés la veille, non à l'armée; mais à la faible garnison de la ville de Toulouse... »

Une lettre que Servan envoie à Pache de Condérieux (par Vienne), où il est en congé (2), vient confirmer d'une manière significative les dires de son chef d'état major : « l'attachement dont vous m'avez donné des preuves dans mon premier ministère, l'intérêt sincère que vous avez paru prendre à moi, m'avaient laissé croire que vous voudriez bien me continuer encore l'un et l'autre; et lorsque vous fûtes nommé ministre, j'en félicitai la chose publique et moi. »

Cependant, n'ayant pas eu l'avantage de pouvoir causer avec vous avant mon départ, n'ayant reçu aucune lettre de votre part et ne voulant vous fatiguer de moi en aucune manière, pas

1. Chaderlos de Laclos à Pache, 18 novembre.

2. Servan à Pache, 22 novembre.

même par rapport aux objets relatifs à la mission dont je suis chargé... j'avais pris le parti de m'adresser plusieurs fois au citoyen Meusnier, qui m'avait promis à mon départ d'accueillir avec indulgence et de s'occuper auprès de vous de ce qui pourrait intéresser la chose publique... Une infinité de causes ont concouru jusqu'à présent à m'empêcher de me rendre à Toulouse ; ma santé pour laquelle j'avais prié la Convention nationale et le citoyen ministre Lebrun de me permettre de venir respirer quelques jours l'air natal, un voyage en Suisse, Savoie et Genève pour y connaître l'esprit public et y régler avec le général Montesquiou les objets relatifs à l'affaire des Genevois... »

Il est maintenant indispensable, poursuit-il, de savoir à bref délai quelles divisions militaires doivent dépendre de son commandement. Il faudrait qu'Anselme reçoive ordre de diriger sur son armée en formation celles de ses troupes déjà désignées à cet effet, que 48 pièces tirées des arsenaux de Lyon soient également expédiées sur Toulouse, ainsi que les matières premières destinées à la fonte de nouveaux canons.

Une fois ces ressources à pied d'œuvre, l'armée des Pyrénées commencera à prendre quelque consistance et sera bientôt prête à entrer en campagne.

Pache a déjà fait le nécessaire, avant que cette demande lui parvienne et il annonce à Servan que des éléments prélevés sur l'armée du Var sont en route pour rejoindre et qu'il y a lieu d'inviter les généraux Laclos et Dubouquet à se porter l'un à Perpignan l'autre à Bayonne, pour diriger leur marche sur ces deux villes et les faire cantonner dans leurs environs (1).

Pendant ce temps, les commissaires à Bayonne et Perpignan poursuivent sans relâche (2), l'œuvre d'organisation qu'ils ont entreprise au début d'octobre. Ils adressent des réquisitions aux corps administratifs voisins de la frontière d'Espagne, pour procéder aux levées, habillement et équipement de bataillons volontaires ; à l'adjudant général Lacuée pour modifier l'emplacement des différents corps de troupes de l'armée des Pyrénées ; au ministre de la guerre même, pour réclamer 4 millions de livres sur les 28 alloués par la Convention pour la levée. Ils passent enfin des marchés pour la fourniture d'effets d'habillement, de campement, de couchage, de métaux destinés à la fonte des canons, de blé et de fourrage pour la nourriture des troupes et des chevaux.

Mais ayant accordé aux soldats cantonnés dans les diverses

1. Pache à Servan, 23 novembre.

2. Sur le rôle de ces commissaires à l'armée des Pyrénées, voir 1) *Correspondance* de Carnot par Charavay, I, 186. Paris, Imprimerie nationale.

localités de la frontière une haute paye de deux sols par jour, la Convention suspend le 15 novembre ce dernier arrêté et rend un décret interdisant à ses commissaires d'ordonner aucune dépense (1).

Du même coup, les pouvoirs de Carnot et de ses collègues sont considérablement diminués et ils ne peuvent plus faciliter à Lacuée la tâche qu'ils poursuivaient de concert. Ils interprètent d'ailleurs cette mesure de la Convention comme un blâme de leur conduite et annoncent leur retour (2).

Le comité de correspondance calme leur légitime indignation (3) ; mais à partir du 22 novembre, l'œuvre des commissaires est singulièrement réduite par le décret précité. Lacuée n'est pas le dernier à le déplorer et s'en plaint au ministre (4) : « vous serez sans doute aussi peiné que je le suis, de la résolution qu'ont prise les commissaires de la Convention de ne point aller jusqu'à Perpignan, avant d'avoir reçu de nouveaux ordres. Ils ont fait tant de sages opérations, ils ont tellement donné d'activité à la machine qu'ils ont créée, que nous aurions pu espérer avoir avant trois mois une armée organisée. Je sais bien qu'il aurait pu y avoir quelques doubles emplois ; mais on ne peut guère pécher en ce genre dans un pays où sous le rapport militaire, tout est à créer. Il en aurait sans doute coûté quelque argent de plus à la Nation ; mais doit-on pousser le calcul à l'extrême, lorsque l'on veut conquérir et conserver la liberté ? Il y a trois jours, j'aurais parié que l'armée des Pyrénées serait la mieux en état de faire la guerre quant au matériel. Aujourd'hui, je ne puis soutenir la même opinion.

Vous n'êtes pas vous, citoyen, investi de toute l'autorité nécessaire, votre attention est nécessairement absorbée par d'autres intérêts et, ce qui est bien plus important, vous ne voyez pas par vos yeux et vous êtes très loin. Eux pouvaient tout ; ils faisaient de cette armée leur affaire principale, ils voyaient tout et décidaient à propos ; car ils voyaient et connaissaient les localités. Je vous engage donc, citoyen ministre, au nom du bien public que vous aimez, de faire vos efforts afin que la Convention déclare par un décret, qu'elle n'a point entendu comprendre les commissaires de l'armée des Pyrénées dans la prohibition qu'elle a fait de tirer des ordonnances ou plutôt, d'ordonner des dépenses, cette exception me paraît d'autant plus naturelle, que ces citoyens sont venus non pour inspecter ; mais pour créer.

1. Les commissaires à Bayonne à la Convention, 22 novembre, Aulard, I, 256.

2. Charavay, *op. cit.*, 266.

3. 29 novembre, comité de correspondance, A. N., D. X. 4, 48, n° 98.

4. Lacuée à Pache, 22 novembre.

J'espère, citoyen ministre, que vous verrez dans ma prière le désir que j'ai comme Français de pouvoir obliger l'Espagne à se décider à reconnaître notre indépendance... »

Pache répond (1) : « je m'efforcerai, citoyen, de subvenir aux moyens que vous pensiez propres à former promptement l'armée du Midi et dont vous regrettez la suspension momentanée. Entrez dans de grands détails avec moi et je secondrai les vues du général Servan en vous mettant à portée d'exécuter ses ordres.

Je ne puis écrire à la Convention pour l'engager à modifier le décret qu'elle a rendu sur les commissaires qu'elle a chargé de ses pouvoirs. »

Le ministre fait en même temps connaître à Chaderlos de Laclos qu'il estime indispensable de séparer son armée en deux corps distincts (2).

Mais ce dernier fait des réserves « avec la franchise d'un homme libre » (3). Il vaudrait mieux, pense-t-il, ne pas changer sans mûre réflexion la position centrale de Toulouse, choisie par Servan comme point de rassemblement des troupes. D'ailleurs, cette question ne présente que peu d'intérêt, puisqu'il « n'existe encore, officiellement parlant (4), des troupes composant l'armée des Pyrénées, qu'une compagnie de chasseurs de Paris et une compagnie d'artillerie de ligne... Il suit de cet exposé que quant à la partie militaire, l'armée est encore dans un dénuement absolu, sans troupes et sans munitions de guerre.

Quant à la partie administrative... vous verrez que nous ne sommes guère mieux pourvus.

Et cependant, c'est dans trois mois que cette armée peut et doit commencer ses opérations. Il est de mon devoir de vous rappeler souvent l'état de pénurie et de non organisation où nous sommes ».

Le surlendemain, le même Laclos écrit aux commissaires de la Convention à Bayonne pour leur déclarer qu'au point de vue administratif, tout reste encore à faire ; qu'au point de vue militaire, la situation n'est guère meilleure et que dans ces conditions, l'armée est réduite à la plus complète inaction (5).

Ces renseignements décident Carnot, déjà fort mal disposé envers Pache, à écrire à la Convention (6) la lettre la plus sévère

1. Pache à Lacuée, 28 novembre.

2. Pache à Chad rlos de Laclos, 23 novembre.

3. Chad rlos de Laclos à Pache, 29 novembre.

4. *Ibid.*, 1^{er} décembre.

5. Chaderlos de La los aux commissaires de la Convention, 3 décembre, A. G.

6. Carnot aux membres de la Conv ntion Nationale, 4 décembre, A. G.

qu'elle ait encore reçu contre le ministre : « je vous envoie chers collègues, diverses pièces qui prouvent évidemment ou la malveillance du ministre de la guerre, ou son impéritie absolue ou enfin qu'on ne veut pas d'armée des Pyrénées. Je pourrais vous en envoyer beaucoup d'autres, qui prouvent ou son ignorance ou son mépris profond pour les lois dont l'exécution lui est confiée ; je me borne quant à présent, à vous faire part de celles qui mettent à couvert la responsabilité morale des commissaires de la Convention, et je lui annonce cet envoi ».

Pendant que Carnot dénonce ainsi le ministre à ses collègues, Lacuée, de Toulouse, renouvelle instamment ses demandes : « nous n'avons que 4 bataillons de ligne (1), un très petit nombre de bataillons de volontaires organisés et 3 dépôts de cavalerie. J'ajouterai avec le maréchal de camp Laclos, que soit que nous restions en paix avec l'Espagne, soit que la guerre se déclare, il est cependant de l'intérêt de la République que nous ayons ici au printemps une armée de 40.000 hommes disponibles et cela est de toute impossibilité si, dans le plus court délai, nous ne recevons pas des fonds abondants, des ordres précis et si par les moyens que dans votre sagesse vous trouverez les meilleurs, vous ne fournissiez pas les moyens de lever sans recourir à vous, les difficultés sans cesse renaissantes que présente la création d'une armée placée à 200 lieues de la ville où réside le ministre de la guerre... »

Et le même jour : « la suspension du droit qu'avaient les commissaires d'ordonner les paiements, le besoin de ratification pour tous les marchés des commissaires des guerres, tout cela et mille autres petites observations dont je vous évite l'ennuyeuse énumération, me prouvent que votre intention n'est point que cette armée puisse agir et cependant vous ordonnez qu'elle soit préparée de manière qu'elle puisse agir.

Pressés d'un côté par vos lettres, de l'autre retenus par le manque d'ordres et de fonds, notre position est véritablement pénible : si la Convention vient à déclarer la guerre, vos lettres vous justifieront et nous serons ici taxés d'impéritie, peut-être de mauvaise volonté, peut-être de scélératesse. »

Dans un conseil de guerre tenu par le général Servan, quand il prend effectivement le commandement de l'armée des Pyrénées, Lacuée renouvelle ses précédentes critiques contre le décret du 15 novembre qui a privé les commissaires de leur pouvoir et les a empêchés de continuer leur rôle si utile (2). « Après avoir

1. Lacuée à Pache, 4 décembre.

2. Conseil de guerre de l'armée des Pyrénées du 15 décembre, A. G.

exposé la situation actuelle de l'armée, il a parlé de ses besoins, du nombre de troupes qu'il faudrait, des fonds et approvisionnements de toutes espèces qui leur seraient nécessaires ; il a attribué au décret du 15 novembre, qui a mis obstacle au zèle des commissaires de la Convention, le dénuement dans lequel se trouve cette armée. »

Le conseil conclut à la nécessité de demander au ministre de porter l'effectif des troupes à 60.000 hommes au moins.

Mais Pache ne croit guère à la possibilité d'une guerre avec l'Espagne (1). Il estime préférable de consacrer les ressources encore bien insuffisantes de la République, aux théâtres actifs d'opérations, où le besoin s'en fait sentir d'une manière impérieuse. Il est donc amené à négliger une armée en formation, destinée à une guerre hypothétique et dont l'intérêt, si elle se produit, ne sera jamais que secondaire.

Si nous pouvons douter à cet égard du témoignage de Carnot nécessairement partial envers celui qu'il considère déjà comme un ennemi, de ceux de Lacuée, de Laclos, de Servan, trop intéressés à obtenir un maximum de ressources et enclins de ce fait à exagérer la situation, la lettre suivante de Merlin de Douai, que l'on ne peut suspecter de parti pris, vient les corroborer d'une manière saisissante : « le vif intérêt (2) que m'a inspiré pour vous une profonde estime de vos vertus, m'oblige de vous faire part de ce qu'on m'écrit sur votre compte de l'armée des Pyrénées en date du 1^{er} de ce mois : « j'ai quitté l'excellent général Servan ce matin, il se rend au poste de Toulouse, il m'a encore répété que le ministre de la guerre était à lui faire la première réponse à 5 lettres importantes qu'il lui a écrites. Il n'y a pas une pièce de canon dans cette armée, il n'y a pas le commencement d'un magasin et l'on veut nous aventurer. »

Voilà ce que m'écrit un homme bien zélé pour la chose publique. Je dois ajouter qu'il n'est pas le premier qui se soit plaint à moi de l'excessive lenteur de votre correspondance : on accuse hautement quelques chefs de bureaux d'aimer plus leurs plaisirs que le travail. Je ne sais si cette accusation est fondée ; mais j'ai cru devoir vous la déferer. Averti des plaintes qui s'élèvent, vous serez à même d'y faire droit, si elles sont justes. » (3)

1. Pache à Servan et à Lacuée, 5 décembre.

2. Merlin de Douai à Pache, 16 décembre ; A. Sée, *op. cit.*, 21.

3. Voir dans Charavay, *Correspondance générale de Carnot*, I, 289, le rapport de Lacuée à Carnot du 12 décembre sur les besoins de l'armée des Pyrénées.

CHAPITRE V

LE DIRECTOIRE DES ACHATS

(6 novembre - janvier 1793)

1. *Concussions dans les fournitures pour les armées.* — Scandales résultant des marchés de fournitures. Propositions faites le 5 novembre à la Convention nationale contre les fournisseurs. Dénonciations de Cambon. Affaire Vincent, enquête des commissaires à Lyon. Etendue du mal.
2. *Premières opérations du Directoire des Achats.* — Etablissement du directoire. Pache laisse néanmoins l'ancienne administration continuer les achats les plus urgents. Le directoire envoie ses agents aux armées.
3. *Le dissentiment Pache-Dumouriez au sujet des fournitures.*
 - I. Genèse de l'affaire.
 - II. Séance du 22 novembre à la Convention.
 - III. Mission de Ronsin et Huguenin.
 - IV. Envoi des commissaires du législatif en Belgique.
 - V. Séances des 1^{er} et 5 décembre à la Convention.
 - VI. Enquête des comités de la guerre et des finances.
 - VII. Enquête des commissaires à l'armée de Belgique.
 - VIII. Mission de Camus à Paris : décrets du 13 décembre.
4. *Le dissentiment Pache-Carnot.* — Plaintes des commissaires à Perpignan ; dénonciations de Carnot à la Convention. Séance du 10 décembre. Hostilité de Carnot contre Pache.
5. *Echec de Ronsin en Belgique.* — Nouvelles plaintes de Dumouriez ; insuffisance des agents du directoire ; leurs opérations au début de janvier ; retour de Ronsin.
6. *Généralisation des plaintes provoquées par le Directoire des Achats.* — Plaintes de Custine, de Beurnonville contre le ministre et le directoire. Nouvelles attaques de Dumouriez, des commissaires à l'armée Belgique et de Carnot. La seule voix des commissaires à l'armée du Rhin s'élève pour la défense de Pache.
7. *Faillite du Directoire des Achats.* — Défense du directoire des achats, il est décrété d'accusation.

I. — CONCUSSIONS DANS LES FOURNITURES POUR LES ARMÉES.

Scandales résultant des marchés de fournitures. Propositions faites le 5 novembre à la Convention nationale contre les fournisseurs. Dénonciations de Cambon. Affaire Vincent, enquête des commissaires à Lyon. Etendue du mal.

Nous avons déjà vu quelle méfiance inspirait au ministre de la guerre, lors de son arrivée au pouvoir, le système en vigueur

pour l'approvisionnement des troupes et comment il avait été amené à le remplacer par un directoire des achats, chargé de centraliser la fourniture des subsistances nécessaires aux armées.

Cette méfiance n'est que trop fondée. Nos troupes traînent en effet derrière elles une foule d'hommes spéculant sur le désordre, employés civils ou militaires, moins pressés de remplir un devoir envers la République, qu'attentifs à servir leurs propres intérêts.

C'est à eux qu'appartient le soin des approvisionnements de toute sorte, des contributions de guerre, la vente des riches mobiliers abandonnés par les nobles fuyant la révolution, la taxe des abbayes et celle des couvents.

Cette occasion splendide à attiré l'attention de tous les chercheurs de fortune, on se presse pour prendre part à ce riche festin ; on y accourt de toutes parts, on s'y introduit par toutes les voies. Le gaspillage devient tel que le scandale éclate et la Convention doit s'occuper d'un mal qui menace de ruiner les finances et la considération de la République (1).

Le 5 novembre (2), un commissaire envoyé par l'assemblée examiner les magasins de Saint-Denis, dénonce les fournisseurs Tavernier et Garderet.

Alors Lacroix : « je demande que les troupes puissent refuser les fournitures qui leur sont envoyées et pour cela, je demande que le conseil exécutif envoie au conseil d'administration de chacune des armées un échantillon des fournitures, pour que ce conseil examine si les objets sont bons ».

Sergent : « je demande que la Convention rende une loi réprimante contre le fournisseur infâme qui se sera ainsi enrichi aux dépens des défenseurs, et je demanderai peut-être contre eux la peine de mort ».

L'assemblée passe à l'ordre du jour.

Le 8, Cambon signale des marchés frauduleux passés par Vincent, commissaire ordonnateur de l'armée du Midi. Ces marchés sont cassés et Vincent cité à la barre (3).

Désormais, l'attention du ministre de la guerre et des comités de la Convention, ainsi sollicitée par l'affaire du sieur Vincent, se porte sur ses pareils et l'on trouve que ses pareils sont en grand nombre.

Les dénonciations arrivent en foule et presque à chaque séance. Les décrets d'accusation ne sont pas épargnés.

1. Buchez et Roux, *op. cit.*, XXII, p. 341.

2. Séance du 5 novembre à la Convention Nationale, *Moniteur*, XIV, 390 ;

3. Séance du 8 novembre. *Moniteur*, XIV, 422.

Parmi les nombreux individus qui sont flétris en cette circonstance, se trouve un certain Caron-Beaumarchais, reconnu coupable dans une fourniture de 65.000 fusils à laquelle il a pris part (1).

Le sieur Vincent, dénoncé par Cambon pour avoir passé des marchés frauduleux avec un nommé Benjamin Jacob, munitionnaire de la viande à l'armée du Midi, est traduit le 18 novembre à la barre de la Convention(2).

Le président l'interroge : « avez-vous été autorisé par le ministre de la guerre à passer ces marchés ? — Non, et en cela j'ai obéi au décret du 14 octobre dernier, qui nous ordonne d'agir à la réquisition des commandants d'armée ; c'est donc sous la simple autorisation du général Montesquiou, signée par les commissaires de l'assemblée Législative, que j'ai passé tous ces marchés... »

La Convention n'est pas satisfaite et consigne le citoyen Vincent à sa disposition.

Le 20 novembre, l'assemblée reçoit un rapport de ses trois commissaires à Lyon (3) : « quelque pénible qu'il soit (4) de retrouver toutes les ramifications des friponneries dont nous apercevons la masse, nous nous y livrerons avec zèle si vous l'ordonnez.

Ce n'est pas seulement l'exécution des marchés qu'il faut surveiller ; ce sont les marchés eux-mêmes qu'il faut revoir. Il en est qui sont pour l'état onéreux jusqu'à l'excès, celui des charrettes par exemple, qui coûte par mois, d'après le sieur Vast lui-même, de 12 à 1.400.000 livres. C'est ainsi que la république est indignement trahie par des fonctionnaires publics prévaricateurs, qui, si nous étions crus, devraient être confondus avec les conspirateurs de l'état et punis comme tels...

Nous oserons vous le dire, afin d'exciter votre surveillance et votre sévérité : l'ancien régime à cet égard l'entendait mieux que nous, les abus étaient moins forts et les dilapidateurs moins audacieux.

Nous avons découvert et nous avons la preuve, que dans chaque marché, chaque fourniture, la hiérarchie militaire ne présente qu'une échelle de crimes : fournisseur général, fournisseur en second, visiteur, garde magasin, commissaire ordonnateur, état major général, tous prévariquent, tous volent, tous s'enrichissent ; le malheureux soldat souffre seul, se plaint, n'est pas écouté et

1. Buchez et Roux, tome 20, p. 367, *Moniteur* XIV, 592, 28 novembre.

2. Séance du 18 novembre, *Moniteur*, XIV, 511.

3. Boissy d'Anglas, Alquier, Vitet ont été envoyés à Lyon le 23 septembre pour y rétablir l'ordre. Ils n'ont pas hésité à empiéter sur leurs pouvoirs pour contrôler les fraudes de fournitures à l'armée du Midi.

4. Aulard, 1, 245.

la Nation paye les prévaricateurs et est presque toujours injuste envers celui qui a mérité le plus.

Voilà le tableau de votre état militaire, pour la partie des approvisionnements, voilà quelle est la situation de vos soldats».

Dans ces conditions, la Convention n'hésite pas à décréter Vincent d'accusation (1), ainsi que tous les individus dénoncés par ses commissaires.

Pache adresse le même jour à l'assemblée des souliers, des bas, des chemises qui lui ont été renvoyés par des généraux et des commissaires comme défectueux. La fraude déclare-t-il, s'exerce en grand dans les magasins et l'on appose de faux cachets sur les fournitures (2).

Les plaintes ne parviennent pas seulement de l'armée du Midi, elles sont générales. Il y a là une situation des plus graves.

II. — PREMIÈRES OPÉRATIONS DU DIRECTOIRE DES ACHATS.

Etablissement du directoire. Pache laisse néanmoins l'ancienne administration continuer les achats les plus urgents. Le directoire envoie ses agents aux armées.

Pache pour améliorer cette situation, estime devoir centraliser les achats aux mains d'un directoire qu'il institue d'accord avec ses collègues de la marine et de l'intérieur le 6 novembre. Les agents de l'administration des vivres reçoivent ordre de cesser leurs achats (3).

Le 10 novembre, des délégués de la trésorerie se présentent aux bureaux de l'administration et saisissent sa caisse, en vertu d'un décret du 19 septembre, n'autorisant que le maintien d'une seule caisse pour le service des vivres. «Pache est désormais assuré de l'exécution de ses ordres ; il a un garant bien plus infailible que l'obéissance de l'administration ; elle est sans fonds.»

Mais l'administration ayant encore un service journalier de distribution et de transport à payer, fait des observations et présente au ministre que l'interdiction absolue de faire des achats qui lui est signifiée, risque d'exposer les troupes à manquer au moins partiellement de subsistances « parce que le mouvement qui venait d'être imprimé aux approvisionnements avait dégarni

1. Vincent fut traduit devant le tribunal criminel du Rhône et Loire avec Benjamin Jacob et Etienne Delaunay commissaire des guerres. Ils furent acquittés (fin 1793) Aulard, 1, 243.

2. Séance du 20 novembre 1792, *Moniteur*, 14, p. 530.

3. Précis sur l'administration des subsistances sous le ministère du citoyen Pache, 22 thermidor an III, Adrien Sée, *op. cit.*, p. 52 à 69.

tous les points de l'intérieur et même ceux des lignes... pour les porter où le besoin était pressant, et qu'on ne pouvait remédier à ce mal qu'en achetant les produits disponibles d'une récolte à peine rentrée.»

Dans ces conditions, le ministre autorise l'administration à continuer les achats urgents, pour assurer le service jusqu'au 31 décembre, date où le directoire en sera définitivement chargé. Mais les préposés des subsistances ne devant plus désormais recevoir aucun fonds, Pache décide que les ressources nécessaires à la continuation de leur service seront ordonnancées par lui sur les états de distribution de l'administration. Ces états de distribution une fois remis à la trésorerie, les fonds seront expédiés dans les caisses des payeurs de la guerre ou ils demeureront. Ils seront répartis sur le vu des pièces de dépense, revêtues des formalités d'usage et ordonnancées par les commissaires ordonnateurs.

Cette comptabilité compliquée sera appliquée jusqu'au 6 janvier 1793. A cette date, le ministre consent enfin à ce que les préposés reçoivent les fonds chez les payeurs.

Au milieu de novembre, le directoire des achats, bien que ses opérations ne doivent commencer qu'au 1^{er} janvier, envoie ses agents sur le Rhin et en Belgique (1) : les deux frères Théodore et Baruch Cerfberr font des achats, l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Rhin (2) ; Simon Pick va se mettre aux ordres de Dumouriez ; Moselmann et Carpentier à Bruxelles et Ostende achètent 60.000 ravières de froment, 40.000 de seigle et 72.000 boisseaux d'avoine (3). Pache ordonne aux diverses armées de faciliter leurs opérations (4).

1. Chuquet, *Révolution*, IV, 150.

2. Pache aux administrateurs des subsistances militaires, 6 décembre, A. N., D. VI, 2.

3. *Correspondance*, Pache-Dumouriez.

4. Pache à Dumouriez et Pache à Custine, 16 novembre 1792. Il annonce dans ses lettres l'organisation du directoire des achats « Les ministres de l'intérieur, marine, guerre, contrariés sans cesse dans l'achat des subsistances qui leur sont nécessaires par la différence des principes de leurs préposés, viennent enfin de se réunir et ont formé un comité composé de Cousin, Bidermann et Max Berr, spécialement chargés de tous les achats des subsistances nécessaires à la République.

Il résulte de cette réunion, de ce concert dans les opérations, que les armées seront bien plus certainement et bien plus sûrement approvisionnées et tous les achats étant dirigés par une même volonté et par un même principe, l'ensemble en sera infiniment plus économique pour la République.

Il est inutile de vous faire observer, général, qu'autant il est avantageux que l'achat de subsistances soit dirigé par un seul comité, autant il pourrait être nuisible à l'état que ses opérations fussent dérangées par des ordres d'achats pour approvisionnements donnés par tout autre que par ce comité... »

La lettre suivante de Pache à Custine (décembre 1792. A. G.) paraît

Les chefs du directoire, Bidermann et Max Berr commencent à exercer un véritable monopole. Pache déclare hautement qu'ils achètent pour consommer, non pour revendre, qu'ils rendent compte de clerc à maître et que tout commerce leur est interdit. Mais Dumouriez qui les connaît depuis longtemps (1), estime que le ministre va livrer la Belgique « aux accapareurs et aux avides spéculateurs ». Nous verrons bientôt que les commissaires envoyés par la Convention en Belgique seront du même avis.

Bidermann et Max Berr, ne pouvaient être de simples directeurs, uniquement préoccupés d'acheter aux plus bas prix. Ces manieurs et gagneurs d'argent, doués comme disait Camus d'une intelligence peu commune pour la spéculation, étaient incapables de se contenter d'un salaire limité. Aussi, les fournisseurs dont ils présentent les factures sont-ils le plus souvent de simples hommes de paille. Ils devront avouer le 12 décembre au comité de la guerre, avoir fait vendre des grains sur les marchés pour obtenir une baisse de prix. Ils spéculeront de même à la hausse : dès le 10 décembre, Perlave d'Ostende, ayant réflé argent comptant tous les blés des Flandres, faisait croître en deux jours de 2 florins le prix de la rasière de froment (2).

Aussi, les administrateurs des subsistances n'hésiteront-ils pas à déclarer plus tard (3) : « le directoire, malgré ses nombreux commissaires et le pompeux étalage des ordres qu'il avait donnés, n'avait presque encore fait opérer aucune rentrée un mois après son installation. On avait conquis la Belgique; ce pays fertile

être une circulaire adressée à chaque armée. « Pour assurer général la subsistance de l'armée que vous commandez, ainsi que le succès des opérations militaires qui vous sont confiées, je vous préviens que le directoire général des achats pour les subsistances de la République, dont je vous ai annoncé l'établissement, a chargé Théodore Cerf Berr du soin des approvisionnements sur toute la rive droite du Rhin depuis Bâle et dans le Palatinat ; et Baruch Cerf Berr des achats qui doivent être faits sur toute la partie gauche du fleuve.

Comme il importe à la célérité du service des armées que ces régisseurs soient à proximité des lieux que vous occupez, il a été décidé : 1° qu'ils auront un logement pour eux et pour leurs commis, dans le lieu qu'ils indiqueront ; 2° une garde pour la sûreté de leur caisse ; 3° 6 rations de fourrage par jour.

Ces mesures dictées par la nécessité de séparer d'une manière précise les fonctions du général d'armée d'avec celles d'administrateur, remplissent l'objet pour lequel elles ont été prises et sur votre demande, les soldats de la République ne manqueront jamais de ce qu'ils ont droit d'attendre de sa sollicitude ».

1. Il avait refusé à Bidermann de lui confier les fonds secrets des affaires étrangères et ce dernier ne lui avait jamais pardonné. Masson, *Le département des affaires étrangères pendant la révolution*, 169.

2. *Correspondance*, 152, 180, 206, 207 et deuxième mémoire, au comité de défense générale.

3. Précis sur l'administration des subsistances sous le ministère du citoyen Pache, *op. cit.*

pouvait non seulement approvisionner abondamment les armées ; mais fournir de grands moyens d'importation. On avait offert des soumissions considérables que le directoire avait refusées ; il s'était réservé seul le droit d'achat dans cette partie, il avait même étendu cette réserve aux départements de l'Aisne, de la Somme, du Pas de Calais, malgré l'autorisation donnée à l'administration d'approvisionner jusqu'au 31 décembre...

Le résultat de ces opérations, fut comme on l'avait prévu, l'épuisement des départements frontières de la République. Pavarie de la plus grande partie des approvisionnements et la prise du reste sans qu'elle ait produit aucun secours à l'armée... »

Nous pouvons rapprocher de ce factum, une protestation des mêmes administrateurs, adressée sous forme de lettre à leurs préposés (1), vers le milieu de décembre 1792. Après les avoir remerciés de leur zèle et les avoir encouragés à le reporter sur la nouvelle administration, ils combattent « les calomnies qui les ont fait supprimer ».

« On avait dit au ministre de l'intérieur que nos préposés achetaient des grains à main armée, et ce ministre nous avait dénoncés à la Convention. Les preuves du mensonge ont été remises au ministre de la guerre.

Nous avons été dénoncés comme achetant des espèces en contravention aux lois ; le comité des finances nous avait écrit pour nous demander des explications à ce sujet. Cette lettre ne nous est jamais parvenue et le ministre de la guerre en répondant à la Convention, n'a pas fait usage du mémoire justificatif que nous lui avions remis, ce qui nous a forcé de publier notre correspondance avec lui.

Les fourrages ont été sur le point de manquer aux armées qui sont dans la Belgique ; on a dit que c'était notre faute. Nous avons répondu que le 6 novembre, le ministre de la guerre nous avait défendu tout achat, que le 10, il avait fait enlever nos caisses, que le 18, le directoire des achats nous avait écrit que les achats dans l'étranger le regardaient, et qu'enfin le 21, il nous avait écrit de ne faire aucun achat dans la Belgique, qu'il y avait pourvu.

Pour nous pousser à bout, on nous reprochait de n'avoir pas envoyé des fourrages des magasins de l'intérieur de la République, à la suite des armées, tandis que si nous avions adopté une mesure aussi extraordinaire, l'on nous aurait blâmé avec raison, de ruiner des pays déjà dévorés par le long séjour des chevaux

1. Les administrateurs généraux des subsistances militaires à leurs préposés, 17 décembre, A. G.

et de faire des frais énormes pour porter des fourrages à 40 lieues de distance et dans des lieux qui en abondent.

Un commis du ministre a osé dire publiquement que nous refusions d'aider des magasins des vivres, les approvisionnements de Paris. Le démenti a été d'autant plus facile à donner que la preuve du contraire était écrite de sa main et que la municipalité de Paris sait que les grains de notre service ont toujours été à sa disposition, puisque depuis vingt-cinq mois, elle doit à notre régie, 35.580 quintaux de froment...

On a voulu nous faire passer pour des fournisseurs nous enrichissant des calamités publiques, tandis que nous n'étions que des régisseurs administrant au profit et pour le compte de la nation ».

Il semble résulter des arguments invoqués par l'ancienne régie contre le directoire des achats, que l'idée de Pache heureuse en soi, considérée *in abstracto*, soit pratiquement irréalisable dans un moment si difficile ; mais il est hors de doute que Servan avait pourvu tant bien que mal aux premiers besoins des troupes, hâtivement et sans plan d'ensemble, que tous les moyens qu'il avait pu réunir à cet effet, avaient été consommés lors de l'invasion Prussienne et qu'il fallait maintenant fournir à l'équipement complet de forces toujours plus nombreuses (1).

Or, le nouveau système préconisé par Pache, ne se heurtait pas seulement à des difficultés techniques, toujours possibles à vaincre ; mais surtout à une mauvaise volonté caractérisée de la part d'administrateurs jaloux de conserver leurs prérogatives et peu disposés à céder à autrui des fonctions très rémunératrices.

Les obstacles deviennent bientôt tels que, dès le mois de décembre, Roland moins persévérant, renonce à lutter et retire « pour ce qui le concerne et pour les approvisionnements dont il est chargé... la commission qu'il avait donnée au directoire » (2).

Pache et Monge persévèrent malgré tout.

Mais le ministre de la guerre ne va pas seulement voir se dresser contre lui les administrateurs de la régie des vivres. Des généraux comme Dumouriez, des commissaires de la Convention comme Carnot, vont lui causer de plus graves difficultés.

La résistance acharnée qu'il rencontrera de leur part, finira par triompher et provoquera sa chute.

1. Thiers, *Révolution française*, 1, p. 383, etc.

2. Séance du conseil exécutif du 11 décembre 1792, *Recueil Aulard*, I, 316.

III. — LE DISSSENTIMENT PACHE-DUMOURIEZ AU SUJET DES FOURNITURES.

I. *Genèse de l'affaire.*

Dénouement de l'armée de Belgique. Réclamations de Dumouriez. Premières escarmouches avec Pache qui refuse de ratifier un marché du 1^{er} novembre; lettre de Dumouriez du 19 novembre.

Avant son départ pour l'armée, Pache qui venait d'arriver à Paris, avait promis à Dumouriez, un peu à la légère, la fourniture immédiate de 30.000 paires de souliers, de 25.000 couvertures, d'effets de campement pour 40.000 hommes et une somme de deux millions en numéraire pour assurer le prêt des soldats (1).

A la fin du mois d'octobre, Dumouriez n'a pas encore reçu la moitié des fournitures promises. Il presse le ministre de remplir ses engagements (2) : il se trouve sans le sou et a demandé deux millions en espèces; Malus son commissaire ordonnateur en chef manque d'effets de campement, couvertures, bidons, marmites, gamelles, souliers. Il est impossible de marcher de l'avant sans ces effets. Pour en hâter l'expédition, le ministre devrait se concerter avec d'Espagnac, chef de la régie des transports. « Faites moi arriver tout cela en poste et vous serez débarrassé de moi qui vous aime bien. »

Il se plaint aussi d'être à court de fourrages (3). L'embarras de transports et la pénurie de voitures sont tels, que sans l'activité de Malus, il manquerait souvent de foin et d'avoine (4).

Il appelle l'attention du ministre sur les obstacles qu'il rencontre dans les bureaux de la guerre, où l'on détruit ses marchés sans les remplacer (5); par exemple, « il a été passé par le citoyen Malus un marché de 20.000 sacs de farine avec Poulet et Fabre de Paris, avec l'autorisation de Servan votre prédécesseur. Ce marché est en pleine exécution : déjà on a les connaissements de 20.000, sacs qui doivent arriver incessamment. Or, les fournisseurs ayant été trouver Hassenfratz, il leur a déclaré « qu'il n'accepte pas un marché du citoyen Malus, à qui il enverra sa démission, en lui faisant part de la décision du ministre de la guerre ».

1. Ternaux, *op. cit.*, p. 4.

2. Dumouriez à Pache, 28 novembre, *Correspondance*, p. 47.

3. Dumouriez à Pache, 3 octobre, *Correspondance*, p. 37.

4. Malus a établi deux dépôts principaux à Arras et à Cambrai qui ont fourni jusqu'à présent.

5. Dumouriez à Pache, 25 octobre, *Correspondance*, 19.

Il est bien étonnant, ajoute Dumouriez, qu'un commis républicain prenne le ton tranchant d'un commis d'ancien régime. Je ne peux me passer ni de Malus, ni des marchés qu'il a conclus. »

Et plus loin: « peu m'importe de savoir si le marché est cher ou non, il est fait avec l'autorisation de Servan et parce que le besoin est urgent... Vous ne serez donc pas étonné que... je demande le maintien de ce marché et que j'envoie copie de ma lettre ainsi que du marché au comité militaire. »

La plus grande des économies dans une crise aussi grave que celle que nous traversons, est celle du temps et des hommes... aussi, toutes les fois que pour des besoins de première nécessité... je serai arrêté par la lésinerie ou par l'esprit méthodique des bureaux, je porterai hautement mes plaintes et je rejetterai les responsabilités sur ceux qui mettent obstacle aux opérations dont je suis chargé. »

En fait, Dumouriez écrit au comité militaire, qu'Hassenfratz ne peut rompre un marché autorisé par Servan, que les besoins sont urgents, qu'un autre sera nécessairement plus onéreux. Fabre et Poulet consentent d'ailleurs à fournir les 20.000 sacs en recevant seulement 2 % de commission, après avoir justifié des factures. Dans ces conditions, Pache cède et prend les 20.000 sacs (1).

Enhardi par ce succès, Dumouriez ordonne à Malus le 8 novembre, de passer à Mons avec Henri Simons, un des plus grands négociants de Bruxelles, deux marchés, l'un pour les fourrages, avoine, foin, paille à fournir pendant un mois (2); l'autre pour 25.000 sacs de farine au prix de facture avec commission de 2 %. Ce marché est, déclare-t-il, indispensable à la subsistance de l'armée (3). Le général donne en même temps ordre à Petitjean, commissaire ordonnateur en chef à l'armée du Nord et à tous les chefs d'administration, de passer des marchés d'urgence, pour assurer le service pendant deux mois (4).

Pache vient de signifier à Dumouriez que tous les marchés seront désormais passés par les soins du directoire des Achats (5), quand

1. *Correspondance*, 20, 24, 50.

2. 60.000 quintaux d'avoine, 120.000 de foin, 40.000 de paille, 1^{er} rapport des commissaires à l'armée de Belgique, p. 21.

3. *Correspondance*, 78, 79, 97, 99; premier rapport des commissaires, p. 46; notes de Lambert, A. N., D. II, 3 « la soumission de Simons peut seule assurer la subsistance de l'armée ».

4. *Mémoires de Dumouriez*, IV, chapitre 9.

5. Pache à Dumouriez, 11 novembre, *Correspondance*, 76. « Les ministres de l'intérieur, de la marine et de la guerre, contrariés sans cesse dans l'achat des subsistances qui leur sont nécessaires par la différence des principes de leurs préposés, viennent enfin de se réunir et ont formé un comité com-

il apprend cette nouvelle. Cette fois, il se fâche. « Doumerc (1), administrateur des vivres, me fait passer général, l'extrait d'une lettre de Payen, régisseur général des vivres de l'armée que vous commandez, dans laquelle il annonce que Malus, commissaire ordonnateur, vient de passer un marché considérable à Henri Simons, négociant de Dunkerque.

J'ai peine à croire que Malus se soit permis de passer un marché semblable, lorsqu'il sait que j'ai approvisionné de farine l'armée que vous commandez, de manière à assurer les subsistances pendant huit mois, lorsqu'il sait que j'ai refusé de ratifier un marché de farine onéreux qu'il a passé.

Comme Payen ne donne pas de preuves positives de l'existence du marché qu'il annonce, j'aime à croire qu'il n'a pas été passé et je le crois d'autant plus général, que je ne doute pas que s'il eut été passé avec votre autorisation, comme Payen l'annonce, vous ne vous soyez empressé de m'en faire part.

Je vous fais passer, général, copie d'un décret rendu par la Convention nationale sur un marché onéreux passé par Vincent, commissaire ordonnateur à l'armée du Midi, à Benjamin, approvisionneur de viande de l'armée. Je vous serais obligé de communiquer ce décret à Malus, afin qu'il en fasse part à tous les commissaires des guerres qui sont sous ses ordres... »

Persuadé que le commandant de l'armée de Belgique ne va pas accepter sans récriminations de se soumettre à ses ordres, il prévoit ses objections. « je m'empresse de vous envoyer (2) la note des commissions qui ont été données le 8 de ce mois par le directoire des achats : aux frères Moselmann à Bruxelles, d'acheter sur les marchés d'Ath, Namur, Malines et environs 60.000 raves de froment, 40.000 de seigle, 72.000 boisseaux d'avoine.

posé de Cousin, Bidrmann et Max Berr, spécialement chargé de tous les achats nécessaires à la République. Il résulte de cette réunion, de ce concert dans leurs opérations, que les armées seront bien plus certainement et bien plus sûrement approvisionnées et tous les achats étant dirigés par une même volonté, l'ensemble en sera infiniment plus économique pour la République.

Il est inutile de vous observer général, qu'autant il est avantageux que l'achat des subsistances soit dirigé par un seul comité, autant il serait désavantageux que ces opérations fussent dérangées par des ordres d'achats pour des approvisionnements donnés par tout autre que par le comité.

Afin que vous ayez la certitude que l'on s'occupe efficacement de l'approvisionnement de l'armée victorieuse que vous commandez, je vous envoie le républicain Pick, chargé par le comité de la direction des achats dans le pays occupé par votre armée. Je vous prie de vous concerter avec lui sur les moyens de pourvoir aux besoins imprévus et instantanés, dont vous ne pourriez me prévenir assez à temps, pour que je puisse sous ma responsabilité, donner les ordres nécessaires ».

1. Pache à Dumouriez, 11 novembre.

2. Pache à Dumouriez, 15 novembre.

A Perlan d'Ostende, d'acheter sur les marchés d'Alost, Gand, Audenarde et environs : *idem*.

J'estime que ces instructions doivent vous suffire pour éclairer votre marche et vous tranquilliser en même temps sur les approvisionnements les plus urgents de votre armée.

Je vous prie de tenir ces achats secrets, afin que celà n'influe en aucune manière sur les prix... »

Et il ajoute : « désirant que les troupes (1) reçoivent exactement et le plus promptement possible les marchandises destinées au remplacement de leur habillement et équipement, afin que nos braves frères d'armes qui soutiennent si dignement la gloire du nom Français, ne restent pas longtemps exposés à la rigueur de la saison dans laquelle nous entrons, il est nécessaire que je sois toujours au courant de leur position... »

La réponse de Dumouriez dépasse en violence tout ce que Pache attendait. Le général se plaint avec la plus grande véhémence (2), de voir le ministre désapprouver le marché du 8 novembre, passé sur son ordre exprès. « Je dois rétablir la vérité... je n'avais alors de votre part aucune fourniture et malgré mes demandes réitérées, les approvisionnements ne venaient pas.

Je ne connais pas l'art de faire la guerre sans faire vivre le soldat... et j'aime mieux en pareil cas prendre sur moi une disposition utile au succès de la république, que de laisser compromettre sa gloire et ses succès par la mauvaise volonté d'un commis ou par l'impéritie d'un fournisseur...

Je connais votre loyauté, votre patriotisme, je sais ce que la nation doit de confiance à vos talents et à votre activité ; mais je sais aussi que le ministre le plus pur et le plus zélé peut être abusé par des subalternes intrigants ou corrompus, et que vous aurez réfléchi qu'au moment qui devait décider du sort de la Belgique, et du succès de nos armées, les magasins étaient vides...

Il faut, au surplus, éviter pour l'avenir le double inconvénient dans lequel m'a jeté l'ancien ordre de choses à cet égard.. Je ne veux plus être exposé à manquer de vivres et de fourrages, parce qu'un commis mal intentionné vous aura fait un rapport infidèle, et je veux vous éviter le désagrément de me faire un reproche d'une opération nécessaire et avantageuse...

Je vous demande en conséquence formellement :

1^o de m'autoriser à passer seul, par le ministère du commissaire en chef Malus, tous les marchés nécessaires pour l'approvisionnement de toute espèce des armées de Belgique.

1. Pache à Dumouriez, 15 novembre, *Correspondance*, 92.

2. Dumouriez à Pache, 19 novembre, *Correspondance*, 97.

2^o de m'autoriser à passer pareillement les traités qui me paraîtraient les plus avantageux, pour assurer le service du numéraire indispensable pour la solde et les dépenses de l'armée ;

3^o de ratifier en conséquence le marché passé le 8 par Malus ;

4^o d'ordonner aux agents que vous possédez en Belgique de cesser toute réquisition de grains et de fourrages et à la trésorerie nationale de cesser tous versements de numéraire dans les caisses des armées de Belgique...

Je suis si mal approvisionné et vos ordres si mal exécutés, que sans le marché de Malus du 8 et sans les emprunts faits soit aux abbayes, soit aux particuliers, je serai absolument sans farine, sans fourrages et sans numéraire.

Ce n'est sans doute là, ni l'intention du conseil exécutif, ni la vôtre ; mais comme l'intention ne peut pas réparer les malheurs qu'entraîne une situation aussi désastreuse si elle se prolongeait, j'insiste de toute ma force pour que vous adoptiez et fassiez adopter mon plan au conseil exécutif et que vous m'adressiez sans perdre une minute, les ordres nécessaires pour l'exécuter. »

II. *Séance du 22 novembre à la Convention.* — Pache transmet la lettre du 19 novembre à la Convention. Grâce à l'appui de Cambon, il obtient gain de cause.

Au reçu de la lettre de Dumouriez, Pache s'indigne. Je reçois une lettre du général Dumouriez, écrit-il au président de la Convention, et il me paraît nécessaire que l'assemblée prenne connaissance de cette pièce ; car « une détermination qui remettrait des fonctions semblables à celles qui résulteraient des demandes du général Dumouriez, est au dessus des pouvoirs qui me sont confiés (1). »

En même temps que la lettre incriminée, Pache envoie à l'assemblée une série de pièces (2), qui doivent infirmer les déclarations du commandant de l'armée de Belgique.

1. Pache à la Convention, 22 novembre, *Correspondance*, 116. *Moniteur*, XIV, 549.

2. Notamment le relevé des états de situation des magasins militaires des départements du Nord, Pas-de-Calais, Ardennes, Aisne et Somme du 8 au 10 du mois, qui indique l'existence de 166.000 quintaux de froment, seigle, farine, quantité suffisante pour la nourriture d'une armée de 80.000 hommes pendant six mois et huit jours, et de 79 milliers de foin, 160 de paille, 54.000 sacs d'avoine. En outre, copie d'une lettre de Bidermann signalant les achats faits par le directoire dans le Brabant, s'élevant à 100.000 sacs de froment et de seigle, 40.000 d'avoine, 50 millions de foin, autant de paille, quantité suffisante pour la subsistance d'une armée de 80.000 hommes pendant neuf mois. Enfin, copie d'une déclaration de Pick, commissaire aux achats en Belgique, concernant le prix des foins, paille et avoine, portés au marché passé par Malus le 8 novembre avec Henri Simons, comparé avec la valeur réelle des mêmes denrées.

La lecture de ces documents produit en effet sur l'assemblée une impression profonde, que vient appuyer l'éloquence de Cambon (1), qui se fait sans hésiter l'avocat du ministre ; car il estime que Dumouriez est un fripon et ne voit dans tout régisseur qu'un aristocrate, dans tout entrepreneur qu'un coquin. Il veut donc dénoncer celui-là aussi impitoyablement que les autres.

Il déclare, avec toute l'autorité que lui donne son rôle de grand contrôleur des finances, que le commissaire ordonnateur de, l'armée de Belgique, Malus, celui de l'armée du Nord, Petitjean, et l'entrepreneur des charrois, d'Espagnac, ne méritent aucune confiance.

Malus a passé un marché pour des mulets qui doit rapporter chaque année 2.400 livres au fournisseur ; Petitjean a volé 35.000 livres ; d'Espagnac spéculé et aspire au poste d'ordonnateur général des finances. Dumouriez, conclut l'orateur, ne doit pas manier les deniers publics ; « plus un général a de prépondérance et de succès dans l'opinion, plus il doit être assujéti à des règles strictes... les marchés ne peuvent être passés que par les commissaires ordonnateurs, qui sont indépendants des généraux ; mais sont obligés à livrer à leur réquisition toutes les fournitures nécessaires à la subsistance des troupes. Ces commissaires et les payeurs, doivent être nommés par le ministre de la guerre. »

Il faut, ajoute Cambon, que les commissaires ordonnateurs restent sous la surveillance du ministre et que l'emploi du numéraire soit contrôlé par la trésorerie nationale.

Ces propositions sont acceptées et les trois commissaires ordonnateurs précités, sont décrétés d'accusation et cités à la barre.

Pache triomphe sur toute la ligne. Il ne va pas perdre un instant pour assurer ses avantages.

III. *Mission de Ronsin et de Huguenin.* — Pache envoie Ronsin comme ordonnateur en chef de l'armée de Belgique, en remplacement de Malus et lui adjoint Huguenin. Arrestation des trois commissaires, cités à la barre de la Convention.

Aussitôt le décret du 22 novembre rendu, le ministre de la justice, Garat, le porte en ces termes à la connaissance de son collègue de la guerre (2) : « je vous adresse, citoyen, une expédition en forme du décret de ce jour, portant que les citoyens Malus, Petitjean et d'Espagnac, ci-devant abbé, seront mis en état d'arrestation, pour être traduits à la barre de la Convention. Je viens d'en adresser une expédition au département de Paris, en

1. Séance du 22 novembre, *Moniteur*, XIV, 549.

2. Garat à Pache, 22 novembre,

lui recommandant de donner les ordres les plus précis pour son exécution... »

Pache sait déjà quel parti tirer de la situation. Il a jeté les yeux sur un certain Ronsin, ancien soldat au régiment d'Aunis, capitaine de la garde nationale parisienne (1), littérateur médiocre (2), précédemment chargé de plusieurs missions d'une certaine importance par le pouvoir exécutif (3).

Ce Ronsin a sollicité de lui une place de commissaire des guerres (4). Le ministre estime ses titres suffisants pour lui confier la lourde charge de remplacer Malus, et la délicate mission d'arrêter les trois commissaires. Il croit cependant nécessaire de lui adjoindre Huguenin, ancien chef de la Commune insurrectionnelle du 10 août, actuellement en mission avec Carnot Feulins à l'armée de la Moselle (5).

Il écrit donc à Ronsin (6) : « je vous envoie, citoyen, le décret rendu contre Malus, d'Espagnac et Petitjean, avec le pouvoir (7)

1. Archives administratives de la Guerre, dossier Ronsin.

2. Il est l'auteur de plusieurs pièces ou brochures : *La fête de la liberté*, jouée sur le théâtre de la rue de Richelieu, le 12 juillet 1790 ; *La ligue des fanatiques et des tyrans*, 1791 ; *Arétaphile ou la révolution de Cyrène*, tragédie en 5 actes, 1792 ; *Oraison funèbre de nos frères d'armes morts en la journée du 10 août*.

3. 29 août 1792 : accélérer la levée de 30.000 hommes dans les 16 départements voisins de la capitale, surveiller les corps administratifs et établir les principes de la liberté et de l'égalité.

12 septembre : se concerter avec Labourdonnaye, pour faciliter l'organisation de bataillons de piquiers et l'évacuation du camp de Soissons ; après en avoir tiré pour l'armée de Dumouriez, 2 compagnies de grenadiers et de chasseurs par bataillon.

26 septembre : assurer le maintien de l'ordre, de la police, de la discipline, de la subordination parmi les bataillons de volontaires nationaux et les compagnies franches cantonnées, en garnison ou campés dans les départements de l'Oise, de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord. (Archives administratives guerre, dossier Ronsin.)

4. Ronsin à Pache, 2 novembre.

Après avoir rappelé dans sa lettre ses services, Ronsin ajoute que « sa correspondance avec le ministre de la guerre, le général en chef, les commissaires députés de la Convention à l'armée du Nord et avec les corps administratifs, atteste la célérité et le succès de ses opérations. L'offre que le citoyen Pache lui a faite d'une place de commissaire des guerres, l'a d'autant plus flatté, qu'il la regarde comme une occasion de se dévouer tout entier à la défense des intérêts de la République.

Ses relations avec les commissaires ordonnateurs l'ayant mis à portée de connaître et la mauvaise foi et l'incivisme de la plupart d'entre eux et persuadé que l'intention du ministre est de n'accorder de pareils emplois qu'à des hommes d'une probité sévère et d'un patriotisme éprouvé, le citoyen Ronsin espère que le citoyen Pache n'hésitera pas à lui confier une place de commissaire ordonnateur des guerres ».

5. Cf. *La mission de Carnot Feulins aux armées de la Moselle et du Rhin* par H. Libermann, thèse complémentaire.

6. Pache à Ronsin, 22 novembre.

7. « Nous, Pache, ministre de la guerre, en vertu du décret de la Convention nationale rendu ce jour, dont copie ci-jointe, portant que les citoyens Malus, Petitjean, d'Espagnac ci-devant abbé, seront mis en état

qui vous constitue commissaire à l'effet d'en poursuivre l'exécution à l'égard de Malus et d'Espagnac, le général Bourdonnaye étant chargé de ce qui concerne Petitjean.

Je vous envoie ci-joint le paquet que vous devez remettre au général Dumouriez, ou à son défaut, à tout autre commandant pour le même objet.

C'est à vous, à prendre les mesures les plus certaines, pour l'exécution du décret dont il s'agit. Vous êtes entièrement libre à cet égard, ainsi que sur le moment où vous jugerez convenable de remettre le paquet ci-joint.

Comme d'après les avis que j'ai reçu, il serait possible que d'Espagnac fut déjà parti et en route pour Paris, j'envoie le citoyen Huguenin muni d'un pouvoir semblable au vôtre, à l'effet de le faire arrêter en route.

Vous voudrez bien dans ce cas, faire partir un courrier sur le champ au devant du citoyen Huguenin pour l'avertir : je l'attends encore en ce moment et je ne sais pas précisément comment il voyagera ; mais je pense que ce sera en voiture.

Je vous envoie le brevet de commissaire ordonnateur en chef de l'armée et compte sur le zèle avec lequel vous en remplirez les fonctions. »

Ronsin est porteur d'une lettre à l'adresse de Dumouriez. « Je n'ai que le temps général (1), de vous marquer que le décret rendu contre le commissaire ordonnateur en chef Malus exigeant qu'il soit remplacé, le conseil exécutif a fait choix pour cet effet du citoyen Ronsin.

L'ordre pour mettre en état d'arrestation les citoyens Malus et d'Espagnac, vous sera présenté par le citoyen Ronsin, nommé commissaire à l'effet de faire toute réquisition nécessaire pour l'exécution du décret. »

Le lendemain, le ministre écrit directement au commandant de l'armée de Belgique, pour le mettre au courant des événements (2) : « je vous ai mandé hier, général, que je soumettais à la Convention les propositions administratives que vous m'avez

d'arrestation pour être traduits à la barre de la Convention. Il est ordonné au général commandant en chef l'armée de Belgique, à tout officier général commandant de troupes et à tous autres officiers militaires de prêter main forte à la réquisition qui leur sera faite par les citoyens Ronsin et Huguenin, commissaires nommés par nous à cet effet, soit ensemble, soit séparément, pour faire mettre en état d'arrestation, remettre à la disposition des susdits commissaires et faire conduire à Paris sous bonne et sûre garde, les citoyens Malus et d'Espagnac, le tout conformément aux pouvoirs que nous avons expédiés à chacun des susdits commissaires ». (22 novembre, *Correspondance*, 143).

1. Pache à Dumouriez, *Correspondance*, 145.

2. *Ibid.*, 23 novembre, 114.

faites par votre lettre du 19. Je vous envoie copie de la lettre que j'ai écrite au président de la Convention nationale en lui adressant la vôtre ; vous y trouverez des détails propres à vous tranquilliser sur vos subsistances.

Je ne vous parlerai plus des mesures que vous m'avez demandées et qui passaient mes pouvoirs. La détermination qu'a prise la Convention nationale en rendant le décret dont je vous ai adressé l'expédition par le citoyen Ronsin, me prescrit de prendre d'autres moyens pour subvenir aux besoins de l'armée que vous commandez. J'ai fait part de vos observations au comité d'achats et à la trésorerie nationale.

Comptez général sur ma surveillance, pour être exactement informé et pour écarter tout ce qui peut vous nuire. »

Pour dissiper davantage les appréhensions légitimes du général, il ajoute : « je veille toujours (1) à ce que les fournitures en effets d'habillement et d'équipement, dont l'armée qui est sous vos ordres peut avoir besoin, vous parviennent sans obstacles.

Je vous adresse le citoyen Huguenin, qui vous remettra cette lettre et qui est chargé de reconnaître la situation de chacun des corps de votre armée, l'étendue et la nature de ses besoins et de prendre les mesures pour y parvenir ; il a reçu les instructions nécessaires à ce sujet.

Je vous prie, général, de donner à ce citoyen les moyens nécessaires pour remplir l'objet de sa mission ; son patriotisme et ses talents le rendront digne de votre confiance. »

Cependant, Ronsin fait diligence et sitôt arrivé à Bruxelles, arrête Malus et d'Espagnac qui sont mis en route pour Paris sous la garde d'Huguenin et de Westermann (2), tandis que Labourdonnaye dépêche de son côté Petitjean sous bonne escorte.

Huguenin laisse les prisonniers à Erenne le Comte et retourne à l'armée, seconder Ronsin dans l'exécution de sa mission (3).

IV. *Envoi des commissaires du législatif en Belgique.* — Plaintes de Dumouriez : lettre du 25 novembre à la Convention. Séance du 28 ; renvoi de la lettre au comité de la guerre. Quatre commissaires de la Convention sont dirigés sur l'armée de Dumouriez. Réponse de Pache à ce dernier.

Dumouriez venait de s'efforcer de dissiper dans l'esprit de Pache les préventions que celui-ci lui avait marquées contre

1. Pache à Dumouriez, 24 novembre, *Correspondance*, 148.

2. Dumouriez déclarera le 29 novembre que ce n'est pas une preuve de confiance envers lui, que de faire accompagner par Huguenin Westermann, qu'il avait chargé de conduire les inculpés. *Correspondance*, 155.

3. Huguenin à Pache, 26 novembre. « Je vous annonce que j'ai reçu le

Malus et d'Espagnac (1), quand il apprend à son quartier général de Saint-Trond, par le commissaire Ronsin, les événements qui viennent de se dérouler à Paris.

Sous l'empire de la plus vive indignation, il se hâte de faire connaître à Pache ce qu'il pense de sa conduite (2) et l'avertit qu'il enverra désormais à l'assemblée duplicata des lettres qu'il lui adresse ; puis il écrit sur le champ à la Convention.

« Je dénonce un crime contre la loyauté française ; je demande qu'il soit réparé et puni (3). Ce crime est contenu dans une lettre que je joins à la mienne (4). Quand j'arrivai à Bruxelles, la caisse de l'armée ne contenait pas plus de 10.000 livres. La compagnie Masson et d'Espagnac m'a fait des avances dont j'avais grand besoin, et l'on fait mettre en état d'arrestation ceux qui sont si utiles !

On me peint comme entouré de fripons et d'intrigants : on déshonore sans les entendre des hommes qui ont sauvé l'armée !

J'ai lu dans le journal, la discussion qui s'est élevée à propos d'une lettre dans laquelle je demandais à être chargé seul de l'approvisionnement de l'armée ; oui j'ai fait cette demande et je la fais encore ; que Cambon qui a l'air de s'effrayer de l'influence d'un général victorieux me réponde.

Dans ma campagne contre les Prussiens, je n'avais pas fait cette demande ; c'est qu'alors il existait une régie. Je trouvais à la suite de l'armée tout ce qui était nécessaire aux soldats. Dans la Belgique, nous nous sommes trouvés sans magasins, sans payeurs, sans hôpitaux. Rappelez-vous ce mémoire que je présentai à l'assemblée nationale lorsque j'acceptai le ministère de la guerre.

courrier que vous m'avez dépêché, comme j'étais en chemin pour m'en retourner avec les citoyens Malus et d'Espagnac. Ils sont restés sous la garde de l'adjudant général de l'armée de Dumouriez. Ils arriveront à Paris mercredi matin. D'après les ordres que vous me donnez et les instructions, je repars sans différer. Je n'ai pas besoin de vous annoncer que l'activité, la célérité, s'ont mes deux compagnes de voyage. Je ne me permets pas de vous en écrire davantage. Ce sont des faits et non des paroles qu'il vous faut. Mais avant que de finir, vous me permettrez au moins de vous remercier de ce que vous ne m'épargnez pas dans les travaux honorables de la République. C'est le meilleure preuve que vous puissiez me donner que vous ne doutiez réellement de mon empressement et de mon désir de me sacrifier entièrement pour elle. En cela, je ne fais que suivre votre exemple. L'affermissement de son bonheur est la seule récompense que vous voyez pour toutes vos peines et fatigues. Permettez-moi d'en avoir le même désir ».

1. Dumouriez à Pache, 24 novembre, *Correspondance*, 131.

2. *Ibid.*, 24 novembre.

3. Dumouriez à la Convention, 25 novembre, *Moniteur*, XIV, 615.

4. A la lettre du général en est jointe une du fournisseur Masson qui annonce à Dumouriez que la trésorerie nationale ayant refusé d'acquitter et renvoyé à protêt une lettre de change qu'il avait tiré sur elle, aucune avance en espèces ne peut plus être faite à l'armée.

Ce mémoire fut très mal accueilli parce que je présentai des faits qui n'étaient pas agréables ; je reconnais aujourd'hui combien peu je m'étais trompé ; nous accablons nos amis de réquisitions, nous vivons au jour le jour ; et si le courage des Français n'était au dessus de tout, la campagne serait terminée depuis longtemps.

Pesez dans votre sagesse, les motifs de la demande que j'ai faite au ministre de la guerre et que je réitère aujourd'hui. Ce n'est qu'à ce prix que je conserverai un plan de campagne connu depuis longtemps. (Ce n'est pas contre d'Espagnac ; c'est contre moi qu'il faut instruire un procès, si c'est un crime que d'avoir passé des marchés, fait des emprunts nécessaires à la subsistance de l'armée. »

Après que le président de la Convention ait donné le 28 novembre lecture de cette lettre à l'assemblée, celle-ci décide de renvoyer la plainte de Dumouriez aux comités de la guerre et des finances réunis, qui seront chargés de faire un rapport sur cette question.

Les comités examinent l'affaire le jour même (1). Après une vive discussion, où la majorité blâme la conduite du général, que certains déclarent complice de Malus et d'Espagnac, l'on décide que Cambon demandera le lendemain à la Convention de décréter l'envoi d'une commission de trois membres pour enquêter sur place.

Le 30 novembre, avant que ce dernier prenne la parole, on lit une lettre de Westermann, qui vient d'arriver à Paris avec les inculpés, dans laquelle il se fait l'écho des plaintes de l'armée de Belgique. Dumouriez serait arrêté par les lenteurs des bureaux de la guerre (2), manquerait de numéraire et d'approvisionnements, serait réduit à faire des emprunts. Il est urgent de venir aux secours de nos soldats.

Cambon donne alors lecture du rapport dont l'ont chargé les comités ; puis l'assemblée décrète « qu'il sera nommé quatre commissaires pris dans son sein, pour se transporter à l'armée de Dumouriez prendre des renseignements et vérifier sur les lieux les faits dénoncés par lui, qui se trouvent en contradiction avec les réponses fournies par le ministre de la guerre et les commissaires de la trésorerie ; autorise à cet effet les dits commissaires à se faire présenter tous livres, états, registres, correspondances et à se faire ouvrir tous dépôts et magasins. Nomme commissaires Camus, Delacroix, Gossuin, Danton » (3).

1. Séance du comité de la guerre, 28 novembre, A, N., R, 92, AF II, 14.

2. Séance du 30 novembre, *Moniteur*, XIV, 621.

3. *Recueil* Aulard, I, 282.

Le même jour, Pache répond à Dumouriez pour réfuter les critiques qu'il adresse au directoire des achats. « Ce n'est pas à moi particulièrement (1), qu'il appartient de répondre aux observations sur cet établissement formé en commun par plusieurs ministres, pour éviter les mécontentements qui ont résulté jusqu'à présent de la division des moyens relatifs aux subsistances : je dirai cependant qu'en l'adoptant pour ce qui me concerne, il m'a paru qu'il n'est susceptible d'aucun autre inconvénient, qu'une régie particulière ne puisse donner lieu de craindre également et qu'une surveillance exacte ne puisse prévenir efficacement.

Comme ce directoire ne peut en aucun cas acheter que pour consommer et non pour revendre, qu'il doit compte de ses opérations, que tout commerce lui est interdit, je n'ai pas entendu les craintes d'accaparement et de monopole qu'il vous a fait naître.

J'observe au surplus, général, que c'est sous le rapport de l'aptitude à approvisionner l'armée sous vos ordres, que vous avez dû considérer le directoire dont il s'agit et qu'il m'est difficile de juger par vos notes si vous l'avez mis à portée de vous servir. Le républicain Pick, spécialement chargé de prendre vos ordres, y aurait-il manqué et vous aurait-il laissé ignorer les achats abondants faits par les soins de la commission qui l'a délégué ?

Dans ce cas, général, je voudrais qu'en me rendant compte, vous n'eussiez mis en état de joindre mes plaintes aux vôtres, contre les premiers actes de ce directoire.

J'observe enfin, général, que pour le moment, la subsistance de l'armée pourrait être encore regardée comme tout à fait indépendante de ce nouveau moyen d'achats, puisque par les approvisionnements faits antérieurement et d'après l'état des magasins mis à votre disposition, vous avez pour plus de six mois de blé, de farine et que le service se fait encore par l'ancienne compagnie des vivres dont vous ne vous êtes jamais plaint. »

V. *Séances des 1^{er} et 5 décembre à la Convention.* — Les trois accusés comparaissent à la barre le 1^{er} décembre. Nouvelles plaintes de Dumouriez ; la Gironde le soutient. Cambon et Marat font renvoyer les lettres du général aux comités chargés de l'enquête.

Malus, Petitjean, d'Espagnac, arrivés à Paris sous la garde de Westermann, comparaissent à la barre le 1^{er} décembre (2). Malus est interrogé sur plusieurs de ses marchés :

un du 11 septembre passé à Valenciennes avec un certain

1. Pache à Dumouriez, 30 novembre, *Correspondance*, 179.

2. Séance du 1^{er} décembre, *Moniteur*, XIV, 624.

Worms, pour fourniture de viande sur pied aux hôpitaux du Nord ; un du 14 octobre passé à Lille avec les citoyens Fabre et Paulée pour achat de farines,;

deux du 8 novembre, passés à Mons avec Simons, pour fourniture de foin, paille, avoine et farine.

Le commissaire ordonnateur prétend (1), que le premier était indispensable au ravitaillement des places du nord, que c'est grâce à lui que Lille, en particulier, a pu soutenir un siège ; que le second a été approuvé par le ministre, que les deux derniers se justifient par l'ordre qu'il avait reçu de Dumouriez et par les circonstances qui les rendaient urgents.

Puis d'Espagnac et Petitjean sont entendus à leur tour. La Convention surseoit provisoirement à toute décision à leur égard et ordonne à ses comités de la guerre et des finances réunis, d'enquêter sur leur culpabilité.

Tandis que les commissaires, étroitement surveillés, attendent à Paris leur jugement, Dumouriez qui ne peut admettre leur arrestation (2), s'élève contre le remplacement de Malus par Ronsin. Ce dernier, déclare-t-il, ne connaît rien à l'administration militaire et on l'envoie en Belgique, comme tant d'autres commissaires du pouvoir exécutif tout aussi incapables, dont Pache inonde le pays « je prierai un jour le conseil de vouloir m'expliquer quelles sont les fonctions de ces commissaires, que je ne vois créés par aucune loi. Ils infestent nos armées et j'en ai jusque six à la fois, sans que je susse ou qu'ils pussent m'expliquer leurs fonctions... » En attendant, il manque toujours des subsistances les plus indispensables.

Pache affirme qu'il a donné des ordres pour lui fournir le nécessaire (3). Le directoire des achats qui disposait d'approvisionnements suffisants, a délivré grains, farines et fourrages, selon les demandes « entre les mains de l'ancienne administration des vivres, qui fait encore le service de la distribution de la subsistance de l'armée que vous commandez. » Le directoire organise en outre deux magasins à Liège et à Ruremonde.

Si les quantités qui sont ainsi fournies n'étaient pas suffisantes, « écrivez et je les augmenterai de suite. Comme je dois m'occuper de tous les moyens d'assurer la subsistance des armées françaises, je demanderai huit nouveaux magasins, indépendamment des deux que vous désirez et cela dans les villes de Bruxelles, Gand, Ostende, Bruges, Tournay, Namur, Tirlemont et Louvain. Le

1. Défense du commissaire ordonnateur Malus devant la Convention, 11 décembre, A. G.

2. Dumouriez à Pache, 29 et 30 novembre, *Correspondance*, 155.

3. Pache à Dumouriez, 3 décembre, *Correspondance*, 197.

directoire rassemblera tous les approvisionnements nécessaires à l'armée victorieuse que vous commandez. »

Mais, « tant que je serai responsable (1), aucun marché ne peut être passé sans ma participation ; sans quoi, je ne veux pas en répondre. Toutes les fois qu'un commissaire des guerres ou tout autre agent de la république m'aura soumis les conditions d'un marché, je m'empresserai de l'accepter, si la fourniture est nécessaire et si toutes choses égales d'ailleurs, il n'est pas possible d'avoir des conditions plus avantageuses ; d'où il suit que Ronsin, ou tout autre, peut passer des marchés, pourvu toutefois qu'ils m'en soumettent les conditions, afin que je les autorise après les avoir bien examinées ».

Mais Dumouriez décidé à ne plus garder aucun ménagement envers le ministre, n'attend pas sa réponse pour l'attaquer à fond. Puisqu'on l'empêche, dit-il, de s'occuper de la subsistance de son armée (2), qu'on lui envoie dans ce but des Pick et des Moselmann, il ne peut plus répondre de rien. Il est sans pain, sans fourrage, sans argent. La situation devient inextricable, depuis qu'on a rompu les marchés qui devaient assurer la subsistance de l'armée jusqu'au 1^{er} janvier. « Ne soyez pas étonné, citoyen ministre, que pour établir la vérité de ma position et connaître l'imprévoyance ou la méchanceté de ceux qui me mettent dans tous ces embarras, j'adresse à la Convention copie de toutes les dépêches que je vous enverrai, jusqu'à ce que cet état de choses ait changé. Ne soyez pas étonné non plus, que je donne ma démission, si ce changement ne s'opère pas sous huit jours. »

Un double de cette dépêche est lu à la Convention le 5 décembre (3) et y provoque beaucoup d'émotion. L'assemblée se partage en deux camps. Les girondins soutiennent Dumouriez et demandent de citer Pache à la barre ; au contraire, Marat affirme sa foi dans le patriotisme du ministre et Carra accuse de vol les fournisseurs, les entrepreneurs, les commissaires des guerres.

Cambon fait observer que les dépenses pour les armées ont été pour les trois derniers mois de 198, 148, 122 millions et cependant tout manque ! « je ne sais qui croire, déclare-t-il, du ministre ou du général (4). »

Finalement, l'assemblée décide que Petitjean, Malus et d'Espagnac seront enfermés à l'Abbaye, que Pache se rendra séance tenante à la Convention pour répondre par écrit à la lettre qu'il

1. *Ibid.*, 200.

2. Dumouriez à Pache, 2 décembre, *Correspondance*, 183.

3. Séance du 5 décembre, *Moniteur*, XIV, 664.

4. Buchez et Roux, *op. cit.*, XXII, 341, 342. *Moniteur*, XIV, 664.

a reçu du général Dumouriez et affirmera « la certitude où il est de l'approvisionnement de l'armée de Belgique (1) ».

Or, le ministre en prévision de cette demande, avait préparé un mémoire résumant l'ensemble de la question, pour la soumettre aux comités chargés de l'enquête. C'est ce mémoire dont il va se servir pour répondre à l'assemblée (2). Nous allons le citer en entier.

a (3)

« Il a été envoyé trois sortes d'états :

« 1. Des états d'habillement, ceux-là sont consignés par l'administration de l'habillement qui doit en être responsable.

« 2. Des états de subsistances. Ceux-ci peuvent être divisés en deux parties :

« 1^o états de situation des magasins. Les états sont envoyés par l'administration des vivres à la tête de laquelle est Doumerc. Cette administration doit être responsable des états qu'elle envoie.

« 2^o Des achats faits dans la Belgique. Les achats sont communiqués par le comité des achats qui doit en être responsable.

« Demander au général les états qu'il argue de faux, afin que les prévaricateurs soient punis.

b

« Sans doute, aucun marché ne doit être définitif, que le ministre ne l'ait ratifié et c'est sur cette ratification que porte sa responsabilité. Quel est le marché proposé par Dumouriez ou ses commissaires, à l'égard duquel Dumouriez ait suivi ces principes ?

« Il ne m'a été proposé que deux marchés : celui de 20.000 sacs de farine tirés d'Angleterre, dont le prix était de 45 livres le quintal ; tandis que les mêmes farines ne cotaient que 30 livres.

« Ce marché a été converti en une commission à 2 %, que les soumissionnaires de Malus disent actuellement ne pouvoir remplir. Le deuxième est celui que Malus a passé à Henri Simons, dont le ministre a prévenu sur le champ la Convention nationale et pour lequel on faisait payer à la république française 2.400.000 livres ce qui ne lui a coûté que 1.200.000 livres.

1. Décret du 1^{er} décembre, XIV, 665.

2. *A contrario*, Chuquet prétend que Pache ne rendit aucun compte (IV, 154). Le document cité plus loin se trouve aux Archives de la guerre dans

le registre $\frac{2a}{1}$ I A.

3. Note sans date, décembre 1792.

c

« Le comité des achats n'est chargé que de l'achat des subsistances de la république. L'ancienne administration dirigée par Doumerc est toujours chargée de la distribution des armées.

d

« J'ai déferé à la Convention le marché dont parle Dumouriez et qui aurait fourni très chèrement une denrée que Pick, agent du comité des achats, était prêt à fournir à l'armée au meilleur marché.

e

« Si l'armée meurt de faim, c'est que Dumouriez et ses administrateurs n'ont pas fait avancer des magasins de la république les subsistances qui y sont ; c'est que l'on a écarté du général les agents qui y étaient envoyés pour lui offrir les subsistances achetées dans la république.

f

« D'abord, les marchés de souliers de Dumouriez ne m'ont pas été proposés et la Convention, d'après la lettre que je lui ai lue dernièrement, sait que j'ai donné des ordres pour acheter 400.000 paires de souliers à Liège et dans les environs.

« En second lieu, je ne reçois pas de souliers qui n'aient été vérifiés par des commissaires nommés par les sections ou par les municipalités, qui ne me les paient que 6 liv. 5 en assignats.

« Si l'on a envoyé de mauvais souliers, ils ont très certainement été remis avant mon administration.

g

« Lorsque je suis arrivé au ministère, il y a six semaines, il fallait habiller 400.000 hommes et il fallait aux armées 200.000 redingotes.

« J'ai été obligé de faire vider tous les magasins français et étrangers et d'employer toutes les étoffes de bonne qualité, sans égard à leur finesse, pour vêtir les défenseurs de la patrie.

h

« Si nous avions attendu que Dumouriez fut à Liège, les soldats qu'il commande auraient-ils actuellement une seule redingote ?

« J'en ai envoyé 65.000 aux armées de la Belgique. Au reste, Malus et Dumouriez ne m'ont proposé aucune mesure sur l'habillement, comme ils ne m'ont jamais envoyé les états du trésorier que je leur ai constamment demandés.

i

« Dumouriez qui vient de se plaindre de ce que je ne lui envoie rien, se plaint actuellement de ce que je lui envoie quelque chose.

k

« Quels sont les marchés proposés par Dumouriez qui prouvent cette assertion. Est-ce celui de Simons ? le seul qu'il ait proposé.

« Les agents que le comité des achats emploie dans la Belgique sont tous Belges et un seul, Simons, est Français, habitant Dunkerque.

l

« Dumouriez n'a jamais demandé que du numéraire et jamais d'assignats. Le marché de Henri Simons proposé par Dumouriez est en florins ; c'est-à-dire en numéraire et celui des souliers de Liège à 9 livres, 10 et 15 livres est en numéraire.

m

« On a toujours calculé un sac de 200 livres pour 6 hommes pendant un mois. Les extractions actuelles de son, diminuent de 30 livres la quantité. On donne 1/6 de pain de plus par homme, ce qui réduit le sac à la fourniture de plus de 4 hommes. Dumouriez se trompe du simple au quadruple.

n

« Le ministre n'est pas encore autorisé par la république à pourvoir à la subsistance des troupes Belges et Liégeoises ; elles ne sont pas encore levées et il aura le temps de subvenir à leurs besoins s'il en est chargé.

o

« Je n'ai jamais eu connaissance de ce plan, que Dumouriez général d'armée s'était permis d'effectuer. Un pareil mode d'exécution ne peut avoir lieu, ce me semble, que dans une monarchie et par un monarque.

P

« Le ministre supprime pour le moment tout ce qui concerne la direction des armées. Il le communiquera à la Convention nationale quand elle l'ordonnera. »

Tel est le mémoire que Pache présente à l'assemblée, en y joignant sa correspondance avec Dumouriez. Il se plaint de ce que ce général ne lui ait pas envoyé l'état des besoins qu'il réclame.

La Convention décide que l'ensemble sera remis aux comités de la guerre et des finances, chargés de l'enquête sur Malus et ses co-accusés.

Après s'être ainsi défendu, Pache essaye encore une fois de convaincre Dumouriez de l'utilité de son directoire des achats. « Votre lettre du 2 décembre me prouve, général (1), combien vous avez été trompé sur les faits les plus simples et m'explique les motifs de l'opposition que vous apportez aux opérations du directoire des achats dans la Belgique. Vous l'appellez une société d'accapareurs, et c'est l'opinion que l'on s'est efforcé d'en donner au peuple Belge.

Je pensais que ma lettre du 11, en vous instruisant des motifs de son établissement, eût dû vous le faire mieux connaître. Des accapareurs achètent pour revendre ; le directoire n'achète que pour approvisionner la république. Il est seul et spécialement chargé de tous les achats de subsistances nécessaires aux armées, à la marine et à l'approvisionnement des villes.

Les ministres de ces trois départements, ont exécuté le projet de ne confier qu'à une seule commission l'acquisition des subsistances de tout genre, que la rivalité qui s'établissait entre leurs agents particuliers, exposait la Nation à acheter plus chèrement et chacun de ces départements à n'avoir rien, quand l'autre avait trop.

Les achats de ce directoire dans le nord, comparés aux marches acceptés par l'ordonnateur Malus, sont une preuve de l'avantage que le trésor public retire de ses opérations. Les intéressés de ces marchés, le sont aussi à ignorer l'opinion sur le compte de cet établissement, et ce qui me surprend et m'afflige, c'est que vous-même, général, soyez trompé par ces calomnies que votre erreur pourrait accréditer encore davantage.

Vous me témoignez de la surprise de ce que « j'ai pu me déterminer à faire venir à grands frais des farines de France plutôt que de tenir des marchés qui assuraient le service... » C'est ainsi dites-vous, qu'une compagnie exclusive pourrait faire des gains immenses en faisant voyager des grains du nord au sud, et en les renvoyant du sud au nord.

1. Pache à Dumouriez, 5 décembre, *Correspondance*, 214.

La compagnie dont vous vous plaigniez, général, est celle dont vous regrettez l'administration dirigée par Doumerc, et non le directoire des achats. C'est l'administration des subsistances militaires, qui est demeurée chargée du transport et de la distribution des denrées achetées par le comité : vous jugerez de la vérité de ce fait, par la copie que je joins ici (1), de l'état que je lui ai demandé des grains et farines que j'ai su qu'elle avait fait transporter depuis le 1^{er} novembre, des environs de Paris dans les places du nord et de la Belgique ; elle n'a pu justifier des ordres qui ont motivé ces envois, comme je lui avais ainsi demandé.

Quant à la suppression de la caisse de l'administration des vivres et fourrages dont vous vous plaigniez, je dois vous prévenir que c'est l'exécution du décret rendu le 19 septembre dernier : mon devoir est d'exécuter la loi et de prendre en même temps toutes les mesures pour assurer le service. Aussi, ai-je arrêté avec l'administration des vivres dirigée par Doumerc, que toutes les sommes nécessaires au service dont elle est chargée, seraient ordonnancées par les commissaires des guerres et soldées par les payeurs généraux de la trésorerie nationale, tant à la suite des armées, que dans les villes où ils sont établis. J'ai de plus déterminé que pour les dépenses courantes, il serait mis à la disposition des agents principaux de cette administration, des sommes courantes de leurs besoins et dont ils rendraient compte chaque mois. L'administration ne m'a pas encore adressé l'état de ces besoins. Vous voyez qu'en même temps que j'ai mis à exécution le décret de suppression des caisses, j'ai pris des mesures telles que le service n'en soit nullement affecté.

J'ai répondu le 3 de ce mois à vos demandes de subsistances en vivres et fourrages. Vous devez avoir reçu mes lettres et j'espère que vous êtes tranquille sur l'approvisionnement de l'armée que vous commandez. »

VI. *Enquête du comité de la guerre et de celui des finances.* — Comparution des trois commissaires des armées de Belgique et du Nord. Petitjean mis hors de cause. Malus et d'Espagnac doivent attendre le rapport des commissaires envoyés le 30 novembre par la Convention. Leur justification.

Tandis que le ministre se défend, ainsi que nous venons de le rapporter, contre les attaques de Dumouriez, les trois commissaires

1. Une note est jointe indiquant les versements en farine et grains effectués du 1^{er} novembre au 3 décembre par les magasins à vivres de Pontoise et des environs de Paris, sur ceux des places de la Belgique et du nord.

arrêtés en Belgique, sont déférés devant les comités de la guerre et des finances réunis, en exécution du décret du 1^{er} décembre.

Ils y sont entendus le 4 (1). D'Espagnac prétend que l'armée manque de tout. Malus relate les quatre chefs d'accusation portés contre lui (2) :

1^o Avoir passé des marchés avec d'Espagnac ;

2^o Avoir laissé exprès 20.000 redingotes dans les magasins de Valenciennes, tandis que l'armée marchait sur Mons ;

3^o Avoir ordonné que l'hôpital ambulancier de l'armée resterait à Quiévrain, le jour de Jemmapes, pour laisser les blessés sans secours ;

4^o Avoir signé des lettres de change tirées sur la trésorerie nationale.

Il répond :

1^o En niant formellement avoir passé tout marché où d'Espagnac soit intéressé, directement ou indirectement ;

2^o Qu'il a déjà prouvé qu'il ne restait plus aucune redingote à Valenciennes, lors du départ de l'armée pour Mons ;

3^o Cette imputation est pure calomnie ; il est à même de le démontrer tant par titres que par témoins ;

4^o Enfin, il a bien signé deux lettres de change, l'une de 300.000 livres avec d'Espagnac, l'autre de 700.000 en son propre nom ; mais « l'autorisation formelle du général a déterminé ces deux traites. Elles avaient pour objet de subvenir aux besoins pressants de l'armée, sans faire sortir du numéraire du sein de la république. »

Petitjean, dans une défense remarquable, se lave aisément de tout reproche.

Après les accusés, l'on entend les accusateurs : Pache, Hassenfratz, les commissaires de la trésorerie nationale.

Le lendemain, les comités arrêtent (3) : « qu'il n'y a pas lieu de poursuivre Petitjean ; toutefois, comme il existe dans sa caisse un déficit de 35.000 livres, il y a lieu de le remplacer comme commissaire général ordonnateur (4) ;

qu'il faut ajourner l'affaire Malus jusqu'au rapport des com-

1. Séance extraordinaire du comité de la guerre, 4 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14.

2. Défense du commissaire ordonnateur Malus auprès de la Convention, *op. cit.*, 11 décembre.

3. Séance des comités, 5 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14.

4. Cependant les comités se montrent plus favorables à son égard les jours suivants et la Convention le rend à ses fonctions, après avoir décidé le 2 janvier, qu'il n'y avait pas lieu à inculpation contre lui. Avant qu'il retourne à son poste, Pache le reçoit le 13 janvier. « Il était revenu, dit Petitjean, des mauvaises impressions qu'on lui avait suggérées contre moi, et la manière franche avec laquelle il me parla me fit oublier tous les chagrins qu'il m'avait causés. » Chuquet, *op. cit.*, IV, 154. *Moniteur*, XV, 31.

missaires de la Convention. Qu'en attendant, Malus demeurera en état d'arrestation (1) ;

que pour d'Espagnac, le comité fera un rapport dans la huitaine et qu'en attendant les éclaircissements des commissaires de la Convention, il demeurera à Paris à la disposition de l'assemblée. »

Le 8 janvier, le comité de la guerre déclare qu'en l'absence de charges contre Malus et d'Espagnac, il estime que « s'ils sont innocents il faut les mettre en liberté (2) ».

Le 26, il décide de proposer à l'assemblée de décréter que Malus est dégagé de toute accusation et de le rendre à ses fonctions (3).

Le 28, Lecointre fait un rapport dans ce sens. Alors Cambon : « ici la justification (4) de Malus ne peut lui servir, parce que ses opérations n'ont point approvisionné nos armées. Il a passé des marchés, l'un pour du mouton à 11 sous, 1 liard la livre en numéraire. Il s'est excusé de ce prix exorbitant, en disant que le fournisseur n'ayant pas voulu fournir, il s'était trouvé pris au dépourvu. Mais qui nous répondra qu'un commissaire et un fournisseur ne puissent s'entendre ?

Que devait faire le commissaire ordonnateur ? Il devait poursuivre le fournisseur en indemnités au nom de la nation. Malus s'est borné à dresser un procès-verbal. Il a acheté de la farine à 45 livres le quintal, laquelle n'en valait que 30. C'est à la fermeté du ministre de la guerre que nous devons l'inexécution d'un marché aussi onéreux. Il a fait un marché de 6 florins pour l'avoine, laquelle n'en valait que 3 1/2.

J'ai vu avec peine Dumouriez dire : un Malus sera mon commissaire ou je ne servirai plus. Moi qui ne crois pas qu'un général puisse pour prix de ses services imposer des conditions à la république, je dis : Malus tu n'as pas prouvé que tu fusses sans reproches ; je ne m'oppose pas à ce que l'on décrète qu'il n'y a pas lieu à accusation contre toi ; mais je demande que tu ne sois pas rendu à des fonctions que tu as mal remplies.

Camus : lorsque nous avons été envoyés à la Belgique, nous y portâmes les mêmes préventions qu'avait la Convention contre Malus. Nous avons examiné ses opérations ; nous avons vu sa

1. Le 29 janvier, la Convention décrétait que Malus serait réintégré dans ses fonctions, en remplacement de son successeur Ronsin, employé dans une autre armée. Les commissaires de la Convention avaient en effet déclaré que « tous les papiers de Malus attestaient l'ordre, l'activité, un travail aussi assidu qu'heureux et facile. *Moniteur*, 30 janvier 1793 ; comité de la guerre, 26 janvier ; premier rapport des commissaires en Belgique, 34. *Moniteur*, XV, 308.

2. Comité de la guerre, séance du 8 janvier, A. N., AF II, 14.

3. *Ibid.*, séance du 26 janvier.

4. Convention, séance du 29 janvier, *Moniteur*, XV, 308.

correspondance, visité ses bureaux, trouvé tout dans le plus grand ordre. Nous avons vu les minutes de toutes ses lettres écrites de sa main ; mais il était possible qu'avec la plus grande activité un commissaire fit des fautes. Quant aux marchés ils n'ont été passés que sous condition ; c'est-à-dire sous l'acceptation du ministre. Quand les chevaux meurent de faim, qu'il en périt trois dans une nuit, on est bien obligé de faire des marchés onéreux avec ceux qui donnent de la nourriture, à quelque prix que ce soit.

Dumouriez donne des ordres à Malus, il les donne autorisé dit-il par l'Assemblée Législative et par ses commissaires. Il est fâcheux que Dumouriez ait donné une pareille autorisation ; mais est-il possible au commissaire ordonnateur de refuser ?

Cambon : Malus se trouve dans le cas d'un ministre : il a perdu la confiance de la Nation. »

Ducos prétend qu'on ne peut comparer un agent subalterne à un ministre et dire « qu'il a perdu la confiance de la Nation » qui ne le connaît pas. Il demande que l'affaire soit renvoyée au pouvoir exécutif qui l'a nommé et a qualité pour le destituer.

La Convention décrète en fin de discussion, qu'il n'y a pas lieu à accusation contre Malus, qu'il sera mis en liberté et passe à l'ordre du jour en renvoyant au conseil exécutif.

VII. *Enquête des commissaires à l'armée de Belgique.* — Départ des commissaires ; dénuement de l'armée ; difficultés auxquelles se heurte Ronsin, successeur de Malus ; lettres des commissaires des 4 et 8 décembre ; enquête au comité de la guerre.

Les commissaires nommés par décret du 30 novembre pour se transporter à l'armée de Belgique, partent successivement rejoindre leur poste : Camus et Gossuin le jour même, Danton et Delacroix le 1^{er} décembre, après l'interrogatoire de d'Espagnac, Malus, Petitjean (1).

Camus et Gossuin arrivent à Liège le 3. Ils ne trouvent dans la caisse militaire que 65.000 livres en assignats, 10.000 en numéraire (2). Les malades sont sans soins faute d'officiers de santé (3).

1. Aulard, I, 283.

2. Premier rapport, 15 et 26. Il est intéressant de rapprocher de ce rapport un « aperçu de la situation de la caisse du payeur particulier de l'armée de la Belgique depuis le 21 novembre jusqu'au 29 » trouvé aux Archives de la guerre.

En caisse au 23 novembre : 339.795 l. espèces ; 7.540 l. assignats ; au 29 novembre : 5.600 l. espèces, 4.950 l. assignats. A noter que l'encaisse relativement élevée au 23 novembre résultait des emprunts faits par Dumouriez dont il a été parlé plus haut.

3. Aulard, I, 305, 338 ; lettre de Gossuin 5 décembre, A. N., AF. II, 281.

Le soldat dans les camps est vêtu de guenilles, pourrit sous sa tente, souffre, se dégoûte de servir et menace (1).

La viande est seule exactement fournie (2), le pain manque rarement ; mais il n'y a pas de fourrages.

Le ministre déclare Camus « a été fréquemment trompé, soit que tant de détails excèdent les facultés d'un seul homme, soit que ses agents manquent de connaissances (3) ».

La situation n'est donc pas brillante ; mais Dumouriez ne fait rien pour faciliter la tâche de Ronsin. Après l'avoir fort mal accueilli, il le soutient plus mal encore auprès de ses subordonnés, qui, dévoués à Malus, le servent à contre cœur. En même temps, Simons dont les marchés ont été cassés, cesse ses fournitures. Pour comble de malchance, les agents du comité des achats, Pick et Moselmann, déclarent qu'ils n'ont encore que des grains et que le comité ne pourra fournir de farine qu'au 1^{er} janvier 1793.

Dans ces conditions, Dumouriez somme Ronsin de conclure un marché dans les quarante-huit heures, ou de rétablir celui passé par Malus avec Simons. Ronsin a défense expresse de faire des emprunts ou de passer des marchés, sauf en cas de nécessité. Mais comme les fourrages manquent, que la caisse du payeur est vide, et que l'armée n'a plus que pour trois jours de pain, il doit consentir à contracter un emprunt de 174.000 livres, non sans en avoir référé aux commissaires de la Convention (4).

« Les offres multipliées que des citoyens du pays de Liège me font leur écrit-il (5), de livrer à très bon compte des capotes pour les hôpitaux, des culottes et des bas pour l'armée, le besoin pressant qu'en ont les soldats et l'incertitude de l'époque où ils en seront fournis, me forcent de recourir à vous, pour vous prier de solliciter auprès de la Convention nationale, un décret qui autorise quelques employés militaires de cette armée à passer des marchés d'urgence, tant que l'armée sera en activité. »

Et le même jour (6) : « Je... déclare aux commissaires... que s'il était versé dans la caisse de l'armée des fonds au moins jusqu'à la concurrence de 400.000 francs, destinés uniquement au paiement des fourrages fournis sur réquisition, les réquisitions à faire et nécessitées par le manque absolu de denrées dans les

1. Premier rapport, 25 ; lettres de Gossuin et Camus du 5 décembre. A. N., D. II, 2. *Moniteur*, XIV. 693.

2. Gossuin à Camus, 10 décembre, *ibid.*, 4 et 5.

3. Premier rapport, 48, 49.

4. *Correspondance* Dumouriez Pache, 97, 185, 248 ; *Correspondance* de Ronsin, 5, 6, 9, 14, 16, 17 ; premier rapport, 20.

5. Ronsin aux commissaires de la Convention, 5 décembre.

6. *Ibid.*

magasins de l'armée, en produiraient dans le pays une quantité suffisante pour la consommation de l'armée.

J'observe en outre, qu'il est possible de se procurer dans ce pays à meilleur compte et sans frais de transport, toutes les étoffes nécessaires à l'habillement de l'armée. »

Camus et Gossuin n'ont pas attendu cet aveu pour signaler la situation à leurs collègues de la Convention : « la manière (1) dont nous avons été reçus par le général et les officiers de l'armée, nous a convaincus de l'avantage de la mesure que vous avez prise d'envoyer des commissaires. Tous, quelque puissent être leurs intérêts ou leurs fonctions, nous ont fait voir qu'ils attendaient avec la plus grande impatience les commissaires de la Convention... »

Ils rendent compte de la situation critique des caisses militaires (2) et insistent sur la nécessité de les pourvoir en numéraire. Les hôpitaux manquent également de tout. Quant à l'armée, ils ont visité le camp sous Liège : « nous avons vu avec indignation... le dénuement le plus absolu où sont les soldats de la patrie. Leur habits ne sont pour ainsi dire qu'un tissu de pièces rassemblées. La plupart n'ont ni culottes, ni vestes et il est impossible que dans cette position, ils puissent résister aux rigueurs de l'hiver. Ils n'ont pas non plus de manteaux, de manière qu'ils ne peuvent pas couvrir leurs fusils lorsqu'il pleut. Nous n'avons pas encore découvert la cause de ces maux.

Le général Dumouriez se plaint de la manière dont le ministre de la guerre correspond avec lui. Il nous a remis une lettre du ministre que nous vous envoyons » (3).

Cependant, grâce à l'impulsion énergique qu'ils donnent aux services, la situation de la trésorerie s'améliore ; le payeur a en caisse le 6, 267.000 livres en espèces et 51.000 en assignats. Il doit recevoir le 7 des sommes considérables. On espère avoir prochainement des effets d'habillement. Pache a écrit qu'il y avait dans les magasins de Valenciennes 16.000 aunes d'étoffes pour culottes et a annoncé l'envoi de redingotes. Mais pour les fourrages, l'embaras est extrême. Il a fallu requérir sur place tous les moyens nécessaires (4).

La Convention communique pour enquête au comité de la guerre les faits signalés par ses commissaires et le ministre est invité à s'expliquer devant lui (5). Il répond : « qu'arrivé au mi-

1. Camus et Gossuin à la Convention, 4 décembre. XIV, 693.

2. *Ibid.*, 5 décembre.

3. Les commissaires de Belgique à la Convention, 8 décembre, Aulard, I, 304, *Moniteur*, XIV, 693.

4. *Ibid.*, I, 306.

5. Séance du comité de la guerre du 6 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14.

nistère dans un moment où l'armée était doublée tout à coup et manquant (*sic*), quelque soin qu'il ait pris, il est très possible qu'il ait manqué beaucoup de choses ; mais que rien n'a été négligé. » Les commissaires de la trésorerie également convoqués, manifestent leur étonnement du défaut de fonds. Ils ont envoyé à l'armée au delà du nécessaire. En tous cas, ils ont expédié d'urgence des agents pour examiner la situation.

Hassenfratz soumet à son tour au comité les arguments que Pache a déjà fait valoir à la Convention. Ses assertions sont démenties par de nouvelles lettres de Gossuin et de ses collègues, signalant le dénuement total de nos troupes (1).

Le 9, le ministre est encore entendu par les comités de la guerre et des finances réunis (2), sur la situation des fournitures et les moyens qu'il a employés pour donner aux armées tout ce qui leur est nécessaire « le citoyen ministre présente que le dénuement où se trouvaient nos armées est une suite des vices de l'ancienne administration et qu'il a fait remettre au comité de guerre, l'état des fournitures en habillement, souliers et autres objets qu'il a ordonné de faire passer aux différentes armées.

Sur l'interpellation d'un des membres, le ministre répond qu'il lui serait impossible de rendre compte en ce moment de ce qui manque aux armées, parce que malgré ses différents ordres, il n'a pas encore reçu tous les renseignements qu'il a demandés aux différents fournisseurs et aux commissaires chargés des vivres.

La discussion continue sur l'état actuel de pénurie des armées et sur les prompts moyens de les approvisionner de tout ce qui leur manque.

Après différents débats, il a été arrêté que le ministre prendrait dès aujourd'hui tous les moyens possibles de procurer des vêtements aux armées de la Belgique, et qu'il enverrait demain matin au comité, des renseignements les plus étendus sur les besoins des armées et qu'il demanderait les nouveaux moyens qu'il jugera nécessaires pour accélérer et compléter les différents approvisionnements. »

Le 11 décembre, le conseil exécutif et le comité diplomatique se joignent à la réunion (3). Fermond résume les discussions antérieures ; Lebrun est ensuite entendu ; puis les comités s'ajournent au lendemain pour ouïr en son rapport Camus, retour de la Belgique.

1. Séance du comité de la guerre, 6 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14.

2. *Ibid.*, 9 décembre.

3. *Ibid.*, 11 décembre.

VIII. *Mission de Camus à Paris.* — Camus envoyé à Paris par ses collègues arrive le 12 décembre. Séances du comité de la guerre. Décrets du 13, relatifs à l'approvisionnement de l'armée.

Les commissaires de l'assemblée à l'armée de Belgique, ont en effet décidé d'envoyer l'un d'entre eux, Camus (1), donner aux comités « les éclaircissements les plus positifs... et répondre à toutes les objections. » Les circonstances leur paraissent assez critiques, pour ne plus perdre un moment. « Hâtez-vous, citoyens représentants, poursuivent-ils, de l'entendre et de rendre d'après son exposé tous les décrets que vous jugerez nécessaires et que votre sagesse vous suggérera pour le salut de la république... Le citoyen Camus vous exposera jusqu'à quel point est monté le dénuement de l'armée. Nous allons porter aux soldats des espérances que votre justice convertira bientôt sans doute en réalités. »

Camus fait diligence et pour gagner du temps, prie de Valenciennes le président de la Convention de convoquer d'avance les comités de la guerre et des finances réunis. Il arrive à Paris le 11 au soir. Le 12, il prend séance avec les comités (2).

Après avoir signalé la désertion qui éclaircit sans cesse nos rangs, Camus aborde la question des approvisionnements et de l'équipement. Il en indique la pénurie et la mauvaise qualité.

« Le ministre de la guerre fait des réflexions sur les fournitures et surtout sur l'habillement. Il observe que la plupart des anciens commissaires des guerres avaient l'esprit contre révolutionnaire et qu'il est difficile en ce moment de trouver dans cette partie des personnes patriotes et assez habiles. Il ajoute, qu'il a pris depuis le peu de temps qu'il est au ministère, tous les moyens d'améliorer l'état de nos armées et tous les renseignements possibles sur les vices de l'administration ; mais que le temps a été trop court pour mieux faire.

Pache apporte des pièces à l'appui de ses dires. On lit une lettre adressée aux généraux et aux agents de l'administration militaire, pour connaître le nombre et la situation des troupes.

Un membre demande la parole sur cette lettre, et après avoir observé qu'elle est le sûr garant de la conduite irréprochable du ministre, il remarque que les auteurs du délabrement dans lequel se trouvent nos armées, sont les agents intermédiaires

1. Lettres des commissaires à la Convention, 10 décembre, Aulard, I, 307.

2. Séance du 12 décembre au comité de la guerre, A. N., R. 92, AF 11, 14 et Convention 12 décembre, *Moniteur*, XIV, 729.

entre le conseil exécutif provisoire et les généraux. Il finit par dire que le salut de l'Etat est pour ainsi dire entre les mains des commissaires ordonnateurs et qu'il est de la plus haute importance de ne mettre dans toutes les places et surtout administratives, que des hommes incorruptibles.

Un membre propose de former un conseil d'administration attaché à chaque armée, qui délibérerait dans les circonstances urgentes, des moyens d'approvisionnement ; il veut que dans le conseil, le général de l'armée et d'autres officiers de l'état-major des différentes armes puissent en faire partie, avec le commissaire ordonnateur et d'autres agents administrateurs. Il a fait sentir qu'un tel conseil d'administrateurs serait obligé de soumettre ses arrêtés au conseil exécutif, mériterait la confiance de la nation, qu'on ne peut supposer que l'amour du bien public et la loyauté n'y régneraient pas.

Un autre membre ajoute que ce projet était déjà dans ses vues et qu'il avait le dessein de le soumettre à la sagesse du comité de la guerre.

Enfin, les membres du comité des achats sont introduits et donnent divers renseignements sur les objets du rapport du citoyen Camus.»

Le soir, la discussion continue (1). L'on parle des fourrages nécessaires à l'armée de Belgique. « Les fournisseurs assurent qu'il doit y avoir d'après les ordres qu'ils ont donné et les renseignements qu'ils ont pris, 50.000 quintaux d'avoine et 70.000 de foin.

Un membre demande s'ils donneraient cette assurance par écrit. Réponse : non.

Un autre membre fait des observations sur la quantité d'approvisionnements en avoine et farine trouvée par l'armée en Belgique. Comment l'armée peut elle en manquer puisqu'il en existe une si grande quantité ? »

Le comité décide de rédiger des projets sur l'ensemble de ces questions et approuve le 13 ceux qui lui sont présentés par Défermon et Camus (2). L'assemblée les vote le même jour (3).

Les décrets ont pour but de limiter les pouvoirs du comité des achats. Le premier porte :

« 1^o Le conseil exécutif provisoire, sera tenu de rendre compte de huitaine en huitaine, des demandes faites pour les besoins des armées de la république et des moyens qu'il aura pris d'y satisfaire ;

1. Séance du comité de la guerre, 12 décembre soir, *loc. cit.*

2. *Ibid.*, 13 décembre.

3. Séance de la Convention du 13 décembre, Aulard, I, 322 et collection des lois, XII, 16. *Moniteur*, XIV, 736-737.

2^o Les commissaires ordonnateurs près de chaque armée, feront parvenir chaque mois au conseil exécutif, les états de situation des armées et de leurs besoins.

3^o Les généraux commandant les armées, ne peuvent faire ni ordonner aucun marché, ni disposition de fonds ; mais dans le cas de besoins urgents, les commissaires ordonnateurs sur la réquisition écrite des généraux commandant, après avoir constaté par procès verbal que les fournisseurs sont dans l'impossibilité d'y satisfaire, seront tenus de pourvoir de suite à toutes les demandes, soit par marchés, soit par réquisitions, soit par tous autres moyens qu'ils aviseront, à charge d'en instruire sans délai le ministre de la guerre et de ne prendre les mesures que pour le temps et la quantité nécessaires pour le cas d'urgence.

4^o Le conseil exécutif rendra compte sans délai à la Convention nationale, de tous les marchés passés par urgence, de toutes les réquisitions faites et des autres moyens extraordinaires de satisfaire aux besoins urgents pour faire ordonner de suite les fonds nécessaires pour les payer ;

5^o Les généraux des armées de la république et les commissaires ordonnateurs, seront tenus d'assurer par tous les moyens qui sont en leur pouvoir l'exécution des marchés, réquisitions et autres mesures extraordinaires pour les subsistances et approvisionnements des armées et des magasins et pour leur conservation. »

Le deuxième décret décide que :

« 1^o Les achats pour les subsistances, fourrages, fournitures d'habillement, équipement, campement, seront faits, autant qu'il sera possible, dans les lieux mêmes où les armées sont établies et dans les environs, en suivant les formes ordonnées par la loi.

2^o Toutes les fournitures précédentes, susceptibles d'être marquées, le seront d'une manière propre à chaque fournisseur, afin que celles défectueuses ne soient pas reçues.

3^o Le comité des achats ne pourra faire d'achats dans les lieux où les armées sont établies, pour exporter dans d'autres lieux, qu'autant qu'il aura l'avis par écrit des généraux d'armée et des ordonnateurs, sur la possibilité d'exporter sans nuire au service et à la marche des armées. En cas de difficultés, il en sera référé au conseil exécutif... »

Dumouriez a donc obtenu en partie gain de cause contre Pache. Le directoire des achats voit ses attributions déjà singulièrement réduites.

IV. — LE DISSENTIMENT PACHE-CARNOT.

Plaintes des commissaires à Perpignan ; dénonciations de Carnot à la Convention. Séance du 10 décembre. Hostilité de Carnot contre Pache.

En même temps que se développe le conflit entre Pache et Dumouriez, à l'autre extrémité de la France, la question des subsistances dresse contre le ministre de la guerre un représentant du peuple que les circonstances ne vont pas tarder à rendre célèbre et dont l'influence est déjà considérable.

Nous avons indiqué précédemment, les difficultés que rencontraient les commissaires à Bayonne et à Perpignan et leurs auxiliaires envoyés par le pouvoir exécutif, Laclos et Lacuée. Nous avons vu également de quelle manière Lazare Carnot, malgré ces difficultés mêmes, avait réussi à faire sortir du néant un embryon d'armée sur la frontière des Pyrénées. Mais sur le point d'atteindre ce résultat, un dissentiment grave, provoqué par la question des fournitures, en faisait à son tour un adversaire irréductible du ministre.

Il convient de remarquer, avant d'en faire le rapide exposé, que l'armée de Belgique se trouvant en opérations d'extrême importance, était en droit d'attendre du ministre l'envoi de tout son nécessaire. L'armée des Pyrénées au contraire, n'existant encore que sur le papier, restait à créer. Pache se reposait à cet effet sur les commissaires du législatif et obligé de consacrer par ailleurs le plus clair de ses faibles ressources, ne pouvait songer qu'à aider pécuniairement la grande levée qui s'organisait sur notre frontière méridionale.

Quoiqu'il en soit, les commissaires à Perpignan signalent dès novembre, le manque général de fournitures (1), commun à l'armée d'Italie comme à celle des Pyrénées (2). En décembre, ce sont des plaintes continuelles émanant des commissaires de Bayonne. La voix de Carnot s'élève menaçante, dénonçant « l'incurie » du ministre de la guerre (3). « Je vous envoie chers collègues (4), diverses pièces, qui prouvent évidemment ou la malveillance du ministre de la guerre, ou son impéritie absolue

1. Lettre des commissaires à Perpignan du 20 novembre. Aulard, I, 252. Cette lettre est lue à la Convention à la séance du 29 novembre, *Moniteur*, XIV, 621.

2. Lettres des commissaires à Perpignan, envoyés à l'armée du Var, 20 novembre. Aulard, I, 252.

3. Lettre de Carnot du 5 décembre, *loc. cit.* et Charavay, I, 285.

4. Carnot à la Convention, 4 décembre.

ou enfin qu'on ne veut pas d'armée des Pyrénées. Je pourrai vous en envoyer beaucoup d'autres, qui prouvent ou son ignorance ou son mépris profond pour les lois dont l'exécution lui est confiée ; je me borne quant à présent, à vous faire part de celles qui mettent à couvert la responsabilité morale des commissaires de la Convention, et je lui annonce cet envoi »

L'orage monte ; bientôt il éclate. Les girondins estiment l'heure favorable à une action d'ensemble contre le ministre jacobin « qui de tous les ennemis de Roland, était le plus dangereux et le plus acharné ; le plus dangereux parce qu'il avait le plus de places à donner, le plus acharné parce qu'il était le plus ingrat (1). »

Le moment est d'autant mieux choisi, que les critiques de Dumouriez ont certainement ébranlé la situation du ministre patriote à la Convention. L'attaque est menée vigoureusement à la séance du 10 décembre (2) et prend prétexte d'un incident insignifiant.

On vient de donner lecture des lettres des commissaires aux armées du Var et des Pyrénées, qui ont produit sur l'assemblée une impression profonde, quand on communique un message de Pache demandant des sanctions contre Gévaudan, entrepreneur de fournitures militaires et Simonet, commissaire aux transports militaires, coupables d'avoir laissé plusieurs fois en souffrance des ballots d'effets destinés aux troupes (3). L'assemblée décide de les traduire à sa barre.

Alors un député : « c'est à chaque ministre de surveiller ses subalternes ; au conseil exécutif de surveiller chaque ministre. La Convention ne doit pas savoir s'il existe un Gévaudan et un Simonnet.

Baraillon : il faut traduire Pache à la barre ; car la surveillance de ses agents est la principale fonction d'un ministre. Ce

1. Ternaux, *op. cit.*, V, 144.

2. Séance du 10 décembre à la Convention, *Moniteur*, XIV, 702 ; procès verbal, IV, 157 ; *Journal des Débats*, n° 83, 180 et n° 84, 189 ; Charavay, *op. cit.*, I, 282.

3. Voici la genèse de cette affaire. Dans un rapport du 25 novembre, le maréchal de camp Meusnier signale avoir trouvé sur le carreau de la douane, environ 30 ballots, contenant des uniformes à destination des armées et restés en souffrance. Le ministre fait ouvrir une enquête par le commissaire Vincent qui trouve en effet 80 ballots de capotes non expédiés depuis plus d'un mois. Il existe un grand nombre de faits analogues causés par « l'avarice » des commissaires des transports, qui veulent trouver des rouliers au plus bas prix.

Pache propose comme remède de résilier le contrat passé avec le citoyen Gévaudan pour les transports ordinaires ; il estime qu'il faudra concurremment employer les transports extraordinaires, malgré leur prix élevé ; car il convient avant tout de ravitailler les troupes.

Pache au Directoire de l'habillement militaire, 9 décembre.

n'est d'ailleurs pas la première négligence qu'on peut reprocher à Pache.

Thuriot : c'est un ministre bien intentionné, né dans la classe obscure. On le calomnie à cause de cela. Il faut le protéger.

Cambon : Pache n'a qu'à poursuivre lui-même les agents défaillants et qu'à résilier ses marchés. Ceci rentre dans la fonction de ministre.

Alors Baraillon : je n'ai cessé de dénoncer le ministre de la guerre à cause de son insouciance ; je réitère ma proposition et je demande que le ministre soit mandé à la barre et que sa conduite soit blâmée par l'organe du président. »

Buzot joint ses efforts aux siens : il est inutile de mander le ministre à la barre ; car il répondra « j'ai envoyé ». Ses bureaux sont remplis d'ignorants et de malintentionnés grâce auxquels les armées manquent de tout. Aussi, il faut que le comité de la guerre présente dans les trois jours un rapport sur sa conduite. « Il y a certainement un projet de désorganiser les armées ; nos ennemis n'ont d'autre moyen de nous vaincre que celui-là et, soit ignorance, soit perfidie, de la part du ministre et de ses agents, nous sommes menacés d'une prochaine réussite. »

Reubell et Pontécoulant défendent le ministre. Il n'est que depuis six semaines à son poste et y a trouvé tout à faire ; car Servan accablé par le fardeau laissé par ses prédécesseurs n'a pas réussi à rétablir l'ordre. Tous les magasins militaires étaient vides lors de l'élection de Pache et il lui était impossible de supprimer en trois mois les effets d'une trahison de trois années.

« Ce n'est pas au moment où il travaille à réparer le dénuement total, qu'il faut l'arracher à ses fonctions... »

« Tous les abus que nous avons signalé au ministre ont été réparés », ajoute Doulcet. « Hier encore, poursuit-il, il nous a assuré qu'il avait écarté de ses bureaux l'aristocratie qui l'assailait. »

A la suite de cette intervention décisive, le renvoi au comité de la guerre est décrété (1).

Pache triomphe encore de cet assaut ; mais sa situation n'en devient pas moins chaque jour plus précaire et il a maintenant en Carnot un ennemi plus redoutable peut-être que Dumouriez (2)

1. Une enquête menée par les bureaux de Pache sur cette affaire, aboutit à la révocation de l'administrateur de Brès. Simonnet et Gévaudan après avoir été arrêtés, sont relaxés ; mais Pache obtient la résiliation du marché exclusif passé en leur faveur les 10, 17 et 19 avril 1792.

Pache au Directoire de l'habillement des troupes et à la Convention, 13 décembre.

2. Carnot attaquera Pache à chaque occasion. Dans son rapport de mission daté du 12 janvier et lu à la séance du 29 (*Moniteur*, XV, 308), il dira

V. — ECHEC DE RONSIN EN BELGIQUE.

Nouvelles plaintes de Dumouriez, insuffisance des agents du directoire ; leurs opérations au début de janvier. Retour de Ronsin.

« Je vous sais un honnête homme, citoyen ministre, et ce n'est pas à vous que j'attribue l'affreuse position où vous avez réduit l'excellente armée de Belgique (1) », écrit Dumouriez à Pache le 7 décembre, en renouvelant ses plaintes contre le directoire des achats.

Et il ajoute, parlant de Ronsin (2), « vous avez adopté un nouveau régime d'achats que j'ai plus de droits qu'un autre de trouver impolitique. En l'adoptant, vous avez ôté toute activité à ce régime d'achats, en défendant au commissaire ordonnateur postiche que vous m'avez envoyé de passer aucun marché... »

Pache répond (3) « je vous ai adressé par ma lettre du 11 novembre Simon Pick, agent du directoire des achats, chargé de prendre vos ordres pour l'approvisionnement de tout genre des comestibles de l'armée que vous commandez. Moselmann est à Bruxelles pour le même objet et Perlan à Ostende.

Je vous préviens par celle-ci, que pour donner plus d'étendue aux mesures déjà prises et pour assurer de manière à ne vous laisser aucun soin, aucune inquiétude, la subsistance des intrépides soldats qui marchent avec vous à la victoire, le directoire des achats a joint Lipmann Cerfberr aux agents qu'il a déjà près de vous...

Ces mesures, dictées par la nécessité de séparer d'une manière précise les fonctions d'un général d'armée d'avec celle d'administration, remplissent l'objet pour lequel elles ont été prises et j'ai lieu d'espérer que les soldats de la république ne manqueront jamais de ce qu'ils ont le droit d'attendre de sa sollicitude. »

Le 10 décembre, le nouvel agent du directoire des achats, notamment : « nous avons pris les mêmes soins pour les vivres, fourrages... si l'exécution pouvait suivre la pensée, ou si le ministre de la guerre eût daigné seconder nos travaux, si par une lenteur inexprimable il n'eût glacé le cœur des citoyens qui s'empressaient autour de nous, et se portaient si ardemment à l'accomplissement de nos vœux, nous eussions pu vous permettre d'avoir au mois de mars sur les frontières des Pyrénées une armée en état de soutenir l'éclat de nos premiers succès ». Et plus loin « il nous a été pénible d'inculper un ministre qui ne nous est connu qu'à sa réputation de civisme et d'intégrité et nous sommes bien éloignés d'accuser ses intentions ; mais nous ne pouvons sacrifier à cette considération des vérités qui intéressent si essentiellement la sûreté de l'Etat. » Charavay, *op. cit.*, I, 330.

1. Dumouriez à Pache, 7 décembre, *Correspondance*, 205.

2. Dumouriez à Pache, 8 décembre, *ibid.*, 222.

3. Pache à Dumouriez, 14 décembre, *Correspondance*, 257.

Lipmann Cerfberr se présente à Dumouriez. Le général refuse d'entrer en rapports avec lui et demande au ministre s'il va se faire le complice des juifs pour leur livrer le pays (1). Son commissaire ordonnateur Ronsin s'est jeté, écrit-il, dans les bras de Cerfberr, pour tâcher de détruire par son intermédiaire le marché d'Henri Simons sur lequel l'armée vit présentement.

En réalité, Cerfberr vient seulement tout préparer pour permettre au directoire d'entrer en fonctions au mois de janvier, comme l'ont essayé précédemment Pick et Moselmann ; mais Ronsin compte sur lui pour remédier à la situation déplorable de l'armée. Ses réquisitions journalières produisent, en effet, à peine de quoi suffire au service ordinaire. Dumouriez lui avait demandé pour continuer l'exécution de son plan, de créer un magasin de 300.000 rations et il ne sait comment se les procurer ; « cette difficulté entrave les opérations du général et enchaîne le courage de l'armée qui murmure, moins de ses besoins personnels, que de l'inaction dans laquelle on la laisse (2) ».

Bientôt, Cerfberr lui-même doit écrire au directoire : « tout manque, rien n'est approvisionné, l'armée dépérit. » Il passe quelques marchés ; mais dès le 26 décembre, il n'a plus d'argent et ne reçoit plus de fonds. Il est seul, sans aide, sans auxiliaires. Pick et Moselmann dont il implore l'assistance, demeurent sourds à ses appels (3). Le Directoire lui envoie bien le citoyen Sallemnier ; mais il se querelle avec lui, voulant trancher en maître ; et Sallemnier doit se retirer (4). « Nous ne sommes pas encore sûrs de ne pas mourir de faim » déclare Thouvenot dans une lettre à Dumouriez (5).

Dans ces conditions, le général Lanoue qui commande provisoirement en chef, requiert Ronsin (6), « attendu l'urgence... et conformément à l'article 3 du décret du 13 de ce mois, de prendre tous les moyens possibles pour prévenir cette disette de subsistances et pourvoir à tous les besoins. »

Ronsin en réfère à Pache, qui ordonne de surseoir à tout nouveau marché, puisque le directoire va commencer en janvier ses opérations.

Pour assurer la régularité de celles-ci, il invite son collègue aux finances, Clavière, à examiner la comptabilité du direc-

1. Dumouriez à Pache, 12 décembre, *Correspondance*, 246.

2. Les commissaires en Belgique à la Convention, 13 décembre, Aulard, I, 319.

3. Observations par le citoyen Lipmann Cerfberr, 7 février, A. G.

4. *Mémoires* de Sallemnier et lettre à Cerfberr, 28 décembre ; Valence à Camus, 1^{er} janvier, A. N., D II, 4-5.

5. Thouvenot à Dumouriez, 25 décembre, A. N., F 7, 4598.

6. Réquisition à Ronsin par le lieutenant général Lanoue, 26 décembre.

toire des achats. Ce dernier la trouve parfaitement en ordre (1) ; mais pour plus de sûreté, Pache obtient du conseil exécutif (2), que le directoire sera obligé de lui remettre chaque semaine un rapport signé des administrateurs des commissions, indiquant l'état des achats, des agents, des sommes reçues, la manière dont s'effectue le service aux armées, etc... Ces dispositions seront exécutoires et pour l'administration des subsistances, et pour les régies de l'habillement, des convois militaires et des hôpitaux de campagne.

Le 1^{er} janvier, commencent les opérations réelles du directoire des achats. Au bout de peu de temps, Ronsin doit avouer que les ressources de celui-ci « en fonds et en lumières paraissent absolument nulles. (3) ».

De leur côté, les commissaires de la Convention, constatent que le directoire n'a à Liège, ni magasins, ni argent, ni employés. Aux cantonnements de l'avant garde à Aix-la-Chapelle, l'habillement des troupes est misérable (4) et Valence déclare qu'il va falloir périr ou abandonner la place (5).

Pourtant, le directoire a dépêché à Aix-la-Chapelle un régisseur des vivres et fourrages, Delagrangé. Mais il ne possède pas un litre de foin dans ses magasins et craint de ne pouvoir fournir les approvisionnements en farine et en pain (6).

Les conventionnels doivent donc ordonner aux commissaires des guerres, de passer des marchés et d'accepter des soumissions (7). Heureusement, deux jours plus tard, des fonds parviennent de Paris et l'on peut à la fois payer les anciennes fournitures et assurer les nouvelles, sans se trouver pour cela dans l'abondance. Le 4 février, Delagrangé se plaindra encore du manque d'argent.

1. Le ministre des contributions indique qu'il a examiné les papiers remis la veille au conseil par Bidermann et Max Berr qui comprennent :

1^o deux cahiers portant les reçus du trésor, qu'ils ont fait passer à leurs agents et les achats en froment, avoine, salaisons, riz faits à l'étranger ;

2^o un registre de correspondance avec la trésorerie nationale, pour les demandes d'argent résultant des sommes mises à la disposition du directoire par le ministre de la guerre ;

3^o un état des commissions données à l'étranger ;

4^o un état des commissions données à l'intérieur, dont les prix sont limités et les quantités réparties de manière à éviter tout renchérissement des denrées ;

5^o une notice des délégués du directoire pour effectuer les achats.

Séance du conseil exécutif du 30 décembre, Aulard, I, 371.

2. Séance du conseil exécutif du 30 décembre, Aulard, I, 373.

3. Correspondance de Ronsin, *op. cit.*

4. Premier rapport, 24, 25, 40, 45 ; Aulard, I, 461, 476.

5. Valence à Camus et procès-verbal de la réunion des commissaires et généraux des 1^{er} et 2 janvier 1793, A. N., D II, 3.

6. Delagrangé à Pache, 4 février.

7. Aulard, I, 404, 405.

Les commissaires se rendent d'Aix-la-Chapelle à Louvain, Malines, Anvers. Partout l'armée est dénuée d'approvisionnement et des vêtements les plus nécessaires. Corbelet annonce le 2 février (1) que les chevaux n'ont pas de litière et périssent d'inanition, que les habits et culottes des soldats tombent en lambeaux, que les malades couchent sur une poignée de paille fétide, que les souliers, bottes, harnais font défaut, que les magasins sont presque vides (2).

Devant cette situation lamentable, Ronsin estime qu'il est prudent de se retirer. Il écrit au ministre (3) « le mécontentement est dans toute l'armée, la désorganisation augmente, les usurpations de pouvoir de chef à chef, d'administrateur à administrateur sont à leur comble ; les ressources de nos ateliers ne peuvent faire cesser ni les plaintes, ni les besoins du soldat, parce qu'elles ne produisent que des distributions partielles et je me flatte d'avoir à présenter des moyens sûrs et prompts de mettre fin à une grande partie de ces désordres. Je vous demande donc, au nom de nos braves défenseurs, un congé de quinze jours ; il faut que je vous voie, vous et le comité militaire.

Mes occupations multipliées ne me permettent plus de me livrer à un travail qui doit embrasser tous les services ; il tient à la cause de la république, à la vôtre et à la mienne.

Il est temps que les intrigants et les fripons entendent une fois le langage d'un vrai républicain, qu'ils se sont flattés de perdre. L'utilité de ce voyage a été sentie par les commissaires de la Convention.

J'attends le congé que je vous demande par le retour du même courrier. Je laisserai ici le commissaire ordonnateur Lambert ; vous connaissez son patriotisme et ses lumières ; c'est vous en dire assez. »

Quelques jours plus tard, Ronsin obtient le congé demandé et quitte définitivement l'armée de Belgique.

1. Corbelet au ministre, 2 février.

2. Aulard, I, 485, 486 ; deuxième rapport, 9, 10.

3. Ronsin à Pache, 20 janvier 1793 ; Archives administratives guerre, dossier Ronsin.

VI. — GÉNÉRALISATION DES PLAINTES PROVOQUÉES PAR LE DIRECTOIRE DES ACHATS.

Plaintes de Custine, de Beurnonville contre le ministre. Nouvelles attaques de Dumouriez, des commissaires de l'armée de Belgique et de Carnot. Dénonciation des commissaires dans le département du Mont Blanc. La seule voix des commissaires à l'armée du Rhin s'élève pour défendre Pache.

Jusque là, les plaintes contre le directoire des achats se sont localisées aux seules armées de Belgique et des Pyrénées. Certes, les autres manquent souvent aussi du nécessaire et il est facile de relever dans la correspondance de leurs chefs avec le ministre des demandes continuelles de secours, des réclamations plus ou moins véhémentes ; mais point encore de critiques acerbes contre le directoire.

A partir de la fin du mois de décembre au contraire, ce directoire va personnifier le service des fournitures défaillant et récoltera, de ce chef, une profonde impopularité, qui va se manifester par des réclamations dont le ton agressif contraste avec le respect habituellement manifesté à l'égard du ministre.

C'est d'abord Custine, Custine lui-même, « tu quoque fili ! » envers lequel Pache a témoigné tant de bienveillance, qui lui écrit fin décembre (1) « je ne puis m'empêcher de vous dire que la responsabilité (de la situation) n'en pourra porter sur moi... Si l'on ne répondait pas par des décisions sur les demandes que je fais... je croirais de mon devoir, après avoir inutilement peint ma situation, d'éclairer sur elle et l'abandon où l'on m'aurait laissé tous mes concitoyens : je dresserai un résumé de ma correspondance, des moyens que j'ai demandés, de ceux qu'on m'a accordés, je les adresserai aux 84 départements et à toutes les municipalités de l'Empire par la voie de l'impression... »

« Il est bien essentiel, citoyen ministre, ajoute-t-il quelques jours plus tard (2), que vous vous occupiez sérieusement de l'approvisionnement des magasins de cette armée. Cet approvisionnement n'a été que trop longtemps négligé, quoique je n'ai cessé de provoquer votre sollicitude... »

La lacune qui a existé entre les administrations des subsistances et des fourrages, est venue aggraver l'état fâcheux de notre position... Le directoire des subsistances actuel semble prendre à tâche de vouloir détruire l'effet des dispositions des

1. Custine à Pache, 22 décembre.

2. Custine à Pache, 29 décembre et 1^{er} janvier 1793.

généraux et faire abandonner aux armées de la république les pays que lui a réuni le succès de nos armes.

Le moindre retard aujourd'hui, peut achever de ruiner nos espérances de pouvoir conserver ce pays. Je vous préviens que je n'ai dissimulé aucune de ces vérités aux commissaires de la Convention nationale et qu'ils me paraissent disposés à les peindre avec énergie.

J'ajouterai, que je suis douloureusement affecté de l'insensibilité que j'ai éprouvée, lorsque je vous ai peint une situation aussi critique que celle où je me suis trouvé.»

Et le même jour (1) «des troupes nues ont enduré l'intempérie des saisons avec une grande patience; mais je ne dissimulerai pas, citoyen ministre, qu'elles commencent à se plaindre avec force d'être exposées à une gelée rude, sans habits, sans couvertures, sans souliers, sans culottes. Ils m'appellent leur père et j'en ai les entrailles. Au nom de l'humanité, je vous conjure de les tirer de l'état de souffrance où elles sont. Il gèle très fort et ils sont depuis sept jours au bivouac, sans habits, ni aucun vêtement.»

Lecture de ces lettres est faite à la Convention le 3 janvier (2). Valazé réclame sur le champ un décret d'accusation contre Pache, dont les prévarications sont certaines.

Bréard objecte que le mémoire de Custine expose l'état de l'armée au moment de la prise de Francfort, non l'état où elle se trouve aujourd'hui.

Marat défend Pache, en prétendant qu'on écoute seulement ses plus cruels ennemis.

1. *Ibid.*, 29 décembre, lettre lue à la séance du 3 janvier à la Convention, *Moniteur* n° 5 du 5 janvier, XV, 40.

2. Séance du 3 janvier, *Moniteur*, XV, 39. Déjà la veille, le ministre venait de subir un premier assaut, que le *Patriote Français* (n° du 3 janvier) relate en ces termes : «sur la proposition de Mallarmé, le ministre de la guerre est autorisé à faire des culottes en panne au lieu de culottes en drap. On renouvelle à cette occasion les plaintes contre Pache et ses adjoints; on les accuse de repousser avec dédain les soumissions de plusieurs citoyens. Une longue et fastidieuse discussion s'engage à ce sujet; mais au moins elle a un résultat utile: on règle la manière dont les soumissions seront reçues.»

Cette question de fourniture d'effets de panne, donne lieu à une vive discussion le 19 janvier (*Moniteur*, n° 23). Pache ayant demandé de nouveau à être autorisé à acheter de la panne pour l'habillement des soldats, Duroy déclare qu'il est inexact qu'on manque de drap. Boissy d'Anglas observe, que si l'on manque de drap, c'est la faute des fournisseurs qui dégoûtent les marchands qui se présentent à eux. Alors Bréard: «je viens d'éclaircir le fait. Le ministre de la guerre n'a pas de drap et bien des marchands sont allés en proposer aux bureaux de la guerre ou des commis ont dit qu'ils n'en avaient pas besoin.»

Un député: «je sais qu'il existe dans les bureaux de la guerre un projet d'acheter des pannes pour les habillements militaires; je sais que des commerçants d'Amiens font tous leurs efforts pour vider de vieux magasins. Ce n'est pas le drap qui manque».

Mais sur l'observation du président qu'il y a deux paquets joints au message de Custine, l'assemblée ne veut rien prononcer avant d'en connaître le contenu et les envoie au comité de la guerre pour lui en faire un rapport.

La question est soumise le jour même au dit comité (1). On lit les pièces contenues dans les paquets, qui renferment des réclamations relatives à des effets d'habillement, etc... Pache affirme qu'il a donné l'ordre d'envoyer tout le nécessaire et s'indigne d'être continuellement l'objet de calomnies. Il est ministre depuis deux mois seulement et les fournitures ne peuvent guère parvenir aux armées dans un délai moindre que celui qui s'est écoulé depuis son arrivée au pouvoir. C'est maintenant seulement, que les généraux vont commencer à recevoir satisfaction. Pourquoi le considère-t-on toujours comme fautif ? Il passe ses nuits à donner des ordres et à prendre des mesures pour réorganiser l'armée.

Le comité persuadé qu'il dit vrai, décide de rendre compte à la Convention, qu'il s'est assuré de l'exécution des mesures prises par lui.

Les dénonciations contre le directoire des achats se succèdent dès lors continuellement. Après Custine, Eiron de passage à Paris, vient signaler au comité de Défense générale, les inconvénients du système actuel et prédit que s'il n'est pas modifié, l'armée manquera bientôt de tout (2).

Des plaintes arrivent aussi de l'armée de la Moselle. Un membre du comité de Défense générale, communique à ses collègues une lettre d'un officier supérieur qui y est employé (3), affirmant que les troupes manquent de vivres, d'habillements et de munitions. Le président du comité, Kersaint, prie le ministre de lui faire passer « sur le champ », sa correspondance avec Beurnonville (4), qui prétend également que la pénurie des fourrages, le défaut d'agents du directoire des achats, les réparations indispensables à la botterie, sellerie et à l'habillement des troupes » l'obligent à rester dans ses cantonnements (5). Il a du informer le département de la Moselle de l'état de faiblesse de son armée par suite du manque d'approvisionnements (6).

Sans chercher à se dérober, Pache porte hardiment l'affaire devant la Convention (7). Il existe à Metz, déclare-t-il, des grains

1. Séance du comité de la guerre du 3 janvier, A. N., AF II, 14, R. 93.

2. Séance du comité de Défense générale, 10 janvier, Aulard, I, 445.

3. *Ibid.*, I, 401.

4. Kersaint à Pache, 12 janvier.

5. Beurnonville à Pache, 6 janvier.

6. Beurnonville au général Favart, 9 janvier. (Lettre citée par Pache dans son rapport à la Convention du 19 janvier).

7. Pache au président de la Convention, 19 janvier.

et des fourrages en quantité suffisante. Relativement à l'habillement, l'administration n'en appartient pas au directoire des achats, comme on pourrait le croire ; mais à une régie qu'il a trouvée installée à son arrivée. Il lui a fourni des états numériques pour les besoins de l'armée de la Moselle ; les objets nécessaires ont été envoyés. Si tout n'est pas parvenu à destination, c'est que c'est un travail réellement surhumain que d'organiser l'économie dans les circonstances présentes.

Mais Beurnonville renouvelle ses plaintes à plusieurs reprises (1) et par ailleurs, Dumouriez revient de son côté à la charge. De Paris où il se trouve en congé, il écrit à la Convention, que l'armée de Belgique manque de tout (2) et il vient déposer au comité de la guerre, un mémoire « sur le directoire des achats et la désorganisation de l'administration » (3). Les commissaires à l'armée de Belgique confirment ses dires (4) : « le général Miranda qui commande en l'absence de Dumouriez et de Valence, est venu hier nous annoncer, écrivent-ils, qu'il désirait vérifier l'état des subsistances de l'armée et la conduite du directoire des achats. Il nous a invités à y être présents. Quoique nous fussions certains d'avoir pris à cet égard tous les renseignements possibles, nous n'avons pas cru devoir nous refuser au vœu du général, qui ne tendait qu'à approfondir la vérité de plus en plus. Il a rassemblé toutes les personnes qui tiennent à l'administration des vivres, il les a entendues contradictoirement, en présence de tous les officiers généraux réunis et il a fait dresser procès verbal de leurs réponses. Nous lui en avons demandé une expédition, que nous joignons. L'intérêt que la Convention doit prendre à la conservation de l'armée, fixera son attention sur le résultat des réformes données par l'agent unique du directoire des achats : elles constatent que le directoire n'a ici ni argent, ni les agents nécessaires pour le service. »

Même note de Carnot, qui n'abandonne pas si facilement son adversaire et l'accable dans son rapport de mission dont nous avons déjà parlé (5). Et son collègue Bailleul demande la destitution immédiate du ministre.

Barère défend Pache : si l'armée des Pyrénées a manqué du nécessaire, la faute n'en est pas au ministre, qui voulait mais ne pouvait satisfaire aux besoins du vaste organisme à créer à

1. Beurnonville à Pache, 18 et 23 janvier.

2. Dumouriez au président de la Convention, 7 janvier, Buchez et Roux, XXIII, 1. *Moniteur*, XV, 78.

3. Séance du comité de la guerre, 9 janvier, Aulard, I, 439.

4. Les commissaires en Belgique à la Convention, 13 janvier, Aulard, I, 461.

5. Séance du 28 janvier, *Moniteur*, XV, 308.

l'extrémité de nos frontières; elle incombe à la Convention qui a frappé d'impuissance ses commissaires en leur interdisant par le décret du 15 novembre, d'ordonner toutes dépenses ou de tirer tout mandat sur les caisses publiques (1).

Mais c'est encore de l'armée des Alpes, que viennent les accusations les plus véhémentes contre le directoire. Les commissaires dans le Mont Blanc écrivent en effet à la Convention (2) : « l'état de l'armée des Alpes exige de vous une attention spéciale. Frappés du dénuement total dans lequel nous trouvons nos braves frères d'armes, nous recherchions la cause d'une négligence aussi coupable, d'un renversement aussi perfide des principes d'une bonne administration, lorsque le cri qui retentissait autour de nous est parti à la fois de toutes les armées et s'est fait entendre dans le sein de la Convention.

A ce soulèvement général, à cette parfaite unanimité des effets, nous avons reconnu la même force d'inertie paralysant toutes les armées de la République. »

Au milieu de ce concert de plaintes et de récriminations, seule la voix des commissaires de l'assemblée auprès de l'armée du Rhin s'élève en faveur du ministre de la guerre et de son directoire des achats : « nous informons la Convention (3), que les capotes arrivent enfin successivement, mais beaucoup de nos frères en manquent encore. Leur habillement est toujours négligé; l'on annonce que c'est beaucoup plus la faute des conseils d'administration que celle du ministre et des payeurs, envers lesquels on ne se met pas en règle.

L'impéritie de quelques quartiers maîtres, de certains commissaires des guerres, ou leur mauvaise volonté ont fait beaucoup souffrir les soldats de la république.

Les mesures que nous avons prises, nous donnent l'assurance que l'armée ne manquera pas de vivres. Cette partie de l'administration a beaucoup souffert, a été même exposée par les débats entre l'ancienne régie et le nouveau directoire.

Nous devons vous dire aussi, que depuis que nous correspondons avec le ministre de la guerre, nous avons acquis la certitude que si les alentours qu'il a eu le courage d'éloigner des bureaux avaient eu d'aussi bonnes intentions que lui, on n'aurait pas eu tant à se plaindre. »

Cette affirmation faite sur place, par des hommes tels que

1. Voir à ce sujet : Libermann, *Les commissaires de la Législative et de la Convention*, thèse de droit, Paris, 1926.

2. Les commissaires dans le Mont Blanc à la Convention, 8 janvier, Aulard, I, 437.

3. Les commissaires de l'armée du Rhin à la Convention, 14 janvier, Aulard, I, 469.

Reubell et Merlin de Thionville. semble impressionnante et laisse planer un doute sur l'impartialité des critiques que nous venons de relater.

VII. — FAILLITE DU DIRECTOIRE DES ACHATS.

Défense du directoire des achats ; il est décrété d'accusation.

Il faut convenir, cependant, qu'en face du mouvement général qui se dessine contre lui, le directoire des achats se défend bien maladroitement. Répondant d'abord à la dénonciation du département de la Moselle et à celle de Beurnonville, il déclare que Lipmann Cerfberr a bien été commis aux approvisionnements de l'armée de ce dernier (1) ; mais que sur l'avis « que par la négligence de l'ancienne administration, le service allait totalement manquer à l'armée de Dumouriez, et quoique non chargé d'y pourvoir, puisque ses opérations ne devaient commencer que le 1^{er} janvier, le directoire crut qu'il était plus convenable d'y envoyer sur le champ le citoyen Lipmann qui dès le commencement de décembre, pourvoit seul au milieu des contrariétés, des vexations, des entraves que les commissaires des guerres, les généraux, les agents de l'ancienne administration lui font éprouver, aux besoins du service.

Ce citoyen ne pouvant donc se rendre à sa première destination ; le directoire a cru devoir écrire à Théodore Cerfberr, l'un des régisseurs de l'armée du Rhin, de se rendre ensuite à celle du Centre... Mais les besoins de l'armée de Custine, qui se trouvait dans la même pénurie que celle de Dumouriez, arrêtaient encore celui-ci. Le directoire crut devoir s'empresse de charger par intérim le citoyen Dumas, régisseur de la manutention, d'assurer par tous les moyens possibles le service.

...Ces mesures ne sont pas les seules qu'ait prises le directoire, il a acheté dès le commencement de son établissement dans les places les plus importantes des frontières ; mais ordonné ses achats à des prix limités. »

Il a ainsi acquis le plus indispensable et il aurait acquis bien davantage, si l'ancienne administration n'avait établi l'usage ruineux pour la République de payer partie en numéraire.

« Les achats eussent été plus conséquents, si au moment de l'établissement du directoire, il ne s'était manifesté un système d'accaparement dans toute la république, système que le direc-

1. Réponse du directoire des achats aux dénonciations du directoire de la Moselle et du général Beurnonville, 14 janvier. A. G.

toire dénonce et dont il a déjà découvert quelques traces qu'il dévoilera. »

Le directoire discute ensuite les griefs qu'on invoque contre lui (1). « D'un côté, l'on se plaint que le directoire a fait hausser les prix des denrées, de l'autre l'on dit qu'il n'a rien acheté. Ces deux accusations se croisent ridiculement et sont absolument contradictoires.

S'il a fait hausser les prix, il a donc acheté.

Il n'a pu faire hausser les prix en fourrages, puisqu'il a constamment insisté sur des versements qui en ramenant l'abondance, influent nécessairement à la baisse.

Il n'a pu faire hausser le prix des grains, puisqu'il a constamment insisté sur les versements de grains de la Belgique, afin de venir non seulement au secours des approvisionnements militaires, mais encore pour soulager le peuple.

Il est faux que le service ait manqué en fourrages, puisqu'il résulte de l'attestation de notre chargé d'achats, Doisy, attestation confirmée par les régisseurs de la manutention même, que le service est dans ce moment-ci assuré par les achats du directoire, jusqu'à la fin du mois et qu'il l'est pour six mois, par les versements indiqués, provenant des achats faits pour le compte de cette armée de l'Intérieur.

Il n'a pas pu manquer en vivres, puisque pour les denrées existant actuellement en magasin, il est assuré pour deux mois et qu'il l'est pour six pour les grains prêts à être versés, sans compter les ressources immenses que nous fournira la Belgique. »

Ce plaidoyer *pro domo*, paraît peu convaincant, puisque les faits qui y sont allégués, sont en contradiction avec les affirmations de personnes aussi qualifiées que les représentants du peuple en Belgique, chargés spécialement d'enquêter sur place. Aussi, ces commissaires peuvent-ils sans grand peine, porter au directoire le coup de grâce, par l'organe de Camus, chargé du rapport d'ensemble sur la question des subsistances.

Nous devons déclarer-t-il (2), prendre connaissance de l'état de l'armée, examiner les dépenses, chercher la cause du dénuement où elle se trouvait. Or, « le défaut de subsistances vient du comité des achats. Si ce que j'ai vu est vrai, comme je n'en puis douter, les membres de ce comité doivent être décrétés d'accusation. Il s'est trouvé des jours où l'armée n'avait ni vivres, ni argent, ni agents. »

Alors Lacroix, un autre commissaire à l'armée de Belgique, de s'écrier : « je demande que dès cet instant, vous mettiez en état

1. Réponse du directoire des achats, *op. cit.*, 3.

2. Séance du 25 janvier, *Moniteur*, n° 27, XV, 279.

d'arrestation Bidermann, Cerfberr et Cousin. Ce comité des achats est un établissement contre révolutionnaire. Au lieu d'acheter les fourrages dans le pays, on les faisait venir de 60 lieues. Je puis vous dire qu'il y a eu des chevaux qui sont morts de faim. »

Un député demande que le comité des achats continue provisoirement son administration, afin que le service des armées ne souffre d'aucun retard.

Thibault propose que les scellés soient apposés sur les papiers du directoire et Bréard appuie cette motion.

Mais Saint-André : « c'est Roland qui a nommé les membres du directoire... »

Alors Camus réplique : « les ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur se concertèrent pour établir ce comité, afin qu'il n'y eut pas de concurrence dans l'achat qu'ils pouvaient faire chacun de leur côté. Mais je sais que le ministre de l'intérieur a éconduit de ses bureaux Bidermann et les autres membres de ce comité. »

La discussion est alors fermée, et le décret suivant rendu :

« 1^o les membres du comité des achats seront mis en état d'arrestation ; mais continueront néanmoins leur service ;

2^o les scellés seront apposés sur leur correspondance ; mais seront levés à l'instant, en présence des commissaires Camus, Lacroix et Lamarque. »

Le 30 janvier, le comité de la guerre confie à Camus le soin de faire l'enquête ordonnée par la Convention sur le directoire et d'établir les causes du manque de vivres et de fourrages (1). Cette enquête n'aboutit pas ; mais le directoire est en fait supprimé à partir de cette date et Beurnonville, dès son arrivée au ministère, rappelle l'ancienne régie des vivres, la compagnie Doumerc.

A défaut d'enquête du comité de la guerre, nous possédons une justification de Cerfberr (2), qui montre au moins quelles difficultés avait à surmonter le directoire des achats.

« J'ai été grièvement inculpé pas des hommes dont le caractère est respectable et paraît commander la confiance. Si en m'accusant d'ineptie ils n'eussent blessé que mon amour propre, je me serais tu et ma conduite peut-être dans toutes les circonstances où je me suis trouvé eut suffi pour me venger. Mais leurs attaques sont plus sérieuses et je vais leur répondre.

Le directoire des achats, dont je n'entreprends pas de dé-

1. Séance du comité de la guerre, 30 janvier, A. N., AF II, 14.

2. Observations par le citoyen Lipmann Cerfberr, en réponse au rapport fait le 25 janvier par les commissaires à l'armée de Belgique, 7 février.

fendre la conduite et qui s'acquittera sans doute de ce devoir, me nomma dans les premiers jours de décembre, pour faire dans les départements de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges, le service de l'armée du Centre.

Je me disposais à me rendre à ma destination, lorsque le 4 décembre, il m'invita d'aller avant tout assurer pour un mois le service de l'armée de la Belgique.

Je partis à l'instant et j'arrivai le 6 à Bruxelles. »

Là, il se met en rapport avec le citoyen Moselmann, qui lui déclare « que les fondés de pouvoir de l'ancienne régie ne cessent par des manœuvres coupables de rendre inutiles toutes leurs démarches ; ils les dénoncent au peuple comme des accapareurs, qualification odieuse qui peut les exposer à sa fureur. »

Arrivé à Liège, il se présente à Dumouriez, qui refuse d'entrer avec lui dans aucun détail, déclarant qu'il ne reconnaît pas le directoire des achats.

Sans se laisser rebuter, il appelle l'attention de ses chefs sur la pénurie dans laquelle on le laisse. Il lui faut avant tout des fonds ; car sa situation menace de devenir inextricable « j'étais l'agent d'une administration nouvelle à laquelle on ne devait pas pardonner facilement la confiance que lui donnait le pouvoir exécutif et dont on s'était merveilleusement occupé de préparer la ruine, en rendant inutiles tous ses efforts. J'étais étranger au pays où j'arrivai et je n'y rencontrai que des adversaires dans tout ce qui m'entourait, et tous ne s'occupaient qu'à contrarier mes initiatives.

...L'obligation que je me suis imposée, de ne rapporter que des faits dont la pièce soit entre mes mains, m'empêche de dire tout ce que m'a suscité d'obstacles cette jalousie coupable dont à chaque instant j'avais à me plaindre. Mes adversaires ont été jusqu'à demander et ont obtenu des ordres des généraux pour défendre à des habitants des campagnes de délivrer des approvisionnements que j'avais achetés...

Ainsi donc, non seulement j'étais seul pour fournir le service ; mais je l'étais aussi pour combattre tout ce qui m'environnait : mon devoir était de faire le bien et j'avais à peine assez de toutes mes forces pour empêcher le mal...

Je suis arrivé à Liège le 11 décembre, au moment où la détresse était extrême, au moment où, suivant les commissaires, il n'y avait aucun fourrage en magasins... enfin ce qu'il y avait de pis, au moment où l'ancienne administration ne payait plus ce qui lui avait été livré.

Tel était l'état affreux des choses, lorsque le 13, je me trouvai chargé de toute l'opération... ma mission était d'aller ins-

pecter l'état des fournitures et des approvisionnements et ce qui est bien essentiel d'observer, c'est que l'ancienne administration aurait dû faire le service jusqu'au 1^{er} janvier 1793.

Ce n'était qu'alors que le directoire devait fournir les besoins de l'armée. Il m'avait envoyé dès le 4 décembre, pour veiller à ce que les magasins fussent approvisionnés ; il y avait destiné des fonds pour faire les achats nécessaires. Combien le service eut été facile, si j'avais pu consacrer à le préparer les trois mois que j'avais devant moi et l'argent destiné uniquement à l'assurer ; mais pour faire vivre l'armée au 13 janvier, il fallait d'abord empêcher qu'elle ne périclît depuis le 13 décembre et je me trouvais sans avoir rien pu préparer, sans avoir eu le temps de prévoir ce que j'allais entreprendre. Je me vis surtout forcé de payer des arriérés de l'ancienne administration, avec l'argent qui devait me servir à faire les achats pour la suite...

Ma gestion a commencé le 13 décembre. J'étais seul, j'ai tout fait, j'avais contre moi mes propres agents qu'il m'avait fallu recevoir des mains de mes adversaires, j'étais dans un pays pillé, ravagé par l'ennemi, épuisé par le séjour de nombreuses armées ; j'avais à lutter contre tout ce qui m'incombait ; j'ai souvent manqué d'argent, parce que j'avais été réduit avant tout à acquitter les dettes de l'ancienne administration et dans l'espace d'un mois, j'ai acheté cependant : 15.825 sacs de froment 1.050 de farine, 2.500 quintaux de riz, 118.553 quintaux de foin, 49.173 de paille, 49.046 sacs d'avoine... »

Les arguments de Cerfberr présentent-ils une valeur réelle ? Il est certain que si des reproches justifiés peuvent lui être adressés, comme au directoire des achats, l'échec de la tentative faite par Pache, dont le principe au moins se justifiait, paraît surtout dû à l'hostilité universelle contre une institution qui froissait trop d'intérêts et menaçait trop de situations acquises.

Quoi qu'il en soit, le plaidoyer de Cerfberr ne devait avoir aucun effet sur les contemporains. Quand il parut, la cause était jugée, Pache destitué, l'ancienne régie des vivres, la fameuse compagnie Doumerc, avait repris le cours de ses fructueuses opérations et elle pouvait remercier ses agents, bien plus du concours qu'ils lui avaient prêté pour triompher de ses ennemis, que de leur zèle à servir les véritables intérêts de la république.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS PRISES PAR LE MINISTRE EN VUE DE LA CAMPAGNE DE 1793

I. *Plan de campagne proposé par Pache et projet de réorganisation de l'armée.*

Le comité de la guerre, auquel le ministre est désormais entièrement inféodé, le prie de lui présenter ses vues pour la campagne de 1793. Situation générale au mois de décembre et propositions du ministre, tant au point de vue du plan de campagne, qu'au sujet de la réorganisation de l'armée.

II. *Mesures d'administration militaire. — Personnel et matériel : dispositions prises par le ministre à l'instigation du comité de la guerre.*

III. *Attaques des Girondins contre Pache à la fin de 1792. — Nouvelles attaques contre Pache aux séances des 16 et 30 décembre. Défense de Pache aux Jacobins. Sa justification.*

I. — PLAN DE CAMPAGNE PROPOSÉ PAR PACHE

Le comité de la guerre, auquel le ministre est désormais entièrement inféodé, le prie de lui présenter ses vues pour la campagne de 1793. Situation générale au mois de décembre et propositions du ministre, tant au point de vue du plan de campagne, qu'au sujet de la réorganisation de l'armée.

Nous avons vu au cours des chapitres précédents, comment le comité de la guerre, successeur du comité militaire de la Législative, ne s'était plus seulement borné comme son prédécesseur, à exercer un simple contrôle sur le département de la guerre ; mais avait été peu à peu amené à se le subordonner, à lui fournir des directives, à lui imposer des ordres.

Au mois de décembre, l'évolution est accomplie, le ministre de la guerre dépend du comité de la guerre, comme ses autres collègues du conseil exécutif provisoire, des divers comités contrôlant leurs départements respectifs, en attendant qu'à partir du 1^{er} janvier, le comité de Défense générale prenne la direction supérieure de la politique générale intérieure et extérieure.

La subordination de Pache va apparaître notamment dans la manière dont il est invité à présenter un plan de campagne.

Le 14 décembre, un membre du comité de la guerre déclare

à ses collègues qu'il est nécessaire de prier l'exécutif de faire connaître ses vues pour la campagne prochaine : « Cette demande est ajournée à jour fixé et l'on passe à l'ordre du jour (1) ».

La question est posée à nouveau à la séance du 18 décembre (2). Cette fois, le ministre des affaires étrangères répond, que le plan de guerre consiste pour le moment, à border le territoire Français et à surveiller les armements de l'Angleterre.

Quelques jours plus tard, Dubois Crancé nommé président du comité (3), demande à Pache de lui fournir dans le plus bref délai les renseignements suivants :

« 1^o En combien d'armées consistera notre défense présumée sur les efforts combinés de nos ennemis ;

2^o De combien d'hommes dans chaque arme, chacune de ces armées sera-t-elle composée ;

3^o Combien d'officiers généraux, d'aides de camp, d'officiers d'état major, de commissaires des guerres seront nécessaires, à la force de chaque armée ;

4^o Ce qu'il faut indépendamment des armées agissantes, en troupes intérieures, comme auxiliaires, dépôts etc..., ce qu'il faut pour ce genre de service d'officiers généraux, d'adjudants généraux, commissaires des guerres...

5^o Combien de troupes de différentes armes, indépendamment de ces armées agissantes, sont nécessaires pour la garde des places de guerres, sauf les cas extraordinaires ; combien d'officiers supérieurs et d'état-major y seront employés ;

6^o Quelles sont nos munitions de guerre et de bouche, habillements, effets de campement, sur les différents points de défense ; à combien faudra-t-il les porter pour le service complet de l'année 1793 (4) ».

En outre, Dubois Crancé invite Pache à lui donner un aperçu de toutes les dépenses de son département.

Le ministre doit ainsi fournir outre le plan de campagne, l'état général de nos forces.

Avant de voir de quelle manière il va s'acquitter de cette tâche, il convient de résumer brièvement la situation générale à la fin de ce mois de décembre.

Tandis que l'armée du Nord, forte d'environ 18.000 hommes, borde la frontière Hollandaise et menace Maëstricht et Vanloo, les armées de Belgique (46.000 hommes) et des Ardennes (23.000 h.),

1. Séance du comité de la guerre du 14 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14...

2. *Ibid.*, 18 décembre.

3. A la séance du 15 décembre, A. N., R. 92, AF II, 14.

4. Dubois Crancé à Pache, 28 décembre.

gardent les lignes de la Meuse et de la Rôer. A l'est, celle des Vosges (37.000 hommes), toujours en flèche, occupe Mayence et fortifie Kastel, pendant que celle de la Moselle (21.000 hommes, se réorganise sur la Sarre, retour de sa malheureuse expédition sur Trèves et que celle du Rhin (19.000 hommes) voit ses effectifs se fondre sans cesse au profit de Custine. Au sud enfin, les armées des Alpes (16.000 hommes) et d'Italie (13.000 hommes), montent la garde en avant de leurs récentes conquêtes ; celle des Pyrénées demeure en voie d'organisation (1).

Les armées ennemies bordent nos positions : Beaulieu, Hohenlohe occupent le Luxembourg, le pays de Trèves et la rive droite de la Sarre ; Saxe-Cobourg qui a remplacé Saxe Teschen, se tient entre Erfst et Rhin, sa gauche à Coblentz, en jonction avec le roi de Prusse qui occupe cette ville et le Rheingau, avec son corps principal entre Francfort et Mayence.

Trente mille Autrichiens, commandés par Collorédo, sont répartis sur les deux rives du Neckar et sur le Rhin de Lambertsheim à Mannheim. Un autre corps moins considérable, s'étend de Rastatt à Schweitzingen et Friedrichsfeld. Dans le Brisgau, outre les émigrés français aux ordres de Condé, 15 ou 16.000 hommes sous Wallis observent le haut Rhin. Enfin l'armée Sarde, qui vient de recevoir ses premiers renforts Autrichiens, fait face à Kellermann et d'Anselme.

Telle est la situation générale au moment où Pache rédige son « mémoire sur la campagne de 1793 » que nous croyons utile de citer entièrement (2), parce qu'il va servir de base aux rapports célèbres présentés par Dubois Crancé à la Convention en janvier et février 1793.

« La coalition des despotes contre la liberté, déclare le ministre, obligera la république française à déployer l'année prochaine des moyens au moins aussi grands que ceux qu'elle a mis en usage pour chasser l'ennemi de son territoire. Si ces moyens sont pris avec ordre, avec mesure, la république résistera à tous les efforts de ses ennemis. La suite du mémoire prouvera qu'il n'est besoin de rien parier pour arriver à ce but ».

Et il répond point par point aux questions de Dubois Crancé
« 1° En combien d'armées consistera notre défense présumée sur les efforts combinés de nos ennemis ?

La République pouvant être attaquée au nord, à l'est, au

1. Pache aux commissaires de la trésorerie nationale, 8 décembre.

2. *Mémoire sur la campagne de 1793*, vers le 27 décembre 1792 (Carton de la correspondance générale du mois de décembre). A. G.

Avenel en parle dans ses *Lundis révolutionnaires* (p. 12). Nous n'avons pas connaissance qu'aucun autre auteur y ait fait allusion, ni qu'il ait jamais été publié.

midi et sur les côtes de l'Océan, ne peut tenter d'agir offensivement sur toutes ses frontières. Elle doit profiter des obstacles naturels, partout où ils protègent une guerre défensive.

Si les Français repassaient les défilés des montagnes pour attaquer quelques uns de leurs ennemis, ils se priveraient de l'avantage de défendre ces défilés, avec un nombre moindre que celui des attaquants. Il faut donc rester sur la défensive à l'est et au midi.

Les deux points par lesquels le roi de Sardaigne peut entrer en France, sont la Savoie et le comté de Nice. Ces deux points sont assez éloignés l'un de l'autre et assez séparés par les obstacles naturels, pour exiger que leur défense soit confiée à deux généraux différents.

Il en est de même de la frontière d'Espagne. Les deux points par où les troupes Espagnoles pourraient pénétrer, sont aux deux extrémités de la chaîne de montagne qui sépare la République du royaume et les troupes françaises, occupées à défendre ces deux passages, ne pourraient établir entre elles un concert d'opérations bien suivi.

Les troupes du roi de Sardaigne montent à 46.000 hommes, il pourra en mettre tout au plus en campagne 36.000. L'Autriche lui en a fourni 10.000. On pense qu'en opposant 40.000 hommes sous la tente, sans compter les garnisons, on soutiendra la guerre défensive avec espoir de succès contre cette puissance.

L'Espagne ne peut porter sur nos frontières que 40.000 hommes de troupes disponibles ; ainsi, en lui opposant une force égale, sans compter les garnisons, on soutiendra encore sur cette frontière une guerre défensive sans danger.

Les côtes de la Méditerranée et de l'Océan doivent être gardées dans les points principaux par des troupes...

C'est donc au nord que la République doit agir offensivement. Le premier vœu qu'elle forme sans doute, est de se mettre en état de repousser et même détruire les préparatifs hostiles d'une puissance qui commence à se montrer notre ennemie et qui est séparée de nous par la mer. Toujours cette puissance craint une descente, jamais cette tentative n'a été sérieusement préparée sous le régime des tyrans ; mais elle le sera, elle réussira sous le régime de la liberté.

Les puissances d'Allemagne avaient réuni contre nous 130.000 hommes cette année, savoir :

50.000 Prussiens,
58.000 Autrichiens,
12.000 Hessois,
10.000 émigrés.

L'Autriche et la Prusse ont perdu chacune environ 20.000 hommes, les émigrés se sont dispersés, la plus grande partie en Hollande, le reste en Italie ; il ne resterait donc contre nous que 80.000 hommes.

La Prusse et l'Autriche font avancer des secours et ces puissances font tous leurs efforts pour les porter à 30.000 chacune.

L'armée de l'Empire ne s'est jamais élevée au dessus de 40.000 hommes effectifs, de manière que nous devons craindre d'avoir contre nous, la campagne prochaine, 180.000 hommes savoir :

60.000 Prussiens, 68.000 Autrichiens, 12.000 Hessois et 40.000 hommes des Cercles. Comme l'armée des Cercles est lente à se former, on pense qu'en opposant 186.000 hommes, on peut non seulement se défendre ; mais même attaquer.

Dans la Belgique, une armée de 62.000 hommes n'est pas trop forte pour porter nos conquêtes jusqu'au bas Rhin. Cette armée, forcera les Prussiens à venir défendre leurs possessions de Westphalie.

Une autre de même force sera destinée à purger le Luxembourg d'Autrichiens et à leur couper toute communication à l'avenir avec cette puissance, en s'emparant de Coblenz.

Une troisième armée de 62.000 hommes, agira sur le haut Rhin en s'emparant des états de l'Autriche en Souabe.

Ces trois armées, seront accompagnées chacune d'un train de siège, pour assurer le succès de leurs opérations.

Une réserve de 25.000 hommes, assemblée et campée vers Châlons, sera prête à se porter partout où les succès seraient un moment incertains.

Il convient encore de garder les places, de maintenir nos conquêtes et d'assurer leur tranquillité quand les armées s'en éloigneront, de réunir les dépôts destinés à former les renforts qui arrivent des départements aux armées. Il convient encore de garder les colonies. 171.000 hommes ne paraissent pas un nombre trop fort pour ces divers objets.

Telles seraient donc les dispositions convenables pour faire avec succès la campagne prochaine. Elles exigent 9 armées : quatre offensives et cinq défensives et 171.000 hommes de garnison.

2° De combien d'hommes de chaque arme, chacune de ces armées serait-elle composée ?

Le tableau suivant répond à cette question.

	Infanterie	Cavalerie	Artillerie
Armées offensives :			
de la Belgique	50.000	10.000	2.000
de la Moselle	»	»	»
du Rhin	»	»	»
d'embarquement	36.000	4.000	1.000
Armées défensives :			
des Alpes	16.000	4.000	800
d'Italie	»	»	»
des Pyrénées-Orientales	»	»	»
des Pyrénées Occidentales	»	»	»
de Réserve	22.000	3.000	300
Total	272.000	53.000	10.500

Total général : 335.000 hommes.

3° Combien d'officiers généraux, d'aides de camp, d'officiers d'état-major, de commissaires de guerres, seront nécessaires à la force de chaque armée ?

Le nombre des généraux d'armée, devrait être de 9 d'après ce tableau. Le décret du 1^{er} octobre en crée 8 et 1 commandant général des Côtes. Comme il paraît plus utile au bien du service que les commandants de divisions maritimes, correspondent directement avec le ministre, on propose de supprimer le titre de commandant général des Côtes et de créer un général d'armée.

Il serait à désirer aussi, que la Convention nationale supprime les noms territoriaux donnés aux armées. Ces noms semblent faire un commandement territorial de celui des armées, ce qui présente quelques inconvénients pendant cette campagne.

Il est avantageux de laisser au pouvoir exécutif le soin de joindre ou de séparer ces commandements, suivant les circonstances. On pourrait distinguer les armées par des numéros.

Quant aux lieutenants généraux et aux maréchaux de camp nécessaires aux différentes armées, le ministre de la guerre a adressé le 6 novembre dernier à la Convention nationale un mémoire dans lequel il propose de maintenir toujours la même proportion entre le nombre d'officiers généraux et le nombre de troupes, soit que ce nombre augmente ou diminue. Cette mesure s'appliquerait à tous les cas possibles et mettrait le ministre en état de satisfaire aux demandes pressantes des généraux. Si la Convention nationale l'adopte, le tableau suivant indiquera la quantité d'officiers généraux et d'adjudants généraux nécessaires aux armées.

L'expérience de la campagne de 1792 ayant prouvé, que pour surveiller une foule de détails, chaque adjudant général avait besoin de deux adjudants, on propose à la Convention d'autoriser le ministre de la guerre à les payer comme les aides de camp.

Ils ne le seront pas dans leurs régiments; mais ils y auront leurs places, conformément aux décrets déjà rendus.

TABLEAU DES OFFICIERS GÉNÉRAUX ET ADJUDANTS GÉNÉRAUX
NÉCESSAIRES AUX 9 ARMÉES.

236.000 hommes d'infanterie de ligne à 815 hommes par bataillon	290 bataillons	
36.000 hommes d'infanterie légère à 720 h. par bataillon	50 —	
10.500 hommes d'artillerie, 7 régiments.	<u>14</u> —	
	354 bataillons	
Soit		88 brigades
53.000 hommes de cavalerie à 200 hom- mes par escadron	265 escadrons	
Artillerie à cheval	<u>6</u> —	
	271 escadrons	
Soit		<u>33</u> —
Total		121 brigades

ce qui donnera les nombres d'officiers généraux, adjudants généraux, aides de camp et adjoints suivants :

9 généraux d'armée,	
60 lieutenants généraux,	
120 maréchaux de camp,	
30 adjudants généraux colonels,	
30 — lieutenants colonels,	
9 aides de camp colonels,	
9 — lieutenants colonels,	
256 — capitaines, lieutenants et sous-lieutenants,	
120 adjoints aux adjudants généraux du grade de capitaine,	
— lieutenant et sous-lieutenant,	
645 officiers de l'état-major des armées au total.	

Quant au nombre des commissaires des guerres nécessaire à l'administration de ces 9 armées, on s'en rapporte à un mémoire envoyé le 27 août dernier, au ministre de la guerre, par le général Dumouriez et approuvé par lui.

TABLEAU DES COMMISSAIRES DES GUERRES NÉCESSAIRES
AUX 9 ARMÉES.

Armées	Commissaires ordonnateurs	Commissaires ordinaires	Aides
de la Belgique	1	12	3
de la Moselle.....	1	12	3
du Rhin.....	1	12	3
d'embarquement	1	8	2
des Alpes.....	1	4	1
d'Italie	1	4	1
des Pyrénées Orientales	1	4	1
— Occidentales ..	1	4	1
de Réserve	1	5	1
Total	9	65	16

Il faudra créer une cour martiale par armée et pour cet objet, on a besoin du nombre de commissaires suivant : 9 commissaires-juges, 25 assesseurs.

Il faudra donc au total 124 commissaires dont : 9 ordonnateurs, 99 ordinaires (65 pour l'administration, 34 pour les cours martiales), 16 aides commissaires.

4° *Ce qu'il faut indépendamment des armées agissantes, de troupes intérieures, comme auxiliaires, dépôts...* Ce qu'il faut pour ce genre de services, d'officiers généraux, adjudants généraux, commissaires des guerres etc.,

Un aperçu des différentes garnisons à établir sur les frontières, répondra suffisamment à cette question. On ne distingue pas les dépôts d'infanterie, parce que le général aura la liberté de les remplacer dans son armée, par des corps tirés de ses garnisons. Quant aux dépôts de cavalerie et d'artillerie, on l'estime au 1/10 des troupes qui restent en activité. Il convient de compter ces dépôts pour la détermination du nombre d'officiers généraux, puisqu'il est nécessaire de les remplacer dans les armées par des escadrons effectifs, afin d'avoir le nombre d'hommes porté pour chaque armée.

TABLEAU DES GARNISONS ET DES DÉPÔTS.

Départements du Nord et Belgique	50.000 hommes
3 ^e division.....	15.000 —
5 ^e division.....	25.000 —
6 ^e division.....	5.000 —
7 ^e et 8 ^e divisions	10.000 —
<i>A reporter</i>	105.000 hommes

<i>Report</i>	105.000 hommes
9 ^e et 23 ^e divisions	10.000 —
10 ^e et 11 ^e divisions	10.000 —
12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e divisions	20.000 —
Colonies	20.000 —
	165.000 hommes
Dépôts de cavalerie	5.300 —
d'artillerie	1.050 —
	171.350 hommes

TABLEAU DES OFFICIERS GÉNÉRAUX,
ADJUDANTS GÉNÉRAUX, AIDES DE CAMP, ETC...,
NÉCESSAIRES AUX GARNISONS.

165.000 hommes d'infanterie à 815 hommes par bataillon	202 bataillons	50 brigades
5.300 hommes à cheval à 200 h. par escadron	26 —	3 —
		53 brigades

ce qui donnera le nombre d'officiers généraux, etc... suivant :

26 lieutenants généraux,
52 maréchaux de camp,
13 adjudants généraux colonels, *
13 — lieutenants colonels,
104 aides de camp lieutenants et sous-lieutenants.
208 officiers d'état-major de division.

A ce nombre, il convient d'ajouter les nombres suivants pour les divisions militaires de l'intérieur.

TABLEAU DES LIEUTENANTS GÉNÉRAUX, MARÉCHAUX DE CAMP,
NÉCESSAIRES AUX DIVERSES TROUPES DE L'INTÉRIEUR.

Lieutenants généraux	4
Maréchaux de camp	10
Adjudants généraux colonels	2
lieutenants colonels	2
Aides de camp capitaines et commandants	18
	36

On a senti, pendant la campagne de 1792, la nécessité d'établir des commandants temporaires dans la plupart des places, par suite du déplacement continu des corps militaires, aux chefs desquels, le commandement devait être déferé par les lois.

Il serait utile de consolider cet établissement pendant la durée de la guerre, d'autant mieux que, d'après les circonstances actuelles, plusieurs forteresses ne peuvent être gardées que par les gardes nationales des lieux et qu'il conviendra d'y mettre un homme bon patriote, conciliant, connaissant le service et chargé particulièrement de surveiller la conservation des propriétés nationales dépendant du département de la guerre.

On pense que 106 commandants suffiraient pour les 91 places fortes de la République et les 13 garnisons que ses troupes occupent en pays étranger (26 lieutenants colonels et 80 capitaines).

Il faudrait au total :

9 généraux d'armée,
 90 lieutenants généraux (60 en campagne, 30 à l'intérieur),
 182 maréchaux de camp (120 en campagne, 62 à l'intérieur),
 45 adjudants généraux colonels (30 en campagne, 15 à l'intérieur
 et autant d'adjudants généraux lieutenants colonels,
 398 aides de camp (9 colonels, 9 lieutenants colonels, 380 capitaines et lieutenants,
 120 adjoints aux adjudants généraux (capitaines, lieutenants, sous-lieutenants),
 106 commandants temporaires,
 L'état-major des armées doit comprendre : 995 officiers.

Quant aux commissaires des guerres, ils seront répartis comme suit :

Aux armées : 9 commissaires ordonnateurs, 99 ordinaires, 16 aides.
 A l'intérieur : 23 commissaires ordonnateurs, 157 ordinaires, 16 aides.

5^o *Combien de troupes des différentes armes, indépendamment des armées agissantes, sont nécessaires pour la garde des places...*
 On a répondu à cette question, en répondant à la quatrième, qui concernait les troupes auxiliaires et les dépôts, parce que ces dépôts pourraient tenir lieu de garnisons dans des places situées fort en arrière des armées, comme la République en a beaucoup aujourd'hui...

Mais il se présente une difficulté ; on a toujours supposé dans le cours du mémoire, qu'il était possible à la République de maintenir pendant toute la campagne plus de 500.000 hommes sous les armes. Il convient de prendre le tableau des forces, en indiquant le moyen de les compléter.

TABLEAU GÉNÉRAL DE TOUTES LES TROUPES ARMÉES NÉCESSAIRES
A LA CAMPAGNE DE 1793.

Infanterie : sous la tente ..	272.000	hommes	{	437.000	hommes
en garnison ...	165.000	—			
Cavalerie : sous la tente ..	53.000	—	{	58.300	—
en dépôt	5.300	—			
Artillerie : sous la tente ..	10.500	—	{	11.550	—
en dépôt	1.050	—			
Total général	506.850	hommes			

MOYENS DE COMPLÉTER CES FORCES

On n'entrera pas dans le détail de tous les corps et de toutes les fonctions différentes qui composent l'armée. Cette nomenclature ne servirait qu'à prouver combien l'administration de la guerre doit en être entravée. On les classera sous 6 formations différentes et on demandera le changement de celles que le bien du service seul exige.

Les 6 formations sont : l'infanterie de ligne et légère, la cavalerie de ligne et légère, l'artillerie de parc et légère.

Elles se divisent naturellement en deux, d'après la composition actuelle des armées de la république, les troupes de ligne proprement dites et les volontaires nationaux. Sans doute, il serait à désirer que cette différence disparaisse et que la république ne soldât qu'une espèce de troupes ; mais le peu d'intervalle qui reste entre le moment actuel et la reprise des opérations militaires, ne permet peut-être pas un si grand changement.

On proposera cependant de les assimiler le plus qu'il sera possible, sans causer de désorganisation.

Infanterie de ligne. — L'infanterie de ligne a une excellente composition et il ne convient pas d'y rien changer. Une augmentation seule paraît indispensable.

C'est par notre artillerie, que nous avons principalement surpassé nos ennemis. Cette arme ne sera pas suffisante et cependant l'on ne peut songer à l'augmenter en créant des régiments nouveaux.

La longue instruction qu'un canonnier exige, nous retirerait l'espoir de faire usage de ces nouveaux corps pendant la campagne prochaine.

Mais l'artillerie de campagne ne demande pas une instruction aussi complète que celle de parc, que celle de siège. Déjà

un grand nombre de Français manœuvre le canon de 4 avec célérité et avec adresse, sans être du corps de l'artillerie. Il n'est pas de régiments qui n'ait fourni des servants aux canonniers des corps.

Il est même un grand nombre de bataillons aux armées, qui n'ont plus qu'un ou deux canonniers d'artillerie, pour le service de leurs canons.

Il est donc possible de soulager les régiments d'artillerie du service du canon de campagne et pour cela, on propose de créer pour chaque régiment de troupes de ligne, une compagnie de canonniers, fournie à peu près comme celles que le décret du 13 mars 1792 avait créées pour les bataillons de volontaires. Elle serait ainsi composée : 3 officiers, 3 sous-officiers, 5 caporaux, 4 appointés, 39 canonniers.

Les canonniers, leurs officiers, seraient choisis dans le régiment même, avec les mêmes formalités que les grenadiers et leurs officiers ; les régiments d'infanterie de ligne se trouveraient alors portés à 1.631 hommes, savoir :

Etat-major	23 hommes
2 compagnies de grenadiers à 65 hommes	130
16 compagnies de fusiliers à 89 hommes	1.424 —
1 compagnie de canonniers à 54 hommes	54 -
	1.631 hommes

Il est extrêmement pressant de compléter les régiments de ligne* et l'on propose à la Convention nationale, d'adopter le mode prescrit par les décrets des 17, 19, 20 juillet 1792, en y ajoutant néanmoins cette modification, que les municipalités certifieront sur l'engagement d'un citoyen, que ce citoyen est domicilié dans le territoire de la municipalité depuis un an au moins...

Infanterie volontaire de ligne. — Je comprends sous ce nom tous les bataillons de volontaires nationaux, formés dans les dépôts. Il en existe 480, en y comprenant les bataillons formés des hommes rassemblés au camp de Soissons et des fédérés, en portant au nombre des bataillons départementaux, ceux qui ont été seulement formés de volontaires d'un même département.

Il en reste environ 40, qui m'appartenant à aucun département en particulier, ne peuvent être recrutés comme les autres, à mesure qu'il vaque des places, et ne peuvent non plus l'être par engagement, puisqu'ils sont volontaires et que l'engagement est contraire à l'essence de leur composition. Ils tendent donc continuellement à se fondre.

Pour profiter des soldats qui se sont formés dans ces batail-

lons pendant la précédente campagne, on propose de licencier ces bataillons et de reprendre les volontaires dans les troupes de ligne, en leur donnant une somme de 30 livres pour forme de dédommagement et d'engagement pour la campagne prochaine, conformément au décret du 12 septembre 1792 ; ou dans les bataillons de leurs départements respectifs, s'ils le préfèrent, mais sans engagement. Il restera après cette opération, 440 bataillons de l'infanterie volontaire de ligne.

La formation des bataillons n'est pas bonne, relativement au service. Le nombre des sous-officiers est fixé d'abord pour 574 hommes.

Le décret du 5 mai 1792 a élevé la force de chaque bataillon à 800 hommes, sans augmenter le nombre de sous-officiers, de sorte que la proportion des uns et des autres, n'est plus conforme au mode employé pour commander le service. Cet inconvénient s'est fait sentir pendant toute la campagne.

Le décret du 13 mars 1792, a permis de joindre une compagnie de canonniers de 54 hommes à chaque bataillon de garde nationale ; mais 54 canonniers peuvent aisément servir 4 pièces de canon de campagne. Les bataillons qui ont de pareilles compagnies, ont donc trop de canonniers, tandis que d'autres n'en ont point du tout.

Le grand nombre de corps séparés avec lesquels l'administration de la guerre est obligée de correspondre, entrave sa marche au moins autant que le grand nombre de formations différentes, qui existent dans l'armée.

Pour apporter un remède à cette situation, on propose :

1^o de donner aux bataillons de garde nationale la même organisation qu'aux bataillons de troupes de ligne ;

La proportion de la paye pourra rester la même, excepté qu'il conviendrait de donner un sol de haute paye aux appointés ; les appointés seraient pris à l'ancienneté dans chaque compagnie et non au choix, ce qui contribuerait à maintenir le respect pour les vieux soldats ;

2^o de réunir 2 bataillons d'un même département, pour former le régiment commandé par un colonel à 7 payes, suivant le décret du 21 juin 1791 et 2 lieutenants colonels à 6 payes. La république y gagnerait la paye d'un officier supérieur par régiment et la correspondance administrative de la guerre serait soulagée de moitié. On aurait attention de réunir 1 bataillon qui a des canonniers, avec un bataillon qui n'en a pas et le régiment de volontaires serait organisé comme un régiment de ligne.

Comme cette opération pourrait souffrir quelques difficultés, relativement à quelques uns de ces bataillons et qu'il suffit de former ainsi 153 régiments de volontaires, pour avoir le nombre de régiments de ligne demandé pour les 9 armées et leurs garnisons, on propose donc de ne réunir ainsi deux à deux que 306 bataillons et de ne créer par exemple que 153 compagnies de canonniers de campagne.

On propose de destiner 9 autres bataillons, choisis dans les départements montueux, pour porter à 50 le nombre des bataillons d'infanterie légère, de sorte qu'il resterait 125 bataillons qu'on pourra se dispenser de porter pour le moment au complet.

Si la Convention nationale voulait faire l'économie de supprimer les états majors de ces 125 bataillons, il conviendrait d'ordonner en même temps de répandre les volontaires qui les composent dans les 306 bataillons conservés, ce qui aiderait à les porter promptement au grand complet de guerre.

Avant de déterminer les dispositions à prendre, relativement aux bataillons de volontaires nationaux, il est utile de faire quelques observations sur les modes prescrits par les lois concernant la nomination des officiers.

Les commissaires qui viennent des armées, conviennent tous, que le résultat général du mode de choix adopté est de donner des officiers peu propres à maintenir l'ordre dans les bataillons. Un subalterne qui confond aisément la liberté civile avec la liberté individuelle, donnera difficilement son suffrage à l'homme capable par son caractère, de gêner un peu cette dernière liberté. Il en résulte naturellement un choix d'hommes faibles.

L'assemblée nationale a voulu remédier à cet inconvénient, en décrétant que les officiers nommés le seraient pour toute la guerre ; mais il reste encore l'espoir de l'avancement, qui peut engager encore plus d'un officier, à retenir l'énergie de son caractère. Or il faut de l'énergie prononcée, pour maintenir l'ordre dans les armées.

On propose de faire un léger changement au mode de nomination ; c'est d'en remettre une partie à l'ancienneté, comme dans les troupes de ligne. Aussi, tant que la guerre durera, la moitié des places d'officiers et sous-officiers volontaires sera donnée à l'ancienneté, l'autre au choix, suivant la forme décrétée, excepté les places de capitaine, lieutenant, appointé qui seront toutes données à l'ancienneté dans les grades inférieurs.

Infanterie légère. — La composition de celle-ci est aussi bonne que celle de l'infanterie de ligne.

On ne propose pas d'y ajouter une compagnie de canonniers,

parce qu'une compagnie serait trop forte pour servir les pièces d'artillerie d'un bataillon et que d'ailleurs, l'infanterie légère est employée souvent dans des situations où son artillerie ne peut être conduite.

Il vaut mieux qu'on lui en fournisse du parc, quand les circonstances demandent qu'elle en amène avec elle. Le parc fournira en même temps les canonniers nécessaires.

Mais on propose de réunir toutes les compagnies franches, en bataillons de la même formation que ceux de l'infanterie légère. On produira par cette réunion, le grand bien de diminuer la nombreuse correspondance du ministre de la guerre ; et ce qui est plus à considérer, de favoriser le maintien de la discipline, qui est toujours meilleure dans les gros corps que dans les petits.

On propose aussi de diviser les légions, en séparant les deux espèces d'armes qui les composent. La réunion de la cavalerie et de l'infanterie, peut se faire très bien, sans réunir pour cela l'administration des deux armes. Elle a lieu réellement aux avant-gardes, qui sont composées d'infanterie et de cavalerie, commandées par un général et son état major. Ces légions n'ont pas une organisation uniforme, leur mode de recrutement occasionne des plaintes d'un grand nombre de généraux et de chefs de corps.

Enfin, quelques-unes de ces légions ont le tort, qui en est un bien réel dans une république, d'être plus connues par le nom du général qui a sollicité leur formation, que par celui que le décret leur donne.

La Convention fera disparaître tous ces inconvénients et réduira les difficultés de l'administration de la guerre, en autorisant le ministre à former des bataillons d'infanterie légère avec l'infanterie des légions ; des régiments de hussards ou de chasseurs à cheval avec leur cavalerie ; des compagnies de canonniers de régiments à cheval avec leurs compagnies d'artillerie, selon leur organisation.

Infanterie volontaire légère. — On propose pour cette espèce d'infanterie, la même désignation que pour l'infanterie légère engagée.

Le ministre aurait l'intention de réunir les compagnies de chasseurs à pied, formées dans le même département ou au moins dans les départements limitrophes.

Cavalerie de ligne. — Le ministre rappelle à la Convention le mémoire qu'il lui a adressé le 19 novembre dernier, sur la nécessité et les moyens de remonter notre cavalerie et de la mettre en état d'être opposée avec succès à celle de nos ennemis.

Il est instant de prendre ce mémoire en considération. Les moments s'écoulent et il faut du temps pour acheter les chevaux et pour les former.

La Convention est priée de prendre aussi en considération le mémoire qui lui a été envoyé dernièrement, pour la formation de 2 régiments de dragons à Angers.

Cavalerie volontaire de ligne. — Il existe peu de corps volontaires à cheval, que l'on puisse assimiler à la cavalerie de ligne.

Cependant, on propose d'assimiler leur formation à celle de la cavalerie de ligne, afin de diminuer les entraves de l'administration de la guerre.

Cavalerie légère. — C'est principalement cette espèce de cavalerie, que la république doit se hâter d'augmenter. Nous sommes bien loin à cet égard d'être en mesure avec nos ennemis. Cependant, les comptes que le ministre reçoit, le mettent en état d'assurer la Convention que cette cavalerie légère sert avec tant de civisme, d'ordre et de courage, qu'elle rend moins sensible le défaut du nombre vis-à-vis de nos ennemis.

Cavalerie volontaire légère. — C'est avec raison que la Convention organise en cavalerie légère, les citoyens qui se pressent de servir la République dans les troupes à cheval ; il est cependant une chose à remarquer, c'est que le trop grand nombre d'organisations nouvelles pourrait nuire à l'augmentation de l'ancienne.

Or, cette dernière mesure est préférable, parce que les nouveaux cavaliers sont bientôt instruits dans un ancien régiment, au lieu qu'il s'écoule toujours un long intervalle de temps entre le décret de la création d'un nouveau régiment de cavalerie et le moment où les généraux de la république peuvent en faire usage.

On propose d'autoriser le ministre de la guerre à donner la formation de la cavalerie légère proprement dite, à ceux des nouveaux corps à cheval, nouvellement levés, qui ne l'ont pas déjà.

Artillerie de Parc. — On ne saurait trop donner d'éloges à cette troupe. Son civisme, son courage, son adresse sont bien connus de nos ennemis.

Ce corps ne peut suffire au service de notre artillerie actuelle. Il convient d'ailleurs d'en réunir ses parties extrêmement disséminées dans ce moment. Ces considérations ont été présentées plus haut, pour engager la Convention à remettre aux régiments d'infanterie, le service de l'artillerie de campagne qu'ils mènent

avec eux. Cette mesure portera sur le champ, notre artillerie au-dessus de tous les efforts que l'Europe réunie pourrait faire en ce genre.

Artillerie légère. — Cette troupe, à peine formée, s'est fait redouter de nos ennemis. On propose de la séparer de l'artillerie de parc, à laquelle elle ne peut tenir sans de grands inconvénients.

Une troupe à cheval demande une instruction et une administration toute particulières. Il est utile, d'ailleurs, de préparer d'avance le moyen d'augmenter facilement et promptement notre artillerie légère.

Ce moyen consiste à former d'abord 3 régiments de 3 compagnies chacun ; on les divisera ensuite en 4, formant 2 escadrons et on les portera au complet de 80 hommes par compagnie.

Dès que ces nouveaux artilleurs seront instruits, si la Convention le juge convenable, on doublera chaque escadron pour faire un escadron de chaque compagnie, qu'on portera ensuite au compte. Après ces différentes opérations, on aurait 3 régiments d'artillerie légère de 4 escadrons chacun, ce qui ferait 24 compagnies. Pour la campagne prochaine on devra s'en tenir à 3 régiments de 2 escadrons chacun.

Artillerie volontaire légère. — Il n'en existe qu'une compagnie. Si la Convention le juge convenable et qu'elle accorde des fonds pour cet objet, on engagera la ville de Paris à compléter un régiment de 4 compagnies, compagnies de 80 hommes chacune, comme l'artillerie légère.

Gendarmerie nationale. — On n'a pas parlé dans ce mémoire de la gendarmerie nationale à cheval, employée dans les armées. Le nombre de corps militaires actuellement levés, étant plus considérable qu'il n'est nécessaire pour la campagne prochaine, la Convention pensera peut-être que le service de la gendarmerie sera plus utile dans les départements. Les directoires demandent tous de la troupe de ligne à cheval, pour maintenir l'ordre et le respect aux lois ; mais dans une guerre aussi générale que celle dont la république est menacée, la place de toutes les troupes de ligne est à l'armée.

Quant à la gendarmerie à pied, il serait peut-être à désirer que sa fonction soit semblable à celle de l'infanterie volontaire de ligne ; mais comme c'est une troupe privilégiée et que sa force ne fera que rendre plus certains les calculs présentés dans ce mémoire, la Convention laissera sans doute à son égard les choses telles qu'elles sont.

Il convient maintenant de faire voir que si les propositions du ministre de la guerre sont adoptées, l'armée française sera assez forte pour résister à tous les ennemis de la République.

TABLEAU DES FORCES DE LA RÉPUBLIQUE
POUR LA CAMPAGNE DE 1793.

<i>Infanterie de ligne :</i>		
Régiments de ligne	93	
306 bataillons de volontaires	153	
Soit 246 régiments à 1.577 hommes		387.942 hommes
246 compagnies d'artillerie de campagne à 544 h.		13.284 —
<i>Infanterie légère :</i>		
54 compagnies franches	6 bataillons	
9 légères	18 —	
25 compagnies de chasseurs volontaires à pied	3 —	
3 bataillons de volontaires organisés en infanterie légère	9 —	
Soit 50 bataillons à 722 hommes		36.100 —
<i>Cavalerie de ligne :</i>		
2 régiments de cavalerie à 5 escadrons	10 escadrons	
23 régiments de cavalerie à 4 escadrons	92 —	
18 régiments de dragons à 4 escadrons	72 —	
2 régiments formés d'éléments étrangers à 3 escadrons		
<i>Cavalerie légère :</i>		
12 régiments de chasseurs à cheval à 5 escadrons	60 —	
5 régiments de hussards à 5 escadrons	25 —	
2 régiments de hussards à 4 escadrons	8 —	
2 régiments de volontaires à 4 escadrons	12 —	
Cavalerie légère des légions environ... ..	7 —	
Soit 112 escadrons à 200 hommes		22.400 —
<i>Artillerie de parc :</i>		
7 régiments sans compter celui des colonies à 1.616 h.		11.312 —
<i>Artillerie légère :</i>		
3 régiments à 320 hommes		960 —
Total général		507.998 hommes

6^o Quelles sont les munitions de guerre et de bouche, habillements et effets de campement, sur les différents points de défense-A combien faudra-t-il les porter pour le service complet de 1793 ? Les tableaux suivants exprimeront les besoins des différentes armées qu'on propose dans ce mémoire. D'autres tableaux, auxquels on travaille avec zèle, seront mis en même temps sous les yeux de la Convention. Ils indiqueront ce qui existe dans les magasins.

TABLEAU DES FONDS NÉCESSAIRES, PAR MOIS,
POUR LES DÉPENSES GÉNÉRALES D'UNE ARMÉE DE 62.000 HOMMES.

	Numéraire	Assignats
Solde de 64 bataillons à 800 hommes.....	781.000	354.000
— 54 escadrons à 200 hommes	143.000	231.000
Traitement : officiers généraux, états-majors, commissaires des guerres	4.000	556.000
Bois de chauffage.....	2.400	120.000
Service de la viande à 12 livres en assignats....		558.000
1.250 voitures d'ordonnance dont 470 pour rem- placer les chevaux de peloton à 12 livres par jour		448.000
Dépenses extraordinaires, travaux, fortifications de campagne	50.000	100.000
Par mois	977.000	1.867.000
Pour 12 mois, puisque la campagne est ininter- rompue	11.724.000	22.404.000

Ces fonds sont indépendants de ceux relatifs aux dépenses de munitions de guerre, des subsistances militaires et des hôpitaux.

TABLEAU GÉNÉRAL DES FONDS NÉCESSAIRES POUR LA
DÉPENSE GÉNÉRALE DES 9 ARMÉES.

	Nombre d'hommes	Sommes en numéraire	Sommes en assignats
Armée de Belgique	62.000	11.724.000	22.404.000
— de la Moselle	»	»	»
— du Rhin	»	»	»
— d'embarquement	41.000	7.753.000	14.936.000
— des Alpes	20.800	4.035.000	7.468.000
— d'Italie	»	»	»
— des Pyrénées Orientales ..	»	»	»
— — Occidentales ..	»	»	»
— de réserve	25.300	4.730.000	9.339.000
Par an	335.500	63.795.000	121.015.000
Généraux	171.350	30.688.000	43.896.000
Total général	506.890	94.483.000	169.011.000

Ces fonds sont indépendants de ceux relatifs aux dépenses des munitions de guerre, subsistances militaires, hôpitaux.

ARTILLERIE DE CAMPAGNE DES 9 ARMÉES.

	Nombre de pièces	Affûts	Caissons	Chevaux
1 ^{re} armée.....	136	136	170	1.224
2 ^e —	»	»	»	»
3 ^e —	»	»	»	»
4 ^e —	92	92	115	828
5 ^e —	44	44	55	396
6 ^e —	»	»	»	»
7 ^e —	»	»	»	»
8 ^e —	»	»	»	»
9 ^e —	56	56	72	512
Garnisons en pays étran- gers	<u>200</u>	<u>200</u>	<u>250</u>	<u>1.800</u>
Totaux	932	932	1.167	8.396

ARTILLERIE DE PARC DES 9 ARMÉES.

	Bouches à feu		Affûts		Voitures		Chevaux	
	parc	siège	parc	siège	parc	siège	pont	
1 ^{re} armée.	152	62	188	73	608	837	54	7.330
2 ^e —	152	62	188	73	608	837	54	7.330
3 ^e —	152	62	188	73	608	837	54	7.330
4 ^e —	102	»	126	»	406	»	36	3.740
5 ^e —	51	»	63	»	203	»	18	1.870
6 ^e —	51	»	63	»	203	»	18	1.870
7 ^e —	51	»	63	»	203	»	18	1.870
8 ^e —	51	»	63	»	203	»	18	1.870
9 ^e —	63	»	78	»	254	»	22	2.340
	<u>825</u>	<u>186</u>	<u>1.020</u>	<u>219</u>	<u>3.296</u>	<u>2.511</u>	<u>92</u>	<u>35.550</u>

MUNITIONS DE GUERRE POUR DOUZE MOIS.

10.875.000 cartouches d'infanterie,
 1.851.000 de poudre,
 211.000 boulets de 4,
 96.000 — de 8,
 34.000 — de 12,
 10.800 — de 1,
 34.000 obus de 6,
 1.120.000 balles de fer battu, pour cartouches,
 90.000 boulets de 24,
 24.000 — de 16,
 18.000 bombes,
 12.000 obus de 8,
 18.000 grenades.

CHEVAUX POUR DOUZE MOIS.

4.060	chevaux d'état-major,	
17.770	— d'officiers d'infanterie,	
2.664	— de peloton,	
8.193	— de voitures à la suite des corps, en place des chevaux de peloton,	
58.300	— de troupes à cheval,	
9.320	— de régiments d'artillerie,	
39.555	— d'artillerie de parc,	
17.982	— d'équipages de vivres,	
690	— d'employés aux vivres,	
2.714	— d'équipages et d'hôpitaux.	
161.068		

VIVRES POUR LES 9 ARMÉES.

1.140.000	sacs de farine à 20 livres	22.800.000
75.000	quintaux de riz à 35 livres	2.625.000
7.690.000	quintaux de foin à 4 livres	30.760.000
6.823.000	quintaux de paille à 31	20.465.000
4.067.000	sacs d'avoine à 151	61.005.000
	Total	137.659.000

VIANDE POUR DOUZE MOIS.

31.380	bœufs en parc,	
31.380	— à l'entrepôt,	
101.890	— aux dépôts de l'intérieur.	
161.650		

MAGASIN GÉNÉRAL.

8.060.000	pintes d'eau de vie à 32 francs	12.896.000
2.015.000	livres de sel à 2 livres	201.500
6.045.000	pintes de vinaigre à 12 livres	3.627.000
		16.724.000

EFFETS DE CAMPEMENT POUR LES 9 ARMÉES.

21.800	tentes de soldats nouveau modèle, garnies de marmites, bidons,	
21.800	tentes d'officiers.	

TABLEAU DES EMPLOYÉS DES SUBSISTANCES MILITAIRES
ET DES HOPITAUX AUX 9 ARMÉES.

Fonds : 9 payeurs généraux.

Vivres : 9 directeurs généraux, 9 inspecteurs, 9 principaux commis aux distributions, 98 aides, 9 chefs aux travaux, 980 boulangers, 9 constructeurs principaux de fours, 16 aides.

Equipages de vivres : 9 inspecteurs généraux, 18 employés de bureau, 18 capitaines surnuméraires, 18 conducteurs, 162 conducteurs en pied...

Total pour les vivres	6.327 employés
— les fourrages	289 —
— les hôpitaux	972 —
— le magasin général	156 —

TABLEAU GÉNÉRAL DE LA DÉPENSE POUR L'ANNÉE 1793.

	En millions
Etat-major	9.221
Solde :	
Assignats	165.011
Numéraire	141.724
Artillerie à cheval	263
Gendarmerie à cheval aux armées	419
— à pied	380
Masses	70.117
Augmentation bouches à feu et leur train	3.290
— munitions de guerre	6.735
Armement 510.000 hommes :	
Infanterie	25.307
Cavalerie	22.807
Artillerie	3.202
Equipement de 510.000 hommes :	
Infanterie	3.777
(Cavalerie et artillerie compris avec l'habillement)	
engagement de 181.000 hommes :	
Infanterie : 138.000 hommes à 120 francs	11.040
Cavalerie : 28.000 hommes à 120 francs	3.160
Artillerie : 15.000 hommes à 120 francs	1.800
Frais de route de 100 lieues à 3 francs par lieue	2.715
Augmentation des chevaux :	
De remonte, 28.000 à 500 francs	14.000
D'artillerie, 30.000 à 700 francs	21.000
De charrois, 26.000 à 700 francs	18.200
Vivres	137.000
Magasin général	16.724
Hôpitaux	12.000
Effets de campement	20.000
Jugements militaires	500
Employés aux armées 7.753 à 1.000 l.	7.753
Travaux de fortification des places	20.000
<i>A reporter</i>	780.596

<i>Report</i>	780.596
Batteries des côtes.....	3.000
Administration générale	2.109
Inspecteurs et commis extraordinaires	2.000
Dépenses impérieuses	10.000
Dépenses ordinaires, défalcation faite de celles qui augmentent pour la guerre.....	22.000
Total général	819.705 »

Ce mémoire ne donne pas seulement l'état complet et détaillé de nos forces et moyens au début de 1793 ; il montre également quelles sont les idées de Pache et au point de vue de la conduite générale des opérations et de la réorganisation de notre armée.

Dubois Crancé qui a provoqué ce rapport, y fera de larges emprunts, comme nous le verrons au chapitre suivant.

II. — MESURES D'ADMINISTRATION MILITAIRE.

Personnel : avancement, déserteurs ; matériel : soldes, hôpitaux.

Avant d'entreprendre l'étude de la réorganisation de l'administration centrale, qui s'effectue au cours du mois de janvier 1793, il convient de rappeler en quelques mots, certaines mesures administratives prises directement par le ministre, ou sur l'initiative du comité de la guerre et ayant trait au personnel et au matériel de l'armée.

1. *Personnel : avancement, déserteurs.*

Avancement. — Le ministre estime qu'il y a lieu de donner le plus de publicité possible aux listes de propositions pour l'avancement, tant à l'ancienneté qu'au choix, pour faciliter les réclamations des tiers et éliminer les indignes. Il décide donc qu'à l'avenir, les états de proposition aux emplois, « qui doivent être donnés à l'ancienneté, seront dressés conformément aux dispositions des lois sur l'avancement, par les conseils d'administration des corps de troupes et envoyés ensuite au général de l'armée ». Au contraire, ceux qui doivent être donnés au choix, seront dressés par le général d'armée.

Avant d'être envoyés au ministre, « les uns et les autres (1), seront inscrits sur le livre d'ordre de l'armée, lorsque les troupes seront campées ou cantonnées en corps d'armée et lus à l'ordre

1. Circulaire du ministre de la guerre aux généraux d'armées, 18 janvier.

de la place, lorsqu'elles seront en garnison et ne feront partie d'aucune armée. »

Déserteurs. — Nous avons déjà examiné les mesures prises dans le courant des mois de novembre et décembre, pour arrêter la désertion, véritable plaie qui ronge nos troupes en opérations.

Si le décret rendu à cet effet le 13 décembre 1792, promet d'avoir à la longue une certaine efficacité, il s'agit de remédier à un autre aspect du mal, signalé en particulier par les commissaires en Belgique (1) : des généraux, des commissaires des guerres, recrutent dans les bataillons d'ancienne formation pour les corps nouveaux. Les soldats s'empressent de répondre à leur appel, dans l'espoir de toucher une prime et d'être habillés de neuf. Cet abus ne tend à rien moins, qu'à désorganiser les bataillons de volontaires.

Pour mettre fin à semblables errements, le comité de la guerre rédige un projet de décret, que l'assemblée vote à la fin de décembre (2). Désormais, les soldats qui s'y prêteront, « seront considérés comme déserteurs et punis comme tels. Ceux qui les auront embauchés, seront punis selon les lois ».

Le ministre envoie des circulaires d'application aux différents généraux. Les soldats qui ont quitté dit-il, « très fautivement leur régiment ou bataillon pour s'engager dans un autre, ont occasionné une suite de dilapidations, qui fait une véritable peine à ceux qui aiment la République. Employez, ajoute-t-il, tous vos moyens, pour réparer ces abus et faites la même recommandation aux commissaires des guerres » (3).

Par ailleurs, la désertion proprement dite continue. Des plaintes à ce sujet parviennent au ministre de toutes les armées. L'une des plus caractéristiques, émane du lieutenant général Moreton, commandant d'armes de Bruxelles (4), qui rend compte que certains bataillons, comme celui de Gravillers, n'ont plus que 80 hommes, officiers compris.

Comme l'on attribue cet état de choses au départ continuels de volontaires, qui estimant la campagne terminée, regagnent leur foyer sans congé, le comité de la guerre fait rendre deux décrets, déterminant quelles sortes de congés peuvent être seuls désormais accordés régulièrement aux volontaires (5).

1. Les commissaires en Belgique à la Convention, 22 décembre, Aulard, I, 351.

2. Décret du 28 décembre 1792, *Lois*, XII, 66.

3. Pache au général Ferrand, 5 janvier 1793. A. G.

4. Moreton, lieutenant général à Bruxelles à Pache, 8 janvier. A. G.

5. Décrets des 9 et 24 janvier 1793, *Lois*, XII, 72 et 81.

2. *Matériel : solde, hôpitaux.*

Solde. — Tandis que le ministre de la guerre joue un certain rôle dans l'élaboration des précédentes mesures, il paraît intervenir de moins en moins dans celles relatives au matériel.

C'est ainsi que les comités de la guerre et des finances réunis, préparent, sans même le consulter, un projet de loi sur le paiement des troupes (1), voté le 21 décembre (2).

Hôpitaux. — Le ministre avait été chargé par décret (3), de doter les armées de caissons, pour le transport des blessés aux hôpitaux. Les commissaires en Belgique s'étant plaint de ce que rien n'avait été fait à ce sujet (4), Pache vient rendre compte au comité de la guerre, que des modèles ont été soumis au comité de santé (5).

Le comité de la guerre se les fait présenter aussitôt, les approuve, et obtient le vote d'un décret autorisant Pache à faire provisoirement construire tel nombre de caissons nécessaire au service des armées (6).

Nous avons indiqué ces mesures de détail, pour montrer qu'en matière administrative même, le ministre se contente désormais d'exécuter les directives du législatif, par l'intermédiaire de son comité de la guerre et surtout, à partir de janvier 1793, de son comité de Défense générale.

III. — ATTAQUES DES GIRONDINS CONTRE PACHE A LA FIN DE 1792.

Nouvelles attaques contre Pache, aux séances des 16 et 30 décembre.
Défense de Pache aux Jacobins. Sa justification.

Nous connaissons l'hostilité des girondins contre Pache, depuis qu'il s'est déclaré dans le conseil, l'adversaire déterminé de leur ministre Roland. Nous en avons vu les effets, notamment au sujet du directoire des achats.

Cette hostilité a une nouvelle occasion de se manifester au

1. Rapport et projet de loi sur le mode de paiement des troupes de la République, par le citoyen Mallarmé, député de la Meurthe, collection des projets. Guerre, A I B, 1210.

2. Décret du 21 décembre, *Lois*, XII, 34.

3. Décret du 11 novembre, *ibid.*, XI, 291.

4. Les commissaires en Belgique à la Convention, 25 décembre.

5. Séance du comité de la guerre du 1^{er} janvier 1793. A. N., AF 14, R. 93.

6. Décret du 22 janvier 1793, *Lois*, XII, 79.

au cours des séances des 16 et 30 décembre à la Convention et provoque dans l'Assemblée la constitution d'une majorité, résolue à réduire les attributions du conseil exécutif. C'est pourquoi nous plaçons ces séances, comme le prologue en quelque sorte obligé, de l'institution du comité de Défense générale, établi précisément le 1^{er} janvier 1793, pour permettre à l'assemblée de gouverner directement.

Rappelons dans quelle ambiance se trouve alors la Convention. Les récriminations de Dumouriez contre le directoire des achats, ont provoqué l'envoi de la mission à l'armée de l'elgique, dont l'un des membres, Gossuin, revenu à Paris le 12 décembre, a fait un rapport très défavorable contre Pache auquel il incrimine l'institution et le fonctionnement défectueux du directoire des achats. Comme Roland a pris part lui aussi aux opérations de ce directoire, les montagnards ne peuvent admettre que l'on fasse retomber entièrement sur leur homme, la responsabilité de cette institution. Enhardis par le succès que Cambon vient d'obtenir la veille, en emportant d'enthousiasme, le vote du décret sur la réunion des territoires conquis, ils prennent le 16 l'offensive contre Roland, à l'occasion de cette déclaration de Merlin de Thionville : « en 1788, j'ai entendu parler d'une faction d'Orléans... le pouvoir exécutif devient aussi parmi nous une pierre d'achoppement. Un ministre est favorisé par un parti, un ministre est favorisé par l'autre... (1) »

Alors Duhem : « la principale cause des divisions est Roland. Je demande à l'instant qu'il sorte du ministère ».

Une voix : « non, non, le ministre de la guerre ». Duhem : « je sais qu'en parlant contre Roland, je parle contre l'idole ».

Albitte : « puisque vous lancez l'ostracisme contre la famille d'Orléans, je demande aussi l'ostracisme contre Roland ».

Une voix du côté opposé : « contre Pache... »

Barère : « je déclare que la rédaction que je propose tend à éloigner de la patrie, tous les hommes qui font ombrage à la liberté... »

Vous seriez indignes de la République, si vous pensiez que l'ostracisme ne doit pas abattre les têtes qui s'élèvent d'une manière effrayante pour la liberté. Quand Pache dénonça les crimes des scélérats, on voulut le faire renvoyer ; il avait cependant fait son devoir. Pache, accablé d'un ministère immense, auquel on nous dit qu'un Dieu ne pourrait suffire, se plaint des malversations qu'il n'a pu causer ; les amis de Roland demandent le renvoi de Pache.

1. Séance du 16 décembre, *Moniteur*, XIV, 756, 766. Les girondins avaient fait une proposition d'exil contre Philippe Egalité.

Je me suis demandé, si nous étions ici pour faire, défaire, protéger ou persécuter des ministres. Non. Que tous les hommes qui nous ont vu se ranger pour eux en deux arènes de gladiateurs, s'éloignent. (*on applaudit*) L'opinion les jugera, mais ils sont dangereux, mais ils nous blessent, mais ils nous divisent, et je soutiens que le décret doit être maintenu dans son entier.

Je demande donc que la motion (1) soit adoptée relativement à Orléans, Roland et Pache et que le comité de constitution présente un mode de renouveler le ministère » (*nouveaux applaudissements...*)

Cambon : « ...prenons garde, nous allons d'une extrémité à l'autre. Nous servons peut-être des passions en rétablissant l'ostracisme.

Je vois ici les mêmes passions que dans la cour. On culbute les administrations, on arrête toutes les opérations. Il serait essentiel que nous reconnaissions, ou qu'il n'y a qu'un pouvoir en France... ou que s'il doit y en avoir deux, qu'ils soient indépendants l'un de l'autre; car si nous faisons des ministres, la Pompadour n'en aura pas fait un plus grand nombre. Tous les huit jours, nous changeons d'administrateurs, d'opérations de guerre, de généraux. Nous voudrions tout désorganiser. Que devons-nous faire... ? il faut que le pouvoir du ministre vienne de la même source que les nôtres... »

Thuriot : « D'après les faits qui paraissent déterminer l'opinion générale, il me semble que la mesure de Barère n'a point le degré de perfection nécessaire. Il pourrait se faire que Roland et Pache reviennent au ministère... je demande qu'on ne puisse nommer ni Pache, ni Roland... ou bien laissez les tous les deux... »

Lacombe Saint-Michel : « ...je ne viens pas vous demander de laisser en place des ministres, parce que c'est rendre service à l'homme de bien que de l'éloigner du théâtre des calomnies. Je ne parlerai pas des personnes; mais bien de la chose publique, qui seule doit vous occuper.

Vous savez que depuis longtemps, on se plaint de l'aristocratie des bureaux de la guerre. Pache l'a senti; mais il a senti en même temps la difficulté de remplacer des hommes à qui la marche de l'administration est familière, par des hommes sans expérience; il l'a fait avec ménagement. Si vous le déplacez avant que son successeur ne soit au courant de son travail, vous allez

1. Cette motion était ainsi conçue : « le comité de constitution apportera dans le plus bref délai un mode d'organisation du pouvoir exécutif. Trois jours seront accordés pour sortir de France à tous ceux qui sont, ou se prétendent de la famille des Bourbons. Le rapport du comité de constitution sera fait incessamment. » *Moniteur*, XIV, 767.

tout désorganiser et l'assemblée veut-elle se charger d'une aussi terrible responsabilité ? Je m'y oppose et j'appuie la motion Merlin... »

La discussion se poursuit encore longtemps. Enfin, sur la proposition de Choudieu, l'assemblée ajourne à 2 jours la question relative à Philippe Egalité, indéfiniment celle qui regarde le ministre.

A la séance du 30 décembre, les girondins en renouvelant leurs attaques contre Pache, vont provoquer cette fois la formation du comité de Défense générale. Effrayés de l'attitude du commandant de la garde nationale, Santerre, et de celle des bataillons de Marseillais, qui leur reprochent de vouloir sauver Louis XVI, ils ne voient plus partout que conjurations, complots et poignards levés pour les frapper. C'est ainsi que Roland dénonce une prétendue conspiration, qui a pour but de le mettre à mort avec les principaux chefs du parti (1). Une visite faite le même jour par Sylvie Pache à la caserne des Marseillais, fait croire aux modérés que le ministre de la guerre soutient secrètement les conjurés.

Aussi, le lendemain, Chambon prend-t-il la parole pour l'attaquer violemment (2) : « il faut connaître enfin le dédale des bureaux de la guerre, la manière dont ils sont composés et celle dont ils composent nos armées.

Je sais qu'après une marche de 11 heures à travers les neiges, des officiers ont dit aux troupes : « Eh bien ! criez donc vive la Nation ! vive la liberté ! ».

On m'a dit que ces bureaux sont remplis par des hommes abominables (*plusieurs voix : c'est vrai !*) ; je demande que vous portiez enfin votre attention sur cet objet, et que le ministre de la guerre vous fasse un rapport précis, sur la situation de nos armées et sur la capacité de nos agents... »

Choudieu : « ...J'appuie par des faits la proposition du préopi-

1. Roland à Pache, 28 décembre 1792 ; Adrien Sée, *Le procès Pache*, 22, 23. « Je dois vous prévenir, mon cher collègue, qu'il y a une nouvelle conjuration formée ce matin chez un nommé Perrot, ancien maire d'Avignon, qui est à la tête du club des Cordeliers et du parti Marat, et des Marseillais. Il est question 1° de se porter à la Commune, d'y enlever tous les papiers pour la mettre dans l'impossibilité de rendre des comptes ; 2° de se porter chez moi, chez Buzot et autres députés, pour nous égorger ; voilà ce dont je suis sûr. J'ai le nom de ceux qui ont vu et entendu. Je reçois l'avis d'autre part, que le commandant général n'a donné sa démission que pour n'être pas sous les ordres du ministre de la guerre, mais que son but est d'être proclamé par le peuple, maréchal de la République. Il agite déjà et se fait des partisans.

« L'on pense que vous pourriez prévenir ces malheurs, en hâtant l'arrivée du bataillon d'Autun pour prévenir les Marseillais et autres. Il paraît que le temps presse et que vous seul pouvez parer à tout. »

2. Séance à la Convention du 30 décembre 1792, *Moniteur*, XV, 6.

nant. Le département de Mayenne et Loire, qui a dans son sein une force armée de 1.200 hommes, a écrit 10 à 12 lettres au ministre de la guerre, pour l'engager à pourvoir à l'engagement de ces troupes et n'a pas reçu de réponse. Je demande qu'on s'informe des causes de cette désorganisation ».

Lehardy : « La preuve que le ministre est d'accord avec les désorganisateurs, c'est qu'on ne voit jamais un certain nombre de personnes élever la voix contre lui (*des murmures s'élèvent*). Je conclus à ce qu'on examine la cause de cette désorganisation ».

Thuriot : « On dénonce sans cesse le ministre et l'on ne fait pas attention que l'administration du département de la guerre est un fardeau vraiment au dessus des forces d'un seul homme. Je réitère ici la proposition que j'ai faite dans une séance précédente : diviser le ministère de la guerre en deux parties et je demande qu'on l'adopte comme le seul moyen possible de prévenir les désordres ».

N... : « je m'oppose à cette proposition. Je ne dirai pas que le ministère ne va pas, je dirai qu'il va mal, et comme je pense que le ministre est seul responsable de ce qui se passe dans ses bureaux, je demande que ce soit sur lui seul que porte notre surveillance et qu'on déclare que Pache a perdu la confiance de la nation ».

Letourneur : « Toutes ces plaintes, toutes ces dénonciations, prouvent que le fardeau de la guerre est au dessus des forces du ministre. Je demande qu'il soit appelé demain à la Convention, pour y déclarer catégoriquement, s'il répond de la sûreté de l'état ».

C'est alors que le girouardin Barbaroux attaque à fond : « Servan dans les temps les plus orageux, car les Prussiens étaient sur notre territoire, avait trouvé le moyen de former des armées et d'assurer le succès de nos armes ».

Ce n'est pas que je veuille conclure que le fardeau de la guerre ne soit pas au dessus des forces d'un seul homme ; mais s'ensuit-il que Pache ne soit pas responsable de tout ce qui a été fait ?

On doit le rechercher sur trois points :

- 1^o l'organisation de ses bureaux ;
- 2^o son administration ;
- 3^o la sûreté de l'état.

D'abord, sur le premier point, un ministre doit s'entourer de lumières, de talents et de patriotisme. Servan avait appelé des gens très patriotes ; Pache en a appelé aussi ; mais la masse des talents n'est pas la même.

On a dit, qu'il y avait un prêtre réfractaire dans ses bureaux ; je n'en sais rien, mais je sais qu'il s'y trouve des prêtres, et d'autres hommes d'esprit si l'on veut, mais qui ne connaissent rien à la

guerre. Il n'est pas étonnant que la sûreté de l'état soit compromise. Ce serait une chose curieuse, d'interroger ces agents sur leurs connaissances militaires.

Mais ce n'est pas seulement dans la formation de ses bureaux qu'il est répréhensible ; il faut le poursuivre aussi dans son administration. Je pourrai citer une centaine de faits, qui me sont arrivés de mon département. Je ne proclamerai qu'une lettre écrite de Nice le 19 décembre, par le général Anselme, où je lis cette phrase : « l'armée d'Italie est à la veille de manquer de numéraire, le payeur est en avance (*Marat s'approche de la tribune*). Il manque 9.000 fusils pour que tous les soldats soient armés, il en faudrait 3.000 de rechange ; l'armée est aussi sans culottes, il en faudrait 30.000 paires... »

« Vous connaissez les plaintes de Servan, de Dumouriez...

Enfin si l'on considère toute l'administration du citoyen Pache, on est certain qu'il a compromis la sûreté de l'état, par le dénuement de l'armée, par le dénuement des places. Nous sommes attaqués dans deux points ; au nord et au midi. Au midi, les troupes Piémontaises viennent au pied des Alpes, fusiller nos patrouilles. Au nord, Thionville et Metz sont dégarnies parce que, dans les bureaux de la guerre, où l'on n'entend rien, quand on demande des canons, des affûts, on les prend dans ces places.

Le ministre avait 15.000 fusils ; il les a donnés aux sections de Paris. Je ne lui en fais pas un crime, les citoyens de Paris ont donné leurs fusils aux volontaires, il fallait leur en rendre ; mais on pouvait le faire après en avoir fourni aux armées. Vous pourriez le décréter d'accusation (*on murmure*).

J'entends élever la voix contre moi. Eh bien ! je puis vous dire que lorsque les ministres rendront compte de la situation politique de la France, j'attaquerai peut-être le ministère tout entier, surtout, lorsque j'aurai médité sur les causes qui ont fait manquer l'importante campagne d'Italie, ce qui est la plus grande faute, puisqu'elle nous prive d'un point d'appui sur la Méditerranée, dans le cas où nous aurions une guerre maritime.

Je demande que la Convention décrète que le ministre Pache a perdu la confiance de la Nation. J'ajoute un fait, c'est que le ministre entretient aussi la fermentation ; car hier étaient dans les casernes des Marseillais, madame Pache, la fille Pache, la tante Pache et 6 commis du bureau de la guerre (1) ».

On demande que la discussion soit fermée.

1. Pierquin (*Mémoires sur Pache*, p. 229) remarque avec raison, que la femme de Pache était morte en 1786 en Suisse ; il est vrai que sa mère, elle, était toujours vivante, puisqu'elle ne s'éteignit qu'en 1819. C'est donc sans doute à sa mère, non à sa femme, que Barbaroux faisait allusion.

Marat : « je m'y oppose. J'ai des faits qui doivent éclairer la Convention. »

La discussion est fermée.

Mais Sillery vient alors, au nom du comité de la guerre, faire des déclarations qui vont avoir une action décisive sur la formation du comité de Défense Générale.

« Je ne parlerai point des personnes, je n'attaquerai la malveillance de qui que ce soit, ni l'impéritie d'aucun administrateur; mais nous ne pouvons nous dissimuler qu'il n'y ait ici, dans cette partie du gouvernement, des abus très considérables.

Le moyen d'y remédier, c'est d'attaquer le mal dans sa source, en s'occupant de réorganiser toutes les administrations, toutes les régies etc... que le temps a viciées. Votre comité de guerre s'en occupe sans relâche, et il doit vous faire successivement des rapports sur la partie des commissaires des guerres, sur celle des vivres, des hôpitaux, de l'avancement, de l'équipement etc...

Ces rapports vous montreront le parallèle de ce qui est fait et ce qui devrait être, et vous mettront à même de poursuivre, avec connaissance de cause, les administrateurs coupables.

Ils vous eussent déjà été faits, si votre comité n'était occupé de préparer un travail encore plus considérable, celui de l'organisation générale de l'armée. Le moyen d'accélérer ces travaux sera de nous adjoindre 12 commissaires ».

La Convention décrète le renvoi de toutes les propositions au comité de la guerre, avec l'adjonction de 12 commissaires. Quelques heures plus tard, elle décide sur la proposition de Dubois Crancé, la création du comité de Défense générale.

Il semble donc bien que les discours de Barbaroux et de Sillery, aient eu une action décisive à cet égard. Mais si ces députés girondins n'ont pas trouvé de contradicteurs sérieux dans les membres de l'assemblée, leurs arguments sont discutés et combattus aux Jacobins.

Le jour même, un citoyen vient donner connaissance au club des accusations portées à la Convention contre Pache et quand il attribue les dénonciations de Barbaroux et de Buzot à l'esprit de parti, qui vise à renverser un ministre antibrissotin et anti-rolandiste, il obtient l'approbation générale (1).

Un député confirme que Pache est une victime et déclare que nul n'a osé accuser le ministre de l'intérieur, que cependant chacun connaît ses crimes et qu'il faudrait demander une commission extraordinaire pour examiner la conduite de Roland.

« La société et le peuple des tribunes restent persuadés que

Pache mérite toute leur confiance et celle de la République ».

Le lendemain, Marat vient déclarer à la Convention, que les chefs de la faction Roland se tiennent en conciliabule secret 148 rue de Richelieu, et veulent faire sortir Pache du ministère. Ils complotent de donner lecture à l'assemblée de mémoires « fulminants » de Dumouriez contre lui.

En cas d'insuccès, les séides de Roland feraient appel aux citoyens de leur parti, qui se trouvent à Paris et n'hésiteraient pas à assassiner le ministre patriote (1).

Ces propos forcenés, semblent dénoter une exaltation égale à celle qui anime Barbaroux. Une note plus juste, est donnée le 1^{er} janvier par Robespierre, dans un discours fait aux Jacobins à l'occasion du procès du roi (2). Après avoir accusé les girondins de fomenter des émeutes, pour sauver la vie du monarque déchu, il déclare : « qu'au milieu de cette désorganisation, le ministre Pache seul, conserve un caractère de fermeté et de civisme qui l'honore infiniment et qu'on ne saurait trop applaudir ».

Mais Marat persiste dans ses dires (3). « Depuis dix jours, le général Dumouriez a quitté son armée pour venir intriguer à Paris. Il y a huit jours qu'il tient des conciliabules secrets... le général Biron et tous les membres de la faction y assistent régulièrement.. Le but de ces conciliabules est de machiner réellement contre Pache et de feindre de renvoyer Roland... »

En tous cas, le 2 janvier, Desfieux expose aux Jacobins (4), qu'il s'est rendu auprès du ministre de la guerre, pour lui communiquer les réclamations de l'opinion sur les besoins de l'armée.

Il n'a pu joindre Pache lui-même; mais il a vu Hassenfratz, qui lui a communiqué la lettre que Pache vient d'écrire à ses concitoyens pour sa justification.

Cette lettre est lue à la séance du 6 janvier, où elle est couverte d'applaudissements par les membres de la société (5). Nous la citerons *in extenso*, car après avoir exposé les arguments des adversaires, il convient de faire valoir ceux que le ministre présente pour sa défense (6).

1. Treillard lui conseille même de prendre la fuite dans la lettre suivante : « citoyen ministre, sous le secret, je vous préviens que vous n'avez plus que très peu d'heures pour vous soustraire aux malheurs qui vous sont préparés par les ennemis du bien. Profitez de mon avis, fuyez au plus vite, avant deux fois vingt-quatre heures ; vous êtes perdu si vous restez. Les Manuel, les Thuriot, les Marat ont gagné l'ur cause, tout est perdu, fuyez. Bûlez la présente et profitez de ma leçon ». Sée, *Procès Pache*, p. 23.

2. La société des Jacobins, *op. cit.* IV, 638, séance du 1^{er} janvier.

3. *Journal de la République française*, N° XCXVI.

4. La société des Jacobins, *op. cit.*, IV, 639.

5. La société des Jacobins, *op. cit.* 650.

6. « Le ministre de la guerre à ses concitoyens », 1^{er} janvier 1793. Bibliothèque nationale.

« Tous ceux qui ont des relations avec les départements frontières, savent qu'au mois d'août, le vêtement de l'armée Française était en mauvais état. Des députés de la Législative, qui pouvaient en avoir connaissance, m'ont dit qu'à cette même époque, les magasins étaient dégarnis.

Cependant, durant ce mois et les suivants, l'effet de l'apparition de l'ennemi dans le voisinage du territoire Français ou sur le territoire même, fût de tripler tout à coup le nombre des combattants.

Chaque Français partit, comme il se trouva vêtu et équipé, soit par ses propres moyens, soit par ceux de ses amis et de ses voisins, soit par ceux des municipalités et des corps administratifs et tous volèrent à la défense de la Patrie.

Tant qu'ils furent occupés à chasser l'ennemi du territoire, tant que ces vêtements emportés sur eux et avec eux durèrent, tant que la saison fut douce, l'article de l'habillement fut de la moindre considération. C'est à l'époque où ces trois circonstances changèrent et changèrent tout à coup, que je fus chargé du ministère, le 19 octobre.

Il convient d'observer que le ministre Servan, malade depuis un mois, n'avait pu se livrer à tous les détails avec l'activité d'un homme en santé, et qu'il avait même quitté depuis plusieurs jours sans attendre mon arrivée.

Je m'occupai sur le champ de l'habillement. L'état dans lequel j'avais vu la troupe sur ma route, m'avait fait connaître combien cet objet était pressant et je donnai successivement les ordres de détail qui pouvaient accélérer ce service.

Mais deux circonstances remarquables, ont eu trop d'effet sur ce qui se passe, pour que je les omette.

Je ne servis point l'ambition ou l'esprit de parti de gens qui, je ne sais pourquoi, avaient cru pouvoir compter sur moi.

Et la sévérité de mes principes et surtout de leur application, effraya tous les hommes encore accoutumés à vivre des abus.

Ces derniers, parmi lesquels je compte le plus grand nombre des commissaires, des régisseurs, des fournisseurs et des commis, soit dans les armées, soit à Paris, mirent dans l'exercice de leurs fonctions, au moins cette inertie qui arrêtait le service déjà trop lent. Le combattant qui en éprouvait le mauvais effet, se plaignit et avec raison sans doute.

Des généraux qui préféraient être entourés de gens faciles, dont le nouvel ordre devait les priver, répétèrent en les multipliant, les plaintes du combattant et les gens à parti déclamèrent.

Il en est résulté trois maux : 1^o on a relevé le courage de nos ennemis ; 2^o on a exaspéré ceux qui souffrent ; 3^o on a risqué de

discréditer l'administration. Je continuerai comme par le passé à faire de mon mieux, sans le dire, si la considération de ces trois maux ne m'imposait l'obligation de présenter la vérité.

Il est incontestable que sur 500.000 combattants qui composaient l'armée Française du 20 au 30 octobre, époque de mon entrée au ministère, 250.000 étaient dans un état de dénuement.

Il l'est encore que les magasins étaient vides, puisque tout ce qu'on avait pu obtenir des fournisseurs, était employé à la distribution journalière.

Or, nul homme raisonnable ne supposera, qu'on puisse en deux mois, ni même en quatre, pourvoir au vêtement complet de 250.000 hommes, non compris l'entretien des 250.000 autres. Il faut à toute opération un temps que l'activité de l'administrateur peut bien abrégé, mais ne peut réduire à rien.

J'ai mis à cette opération toute l'activité dont je suis capable, j'ai aiguillonné certains agents, j'en ai déplacé d'autres. J'ai envoyé des hommes vigilants dans les diverses armées, pour obtenir des comptes de l'état réel, et déterminer les besoins selon leur urgence.

Je ne suis pas au complet, sans doute, quoique dans quelques parties les plaintes commencent à se calmer ; mais on travaille sans relâche et j'ai lieu d'espérer qu'on parviendra successivement à subvenir à tout ; que les besoins, que les rigueurs de la saison rendent les plus urgents, vont incessamment être satisfaits et que l'habillement de l'armée Française sera, au printemps, tel qu'il doit être en tous points. Une grande nation, qui triple sur le champ et par un mouvement révolutionnaire et inattendu, ses forces actives, peut être un moment dans l'embarras, pour satisfaire à tous les besoins imprévus ; mais elle ne doit point y rester longtemps.

Je crois devoir joindre à cette note, des résultats qui peuvent répandre du jour sur son objet.

EXPÉDITIONS FAITES AUX ARMÉES.

Désignation des effets	Armées				
	Nord, Belgique Ardennes	Moselle	Rhin	Var	Pyrénées
Marquises	577	250	249	780	1.210
Tentes d'officier	1.573	189	277	659	601
Bois	1.494	404	735	1.114	601
Tentes de toutes armes....	12.629	3.421	6.194	3.797	5.367
Bois de toutes armes	11.808	3.322	8.066	4.178	3.432
Manteaux d'armes	2.276	498	180	359	723
Faisceaux	574	498	317	329	723

Armées

Désignation des effets	Nord, Belgique Ardenne	Moselle	Rhin	Var	Pyrénées
Manteaux d'armes de piquets.	66	146	30	88	45
Faisceaux d'armes de piquets	1.588	150	32	885	45
Couvertures	18.166	4.705	19.128	»	7.517
Marmites	25.347	2.029	6.150	2.295	8.738
Sacs à marmites.....	15.785	10.745	1.377	874	8.338
Garnelles	12.629	13.263	5.588	2.228	5.616
Grands bidons	11.616	6.318	2.623	2.289	5.364
Petits bidons	82.943	12.294	11.600	11.403	32.807
Banderolles pour bidons	30.750	1.078	14.173	570	32.855
Barils à eau pour la cavalerie.	1.902	2.200	1.680	1.004	268
Pelles	10.198	2.924	6.680	2.194	3.304
Pioches	12.379	2.947	6.286	2.184	3.962
Haches	8.777	9.546	4.437	1.839	2.982
Serpes	10.637	3.523	5.893	1.016	2.957
Étuis :					
de pelles	15.922	2.766	509	1.763	8.700
de pioches	10.064	1.850	7.435	2.614	8.749
de haches	15.372	577	972	2.889	8.738
de serpes	17.648	3.225	461	1.858	1.858
Fanions	918	250	200	179	317
Cordeaux de front	424	8	336	16	25
Faulx avec leurs étuis.....	1.121	1.390	1.705	277	268
Piquets de chevaux	14.773	756	10.063	2.121	970
etc., etc...					

CHAPITRE VII

RÉORGANISATION GÉNÉRALE DU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE, PLAN DE CAMPAGNE DE DUBOIS CRANCÉ. ETAT DE NOS FORCES AU DÉBUT DE FÉVRIER 1793.

I. — *Réorganisation du Département de la Guerre consécutive à la création du Comité de Défense générale. Plan de campagne de Dubois Crancé.*

Le Comité de Défense générale ; quadruple tâche qu'il s'impose :

- 1° Refonte de l'organisation du ministère de la guerre ;
- 2° Modification de la composition du comité de la guerre ;
- 3° Réorganisation de l'armée ;
- 4° Plan de campagne pour 1793.

II. — *Situation sur les divers fronts au début de février 1793.*

- 1° Armées de Belgique, de Hollande, des Ardennes, du Nord.
- 2° Armées des Vosges, de la Moselle et du Rhin.
- 3° Armées des Alpes et d'Italie.
- 4° Armée des Pyrénées.
- 5° Organisation de la défense des côtes.
- 6° Organisation de la défense des places frontières.
- 7° Armée de l'Intérieur et garde nationale parisienne.

I. — RÉORGANISATION DU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE CONSÉCUTIVE A LA CRÉATION DU COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE. PLAN DE CAMPAGNE DE DUBOIS-CRANCÉ.

LE COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE, QUADRUPLE TÂCHE QU'IL S'IMPOSE.

Nous avons vu au chapitre préliminaire, comment à l'instigation de Dubois-Crancé, la Convention votait le 1^{er} janvier 1793, la création d'un comité de Défense générale, quelle en était la composition, quels allaient être ses rapports avec l'exécutif.

Nous avons esquissé également, la quadruple tâche qui s'imposait à lui. Nous allons maintenant en faire une étude plus détaillée. Il convient de rappeler au préalable, que le ministre de la guerre, va perdre désormais la direction de son département. S'il n'est pas encore réduit au simple rôle d'agent de transmission, comme plus tard avec le comité de Salut Public, il va lui échapper cependant une grande partie de ses attributions et notamment, la con-

duite générale des opérations. Cependant, Pache ne jouera pas le rôle effacé de son successeur Beurnonville. Jusqu'au dernier moment, il conservera la haute main sur son département.

1. Refonte de l'organisation du ministère de la guerre.

Au lendemain de sa réunion, le comité de Défense générale décide le 5 janvier, de s'attaquer à la refonte de l'organisation du ministère de la guerre.

Le 7, Sillery présente un premier projet. Pache invité à faire ses observations, lit un rapport qui ne satisfait pas le comité (1).

Il est arrêté qu'il fournira les états suivants :

« 1^o Etats nominatifs des commissaires des guerres et ordonnateurs avec des notes sur leur état précédent ;

2^o Un état des commis des bureaux du département de la guerre également circonstancié ;

3^o La communication de la correspondance des généraux depuis le 15 décembre dernier ;

4^o Un état circonstancié des forces de la République en bataillons et nature des différents corps ;

5^o Un état détaillé de nos armées ».

Mais en attendant ces pièces (2), qui parviendront seulement au comité de 11 (3), il est nécessaire de décider si la direction du ministère de la guerre peut rester confiée à un seul homme.

Le comité estime (4), que la tâche est trop lourde et qu'il convient de placer « un directoire » à la tête du ministère. Il nomme trois commissaires, Siéyès, Doucet, Bréard, à l'effet « de poser sous le plus court délai, les bases de cette organisation provisoire » (5).

Siéyès se met à l'œuvre. Le 13 janvier, il donne une esquisse de l'organisation projetée (6). Après l'avoir modifiée, d'après les observations qui lui sont faites, il la présente à nouveau le 21 janvier. L'on ajourne à une prochaine séance la décision définitive (7).

Le 23, après une nouvelle lecture, elle est prise, non sans discussion (8) ; puis, le projet de décret est présenté par Siéyès à la Convention. Nous en avons déjà donné l'analyse, indiqué les objections soulevées et expliqué comment Barère y avait subs-

1. Comité de Défense générale, séance du 7 janvier, Aulard, I, 410.

2. Séance du 10 janvier, Aulard, I, 445.

3. *Ibid.*, 11 janvier, p. 450.

4. Séance du 8 janvier, Aulard, I, 413.

5. *Ibid.*, 9 janvier, Aulard, I, 439.

6. *Ibid.*, 13 janvier, p. 455.

7. *Ibid.*, 21 janvier, p. 500.

8. *Ibid.*, 23 janvier, p. 5.

titué une rédaction plus simple, votée le 2 février (1). Nous ne reviendrons plus sur cette question.

2. *Modification de la composition du comité de la guerre.*

Cette modification date du 9 février 1793. Comme elle a été étudiée au chapitre préliminaire et qu'elle est d'ailleurs postérieure à notre thèse, nous ne nous étendons pas davantage sur elle. Rappelons seulement que son but est de donner au comité une composition en harmonie avec la nouvelle organisation du département de la guerre, pour lui permettre d'exercer plus facilement son contrôle.

3. *Réorganisation de l'armée.*

Le comité de Défense générale estime cette question particulièrement importante et urgente. Pache en reconnaît le premier la nécessité, dans son long rapport du 28 décembre au comité de la guerre. Mais il convient au préalable d'aligner nos forces au chiffre de 500.000 hommes, nécessaire au complet des 9 armées de campagne projetées, et des troupes de l'intérieur destinées à assurer le maintien de l'ordre.

Les hostilités devant reprendre en février, cette mesure ne peut souffrir de retard, et le ministre obtient le 14 janvier du conseil exécutif, un arrêté (2), lui enjoignant « de prendre au plus tôt toutes dispositions nécessaires, pour élever les forces militaires de la République au nombre d'environ 500.000 hommes », dont la répartition sera faite selon les besoins des frontières.

Comme il convient qu'un texte législatif sanctionne cette mesure, la Convention décrète, quelques jours plus tard, sur le rapport de Dubois Crancé, que l'armée sera portée à 502.000 hommes, dont 55.000 de cavalerie et 25.000 d'artillerie (3).

Pendant ce temps, le comité de la guerre s'occupe de la réorganisation de nos troupes, qui rentre dans ses attributions. Il charge Dubois Crancé de faire des propositions (4). Ce dernier, obligé par ailleurs d'élaborer notre plan de campagne, doit prier Lidon de le remplacer (5).

1. Le décret réglant définitivement l'organisation nouvelle du ministère de la guerre est du 6 février, *Lois*, XII, 95.

2. Séance du conseil provisoire du 14 janvier, Aulard, I, 465.

3. Décret du 25 janvier 1793, *Lois*, XII, 83.

4. Séance du comité de la guerre du 11 janvier, A. N., AF II, 14, R. 93.

5. Lidon intitule le projet; « projet de l'organisation de la force armée

Lidon s'exécute le 20 janvier et après avoir subi les observations du comité de Défense Générale (1), fait le 28, une seconde lecture de son rapport (2).

Mais l'on observe qu'il traite « d'objets généraux, qui doivent fixer l'attention des comités réunis, tels que les vices de l'administration actuelle des armées et leur organisation » et l'on s'ajourne au lendemain.

Le 29, Dubois-Crancé ayant terminé son travail sur le plan de campagne, se charge de soutenir le projet de réorganisation et émet devant ses collègues une idée nouvelle, celle de l'amalgame. S'il ne réussit pas à la faire adopter sur le champ, il obtient cependant la suppression de toute distinction entre volontaires nationaux et troupes de ligne (3).

Le 30, les généraux présents à Paris (4), Beurnonville, Labourdonnaye, Berruyer, Ligonier, Valence, Dillon et Santerre, présentent des objections (5), jugées sans grand intérêt.

Le comité se décide à passer outre et arrête « que les gardes nationales et les troupes de ligne seront à l'avenir sous un seul et même régime ; c'est-à-dire sans différence de paye, sans distinction de nom ou d'uniforme, absolument assimilées l'une à l'autre, sous tous les rapports de la solde et de l'avancement » (6).

Les séances des 1^{er}, 2, 3, février, sont consacrées à l'examen des autres articles du projet (7). Albitte et Delmas sont chargés de se rendre au comité de Défense générale et d'y annoncer pour le 5, l'achèvement du travail de Dubois-Crancé.

C'est à cette date que le comité l'adopte définitivement, après avoir confié à Delmas la préparation d'un projet de recrutement régional et obligatoire (8).

Le 7, le débat s'ouvre devant la Convention, pour se terminer les 21 et 24 février (9) par le vote de l'amalgame et de la réquisition de 300.000 hommes.

Mais ces événements sont également postérieurs à notre étude et nous n'en parlerons pas davantage.

de la République » par Dubois Crancé, présenté par Lidon, député de la Corrèze, janvier 1793.

1. Séance du comité de Défense générale du 20 janvier, Aulard, I, 491.

2. Séance du comité de la guerre du 28 janvier, A. N., AF II, 14, R. 93.

3. *Ibid.*, 29 janvier.

4. *Ibid.*, 30 janvier.

5. *Ibid.*, *op. cit.*, I, p. 336.

6. Séance du comité de la guerre du 31 janvier, A. N., AF II, 14, R. 93.

7. *Ibid.*, 1, 2, 3 février.

8. *Ibid.*, 4 et 5 février.

9. Le décret du 21 février est relatif à l'organisation de l'armée, celui du 24 février fixe le mode de recrutement et décide une levée de 300.000 hommes, *Lois*, XII, 126 et 152.

4. *Les plans de campagne pour 1793.*

Plan de Dumouriez, plan de Dubois Crancé, séance du 25 janvier à la Convention. Dispositions adoptées provisoirement. Plan de campagne de l'adversaire.

Le plan de campagne élaboré par Pache à la fin de décembre, ne devait pas être adopté tel quel. Pendant tout le mois de janvier, les conceptions des principaux généraux, celles du comité de Défense générale, représenté par son rapporteur Dubois-Crancé, vont s'affronter avec celle du ministre, dans de longues et confuses discussions.

C'est d'abord Dumouriez, qui dès son arrivée à Paris, vient solliciter du conseil provisoire l'ordre d'agir contre la Hollande (1)

Le citoyen de Kock (2) l'appuie au nom des patriotes ataves.

Le conseil ajourne sa résolution (3); mais arrête « que des dispositions militaires seront prescrites pour exécuter promptement les premiers ordres qui pourraient être donnés ». Il charge à cet effet le ministre de renforcer l'armée du Nord par quelques troupes tirées de l'intérieur. Puis, sans persévérer davantage dans cette voie, décide (4), à l'instigation de Pache, « qu'il sera de nouveau sursis à l'expédition contre la Zélande; que néanmoins le général Miranda sera chargé de prendre des mesures pour vérifier les dispositions du pays, et que les dispositions ordonnées pour les mouvements de troupes seront maintenues ».

Sans se laisser rebuter, Dumouriez développe alors devant le comité de Défense générale un plan de campagne complet (5) : nos forces ne s'élevant qu'à environ 370.000 hommes, dont 1/6 de cavalerie, il y a lieu de garder la défensive dans le Midi et sur le Rhin, pour agir offensivement de Dunkerque à la Moselle (6)

L'on attribuerait dès lors : 80.000 hommes à l'armée de Belgique, 40.000 à celle des Ardennes, 20.000 à celle de la Moselle, 50.000 à celle du Rhin, 20.000 à un corps de réserve placé vers Châlons ou Soissons, 15.000 à un autre à Lyon. Quant aux armées défensives, elles compteraient respectivement : celles des Alpes et d'Italie 40.000 hommes; celles des Pyrénées 25.000 hommes;

1. Séances des 7, 8 et 9 janvier 1793 au conseil exécutif, Aulard, I, 410, 414, 440.

2. Banquier hollandais, fournisseur de l'armée du Nord, colonel dans l'armée française ayant combattu à Valmy et Jemmapes.

3. Arrêté du 9 janvier 1793.

4. Séance du 18 janvier 1793, Aulard, I, 482.

5. *Ibid.*, 9 janvier, I, 439.

6. Dumouriez à Beurnonville, 10 février. A. G., *Mémoires*, III, 362 à 366.

celle des côtes de l'Ouest (de Bayonne à Brest) 40.000 ; celle des côtes de la Manche (de Brest à Dunkerque, 40.000.

Ces armées lieraient leurs mouvements les unes aux autres. Celle de la Belgique, confiée à Dumouriez lui-même, aurait le rôle principal et tâcherait, après un second Jemmapes, de passer le Rhin ; battue, elle se retirerait en Flandre à l'abri des places fortes.

Celle du Rhin, commandée par Custine, se replierait sur Landau, laissant assez de monde à Mayence, pour arrêter le roi de Prusse pendant deux ou trois mois.

Le comité de Défense générale ne se déclare pas convaincu et invite Dubois-Grancé à examiner les détails de ce plan ; puis à préparer un rapport d'ensemble à la Convention (1), sur nos projets d'opérations.

Ce dernier, s'inspirant des vues du général Grimoard (2) et surtout du travail de Pache, élabore un projet dont il donne une première lecture au comité le 21 janvier (3).

Après une discussion assez vive, on pose différentes questions aux généraux présents (Dumouriez, Biron, Valence) :

« Quel genre de guerre sera le plus avantageux ?

Sur quels théâtres, la guerre doit-elle être défensive ou offensive ?

Combien d'armées convient-il de mettre sur pied et force de chacune d'elle ?

Rapports des généraux entre eux et avec le conseil exécutif ? »

Le lendemain, le comité de Défense générale, qui paraît n'avoir pas eu connaissance du plan fourni par Pache à la fin de décembre (au comité de la guerre il est vrai), décide que le ministre de la guerre répondra par écrit et le plus promptement possible aux questions suivantes :

1. Séance du 11 janvier du Comité de Défense générale, *loc. cit.*

2. Buchez et Roux, *op. cit.*, XXIV, 414, déclare que le mémoire remis par Grimoard à Dubois-Grancé, donne des vues nouvelles sur la tactique, première conception du système que la Convention ne tarde pas à appliquer et dont l'Empire a fait la fortune. Il cite la fin du travail : « le moyen le plus simple de suppléer, autant que possible, à l'art par le nombre, est de faire une guerre de masses ; c'est-à-dire de diriger toujours sur les points d'attaque, le plus de troupes et d'artillerie qu'on pourra, d'exiger que les généraux soient constamment à la tête des soldats pour leur donner l'exemple du dévouement et du courage et d'habituer les uns et les autres à ne jamais calculer le nombre des ennemis : mais à se jeter brusquement dessus à coups de baïonnette, sans songer ni à tirailler, ni à faire des manœuvres auxquelles les troupes françaises actuelles ne sont nullement exercées, ni même préparées. Cette manière de combattre, si analogue à l'adresse, à l'impétuosité et au caractère naturel de la nation, ne peut que lui donner la victoire, en déroute les troupes étrangères ».

3. Séance du comité de Défense générale du 21 janvier 1793. Aulard, I, 498.

« 1^o Quels sont les préparatifs fait pour la campagne prochaine ?

2^o Dans quelles parties, le conseil exécutif juge-t-il avantageux de se tenir sur la défensive et où la guerre doit-elle être offensive ?

3^o Quelle est actuellement la force effective de chacune des armées ?

4^o Quelle devra être celle des armées la campagne prochaine, calculée sur les plans que *doit avoir fourni* le conseil exécutif provisoire ?

5^o Quels sont les moyens à employer pour former une armée ?

6^o Les subsistances et les fourrages seront-ils partout assurés ?

7^o A-t-il été pourvu aux moyens d'envoyer dans un temps utile, tout ce qui est nécessaire pour l'habillement, équipement et armement des troupes, pour la remonte de la cavalerie et de l'artillerie, pour les hôpitaux et campements ?

8^o Les parcs d'artillerie seront-ils fournis d'un nombre suffisant de pièces, de canons et autres matériels ?

9^o Les places frontières sont-elles pourvues d'artillerie, de munitions de guerre et de vivres, en suffisante quantité, relativement aux garnisons qu'elles devront recevoir ? Les places et forts sur les côtes ont-ils fixé l'attention du ministre ?

10^o Quels sont les ordres donnés relativement à tous ces objets et quels résultats peut-on s'en promettre, ainsi que les marchés qui doivent être passés avec les divers fournisseurs et commissaires ? (1) ».

En l'absence de modifications essentielles, Pache doit répéter le 23 janvier les réponses qu'il a faites fin décembre au comité de la guerre. Dumouriez, Valence, Biron viennent également exprimer leur avis (2) ; puis le comité « discute les moyens de s'opposer efficacement aux attaques des ennemis qui nous menacent ; il examine sur quelles parties il convient que nous restions sur la défensive ; celui de ses membres qui est chargé de faire un rapport sur ces divers objets (Dubois-Crancé), recueille les motions qui lui sont données pour en faire l'usage convenable. »

Le 24, Dubois Crancé communique le travail définitif et le comité arrête les bases du projet de décret à soumettre à la Convention (3).

Lecture en est donnée le 25 à l'assemblée. « Votre comité de Défense générale, m'a chargé de vous faire un rapport sur les

1. Séance du 22 janvier 1793, Aulard, II, 5.

2. Séance du 23 janvier, Aulard, II, 6.

3. *Ibid.*, 24 janvier, II, 8.

moyens et sur la force à employer dans la campagne prochaine (1).

Au 2 décembre, vous aviez contre vous 125.000 hommes effectifs ; mais l'empereur et le roi de Prusse, rassemblent de nouveaux corps, les Cercles arment contre nous, l'Angleterre même et la Hollande effectuent des dispositions hostiles, l'Espagne... fait des préparatifs. Il faudra donc cette année des efforts extraordinaires, en proportion de ceux de nos ennemis... »

Et il poursuit, justifiant indirectement le rôle de Pache à la tête du département de la guerre. « On vous a dit que vous manquiez de tout ; cela n'est pas exact quant à l'avenir. On forme partout d'immenses magasins et nous devons croire que rien n'entravera les succès de la campagne prochaine.

Nous avons eu, il est vrai, un intervalle terrible à franchir au milieu de la désorganisation complète de toutes les administrations. Nos dépenses de l'année dernière ont été faites presque en pure perte :

1^o parce que la scélérate prévoyance de l'ancien ministère les avait employées, sous prétexte d'établir de grands moyens de défense, à des travaux tout à fait inutiles ;

2^o parce que le mouvement général et rapide qui est résulté dans toute la France et de la découverte des trahisons de la cour et de l'invasion de notre territoire, a non seulement triplé nos besoins, mais encore a occasionné aux gardes nationales des frais, des marchés, des retours que la force des circonstances a empêché de prévoir et de calculer.

Nous sommes loin de vous dissimuler l'énorme dépense qui va encore peser sur nous cette année ; mais nous pourrions annoncer à la Nation que tout sera prévu et que le conseil exécutif, de concert avec votre comité de Défense générale, fera régner partout l'ordre et l'abondance... »

Puis, il passe à l'examen des plans de campagne. « La République pouvant être attaquée au nord, à l'est, au midi et sur les côtes de l'océan, doit examiner d'abord quels sont les points sur lesquels elle peut agir avec le plus de succès, offensivement et défensivement...

Votre comité propose donc, que vous devez garder la défensive à l'est et au midi, à moins que les circonstances qui varient en décident autrement... »

Il en résulte que l'on conservera les deux armées agissant contre le Piémont, l'une en Savoie, l'autre dans le comté de Nice et qu'elles comprendront un total de 40.000 hommes.

On opposera trois armées à l'Espagne, une sous Perpignan

pour défendre Bellegarde, Montlouis et protéger les côtes ; une autre vers Bayonne ; enfin un corps de réserve au centre vers Toulouse. Total : 40.000 hommes.

Les côtes de la Méditerranée et de l'Océan seront gardées par de fortes garnisons appuyées par un corps d'observation ; et une armée de 40.000 hommes préparera une descente en Angleterre.

Dans le nord au contraire, il convient de prendre l'offensive en opposant au moins 185.000 hommes aux 180.000 ennemis qui menacent nos frontières (60.000 Prussiens, 68.000 Autrichiens, 12.000 Hessois, 40.000 soldats des Cercles). Ces 186.000 hommes, seront divisés en trois armées de 62.000 hommes : de Belgique, de la Moselle, du Rhin ; plus un corps de réserve de 25.000 hommes à Châlons.

...« Ces dispositions exigent donc huit armées : trois dans le nord, trois dans le midi, une d'observation ou d'attaque sur les côtes de la Manche, une de réserve à Châlons.

Les trois du Nord seront chacune de 50.000 hommes d'infanterie, 10.000 de cavalerie, 2.000 d'artillerie (non compris les canonniers destinés au service des pièces de bataillon).

L'armée d'observation sur les côtes de la Manche sera de 40.000 hommes : 35.000 d'infanterie, 4.000 de cavalerie, 1.000 d'artillerie.

Les armées des Alpes et du Var seront chacune de 16.000 hommes d'infanterie, 4.000 de cavalerie, 800 d'artillerie.

L'armée des Pyrénées sera de 40.000 hommes divisés en trois corps : 30.000 d'infanterie, 8.000 de cavalerie, 2.000 d'artillerie,

Enfin, la réserve sous Châlons, sera de 21.000 hommes d'infanterie, 3.000 de cavalerie, 1.200 d'artillerie. »

Nous avons donc au total, 286.000 hommes d'infanterie, 53.000 de cavalerie, 11.800 d'artillerie, employés aux opérations actives. En y joignant les garnisons et dépôts d'élevant à 164.000 hommes et un camp volant de 6.000 hommes surveillant les côtes de Bretagne, nous arrivons au total de 502.000 hommes, à mettre promptement en activité et à pourvoir de tous les moyens nécessaires.

L'ensemble de ces prévisions s'inspire largement du rapport de Pache du 28 décembre ; les analogies ne sont pas moindres par la suite.

...« Vous serez sans doute étonnés, que d'après l'importance bien reconnue des services qu'a rendus le corps d'artillerie, il ne se trouve pas augmenté dans le plan, dans la proportion des autres corps ; mais c'est précisément cette condition qui nous a fait redouter tout changement dans son organisation actuelle.

Nous avons senti qu'il ne pourrait suffire à tous les genres de

services d'une armée aussi nombreuse ; mais d'un autre côté, nous avons senti que des régiments nouveaux composés d'apprentis dans cet art difficile, ne pouvaient rendre que des services médiocres. Mais le service de l'artillerie de campagne ne demande pas une instruction aussi complète ni autant d'expérience que celle de siège. Déjà, un grand nombre de français manœuvrent les pièces de 4 avec célérité. Il est un grand nombre de régiments de ligne et de bataillons de volontaires qui n'ont plus qu'un cannonnier du corps de l'artillerie pour le service de leurs pièces ; il est donc possible de soulager ce corps en affectant à chaque régiment et à chaque bataillon de garde nationale, une compagnie d'artillerie, ce qui doublera réellement son action.

Mais nous croyons pouvoir vous assurer d'avance, qu'avec les 109 régiments de ligne, les 441 bataillons de volontaires que tient en activité maintenant la république, vous aurez tous les cadres nécessaires. Il ne s'agit que de compléter ces corps qui ont déjà si bien servi, et d'y proportionner le nombre d'officiers généraux qui doivent les conduire, d'ingénieurs pour la défense des places, des commissaires des guerres pour la police et l'administration,...

Dubois Crancé constate d'ailleurs lui-même, qu'il ne fait que reprendre le projet de Pache : « voici les bases du projet, rédigé par votre comité de Défense générale, d'après l'avis du ministre et des généraux.

1^o Les armées du nord, depuis Dunkerque jusqu'au pays de Gex, y compris les garnisons, seront disposées de la manière suivante : 150.000 hommes de Dunkerque à la Meuse, 50.000 entre la Sarre et la Meuse, 150.000 de Mayence à Besançon et jusqu'au pays de Gex ; soit au total 350.000 hommes, dont 30.000 de cavalerie, 6.000 d'artillerie de parc, non compris celle qui sera destinée au service des pièces de bataillon.

Ces armées seront pourvues chacune de l'équipage de siège, de pontons et de tout ce qui est nécessaire pour entreprendre sur l'ennemi. Le conseil exécutif pourra disposer de ces forces selon que les circonstances l'exigent ;

2^o Il sera établi une réserve vers Châlons, composée de 25.000 hommes dont 3.000 de cavalerie, 1.200 d'artillerie, avec tout l'attirail nécessaire pour se porter partout où le besoin se fera sentir.

3^o L'armée des côtes de la Manche sera de... (cet article, ainsi que ceux relatifs aux armées des Pyrénées, des Alpes et du Var, sont conformes à l'état de répartition déjà énoncé dans le rapport) ;

4^e Chacune de ces armées aura un état major particulier. Il sera destiné à la garde des côtes de Bretagne 6.000 hommes, dont 2.000 de dragons ;

5^e Les comités de la guerre et des finances sont chargés d'examiner les dépenses et les moyens d'exécution... »

A la suite de cette lecture, l'assemblée décrète que notre force armée « sera portée à 502.000 hommes, dont 55.000 de cavalerie, 25.000 d'artillerie », mais elle renvoie aux comités de la guerre et des finances réunis, « pour lui présenter les détails » (1). Ainsi le plan se trouve provisoirement ajourné.

En même temps que la Convention, le conseil exécutif s'occupe du futur plan de campagne. Il se fait donner lecture de plusieurs mémoires et projets relatifs aux prochaines opérations (2). En particulier, pour atteindre l'Angleterre prête à se déclarer contre nous, on y discute sur la possibilité d'une grande expédition dans les Indes. Monge s'y oppose formellement (3) et Dumouriez en montre les difficultés d'une manière si concluante (4), que l'idée en est abandonnée. Mais on revient à plusieurs reprises sur l'avantage d'opérations offensives de grande envergure le long des frontières des Pyrénées (5) ou du Rhin (6). On discute également l'intérêt d'une défense très sérieuse de nos côtes (7). Finalement, le plan Pache-Dubois Crancé prévaut. C'est lui qui va être théoriquement appliqué au début de la campagne.

Nous disons théoriquement ; car en février, l'armée qui devrait compter 500.000 hommes, n'en possède en réalité que 290.000, soit environ 100.000 en Belgique, 25.000 sur la Moselle, 45.000 à Mayence, 30.000 dans le Haut-Rhin, 40.000 en Savoie et à Nice, 20.000 le long des Pyrénées, plus une trentaine de milles à l'intérieur. C'est peu pour prendre l'offensive ! et cependant Dumouriez va se lancer hardiment à la conquête des Pays-Bas.

Tandis que nous nous efforçons tant bien que mal de mettre sur pied nos projets pour la campagne de 1793, l'ennemi qui s'est accru de l'Angleterre et des Pays-Bas (dont les déclarations de guerre sont du 1^{er} février), se prépare à nous écraser. Brunswick, Cobourg et Beaulieu ont décidé d'opérer comme il suit (8) : « les armées combinées d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, seront disposées sur une ligne droite autant que possible... » un corps

1. Décret du 25 janvier, *Lois*, XII, 82.

2. Séance du conseil exécutif, 19 janvier, A. N., A. F., II, 2.

3. Séance du 25 janvier au comité de Défense générale, Aulard, II, 9.

4. *Ibid.*, au conseil exécutif, Aulard, II, 11.

5. *Ibid.*, au comité de Défense générale, 27 janvier, Aulard, II, 16.

6. *Ibid.*, conseil exécutif provisoire, 28 janvier, Aulard, II, 19.

7. *Ibid.*, 29 janvier, Aulard, II, 22.

8. Plan de campagne de terre des armées combinées, janvier 1793, A. G.

services d'une armée aussi nombreuse ; mais d'un autre côté, nous avons senti que des régiments nouveaux composés d'apprentis dans cet art difficile, ne pouvaient rendre que des services médiocres. Mais le service de l'artillerie de campagne ne demande pas une instruction aussi complète ni autant d'expérience que celle de siège. Déjà, un grand nombre de français manœuvrent les pièces de 4 avec célérité. Il est un grand nombre de régiments de ligne et de bataillons de volontaires qui n'ont plus qu'un cannonnier du corps de l'artillerie pour le service de leurs pièces ; il est donc possible de soulager ce corps en affectant à chaque régiment et à chaque bataillon de garde nationale, une compagnie d'artillerie, ce qui doublera réellement son action.

Mais nous croyons pouvoir vous assurer d'avance, qu'avec les 109 régiments de ligne, les 441 bataillons de volontaires que tient en activité maintenant la république, vous aurez tous les cadres nécessaires. Il ne s'agit que de compléter ces corps qui ont déjà si bien servi, et d'y proportionner le nombre d'officiers généraux qui doivent les conduire, d'ingénieurs pour la défense des places, des commissaires des guerres pour la police et l'administration... »

Dubois Crancé constate d'ailleurs lui-même, qu'il ne fait que reprendre le projet de Pache : « voici les bases du projet, rédigé par votre comité de Défense générale, d'après *l'avis du ministre et des généraux*.

1^o Les armées du nord, depuis Dunkerque jusqu'au pays de Gex, y compris les garnisons, seront disposées de la manière suivante : 150.000 hommes de Dunkerque à la Meuse, 50.000 entre la Sarre et la Meuse, 150.000 de Mayence à Besançon et jusqu'au pays de Gex ; soit au total 350.000 hommes, dont 30.000 de cavalerie, 6.000 d'artillerie de parc, non compris celle qui sera destinée au service des pièces de bataillon.

Ces armées seront pourvues chacune de l'équipage de siège, de pontons et de tout ce qui est nécessaire pour entreprendre sur l'ennemi. Le conseil exécutif pourra disposer de ces forces selon que les circonstances l'exigent ;

2^o Il sera établi une réserve vers Châlons, composée de 25.000 hommes dont 3.000 de cavalerie, 1.200 d'artillerie, avec tout l'attirail nécessaire pour se porter partout où le besoin se fera sentir.

3^o L'armée des côtes de la Manche sera de... (cet article, ainsi que ceux relatifs aux armées des Pyrénées, des Alpes et du Var, sont conformes à l'état de répartition déjà énoncé dans le rapport) ;

4^e Chacune de ces armées aura un état major particulier. Il sera destiné à la garde des côtes de Bretagne 6.000 hommes, dont 2.000 de dragons ;

5^e Les comités de la guerre et des finances sont chargés d'examiner les dépenses et les moyens d'exécution... »

A la suite de cette lecture, l'assemblée décrète que notre force armée « sera portée à 502.000 hommes, dont 55.000 de cavalerie, 25.000 d'artillerie », mais elle renvoie aux comités de la guerre et des finances réunis, « pour lui présenter les détails » (1). Ainsi le plan se trouve provisoirement ajourné.

En même temps que la Convention, le conseil exécutif s'occupe du futur plan de campagne. Il se fait donner lecture de plusieurs mémoires et projets relatifs aux prochaines opérations (2). En particulier, pour atteindre l'Angleterre prête à se déclarer contre nous, on y discute sur la possibilité d'une grande expédition dans les Indes. Monge s'y oppose formellement (3) et Dumouriez en montre les difficultés d'une manière si concluante (4), que l'idée en est abandonnée. Mais on revient à plusieurs reprises sur l'avantage d'opérations offensives de grande envergure le long des frontières des Pyrénées (5) ou du Rhin (6). On discute également l'intérêt d'une défense très sérieuse de nos côtes (7). Finalement, le plan Pache-Dubois Crancé prévaut. C'est lui qui va être théoriquement appliqué au début de la campagne.

Nous disons théoriquement ; car en février, l'armée qui devrait compter 500.000 hommes, n'en possède en réalité que 290.000, soit environ 100.000 en Belgique, 25.000 sur la Moselle, 45.000 à Mayence, 30.000 dans le Haut-Rhin, 40.000 en Savoie et à Nice, 20.000 le long des Pyrénées, plus une trentaine de milles à l'intérieur. C'est peu pour prendre l'offensive ! et cependant Dumouriez va se lancer hardiment à la conquête des Pays-Bas.

Tandis que nous nous efforçons tant bien que mal de mettre sur pied nos projets pour la campagne de 1793, l'ennemi qui s'est accru de l'Angleterre et des Pays-Bas (dont les déclarations de guerre sont du 1^{er} février), se prépare à nous écraser. Brunswick, Cobourg et Beaulieu ont décidé d'opérer comme il suit (8) : « les armées combinées d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, seront disposées sur une ligne droite autant que possible... » un corps

1. Décret du 25 janvier, *Lois*, XII, §2.

2. Séance du conseil exécutif, 19 janvier, A. N., A. F., II, 2.

3. Séance du 25 janvier au comité de Défense générale, Aulard, II, 9.

4. *Ibid.*, au conseil exécutif, Aulard, II, 11.

5. *Ibid.*, au comité de Défense générale, 27 janvier, Aulard, II, 16.

6. *Ibid.*, conseil exécutif provisoire, 28 janvier, Aulard, II, 19.

7. *Ibid.*, 29 janvier, Aulard, II, 22.

8. Plan de campagne de terre des armées combinées, janvier 1793, A. G.

d'environ 80.000 Prussiens ou Hessois sous les ordres du roi de Prusse, fera le siège de Mayence. Ce corps sera l'aile gauche des armées combinées.

Le centre comprendra 2 fortes colonnes d'environ 65.000 hommes, qui se formeront dans la région de Juliers.

L'aile gauche, établie vers Vanloo, sera composée de quelque 20.000 Prussiens, auxquels se joindront 30.000 Anglais et 12.000 Hanovriens.

« La grande armée ainsi combinée, agira comme le rayon d'un cercle, qui ayant son centre à Mayence, décrira par sa rotation sur ce point une partie de circonférence, telle que, l'armée ainsi rangée, se trouve en face des villes de Lille, Valenciennes etc... tout le cordon des places fortes de la Flandre.

Les projets sont, l'armée ainsi rangée sous Mayence, Juliers et Vanloo ; le roi de Prusse compte être arrêté quatre mois par le siège de Mayence et pendant ce temps, le rayon se mouvra de manière à ce qu'en se prolongeant à l'ouest, on puisse attaquer et prendre à la fois, les villes d'Anvers, Bruxelles et Namur.

Supposant par là que la ville et la citadelle d'Anvers étant prise, l'armée de Dumouriez sera entièrement laissée derrière à Gentrüydenberg et Bréda et par là coupée de toute communication avec l'armée française... »

II. — SITUATION SUR LES DIVERS FRONTS AU DÉBUT DE FÉVRIER 1793.

1^o Armées de Hollande, du Nord, des Ardennes.

Dumouriez en quittant son armée pour venir en congé à Paris ris (1), l'avait installée dans ses quartiers d'hiver aux ordres de Valence (2).

Mais ce dernier, demandait et obtenait à son tour, l'autorisation de se rendre à Paris (3) et se faisait remplacer par Miranda à la tête des troupes.

La situation de nos forces en Belgique, à la fin de janvier, se trouve être la suivante : les armées du Nord et de la Belgique sous Miranda, commandant en chef par intérim, sont devant Maëstricht et derrière l'Erft ; celle des Ardennes, commandée provisoirement par Lanoue, borde la Meuse ; enfin une nouvelle

1. Dumouriez a demandé le 18 décembre au ministre un congé de six semaines (*Correspondance*, page 263), congé qui lui est accordé le 21 par le Conseil exécutif, Aulard, I, 347.

2. Séance du Conseil exécutif du 22 décembre, Aulard, I, 349.

3. *Ibid.*, 5 janvier, I, 402.

armée, composée d'éléments prélevés sur celle de Belgique, de renforts tirés des départements du Nord, et des garnisons de Bruges, Ostende, Gand, Oudenarde, observe le Brabant hollandais. Elle va prendre le nom d'armée de Hollande et compte 20 bataillons, 1.000 chevaux, quelques troupes légères, au total environ 14.000 hommes divisés en 4 corps (4).

4. Etat de situation de l'Armée de Belgique, à la date du 31 janvier 1793.

<i>Avant-garde :</i>	
29 ^e et 72 ^e régiments d'infanterie ; 2 ^e bataillon des 19 ^e et 54 ^e régiments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon d'Indre-et-Loire, Meurthe, Marne ; 2 ^e de Meurthe, Marne ; 3 ^e de Paris ; 4 ^e de fédérés ; 5 ^e de la Meurthe ; 9 ^e de Paris et de la Réserve ; bataillon de la Butte-des-Moulins.....	7.833 hommes
1 ^{er} à 6 ^e bataillons de grenadiers.....	1.863 —
10 ^e et 14 ^e bataillons d'infanterie légère.....	696 —
Corps francs	927 —
	11.319 —
1 ^{er} hussards, 3 ^e , 6 ^e , 12 ^e chasseurs, 5 ^e et 7 ^e dragons	1.703
Artillerie légère	185
	13.207
<i>Flanqueurs de gauche :</i>	
99 ^e régiment d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon Charente ; 3 ^e des Ardennes ; légion des Ardennes ; corps francs ; 2 ^e hussards.....	2.371
<i>Flanqueurs de droite :</i>	
1 ^{er} bataillon Saône-et-Loire, Aisne ; 13 ^e dragons, 11 ^e chasseurs à cheval.....	1.092
<i>Corps d'armée :</i>	
5 ^e , 34 ^e , 83 ^e , 104 ^e régiments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon des 49 ^e , 71 ^e , 94 ^e , 98 ^e régiments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon de la Côte-d'Or, Grenadiers de Paris, Mayenne et Loire, Somme, Allier, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise ; 2 ^e bataillon de Paris, de la Marne, de la Corrèze ; 3 ^e de la Seine-et-Oise, de l'Yonne ; 4 ^e de la Meuse ; 6 ^e des volontaires de Soissons ; 5 ^e de l'Aisne, de l'Oise ; 7 ^e de Paris ; 11 ^e des fédérés ; bataillons des 4 Nations, d'Eure-et-Loir, de Vendée ; le Republicain.....	12.128 —
1 ^{er} escadron du 12 ^e chasseurs, hussards Américains et du Midi, gendarmerie, artillerie.....	407 —
	12.535 —
Total général	29.205 hommes

Armée des Ardennes.

Etat de situation à la date du 21 janvier 1793.

<i>Avant-garde :</i>	
(La Marche) : 1 ^{er} bataillon du 8 ^e régiment ; bataillon des grenadiers de ligne ; 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 10 ^e bataillons de Paris ; 9 ^e bataillon de chasseurs ; chasseurs de Golberg ; 2 ^e bataillon de l'Ille-et-Vilaine ; 5 ^e hussards ; gendarmerie	4.916 hommes
<i>A reporter</i> ,.....	4.916 hommes

L'hiver se passe sans opérations d'envergure, les deux adversaires se contentent de quelques rapides coups de main sur leurs

<i>Report</i>	4.916 hommes
(Neuilly) : 1 ^{er} compagnie du 47 ^e régiment d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon du 6 ^e régiment d'infanterie ; 73 ^e régiment d'infanterie ; bataillons de la Commune de Paris ; des grenadiers nationaux ; 1 ^{er} bataillon de la Charente-Infé- rieure, de Loire-et-Cher ; 5 ^e compagnie de chasseurs de la Meuse ; 2 ^e et 10 ^e dragons.....	3.723 —
<i>Corps de bataille :</i>	
1 ^{er} division : 1 ^{er} bataillon des 17 ^e , 25 ^e , 38 ^e , 43 ^e régi- ments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon de la Mayenne et de la Sarthe ; 2 ^e de Saône-et-Loire et du Nord ; 5 ^e des Vos- ges ; 7 ^e et 23 ^e régiments de cavalerie ; gendarmerie....	4.953 —
2 ^e division : 1 ^{er} bataillon des 43 ^e , 47 ^e , 56 ^e , 58 ^e régi- ments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon de la Haute-Vienne ; 2 ^e de la Meurthe et des Ardennes ; 3 ^e de la Meurthe ; 16 ^e , 18 ^e , 21 ^e cavalerie	4.836 —
Parc d'artillerie ; guides	1.561 —
	19.989 hommes

Armée du Nord.

Etat de situation à la date du 1^{er} mars 1793.

<i>Avant garde :</i>	
1 ^{er} bataillon du 2 février ; bataillon du Théâtre Fran- çais ; 1 ^{er} de la Seine-Inférieure ; 2 ^e d'Indre-et-Loir ; 5 ^e de Saône-et-Loire ; 9 ^e des fédérés ; 1 ^{er} bataillon des 2 ^e et 15 ^e régiment d'infanterie ; 4 ^e bataillon de grenadiers ; 5 ^e chasseurs à cheval ; 3 ^e régiment de cavalerie ; artille- rie légère	6.547 hommes
<i>Division de gauche (Champmorin) :</i>	
2 ^e bataillon des 71 ^e et 74 ^e , 89 ^e régiments d'infanterie ; 2 ^e bataillon de l'Eure ; bataillon des 4 Nations ; 1 ^{er} de la Manche ; bataillon de Saint-Denis ; 3 ^e du Cher ; 1 ^{er} des Côtes-du-Nord ; 1 ^{er} de l'Oise ; 4 ^e de la Somme ; 13 ^e de cavalerie ; artillerie	5.849 —
<i>Division de droite (Duval) :</i>	
78 ^e régiment ; 1 ^{er} bataillon du 87 ^e ; 2 ^e du 81 ^e ; ba- taillons de Palloy, Saint-Martin, de la Fontaine de Gre- nelle ; 5 ^e de la Seine-Inférieure ; 2 ^e de la Somme ; 1 ^{er} de la Haute-Vienne ; 8 ^e du Nord ; 1 ^{er} de la Moselle ; 3 ^e dra- gons ; 65 ^e régiment de cavalerie ; artillerie de parc....	5.795 —
	18.191 hommes

Armée de Hollande.

Etat de situation à la date du 1^{er} mars 1793.

<i>Avant-garde :</i>	
Légion du Nord ; 2 bataillons belges ; légion Batave ; cavalerie des légions Bataves et du Nord.....	4.284 —
<i>Corps de bataille :</i>	
2 ^e et 3 ^e bataillons du Calvados ; 2 ^e , 11 ^e , 12 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 17 ^e , 20 ^e , 23 ^e bataillons de la réserve ; 6 ^e bataillon des fédérés ; 2 ^e bataillon de l'Orne ; 2 ^e du Loir-et-Cher ; 1 ^{er} de l'Eure ; 1 ^{er} de la Gironde ; 3 ^e de l'Aube ; 3 ^e de l'Oise ; 4 ^e de la Sarthe ; 5 ^e de la Charente ; 10 ^e de la Seine-Inférieure ; 4 compagnies franches de gendarmerie à pied ; 1 ^{er} et 2 ^e régiments de cavalerie ; 5 ^e dragons ba- taves et Belges ; 7 ^e et 8 ^e hussards	14.549 —
	18.833 hommes

cantonnements réciproques. Nous en profitons pour améliorer notre situation, comme il ressort d'un rapport fait par Miranda au ministre, dans les premiers jours de février : « l'ennemi se tient à distance de nos avants postes (1) et il n'y a eu que quelques petites affaires de détail.

Par un autre arrangement que je viens de faire dans nos cantonnements sur la frontière de Hollande, que j'ai renforcés de 2.000 hommes, nous avons occupé depuis Cassel, Waardt, Peer, Hechtel, Olmen, Gol, Herenthal et sur la rive gauche du Rhin, Wessen, Horn, Naer.

Par cette disposition, nous couvrons d'une part toute la frontière de Hollande et de l'autre, toute la ligne de la Meuse jusqu'à Namur ».

Le 30 janvier, quand il appert que les hostilités vont s'ouvrir incessamment avec les Pays-Bas et l'Angleterre, le conseil donne ordre de mettre à exécution les mesures décidées contre ces puissances (2) ; puis il charge le ministre de la guerre (3), d'inviter Dumouriez « à prendre toutes les dispositions pour s'emparer au plus tôt de Maëtricht et de Vanloo et en général, de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le mouvement des armées Françaises contre la Hollande, en dirigeant spécialement ses efforts sur les établissements maritimes, pour faire tourner au profit de la République, les armements et approvisionnements qui pourront tomber entre nos mains ».

Dumouriez se rend sans délai en Belgique, pour entamer les opérations. Son projet est le suivant : il s'avancera à la tête de l'armée de Hollande jusqu'au Moërdick, en masquant Bréda, Gurtuydenberg, Klundert, et Willemstadt sur sa gauche. Il franchira la Moërdyck pour atteindre Dordrecht, ou une fois débarqué, il se trouvera au cœur de la Hollande.

Puis, marchant sur Rotterdam, la Haye, Leyde, Harlem, Amsterdam, il prendra à revers toutes les défenses du pays.

Pendant ce temps, Miranda masquera et bombardera Maëtricht et Vanloo ; puis dès qu'il apprendra le débarquement de Dumouriez, laissera Valence devant ces places pour faire avec quelque 25.000 hommes, jonction avec son chef sous Nimègue (4).

Parti de Paris le 31 janvier, Dumouriez arrive le 2 février à Anvers. Il y écrit au ministre une lettre, dans laquelle il indique la situation des forces dont il prend le commandement : « Je doute que

1. Miranda à Pache, 3 février 1793, A. G.

2. Séance du conseil exécutif du 30 janvier, Aulard, II, 28.

3. *Ibid.*, 31 janvier, II, 30.

4. Servan et Grimoard, « tableau historique des guerres de la Révolution, II, p. 249.

l'expédition ait été faite dans vos bureaux (1) pour les 10.000 hommes de renfort dont nous avons fait ensemble la liste... Je ne vois surtout pas de cavalerie arrivée, quoique d'après votre note.. il doit en venir 1.500 hommes de Cambray, Douay et Arras. Il ne se trouve pas un seul homme de cavalerie depuis Anvers jusqu'à Dunkerque.

J'ai trouvé qu'à Furnes, Nieuport, Ostende et Bruges, il n'y a ni commissaires des guerres, ni payeurs, ni établissement d'hôpital ou de subsistances. Le soldat prend son pain et sa viande chez les boulangers et bouchers. Partout le prêt est dû... depuis deux ou trois jours, partout j'ai été obligé de requérir les administrations du pays et de fouiller dans les caisses publiques pour pouvoir donner aux troupes une subsistance momentanée...

Je n'ai trouvé qu'un seul bataillon qui eut des caissons de campagne. Tous manquent de chaussures et d'habillement. la plupart ont des armes défectueuses.

Gand a de grands magasins qui vont commencer à se remplir par les soins du commissaire ordonnateur Petitjean, qui vient de me rejoindre à Anvers ; ce sera le point central de tous mes établissements de la gauche, ou autrement de l'armée de Miranda.

J'attends ici, demain au plus tard, le général Thouvenot, avec lequel j'arrangerai le mouvement des armées. Je saurai positivement par lui l'état de l'armée et des avant-gardes, dont les commissaires de la Convention m'ont fait un tableau très fâcheux.

Vous êtes convenu avec moi, que dès que Malus sera acquitté, vous le ferez partir pour venir me joindre. Rien n'est plus pressant.

Je tâcherai d'exécuter l'ordre du conseil, pour investir sous huit ou dix jours au plus Vanloo et Maëstricht : mais je ne puis répondre d'y réussir... que lorsque je saurai par le général Miranda s'il est possible de faire exécuter un pareil mouvement à une armée qui manque de tout ».

II. — *Armées des Vosges, de la Moselle et du Rhin.*

Nous avons laissé Custine à Mayence, se retranchant dans la place, dont les Prussiens investissent les avancées à rive droite du Rhin.

La fin de décembre et le mois de janvier se passent sans autre incident notable que le combat confus de Hochheim (7 janvier).

1. Dumouriez à Pache, 3 février, A. G.

Français et Prussiens demeurent dans leurs quartiers d'hiver. Custine met le temps à profit pour faire une reconnaissance des bords du Rhin et élabore un plan défensif d'ensemble des forces qui lui sont subordonnées.

Un corps de 7 ou 8.000 hommes de l'armée de la Moselle, placé à Kayserslautern (1), suffira pense-t-il, à tenir les chemins et gorges du Palatinat et les routes descendant du Hunsrück. Ce corps arrêtera toute tentative venant de Trèves. Le gros de l'armée s'établira entre Thionville et Sarrelouis, surveillant les passages de la Sarre, en liaison avec ses éléments avancés, pour s'opposer à toute infiltration par la vallée de la Nahe.

Quant à l'armée du Rhin, elle se contentera de surveiller les passages du fleuve en installant à Spire 3 brigades d'infanterie avec une cavalerie suffisante pour patrouiller le long des berges. Une tentative sur le Haut-Rhin n'est guère à redouter. Il convient cependant, à titre de précaution, d'installer 10 à 15.000 hommes dans la région de Drusenheim et de construire des ouvrages pour barrer les principaux points de passage du fleuve.

Ces dispositions une fois prises, l'armée des Vosges s'assied solidement dans Mayence, retranche le faubourg de Kastel à rive droite et y organise une très forte tête de pont.

Elle occupe ainsi toute la région de Spire à Mayence et de Mayence au village de Breitenheim, derrière Kreuznach, en face des armées Prussiennes et Hessoises installées sur l'autre rive (2). Houchard commande l'avant garde à Kreutznach et surveille le débouché des défilés descendant du Hunsrück.

La position dans son ensemble paraît solide. Merlin de Thionville, l'un des commissaires envoyé auprès de Custine, déclare dans une lettre au député Thirion : « pourquoi n'êtes-vous pas tous ici et ne pouvez vous pas tous voir ; vous penseriez bientôt que s'il existe une place essentielle au salut de la République, c'est aujourd'hui Mayence, qui se gardera en mars avec 9.000 hommes et qui donnera la faculté à notre armée, forte de 60.000 hommes, de tenir la plaine et de s'opposer du même point à tous les mouvements de l'ennemi qu'elle pourra prendre à revers, soit dans le Luxembourg et le pays de Trèves, s'il s'éloigne de Mayence, soit sur les départements du Rhin, s'il avait l'intention d'inquiéter cette partie de nos frontières ».

A l'armée de la Moselle, Beurnonville, après avoir reporté ses troupes derrière la ligne de la Sarre, à la suite de la malheureuse expédition sur Trèves, a demandé et obtenu un congé pour se rendre

1. Custine à Desprez Crassier, 3 février 1793. A. G.

2. Merlin de Thionville à Thirion, 4 février. A. G.

III. — *Armées des Alpes et d'Italie.*

L'armée des Alpes, aux ordres de Kellermann, occupe toujours le territoire des 7^e et 19^e divisions militaires, ainsi que les départe-

Report 5.335 hommes

Brigades de gauche (Neuwinger) :

2^e brigade : 13^e régiment d'infanterie ; 1^{er} bataillon des Vosges ; 4^e du Jura.

4^e brigade : 36^e régiment d'infanterie ; 2^e bataillon du Haut-Rhin ; 6^e du Jura.

8^e brigade : 1^{er} bataillon du 82^e régiment d'infanterie ;

2^e du 2^e régiment d'infanterie ; 3^e bataillon du Jura ;

2^e de Seine-et-Oise..... 21.086 —

Garnison de Mayence (Wimpffen) :

3^e bataillon du Haut-Rhin ; 1^{er} de grenadiers de Saône-et-Loire ; 1^{er} des amis de la République ; 2^e de la République ; 1^{er} des fédérés nationaux ; 1^{er} des chasseurs républicains ; 2^e du Jura ; 4^e du Haut-Rhin ; 4^e du Calvados ; 5^e du Calvados ; 5^e et 6^e du Bas-Rhin ; 7^e des Vosges ; 11^e, 9^e et 10^e de la Haute-Saône ; 10^e de la Meurthe ; parc d'artillerie

13.882 —

Réserve (Neuwinger) :

1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e régiments de grenadiers..... 3.162 —

Cavalerie :

Gendarmerie ; 2^e, 12^e, 9^e, 11^e, 14^e régiments 2.063 —

Total général 45.529 hommes

Etat de situation de l'Armée du Rhin au 15 janvier 1793.

Garnisons	Infanterie	Artillerie	Cavalerie	Total
Landau	3.744	65	88	3.897
Lauterbourg	971	37	188	1.096
Wissembourg	1.343	38	25	1.406
Petite Pierre	49	4	»	53
Lichtenberg	49	4	»	53
Haguenau	653	»	57	1.010
Port-Louis	2.137	137	239	2.513
Strasbourg	7.040	261	1.793	9.094
Sélestadt	1.179	74	154	1.407
Neuf Brisach	3.631	149	314	4.094
Colmar	180	»	225	405
Huningue	2.572	187	480	3.239
Landskron	484	»	»	484
Belfort	2.405	24	225	2.654

VI^e division militaire :

Blamont, Besançon, Joux, Pontarlier, Salins 4.129

35.531

*Troupes disponibles :**Région de Plobsheim (général Ferrier) :*

1^{er} bataillon des 21^e, 33^e, 67^e, 105^e régiments d'infan-

tements du Mont-Blanc, de l'Ain, de la Vaucluse, des Basses-Alpes.

terie ; 1^{er} bataillon de Paris ; 3^e et 5^e de Rhône et Loire ; 6^e du Calvados ; 12^e d'infanterie légère ; 11^e dragons...

Région d'Huningue (général d'Harambure) :

1^{er} bataillon des Pyrénées-Orientales ; 2^e de la Côte-d'Or et du Doubs ; 3^e de la Côte-d'Or ; 4^e du Var, du Doubs, de la Gironde, de la Côte-d'Or ; 5^e de Paris ; 6^e de Seine-et-Oise ; 4^e régiment de chasseurs ; gendarmerie

7.027 —

Région de Porrentruy (Mieskowsky) :

6^e du Doubs ; 1^{er} de la Corrèze ; 3^e de la Gironde ; 5^e du Haut-Rhin ; 6^e du Haut-Rhin ; 2^e du Bas-Rhin ; 21^e régiment d'infanterie ; gendarmerie

3.868 hommes

Troupes à la surveillance du Rhin :

1^{er} ligne

11.437 —

2^e ligne

3.060 —

Troupes cantonnées dans la VI^e division militaire

1.587 —

Total 67.978 hommes

Etat de situation de l'Armée de la Moselle, au 1^{er} mars 1793.

Troupes disponibles :

Pays des Deux-Ponts (Destournelles, Labarolière, brigadiers) :

1^{er} bataillon des 62^e, 96^e régiments d'infanterie ; 1^{er} bataillon de la Meuse, de l'Indre, des Sections armées, de Paris, du Lot ; 2^e et 3^e de la Manche ; 9^e de la Meurthe ; 4^e de la Seine-Inférieure, bataillon de Popincourt ; 1^{er} et 19^e de cavalerie ; 4^e dragons ; 15^e chasseurs à cheval.....

6.629 hommes

Pays de Nassau (Pully, Landremont, brigadiers) :

1^{er} bataillon des 1^{er}, 17^e, 24^e régiments d'infanterie ; égion de la Moselle ; 1^{er} et 2^e de cavalerie ; 17^e de dragons ; 11^e de cavalerie

5.089 —

Embouchure de la Blies (Muratel) :

1^{er} bataillon du 22^e régiment d'infanterie ; 4^e et 8^e de cavalerie ; 14^e de dragons

1.846 —

Entre Sarre et Nied (Boyer) :

54^e et 102^e régiments d'infanterie ; 4^e bataillon de la Moselle

2.223 —

Sur la Nied (Linch) :

1^{er} bataillon des 5^e et 58^e régiments d'infanterie ; 4^e bataillon de la Haute-Saône ; 1^{er} de la Haute-Marne ; 1^{er} de Saône-et-Loire ; bataillon des Fédérés des 83 départements ; 10^e de cavalerie

4.009 —

En avant de la Nied (Villonie, colonel) :

55^e régiment d'infanterie ; 1^{er} bataillon du 30^e régiment d'infanterie ; 1^{er} bataillon de Rhône et Loire.....

2.771 —

Entre Moselle et Chiens (Delaage et Pully) :

1^{er} bataillon des 44^e, 81^e, 53^e, 90^e régiments d'infanterie ; 3^e bataillon de l'Eure ; 8^e de la Meurthe ; 2^e de la Haute-Marne ; 4^e de la Meurthe ; 3^e, 4^e, 5^e de grena-

A reporter..... 22.567 hommes

Kellermann surveille Genève (1) et la frontière des Alpes, laissant ses troupes en quartiers d'hiver.

Au début de février, ce général estime ses forces insuffisantes, en face d'un ennemi qui s'accroît sans cesse, notamment de bonnes troupes Autrichiennes et prêt à occuper à tout instant Genève, sans craindre une résistance sérieuse de celle-ci « Je vous observe, écrit il au ministre (2), que pour la grande étendue du pays que je dois garder, l'armée qui m'est confiée est trop faible. Je crois que vous ne devez pas hésiter à la renforcer et surtout en troupes à cheval, afin qu'en cas d'événements je puisse tenir la plaine de Genève ».

Il adresse une demande plus explicite aux commissaires de la Convention dans le Mont Blanc (3) : « d'après les dispositions défensives de l'armée des Alpes, il est nécessaire que cette armée soit composée de 35.000 hommes d'infanterie et de 5.000 de troupes à cheval. Par ce moyen, elle pourra non seulement s'opposer efficacement à toutes les entreprises de l'ennemi; mais encore profiter des fautes que pourraient faire les ennemis et les entamer sur leur propre frontière.

J'observe, que n'ayant dans cette armée que 5 régiments de ligne, qui par les fatigues qu'ils ont éprouvé pendant cette dure campagne, se trouvent fort éloignés du complet, il est indispensable de m'envoyer encore au moins 4 régiments. Et si nous avions quelque chose à craindre du côté de la Suisse, l'armée devrait être augmentée de 5 régiments d'infanterie de ligne, de 10 bataillons de volontaires et de 1.000 chevaux.

Il n'existe que 14 compagnies d'artillerie dans cette armée et je regarde comme indispensable que l'on m'en envoie 4 de plus.

<i>Report</i>	22.567 hommes
dièrs ; 6 ^e de la Moselle ; gendarmes ; 13 ^e bataillon de chasseurs ; 7 compagnies franches ; bataillon des Vainqueurs de la Bastille ; 17 ^e et 20 ^e de cavalerie ; 3 ^e husards ; 9 ^e chasseurs ; 1 ^{er} dragons	10.852 —
Total général	33.419 hommes

Garnisons :

Metz	7.443
Thionville	3.573
Longwy	2.601
Sarrelouis	1.796
Toul	691
Phalsbourg	1.109
Marsal	266
Bitche	1.444

1. Voir à ce sujet la séance du conseil exécutif du 3 janvier, Aulard, I, 387.

2. Kellermann à Pache, 5 février, A. G.

3. Kellermann aux commissaires de la Convention, 7 février, A. G.

Il n'est pas moins urgent que j'ai à ma disposition 16 pièces de 12 ; 24 de 8 ; 8 obusiers de 6 pouces et 4 de 8 pouces pour les positions retranchées. Il faut aussi 96 canons de 4 pour la ligne ».

Si naturel que soit le désir de Kellermann d'obtenir des renforts, il faut constater cependant, qu'un secteur passif comme le sien, se trouve déjà très favorisé, puisqu'il renferme plus de 22.000 hommes (1).

A l'armée d'Italie, Anselme accusé de malversations et dont la conduite a été incriminée par les commissaires de la Convention à Nice, vient de se voir relevé de son commandement et remplacé par Biron. En attendant l'arrivée de ce dernier, demeuré quelque temps encore à Paris (2), le général Frunet fait l'intérim sur place, occupant avec ses forces le comté de Nice, les départements des Bouches du Rhône et du Var.

Brunet doit contribuer à l'expédition de Sardaigne, ordonnée par Pache en octobre et novembre et dont Anselme a commencé la préparation. Il fournit 4.000 gardes nationaux Marseillais à l'amiral Truguet, dont la flotte de 33 bâtiments cingle vers la Corse, pour compléter son armement, de concert avec Paoli, commandant de la 23^e division militaire (3).

Bien qu'affaibli par l'envoi de ces forces, Frunet ne paraît pas autrement ému des préparatifs des Austro-Sardes. Il rend compte à Biron, au début de février (4), qu'il ne prévoit pour le moment aucune menace sérieuse sur ses quartiers. Toutefois, quelques

1. *Etat de situation de l'Armée des Alpes au 2 février 1793.*

10 ^e , 35 ^e , 59 ^e , 23 ^e , 79 ^e régiments d'infanterie ; 2 ^e , 4 ^e , 8 ^e bataillons d'infanterie légère.....	6.374 hommes
4 ^e bataillon de l'Ain ; 1 ^{er} et 2 ^e de l'Ariège ; 1 ^{er} de l'Ardèche ; 1 ^{er} de l'Aude ; 2 ^e de l'Aveyron ; 1 ^{er} et 3 ^e des Basses-Alpes ; 2 ^e du Cantal ; 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e , 9 ^e de la Drôme ; 1 ^{er} du Gard ; 5 ^e et 6 ^e de la Gironde ; 1 ^{er} des Hautes-Alpes ; 2 ^e , 4 ^e , 5 ^e de la Haute-Garonne ; 1 ^{er} et 2 ^e de la Haute-Loire ; 1 ^{er} , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e de l'Isère ; 1 ^{er} des Landes ; 2 ^e de la Lozère ; 2 ^e de l'Ardèche ; 3 ^e du Tarn ; 5 ^e de Rhône et Loire.....	11.932 —
1 ^{er} bataillon de grenadiers des Hautes-Alpes ; 2 ^e grenadiers des Basses-Alpes ; 1 ^{er} et 2 ^e de l'Isère	705 —
12 compagnies franches	1.367 —
Détachement du 4 ^e artillerie.....	314 —
5 ^e de cavalerie ; 9 ^e dragons ; gendarmes.....	542 —
Légion des Allobroges.....	766 —
Total général.....	22 000 hommes

2. Il est même plusieurs fois question de le renvoyer à la tête de l'armée du Rhin. Voir les délibérations du conseil exécutif des 8 et 10 janvier ; Aulard, I, 414 et 447.

3. C'est le 3 février que Truguet commencera l'attaque de la Sardaigne avec 7.000 hommes. Il doit se retirer le 22, après avoir subi un échec complet. Servan et Grimoard, *Tableau historique*, II, p. 210

4. Brunet à Biron, 4 février. A. G.

mesures urgentes s'imposent : faire rentrer les déserteurs partiellement nombreux dans les bataillons des Bouches du Rhône et du Var ; renforcer l'artillerie, tâche relativement facile, puisqu'il existe à Marseille 50 pièces inutilisées faute d'affûts.

Par ailleurs, son armée paraît à même de remplir le rôle défensif qui lui est assigné. Elle compte 43 bataillons d'infanterie, 1 régiment et 5 compagnies d'artillerie, 2 régiments de cavalerie, formant un total de 21.400 hommes (1).

IV. — Armée des Pyrénées.

L'armée des Pyrénées s'est organisée tant bien que mal, dans les trois derniers mois de 1792, grâce aux efforts de Carnot et des autres commissaires de la Convention à Bayonne. Depuis le

1. Etat de situation de l'Armée d'Italie au 1^{er} mars 1793.

<i>Camp d'observation du Belvédère :</i>	
1 ^{er} bataillon de l'Hérault ; 2 ^e du Var ; 2 compagnies franches.....	1.084 hommes
<i>Camp de Saint-Arnauld :</i>	
2 ^e bataillon du 50 ^e régiment d'infanterie ; 2 ^e bataillon de l'Hérault ; 1 ^{er} du Var	1.954 —
<i>Camp de Levenzo :</i>	
1 ^{er} bataillon du 70 ^e régiment d'infanterie ; 2 ^e du 9 ^e régiment d'infanterie ; 3 ^e d'infanterie légère	2.200 —
<i>Camp de Lescarina :</i>	
1 ^{er} bataillon des 61 ^e et 91 ^e régiments d'infanterie ; 2 ^e de Vaucluse.....	1.334 —
<i>Camp de Braons :</i>	
3 ^e bataillon de l'Aveyron et de la Haute-Garonne ; 4 ^e de la Drôme ; bataillon de Lubéron	1.748 —
<i>Camp de Castiglione :</i>	
11 ^e régiment d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon de la Haute-Garonne ; 3 ^e et 5 ^e du Var	3.222 —
<i>Corps d'armée rassemblé en avant de Nice :</i>	
28 ^e , 42 ^e , 51 ^e régiments d'infanterie ; 1 ^{er} bataillon du 50 ^e régiment d'infanterie ; 2 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e bataillons des Bouches-du-Rhône ; 2 ^e de l'Isère ; 4 ^e de Rhône et Loire ; 2 compagnies franches ; artillerie ; 15 ^e dragons.....	9.908 —
<i>Garnisons :</i>	
Avignon	1.177 hommes
Carpentras	426 —
Castellane	576 —
Iles Sainte-Marguerite	370 —
Villefranche	345 —
Tarascon	811 —
Toulon	5.616 —
	9.321 hommes
Corse	4.126 —
Total (non compris les garnisons)	21.400 hommes

milieu de décembre, Servan la commande effectivement et occupe avec quelque 21.400 hommes (1), le pays compris entre les Bouches du Rhône et l'embouchure de la Gironde, les 9^e, 10^e, 11^e, 20^e divisions militaires.

Servan estime : « qu'il est aussi politique que militaire, de disposer l'emplacement des troupes, de telle manière que l'Espagne ne puisse savoir par quel point elle sera attaquée en forces (2) et qu'elle soit contrainte de faire de grands préparatifs dans les trois régions où nous pouvons prendre simultanément l'offensive : Biscaye, Navarre, Catalogne ».

Il étend en conséquence son armée de Montpellier à Pau, se bornant à maintenir des garnisons dans les places avancées.

Toutefois, ce plan ne peut être efficace, qu'en disposant de forces et d'un matériel suffisant. La pénurie dans laquelle on se trouve, ne permet pas encore « de prendre toutes les précautions qu'indique la sagesse, pour nous mettre en état de n'être pas insultés, pillés, brûlés... sur toute la frontière par les Espagnols, qui ont le double de monde que nous et qui abondent en bouches à feu, munitions de guerre et de bouche et en magasins bien pourvus ».

« Pour la vingtième fois, écrit-il au ministre (3), vous savez que nous n'avons pas un canon, point de fer coulé, pas un boulet ; vous savez que nous n'avons ni souliers, ni chemises... Où prendrons-nous les gibernes et tout ce qu'il faut pour le petit équipement, l'habillement et l'armement ? »

Il attend toujours en vain, les pièces qu'on a promis de lui envoyer de l'arsenal de Lyon. Il n'a que des bataillons de volontaires de nouvelle levée, qu'il convient de soutenir par quelques troupes de lignes ; or, il dispose seulement de 8 bataillons de celles-ci et il faudrait encore au moins 1 régiment frais.

« Malgré la cruelle et triste position dans laquelle nous nous trouvons, conclut-il, nous ne voulons rien avoir à nous reprocher et nous avons pris des mesures pour pouvoir insulter différents points du territoire ennemi et même en prendre quelques portions, dès l'instant que le conseil exécutif nous aura autorisé à agir ».

Quoiqu'il en soit, les états de situation indiquent à cette époque

1. 6.500 hommes de ligne, 14.000 gardes nationaux, 900 cavaliers. Etats des troupes qui sont stationnées à Bayonne ou à portée et sur lesquelles on peut compter pour défendre les Pyrénées, 30 décembre.

A. G.

2. Servan à Pache, 18 décembre.

3. *Ibid.*, 4 février, A. G.

34.334 hommes sous les armes à l'armée des Pyrénées (1) et celle-ci va pouvoir, dans le courant du mois de mars, entrer en opérations sans avoir reçu de nouveaux renforts.

V. — Organisation de la Défense des Côtes.

Il va falloir faire face à l'ennemi, non seulement sur nos frontières de terre ; mais aussi sur celles de mer, puisque nous sommes en guerre avec les deux grandes puissances maritimes Angleterre et Hollande. Aussi, le comité de Défense générale, se préoccupe-t-il dans le courant de janvier, des avoir si le ministre de la guerre a pris les dispositions nécessaires.

Ce dernier n'a pas attendu jusque-là pour préparer la défense de nos côtes et s'en occupe activement depuis plus de deux mois.

La surveillance des fronts de mer appartient, en effet, à cette époque, aux commandants des divisions militaires intéressées. Le décret du 1^{er} octobre a bien, il est vrai, constitué sur le papier un commandement supérieur des côtes, comprenant les 12^e, 13^e, 14^e et 15^e divisions militaires, confié au général Wimpffen ; mais ce dernier, ayant été depuis employé à l'armée des Vosges, les 4 lieutenants généraux Verteuil, Cheigné, Crussol d'Amboise et La Morlière (2), ont conservé leur autonomie, sous les ordres directs du ministre.

Mais si le décret du 1^{er} octobre est resté lettre morte, par suite des circonstances, il n'en a pas moins marqué un premier essai d'organisation méthodique de la défense de nos frontières maritimes. C'est ainsi qu'il suggère à un officier général employé dans

1. Etat de situation de l'armée des Pyrénées au 9 avril 1793.

Infanterie : 2^e bataillons des 7^e, 20^e, 61^e, 70^e, 80^e régiments ; 1^{er} et 5^e bataillons d'infanterie légère.

1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e bataillons des Basses Pyrénées ; 1^{er}, 2^e, 3, des Hautes Pyrénées ; 7^e, 8^e, 9^e de la Gironde, 2^e, 6^e, 7^e de la Haute Garonne, 3^e, 4^e du Lot, 2^e, 3^e des grenadiers du Gard, 1^{er} de Nantes, 2^e et 3^e des Landes, 3^e de la Dordogne, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e de l'Aube, 3^e de l'Ariège, 2^e, 4^e des Pyrénées-Orientales, 3^e de l'Hérault, 3^e de la Haute-Vienne, 1^{er}, 2^e du Tarn, 4^e du Lot et Garonne, 1^{er} du Cantal, 1^{er}, 2^e, 3^e du Gers.

Légion des Pyrénées, légion des Montagnes, 21 compagnies franches de chasseurs, 4 escadrons de dragons des 15^e et 18^e régiments ;

4 escadrons de gendarmerie, artillerie. Total général : 34.334 hommes.

2. Verteuil commande la 12^e division militaire (quartier général La Rochelle) qui comprend les départements de la Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure. Cheigné, la 13^e division (Quartier général à Rennes) : Côtes du Nord, Finistère, Morbihan, Ille et Vilaine. Crussol d'Amboise la 14^e (Q. G. à Valognes) : Eure, Calvados, Manche, Orne. La Morlière la 15^e (Q. G. à Rouen) : Somme, Seine-Inférieure. Etat militaire de la France pour 1793 par Léon Hennet, *op. cit.*

la 13^e division militaire, Canclaux (1), un plan d'ensemble de protection des côtes de l'Océan.

« Il paraît, dit-il dans un mémoire rédigé en octobre 1792 (2), que pour s'en tenir aux termes du décret du 1^{er} octobre, qui en déterminant le nombre des armées destinées à défendre l'Empire, en assigne une seulement à la protection des côtes de l'Océan, qu'il est nécessaire de l'inscrire entre Rouen et Bordeaux, en donnant le surplus de l'étendue des côtes, aux armées du Nord et des Pyrénées. Celles que cette armée aurait à protéger et à défendre seraient encore bien considérables et demanderaient, sans contredit, un nombre de troupes que les circonstances lui refusent ».

Une telle armée, n'étant pas destinée à jouer un rôle actif, ne peut comprendre de troupes de ligne au détriment des formations de campagne ; elle doit se borner aux forces actuellement disponibles dans nos quatre divisions militaires, s'élevant à 13 bataillons de ligne et 4 de volontaires ; mais elle pourrait se renforcer utilement d'un grand nombre de canonniers marins ou gardes côtes inutilisés, de gardes nationales des villes et campagnes, dont une partie peut être réquisitionnée, des employés des douanes qui ont une connaissance parfaite de la région (3).

« Mais pour que ces mesures fussent prises d'une manière qui réunit sûreté, promptitude et économie dans son exécution, il faudrait que le général qui doit avoir le commandement de cette armée la levât en quelque sorte lui même, qu'il se portât sur tous les points et que de concert avec les corps administratifs, il fit un recensement de tout ce qui est en état de porter les armes et de servir utilement, qu'il mit sur pied ce qui lui serait nécessaire, qu'il en fit la distribution, fit connaître à chaque troupe l'emplacement à prendre en cas de besoin, qu'il établit des commandements, des écoles, un service exact, l'instruction nécessaire, des rapports, des signaux, enfin qu'il préparât la besogne et montât la machine, de manière qu'au premier ordre, les pièces puissent en être rassemblées dans le point déterminé et mises en activité ».

Ce mémoire fait impression sur Pache ; mais il estime que la menace qui pèse sur nos côtes n'est pas assez sérieuse pour motiver à nouveau la nomination d'un commandant en chef des forces du littoral. Il suffit pour le moment de faire prendre toutes

1. Lieutenant général chargé à Brest de l'embarquement des troupes destinées aux colonies.

2. « Deuxième mémoire sur l'armée décrétée pour protéger les côtes de l'Océan », 25 octobre 1792, A. G.

3. Il développe la possibilité d'utiliser les gardes côtes et douaniers dans un troisième mémoire daté du 2 novembre, A. G.

mesures de détail nécessaires, par les quatre divisions militaires intéressées.

Il leur écrit à cet effet, vers le milieu de décembre (1), et demande notamment, l'état des officiers et des troupes indispensables, pour assurer l'exécution de leur mission.

La Morlière, Crussol d'Amboise, Marcé (2) et Chevigné (3), profitent de l'occasion, pour attirer l'attention du ministre sur l'insuffisance et la défectuosité de l'armement de nos côtes, que des gardes nationales peu ou point instruites, mal équipées et encore plus mal armées, ne sauraient garder, ni garantir d'une invasion, en cas de rupture avec l'Angleterre.

Malheureusement, Pache ne dispose pas de forces suffisantes, pour en distraire au profit des points qui ne sont qu'éventuellement menacés. Il estime préférable de pourvoir à leur défense, par une meilleure utilisation des ressources locales. Il rappelle à cet effet, aux commandants des divisions militaires (4), que la loi du 9 septembre 1792, les autorise à requérir les gardes nationales, autant qu'ils le jugent utile pour la garde des châteaux, forts, phares des côtes et frontières maritimes. En enlevant ce soin à leurs éléments actifs, ils pourront les regrouper dans des places fortes bien choisies, d'où ils seront à même d'agir selon les besoins.

A partir du début de janvier, la tension de nos rapports avec l'Angleterre provoque des craintes générales et fait affluer dans les bureaux du ministre les rapports alarmants. C'est Crussol d'Amboise, écrivant (5) que de Cherbourg, l'on marque la plus grande inquiétude des armements anglais. Or, Cherbourg est un point des plus importants, laissé absolument sans défense. Il n'a pour toute garnison qu'un bataillon et il s'y trouve 400 bouches à feu, sans un seul canonnier. Il suffirait d'un corps expéditionnaire d'une dizaine de mille hommes pour s'en rendre maître.

Le lieutenant général Marassé, commandant à Anvers et dans le Brabant occidental, informe de son côté Pache, de la présence d'une escadre anglaise devant Flessingue. Il manque de troupes et d'artillerie (6), pour mettre Anvers et l'Escaut à l'abri de toute insulte.

Le ministre répond à Crussol, que le danger n'est pas immédiat.

1. Circulaire de Pache aux commandants des 12^e, 13^e, 14^e, 15^e divisions militaires, 17 décembre, A. G.

2. Le lieutenant général Marcé est adjoint à Verteuil, commandant la 12^e division militaire.

3. La Morlière à Pache 21 décembre, Marcé et Chevigné à Pache, 22 décembre ; Crussol d'Amboise à Pache, 26 décembre. A. G.

4. Pache aux commandants des divisions militaires, 14 janvier. A. G.

5. Crussol d'Amboise à Pache, 4 janvier 1793, A. G.

6. Marassé à Pache, 6 janvier.

En tous cas, l'état des frontières de terre ne permet pas d'en retirer des troupes pour les faire marcher aux côtes et la défense de celles-ci doit être assurée comme il a été prescrit ; c'est-à-dire à l'aide de volontaires nationaux levés dans le pays. Mais il lui est loisible de s'entendre avec la troisième division militaire (1), pour prendre toutes mesures nécessaires.

Par contre, la menace signalée par Marassé est sérieuse. Le ministre en fait part au conseil exécutif, qui décide (2) de faire marcher sur la Flandre maritime, des éléments prélevés dans différentes garnisons de l'intérieur et de les mettre à la disposition du général Miranda.

Pache ordonne aussitôt aux commandants des places de Cambray, Douay, Valenciennes, Condé, de tirer environ 5.000 hommes de leurs garnisons et de les acheminer d'urgence sur Gand et Ostende (3).

Cependant, les administrations du littoral s'effraient chaque jour davantage et le ministre est assailli d'avis de menaces de débarquement et de demandes de secours (4).

Dans ces conditions, comme la guerre imminente avec l'Angleterre oblige à prendre cette fois des mesures d'ensemble, la Convention envoie neuf commissaires, avec mission de mettre au point notre défense du littoral (5), tandis que Pache adoptant les conclusions du rapport Canclaux, propose au conseil exécutif de nommer un commandant en chef de l'armée des côtes. Il jette à cet effet les yeux sur Labourdonnaye, qui est agréé. « Je vous préviens général, lui écrit-il aussitôt (6), que le conseil exécutif a décidé que vous seriez chargé du commandement des divisions maritimes qui s'étendent le long des côtes, depuis l'embouchure de la Somme jusqu'à celle de la Loire. Vous voudrez bien pour remplir ses intentions, partir le plus tôt possible et commencer la visite des lieux de votre nouveau commandement.

1. Note manuscrite sur la lettre de Crussol d'Amboise.

2. Arrêté du 9 janvier 1793. A. G.

3. Lettre circulaire de Pache aux commandants des places ci-dessus, 10 janvier. A. G.

4. La municipalité de Calais à Pache, 9 janvier ; les administrateurs du département du Morbihan au conseil exécutif, 12 janvier ; le conseil général du département des Côtes du Nord à Pache, 16 janvier ; la société des amis de la liberté et de l'égalité de Granville à Pache, 18 janvier ; le directeur des Côtes du Nord à Pache, 22 janvier ; les administrateurs du département de la Vendée à Monge, 27 janvier, A. G.

5. Décret du 22 janvier, Aulard, II, 3. Defermon, Prieur de la Côte d'Or, Rochegude sont chargés d'inspecter de Lorient à Dunkerque ; Nion, Trilhaud et Magarde de Lorient à Bayonne ; Rouyer, Le Tourneur et Brunel, les côtes de la Méditerranée.

6. Pache à Labourdonnaye, 29 janvier, A. G.

Je vous recommande, général, de vous faire rendre compte de ce que les commandants maritimes auront fait pour se conformer à mes instructions, qui leur prescrivent de mettre les côtes en état de résister et de me proposer ce que vous jugerez convenable, pour assurer entièrement la défense de cette partie de nos frontières ».

VI. — Organisation de la Défense des places frontières.

Nous avons vu au chapitre précédent, les girondins accuser Pache d'incurie et d'ineptie et critiquer en particulier, les ordres donnés par lui pour tirer des places frontières les approvisionnements nécessaires aux armées en opérations, que la régie des vivres, pour faire pièce au directoire des achats, laissait alors dans le plus grand dénuement.

Cette manière de faire était qualifiée de tardive et désastreuse, et plus tard, l'on devait prétendre à l'instigation des mêmes girondins, que le ministre « cherchait par cette mesure à livrer nos places frontières à l'ennemi (1) ».

Nous allons voir au contraire, qu'il s'est efforcé pendant le mois de janvier 1793, de mettre nos forteresses en état de pouvoir jouer leur rôle au cours de la prochaine campagne.

Dès le début de janvier, il écrit à Carnot Feulins, directeur du dépôt des fortifications, de lui fournir la situation des places de guerre (2). Il doit réitérer cette demande le 22 janvier et précise qu'il désire savoir « dans quel état doivent être les plus menacées par rapport aux fortifications, à l'artillerie, aux approvisionnements de siège et de toute espèce, au nombre de leurs défenseurs de chaque arme et comment, dans quelle progression, leur état actuel diffère-t-il de leur véritable état de défense (3) ». Il reçoit de son subordonné un résumé des dossiers du dépôt des fortifications (4) et l'assurance d'avoir incessamment des renseignements plus détaillés (5) avec l'avis que des rapports très complets, établis en juin 1792, se trouvent dans les archives du bureau du comité de la guerre (6). L'état demandé, lui est remis à la fin de janvier (7).

1. Lettre de comité de Sureté générale en l'an III à la commission des subsistances, *loc. cit.*, C. F. Adrien Sée, Introduction, p. III, IV et V.

2. Pache à Carnot Feulins, 5 janvier. A. G.

3. *Ibid.*, 22 janvier.

4. Carnot Feulins à Pache, 22 janvier.

5. Carnot Feulins à Pache, 22 janvier.

6. Le lieutenant général Rozières, président du comité des fortifications à Pache, 23 janvier.

7. Etat des places à mettre incessamment en état de défense dans les

Mais le ministre n'a pas attendu de l'avoir en sa possession pour prendre les mesures commandées par les circonstances.

Dès le 19 janvier, il avertit la Convention qu'il a pris l'initiative de faire acheter les bois nécessaires aux places de première ligne et demande à cet effet un crédit provisoire de 10 millions (1).

En même temps, il invite par circulaire (2), les directeurs des fortifications, à organiser la résistance, en établissant des chemins couverts, en réparant les fossés, les maçonneries, talus, ouvrages détachés... en commençant selon l'urgence par les forteresses les plus menacées. Dans le même but, des ordres sont adressés aux commandants des divisions militaires, directeurs de l'artillerie, commissaires de la trésorerie nationale. Les municipalités et sociétés populaires, sont invitées à faciliter ce travail de tout leur pouvoir. Pache fait appel au patriotisme des soldats pour stimuler leur activité (3) : « ceux qui ont défendu et souffert si courageusement la campagne dernière pour le salut de leurs concitoyens, écrit-il, sauront encore leur donner cette marque de leur fraternel attachement ». Enfin, le ministre indique dans le plus grand détail la manière dont il convient d'exécuter les travaux (4) ; rétablir d'abord les chemins couverts, puis récurer les fossés, améliorer les communications de la place avec les ouvrages avancés, faire mettre des portes en bois à toutes les poternes, ouvrir celles qui auront été murées, réparer les écluses. Une fois ces travaux extérieurs terminés, on entreprendra seulement ceux intéressant directement le corps de place : parapets etc...

Le directoire des achats reçoit ordre de satisfaire, en les majorant, les demandes d'approvisionnements (5).

Grâce à l'ensemble de ces dispositions, les commissaires de la Convention nommés par décret du 2 février pour vérifier l'état des places de guerre, pourront constater qu'un effort sérieux a été fait pour assurer notre défense.

VII. — *L'armée de l'Intérieur et la garde nationale Parisienne.*

Il convient de terminer cet exposé de nos forces à la fin du ministère Pache, en disant quelques mots de l'armée de l'Intérieur.

pays occupés par les troupes de la République et sur le territoire français, 29 janvier.

1. Pache au président de la Convention, 19 janvier. A. G.

2. Circulaire du ministre aux directeurs des fortifications, 19 janvier.

3. Pache aux soldats citoyens des places de guerre, 30 janvier.

4. Circulaire aux officiers du génie chargés des travaux des places qui doivent être mises en état de défense, 31 janvier.

5. Cf. Etat du 29 janvier, *loc. cit.*

Créée une première fois le 4 septembre 1792 (1) et placée sous les ordres de Labourdonnaye (quartier général à Châlons-sur-Marne), elle est fondue avant son entière organisation dans les armées du Nord et du Centre.

Reconstituée le 21 octobre, avec Berruyer pour chef, elle est alors composée de tous les bataillons de fédérés et de volontaires appelés à la défense de la patrie (2). Le quartier général s'installe à Paris. Les troupes sont casernées soit dans la capitale, soit aux environs à Versailles, Courbevoie, Compiègne, Pontoise, Fontainebleau, Nangis et Rueil.

Nous avons vu quels efforts avait dû déployer Pache en octobre et novembre, pour envoyer une partie de ces troupes en renfort aux armées combattantes, malgré l'opposition la plus violente des girondins.

Malgré ces prélèvements, cette armée compte encore sur le papier, un effectif de 12.798 hommes (3). En particulier, la garnison de Paris s'élève à 6.637 gendarmes, cavaliers et fédérés (4) auxquels il faut ajouter 110.542 gardes nationaux, réorganisés en novembre.

Mais la garde nationale manque d'artillerie, puisqu'elle s'est défaite en octobre de la majeure partie de ses pièces en faveur de l'armée Belgique. Aussi, la Commune ayant appris qu'il se trouve à Saint-Denis 120 pièces de canons et de grands magasins à poudre, envoie ses commissaires demander au ministre de répar-

1. Tableaux Clerget, A. G.

2. Le 1^{er} mars cette armée prendra par arrêté du conseil exécutif le nom d'armée de Réserve et se verra affecter le territoire des 17^e, 19^e, 21^e, 22^e divisions militaires.

3. *Etat de situation de l'Armée de l'Intérieur au 28 novembre 1792.*

5 ^e et 6 ^e bataillons de l'Yonne ; 5 ^e de Seine-et-Marne ;	
1 ^{er} des Piquiers ; 4 ^e de la Dordogne ; 11 ^e de la République ;	
légion Germanique ; fédérés d'Aix et Bouches-du-Rhône ;	
fédérés de Marseille et de la Gironde ; volontaires : de la	
Charente, de Paris, des Pyrénées-Orientales, du Loiret ;	
13 compagnies franches ; 2 compagnies de chasseurs de	
la Haute-Garonne	7.214 hommes
1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e divisions de la cavalerie républicaine.....	2.311 —
Cavalerie de la légion Germanique.....	500 —
Total dans Paris	10.052 hommes
Versailles : gendarmerie, vétérans.....	988 hommes
Courbevoie : 2 ^e bataillon du Calvados ; 5 ^e de la Côte-	
d'Or	1.394 —
Saint-Germain : détachement du 16 ^e dragons et ar-	
tillerie	166 —
Compiègne : 24 ^e régiment de cavalerie ; artillerie	198 —

Total général approximatif 12.798 hommes

4. Exactement 2.433 gendarmes, 2.603 cavaliers, 1.601 fédérés. Rapport du maire de Paris, Chambon, à la Convention sur la situation de la capitale. Séance du 5 janvier.

tir ce matériel entre les 48 sections, en échange de celui précédemment livré par elles (1).

Pache ne fait pas de difficultés pour fournir aux sectionnaires le moyen de « contenir les intrigants de tout genre qui veulent exciter les troubles (2) ».

Roland, poussé par les girondins, se plaint aussitôt à la Convention et écrit au comité de sûreté générale (3), qu'il n'y a pas lieu de s'étonner si beaucoup de citoyens effrayés viennent de s'enfuir de la capitale... « assurément, la marche irrégulière de quelques autorités, les arrêtés incendiaires de plusieurs sections, la doctrine sanguinaire professée dans les clubs, enfin l'arrivée des canons qui étaient à Saint-Denis et qu'on fait venir hier pour les répartir dans les sections et cela sur la demande particulière de celle de Gravilliers, dont on connaît les incidentes délibérations, assurément dis-je, toutes ces choses doivent effrayer les individus paisibles ».

Les girondins font décider que l'assemblée invitera le ministre à lui fournir des explications. Il s'y prête sans difficultés (4). Il n'a fait, déclare-t-il, que rendre aux sections le prêt qu'elles avaient consenti à la nation; voilà pourquoi il a livré les pièces, les poudres pour les charger, les chevaux pour les conduire.

Si la Convention se contente de ces raisons, il n'en reste pas moins que le ministre vient de fournir à la garde nationale Parisienne des armes, dont elle saura faire usage dans les prochaines journées insurrectionnelles.

1. Séance de la Commune du 7 janvier, Roux, XXXIV, p. 24.

2. Séance de la société des jacobins du 14 janvier, Aulard, la société des jacobins, 4 p. 678.

3. Lettre lue à la séance de la Convention du 16 janvier, *Moniteur* XV, 179.

4. *Moniteur*, n° 20 de 1793.

CHAPITRE VIII

LA CHUTE DE PACHE

- I. — *Ouverture d'une enquête sur les agissements de Pache.* Décret du 23 janvier; répartition de la tâche au comité de la guerre.
- II. *Démission de Roland et chute de Pache.* — Roland refuse de se solidariser avec Pache; sa démission. Causes immédiates de la chute de Pache; décret du 2 février.
- III. *Regrets provoqués par la chute de Pache.* — Séance du 3 février aux Jacobins; adresse à la Convention.
- IV. *Fin de l'enquête sur Pache.* — L'enquête ordonnée le 2 janvier tourne court; le procès Pache après Thermidor; sa réhabilitation.

I. — OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE SUR LES AGISSEMENTS DE PACHE.

Décret du 3 janvier; répartition de la tâche au comité de la guerre.

La lettre de Custine du 29 décembre, suivie des véhémentes attaques de Barbaroux, à la séance du 30, décident la Convention à ordonner une enquête sur les agissements du ministre (1). Elle dresse la liste de ceux de ses membres qui en seront chargés (2), de concert avec le comité de la guerre et malgré les protestations de Marat qui prétend que les commissaires chargés d'examiner la conduite de Pache sont ses plus cruels ennemis (3).

Le comité de la guerre, après en avoir délibéré, décide que toutes les pièces relatives aux dénonciations contre le ministre, « seront mises sur le bureau le lendemain, pour être distribuées aux rapporteurs (4) ».

Le 4 janvier, le travail est réparti entre six sections de deux

1. Séance du 3 janvier, *Moniteur*, XV, 40.

2. *Patriote français* du 3 janvier. La liste de ces membres est donnée aux minutes du comité de la guerre, séance du 3 janvier, A. N., A. F., II, 14, R. 93. Ce sont : Barbaroux, Chambon, Aubry, Lefebvre de Nantes, Delgan, Longiacomé, etc...

3. Séance du 3 janvier, *Moniteur* du 5.

4. Comité de la guerre, séance du 3 janvier, *loc. cit.*

ou trois commissaires chacune (1) : Lefebvre de Nantes et Dupont de Bigorre s'occupent des vivres et des fourrages ; Delgan, Lahoue, Albitte de l'habillement et de l'équipement de l'infanterie ; Gensonné, Pétion, Dubois Dubay des remontes et du grand équipement de la cavalerie ; Barbaroux, Fermon, Lecointre des convois, charrois, hôpitaux, ambulances, effets de campement ; Aubry, Chambon, Fabre des fortifications, artillerie, affûts, poudres, salpêtres, munitions, armes à feu et armes blanches ; Salicetti, Châteauneuf Randon, Longiacomé des créations de toutes armes, mouvements, recrutement, affaires concernant les officiers de tout grade.

La hâte des girondins à voir condamner le ministre est telle, que le jour même de l'institution de la commission d'enquête, comme des députés de la ville de Metz sont venus le dénoncer à la barre et demander sa destitution, Valazé propose sa mise en accusation immédiate, motivée sur ce fait, que la commission précitée n'a pas encore conclu (2).

La Convention fait justice d'une pareille motion en passant à l'ordre du jour ; mais au comité de la guerre, on se plaint de voir des membres de l'assemblée réclamer tant de hâte et demander une condamnation, quand les pièces nécessaires au procès ne sont pas encore parvenues pour la plupart (3).

Laissons pour le moment ce comité poursuivre sa tâche, pour voir quels événements vont entraîner la chute du ministre.

CHAPITRE II. — DÉMISSION DE ROLAND ET CHUTE DE PACHE.

si le jour de la chute de Pache, on peut dire que : si le jour de la chute de Roland refuse de se solidariser avec Pache ; sa démission. Causes immédiates de la chute de Pache ; décret du 2 février.

Nous avons déjà exposé au chapitre préliminaire, comment Roland s'était refusé à reconnaître la responsabilité collective des ministres, lorsque la Convention réclamait à la fin de décembre et au début de janvier 1793, un rapport collectif du conseil exécutif provisoire. Il convient de revenir sur ces faits, qui vont provoquer la démission du ministre de l'Intérieur et par contre coup, faire tomber son collègue de la guerre.

Le 24 décembre, la Convention décrétait que le conseil exécutif « lui ferait le 6 janvier à midi, un rapport général sur l'état des relations extérieures, des colonies, de la marine, du commerce,

1. Comité de la guerre, séance du 4 janvier, *loc. cit.*

2. Séance à la Convention, 4 janvier, *Moniteur* du 7.

3. Comité de la guerre, séance du 5 janvier, *loc. cit.*

des frontières, des armées, de leur approvisionnement, armement et habillement, des contributions publiques, de la fabrication des monnaies et assignats, des secours publics, des subsistances et des divers départements de la république (1) ».

Le 6 janvier, Roland et Monge se présentent seuls devant l'assemblée (2) et comme le premier se lève pour lire un rapport, Thuriot lui coupe la parole. « Je demande que le ministre Roland nous dise si c'est un rapport particulier ou général qu'il a à présenter. »

Roland : « je passe à l'objet pour lequel je suis appelé (*plusieurs voix de l'une des extrémités* : « parlez-vous au nom du pouvoir exécutif ? ») ...Citoyen président, le compte que je viens rendre à l'assemblée et qui a été soumis au pouvoir exécutif... »

N... : « je demande la lecture du décret qui ordonne que le conseil exécutif rende des comptes. »

Roland : « la difficulté de répondre dans les termes du décret même, m'en a fait prendre l'esprit, et d'après cela, nous sommes convenus que toutes les matières seraient portées au conseil ; mais que chaque ordonnateur rendrait compte de sa partie au nom du conseil, parce qu'il n'est pas possible de confondre les matières. »

N... : « je demanderai que le conseil exécutif ne soit pas un tribunal de cassation pour les décrets de l'assemblée. »

Le président lit alors le décret du 24 décembre et déclare que le ministre de la guerre vient de lui écrire que son rapport n'est pas prêt.

Julien : « le pouvoir exécutif réclame en quelque sorte contre votre décret et dit : vous avez voulu un rapport général de la situation de la république ; je ne veux moi vous donner que des rapports partiels. »

Bréard propose alors de s'assurer si les comptes sont signés par le conseil et comme il n'en est rien, on ajourne les ministres à trois jours.

Le 8, le conseil exécutif se réunit (3) et le ministre de la justice donne lecture du décret qui ajourne le rapport général à la séance du 9 janvier. Le conseil délibère sur les moyens d'y satisfaire et arrête d'envoyer la lettre suivante au président de la Convention. « Les ministres avaient pensé que le compte exigé d'eux par la Convention était un rapport individuel de l'état du département de chacun, en y joignant les vues que l'état de ce département pouvait suggérer.

1. *Recueil Aulard*, I, 415.

2. Séance du 6 janvier, *Moniteur*, XV, 74.

3. Séance du conseil exécutif du 8 janvier, *Aulard*, I, 415.

La Convention a depuis fait connaître, que le compte qu'elle attendait, devait être rendu par le collège des ministres, ce qui suppose que chaque état sera examiné en conseil et ne sera porté à la Convention qu'après avoir reçu l'approbation des ministres.

Dès lors, citoyen président, ce travail exige un terme plus long que celui de quatre jours, vu que ni le conseil, ni les ministres, ne doivent abandonner les affaires courantes pour se livrer en entier aux discussions que chaque objet peut faire naître. Les ministres estiment donc, que le compte tel que l'intention de la Convention le fait connaître, ne peut être rendu plus tôt que le 15 février, et ils demandent pour s'en occuper en commun, de jouir de ce terme, à moins que la Convention ne consente à recevoir le rapport fait par chaque ministre et sous sa propre responsabilité de l'état de son département. »

A l'issue de cette réunion, Roland écrit de son côté au président de l'assemblée, pour refuser expressément de se solidariser avec Pache et décliner toute responsabilité des arrêtés du conseil relatifs au département de la guerre. « Il vient enfin un moment, où même les considérations du bien public, qui imposaient la tolérance, font un devoir de l'énergie (1), où il faut substituer au courage qui sait se taire, le courage qui sait parler : ce moment est venu pour moi ; j'ai quelques vérités à dire, j'oserai les exprimer...

Je crois devoir à la Convention nationale des observations qui me semblent importantes, sur le décret qu'elle vient de rendre. Son objet, sans doute, en demandant au conseil exécutif un compte général de la République et des divers départements du ministère, est de bien connaître notre situation, nos rapports, nos moyens. J'ignore si elle a mieux cru s'assurer de cette connaissance, en exigeant que le compte qu'elle attend soit signé de tous les ministres ; je ne puis penser que personne ait eu l'idée, en faisant adopter cette mesure, d'enchaîner les six ministres à l'erreur de l'un d'eux ; mais je lui déclare que le mode est infaillible pour avoir un compte imparfait ; car si tous les ministres le signent, ce sera dans le cas où le compte ne renfermera que des objets également connus de tous et dont l'exactitude soit démontrée à chacun : or cela n'est ainsi que d'un petit nombre.

Je déclare quant à moi, que je suis entièrement étranger aux opérations des bureaux de la guerre ; que la marche des troupes, quelques lettres des généraux ont été seules soumises au conseil ; mais que l'état des armées, leur fourniture, etc... me sont inconnus, et que jamais je ne signerai rien de ce qui leur serait relatif,

1. Roland au président de la Convention, lettre lue à la séance du 9 janvier à la Convention, *Moniteur*, XV, 90.

parce que je ne saurais rien attester à cet égard. C'est depuis peu de jours seulement, qu'il a été remis au conseil un état des subsistances et achats de ce genre par le ministre de la guerre : encore présente-t-il des parties confuses et incertaines.

La Convention connaît les motifs pour lesquels je me suis séparé du directoire général des vivres (1) ; je les lui ai exposés ; elle sait que réuni aux deux autres ministres qui ont à s'occuper des subsistances, afin de leur donner des renseignements utiles, je n'ai pu établir ma confiance dans leurs agents et me suis hâté de me retirer. Je ne saurai rien signer des résultats de leurs opérations. Sans doute, d'après les communications régulières faites au conseil par le ministre des affaires étrangères, son mémoire sur les relations extérieures pourra offrir un ensemble dont tout le conseil garantirait l'authenticité.

Il peut en être ainsi de quelques autres départements : mais la marine ainsi que la guerre, renferment une foule d'opérations administratives importantes, auxquelles tiennent les résultats et dont l'ordonnateur peut et doit seul répondre.

J'ose dire que la Convention elle-même ne saurait exiger le contraire... les ministres n'ont point été, d'après l'organisation qui détermine leur existence, constitués solidaires... »

Il ajoute en *post scriptum* « je prie instamment la Convention de vouloir bien remarquer que je n'entends pas me soustraire à la responsabilité solidaire des mesures générales du conseil prises par délibérations, lorsque les opinions de chacun sont relatées dans la délibération même... mais on doit distinguer ces mesures générales des moyens d'exécution. Par exemple, (car il importe je crois de bien éclaircir ce point), les ministres répondent solidairement de la délibération prise de porter une armée sur telle frontière comme celle d'Espagne ; mais de l'état de cette armée et de ses moyens d'agir, l'ordonnateur du département de la guerre peut seul répondre : car tout autre ministre ne pourrait connaître l'intérieur de ce département, pas plus qu'en connaître les agents et surveiller les opérations... Le registre du conseil exécutif devrait être la base de la responsabilité du pouvoir exécutif et le monument historique de ses opérations : il ne sera tel qu'avec des formes exactes et en présentant le procès verbal de chaque séance... »

À la suite de la lecture de cette lettre, la Convention décrète (2) « qu'elle accorde le délai demandé par le conseil exécutif pour présenter le tableau général de la situation politique de

1. Cf. ce qui a été dit aux chapitres III et IV.

2. Séance du 9 janvier. *Moniteur*, XY, 92.

la république... et que les comptes du ministre de l'intérieur, des contributions et de la justice, seront imprimés et distribués et que les comptes particuliers qui avaient été préparés par les ministres de la guerre, de la marine et des affaires étrangères, seront déposés au comité de Défense générale.»

Mais Roland poussé par les girondins, refuse définitivement de se solidariser avec Pache et prend la résolution d'offrir sa démission à l'Assemblée. Il en escompte sans doute un grand effet et la droite toute entière pense que l'immense majorité de la Convention ne voudra pas se priver des services d'un homme qui personnifie à leurs yeux la justice et la liberté. Aussi n'hésite-t-il pas à écrire à la Convention une nouvelle lettre conçue en ces termes (1) : « Je viens offrir à la Convention mes comptes, ma personne et lui donner ma démission... »

Je n'entends pas échapper à la responsabilité des délibérations auxquelles j'ai participé effectivement ; mais je déclare que je ne signerai point le compte général que doit rendre le conseil au 1^{er} février.

J'en ai donné précédemment les raisons ; il doit renfermer des parties sur lesquelles je n'ai jamais pu être éclairé, ni satisfait. Je ne parle pas seulement de ce qui concerne les fournitures et les vivres de nos armées ; mais du nombre des hommes qui les composent.

A compter d'après nos dépenses, nous avons sur pied 500.000 hommes manquant de tout, ne se soutenant au milieu des plus rudes épreuves, que par l'héroïsme de la liberté...

Ce même dévouement, dont la connaissance paraîtrait devoir sourire à nos ennemis, fait ressortir une force morale capable de les effrayer ; et si nous pouvons les repousser ou les contenir... malgré les inconvénients d'une administration vicieuse, comment ne les vaincrons nous pas, quand une grande régénération assurera dans nos armées l'ordre et l'abondance ?

Mais en attendant cette régénération nécessaire, les hommes souffrent, leur nombre diminue, les maux s'aggravent et les déterminations du conseil sont entravées au moment le plus solennel, dans les circonstances graves où la conduite du gouvernement va décider du sort de la France.

Par exemple, qu'un général tel que Custine ou autre, demande un renfort, comment le lui procurer et où peut-on le faire prendre, lorsque l'on ne sait jamais bien le nombre effectif et l'état des troupes ?

Ce ne peut être cependant que d'après une connaissance cer-

1. Séance du 23 janvier, *Moniteur*, XV, 271.

taine à cet égard, qu'on délibère une sage opération : car il faut en combiner les efforts et sur le besoin du général qui réclame et sur celui des frontières et sur nos différents rapports avec l'ennemi sur tous nos points de défense. L'un des commissaires à la trésorerie prouvait l'autre jour au conseil, qu'un seul commissaire des guerres avait fait écouler près de six millions en supposant tel nombre d'hommes qui n'existait pas.

Je pourrais citer d'autres faits ; mais ces aperçus suffisent pour fonder mes raisons de ne pas accorder de confiance au rapport général, dont l'état de nos armées doit faire partie, et justifier ma résolution de ne rien signer qui y soit relatif... »

Alors Hardy (de Rouen) : « je demande que cette lettre soit imprimée et envoyée aux départements. Roland n'a fait qu'une faute, c'est de nous avoir indiqué Pache pour ministre. »

Mais la gauche s'oppose énergiquement à cette double mesure et Robespierre jeune va jusqu'à traiter Roland de scélérat. Malgré cette opposition, la majorité adopte la motion ; mais les girondins ont manqué leur effet : ils n'ont pu obtenir que leur ministre soit prié de conserver son portefeuille et n'ont même pas la consolation de voir décréter qu'il emporte avec lui les regrets de la Nation.

Cependant, cette démission va porter à Pache le coup fatal ; la Gironde a en effet juré de venger sur lui la défaite de Roland.

Le 24 janvier, elle parvient à faire nommer Rabaud Saint-Etienne président de la Convention, en remplacement de Vergniaud, contre Danton proposé par les montagnards. Dès lors, elle va pousser à fond ses attaques contre le ministre de la guerre (1), en profitant du rapport de Sièyes sur la réorganisation de son département, rapport discuté à partir du 25.

A la suite des premières interpellations provoquées par le dit rapport, que nous avons exposées et dont nous ne parlerons plus, Brûlard, dit Sillery, déclare le 31 janvier : « citoyens, c'est au moment où toutes les puissances de l'Europe se coalisent contre notre liberté (2), que notre énergie et notre courage doivent balancer leurs efforts... mais... quelle que soit la valeur des troupes françaises, si vous laissez subsister plus longtemps le dénuement total dans lequel elles se trouvent, elles ne pourront résister aux efforts bien combinés de leurs ennemis. Hâtons-nous donc de faire les changements absolument nécessaires dans l'administration de la guerre. »

Il ajoute, qu'il ne se propose pas de discuter le plan Sièyes,

1. Voir Ternaux, VI, 17 et Charavay, *Correspondance de Carnot*, I, 321.

2. Séance du 31 janvier, *Moniteur* du 2 février, n° 333.

présenté au nom du comité de Défense générale et dont l'exécution lui paraît aujourd'hui impossible ; mais qu'il importe seulement pour le moment de changer de ministre de la guerre.

« Malgré l'état de désorganisation presque absolue où se trouve maintenant le ministère de la guerre, je ne désespère pas de la chose publique, puisque vous n'avez qu'à vouloir pour faire cesser les désordres qui existent...

Il existe dans notre situation actuelle un vice radical... malgré le civisme, la probité et les lumières du ministre actuel, on ne peut se dissimuler que les fonctions auxquelles il a été appelé lui sont absolument étrangères, et qu'il n'a pour coopérateurs que des gens sans connaissances sur les immenses détails qu'il doit surveiller, et malgré le désir extrême qu'il a d'opérer le bien, il est impossible qu'il n'y ait pas un bouleversement total dans cette administration, si nous n'y remédions avec célérité.

Un des plus grands fléaux que nous ayons à craindre en ce moment, c'est l'ignorance des administrateurs. Quel que soit leur patriotisme, ils perdraient l'état avec les meilleures intentions du monde...

Sans doute, le comité de constitution vous présentera un plan pour l'organisation du pouvoir exécutif, et je vous propose de renvoyer à cette époque toute discussion sur l'organisation définitive des différents ministères. Ce qui me paraît urgent dans les circonstances où nous sommes, c'est de nous occuper du choix d'un ministre qui, connaissant tous les détails de la guerre, puisse remédier au mal actuel... »

Après Sillery, c'est Chambon qui s'écrit le 2 février (1) : « au moment où les despotes menacent votre liberté, le bien général exige des mesures promptes et ces mesures sont de donner à la république un administrateur tel, qu'il puisse rassurer tous les citoyens, tel que tous les fédérés puissent dire : nous irons aux frontières, mais nous aurons des armes, des habits et des vivres. Je demande donc qu'on procède sur le champ au remplacement du ministre Pache. »

Mais Garreau : « il ne s'agit pas en ce moment du ministre de la guerre ; mais du ministère de la guerre ; il ne faut pas mettre les hommes à la place des choses. Je demande qu'on passe à l'ordre du jour et qu'on s'occupe de l'organisation de ce ministère. »

Et Dubois Crancé : « la Convention a chargé une commission d'examiner la conduite du ministre, il faut donc avant de rien décider entendre ce rapport. »

1. Séance du 2 février, *Moniteur*, n° 36 du 5 février.

Plusieurs voix : « On n'a pas besoin de ce rapport pour nommer le ministre. »

N... : « Comme membre de la commission, je dois annoncer qu'elle s'est convaincue que dans toutes les parties de la guerre, il existe un désordre qui devient plus dangereux encore dans ce moment. »

Plusieurs voix « le renvoi du ministre ! »

Marat est à la tribune pour défendre Pache. On demande aussitôt que la discussion soit fermée.

Salles : « Je demande que Marat soit entendu. »

Marat : « C'est vos parties honteuses que je veux faire voir !. »

Bouffion : « Parmi les projets de décrets qui nous sont présentés, il y en aura un sans doute que vous adopterez. Je demande donc que l'on continue d'entendre successivement tous ceux qui auront des projets à présenter, mais que la discussion soit fermée. »

Cette proposition est adoptée. Faure, Garnier, Marat, Comte, Lehardy, Mathieu, Bouffion, Fabre, Barère, Sers, Larbaroux, Oudin présentent chacun un projet sur l'organisation du ministère.

Barère porte à Pache le coup fatal : « si un de vos décrets ne me circonscrivait à ne parler que des choses, je demanderais que le premier article de votre décret sur l'organisation du ministère de la guerre, fut le changement du ministre : car il manque dans une très grande partie de la République de ce nerf de l'autorité publique : la confiance.

Sans attaquer ses intentions, ni sa probité, je peux parler de l'insuffisance de ses moyens dans le moment où nous avons neuf armées sur pied et la guerre avec les plus fortes puissances européennes. Je me borne à proposer un projet de décret qui présente à la Nation les garanties nécessaires et les précautions indispensables pour que le ministère de la guerre marche...

Voici mon projet de décret :

Article premier. — Le ministre actuel de la guerre sera changé : en conséquence il sera fait demain par scrutin une liste de candidats, sur laquelle il sera procédé lundi par appel nominal, à l'élection du nouveau ministre... »

Le projet de décret est adopté, dit le moniteur, après quelques débats.

III. — REGRETS PROVOQUÉS PAR LA CHUTE DE PACHE.

Séance du 3 février aux Jacobins ; adresse à la Convention.

Le 3 février, la société des Jacobins prend séance sous la présidence de Monestier (1). L'on y manifeste la plus vive indignation contre « la cabale infâme » qui vient enfin de triompher de Pache et la société décide d'envoyer sur le champ à la Convention, une députation, pour protester contre le renvoi du ministre de la guerre.

Cette députation, que les comptes rendus nomment « des pétitionnaires fédérés, s'intitulant défenseurs de la République une et indivisible » (2), est admise à la barre. L'un de ses membres prend la parole (3).

« Les défenseurs de la République une et indivisible, ont été instruits, que vous aviez décrété, que le ministre de la guerre serait remplacé. Citoyens, Pache est un républicain, il a fait son devoir, il a juré de mourir à son poste et cependant, vous voulez le remplacer !

Nous avons juré de respecter vos décrets, nous gardons le silence ; mais nous vous proposons de décréter que Pache a conservé l'estime publique. »

Le président : « Citoyens, la Convention vous a entendus ; elle examinera votre demande. »

N... : « Je convertis en motion la demande des pétitionnaires et je demande qu'elle soit décrétée » (*on murmure*).

Prieur : « Je demande l'impression de l'adresse qui vient de vous être présentée et l'envoi aux départements ; personne ne s'est élevé contre la probité de Pache ; on a simplement dit que l'immense administration dont il est chargé est au-dessus de ses forces et l'assemblée elle-même a consacré cette vérité en donnant sept adjoints au ministre de la guerre. »

Férat : « Si l'on décrète l'impression de cette adresse, je demande que l'on décrète aussi celle des notes que les différents généraux de la République vous ont fait parvenir contre Pache. »

Lecointre Puyraveau : « Décréter l'impression de cette adresse, serait prévariquer ; adopter la demande qui y est contenue et qui a été convertie en motion serait inconséquence ; je vais le prouver : on ne doit envoyer dans les départements que des ouvrages propres à y entretenir le patriotisme. »

1. La société des Jacobins, Aulard, V, 16.

2. *Archives Parlementaires*, LVIII, 182.

3. Séance du 3 février, *Moniteur* du 5, n° 36.

Plusieurs membres de l'une des extrémités : « Et les ouvrages que Roland y a fait parvenir ? »

Lecointre : « J'ai écouté attentivement l'adresse ; elle contient des éloges du ministre et n'est point propre à donner des éclaircissements sur la conduite de Pache qui est reconnu ou prévaricateur ou stupide.

Si vous adoptez la demande qui vous est faite et que vous décrétiez que Pache n'a pas perdu l'estime publique, je vous demande quelle conduite vous tiendriez, si, par le résultat du rapport que votre commission est chargée de vous faire, Pache se trouvait coupable.

Lorsque les généraux vous ont fait contre le ministre de la guerre des dénonciations motivées, vous y avez ajouté quelque croyance, puisque vous avez chargé un comité d'examiner sa conduite ; ainsi, déclarer aujourd'hui qu'il conserve votre estime, le juger ensuite, serait une contradiction manifeste.

Je demande l'ordre du jour. »

L'assemblée passe à l'ordre du jour.

Une partie des membres de l'extrémité, allègue des doutes sur les résultats du scrutin et réclame une deuxième épreuve. L'assemblée est très agitée.

Le président : « La Convention nationale a passé à l'ordre du jour. »

Thuriot : « Non, monsieur, elle n'y a pas passé et je demande l'insertion de la pétition au bulletin » (*murmures*).

Barbaroux : « Je m'oppose au renouvellement de l'épreuve et je demande à être entendu comme membre de la commission. »

Plusieurs voix : « Vous n'avez pas la parole ; une seconde épreuve. »

Saint-André : « Je demande que Barbaroux soit tenu de déclarer si c'est au nom de la commission qu'il demande la parole ; dans le cas contraire, je demande qu'il soit rappelé à l'ordre. »

Barbaroux insiste pour avoir la parole ; le tumulte augmente ; le président se couvre.

Le président découvert : « Je ne ferai aucune observation sur la scène affligeante qui vient de se passer. »

N... : « Mettez votre chapeau encore une fois. » (*Violents murmures contre l'interlocuteur*).

Plusieurs voix : « La censure et l'envoi du procès-verbal aux départements ! »

Ferrand : « Je demande que Pache ne puisse pas sortir de Paris qu'il n'ait rendu ses comptes. »

Marat : « Roland ! Roland ! »

Le président : « J'ai mis aux voix l'ordre du jour ; il a été

décreté. On demande une seconde épreuve ; j'en vais la faire. »

Prieur : « il y a deux propositions, l'une de décréter la demande des pétitionnaires, convertie en motion ; l'autre d'imprimer leur adresse ; j'en demande la division. Il est possible qu'il y ait des membres qui veulent adopter l'une de ces propositions et qui rejetteraient l'autre. »

Châles et Brival demandent l'insertion de la pétition au bulletin. L'assemblée rejette cette dernière proposition et passe à l'ordre du jour sur la demande des pétitionnaires.

Ainsi, la majorité girondine vient de triompher une fois de plus et a réussi à faire résuser à Pache une consolation de pure forme. Elle fait plus encore ; car elle obtient le même jour, un décret qui est une dernière offense envers le ministre déchu : il autorise tout citoyen, ayant bien mérité de la patrie dans les différentes armées, et n'ayant pas reçu satisfaction de Pache, à être entendu à la barre (1).

IV. — FIN DE L'ENQUÊTE SUR PACHE.

L'enquête ordonnée le 3 janvier tourne court ; le procès Pache après Thermidor. Réhabilitation.

Pache est vaincu ; mais la Montagne et la Commune n'entendent pas sacrifier ainsi, celui qui n'a pas hésité à les soutenir pendant son passage au pouvoir. Une compensation s'offre : le poste de maire de Paris est vacant. Pache y posera sa candidature.

Elu sans difficultés, l'ancien ministre de la guerre présidera pendant les mois les plus troublés de la révolution aux destinées de la grande cité. Nous n'avons pas à le suivre dans cette nouvelle carrière tracée à son activité. Mais il nous reste à parler de la liquidation de ses comptes, qui clôture l'enquête ouverte sur sa gestion au début de janvier 1793.

La commission chargée de faire le rapport, ne parvient pas à aboutir. Par trois fois, les 19 février, 28 mars et 28 avril (2), les girondins font décréter que ses conclusions seront déposées dans le plus bref délai ; mais les événements s'y opposent et obligent le comité de la guerre et les membres de la commission à s'occuper d'affaires plus urgentes. D'ailleurs, l'inanité des accusations portées contre le ministre par des adversaires sans scrupules, enlève tout intérêt à la question.

1. Décret du 3 février 1793.

2. Séances des 19 février, 28 mars et 28 avril 1793, *Moniteur*, XV, 500, 819 ; XVI, 246.

Le 7 mai, Cambon monte à la tribune (1), pour demander le renouvellement des pouvoirs du comité de Salut public. Il déclare également : « Nous avons trouvé le pouvoir exécutif ne marchant pas et nous le dirons encore, il est des ministres que nous ne pouvons faire marcher... Dans le rapport général que nous vous ferons, nous vous dirons la vérité sur tous les individus... »

Le ministère de la guerre est un dédale, je défie tout être vivant de faire marcher cette machine. Les réclamations, les demandes se multiplient à l'infini et je ne comprends pas comment un seul homme peut se charger d'une pareille responsabilité. Il y a eu une stagnation terrible ; ce département a été renouvelé en entier... » Il estime qu'il faut passer l'éponge sur les événements antérieurs.

C'est à quoi se décide la Convention et ceci lui est d'autant plus facile, que bien des voix se sont faites entendre depuis le 2 février en faveur de Pache. Comment ne pas citer en particulier celle de son collègue Garat, déclarant à la séance du 19 mars (2) : « Il a été beaucoup calomnié. Quant à moi, je ne l'ai point suivi dans les bureaux du ministère de la guerre ; mais je l'ai vu au conseil exécutif voter constamment pour les mesures les plus favorables à la liberté ; mais les plus calmes et les plus modérées. Depuis que je suis au ministère de l'intérieur, je l'ai vu se livrer avec la plus grande activité à la recherche des malintentionnés et des agitateurs ; je l'ai toujours trouvé debout, veillant à la tranquillité publique. Si cette conduite n'était pas sincère, elle serait d'un grand scélérat ; mais il faudrait avoir de fortes preuves pour le prétendre. Je crois donc que Pache ne trompe pas la République » (3).

Ce n'est pas l'avis des girondins ; Brissot, en particulier, se fait leur porte parole et renouvelle avec une véhémence haineuse, leurs accusations contre l'ancien ministre, dont ils ont tout à craindre dans son nouveau poste de maire de Paris.

« On est devenu cannibale par peur (4) ; à ce trait vous avez reconnu Pache.

1. Séance du 7 mai, *Moniteur* du 9, n° 129.

2. Séance du 19 mars 1793, *Moniteur* XV, 751.

3. Garat écrira de lui dans ses *Mémoires* (p. 96) : « je ne disais pas comme toi (il écrit à Beurnonville) en parlant de Pache « l'homme noir » ; mais nos âmes toutes les deux confiantes, s'unissaient chaque jour par des sentiments plus intimes ; et devant Pache qui ne me montrait que de bons sentiments, qui ne me paraissait rien haïr, pas mêmes ses ennemis, et rien aimer que sa famille et la démocratie, j'ai toujours été en examen et en observation... »

S'il était possible que, malgré le calme immuable, que malgré l'éternel repos de la physionomie et de l'âme de Pache, Pache put avoir alors des intelligences secrètes avec les furieux !... »

4. Brissot député du département d'Eure et Loir à ses commettants, 30 mai 1793, B. N., L. B. 41, 652, in-8.

Je ne me consolerais jamais d'avoir participé à l'élévation de cet homme qui est le plus fourbe des anarchistes, s'il n'en est le plus imbécile ou le plus lâche ; de cet homme dont Roland avait fait la réputation, de cet homme qui pour prix de ce service voulait livrer la tête de son bienfaiteur à ses plus cruels ennemis ; de cet homme qui, par complaisance pour les factieux, désorganisa toutes nos armées... »

Puis il accuse Pache d'avoir donné des places à ses créatures, « coupes-têtes » de septembre ; de passer ses marchés à leur profit, d'avoir dépensé 4 à 500 millions.

...« Où sont les comptes, ces comptes que la Convention ordonna de rendre tous les quinze jours, ces comptes que le ministre devait donner en quittant son ministère ?

Beurnonville a déclaré en entrant dans ce ministère et après avoir examiné l'état des dépenses, qu'il existait une somme de 160 millions dont on ne pouvait justifier l'emploi. Cambon a dit au comité et à la tribune qu'il était impossible de pouvoir porter la lumière dans les dépenses de ce département (il a répété encore cet aveu à la séance du 7 mai 1793), qu'il fallait passer l'éponge ; et Cambon... a fermé les yeux sur les effroyables dépenses de Pache... »

Il semble en effet que Pache aurait eu intérêt à exiger lui-même, la publication du rapport de la commission d'enquête, ne serait-ce que pour faire taire ses calomnieurs. A défaut de cette pièce, qui serait particulièrement probante, nous pouvons opposer au témoignage de Brissot, celui non moins précis de Delacroix, l'un des commissaires à l'armée Belgique. Il atteste à la fin de février que cette armée jouit enfin « à l'égard des subsistances et fournitures, des soins et travaux de l'ex-ministre Pache, que les malveillants de la Convention avaient fait sortir du ministère, à l'instant qu'il était parvenu à réparer les torts et l'imprévoyance de Servan » (1).

Mais la meilleure justification de Pache allait être fournie, quelques années plus tard, à l'occasion de son procès.

Arrêté le 21 floréal an II ; puis après le 9 thermidor, transféré à la tour de Ham, il était envoyé ensuite à Chartres.

Aussitôt, Bourdon de l'Oise, réclame de la Convention sa mise en jugement et Bergoing prend au comité de Sûreté générale les poursuites en mains.

Pache est accusé d'avoir désorganisé nos armées lors de son passage au ministère et d'être l'un des principaux instigateurs de la journée du 31 mai (2).

1. *Journal du club des Jacobins*, 8 mars 1793, Aulard, V, 77.

2. Adrien Sée, *op. cit.*, Introduction.

Quelques semaines plus tard, malgré tous les efforts des ennemis du ministre, l'accusateur public près le tribunal criminel d'Eure-et-Loir, n'a pu réunir aucune preuve. « La France entière, écrit-il à la Convention (1), réclame le prompt jugement de Pache... les détenus sollicitent eux-mêmes vivement leur jugement; ils regardent tout retard comme un déni de justice et les reproches les plus sanglants sont par eux adressés aux magistrats chargés de l'exécution de la loi !

J'observerai à la Convention nationale, que nulle pièce à charge ne m'est parvenue contre plusieurs de ces détenus et que je ne puis mettre en jugement un citoyen contre lequel il est impossible de baser un acte d'accusation. »

Aussi, devant l'impossibilité de mettre sur pied aucun des chefs de l'accusation, l'amnistie du 4 brumaire an IV, vient-elle ouvrir à l'ex-ministre, les portes de sa prison. Il se retire à Thimble-Moutier (Ardennes), abandonnant définitivement la carrière politique. Demeuré fidèle à sa foi républicaine, il devait y passer ses dernières années dans la retraite et y mourir dans la plus modeste aisance (2), réduisant ainsi à néant les pertides attaques que ses ennemis avaient osé diriger contre sa probité.

1. L'accusateur public près le tribunal criminel d'Eure et Loir à la Convention, A. Sée, *op. cit.*, 2 et 3.

2. Pierquin, *op. cit.*

CONCLUSION

En suivant l'évolution du rôle du ministre pendant les derniers mois de l'année 1792, nous l'avons vu jouir d'abord de l'autorité la plus étendue ; puis, après la réunion de la Convention, perdre peu à peu chacune de ses attributions, par empiètements progressifs du législatif.

D'ailleurs, si Pache a dû laisser le comité militaire, puis celui de Défense générale, mettre ainsi la main sur ses services, il conserve en tous cas, pendant toute la durée de son ministère, assez d'autorité, pour faire appliquer dans son département ses idées personnelles.

On lui a reproché d'avoir tout désorganisé par incapacité. Or, le ministre a fait preuve de conceptions hardies qui lui sont bien propres. Ne montre-t-il pas une véritable prescience de la grande guerre, dont les principes sont encore inconnus de ses contemporains, quand il cherche à grouper sous un commandement unique nos trois armées de l'est, comme l'avait fait d'ailleurs son prédécesseur pour celles du nord ? Le plan de campagne et de réorganisation de l'armée élaborés par lui à la fin de décembre 1792, ne va-t-il pas servir de base aux rapports de janvier et février 1793, qui ont immortalisé Dubois Crancé ? Enfin, la création même du fameux directoire des achats, n'est-elle pas autre chose qu'un procédé original, destiné à rénover toute l'administration militaire ?

Si cette institution a complètement échoué, ce n'est pas que Pache ait manqué de la ténacité et de l'énergie nécessaires pour la faire aboutir ; mais parce qu'il se heurtait à une coalition d'intérêts, qu'il n'avait pas les moyens de briser et disons-le aussi, parce que la mesure était inopportune.

Il était arrivé au ministère dans le moment le plus défavorable. L'armée, désorganisée jusqu'au 10 août par des ministres hostiles au régime, venait de s'enfler brusquement de la grande levée de 1792, provoquée par le danger de la Patrie. Il ne fallait pas seulement entretenir les corps en opérations ; mais pourvoir

à l'habillement, à l'armement, à l'équipement des réquisitionnaires et des volontaires et faire face à ces besoins, avec des magasins vides, une administration peu diligente, des fournisseurs sans scrupules.

Pour remédier au mal, il aurait mieux valu sans doute, ne pas chercher à tout rénover brusquement ; mais éliminer progressivement les indésirables, poursuivre les fripons, rendre peu à peu aux services leur marche normale ; il aurait mieux valu aussi peut-être, placer à la tête du directoire des achats, autre chose que des commerçants dont la probité ne fut pas au-dessus du soupçon.

Ce sont là des erreurs, même des fautes. Mais l'armée en février 1793, n'était pas si désorganisée qu'on l'a prétendu, puisqu'elle allait prendre à très bref délai l'offensive en Hollande et soutenir sur toutes nos frontières le choc de l'adversaire. Il paraît difficile d'attribuer à Beurnonville un si prompt rétablissement, malgré les témoignages de satisfaction sur l'état des troupes que lui prodiguent à l'envie, au lendemain de son arrivée au pouvoir, les mêmes généraux qui se plaignaient la veille de la plus extrême désorganisation. Il faut en revenir aux paroles de Delacroix sur Pache : « Les malveillants de la Convention le firent sortir du ministère, à l'instant qu'il était parvenu à réparer les torts et l'imprévoyance » de ses prédécesseurs.

Vu, le 10 octobre 1926.

Le Doyen de la Faculté des Lettres,

J. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

1^o ARCHIVES

A) *Archives historiques du Ministère de la Guerre* (Archives modernes, 1^{re} partie, de la Révolution à la paix d'Amiens).

I. — SUBDIVISION NORD.

a) *Correspondance* :

Correspondance des armées du Nord, de Belgique et des Ardennes, 1792, 1793 : 20 cartons.

b) *Registres* :

- 1-a/1. 1. Armée des Ardennes : correspondance du ministre avec les généraux, octobre 1792, 10 août 1793.
- 1 bis. Registre de correspondance du général Biron, lettres intimes et politiques provenant de Talleyrand, Dumouriez, etc., 9 décembre 1791, 10 décembre 1792.
2. Armée du Nord et des Ardennes, correspondance, 1792-1793.
- 1-a/2. 3. Armées du Nord : correspondance du chef de l'état-major général, 6 novembre 1792-3 janvier 1794.
4. Armée du Nord. Registre de correspondance du ministre avec les généraux en chef et autres, du 5 décembre 1792 au 7 thermidor an II.
5. Armée du Nord, armée des Ardennes, armées de Belgique, du Rhin, des Vosges, de la Moselle. Correspondance secrète du ministre avec les généraux Dumouriez, Custine et Valence, dépêches reçues et expédiées. février 1793.
- 3-a/4. 13 bis. Armée du Nord : correspondance de l'état-major général, 1792-1794.
- 1-a/38. Armée des Ardennes et de Sambre et Meuse : registre d'ordres, 1792-1794.
- 1-a/59. Armée de Belgique. Correspondance du ministre de la Guerre

(la plupart des lettres sont adressées à Dumouriez) du
10 octobre 1792 au 8 avril 1793.

c) *Situations* :

Armées du Nord, Ardennes et Belgique, situations générales, 1791, 1792.
Armées du Nord et des Ardennes, situations générales, 1793, 1794.

II. — SUBDIVISION EST.

a) *Correspondance* :

Armées du Rhin et du Centre, 1791-1792	8 cartons
Armées du Rhin, des Vosges, de la Moselle, 1792-1793 .	10 cartons
Armées du Rhin et de la Moselle, 1793	9 cartons
Procès de Custine, 1793	1 carton

b) *Registres* :

- 2-a/1. 1A. Armée du Rhin. Dépêches des ministres de la Guerre,
du 15 mai au 21 décembre 1792.
- 2-a/2. 1B. Armée du Rhin. Registres de correspondance des géné-
raux en chef et autres du 29 juin à novembre 1792.
- 2-a/3. 5 bis. Armée du Rhin. Ordres journaliers du général en chef
et de l'état-major général du 23 avril au 21 août 1792.
1 bis. Armée du Centre. Correspondance du ministre avec
les généraux Lückner, Keltermann, Lafayette, du
10 mai au 15 septembre 1792.
- 2-a/4. 8A. Armée du Rhin. Registre de correspondance du général
Biron du 20 juillet au 6 septembre 1792.
- 2-a/5. 9. Armée du Rhin. Registre de correspondance du chef de
l'état-major général Victor de Broglie, du 5 juin au
30 septembre 1792.
- 2-a/6. 13. Armée du Rhin. Correspondance et ordres du général
Biron, du 11 août au 31 décembre 1792.
14. Armée du Rhin. Correspondance du général Biron du
7 septembre au 20 octobre 1792.
15. Armée du Rhin. Correspondance du ministre avec le général
en chef et autres, du 13 octobre au 16 novembre 1792.
16. Armée de la Moselle. Correspondance du ministre avec le
général Kellermann du 14 octobre au 5 novembre 1792.
- 2-a/7. 15. Armée du Rhin. Correspondance du général Biron du
20 octobre 1792 au 20 janvier 1793.
18. Armées du Rhin, des Vosges et de la Moselle. Corres-
pondance du ministre du 15 octobre 1792 au 17 ther-
midor an VI.
19. Armée du Rhin. Registre de correspondance du 8 août
1792 au 6 pluviose an II.

2-a/9. 24. Armée du Rhin. Registre de correspondance de l'état-major général du 5 septembre 1792 au 29 mars 1793.

c) *Situations* :

Armées du Rhin, du Centre, des Vosges, de la Moselle :

1791-1792 1 carton

1793 1 carton

III. — SUBDIVISION SUD-EST.

a) *Correspondance* :

Armées du Midi, des Alpes (Savoie) et d'Italie (Var), septembre à novembre 1792 1 carton

Armées des Alpes et d'Italie, décembre 1792 à mars 1793. 2 cartons

b) *Registres* :

c) *Situations* :

Armées du Midi, des Alpes (Savoie) et d'Italie (Var) ;

1792-1793 1 carton

IV. — SUBDIVISION SUD

a) *Correspondance* :

Armée des Pyrénées, 1792-1793 3 cartons

b) *Registres* :

4-a/1. A1. Correspondance du ministre de la guerre avec les généraux en chef du 15 octobre 1792 à thermidor an II.

B2. Même objet du 15 octobre 1792 au 21 mars 1793.

C3. Lettres des généraux Chaderlos de Laclos et Lacuée au ministre de la guerre, 6 octobre 1792, 7 février 1793.

c) *Situations* :

Armée des Pyrénées, 1793 1 carton

V. — SUBDIVISION OUEST.

a) *Correspondance* :

Armée de l'Intérieur, devenue armée de Réserve, octobre 1792, avril 1793 1 carton.

Armée des Côtes, février, avril 1793 1 carton

Camp sous Paris (1792) 1 carton

b) *Registres* :

c) *Situations* :

Armée de l'Intérieur, 1792-1796 1 carton

CORRESPONDANCE DU GOUVERNEMENT.

Registres :

- A/1 Enregistrement de la correspondance de la Monarchie, du Conseil exécutif Provisoire et du Comité de Salut Public, relative à l'armée du Rhin, du 26 mars 1792 au 7 octobre 1793.
- A/2. Analyse de la correspondance du ministre avec les diverses armées du 17 novembre au 5 décembre 1792.
- A/3. Analyse de la correspondance générale du ministre avec les généraux en chef, commissaires du gouvernement, commissaires-ordonnateurs en chef, du 17 novembre au 17 décembre 1792.
- A/8. Analyse de la correspondance du ministre de la Guerre du 29 novembre 1792 au 7 février 1793.
- A/9. Analyse de la correspondance du ministre de la Guerre du 7 novembre 1792 au 9 janvier 1793.
- A/33. Correspondance du ministre avec les généraux et représentants aux armées de la Moselle, du Nord, des Ardennes, du 30 octobre 1792 au 30 septembre 1793.
- A/34. Lettres diverses du ministre aux administrations civiles et militaires, du 8 octobre 1792 au 25 juillet 1793.
- A/6-b. Enregistrement de la correspondance du ministre du 4 octobre 1792 au 5 février 1793.
- A'/1. Armée du Nord, des Côtes et des Côtes de Brest. Registre de correspondance des ministres avec les généraux en chef Labourdonnaye, Canclaux, etc. du 9 octobre 1792 au 13 novembre 1793.
- A'/2. Enregistrement de la correspondance ministérielle (lettres reçues) du 4 décembre 1792 au 11 octobre 1793.

Correspondance :

Correspondance générale du ministre de juin 1792 à avril 1793 10 cartons

Archives administratives du Ministère de la Guerre :

Les documents sont extraits des dossiers personnels des officiers : dossiers Servan, Lacuée, Chaderlos de Laclos, Meusnier de la Place, etc.

B) Archives nationales :

Sous série D XV (Comité militaire) (1) :

- 1-2. Armées du Nord et du Centre, arrêtés des représentants du peuple, états de troupes, correspondance du ministre de la Guerre et des généraux, 1792.

1. Pour l'inventaire analytique complet de la sous-série D XV, cf. P. Caron, *Les papiers des comités militaires*.

3. Armée du Midi, états de situation, subsistances, 1792.
 4. Correspondance du ministre de la guerre, des généraux et officiers, etc.
- AF I, 741 ; AF II, 742 : Convention, Conseil exécutif provisoire et Comité de Salut public. Inventaire sommaire avec table alphabétique, par MM. Prost et Roequain, 1873, manuscrit, 1 registre.
- AF I, 3-5. Comité militaire : minutes de lettres et de procès-verbaux, 1791-1792.
- AF I, 18-20. Comité militaire : procès-verbaux, correspondance, 1791-1792.
- AF II, 7-10. Rapports ministériels et pièces soumises au conseil. 14-16. Comité de la Guerre : minutes de procès-verbaux et lettres, 1792 an IV.
- AF II, 198-231. Guerre :
- 232-280. Missions des représentants du peuple près des armées.
 - 232-241. Nord, 1792-an IV.
 - 242. Ardennes.
 - 243-246. Nord, Sambre et Meuse.
 - 247-249. Rhin.
 - 250-254. Alpes, Italie, Midi.
 - 255-264. Pyrénées-Occidentales et Orientales.
 - 265-280. Ouest.
- AF II* 1-8. Conseil exécutif provisoire, procès-verbaux des séances 22-29. Comité de la Guerre :
- 22-24 Procès-verbal, 1792-an IV.
 - 25-28. Enregistrement et renvoi de pièces, 1792-an-IV.
 - 29. Correspondance, 1793-1794.
- AF II* 44, Correspondance des représentants en mission, 1792-1793.
- C) *Archives de la préfecture de police à Paris.*
- Notes de Topino Lebrun sur le tribunal révolutionnaire et ses membres 1 carton.

2° OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ARNAULT, JAY, JUY, NORVINS. — *Biographie universelle des contemporains ou dictionnaire méthodique et raisonné.* Paris, 1820, 20 vol., in-8.
- AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française.* Paris, 1901, in-8.
- BARTHÉLÉMY. — *Le pouvoir exécutif dans les Républiques modernes.* Paris, 1889, in-4.
- G BRIÈRE et P. CARON. — *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine.* Depuis 1898, ont paru les répertoires des années

- 1898 et suivantes ; depuis 1910 le répertoire est publié annuellement dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Paris, in-8.
- BUCHEZ et ROUX. — *Histoire parlementaire de la Révolution française*. Paris, 1834-1838, 40 volumes, in-8.
- P. CARON. — *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789*. Paris, 1912, in-8.
- *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française*. Paris, 1912, in-8.
- CHATEAUNEUF. — *Nepos français*. Paris, an XIII, 1805, 22 volumes, in-12.
- CHÉRUEL. — *Dictionnaire des Institutions*. Paris, 1899, 2 volumes, in-16.
- CHUQUET. — *Les guerres de la Révolution*. Paris, 11 vol., in-16 de 1886 à 1893.
- DUBOIS CRANCÉ. — *Analyse de la Révolution française*. Paris, 1835.
- ÉTAT SOMMAIRE, *des archives nationales*. Paris, in-4, 1891.
- FANTIN DESODOARDS. — *Histoire philosophique de la Révolution française*, 7^e édition, 6 vol., in-8°, 1820.
- GRIMOARD. — *Tableau historique de la guerre de la Révolution française*. Paris, 1808, 3 vol., in-4°.
- HÉNAULT. — *Abrégé chronologique de l'histoire de France*, revu par Michaud. Paris, 1836-1842, in-4°.
- JOMINI. — *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution*, 1819-1824, 15 volumes et atlas. Paris, in-8.
- KUSCINSKI. — *Dictionnaire des Conventionnels*. Paris, 1916-1919, 4 fasc., in-8.
- MARION. — *Dictionnaire des institutions au XVII^e et au XVIII^e siècle*, Paris, 1923, in-8.
- MICHAUD. — *Biographie universelle ancienne et moderne*. Paris, 1811-1828, 52 vol., in-8 ; 1811-1862, 85 volumes, in-8.
- MORTIMER TERNAUX. — *Histoire de la Terreur*. Paris, 1862-1869, 7 vol., in-8.
- RAMBAUD. — *Histoire de la civilisation française*, 1885-1888, 3 vol. in-18.
- SCHMIDT (Ch.). — *Les sources de l'histoire de France depuis 1789*. Archives nationales. Paris, 1907, in-8.
- Société de militaires et de gens de lettres. — *Victoires, conquêtes, désastres revers et guerres civiles des Français de 1792 à 1815 ; 1817-1821*, 27 vol., 3 suppléments. Paris, 1817-1833, 35 vol. in-8.
- THIERS. — *Histoire de la Révolution française*. Paris, 1824-1827, in-fol.
- TOULOUGEON. — *Histoire de France depuis la Révolution*. Paris, 1801-1806, 4 vol., in-4°.
- TOURNEUX. — *Les sources bibliographiques de l'histoire de la Révolution*. Bibliographie moderne 1897 et à part 1898. Paris, in-8.

- *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution*. Paris, 1890-1906, 4 vol., in-8.
- TUÉTEY. — *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. I, II, III, Constituante; IV à VII Législative, tomes VII et suivants Convention.

3^e OUVRAGES SPÉCIAUX

- ALDIGUIER (d'). — *Eloge historique du lieutenant général Jean Gérard de Lacuée, comte de Cessac*. Toulouse, grand in-8.
- Almanach National.
- Almanach Royal.
- AUDOIN. — (X). *Histoire de l'administration de la Guerre*. Paris, 1811-1840, 4 vol., in-8.
- AULARD. — *Les grands orateurs de la Révolution*. Paris, 1914, in-8.
- *Danton*. Paris, 1884, in-16.
- *Etudes et leçons sur la Révolution Française*. Paris, 1893 à 1910, in-18.
- AVENEL. — *Lundis révolutionnaires*. Paris, 1875, in-8.
- *Anacharsis Clotz*. Paris, 1865, 2 volumes, in-8.
- BABÉAU. — *La vie militaire sous l'ancien régime*. Paris, 1889-1890, 2 vol., in-8.
- BRASCH. — *La Commune du 10 août 1792*. Paris, 1909.
- CARON. — *La défense nationale de 1792 à 1795*. Paris, 1912, in-16.
- CAVROIS. — *Rapprochement, Jeunesse*. Arras s.d, in-8.
- CHASSIN (Charles). — *L'armée et la Révolution*. Paris, 1867, 1 vol., in-12.
- CHASSIN et HEUNET. — *Les volontaires nationaux pendant la Révolution*. Paris, 1899-1902, 2 vol., in-8.
- CHUQUET. — *La légion germanique*. Paris, 1904, in-8.
- CLERGET. — *Tableaux des armées françaises pendant les guerres de la Révolution*. Paris, 1905, in-8.
- CROSSARD. — *Fragments pour servir à l'histoire de la guerre de 1793 à 1815 inclus ou Mémoires du baron de Crossard*, t. I, (a seul paru). Toulouse, 1825, in-8.
- DEPREZ. — *Les volontaires nationaux*. Paris, 1908, in-8.
- DUMAS. — *Souvenirs du lieutenant général comte Mathieu Dumas de 1770 à 1836 publiés par son fils*. Paris, 1839, 3 volumes, in-8.
- DURUY. — *L'armée royale en 1789*. Paris, 1888, 1 vol., in-12.
- GUY DE VERNON. — *Opérations militaires de Custine et Houchard*. Paris, 1844, in-8.
- GRIMOARD. — *Recherches sur la force de l'armée française*. Paris, 1806, 1 vol., in-8.
- GROS. — *Le comité de Salut public et la Convention nationale*. Paris, 1893, in-8.

- GUIFREY. — *Les Conventionnels*. Paris, 1889, in-8.
- GUYOT. — *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office, à chaque état*. Paris, 1786-1788, 4 volumes, in-4^o.
- HENNET. — *Etat militaire pour l'année 1793*. Paris, 1903, in-8.
- Historiques de l'armée française, Recueil des historiques des corps de troupes (1569-1900)*. Paris, 1900, gr. in-8.
- IUNG. — *L'armée de la Révolution, Dubois Crancé*, Paris. 1884, 2 vol, in-12.
- JOINVILLE. — *La campagne de 1792 en France*. Paris, 1841, in-8.
- LATREILLE. — *L'œuvre militaire de la Révolution. L'armée et la nation à la fin de l'Ancien Régime*. Paris, 1914, in-8.
- LECONTE. — *L'observateur impartial aux armées de la Moselle, des Ardennes, de Sambre et Meuse, etc., de 1792 à 1796*. Paris, an V.
- LUCAY (de). — *Le pouvoir ministériel en France, les secrétaires d'Etat*. Paris, 1867.
- MASSIN. — *Le département des affaires étrangères pendant la Révolution*. Paris, 1877.
- MATHIEZ (A.). — *Autour de Danton*. Paris, 1926, in-8.
- *Etudes robespierristes*. Paris, 1917-1918, 2 vol., in-16.
- MENTION. — *L'armée de l'Ancien Régime*. Paris, s. d., in-8.
- *Le comte de Saint-Germain et ses réformes*. Paris, 1884, in-8.
- NAUROY. — *Le Curieux*, 1883-1888, 2 volumes, in-8.
- MASSON. — *Le département des affaires étrangères pendant la Révolution*. Paris, 1877.
- PIERQUIN. — *Mémoires sur Pache, ministre de la Guerre en 1792 et maire de Paris sous la Terreur. Trois écrits (de Pache) datés de Thin-le-Moutier*. Charleville, 1900, in-8.
- ROUSSEL. — *Etats militaires de la France de 1761 à 1789*, in-12.
- ROUSSET. — *Les volontaires*. Paris, 1873.
- SAGNAC (Ph.). — *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*. Paris, 1917, in-8.
- SENAG DE MEILHAN. — *Portraits et caractères*. Paris, 1813, in-8.
- SERVAN. — *Le soldat citoyen dans le pays de la Liberté*. Paris, 1780, in-8.
- SICARD. — *Histoire de l'institution militaire des Français*. Paris, 1831, 3 vol., in-8.
- SOREL. — *L'Europe et la Révolution française*. Paris, 1887, in-8.
- VIAL. — *Cours d'art et d'histoire militaire*.

4^o SOURCES IMPRIMÉES

- Archives parlementaires*. Paris, 1904-1908, Gd in-8, 72 volumes.
- BARÈRE DE VIEUZAC. — *Rapport fait sur l'état de la République le 29 mai 1793*. Paris, in-8.

- BEZENVAL. — *Mémoires*. Paris, 1821, 2 volumes, in-8.
- BOUILLÉ. — *Mémoires* 1821. Paris, in-8.
- BRISOT. — *À ses commettants*. Paris, 22 mai 1793, in-8.
- Les bureaux de la Guerre*. Paris, 1792, in-4.
- BUZOT. — *Mémoires*. Paris, 1823, in-8.
- CHOISEUL. — *Mémoires*. Paris, 1904, in-8.
- DILLON. — *Compte rendu au ministre de la Guerre*. Paris, 28 octobre 1792, in-8.
- DUMOURIEZ. — *Mémoires*. Paris, 1827, 2 volumes, in-12.
- GARAT. — *Mémoires sur la Révolution*. Paris, an III, in-8.
- Journal de la Société des Jacobins*, 3 volumes, in-8.
- Journal des Débats et des Décrets*.
- LA FAYETTE. — *Mémoires*. Paris, 1837, 3 volumes, in-8.
- Moniteur universel*, (Réimpression, tomes XIII, XIV, XV), 32 volumes, in-4.
- MONTBAREY. — *Mémoires*. Paris, 1826-1827, 3 volumes, in-8.
- MONTLOSIER. — *Mémoires sur la Révolution, le Consulat et l'Empire*. Paris, 1830, 2 volumes en un seul in-8.
- MIOT DE MÉLITO. — *Mémoires*, 1788, 1815. Paris, 3 volumes, in-8.
- PACHE. — *Le ministre de la Guerre à ses concitoyens*. Paris, 1^{er} janvier 1793, in-folio.
- *Le ministre de la Guerre à ses concitoyens*, novembre 1792, Paris.
- Patriote français*.
- Procès verbal de l'Assemblée des communes et de l'Assemblée nationale*. Paris, 75 volumes, in-8.
- Procès verbal de l'assemblée nationale Constituante* (table générale des matières). Paris, 1792, in-8.
- Procès-verbal de l'assemblée Législative*. Paris, 1791-1792, 16 volumes, in-8.
- Procès-verbal de l'assemblée Législative* (Table des matières du). Paris, an X, in-8, 2 volumes.
- Procès-verbal de la Convention*. Paris, 1792, 74 volumes, in-8 (la table n'existe qu'aux Archives).
- Recueil d'ordonnances militaires* 1767-1788 (ministère de la Guerre. Salle de communication des Archives).
- Révolution de Paris*.
- ROCHAMBEAU. — *Mémoires historiques militaires et politiques*. Paris, 1824, 2 volumes, in-8.
- ROLAND (M^{me}). — *Mémoires*. Paris, 1846-1848, 4 volumes, in-32.
- SAINT-GERMAIN. — *Mémoires*. Suisse, 1779, 1 volume, in-8.
- SÉGUR (Louis). — *Mémoires*. Paris, 1827, 3 volumes, in-8.
- WIMPFEN. — *Commentaires des mémoires du comte de Saint-Germain*. Londres, 1780, in-8.

5° RECUEIL DE DOCUMENTS IMPRIMÉS.

- AULARD. — *Recueil des actes du Comité de Salut public*. Paris, 1889, 11 volumes, gd in-8.
- *La société des Jacobins*. Paris, 1889-1897, 6 volumes, in-8.
- CARON (P.). — *Les papiers des comités militaires de la Constituante, de la Législative et de la Convention*. Paris, 1912, in-8.
- CHARAVAY. — *Correspondance de Carnot*. Paris, 1892-1897, 3 volumes grand in-8.
- Code militaire, ou Recueil méthodique des décrets relatifs aux troupes de ligne et à la gendarmerie*. Paris, 1789, 15 juin 1792.
- Collection de tous les décrets, lois, proclamations, etc., relatifs au militaire*, 1789-1795. Metz, 20 volumes.
- Collection de mémoires, projets, rapports et lois militaires, adresses et discours de 1789 à 1793*.
- DUMOURIEZ. — *Correspondance avec Pache*. Paris, 1793, in-8.
- DUVERGIER. — *Collection complète des lois*. Paris, 1825, 1828, 24 volumes in-8.
- MONTESQUIOU. — *Correspondance avec les ministres et les généraux de la République*. Paris, 1796, in-12.
- Recueil d'ordonnances militaires*, 1776, 1788.
- RONSin. — *Correspondance*. Paris, 1793, in-8.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Organisation générale du département de la guerre</i>	8
1. Le ministère à la fin de l'Ancien régime.....	10
2. L'œuvre de l'assemblée Constituante	25
3. L'assemblée Législative	38
4. La Convention	55
CHAPITRE PREMIER. — <i>Etat de nos forces au 20 septembre 1792..</i>	74
1. L'armée au moment de la Révolution du 10 août	74
2. Servan au ministère	81
3. La conduite générale des opérations en août, septembre.	102
CHAPITRE II. — <i>L'avènement de Pache au ministère</i>	114
1. Les derniers jours du ministère Servan	114
2. L'intérim de Lebrun	138
3. Organisation du ministère Pache	146
CHAPITRE III. — <i>Transformation de l'administration de la guerre.</i>	156
1. Rapports du ministre avec le gouvernement et l'assemblée	157
2. Nouvelle orientation donnée à l'administration de la guerre	171
3. Conduite générale des opérations	183
CHAPITRE IV. — <i>Les opérations de la fin de l'automne 1792</i>	208
1. Pache et le comité de la guerre	209
2. Fonctionnement de l'administration centrale	241
3. Conduite générale des opérations	220
CHAPITRE V. — <i>Le directoire des achats</i>	269
1. Concussions dans les fournitures pour les armées	269
2. Premières opérations du comité des achats	272
3. Le dissentiment Pache-Dumouriez au sujet des fournitures	277
4. Le dissentiment Pache-Carnot	305
5. Echec de Ronsin en Belgique	308

6. Généralisation des plaintes	312
7. Faillite du directoire des achats	317
CHAPITRE VI. — <i>Dispositions prises par le ministre en vue de la campagne de 1793</i>	322
1. Plan de campagne proposé par Pache et projet de réorganisation de l'armée	322
2. Mesures d'administration militaire	344
3. Attaques des Girondins contre Pache	346
CHAPITRE VII. — <i>Réorganisation générale du département de la guerre, plan de campagne de Dubois Crancé. Etat de nos forces au début de février 1793</i>	357
1. Réorganisation du département de la guerre consécutive à la création du comité de Défense générale. Plan de campagne de Dubois-Crancé	357
2. Situation sur les divers fronts au début de février 1793 ..	368
CHAPITRE VIII. — <i>La chute de Pache</i>	390
1. Ouverture d'une enquête sur les agissements de Pache ..	390
2. Démission de Roland et chute de Pache	391
3. Regrets provoqués par la chute de Pache	399
4. Fin de l'enquête sur Pache	401
CONCLUSION	405
BIBLIOGRAPHIE	407

